

Léon Trotsky

ŒUVRES

Publiées sous la direction de Pierre Broué

avril 1939

à

septembre 1939

Introduction et notes de Pierre Broué

Publications de l'Institut de Léon Trotsky

SOMMAIRE

<i>AVERTISSEMENT</i> (Institut Léon Trotsky)	13
<i>UNE COLLABORATION INTERNATIONALE</i>	15
<i>LISTE DES SIGLES</i>	19
<i>INTRODUCTION</i> (Pierre Broué).	21
<i>REPÈRES CHRONOLOGIQUES</i>	25

Nous avons titré tous les textes qui ne l'avaient pas été soit par Trotsky, soit de son vivant. Les titres que nous proposons sont placés entre [...].

— [Sur l'histoire], discussion (avril 1939)	31
— [Sur la IV ^e Internationale], discussion (avril 1939)	41
• [Autodétermination pour les Nègres américains], discussion (4 avril 1939)	57
[Le Voyage de Sieva], à G. Rosenthal (4 avril 1939)	67
Nos Divergences avec Diego Rivera, déclaration de <i>Clave</i> (5 avril 1939)	69
• [Une Organisation noire], discussion (5 avril 1939)	73
[Inquiétudes pour un silence], à J. P. Cannon (8 avril 1939)	79
[Sur l'Affaire Sieva], à G. Rosenthal (10 avril 1939)	80
• [Toujours le Travail au P.C.], à J. Hansen (10 avril 1939)	87
[Bon Anniversaire], à C. Tresca (10 avril 1939)	89
[Quelques Précisions], à M. DeSilver (11 avril 1939)	90
• [Plans pour l'Organisation nègre], discussion (11 avril 1939)	91

LÉON TROTSKY

[Molinier est irresponsable], à G. Rosenthal (12 avril 1939)	105
[Problèmes d'état civil], à A. Rosmer (12 avril 1939)	106
[Les Assertions de Diego Rivera], à Frankel (12 avril 1939)	109
[Pas d'Ingérence], à la Ligue mexicaine (14 avril 1939)	111
[Les Motifs de Jeanne], à G. Rosenthal (16 avril 1939)	113
[Des Propositions pour l'Europe], au S.W.P. (18 avril 1939)	115
[L'Avenir du <i>Bulleten</i>], à R. Spiegel (20 avril 1939)	118
[Pour le Comité pan-américain], à J. Frankel (20 avril 1939)	119
[Les Difficultés d'un artiste], à Ch. Walker (20 avril 1939)	121
[Ne pas perdre la tête], à E. Hughes (22 avril 1939)	123
• La Question ukrainienne (22 avril 1939)	124
[Retourner en France], au S.W.P. (22 avril 1939)	133
[La Question ukrainienne dans la presse], à J. Hansen (24 avril 1939)	136
[L'I.C. contre-révolutionnaire], à S. Stanley (25 avril 1939)	138
Laborde et les trotskystes en général (28 avril 1939)	139
[Revoir le travail], à Abern (29 avril 1939)	142
• La Philosophie bonapartiste de l'Etat (1 ^{er} mai 1939)	144
[La Question des Curtiss], à J. P. Cannon (1 ^{er} mai 1939)	152
[Les Difficultés du comité pan-américain], à J. Frankel (1 ^{er} mai 1939)	153
[Des Conditions strictes], à A. O. Mendel (4 mai 1939)	154
[Les Amis attendus...], à M. Rosmer (5 mai 1939)	155
[Constat de Désaccord], à Victor Serge (6 mai 1939)	156
[La Question Serge], au P.S.R. (6 mai 1939)	157

[Propositions pratiques], à G. Rosenthal (6 mai 1939)	158
[La Longueur du manuscrit], à E. K. Mills Jr (8 mai 1939)	159
[La Mise au point de la traduction], à M. Abern (8 mai 1939)	161
[La Situation en France], au P.O.I. (9 mai 1939)	163
[Une apprentie dactylo], à Collins (9 mai 1939)	167
[Comment s'y prendre en France], à A. Goldman (9 mai 1939)	168
[Une Lettre et un appel anonymes], à J. Frankel (10 mai 1939)	171
[L'Affaire avec Mendel], à M. Abern (11 mai 1939)	174
[Personnel], à M. Abern (11 mai 1939)	177
— Industrie nationalisée et administration ouvrière (12 mai 1939)	178
[L'Édition française de <i>Leur Morale</i>] (16 mai 1939)	183
[Explication avec l'éditeur], à E. K. Mills Jr (16 mai 1939)	184
[Le Rapport sur Chicago], à N. Gould (24 mai 1939)	186
[Une Proposition acceptée], à A. & M. Rosmer (26 mai 1939)	187
[Le Journal doit changer], à J. P. Cannon (27 mai 1939)	188
[Le Visa pour Elsa], à Rose Karsner (5 juin 1939)	190
[Refus des Suggestions], à A. O. Mendel (5 juin 1939)	192
L'Histoire du bolchevisme dans le miroir du comité central (7 juin 1939)	193
— Moralistes et sycophantes (9 juin 1939)	204
Vers un Bilan des purges (10 juin 1939)	218
[Une Question désagréable], à M. Abern (12 juin 1939)	221
[Un coup dur], à A. C. Collins (12 juin 1939)	222
[Se réorienter vers les masses], à J. P. Cannon (16 juin 1939)	224

LÉON TROTSKY

[Articles à publier], à M. Abern (16 juin 1939)	226
[Un Livre remarquable], à J. Malaquais (19 juin 1939)	227
• L'Enigme de l'U.R.S.S. (21 juin 1939)	228
[Propositions et plans], à A. C. Collins (22 juin 1939)	240
[Recenser le parti], à J. P. Cannon (23 juin 1939)	242
[De riches Possibilités], à J. P. Cannon (26 juin 1939)	243
[Après la Visite], à L. Estrine (26 juin 1939)	245
[Toujours la Question des Visas], à A. Neurath (28 juin 1939)	247
[Plein Pouvoir pour l'article], à M. Abern (30 juin 1939)	249
• Le Kremlin dans la politique mondiale (1 ^{er} juillet 1939)	250
[Le Paiement des traductions], à A. C. Collins (5 juillet 1939)	262
[Vendre les Archives?], à M. Abern (18 juillet 1939)	263
[De graves Erreurs], au P.O.I. (19 juillet 1939)	264
[La Morale ouvrière], à <i>Juin 36</i> (23 juillet 1939)	266
• Le Trotskysme et le Parti socialiste ouvrier et paysan (23 juillet 1939)	268
A la Veille de la Deuxième Guerre mondiale (23 juillet 1939)	293
Lettre ouverte aux Travailleurs de l'Inde (25 juillet 1939)	305
[Propositions pour l'Internationale], à Cannon (26 juillet 1939)	314
[Le P.O.I. — Boitel], au Secrétariat international (27 juillet 1939)	316
[Une nouvelle Période], à S. Lankin (28 juillet 1939)	317
• « Paralyse progressive » (29 juillet 1939)	318
— L'Indépendance de l'Ukraine et les brouillons sectaires (30 juillet 1939)	328
[Sur la Presse], à J. Burnham (31 juillet 1939)	341

ŒUVRES, AVRIL-SEPTEMBRE 1939

— Trois conceptions de la Révolution russe (août 1939)	343
Les Féodalistes démocrates et l'indépendance de l'Ukraine (5 août 1939)	363
[L'Édition française du <i>Staline</i>], à L. Estrine (5 août 1939)	366
• Un nouveau grand Ecrivain : Jean Malaquais (7 août 1939)	368
[Un Projet de film], à C. Curtiss (8 août 1939)	378
[Faire connaître le Roman], à J. Malaquais (9 août 1939)	380
[Le Placement des articles], à Ch. Malamuth (1 ^{er} septembre 1939)	381
— Staline, intendant de Hitler (2 septembre 1939)	382
• Le Pacte germano-soviétique (4 septembre 1939)	389
• Guerre impérialiste, classe ouvrière et nations opprimées (5 septembre 1939)	393
[Sur Vynnytchenko], à M. Oleniuk (6 septembre 1939)	396
[Une Visite intempestive], à E. A. Ross (7 septembre 1939)	398
Un nouveau démenti de Victor Serge (7 septembre 1939)	400
Moscou mobilise (11 septembre 1939)	402

ANNEXES

Ouvrages cités ou consultés	405
Index des noms de personnes	411
Index des journaux et périodiques	418
Index des organisations, institutions, instances	421

AVERTISSEMENT

Depuis le volume 8, les *Œuvres* reposent essentiellement sur la documentation de la Houghton Library de l'Université de Harvard, les Papiers d'exil de Trotsky accessibles depuis le 2 janvier 1980. Nous n'avons pas indiqué systématiquement les rares textes que nous n'avons pas cru devoir retenir, accusés de réception, courtes lettres ou télégrammes.

Les textes de ce volume rédigés en russe ont été traduits ou révisés par Isabelle Lombard, les textes anglais par Andrée et Pierre Broué, les textes allemands par Maurice Stobnicer. Pierre Broué a assuré la dactylographie.

L'introduction et les notes sont de Pierre Broué. La documentation qui lui a servi est celle qui a été réunie par les collaborateurs de l'Institut Léon Trotsky.

L'index des noms est de Pierre Broué, les autres de Damien Durand et Serge Lambert.

UNE COLLABORATION INTERNATIONALE

Les personnes dont les noms suivent, qui ont toutes été actives de son vivant dans le mouvement suscité par Trotsky ont été interrogées oralement ou par écrit par les chercheurs ou collaborateurs de l'Institut et ne nous ont pas ménagé leur aide.

Ce sont Fulvio Abramo (São Paulo), Erwin H. Ackerknecht (Zurich), Manuel Alvarado (Mexico), John Archer (Londres), Fritz Belleville (Bâle), Yvan Craipeau (Nice), Margaret Dewar (Lindfield), Octavio Fernández (Mexico), Eugenio Fernández Granell (Madrid), Pierre Frank (Paris), Milton Genecin (Los Angeles), Luciano Galicia (Mexico), Frank Glass, Albert Glotzer (New York), Plinio Gomès de Mello (São Paulo), Oskar Hippe (Berlin), Felix Ibarra (Mexico), Siegfried Kissin (Londres), Pearl Kluger (New York), George Kopp (Lima), Stefan Lamed (Montréal), Katia Landau de Balboa (Cuernavaca), Ernest Mandel (Bruxelles), Loukas Karliaftis (Athènes), Harry Milton (San Francisco), Raymond Molinier (Paris), Felix Morrow (New York), Pierre Naville (Paris), Walter Nelz (Zurich), George Novack (New York), Michel Raptis (Athènes), Gérard Rosenthal (Niort), Georges Scheuer (Paris), Clara Thalmann (Nice), Jean van Heijenoort (Cambridge), Oscar Waiss (Frankfurt/Main), Adolfo Zamora (Mexico).

Nous saluons la mémoire de Juan Andrade, Hugo Dewar, Lola Estrine, Sam Gordon, Joseph Hansen, Tom Kerry, Alfonso Leonetti, Mário Pedrosa, John Poulos, Jean Rous, Herminio Saccheta, Art Sharon, Paul Thalmann, Georges Vereeken, Francisco Zamora et Francisco Zendejas, qui nous ont aidés et ont disparu depuis.

Pour la documentation générale, nous avons des dettes vis-à-vis des institutions et personnes suivantes :

— La Houghton Library et particulièrement M. Rodney Dennis, curator du département des manuscrits.

LÉON TROTSKY

— La Bibliothèque d'histoire sociale de New York (archives Cannon).

— La Tamiment Library de New York (archives Shachtman).

— La Hoover Institution de Stanford (Californie).

— L'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam.

— La Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (B.D.I.C.) de Nanterre (archives de la Ligue communiste et Fonds Lefeuve).

— L'Institut Feltrinelli de Milan.

— La Bibliothèque communale de Follonica.

— Les archives de la guerre civile de Salamanca.

— Les archives départementales du Vaucluse (Papiers Richartz).

— Le centre d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale à Bruxelles.

— Le centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux (C.E.R. M.T.R.I.).

— Le Centre de documentation internationale (C.E.S.-E.D.I.) de Paris.

— Le Centre de documentation Benjamin-Franklin à Paris.

— La Bibliothèque Medem à Paris.

— Les Archives du Labour Party.

— Le Musée social à Paris.

— L'Arbeiderbevegelsen Arkov d'Oslo.

— L'Arbetarrörelsens Arkiv de Stockholm.

— L'équipe des Editions ouvrières autour du *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier* avec MM. Jean Maitron, J. M. Brabant, Sammy Ketz et Claude Pennetier.

— Les archives privées Georges Vereeken à Bruxelles et Albert Glotzer à New York.

Nous avons également des dettes vis-à-vis du regretté Dr Boris Goldenberg, du professeur Hermann Weber, de Mannheim, du professeur Pélagi Pagès, de Barcelone, du professeur Luis Vitale, actuellement à Caracas, du professeur Alan Wald, d'Ann Arbor, et des chercheurs de tous pays qui nous ont aidés bénévolement : Wolfgang Alles, Willy Buschak, Attilio Chitarin, Damien Durand, Olivia Gall, Vilem Kahan, David Keil, Fritz Keller, Karel Kostal, Victor Leonardi, Roland Lewin, Hans Schafranek, Rudolf Segall, Nikos Syringas, Antoine Thivel, David Vogelsanger. M. Javier Wimer nous a ouvert au Mexique les portes utiles et M. H. Meyer nous a permis d'éclairer des

questions « norvégienne ». C'est le travail de George Breitman et de son équipe, l'édition des *Writings of Leon Trotsky* (Pathfinder press) qui a été notre solide base de départ.

Enfin la contribution de Pierre Saccoman à l'ensemble de nos tâches en fait un élément indispensable.

LISTE DES SIGLES

A.F.L.	American Federation of Labor
A.I.T.	Association internationale des travailleurs
A.W.P.	American Workers Party
B.L. ou b.l.	Bolcheviks-léninistes
B.P.	Bureau politique
C.C.	Comité central
C.E.I.	Comité exécutif international
C.G.T.	Confédération générale du Travail
C.I.O.	Congress for Industrial Organization
C.L.A.	Communist League of America
C.N.	Comité national
C.N.T.	Confederación General del Trabajo
Comintern	Internationale communiste
C.P.G.B.	Communist Party of Great Britain
C.P.L.A.	Committee for Progressive Labor Action
C.P.O.	Communist Party Opposition
C.R.O.M.	Confederación Regional Obrera Mexicana
C.T.M.	Confederación de Trabajadores de Mexico
D.N.A.	Det Norske Arbeiderparti
F.A.I.	Federación Anarquista Ibérica
G.B.L.	Groupe bolchevik-léniniste
G.P.U.	Gosudarstvennoïé Politicheskoié pravléníé
I.C.	Internationale communiste
I.K.D.	Internationale Kommunisten Deutschlands
I.L.L.	Independent Labor League
I.L.P.	Independent Labour Party
I.S.R.	Internationale syndicale rouge
I.V.K.O.	Internationale Vereinigung Kommunistische Opposition
I.W.W.	Industrial Workers of the World
J.C.	Jeunesses communistes

LÉON TROTSKY

J.S.	Jeunesses socialistes
K.A.P.D.	Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands
K.P.D.	Kommunistische Partei Deutschlands
K.P.D. (O)	Kommunistische Partei Deutschlands (Opposition)
N.A.S.	Nacionaal Arbeids-Secretariaat
N.C.	National Committee
N.K.V.D.	Narodny Kommissariat Vnoutrennikh Del
N.P.L.D.	Non-Partisan Labor Defense
O.S.P.	Onafhankelijk socialistische partij
P.C.	Parti communiste
P.C.E.	Partido comunista de España
P.C.I.	Parti communiste internationaliste (France)
P.C.I.	Partito comunista de Italia
P.C.M.	Partido comunista de Mexico
P.C.U.S.	Parti communiste d'Union soviétique
P.O.B.	Parti ouvrier belge
P.O.I.	Parti ouvrier internationaliste
P.O.U.M.	Partido Obrero de Unificación Marxista
P.R.M.	Partido Revolucionario Mexicano
P.R.O.C.	Partido Revolucionario Obrero Campesino
P.S.	Parti socialiste
P.S.I.	Partito socialista italiana
P.S.O.E.	Partido Socialista Obrero Español
P.S.R.	Parti socialiste révolutionnaire (Belgique)
R.S.A.P.	Revolucionair Socialistische Arbeiders Partij
S.A.P.	Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands
S.F.I.O.	Section française de l'Internationale ouvrière
S.I.	Secrétariat international
S.P.	Socialist Party
S.W.P.	Socialist Workers Party
U.A.W.	United Automobile Workers
U.G.T.	Unión General de los Trabajadores
U.M.W.	United Mine Workers
W.P.U.S.	Workers Party of the United States

INTRODUCTION

Le volume 21 des Œuvres de Trotsky va nous conduire d'avril où arrive chez lui le militant des Antilles C. L. R. James et les premiers jours de septembre, le début de cette Deuxième Guerre mondiale dont il ne devait pas connaître la fin.

Les discussions qu'il mène en avril avec James venu travailler aux Etats-Unis parmi les Noirs sont particulièrement riches. La discussion sur l'histoire du mouvement, sous-tendue par les réserves de Trotsky à l'égard de l'ouvrage consacré au Comintern par James, indique une fois de plus combien l'exilé était loin des explications schématiques et simplistes, voire simplement systématiques : il assure qu'en 1927 encore les représentants de la bureaucratie à l'échelon le plus élevé n'ont pas voulu la défaite de la révolution en Chine. La discussion sur « l'organisation nègre » à créer, c'est-à-dire la façon dont il faudra gagner au socialisme et à la révolution la couche la plus exploitée de la classe ouvrière du pays le plus avancé fait apparaître — comme dans la période précédente le mot d'ordre de Labor Party — la conscience qu'a Trotsky de la nécessité de formes de transition pour le parti révolutionnaire, un champ de réflexion où il se contente de souligner quelques directions.

Beria remplaçant Ejov, la grande purge n'est pas pour autant terminée en U.R.S.S. Le diplomate Raskolnikov, vieux-bolchevik, officier de marine, meneur des marins de Cronstadt, en poste à Sofia, refuse d'obéir à son rappel à l'U.R.S.S. et adresse à Staline une lettre de rupture en forme de réquisitoire. Quelques informations filtrent sur une répression qui continue : ainsi Meyerhold, le plus grand metteur en scène de son temps, est arrêté deux mois après la fermeture de son théâtre. Les écrits de Staline sur l'U.R.S.S. s'attachent à démontrer que c'est le parti de Lénine, la génération des vieux-bolcheviks, le bolchevisme lui-même, que Staline s'était acharné à détruire dans un bain de sang.

LÉON TROTSKY

Observateur attentif de la politique extérieure, et soucieux de n'être pas pris au dépourvu par le début d'une guerre qu'il juge inévitable, Trotsky suit les manœuvres qui révèlent depuis plusieurs mois l'orientation du Kremlin vers une alliance avec Hitler que seuls les préjugés de ce dernier retardent pour le moment, et dont le remplacement de Litvinov par Molotov n'est vraiment que le moindre indice : cela n'empêche pas les manuels d'histoire d'aujourd'hui d'assurer que « le pacte » surprit chancelleries et « milieux bien informés » ! Le dernier obstacle est levé devant la guerre et Trotsky est si peu surpris qu'il faut que ses camarades le rappellent à l'ordre pour qu'il se décide à commenter l'alliance qu'il avait depuis longtemps prévue et annoncée.

La crise en Union soviétique, l'approche de la guerre font apparaître en tout cas des problèmes rejetés jusque-là au second plan, voire négligés. C'est la pression des militants communistes ukrainiens du Canada qui se sont dressés contre les procès de Moscou et la « russification » qui amène Trotsky à réexaminer la question ukrainienne à la lumière des enseignements de l'histoire de la question nationale et à se prononcer, en tant que communiste, pour l'indépendance ukrainienne. Dans les pays coloniaux, l'alignement de l'U.R.S.S. et de l'I.C. sur les « alliés » occidentaux de l'U.R.S.S. a suscité les résistances de bien des militants dont la lutte contre l'impérialisme colonisateur était évidemment la préoccupation première. C'est vraisemblablement à l'initiative du jeune Américain Sherman Stanley que Trotsky est informé de l'existence d'un parti qui se réclame de la IV^e Internationale à Ceylan, puis d'éléments qui veulent construire un parti sur le continent indien. C'est en tout cas sur la pression de Sherman Stanley que Trotsky lance en direction de l'Inde sa « lettre ouverte » autour de laquelle vont se rassembler et s'organiser les militants qui vont constituer en pleine guerre le parti bolchevik-léniniste de l'Inde. Inversement, les éléments révolutionnaires indochinois qui viennent d'être triomphalement élus au conseil colonial de Cochinchine, Ta Tu Thau et Tran Van Thach, sont de vieux militants qui prennent appui sur cette expérience récente et semblent déborder les communistes staliniens trop préoccupés de ne pas irriter en la puissance coloniale un allié potentiel de l'U.R.S.S.

Ce sont là les aspects positifs qui se dégagent de l'approche de la guerre. Mais les aspects négatifs l'emportent largement, on est même tenté de dire les aspects délétères. Les relations avec Victor Serge qui n'étaient pas, il s'en faut, excellentes, tournent à l'aigre après le débat autour de la « prière d'insérer » que Trotsky soupçonne Serge d'avoir rédigée, ce que Serge niera toujours. La

détérioration de ces relations est étroitement liée par ailleurs aux querelles internes du groupe russe de Paris, envenimées par la présence d'un agent du G.P.U. Trois militants au moins s'accusent l'un l'autre d'être cet agent sous l'œil sans doute goguenard de l'agent authentique, ce Zborowski qu'on appelle Etienne et qui prend soin de verser de l'huile sur le feu. Les soupçons dont il est lui-même l'objet, la demande de Trotsky d'exercer sur lui une surveillance ne se sont pas concrétisés par une simple filature : il espionnera les activités trotskystes tant qu'il y en aura. Trotsky, alerté en décembre précédent par une lettre anonyme, n'insiste pas auprès de ses camarades. A-t-il été rassuré et convaincu par Lola qui l'a visité pendant cette période et a toute confiance en Etienne ? Est-il obnubilé par son hypothèse selon laquelle Krivitsky — à qui il envoie Frankel pour lui soutirer des informations — serait le véritable auteur de ces lettres anonymes ? Il ne sera plus question d'enquête en tout cas.

D'autres relations se détériorent. Au Mexique, Diego Rivera, après sa rupture personnelle, puis sa démission, est comme un bateau ivre dont nul ne sait s'il ira s'emboîser et où, ou s'il va tout simplement couler. Commencant par proclamer un nouveau « parti révolutionnaire », il se lance ensuite dans une campagne pour le soutien du candidat de la « gauche » du parti au pouvoir, Múgica, puis, après son retrait, au soutien du général Almazán, candidat de sa « droite ». La rupture implique le départ de la « maison bleue », la recherche d'une autre maison, de nouveaux moyens financiers. On a renoncé maintenant aux opérations farfelues comme la « vente du manuscrit » et on revient à l'idée de vendre les archives, que l'on continue à proposer à des universités américaines.

En Europe, l'« affaire Sieva » est en voie de règlement, mais elle a des suites pénibles puisque l'avocat de Trotsky, Gérard Rosenthal, porte plainte contre Raymond Molinier pour « menaces de mort » en plein Palais de Justice. L'enfant parvient enfin au Mexique, avec les Rosmer. Il était temps.

L'intervention de Trotsky dans des sections de l'Internationale est évidemment de plus en plus difficile. Il s'inquiète toujours de la situation de la section américaine où, à travers une résolution de Burnham pour une « nouvelle évaluation de la nature de l'U.R.S.S. » se dessine une crise très profonde. Après l'échec de la mission Cannon en Europe, Trotsky s'obstine et obtient cette fois l'envoi en Europe de Goldman qui réussit enfin à arracher au C.E. de l'Internationale et à la majorité du C.C. du P.O.I. la décision d'« entrer » dans les rangs du P.S.O.P. Mais, cette fois, les dégâts

LÉON TROTSKY

sont importants et la section officielle se morcelle puisque Naville et ses proches camarades se tiennent à l'écart cependant que Boitel « maintient » le P.O.I., justifiant son initiative par une polémique qui n'est guère du goût de Trotsky. L'exclusion des moliniéristes de la J.S.O.P. laisse d'ex-J.S.R. de la fraction Rous occuper les postes clés. Trotsky ne saura pas grand-chose d'un des rares événements positifs de cet été 1939 qui se produit au Brésil, avec la fusion au sein du nouveau parti socialiste révolutionnaire de deux formations d'opposition communiste, la plus ancienne, avec Plinio de Mello et la toute dernière avec Saccheta et Stacchini, dirigeants du parti et des jeunesses de la région de São Paulo du P.C.B., exclus un an auparavant pour « trotskysme »...

L'un des signes de l'approche de la guerre mondiale a été la liquidation rapide de la guerre d'Espagne, condition d'une redistribution des cartes. La fin de la guerre d'Espagne et le retrait, donc le retour, des volontaires étrangers, constituent une menace directe pour Trotsky. Le G.P.U. semble en effet avoir disposé, sous la protection de l'ambassadeur à Paris Narciso Bassols du contrôle de l'admission des réfugiés au Mexique, moyen d'y introduire, dans la foule, des agents du G.P.U. nécessaires aux opérations à venir. L'un d'eux au moins fait beaucoup parler de lui : présenté comme un « héros » par la presse du P.C.M., le peintre David Alfaro Siqueiros se fait immédiatement remarquer par la violence verbale et le goût des armes à feu, qui composent le personnage. Si l'on ajoute qu'en septembre le Catalan Ramón Mercader del Río, sous la fausse identité de Jacson, traverse l'Atlantique pour aller retrouver, lui, agent du G.P.U., une jeune femme qui a ses entrées dans la maison de Coyoacán, on doit constater que les éléments du dernier acte sont en place : l'équipe des assassins se concentre sur son objectif.

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

1939

AVRIL

– Parution du premier numéro de *La Internacional* publié en Argentine par le G.O.R. de Liborio Justo.

– Parution de *La Voie de Lénine*, organe de la fraction dans le P.S.O.P.

– Visite à Coyoacán de C. L. R. James et entretiens avec Trotsky.

3 – Le maréchal Keitel signe l'ordre aux unités de la Wehrmacht d'être prêtes à attaquer la Pologne le 1^{er} octobre.

4 – A la suite de libations au Club espagnol de Mexico pour la célébration de la victoire franquiste, incidents dans le centre de la ville.

5 – Révocation et rappel de F. I. Raskolnikov, ministre soviétique de l'U.R.S.S. à Sofia, qui refuse de rentrer.

– 200 personnes, sous la direction de D. Alfaro Siqueiros, manifestent devant les immeubles des quotidiens de Mexico qu'ils lapident.

6 – D. Alfaro Siqueiros, arrêté, tire des coups de feu dans le commissariat.

7 – L'armée italienne pénètre en Albanie.

8 – Siqueiros libéré sous caution.

– Interview de Siqueiros dans *La Voz de México*.

LÉON TROTSKY

- 13 – L'Italie proclame l'annexion de l'Albanie.
- 14 – Déclaration à la presse de Diego Rivera sur les conditions de sa rupture avec Trotsky.
- 15 – Jeanne Molinier signe l'acte cédant tous les papiers à Natalia Sedova.
- 24 – L. Estrine quitte New York.
- 28 – Violent discours de Hitler au Reichstag.
 - Service militaire obligatoire en Grande-Bretagne.
- 29 – Arrivée de L. Estrine à Coyoacán.
- 30 – Ta Tu Thau et Tran van Trach élus au conseil colonial de Cochinchine.

MAI

- *Futuro* assure que Trotsky a été chassé par Rivera parce qu'il ne payait pas son loyer.
- 3 – Litvinov est remplacé au commissariat des Affaires étrangères de l'U.R.S.S. par Molotov.
- 5 – *La Voz de México* publie « une lettre d'un héros à un autre » (Líster à Alfaro Siqueiros).
- 9 – Arrivée chez Trotsky de Charles O. Cornell.
- 11 – Visite à Mexico de Nat Gould.
 - Premiers incidents sanglants à la frontière entre Mongolie intérieure et Mandchourie.
- 15 – A. Neurath réfugié en Norvège.
- 20 – Arrivée à Paris d'Albert Goldman, du S.W.P., venu régler la « question française » et l'entrée dans le P.S.O.P.
- 21 – à Milan, conclusion du « Pacte d'Acier » germano-italien.
- 24 – G. Rosenthal porte plainte contre R. Molinier pour « menaces de mort » en plein Palais de Justice.

ŒUVRES, AVRIL-SEPTEMBRE 1939

- 27-29** – Premier congrès du P.S.O.P. à Saint-Ouen. Contre la minorité (Guérin-Weitz-Rous), il confirme la compatibilité avec l'appartenance à la franc-maçonnerie. Rapport Spinetta concluant à la non-admission de R. Molinier dans le P.S.O.P. Goldman annonce que la fraction b.l. a la minorité dans la direction des jeunesses (J.S.O.P.).
- 30** – Les dirigeants de la J.S.O.P. de la Seine sont surpris par M. Pivert à une réunion avec Raymond Molinier.
- Arrivée de Siéva Volkov à la maison des Rosmer.

JUIN

- 3** – Le C.E.I. de la IV^e Internationale, réuni avec Goldman, met un terme à la « crise française » en donnant une semaine aux membres du P.O.I. pour entrer individuellement dans le P.S.O.P.
- 4** – Le P.S.O.P. exclut les membres du bureau fédéral J.S.O.P. de la Seine, achevant ainsi de décapiter la fraction moliniériste dans ses rangs.
- 16** – Accord commercial sino-soviétique.
- 20** – Parution de *La Lutte ouvrière* avec une « Déclaration du C.C. du P.O.I. maintenu » (Boitel-Léon) refusant tout entrisme.
- 21** – Arrestation à Moscou de Meyerhold et fermeture de son théâtre.

JUILLET

- ??** – Visite de Jan Frankel chez Krivitsky, de la part de Trotsky.
- 1-5** – 2^e congrès national du S.W.P. à New York.
- 6-7** – Première session du C.N. du S.W.P. nouvellement élu.
- 7** – A Paris, rencontre entre Goldman et Naville qui accepte d'entrer au P.S.O.P. avec ses amis.
- 8** – Au S.I., Naville met comme condition de son entrée au P.S.O.P. la non-admission de Zeller dans la fraction b.l. ; c'est le refus et sa rupture de fait avec la IV^e Internationale.

LÉON TROTSKY

- 14** – Le général Múgica retire sa candidature puisqu'il n'a pas été choisi par le P.R.M. et ne veut pas être un candidat « indépendant ».
- 19** – Raskolnikov mis hors la loi en U.R.S.S. pour son refus de rentrer.
- 20** – Un conseil de famille présidé par le Juge de Paix du XX^e désigne Trotsky comme tuteur de V. P. Volkov (Siéva) et Rosmer comme subrogé tuteur, les droits du père, P. I. Volkov étant préservés.
- 23** – Accord politique de principe à Moscou pour la garantie contre l'agresseur : décision de provoquer des discussions en vue d'un accord militaire.
- 27** – Alfred et Marguerite Rosmer, avec Siéva, arrivent à New York.

AOÛT

- 2** – Invité pour une tournée de conférences par Lovestone, M. Pivert part pour les Etats-Unis.
- Au Brésil, fusion au sein du P.S.R. du parti ouvrier léniniste (Leite, Mello) et du comité d'opposition du P.C.B. (Saccheta, Stacchini).
- 8** – Les Rosmer et Siéva à Coyoacán.
- 10** – Apparition de Diego Rivera à une réception du frère du général Almazán.
- ??** – 3^e congrès du R.S.A.P.
- 12** – Début des négociations militaires entre Français, Britanniques et Soviétiques à Moscou : elles buttent sur la question du droit de passage de l'armée Rouge en Pologne.
- 20** – Contre-attaque soviétique à la frontière mongolo-mandchoue.
- 23** – Arrivée à Moscou du ministre allemand des Affaires étrangères Joachim von Ribbentrop, signature du « pacte » et du protocole secret.
- Publication du dernier numéro de l'organe du P.S.O.P. *Juin 36.*

- 30** – La C.A.P. du P.S.O.P. refuse toute mesure pour faire entrer le parti dans la clandestinité. La minorité, réunie dans le jardin du Luxembourg, décide de fonder les « Comités pour la IV^e Internationale ».

SEPTEMBRE

- 1^{er}** – La Wehrmacht attaque la Pologne.
- Arrestations massives en Belgique, dont Walter Dauge, que Vereeken va accuser de l'avoir « donné ».
- Mobilisation générale en France.
- 3** – Déclaration de guerre de la France et de la Grande-Bretagne à l'Allemagne.
- Au Political Committee du S.W.P. Burnham demande la convocation du National Committee avec à l'ordre du jour la question de la nature de l'U.R.S.S.

[DISCUSSION SUR L'HISTOIRE]¹ (Avril 1939)

Trotsky. — Le camarade James² a étudié cette question avec la plus grande attention et les nombreuses annotations que j'ai faites sont une preuve du soin avec lequel j'ai lu son mémoire³. Il est important pour tous les camarades de voir leur passé en insistant sur la clarté révolutionnaire. Dans certaines de ses parties, le manuscrit est très perspicace, mais j'ai relevé ici le même défaut que dans *World Revolution*⁴, un livre excellent, un manque d'une approche dialectique, un empirisme anglo-saxon et un formalisme qui n'est que l'envers de l'empirisme.

C.L.R. James aborde l'ensemble du sujet en fonction d'une seule date, celle de l'apparition de la théorie de Staline du « socialisme dans un seul pays », qui est [pour lui] avril 1924. Mais cette théorie n'est apparue qu'en octobre 1924. Et cela fait que toute la structure est fautive.

En avril 1924, on ne voyait pas encore clairement si la révolution allemande avançait ou reculait. En novembre 1923, j'avais demandé le rappel de tous les camarades russes d'Alle-

1. Compte rendu sténographique d'une discussion (T 4560), traduit de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library. La discussion s'est déroulée entre Trotsky, O. Schüssler et C.L.R. James.

2. C.L.R. James (né en 1901), originaire de la Trinidad, était venu en Grande-Bretagne comme journaliste sportif, avait rejoint le Marxist Group dans l'I.L.P. et s'était fait connaître comme un grand orateur en même temps que l'organisateur de la lutte des Africains contre la guerre d'Éthiopie. Il avait pris position contre la sortie des trotskystes de l'I.L.P. mais avait été exclu de ce dernier. Partie prenante dans la réunification, il était venu aux États-Unis sur invitation de Cannon avec la perspective de s'occuper du travail parmi les Noirs américains. Il figure dans l'original sous le pseudonyme de *George*.

3. James avait rédigé pour Trotsky, avant leur discussion, un mémoire sur l'histoire de l'Opposition de gauche.

4. James avait écrit une histoire du Comintern intitulée *World Revolution 1917-1936: The Rise and Fall of the Communist International* (Révolution mondiale : la montée et le déclin de l'I.C.).

magne⁵. Il était *possible* que des couches nouvelles viennent à la révolution à un niveau supérieur. D'un autre côté, un déclin de la révolution était possible. Si la révolution déclinait, la première initiative de la réaction serait d'arrêter les Russes en tant que fauteurs de troubles étrangers. Staline s'est opposé à moi : « Vous êtes toujours trop pressé. En août, vous disiez que la révolution était proche. Maintenant, vous dites qu'elle est déjà finie. » Je ne disais pas qu'elle était finie ; je suggérais de prendre une précaution. A l'été 1924, Staline a été convaincu de la défaite de la révolution allemande. Il a demandé alors aux professeurs rouges⁶ de lui trouver quelque chose de Lénine à dire au peuple. Ils ont cherché et trouvé une ou deux citations, et Staline a changé le passage dans son livre⁷. La révolution allemande a eu plus d'influence sur Staline que Staline sur la révolution allemande. En 1923, tout le parti avait la fièvre dans l'attente de la révolution qui venait. Staline n'aurait pas osé s'opposer à moi au comité central sur cette question. L'opposition de gauche était tout à fait en pointe là-dessus.

James. — Brandler est venu à Moscou convaincu du succès de la révolution⁸. Qu'est-ce qui l'a fait changer [d'avis] ?

Trotsky. — J'ai eu de nombreux entretiens avec Brandler. Il me disait que ce qui le tourmentait, ce n'était pas la prise du pouvoir, mais quoi faire après. Je lui disais : « Voyons, Brandler, vous dites que les perspectives sont bonnes, mais la bourgeoisie est au pouvoir, elle contrôle l'Etat, la police, l'armée, etc. La

5. L'I.C. avait envoyé en Allemagne, pour aider la préparation de l'insurrection allemande qui avait été décidée à Moscou, un certain nombre de techniciens, dont des militaires. Après la décision de renoncer à la grève générale et à l'insurrection prévue et datée, Trotsky avait demandé leur rappel, car il estimait que la perspective de victoire était rejetée à des années plus tard. Zinoviev, au contraire, avait commencé par affirmer que rien n'était fondamentalement changé.

6. L'Institut des professeurs rouges était une école supérieure des cadres du parti qui fournit de nombreux collaborateurs à Boukharine et à Staline, mais également quelques-uns des meilleurs militants de l'Opposition de gauche. L'expression ici est péjorative et désigne des hommes prêts à adapter la théorie aux directives.

7. Il s'agit des fameuses phrases de Lénine utilisées par Staline comme « caution » pour son affirmation que la construction du socialisme était possible dans un seul pays.

8. L'ancien maçon Heinrich *Brandler* (1881-1967) était président du K.P.D. depuis 1921 et leader de sa « droite ». Il n'avait pas jugé la situation comme révolutionnaire et fut très surpris, à son arrivée à Moscou du sentiment des Russes, à la fin août-début septembre : il s'aligna alors sur eux.

question est de briser ce pouvoir. » Brandler a pris beaucoup de notes au cours de maintes discussions avec moi. Mais cette hardiesse même n'était, de sa part, que la couverture de ses craintes secrètes. Il est allé à Chemnitz⁹ et, là, il a rencontré les chefs de la social-démocratie, une collection de petits Brandler. Et, dans son discours, il leur a communiqué ses craintes secrètes, par la manière même dont il leur parlait. Naturellement ils ont reculé et cet état d'esprit défaitiste a atteint les ouvriers¹⁰.

Pendant la révolution russe de 1905, il y a eu une discussion au soviet pour savoir si nous allions défier le pouvoir tsariste avec une manifestation pour l'anniversaire du dimanche sanglant¹¹. Aujourd'hui encore, je ne sais pas ce qu'il aurait fallu faire ou ne pas faire à ce moment. Le comité n'avait pas pu trancher, aussi avons-nous consulté le soviet. J'ai présenté le rapport, exposant l'alternative de façon objective, et le soviet, à une majorité écrasante, a décidé de ne pas manifester. Mais je suis certain que, si j'avais dit qu'il fallait manifester et si j'avais parlé en conséquence, nous aurions eu une grosse majorité pour la manifestation. C'était pareil pour Brandler. Ce qui manquait dans l'Allemagne de 1923, c'était un parti révolutionnaire...

Vous m'accusez moi aussi de dégénérescence quand vous citez Fischer¹². Qu'ai-je dit dans cette interview ? Au cours d'une révolution, il vaut mieux rejeter toujours la responsabilité sur l'ennemi. Ainsi, en 1917, on m'a demandé, au soviet : « Les bolcheviks préparent-ils l'insurrection ? ». Que dire ? J'ai dit : « Non, nous défendons la révolution, mais si on nous provo-

9. D'après le plan mis au point par les représentants de l'I.C. en Allemagne (dont Radek et Piatakov), la conférence des conseils d'usine convoquée à Chemnitz, en Saxe, le 21 octobre 1923, devait appeler à la grève générale dans le pays pour défendre le gouvernement ouvrier de Saxe contre l'intervention menaçante de la Reichswehr (Cf. Pierre Broué, *Révolution en Allemagne 1918-1923*).

10. Brandler, devant le refus des social-démocrates de voter pour la grève générale, à la conférence de Chemnitz, renonça à la proposer, décommandant du coup l'insurrection qui devait en sortir.

11. Le « dimanche sanglant » était le 9 janvier 1905, où l'agent de la police tsariste, le pope Gapone, avait conduit vers le Palais impérial une manifestation populaire qui avait été accueillie par un feu nourri. La discussion dont parle Trotsky avait donc eu lieu à la fin de 1905, avant l'arrestation des membres du soviet.

12. Dans son mémoire, James citait un livre du journaliste américain Louis Fischer (1896-1970), *Les Soviets dans les affaires mondiales*, citant une interview de Trotsky par le sénateur américain King (*Izvestija*, 30 septembre 1923), dans laquelle il avait déclaré : « Si nous pouvions donner la victoire à la révolution allemande sans courir le risque d'entrer en guerre, nous ferions tout notre possible. Mais nous ne voulons pas la guerre » (p. 405).

que... » C'était la même chose. La Pologne et la France utilisaient le prétexte des bolcheviks russes pour préparer l'intervention et des mesures réactionnaires. C'est avec l'accord complet des camarades allemands que j'ai donné cette interview, pendant que les camarades allemands expliquaient la situation aux ouvriers allemands. Mais, pendant ce temps, j'avais un détachement de cavalerie, sous Dybenko, tout prêt, à la frontière polonaise¹³.

James. — Vous ne serez pas d'accord avec Victor Serge¹⁴ qui dit que la bureaucratie a saboté la révolution chinoise, en d'autres termes, que son attitude vis-à-vis de la révolution chinoise a été la même que plus tard avec la révolution espagnole ?

Trotsky. — Pas du tout. Pourquoi l'auraient-ils sabotée ? J'étais dans une commission, avec Tchitchérine, Vorochilov¹⁵ et d'autres, sur la révolution chinoise. Ils étaient même contre mon attitude qu'ils trouvaient pessimiste. Ils étaient anxieux de la voir vaincre.

James. — Pour le succès de la révolution démocratique bourgeoise. Mais leur opposition à la révolution prolétarienne n'était-elle pas l'opposition d'une bureaucratie qui était tout à fait disposée à soutenir une révolution démocratique bourgeoise, mais, parce qu'elle était une bureaucratie, ne pouvait pas soutenir une révolution prolétarienne ?

Trotsky. — Formalisme. On avait en 1917 le plus grand parti révolutionnaire au monde. Et en 1936, il étrangle la révolution en Espagne. Comment s'est-il transformé entre 1917 et 1936 ? C'est la question. Selon vos arguments, la dégénérescence aurait commencé en 1917. A mon avis, tout a commencé dans les

13. Pavel E. Dybenko (1889-1938), paysan puis docker, bolchevik en 1912, ancien marin de Cronstadt, commandait en 1923 une division. Il avait été fusillé depuis.

14. Victor Serge était le pseudonyme de V. L. Kibalitch (1890-1947), écrivain russe de langue française, ancien anarchiste, rallié au communisme en 1918, plus tard membre de l'Opposition de gauche, qui avait été autorisé à sortir de déportation et d'U.R.S.S. en 1938, et qui avait traduit plusieurs ouvrages de Trotsky.

15. Georgi V. Tchitchérine (1872-1936) était alors commissaire du peuple aux affaires étrangères et Klementi E. Vorochilov (1881-1969) l'un des chefs de l'armée rouge proches de Staline.

premières années de la Nep¹⁶. Mais, même en 1928, l'ensemble du parti attendait avec passion le résultat de la révolution chinoise. Ce qui est arrivé, c'est que la bureaucratie a pris certaines habitudes bureaucratiques de pensée. Elle proposait de retenir les paysans pour ne pas effrayer les généraux. Elle voulait pousser la bourgeoisie à gauche. Elle voyait le Guomindang comme un organisme de responsables et pensait que, si l'on mettait les communistes aux postes responsables, cela pouvait changer le cours des événements. Mais comment pouvez-vous rendre compte d'un tournant qui exigeait une Commune de Canton¹⁷ ?

James. — *Victor Serge dit que ce n'était qu'à l'usage du 6^e congrès mondial qu'ils avaient besoin de cette Commune, « même pour un quart d'heure »¹⁸.*

Trotsky. — C'était plus à l'usage interne du parti qu'à celui de l'Internationale. Le parti était transporté par la révolution chinoise. C'est seulement en 1923 qu'on avait connu une pareille intensité. Non, vous cherchez à partir d'une dégénérescence complète. Staline et compagnie croyaient vraiment que la révolution chinoise était une révolution bourgeoise démocratique et cherchaient à établir la dictature du prolétariat et de la paysannerie.

James. — *Vous voulez dire que Staline, Boukharine, Tomsky, Rykov¹⁹ et les autres n'avaient pas compris le cours de la révolution russe ?*

Trotsky. — Ils ne l'avaient pas compris. Ils y avaient participé et les événements les avaient dépassés. Leur position

16. La Nouvelle politique économique dite N.E.P. ou Nep fut adoptée au 10^e congrès du parti en mars 1921 : elle constituait un essai pour ranimer la vie économique en faisant appel au profit et d'abord à celui du paysan.

17. L'insurrection de Canton, en décembre 1927, souvent appelée « Commune » se fit au nom d'un « soviét » et fut durement réprimée.

18. Trotsky avait déjà eu en déportation une discussion sur ce point avec Préobrajensky qui n'y voyait que l'aspect « manœuvre de Staline », lui-même y voyant un « révélateur ».

19. Nikolai I. *Boukharine* (1888-1938) était en 1927 président de l'I.C. Partisan de l'approfondissement de la Nep, il était allié à Staline contre Trotsky. *Aleksei I. Rykov* (1881-1938), vieux-bolchevik, successeur de Lénine à la tête du gouvernement, et *Mikhaïl P. Efremov*, dit *Tomsky* (1886-1936), vieux-bolchevik et président des syndicats soviétiques, qui étaient proches de lui, avaient été dénoncés en 1923 comme les chefs des « droitiers ».

sur la Chine était la même que celle qu'ils avaient en avril 1917, avant l'arrivée de Lénine. Dans leurs différents écrits, vous verrez les passages qui montrent qu'ils n'avaient pas compris. Une forme différente d'existence, leurs habitudes bureaucratiques, ont affecté leur façon de penser et ils sont revenus à leur position antérieure. Ils l'ont même inscrit dans le programme de l'I.C. : révolution prolétarienne pour l'Allemagne, dictature du prolétariat et de la paysannerie pour les pays semi-coloniaux, etc. (*Ici, Trotsky demande à Van d'apporter une copie du « Projet de programme »²⁰ et en lit un extrait*). J'ai condamné cela dans ma « Critique du projet de Programme ».

James. — Et au sujet de la déclaration de Boukharine en 1925, qu'en cas de guerre, les révolutionnaires devraient soutenir le bloc bourgeois-soviétique²¹ ?

Trotsky. — Après le Testament de Lénine, Boukharine voulait démontrer qu'il était un vrai dialecticien²². Il a étudié Hegel²³ et essayait à tout propos de démontrer qu'il était réaliste ; d'où « Enrichissez-vous ! », « le socialisme au pas de la tortue », etc.²⁴. Et pas seulement Boukharine, mais moi-même, nous tous, à différentes reprises, nous avons écrit des absurdités. Je vous donnerai tout ça.

James. — Et l'Allemagne 1930-1933 ?

Trotsky. — Je ne puis pas être d'accord que la politique de l'Internationale ne faisait que matérialiser les directives de Moscou. Il faut voir la politique dans son ensemble, du point de

20. Il s'agit du texte rédigé à Alma-Ata pour le VI^e congrès de l'I.C. et dont les délégués étrangers eurent connaissance. Van est l'appellation familière de Jean van Heijenoort. (cf. n. 4 p. 67) secrétaire de Trotsky.

21. Boukharine avait dit cela au IV^e congrès de l'I.C., dans le cours de la discussion sur le programme. Critiqué dans *Die Internationale* par un militant allemand, il répéta et développa cette idée dans le cours de la discussion du V^e congrès de l'I.C. en 1924.

22. La lettre au congrès qu'on appelle « testament » de Lénine mentionnait la faiblesse de Boukharine sous l'angle de la dialectique.

23. C'est évidemment dans les travaux du philosophe allemand Friedrich Hegel (1770-1831) que l'on peut trouver la meilleure initiation à la dialectique.

24. Ce sont là les deux plus célèbres formules de Boukharine dans sa défense de la politique de concessions aux paysans aisés, les koulaks. Le 17 avril 1925, dans un discours au théâtre Bolchoï, il avait notamment dit : « Aux paysans, à tous les paysans, nous devons dire : enrichissez-vous et ne craignez pas que la contrainte s'exerce sur vous ! » Sans renoncer à l'orientation, il avait dû pourtant désavouer la formule jugée excessive.

vue intérieur et international, sous tous les angles. La politique étrangère de Moscou et l'orientation vers Genève de la social-démocratie ont pu jouer un rôle²⁵. Mais il y a eu aussi la nécessité de tourner, à cause de l'effet désastreux de la politique antérieure du parti en Russie. Après tout, la bureaucratie a affaire à 160 millions d'hommes qui ont traversé trois révolutions. Tout ce qu'ils disent et pensent est collecté et classé. Staline voulait démontrer qu'il n'était pas un menchevik. D'où son brutal tournant à gauche. Il faut voir ça comme un tout, sous tous ses aspects.

James. — *Mais le stalinien britannique Campbell écrit que, quand, en 1928, la délégation britannique s'entendit présenter la théorie du social-fascisme, il s'y opposa d'abord mais fut rapidement convaincu de sa justesse*²⁶...

Trotsky. — J'ai vu le document qui cherche à clarifier votre position, mais il ne la clarifie pas. Vous dites que vous acceptez mon opinion sur 1923, mais, plus loin dans le document, je vois bien que vous ne l'acceptez pas réellement... Je trouve étrange que vous puissiez être aussi réaliste sur la question nègre et aussi non dialectique sur celle-ci (je vous soupçonne d'être juste *un peu* opportuniste sur la question nègre, mais je n'en suis pas tout à fait sûr).

En 1924, le mot d'ordre de Staline [le socialisme dans un seul pays] correspondait à l'état d'esprit des jeunes intellectuels sans formation, sans tradition... En dépit de cela, quand Staline a voulu étrangler ouvertement la révolution espagnole, il lui a fallu éliminer des milliers de vieux bolcheviks²⁷. Le premier conflit est parti de la révolution permanente, parce que la bureaucratie voulait la paix et la tranquillité²⁸. Là-dessus est arrivée la révolution allemande de 1923. Staline, alors, n'osait même pas s'opposer ouvertement à moi. Nous n'avons appris que bien plus

25. L' « orientation vers Genève » signifie la position des socialistes favorables à la S.D.N., donc aux alliés occidentaux.

26. Il s'agit de John Ross *Campbell* (1894-1969) qui avait adhéré au C.P.G.B. en 1922 et fut d'ailleurs exclu du bureau politique en 1929. Bien des délégués eurent des réactions initiales hostiles : Togliatti (Ercoli) par exemple.

27. Trotsky ne fait pas toujours aussi ouvertement qu'ici le lien entre la politique stalinienne en Espagne et l'élimination des vieux-bolcheviks en U.R.S.S. que l'opposition du P.C. tchèque, avec Guttman et Kalandra, avait opérée d'emblée.

28. Dans les années vingt, Staline disait que Trotsky était partisan de « la révolution en permanence ».

tard qu'il avait secrètement écrit à Boukharine une lettre où il disait qu'il fallait retenir la révolution²⁹. Puis, après la défaite allemande, est venue la lutte sur l'égalité³⁰. C'est en défendant les privilèges de la bureaucratie que Staline est devenu son chef indiscutable...

La Russie était un pays arriéré. Ses dirigeants avaient des conceptions marxistes, mais, après Octobre, ils sont vite revenus à leurs vieilles idées. Vorochilov et les autres me répétaient : « Mais comment pouvez-vous penser que les masses chinoises, si arriérées, pourraient établir la dictature du prolétariat ? »

En Allemagne, ils espéraient maintenant un miracle pour casser le cou de la social-démocratie ; leur politique avait tout à fait échoué, n'avait pas réussi à détacher les masses d'elle. D'où cette nouvelle tentative pour s'en débarrasser... Staline espérait que le parti communiste allemand remporterait une victoire et penser qu'il avait un « plan » pour permettre au fascisme de prendre le pouvoir est absurde. C'est une déification de Staline.

James. — *Il les a obligés à arrêter leur opposition au plébiscite rouge*³¹. *Il a fait dire à Remmele : « Après Hitler, notre tour »*³². *Il leur a fait arrêter les combats de rue contre les fascistes.*

Trotsky. — « Après Hitler, notre tour ! », c'était une fanfaronnade, un aveu de faillite ; Vous y accordez trop d'importance !

*Schüssler*³³. — *On a arrêté les combats de rue parce que les détachements armés étaient de petits détachements du P.C. De*

29. Il s'agit de la lettre du 7 août 1923 de Staline à Boukharine et Zinoviev ; cf. P. Broué, *op. cit.*, pp. 704-705.

30. Zinoviev, porte-parole en 1925 de la Nouvelle Opposition, affirmait qu'Octobre avait été inspiré par « la philosophie de l'égalité ». Mais la lutte contre « le nivellement gauchiste » avait été l'un des leitmotifs de Staline.

31. A l'été 1931, les nazis avaient réclamé l'organisation d'un référendum en Prusse, nécessaire pour y écarter du pouvoir le gouvernement social-démocrate minoritaire au Landtag. Les communistes allemands, d'abord hostiles, tournèrent ensuite et firent campagne pour le plébiscite qu'ils appelaient « rouge » tandis que les nazis l'appelaient « brun ». Ils appelèrent les ouvriers à voter contre les social-démocrates et avec les nazis dans ce référendum.

32. Hermann Remmele (1880-1939), dirigeant du K.P.D., était l'auteur de cette formule peu opportune mais qui avait le mérite de bien résumer la politique suicidaire du K.P.D. qui se résignait à la victoire des nazis et s'en consolait en pensant qu'elle le débarrasserait de la social-démocratie.

33. Otto Schüssler (1905-1982), ouvrier saxon membre de l'Opposition de gauche, avait été secrétaire de Trotsky à Prinkipo, puis membre du S.I. sous le nom d'Oscar Fischer. Il venait, après bien des avatars, d'arriver au Mexique sans passeport et avait repris à la mi-février ses fonctions de secrétaire allemand auprès de Trotsky.

bons camarades se faisaient constamment descendre. Dans la mesure où l'ensemble des ouvriers n'y prenaient pas part, ils ont renoncé. Ce fut un de leurs zigzags.

Trotsky. — Vous y êtes ! Ils ont fait toutes sortes de choses. Il leur est même arrivé de proposer le front unique.

James. — *Duranty*³⁴ a dit en 1931 qu'ils ne voulaient pas la révolution en Espagne.

Trotsky. — Ne prenez pas au sérieux ce que dit *Duranty*. *Litvinov*³⁵ voulait dire qu'ils n'étaient pas responsables de ce qui arrivait en Espagne. Il ne pouvait pas le dire lui-même, aussi l'a-t-il fait dire par *Duranty*. Peut-être même qu'ils ne voulaient pas d'ennuis avec l'Espagne, avec les difficultés qu'ils avaient chez eux... Mais je dirais que *Staline* souhaitait sincèrement le triomphe du parti communiste allemand en Allemagne 1930-1933...

De même, vous ne pouvez pas considérer l'Internationale communiste comme un simple instrument de la politique extérieure de *Staline*. En France, en 1934, le parti communiste était tombé de 80 000 adhérents à 30 000. Il fallait avoir une politique nouvelle. Nous ne connaissons pas les archives de l'I.C., la correspondance, etc. En même temps, *Staline* cherchait une nouvelle politique étrangère. Des deux côtés, il y a eu ces tendances qui ont produit ce nouveau tournant. Il y a différents aspects d'un même processus. Le parti communiste français n'est pas seulement une agence de Moscou, mais une organisation nationale, avec des députés, etc.³⁶

Tout cela n'est cependant pas très dangereux, bien que cela révèle un grand manque du sens des proportions que de dire que toute notre propagande n'a eu aucun sens. S'il en était ainsi, nous aurions fait faillite. Ce qui est beaucoup plus dangereux, c'est votre attitude sectaire vis-à-vis du Labour Party.

34. *Walter Duranty* (1884-1957) avait été correspondant du *New York Times* en U.R.S.S. et les trotskystes avaient utilisé ses dépêches sur l'Espagne pour interpréter la politique de l'I.C.

35. *Maksim M. Wallach* dit *Litvinov* (1876-1951) avait succédé à *Tchitchérine* comme commissaire du peuple aux affaires étrangères.

36. C'est la première fois, dans cette période, que Trotsky souligne l'intégration d'un parti communiste dans une société bourgeoise donnée. Il reviendra sur la question.

Vous dites que j'ai avancé le mot d'ordre [de gouvernement] Blum-Cachin³⁷ sans réserves. Puis vous vous souvenez de « Tout le pouvoir aux soviets » et vous dites que le front unique n'était pas le soviét. C'est la même approche sectaire.

James. — *En Angleterre, nous avons eu des difficultés à revendiquer un gouvernement du Labour avec les réserves nécessaires.*

Trotsky. — En France, dans notre presse, dans nos archives, dans notre propagande, nous avons régulièrement fait toutes les réserves nécessaires. Votre échec en Angleterre est dû à la maladresse, au manque de souplesse aussi, du fait de la longue domination de la pensée bourgeoise en Angleterre. Je dirais aux ouvriers anglais : « Vous refusez d'approuver mes idées ? Bien, peut-être me suis-je mal expliqué. Peut-être êtes-vous stupides. De toute façon, j'ai échoué. Mais, maintenant, vous croyez en votre parti. Allez-vous laisser Chamberlain³⁸ garder le pouvoir ? Portez votre parti au pouvoir. Je vous aiderai de toutes mes forces. Je sais qu'il ne fera pas ce que vous voulez, mais, puisque vous ne me croyez pas et que nous sommes petits, je vous aiderai à l'y porter. »

C'est très important d'évoquer périodiquement ces questions. Je suggérerais que vous écriviez un article de discussion sur ces points et que nous le publions dans notre presse.

37. Trotsky avait lancé la formule « gouvernement Blum-Cachin » comme forme concrète du gouvernement ouvrier, ou gouvernement P.S.-P.C. Cf. Trotsky, *Le Mouvement communiste en France*, p. 214. Léon Blum (1872-1950), haut fonctionnaire venu tard à l'activité politique avait été l'inspirateur dans la S.F.I.O. de la « résistance » à l'adhésion à l'Internationale communiste, puis le maître à penser de la S.F.I.O. après la scission de Tours. Marcel Cachin (1869-1958), ancien guesdiste, social-patriote rallié ensuite au « centre » pendant la guerre, avait rejoint les communistes lors de la scission. Il était plus un symbole qu'un dirigeant.

38. Neville Chamberlain (1869-1940), d'une grande famille d'industriels de Birmingham, conservateur longtemps décidé à la politique de « concessions » à Hitler, signataire de l'accord de Munich, était en train de se rallier à la « fermeté ».

DISCUSSION SUR LA SITUATION DE LA IV^e INTERNATIONALE¹

(Avril 1939)

James. — 1. Je serais heureux d'entendre ce que pense le camarade Trotsky de la fantastique montée de la combativité des ouvriers français et, parallèlement, de l'incontestable déclin de notre propre mouvement en France durant la même période. A la conférence de fondation, on a consacré six séances à la question française² et, au dernier moment, il y a eu encore une discussion sur la résolution qu'on allait présenter. Cela donne une idée des difficultés. Cannon et Shachtman³ pensaient qu'il s'agissait exclusivement d'un problème de direction et d'organisation. Blasco⁴ pensait que les camarades français étaient capables d'analyser la situation politique, mais incapables d'intervenir activement dans la lutte des masses. Mon opinion personnelle est qu'un tel état de choses résulte de la composition sociale du groupe, de sa concentration à Paris et de l'intérêt prédominant qu'il porte aux questions purement politiques au détriment des problèmes des

1. Compte rendu sténographique de la seconde discussion (T 4561) entre Trotsky, James et Schüssler, traduit de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. La conférence de septembre 1938 ne dura qu'une journée, mais elle avait été précédée de réunions de commissions. James avait assisté à la commission française qui avait traité la question de l'attitude à l'égard du P.S.O.P., du P.C.I. de Molinier etc. L'unanimité s'était faite sur la triste situation présente de la section française.

3. James P. Cannon (1890-1974), vétéran du P.C. américain, avait été, avec Max Shachtman (1903-1972), le noyau fondateur de l'Opposition de gauche aux Etats-Unis après le retour de Cannon du VI^e congrès de l'I.C. à la fin de 1928. Les deux hommes étaient alors les principaux dirigeants de la section américaine de la IV^e Internationale, le Socialist Workers Party, et les « hommes forts » de la conférence de fondation qu'ils avaient préparé directement et par lettre avec Trotsky.

4. Blasco était le pseudonyme de Pietro Tresso (1893-1943 ?), un ancien dirigeant du P.C. italien, venu à l'Opposition de gauche avec l'« opposition des trois ». Il militait dans la section française, le P.O.I. et avait été délégué à la conférence de fondation.

usines, encore que j'aie pu remarquer au milieu de 1937 un grand changement de ce point de vue. Je crois cependant qu'il s'agit d'une question qui demande une réflexion et une analyse sérieuses.

2. *La question de l'Espagne.* Je crois qu'il n'est pas trop tard pour commencer, à partir de toutes les sources disponibles, une enquête sur l'activité organisationnelle de nos camarades en Espagne à partir de 1936. D'après tout ce que j'ai entendu dire, 500 camarades bien organisés à l'intérieur du P.O.U.M. auraient été capables d'essayer de prendre le pouvoir en mai 1937⁵. Je crois que nous avons beaucoup à apprendre des méthodes de travail appliquées par nos camarades, à l'intérieur comme à l'extérieur du P.O.U.M.⁶. Et comme, de même qu'en France et peut-être en Hollande, et en Grande-Bretagne où il y a entre nous et la social-démocratie des partis centristes dans lesquels il est vraisemblable que nous ayons à travailler comme nos camarades ont dû le faire dans le P.O.U.M., pour toutes ces raisons, je crois qu'il est très important de travailler à partir de l'expérience réelle de nos camarades en Espagne.

3. *La section britannique.* Vous êtes tous au courant de l'histoire de cette section : la scission de 1936⁷ et la formation de deux groupes, l'un enraciné dans le Labour Party⁸ et l'autre à l'extérieur⁹. Quand le camarade Cannon est arrivé, à l'été 1938, la Revolutionary Socialist League a résulté d'une fusion entre l'ancienne Marxist League, qui avait fait scission avec Groves¹⁰ et

5. En mai 1937, les ouvriers de Barcelone s'étaient lancés dans une insurrection qui avait spontanément éclaté après une tentative manquée des forces de police de reprendre le central téléphonique au contrôle des miliciens de la C.N.T.

6. Le gros des forces trotskystes se trouvait à l'extérieur du P.O.U.M. et ne dépassait pas deux douzaines : les trotskystes étaient exclus du P.O.U.M. dont les fondateurs ex-trotskystes s'étaient engagés à ne pas construire de fraction. C'est au moins ce que les documents nous apprennent. Mais James laisse supposer qu'il y avait à l'intérieur du P.O.U.M. un « travail de fraction » engagé.

7. La scission de la section britannique avait été consacrée par les deux conférences des 10 et 11 octobre 1936 et le fait que tous les membres n'avaient pas été d'accord pour appliquer la résolution votée sur la section britannique à la conférence internationale « de Genève » en juillet.

8. Il s'agissait du Militant Group animé par D. D. Harber et Ken Alexander. Il était formé de militants entrés dans le Labour.

9. Il s'agissait du groupe dit « independent », puisqu'il avait été très vite exclu de l'I.L.P., regroupé autour de James et du Journal *Fight*. Rappelons que l'Independent Labour Party (I.L.P.) était une vieille formation centriste.

10. Reg Groves (né en 1908), membre du P.C., fondateur du « Balham Group », exclu en août 1932, avait été le principal fondateur de la Communist League, puis s'était opposé à l'entrisme dans l'I.L.P. Après la scission de 1933, il était entré dans le Labour Party et était devenu l'un des dirigeants de la Socialist League à Londres. Il s'était séparé de son ancien groupe, la Marxist League.

le *Marxist Group*¹¹, et était en contact avec une vingtaine de camarades admirables d'Edinburgh¹². Le pacte d'unité et de paix stipulait que chaque groupe devait continuer son activité propre et qu'au bout de six mois, on tirerait un bilan. Aux dernières nouvelles, les frictions ont continué et c'est maintenant le groupe à l'intérieur du *Labour Party* qui domine¹³.

Il existe aussi un autre groupe — celui de *Lee*¹⁴ — à l'intérieur du *Labour Party*, qui a refusé de rien avoir à faire avec la fusion, disant qu'elle était vouée à l'échec. Le groupe *Lee* est très actif.

J'ai dit au camarade *Cannon* qu'en fin de compte j'étais arrivé à la conclusion a) que je n'avais aucune objection à ce que même la majorité des camarades du groupe fusionné soient dans le *Labour Party*, b) mais que le groupe indépendant, avec son journal, devait continuer. En dernière analyse, la fraction dans le *Labour Party* ne gagnerait pas beaucoup d'adhérents dans les circonstances actuelles et notre indépendance de groupe, avec un journal était absolument nécessaire. *Wicks*, *Sara*, *Sumner*¹⁵ et autres, de l'ancienne *Marxist League*, qui ont travaillé pendant quatre ans dans le *Labour Party* et s'y trouvaient encore, étaient tout à fait d'accord avec nous sur la nécessité d'une organisation indépendante. Les camarades du *Labour Party* voulaient un organe théorique comme *New International*. Nous avons dit non ; nous voulions un journal comme l'ancien *Militant*¹⁶ mi-théorique et mi-d'organisation. Il n'y a pas eu lieu de discuter plus avant la question britannique, dans la mesure où on a eu le temps de

11. Il s'agit en réalité du *Militant Group*.

12. Il s'agissait du *Revolutionary Socialist Party* dirigé par *Frank Maitland* et qui provenait d'une formation « *DeLéoniste* » du *Socialist Labor Party*

13. Le secrétaire général de la nouvelle organisation était un ancien dirigeant des jeunes communistes qui avait rejoint les trotskystes dans le *Labour* en 1936, *Eric Starkey Jackson*.

14. *Ralph Lee*, militant sud-africain d'origine, se plaignait de n'avoir pas été soutenu contre les calomnies stalinienne par la direction du *Militant Group*. Bien que le S.I. lui ait donné raison, il avait pris prétexte de cette affaire pour créer sa propre organisation, la *Workers International League*, avec une poignée de militants, six ou sept au départ dont plusieurs devaient jouer ultérieurement un rôle important dans le mouvement trotskyste britannique (*Gerry Healy*, *Jock Haston*, *Betty Hamilton*).

15. Venu de l'anarchisme, *Henry Sara* (1888-1953) avait été du *Balham Group*, puis de la *Marxist League*. *Harry Wicks* (né en 1905) cheminot révoqué en 1926, responsable J. C., avait connu le même itinéraire et beaucoup milité dans le comité contre les procès de Moscou dont le secrétaire était *Hilary Sumner Boyd*, dit *Charles Sumner* (1911-1976), petit-fils d'un ami de *Lincoln* et fils du secrétaire de *John Reed*, recruté dans le *Labour Party* en 1934.

16. Il s'agit ici non de *The Militant*, organe du groupe dans le *Labour Party*, mais de l'ancien organe de la C.L.A. jusqu'en 1934.

l'étudier de loin. Il est clair que ni des conseils ni une politique ne peuvent faire des miracles.

La position de l'Independent Labour Party est pourtant importante pour nous¹⁷. Organisationnellement, il est faible, mais il a quatre députés, un journal qui se vend entre 25 000 et 30 000 exemplaires par semaine, ses congrès et ses déclarations sont l'objet de publicité dans la presse bourgeoise ; il a suffisamment de soutien financier pour présenter quinze candidats aux élections dont la majorité ont perdu le dépôt de 750 livres par candidat. En général, il dit plutôt le même genre de choses que nous et recueille tout le soutien moral et financier qui nous revient, par exemple aux Etats-Unis où il n'y a rien, entre la social-démocratie et nous, du type de ce parti. En outre, l'I.L.P. a passé son temps à s'ouvrir puis se fermer, mais nous avons été incapables d'exploiter les scissions répétées et le mécontentement général de sa gauche. Si nous pouvions scissionner l'I.L.P. et, ainsi que Maxton a, de sa propre initiative, menacé de le faire, entraîner les Ecossais et laisser le champ libre en Angleterre, nous ne pourrions certes pas créer tout de suite un grand parti dirigeant, mais nous ferions un progrès extraordinaire¹⁸.

Je crois que la résolution de 1936 sur les partis centristes, qui affirmait que l'I.L.P. allait bientôt tomber dans le stalinisme, était une erreur¹⁹ qui a désorienté la section anglaise. Maintenant, il semblerait que nos progrès futurs en Grande-Bretagne dans la direction de l'I.L.P. vont dépendre largement des succès de notre section française (et de sa capacité) à attirer à elle les meilleurs éléments du P.S.O.P.²⁰. Je propose cependant que notre section britannique ne néglige nullement l'I.L.P. et que, par des bro-

17. Les trotskystes avaient milité dans l'Independent Labour Party de 1933 à 1936 mais en avaient été écartés. James avait souhaité y rester et y continuer un travail.

18. James reste apparemment fidèle à la stratégie qui avait été la sienne en 1936, où il avait espéré un instant faire passer la coupure entre le fief écossais de Maxton — irrécupérable — et Fenner Brockway qui incarnait à ses yeux la confusion d'une majorité de militants anglais honnêtes.

19. Cette résolution intitulée « Le Bureau international pour l'unité socialiste révolutionnaire (bureau de Londres) et la IV^e Internationale » est reproduite dans *Œuvres*, 10, pp. 209-212. Elle affirmait la nécessité de « dénoncer systématiquement et sans compromissions les hésitations, les équivoques et les actes hypocrites du bureau de Londres en tant qu'obstacle le plus proche et le plus immédiat sur la voie de la poursuite de la construction de la IV^e Internationale. »

20. Le P.O.I. était toujours profondément divisé sur la façon dont il devait se comporter à l'égard du P.S.O.P. dont l'existence même lui ôtait pratiquement toute perspective de développement. Le P.S.O.P. était dirigé par Marceau Pivert et formé essentiellement des anciens éléments de la gauche de la S.F.I.O. exclus en juin 38 à son congrès de Royan.

chures, dans sa presse par des articles, elle concentre son offensive sur ses points faibles et ses divergences internes et s'emploie de son mieux à aggraver les scissions qui se dessinent constamment en son sein afin de faciliter sa destruction.

Il y a enfin la question des camarades qui vont dans les usines, comme on l'a déjà fait dans une ou deux régions d'Amérique du Nord, où les intellectuels, déterminés à entrer en contact avec les masses, sont entrés dans l'industrie de l'alimentation et dans d'autres, partout où cela a été possible et, en certains endroits, avec un grand succès. Il me semble qu'en France et, très certainement, en Grande-Bretagne, cela constitue un moyen à tenter pour renforcer ce contact avec les masses qui est l'un des plus gros points faibles de notre parti dans les grandes villes comme Londres, Paris, et, dans une certaine mesure, New York, tandis que le parti belge, basé en province sur une région industrielle²¹ est extrêmement bien organisé et, en dépit de certaines faiblesses politiques au cours de la dernière période²², démontre que, dans toute montée comme celle qui s'est produite en France²³, il jouerait vraisemblablement un rôle plus important et réaliserait au moins des progrès infiniment plus substantiels que ne l'a fait notre section française.

Trotsky. — Oui, la question est de savoir pourquoi nous ne progressons pas en fonction de la valeur de nos idées, qui ne sont pas aussi dénuées de sens que le croient certains de nos amis. Nous ne progressons pas politiquement. Ce fait est l'expression du recul général du mouvement ouvrier dans les quinze dernières années. Quand le mouvement révolutionnaire décline de façon générale, quand une défaite suit une autre défaite, quand le fascisme s'étend sur le monde entier, quand le marxisme officiel s'incarne dans la plus formidable machine à duper les travailleurs, il va de soi que les révolutionnaires ne peuvent travailler que contre le courant historique général. Et cela, quand bien même leurs idées sont aussi intelligentes et exactes qu'on peut le souhaiter. C'est que les masses ne font pas leur éducation à

21. Le bastion de la section belge avait de tout temps été la Fédération de Charleroi et ses mineurs de charbon.

22. Trotsky faisait à la section belge deux reproches de taille : celui d'avoir soutenu la candidature du premier ministre bourgeois van Zeeland contre le « rexiste » Degrelle, s'alignant ainsi que la position « antifasciste » de capitulation du P.C. et du P.O.B., et celui d'avoir organisé en pays wallon des syndicats scissionnistes après des exclusions de la centrale réformiste.

23. Allusion à la montée qui avait culminé avec les grèves de juin 1936.

travers des pronostics ou des conceptions théoriques, mais à travers l'expérience générale de leur vie. C'est là l'explication globale : l'ensemble de la situation est contre nous. Il faut que se produise un tournant dans la prise de conscience de classes, dans les réactions et les sentiments des masses, un tournant qui nous donnera la possibilité de remporter un grand succès politique.

Je me souviens des discussions en 1927 à Moscou après l'écrasement des ouvriers chinois par Tchiang Kaï-chek²⁴. Nous l'avions prédit dix jours auparavant et Staline nous avait répondu par des affirmations de ce genre : « Borodine²⁵ est vigilant », « Tchiang Kaï-chek ne peut matériellement nous trahir », etc. Huit ou dix jours plus tard, c'était la tragédie et nos camarades exprimèrent leur confiance : notre analyse était si manifestement correcte que tout le monde s'en apercevait et que nous étions sûrs d'entraîner le parti. Je répondis que l'étranglement de la révolution chinoise était mille fois plus important pour les masses que toutes nos prédictions. Nos prédictions pouvaient convaincre une poignée d'intellectuels qui s'intéressaient à ces problèmes, mais pas les masses.

La victoire militaire de Tchiang devait inévitablement provoquer un reflux, une démoralisation, et ne pouvait en rien favoriser la progression d'une fraction révolutionnaire.

Depuis 1917, nous avons connu une longue suite de défaites. Nous sommes comme des gens qui tenteraient d'escalader une montagne et qui recevraient toujours et toujours des avalanches de pierre et de neige. Il s'est créé dans les masses en Asie et en Europe un sentiment nouveau de désespoir. Elles ont entendu quelque chose comme ce que nous disions il y a dix ou quinze ans du parti communiste, et elles sont pessimistes. C'est là l'état d'esprit général des masses. C'est la raison la plus générale. Il ne nous est pas possible de nous situer en dehors du courant historique général, hors de la disposition générale des forces. Le courant est contre nous, c'est clair. Je me souviens de la période

24. Le maréchal *Tchiang Kaï-chek* (1887-1975), ancien chef de l'école militaire du gouvernement de Canton, puis chef militaire et principal dirigeant de ce gouvernement et du parti nationaliste chinois le Guomindang, avait consenti pendant plusieurs années à utiliser les communistes. En avril 1927, s'alliant à la pègre et aux banques, il les avait massacrés à Shanghai et mis hors-la-loi dans tout le pays. La politique de soumission du P.C.C. à Tchiang, conçue et défendue par Staline et Boukharine, avait été critiquée par Trotsky et l'Opposition de gauche.

25. Mikhaïl M. Grusenbergh, dit *Borodine* (1884-1951), un ancien bundiste qui avait vécu aux Etats-Unis et au Mexique, avait été envoyé en septembre 1923 comme représentant du P.C.U.S. auprès du Guomindang. Il parla en Chine avec l'autorité d'un représentant de Moscou jusqu'à son rappel en juillet 1927.

entre 1908 et 1913, en Russie. A cette époque aussi nous étions en pleine réaction. En 1905 pourtant, nous avions les ouvriers avec nous, mais en 1908, et même en 1907, déjà, commença la grande réaction, le grand reflux. Tout le monde inventait des mots d'ordre et des méthodes nouvelles pour conquérir les masses, mais personne n'y arrivait. Tout ce qu'on pouvait faire à cette époque, c'était de former des cadres, mais ils fondaient ensuite littéralement. Il se produisit de nombreuses scissions, à droite, à gauche, vers le syndicalisme, ailleurs... Lénine restait à Paris avec un petit groupe, une secte. Il gardait pourtant confiance, car il savait qu'il y aurait bientôt des possibilités de redressement... C'est ce qui se produisit en 1913, où il y eut une vague dont la guerre brisa le développement. Pendant la guerre, il régna d'abord parmi les ouvriers un silence de mort. Les gens qui se réunirent à Zimmerwald²⁶ étaient en majorité des éléments très confus. Au plus profond des masses, dans les tranchées et ailleurs, il existait bien un état d'esprit nouveau, mais tellement souterrain, tellement terrorisé encore, que nous ne pouvions ni l'atteindre ni lui donner une expression. C'est pour cela que le mouvement se sentait si misérable, et même la majorité des gens qui s'étaient rencontrés à Zimmerwald allaient virer à droite pendant le mois suivant. Je ne cherche pas à dégager leurs responsabilités personnelles mais, là aussi, il faut une explication globale : c'est que le mouvement zimmerwaldien avait à nager contre le courant.

Notre situation à nous est incomparablement plus difficile que celle d'aucune autre organisation, à aucune autre époque. Nous avons à subir le poids terrible de la trahison de l'Internationale communiste qui s'était dressée justement contre la trahison de la II^e Internationale. La dégénérescence de la III^e Internationale s'est accomplie si rapidement et de façon tellement inattendue que c'est la même génération à qui nous avons autrefois annoncé sa formation qui est encore là pour nous entendre aujourd'hui dénoncer sa trahison. Et ces hommes se souviennent qu'ils ont déjà une fois entendu tout cela.

Il faut tenir compte aussi de l'importance de la défaite de l'Opposition de gauche en Russie. Car la IV^e Internationale, par sa naissance, est liée à l'Opposition de gauche russe, et les masses, d'ailleurs, nous appellent les « trotskystes ». On nous dit :

26. La Conférence de Zimmerwald, en septembre 1915, marque le premier regroupement internationaliste conséquent dans le cours de la guerre.

LÉON TROTSKY

« Trotsky veut prendre le pouvoir. Mais pourquoi donc l'a-t-il perdu ? » C'est évidemment une question de fond. Nous devons commencer par y répondre en expliquant la dialectique de l'histoire, de la lutte de classes : toute révolution engendre une réaction. Max Eastman²⁷ a écrit que Trotsky accordait à la doctrine trop d'importance et que, s'il avait eu plus de bon sens, il n'aurait pas perdu le pouvoir. Effectivement, il n'est rien au monde qui soit plus convaincant que le succès et rien de plus repoussant, surtout pour les larges masses, qu'une défaite.

Il faut donc ajouter la dégénérescence de l'Internationale communiste, d'un côté, et, de l'autre, la terrible défaite de l'Opposition de gauche en Russie, suivie de son extermination. Ces faits-là sont mille fois plus convainquants pour la classe ouvrière que notre pauvre petit journal, même quand il atteint le tirage fantastique des cinq mille exemplaires de notre *Socialist Appeal*²⁸. Nous sommes sur un frêle esquif au milieu d'un courant terrible. Sur cinq ou six bateaux, l'un coule, et on dit tout de suite que c'est la faute du pilote. Mais la véritable raison n'est pas là. La vérité, c'est que le courant était trop fort. Voilà l'explication la plus générale, celle que nous ne devons jamais oublier, si nous ne voulons pas sombrer dans le pessimisme ou le découragement, nous qui sommes l'avant-garde de l'avant-garde. Car cette ambiance marque tous les groupes qui se rassemblent autour de notre drapeau. Il y a des éléments courageux qui n'aiment pas aller dans le sens du courant : c'est leur caractère. Il y a des gens intelligents qui ont mauvais caractère, n'ont jamais été disciplinés et ont toujours cherché une tendance plus radicale ou plus indépendante : ils ont trouvé la nôtre. Mais les uns et les autres sont toujours plus ou moins des *outsiders*, à l'écart du courant général du mouvement ouvrier. Leur grande valeur a évidemment son côté négatif, car celui qui nage contre le courant ne peut pas être lié aux masses. Aussi la composition sociale d'un mouvement révolutionnaire qui commence à se construire n'est-elle pas à prédominance ouvrière. Ce sont les intellectuels qui sont les premiers mécontents des organisations existantes. Par-tout, il y a aussi beaucoup d'étrangers qui, dans leur propre pays, ne se seraient sans doute pas mêlés aussi facilement au mouve-

27. Max Eastman (1883-1969), intellectuel américain, ami de la révolution russe, était lié à Trotsky dont il fut le traducteur. Il était en train d'abandonner le marxisme.

28. *Socialist Appeal* était l'organe du Socialist Workers Party, la section américaine de la IV^e Internationale.

ment ouvrier. Un Tchèque sera plus facilement membre de la IV^e Internationale au Mexique ou aux Etats-Unis qu'en Tchécoslovaquie même. Et de même pour un Français aux Etats-Unis. Car l'atmosphère nationale exerce une profonde influence sur les individus.

Les Juifs, par exemple, sont souvent à moitié étrangers, pas tout à fait assimilés : ils adhèrent volontiers à toute tendance nouvelle, critique, révolutionnaire ou à moitié révolutionnaire, que ce soit en politique, en art ou en littérature. Une tendance révolutionnaire nouvelle, qui va contre le courant général dominant de l'histoire à un moment donné, se cristallise d'abord autour d'hommes qui sont plus ou moins coupés de la vie nationale, dans quelque pays que ce soit : et c'est précisément pour eux qu'il est le plus difficile de pénétrer dans les masses. Bien entendu, nous devons critiquer la composition sociale de notre organisation et la modifier, mais nous devons aussi comprendre qu'elle n'est pas tombée du ciel, qu'elle est déterminée, au contraire, aussi bien par la situation objective que par le caractère de notre mission historique en cette période.

Cela ne veut pas dire que nous puissions nous satisfaire d'une telle situation. Pour la France, par exemple, il existe, en outre, une vieille tradition du mouvement ouvrier qui n'est pas sans rapport avec la composition sociale du pays, surtout dans le passé : d'un côté une mentalité petite-bourgeoise — l'individualisme — et de l'autre, un *élan*, une extraordinaire capacité d'improvisation. Si on les compare à l'époque classique de la II^e Internationale, on s'aperçoit que le parti socialiste français et la social-démocratie allemande, avaient au parlement le même nombre d'élus. Mais il n'est même pas possible de comparer les organisations. Les Français étaient tout juste capables de collecter 25 000 francs, et encore au prix des pires difficultés, tandis que, pour les Allemands, trouver un demi-million ne posait pas de problèmes. Les Allemands avaient dans leurs syndicats plusieurs millions d'ouvriers, les Français, eux, quelques millions qui ne payaient pas leurs cotisations. Engels²⁹ terminait en ces termes une lettre dans laquelle il avait caractérisé l'organisation française : « Et comme d'habitude, les cotisations ne rentrent pas ! »

Notre organisation française souffre de la même maladie, le

29. Friedrich Engels (1820-1895) était le principal collaborateur et l'ami de Marx.

mal français traditionnel, cette incapacité d'organisation et, bien entendu, en même temps, de l'absence des conditions qui lui permettraient l'improvisation. En outre, dans la mesure où la France a connu une montée ouvrière, elle s'est produite en liaison avec le Front populaire. Dans ce contexte, la défaite du Front populaire a constitué la preuve que nous avons raison, comme, auparavant, l'extermination des ouvriers chinois. Mais une défaite est une défaite, et elle se retourne directement contre les tendances révolutionnaires, au moins jusqu'à ce que se produise une nouvelle montée à un niveau supérieur. Il nous faut nous préparer surtout et attendre un élément nouveau, un facteur nouveau dans la configuration générale des forces.

Il y a en France des camarades comme Naville³⁰ et d'autres qui sont venus à nous, il a quinze, seize ans, alors qu'ils étaient encore de tout jeunes gens ; ce sont maintenant des hommes mûrs, et, pendant toute leur vie consciente, ils n'ont reçu que des coups, subi que des défaites, de terribles défaites, et ils en ont l'habitude. Ils apprécient hautement la justesse de leurs conceptions, ils sont capables de bonnes analyses, mais ils n'ont jamais été capables de pénétrer dans les masses, d'y travailler, ils n'ont jamais pu apprendre à le faire. Or il est terriblement nécessaire de regarder ce qui se passe dans les masses. Mais nous avons en France des camarades qui sont ainsi.

Je connais beaucoup moins bien la situation britannique, mais je crois qu'il y a là aussi des gens comme ça.

Pourquoi avons-nous perdu des hommes ? Après ces terribles défaites mondiales, la montée ouvrière en France s'est réalisée à un niveau très bas, très primitif politiquement, sous la direction du Front populaire. Toute la période du Front populaire a été une sorte de caricature de notre révolution de février. C'est une honte pour la France, qui traversait voici cent cinquante ans, la plus grande révolution bourgeoise du monde, que ce mouvement ouvrier ait eu à passer par une caricature de la révolution russe.

James. — *Vous ne rejetez donc pas toute la responsabilité sur le parti communiste ?*

Trotsky. — Il constitue un facteur important dans l'élaboration de la mentalité des masses, et on peut dire, en effet, que la

30. Pierre Naville (né en 1904) était venu à l'Opposition de gauche en 1927 mais c'était déjà sur une base « oppositionnelle » qu'il avait adhéré au P.C. ; il n'était tout de même pas alors en culottes courtes.

dégénérescence du parti communiste a été un facteur très actif.

En 1914, les bolcheviks dominaient complètement le mouvement ouvrier. Les statistiques les plus sérieuses démontrent qu'à la veille de la guerre les bolcheviks ne représentaient pas moins des trois quarts de l'avant-garde ouvrière. Pourtant, avec le début de la révolution de février, les éléments les plus arriérés, les paysans, les soldats, et même d'anciens ouvriers bolcheviques ont été attirés dans ce courant Front populaire. Le parti bolchevique fut réduit à l'isolement et très affaibli. Le courant général était à un bas niveau politique, mais il était puissant et il aboutit finalement à la révolution d'Octobre. Il s'agit d'une question de rythme. En France, venant après toutes ces défaites, le Front populaire a attiré des éléments qui avaient des sympathies pour nous sur le plan des idées, mais qui étaient engagés dans le mouvement des masses, et nous avons été encore plus isolés qu'auparavant, du moins pendant quelque temps.

Il faut tenir compte de tous ces éléments. Je peux même affirmer que nombre de nos dirigeants — attention, pas tous !, surtout dans les sections les plus anciennes, se verront rejetés hors du mouvement de masse révolutionnaire lors du nouveau tournant et que de nouveaux dirigeants, une direction fraîche, apparaîtront dans le courant révolutionnaire.

En France, la régénération de notre groupe a commencé avec l'entrée dans le parti socialiste³¹. Cette politique ne fut pas clairement comprise par tous; elle nous permit pourtant de gagner de nouveaux militants. Malheureusement, ces recrues étaient habituées à un milieu large et, après la scission, elles se sont un peu découragées. Au fond, elles n'étaient pas suffisamment trempées, elles n'ont pas su s'accrocher et elles ont été reprises par le courant du Front populaire. C'est regrettable, mais explicable.

En Espagne, ces mêmes raisons ont joué un rôle identique, avec en plus ce déplorable facteur qu'a constitué le comportement du groupe de Nin³². C'est lui qui représentait en Espagne

31. La fraction trotskyste était entrée en 1934 dans la S.F.I.O., en août-septembre, constituant le « G.B.L. » (Groupe bolchevik-léniniste de la S.F.I.O.). Ses premières recrues avaient été les dirigeants des Jeunesses de l'Entente de la Seine.

32. Andrés Nin Pérez (1892-1937) avait été secrétaire national de la C.N.T. puis secrétaire, à Moscou, de l'Internationale syndicale rouge. Membre de l'opposition de gauche et de sa commission internationale, il avait été exclu du

l'Opposition de gauche russe, et, au cours de la première année, nous n'avons pas tenté de mobiliser et d'organiser nos forces de façon indépendante. Nous espérions pouvoir gagner Nin à une conception correcte, etc. En public, l'Opposition de gauche le soutenait. Dans une correspondance privée, nous avons essayé de le convaincre, de le pousser, mais nous n'avons pas réussi. Nous avons perdu du temps. Fallait-il le faire ? C'est difficile à dire. Si nous avions eu en Espagne un camarade expérimenté, nous aurions connu une situation bien plus favorable, mais nous n'en avons pas un seul. Nous avons placé nos espoirs en Nin, et sa politique a consisté en une série de manœuvres personnelles destinées à esquiver ses propres responsabilités. Il jouait avec la révolution. Il était sincère, mais sa mentalité était celle d'un menchevik. C'était là un handicap effroyable, et qu'il était difficile de ne surmonter qu'au moyen de formules correctes mais falsifiées dès le départ par ceux-là même qui nous représentaient dans la première période, les Nin. N'oubliez pas que nous avons perdu la première révolution, celle de 1905... Avant 1905, nous avions une tradition de grand courage et d'esprit de sacrifice, des forces. Après, nous étions réduits à l'état de misérable minorité, de trente à quarante hommes peut-être. Puis il y eut la guerre...

James. — Combien le parti bolchevique comptait-il de militants ?

Trotsky. — En 1910, dans tout le pays, quelques dizaines. Il y en avait pas mal en Sibérie. Mais en fait ils n'étaient pas organisés. Les gens que Lénine pouvait atteindre par lettre ou par un agent n'étaient pas plus de trente ou quarante. Notre tradition, les idées que nous avons répandues parmi l'avant-garde ouvrière constituaient un extraordinaire capital qui devait être utilisé, plus tard, au cours de la révolution, mais pratiquement, à cette date, nous étions complètement isolés.

L'histoire a ses lois propres, très puissantes, plus puissantes

parti en 1928 et expulsé d'U.R.S.S. en 1930. Revenu en Espagne, il avait tergiversé, envisageant de militer dans les rangs de l'organisation de Maurin et n'apparaissant pas en leader de l'Opposition de gauche comme l'aurait souhaité Trotsky. Devenu le dirigeant de la Izquierda comunista en 1932, il avait eu de multiples conflits avec Trotsky et leur correspondance (larges extraits dans *La Révolution espagnole*) s'était interrompue en 1933. Nin avait participé ensuite à la fondation du P.O.U.M. dont il avait été secrétaire national à partir de juillet 1936. Il avait été « conseiller » (ministre) de la Généralité de Catalogne. Arrêté en juin 1937, livré au G.P.U. ou enlevé par lui, il avait été torturé et assassiné.

même que notre propre conception théorique de l'histoire ! Aujourd'hui, en Europe, c'est la catastrophe, le déclin, l'extermination de tous les pays. Cela pèse lourdement sur les ouvriers. Ils voient d'un côté toutes ces combinaisons diplomatiques, ces mouvements d'armées, et de l'autre un groupe minuscule avec un petit journal qui donne les explications. Or le problème, pour eux, c'est qu'ils vont être mobilisés demain, que leurs enfants peuvent être tués. Il y a une terrible disproportion entre la tâche et les moyens.

Si la guerre éclate maintenant, et il semble qu'elle doive éclater —, dans le premier mois, nous perdrons les deux tiers des militants, que nous avons en France aujourd'hui. Ils seront dispersés, d'abord : jeunes, ils seront mobilisés ; mais subjectivement, ils resteront fidèles au mouvement. Quant à ceux qui ne seront ni arrêtés, ni mobilisés et qui resteront fidèles, — peut-être trois ou quatre, je ne peux dire combien au juste —, ils seront complètement isolés.

C'est seulement après plusieurs mois que critique et dégoût commenceront à se manifester à une grande échelle et un peu partout : alors, nos camarades isolés, un blessé dans un hôpital, un soldat dans une tranchée, ou une femme dans un village, sentiront que l'atmosphère a changé, et prononceront une parole hardie. Et celui-là même qui était un camarade tout à fait inconnu dans une section parisienne deviendra le leader d'un régiment, d'une division et se sentira un dirigeant révolutionnaire. C'est caractéristique de notre période.

Je ne veux pas dire par là qu'il faille nous résigner à l'impuissance de notre organisation française. Je crois sincèrement que, si les camarades américains nous aident, nous pouvons gagner le P.S.O.P. et faire un grand bond en avant. La situation est en train de mûrir et elle insiste pour que nous sachions exploiter cette occasion. Si nos camarades se laissent convaincre qu'il faut virer, la situation changera. Nos camarades américains doivent absolument retourner en Europe, et ne pas se contenter de donner des conseils. Avec le secrétariat international, il faut décider que notre section doit entrer dans le P.S.O.P. Il compte plusieurs milliers de membres³³. Pour une révolution, la différence n'est pas énorme mais pour le travail de préparation de

33. L'évaluation de Trotsky est d'une grande prudence. Jean-Paul Joubert dans *Révolutionnaires de la S.F.I.O.* estime à 10 000 l'effectif initial du P.S.O.P., mais pense que ce chiffre baissa très vite en particulier au lendemain de la crise internationale de Munich qui le divisa profondément.

l'avant-garde, elle est considérable. Avec des éléments neufs, nous pouvons faire un énorme pas en avant.

Maintenant, aux Etats-Unis, nous avons un autre type de travail, et je crois que nous pouvons être très optimistes sans nous faire d'illusions, et sans exagérer. Aux Etats-Unis, nous avons un crédit-temps supérieur. La situation n'est pas immédiatement aussi pressante, aussi aiguë. C'est important.

Ensuite, je suis d'accord avec le camarade Stanley³⁴ qui écrit que nous pouvons maintenant remporter des succès très importants dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. Nous avons un mouvement très important en Indochine³⁵. Je suis absolument d'accord avec le camarade James qu'il nous est possible d'avoir un très important mouvement nègre, parce que ces gens n'ont pas traversé de la même manière l'histoire des deux dernières décennies. En tant que masse, ils n'ont rien su de la révolution russe, ni de la III^e Internationale. Ils peuvent commencer l'histoire comme si elle en était à ses débuts. Il nous faut absolument du sang frais. C'est pourquoi nous avons plus de succès dans la jeunesse. Dans la mesure où nous avons pu l'aborder, nous avons eu de bons résultats. Les jeunes sont très attentifs à un programme révolutionnaire, clair et honnête.

La Grande-Bretagne et l'I.L.P. ? C'est aussi une tâche particulière. Je l'ai suivie d'un peu plus près quand j'étais en Norvège. Il me semble que nos camarades qui sont entrés dans l'I.L.P. ont fait avec lui la même expérience que nos camarades américains avec le S.P. Mais tous nos camarades ne sont pas entrés dans l'I.L.P. et, autant que j'aie pu le voir, ils ont mené une politique opportuniste et c'est pourquoi leur expérience dans l'I.L.P. n'a pas été si bonne. L'I.L.P. est resté presque comme il était avant, alors que le P.S. américain s'est vidé. Je ne sais comment il faut l'aborder maintenant. C'est une organisation de Glasgow³⁶. C'est un appareil

34. Sherman *Stanley* était le pseudonyme de Stanley *Plastrik* (1915-1981), un jeune militant du S.W.P. gagné dans les jeunesses socialistes, Y.P.S.L. Il se passionnait pour les Indes et avait pris des contacts notamment avec le parti socialiste du congrès et avait commencé à échanger une correspondance avec Trotsky.

35. Trotsky disposait d'une information assez succincte sur l'activité du groupe trotskyste indochinois que dirigeait Ta Tu Thau et qui éditait *La Lutte* à Saïgon.

36. Le bastion de l'I.L.P. se trouvait à Glasgow dont son principal dirigeant James *Maxton* (1885-1946) était député depuis 1922.

local, avec de l'influence sur la machine municipale, dont j'ai entendu dire qu'elle était très corrompue. C'est un travail à part de Maxton.

Les révoltes de la base sont un phénomène familier dans l'I.L.P. Au cours de la préparation d'un congrès, Fenner Brockway³⁷ devient le patron de la partie qui se rebelle et obtient la majorité. Maxton annonce alors qu'il va démissionner. Fenner Brockway s'écrie : « Non, nous abandonnerons notre victoire ? Nous pouvons abandonner nos principes, pas notre Maxton ! »³⁸. Je crois que le plus important, c'est de les compromettre — de les rouler dans la boue —, les Maxton et les Brockway. Il faut les identifier avec des ennemis de classe. Il faut compromettre l'I.L.P. par des attaques féroces, impitoyables, contre Maxton. Il est le bouc émissaire de tous les péchés du mouvement britannique, en particulier de l'I.L.P. C'est par de telles attaques, concentrées contre Maxton, des attaques systématiques dans notre presse, que nous pourrions hâter la scission dans l'I.L.P. En même temps, il nous faut souligner que, si Maxton est le laquais de Chamberlain³⁹, Fenner Brockway, lui, est le laquais de Maxton.

James. — *Et que pensez-vous d'un journal indépendant, pour fustiger Maxton, etc. ?*

Trotsky. — C'est une question pratique. Si notre section en France entre dans le P.S.O.P., je crois que le S.I. devrait publier la *Quatrième Internationale* pour tous les pays de langue française, deux fois par mois. C'est juste une question de possibilité juridique. Je crois que, même si nous travaillons à l'intérieur du Labour Party, il nous faut avoir un journal indépendant, non pas en opposition à nos camarades qui sont dedans, mais plutôt pour échapper au contrôle de l'I.L.P.

37. Archibald Fenner *Brockway* (né en 1888) était secrétaire général de l'I.L.P. et James avait pensé pouvoir de gagner, en 1935, une date à laquelle Trotsky avait perdu toute illusion, à supposer qu'il en ait eu, à ce sujet.

38. Trotsky fait allusion ici au congrès de Keighton de l'I.L.P. les 11 et 12 avril 1936 ; le chantage de Maxton à la démission avait conduit Brockway et ses partisans à remettre en cause un vote du congrès et faire se déjuger ce dernier. Cf. *Œuvres*, 9, pp. 203-210.

39. James Maxton avait déclaré à la Chambre des Communes qu'il approuvait entièrement ce que Chamberlain avait fait pour la paix pendant la période de crise internationale qui s'était terminée par les accords de Munich (Cf. *Œuvres*, 19, pp. 144-148).

AUTODÉTERMINATION POUR LES NÈGRES AMÉRICAINS¹

(4 avril 1939)

Trotsky. — Le camarade George² propose que nous discutons la question nègre en trois parties, la première devant être consacrée à la question programmatique de l'autodétermination pour les Noirs.

James. — *On a déjà distribué les propositions de base pour la question nègre et il faut seulement traiter de la question de l'autodétermination. Personne ne dénie aux Nègres le droit à l'autodétermination. La question est de savoir si nous devrions le défendre. En Afrique et dans les Indes occidentales, nous défendons l'autodétermination parce qu'une grande majorité du peuple la revendique. En Afrique, les grandes masses du peuple considèrent l'autodétermination comme une restauration de leur indépendance. Aux Indes occidentales, où il y a une population de même origine que les Nègres en Amérique, il y a eu développement d'un sentiment national. Les Nègres y sont en majorité. On entend déjà, chez les plus avancés l'idée d'une nation indienne occidentale et il est très probable que, même en supposant qu'on offre aux Nègres des droits complets de citoyens de l'Empire britannique, ils s'y opposeraient probablement et souhaiteraient être absolument libres et indépendants. C'est progressiste. C'est un pas dans la direction juste. Nous affaiblissons l'ennemi. Nous plaçons les travailleurs dans une position de progresser à grands pas vers le socialisme.*

1. Compte rendu d'une discussion à Coyoacán entre Trotsky, C.L.R. James, gardes et secrétaires (T 4561) traduit de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library. Nous avons traduit « negro » par « nègre » — ce qui est la traduction correcte, qui ne comporte pas la connotation péjorative que le terme revêt parfois aujourd'hui en français.

2. *George* était alors le pseudonyme de James qui sera bientôt J. R. Johnson. Nous avons indiqué James par la suite.

En Amérique, la situation est différente. Le Noir aspire désespérément à devenir un citoyen américain. Il dit : « Je suis ici depuis le début ; j'ai fait ici tout le travail dans les premiers temps. Les Juifs, les Polonais, les Italiens, les Suédois et autres sont venus ici et ont tous les privilèges. Vous dites que certains Allemands sont des espions. Je ne serai jamais espion. Je n'ai personne pour qui espionner. Et pourtant vous m'excluez de l'armée et des droits de citoyenneté. »

En Pologne et en Catalogne, il y a une tradition de langue, de littérature et d'histoire qui s'ajoute à l'oppression économique et politique et contribue à souder la population autour de cette revendication progressiste de l'autodétermination. Il n'en est pas ainsi en Amérique. Examinons certains événements historiques du développement des Nègres en Amérique.

Garvey³ a lancé le mot d'ordre « Retour à l'Afrique » mais les Nègres qui l'ont suivi ne croyaient pas dans leur majorité qu'ils allaient réellement retourner en Afrique. Nous savons que ceux qui le suivaient, aux Indes occidentales, n'avaient pas la moindre intention de retourner en Afrique, mais qu'ils étaient heureux de suivre une direction militante. Et il y a le cas de la femme noire qui avait été bousculée dans un bus par une femme blanche et qui lui dit : « Attendez que Marcus⁴ soit au pouvoir et vous serez traités vous autres comme vous le méritez. » De toute évidence elle ne pensait pas à l'Afrique.

Simplement, il y a eu cette concentration sur les problèmes des Nègres parce que les travailleurs blancs en 1919 n'étaient pas développés. Il n'y avait pas d'organisation politique de quelque importance appelant noirs et blancs à s'unir. Les Nègres revenaient juste de la guerre — militants et n'ayant reçu aucune proposition d'assistance, ils se concentraient sur leurs propres affaires.

Il faudrait en outre mentionner néanmoins que, lorsqu'il s'est produit à Chicago une émeute raciste, elle avait été délibérément provoquée par les patrons. Quelque temps avant qu'elle n'éclate, les ouvriers des conserves de viande, blancs et noirs, avaient frappé et défilé dans le quartier nègre de Chicago où la population

3. Marcus Garvey (1887-1940), né à la Jamaïque, imprimeur puis journaliste, venu aux E.-U. en 1917, y fonda l'Universal Negro Improvement Association, « le seul mouvement nègre de masses ayant jamais existé en Amérique », écrit Daniel Guérin qui qualifie par ailleurs Garvey de « mi-prophète, mi-charlatan ». (*Où va le Peuple américain ?* t. II, p. 217).

4. Il s'agit de Garvey.

noire avait acclamé les blancs de la même manière et où ils avaient applaudi les Nègres. Pour les capitalistes, c'était un phénomène très dangereux et ils se sont occupés de créer des frictions raciales. A une étape ultérieure, des autos, avec des blancs à l'intérieur, fonçaient dans le quartier noir en tirant à vue. La presse capitaliste jouait sur les différences et c'est elle qui eut l'initiative des émeutes afin de diviser la population et de ramener les Nègres à se replier sur eux-mêmes.

Pendant la crise, il y a eu une renaissance de ces mouvements nationalistes. Il y a eu un mouvement pour le 49^e Etat et on a assisté au développement du mouvement autour du Liberia⁵. Ces mouvements ont eu une réelle importance jusqu'à 1934 au moins.

Puis il y a eu en 1936 l'organisation du C.I.O. John L. Lewis⁶ a nommé un département nègre spécial. Le New Deal faisait des avances aux Nègres. Nègres et blancs combattirent ensemble dans plusieurs conflits. Ces mouvements nationalistes tendaient à disparaître dans la mesure où les Nègres voyaient l'occasion de combattre avec les ouvriers organisés et de gagner quelque chose.

Le danger, si nous défendions et propagions une politique d'autodétermination, est que ce serait le moyen le plus sûr de diviser et d'embrouiller les ouvriers du Sud. Les travailleurs blancs ont des siècles de préjugés à surmonter, mais aujourd'hui nombre d'entre eux travaillent avec les Nègres dans le syndicat des métayers du Sud⁷, et avec le développement de la lutte il existe toutes les possibilités qu'ils soient capables de surmonter ces préjugés séculaires. Mais, que nous demandions, nous, que les Nègres aient leur propre Etat à eux, c'est en demander trop aux ouvriers blancs, surtout quand les Nègres eux-mêmes n'émettent pas cette revendication. Les mots d'ordre de l' « annulation des dettes », de la « confiscation des grands domaines », etc., suffisent parfaitement pour les conduire au combat en commun, et, sur la

5. Le mouvement national pour l'établissement d'un 49^e Etat proposait la création d'un Etat nègre dans une région peu peuplée des Etats-Unis où les nègres seraient invités à résider. Il n'eut pas une énorme importance. A l'initiative d'une American Colonization Society fondée en 1817, une vingtaine de milliers d'esclaves nègres affranchis furent transportés en Afrique à partir de 1822 donnant naissance au Liberia où ils constituèrent la couche dominante. L'idée du « Liberia » comme pays des Nègres fut reprise dans les années trente, sans grand écho.

6. John L. Lewis (1880-1969), ancien dirigeant des mineurs avait pris la tête de l'organisation syndicale industrielle et créé le C.I.O.

7. La Sharecroppers Union avait attiré bien des militants et notamment l'ex-mustiste devenu trotskyste, le Noir Ernst Rice McKinney.

base de la lutte économique, mener un combat uni pour l'abolition de toute discrimination sociale.

Aussi je propose concrètement : 1) Nous sommes pour le droit d'autodétermination. 2) S'il apparaissait chez les Nègres la revendication du droit d'autodétermination, nous devrions la soutenir. 3) Nous ne nous détournons pas de notre chemin pour lancer ce mot d'ordre et nous ne dresserons pas une barrière qui n'est pas nécessaire entre nous-mêmes et le socialisme. 4) Il faut étudier ces mouvements ; celui que conduisait Garvey, celui pour le 49^e Etat, celui qui tourne autour du Liberia. Découvrir les groupes de la population qui les soutenaient et sur cette base évaluer dans quelle mesure existe chez les Nègres cette revendication de l'autodétermination.

Hudson⁸. — Il me semble qu'on peut diviser le problème en un certain nombre de phases différentes :

Sur la question de l'autodétermination, je pense qu'il est clair que tout en étant pour l'autodétermination, y compris l'indépendance, cela ne signifie pas nécessairement que nous sommes pour l'indépendance. Nous sommes pour que, dans certains cas, dans certains lieux, ils aient le droit de décider eux-mêmes s'ils seront ou non indépendants ou quels arrangements gouvernementaux particuliers devraient être conclus avec le reste du pays.

Sur la question de l'autodétermination comme nécessairement réactionnaire — je crois que c'est aller trop loin. L'autodétermination pour diverses nations et groupes n'est pas opposée à un monde socialiste futur. Je pense que la question a été traitée dans une polémique entre Lénine et Piatakov du point de vue de la Russie — celle de l'autodétermination des différents peuples de Russie⁹, alors qu'on construisait toujours un pays unifié. Les deux ne sont pas nécessairement contradictoires. La société socialiste ne sera pas construite sur des peuples soumis, mais par un peuple libre. Le caractère réactionnaire ou progressiste de l'autodétermination est déterminé par la question de savoir si elle fait ou non avancer la révolution sociale. C'est là le critère.

8. Carlos Hudson (né en 1908), économiste diplômé de l'université de Minnesota, licencié pour avoir tenté de fonder un syndicat d'enseignants, collaborait à la presse ouvrière, le *Northwest* puis *Industrial Organizer* du Local 544 à Minneapolis, puis le *Socialist Appeal* où il signait Carl O'Shea.

9. Iouri L. Piatakov (1890-1937), d'abord anarchiste, avait en effet polémique contre Lénine sur la question nationale pendant la guerre. Sous le nom de Kievsky, et en collaboration avec Boukharine et Evgeniia Bosch, il avait élaboré en novembre 1915 des « thèses sur le droit à l'autodétermination » qu'il considérait comme « utopique » et nuisible parce que « générateur d'illusions ».

Sur ce qui a été dit, que nous ne devrions pas défendre une chose si les masses ne la désirent pas, ce n'est pas juste. Nous ne défendons pas les choses seulement parce que les masses les désirent. La question fondamentale du socialisme entrerait dans cette catégorie. Aux Etats-Unis, seul un faible pourcentage de la population veut le socialisme, et pourtant nous le défendons. Ils peuvent vouloir la guerre, mais nous nous y opposons. Les questions qu'il nous faut résoudre sont les suivantes : Cela aidera-t-il à la destruction de l'impérialisme américain? Si un tel mouvement apparaît, le peuple le voudra-t-il au fur et à mesure du développement de la situation?

Je crois que ces mouvements nationalistes dont vous parlez ont existé pendant des années et que, dans chaque cas, la lutte était menée par une poignée de gens, mais qu'au moment de la crise sociale les masses se ralliaient à de tels mouvements. La même chose peut arriver en rapport avec l'autodétermination des Nègres.

Il me semble que ce que l'on appelle la « ceinture noire » est la fraction surexploitée de l'économie américaine. Elle présente toutes les caractéristiques d'une partie soumise d'un empire. Elle a toute la pauvreté extrême et l'inégalité politique. Elle a la même structure financière — Wall Street exploite les éléments petits-bourgeois et à leur tour les ouvriers pauvres. Elle présente simplement un champ d'investissement et une source de profits. Elle a toutes les caractéristiques d'une partie d'un empire colonial. C'est également une question régionale, car les blancs ont bien été contraints aussi d'éprouver un sentiment de réaction contre le capital financier.

Il serait également intéressant d'étudier le possible développement futur de la question nègre. On a vu que, quand les Nègres ont été amenés dans le Sud, ils y sont restés pendant de nombreuses décennies. Quand il y a eu la guerre, beaucoup ont émigré vers le Nord et ont formé là une partie du prolétariat. Mais cette tendance ne peut plus jouer. Le capitalisme ne connaît pas la même expansion qu'auparavant. En fait, pendant la dépression, nombre de Nègres sont revenus vers les fermes. Il est possible qu'au lieu d'une tendance à l'émigration, il y ait maintenant une tendance des Nègres à rester dans le Sud.

Et puis il y a d'autres facteurs. La question des machines à cueillir le coton qui signifie que les travailleurs seront par milliers chassés de leur travail.

Pour en revenir à la question de l'autodétermination. Il existe la possibilité qu'au cœur de la crise sociale la manifestation du radicalisme connaisse une double phase : en même temps que la

lutte pour l'égalité économique et sociale on pourra trouver la revendication du contrôle de leur propre Etat. Même en Russie, quand les bolcheviks ont pris le pouvoir, le peuple polonais ne se contentait pas de penser que cela signifiait pour lui la fin de l'oppression. Il revendiquait le droit de contrôler à sa façon son propre destin. Un tel développement est possible dans le Sud.

Les autres questions sont importantes, mais je ne crois pas qu'elles soient fondamentales — qu'une nation doive avoir sa propre langue, sa propre culture, sa propre tradition. Dans une certaine mesure, ils ont développé une culture propre. Dans toutes les bibliothèques publiques, on peut trouver des livres — fiction, anthologies, etc. — qui expriment un sentiment nouveau de race.

Maintenant, du point de vue des Etats-Unis, le retrait de la « ceinture noire » signifie l'affaiblissement de l'impérialisme américain, avec le retrait d'un grand champ d'investissement. C'est un coup en faveur de la classe ouvrière américaine.

Il me semble que l'autodétermination ne s'oppose pas à la lutte pour l'égalité sociale, politique et économique. Dans le Nord, une telle lutte est immédiate et le besoin est aigu. Dans le Nord, le mot d'ordre de l'égalité économique et politique est un mot d'ordre d'agitation — une question immédiate. Sous un angle pratique, personne ne suggère que nous lancions le mot d'ordre de l'autodétermination en tant que mot d'ordre d'agitation, mais comme mot d'ordre programmatique qui pourrait devenir à l'avenir un mot d'ordre d'agitation.

Il y a aussi un autre facteur qu'on pourrait appeler le facteur psychologique. Si les Nègres pensent que c'est une tentative pour leur imposer une ségrégation, alors il vaudrait mieux s'abstenir de lancer ce mot d'ordre jusqu'à ce qu'ils soient convaincus que tel n'est pas le cas.

Trotsky. — Je ne comprends pas très bien si le camarade [James] George propose d'éliminer le mot d'ordre d'autodétermination pour les Nègres de notre programme ou si c'est que nous ne disons pas que nous sommes prêts à faire tout notre possible pour l'autodétermination des Nègres s'ils la désirent. Que nous l'éliminions ou non, c'est une question qui concerne l'ensemble du parti. Nous sommes prêts à les aider s'ils la veulent. En tant que parti, nous ne pouvons rester absolument neutres là-dessus. Nous ne pouvons pas dire qu'elle serait réactionnaire. Elle n'est pas réactionnaire. Nous ne pouvons pas leur dire de constituer un Etat parce que cela affaiblirait l'impérialisme et serait par conséquent bon pour nous, ouvriers

blancs. Cela serait contre l'internationalisme même. Nous ne pouvons pas leur dire : « Restez ici, même au prix du progrès économique. » Nous pouvons leur dire : « C'est à vous de décider. Si vous voulez prendre une partie du pays, c'est bien, mais nous ne voulons pas décider à votre place. »

Je crois que les différences entre les Indes occidentales, la Catalogne, la Pologne et la situation des Noirs aux Etats ne sont pas aussi décisives. Rosa Luxemburg¹⁰ était contre l'autodétermination pour la Pologne. Elle pensait que c'était réactionnaire et fantastique, aussi fantastique que de demander le droit de voler. Cela démontre qu'elle ne possédait pas l'imagination historique nécessaire dans ce cas. Les grands propriétaires et les représentants de la classe dirigeante polonaise étaient également opposés à l'autodétermination, pour leurs raisons propres.

Le camarade James a utilisé trois verbes : « soutenir », « défendre », et « injecter » l'idée d'autodétermination. Je ne propose pas que le parti défende, je ne propose pas qu'il injecte, mais seulement qu'il proclame notre devoir de soutenir la lutte pour l'autodétermination si les Nègres eux-mêmes la revendiquent. Il ne s'agit pas de nos camarades nègres. Il s'agit des 13 ou 14 millions de Nègres. Ils ne savent pas encore clairement ce qu'ils veulent maintenant et il faut leur faire crédit pour l'avenir. Et ils décideront alors.

Ce que vous avez dit du mouvement Garvey est intéressant — mais cela prouve que nous devons être prudents et larges — ne pas nous baser sur le *statu quo*. La femme nègre qui a dit à la femme blanche : « Attendez que Marcus soit au pouvoir, et vous serez traités, vous autres, comme vous le méritez » exprimait simplement son désir d'un Etat qui soit le sien. Les Noirs américains se sont rassemblés sous le drapeau du « Retour à l'Afrique » parce qu'il leur semblait une réalisation possible de leur propre désir d'une maison à eux. Ils ne voulaient pas réellement aller en Afrique ? C'était l'expression d'un désir mystique d'une maison où ils seraient libres de la domination des blancs et dans laquelle ils contrôleraient leur propre destin. C'était aussi un désir d'autodétermination. Il s'est exprimé autrefois sous une certaine forme religieuse et il prend maintenant la forme du rêve d'un Etat indépendant. Ici, aux Etats-Unis,

10. Rosa Luxemburg (1870-1919), dirigeante de la social-démocratie polonaise avait, à partir de 1897, milité dans la social-démocratie allemande. Elle niait également la nécessité du mot d'ordre du « droit à l'autodétermination ». Elle fonda le K.P.D. et fut assassinée peu après.

les Blancs sont si puissants, si cruels et si riches que le pauvre métayer nègre n'ose pas dire, même à lui-même, qu'il veut prendre pour lui une partie du pays. Garvey en parlait avec chaleur, tout était beau et ce serait merveilleux. N'importe quel psychanalyste dira que le contenu réel de ce rêve était le désir d'avoir leur propre maison. Ce n'est qu'un argument en faveur de la décision d'en injecter l'idée. C'est seulement un argument qui permet de prévoir la possibilité de donner à leur rêve une forme plus réaliste.

Si le Japon envahit les Etats-Unis et que les Nègres sont appelés à combattre — ils peuvent commencer à se sentir menacés d'abord d'un côté, puis de l'autre, et finalement, éveillés, peuvent dire : « Nous n'avons rien à faire avec aucun de vous. Nous aurons notre propre Etat. »

Mais l'Etat nègre pourrait entrer dans une fédération. Si les Nègres américains réussissaient à créer leur propre Etat, je suis certain qu'après quelques années de satisfaction, et d'orgueil de leur indépendance, ils éprouveraient le besoin d'entrer dans une fédération. Même si la Catalogne, qui est une province très industrialisée et hautement développée, avait réalisé son indépendance, cela n'aurait constitué qu'un pas vers une fédération.

Les Juifs d'Allemagne et d'Autriche ne désiraient rien plus que d'être les meilleurs chauvins allemands. Le plus misérable de tous était le social-démocrate Austerlitz¹¹, l'éditeur de l'*Arbeiterzeitung*. Mais maintenant, avec la tournure des événements, Hitler ne leur permet pas d'être des chauvins allemands. J'ai vu une photocopie écœurante, récemment, d'un acteur juif, arrivant en Amérique et se courbant pour baiser le sol des Etats-Unis. Alors ils vont recevoir quelques bons coups de poings des fascistes aux Etats-Unis et iront baiser le sol de la Palestine.

Il existe une alternative à l'alternative révolutionnaire victorieuse. Il est possible que le fascisme parvienne au pouvoir avec son délire radical, l'oppression, et la réaction des Noirs sera pour l'indépendance raciale. Le fascisme aux Etats-Unis sera dirigé contre les Juifs et les Nègres, mais particulièrement contre les Nègres et de la plus terrible manière. On créera une condition « privilégiée » pour les ouvriers blancs américains sur le dos des Nègres. Les Nègres ont fait tout ce qui était possible pour devenir

11. Friedrich Austerlitz (1862-1931), ancien employé de commerce, était devenu rédacteur en chef du quotidien socialiste autrichien en 1895. Il écrivit des articles ultra-chauvins en 1914 (dont l'un titré « Nach Paris! »), puis devint pacifiste en 1916. Trotsky l'avait personnellement connu.

partie intégrante des Etats-Unis, psychologiquement et politiquement. Nous devons prévoir que leur réaction démontrera sa puissance pendant la révolution. Ils y entreront avec une grande méfiance vis-à-vis des Blancs. Nous devons rester neutres sur cette question et garder la porte ouverte pour toutes les possibilités tout en promettant notre soutien entier s'ils veulent créer leur propre Etat indépendant.

Autant que je sois informé, il me semble que l'attitude du P.C. d'en faire un mot d'ordre impératif était fausse¹². C'était comme si les Blancs disaient aux Nègres : « Vous devez constituer votre ghetto à vous. » C'est un manque de tact et c'est faux, et ne peut que repousser les Nègres. Ils ne peuvent l'interpréter que comme la volonté des Blancs d'être séparés d'eux. Nos camarades nègres ont bien entendu le droit de participer plus étroitement à de tels développements. Nos camarades nègres peuvent dire : « La IV^e Internationale dit que si nous voulons être indépendants, elle nous aidera de toutes les manières possibles, mais c'est à nous de choisir. Cependant, moi, en tant que nègre membre de la IV^e Internationale, je pense que nous devons rester dans le même Etat que les Blancs », etc. Ils peuvent prendre part à la formation d'une idéologie politique et raciale des Nègres.

James. — Je suis très heureux que nous ayons eu cette discussion parce que je suis entièrement d'accord avec vous. Il me semble que c'est l'idée en Amérique que nous devons défendre comme l'a fait le P.C. Vous semblez penser qu'il existe une possibilité que les Nègres veuillent l'autodétermination plus grande que je ne le crois probable. Mais nous sommes cent pour cent d'accord sur l'idée que vous avez mise en avant que nous devrions être neutres dans ce développement.

Trotsky. — C'est le mot « réactionnaire » qui m'a gêné.

James. — Laissez-moi citer le document : « S'il veut l'autodétermination, alors aussi réactionnaire qu'elle puisse être à tous les autres égards, il appartiendrait au parti révolutionnaire de lancer ce mot d'ordre. » Je considère l'idée de se séparer comme un pas en arrière quand c'est d'une société socialiste qu'il s'agit. Si les

12. Au cours de la « troisième période » ultra-gauchiste, le P.C. américain lança le mot d'ordre de « République nègre indépendante » établie dans la région du Sud où se trouvait la majorité des Nègres, la « ceinture noire ».

ouvriers blancs tendent la main au Nègre, ce dernier ne voudra pas de l'autodétermination.

Trotsky. — C'est trop abstrait, parce que la réalisation de ce mot d'ordre ne peut être obtenue que quand les 13 ou 14 millions de Nègres sentiront que la domination des Blancs est terminée. Combattre pour la possibilité de réaliser un état indépendant est un signe d'un sérieux réveil moral et politique. Cela constituerait un formidable pas en avant révolutionnaire. Cette montée aurait immédiatement les meilleures conséquences économiques.

Hudson. — Je pense qu'on pourrait établir une analogie en relation avec les collectivités et la distribution de la terre des grands domaines. On peut considérer comme réactionnaire la division de grands domaines en petits lots, mais il n'en est pas nécessairement ainsi. La question est de savoir si les paysans veulent exploiter ces domaines collectivement ou individuellement. Nous donnons des conseils aux paysans, nous ne les forçons pas — c'est leur affaire. Certains diraient que la division des grands domaines en petits lots serait économiquement réactionnaire, mais ce n'est pas ainsi [que cela se pose].

Trotsky. — C'était également la position de Rosa Luxemburg. Elle soutenait que l'autodétermination serait aussi réactionnaire que la division des grands domaines.

Hudson. — La question de l'autodétermination est également liée à celle de la terre et il faut l'examiner dans ses manifestations non seulement politiques, mais aussi économiques.

[LE VOYAGE DE SIEVA]¹

(4 avril 1939)

Cher Camarade Gérard²,

Nous avons reçu votre communication télégraphique par Roberts³ et nous vous avons répondu par télégramme à l'adresse de Roberts. Nous avons reçu hier vos lettres à Van⁴ du 22 et 24 mars. Il n'est pas nécessaire de vous dire toute notre reconnaissance, à vous comme à Marguerite⁵ et à tous les amis qui nous ont aidés dans cette affaire si importante.

Je suis un peu inquiet des menaces de Molinier⁶. Il y a des traits de gangstérisme dans ce groupe et dans son chef. Vous devez personnellement prendre vos précautions. De même pour le garçonnet avant qu'il ne quitte le pays.

Marguerite serait naturellement la meilleure accompagnatrice. Mais quand pourrait-elle le faire? Chaque semaine de

1. Lettre à G. Rosenthal (1927), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Gérard *Rosenthal* (né en 1903), vieux militant de l'Opposition de gauche (à Moscou en 1927) était un des dirigeants du P.O.I., mais aussi l'avocat de Trotsky. Il venait de prévenir Trotsky que son petit-fils disparu, Siéva, était retrouvé.

3. *Roberts* était le pseudonyme de l'américain Harold R. *Isaacs* (né en 1910), ancien journaliste en Chine qui y avait rompu avec le stalinisme et rejoint le trotskysme. Il était le relais postal de Trotsky à New York avec l'Europe.

4. Jean *van Heijenoort* (né en 1912), étudiant en mathématiques, était dans sa septième année auprès de Trotsky comme secrétaire.

5. Marguerite *Thévenet* (1879-1962) était la compagne d'Alfred Rosmer, personnellement liée aux Trotsky depuis 1915. Elle avait joué un rôle décisif dans l'affaire qui préoccupe ici Trotsky.

6. Raymond *Molinier* (né en 1904) avait longtemps joui de la confiance de Trotsky dont il avait été l'homme de confiance de la tête de la section française. Mais la rupture avait été consommée entre eux en 1935 avec l'affaire de *La Commune*. Il était exclu de la IV^e Internationale et dirigeait le P.C.I. Trotsky le soupçonnait d'avoir inspiré l'enlèvement de son petit-fils Siéva par Jeanne Martin qui était sa femme légitime et la compagne de Sedov (voir *Œuvres*, 19).

retard est dangereuse. Dans ces conditions, la meilleure solution serait le voyage de Natalia⁷ en France. Elle pourrait personnellement approcher le garçonnet⁸ avant qu'il n'entre dans une nouvelle maison. Je ne crois pas que l'opposition des autorités françaises soit sérieuse. Natalia aurait un passeport mexicain et pourrait rentrer à n'importe quel moment. Il ne s'agit que d'un séjour très court, qui n'a naturellement aucun objectif politique. Je crois que votre intervention énergique au Quai d'Orsay, service des étrangers, pourrait être décisive et réglerait la question.

Je vous écrirai demain sur les archives.

7. Natalia I. *Sedova* (1882-1962) était la compagne de Trotsky.

8. « Le garçonnet » était Vsiévolod P. *Volkov*, dit Siéva (né en 1926). Fils de Zinaïda, fille aînée de Trotsky qui s'était suicidée à Berlin en 1933, et de Platon I. Volkov, enseignant, déporté comme « trotskyste », il avait été élevé ensuite par son oncle Léon et la compagne de celui-ci, Jeanne Martin des Pallières, épouse de Raymond Molinier. Pour empêcher Trotsky de prendre l'enfant avec lui au Mexique, Jeanne Molinier avait fait disparaître ce dernier en le plaçant sous une fausse identité dans un pensionnat religieux des Vosges. Gérard Rosenthal avait retrouvé sa trace et Marguerite Rosmer était allée le chercher. Il restait maintenant à régler la question du voyage au Mexique qu'il ne pouvait faire seul.

NOS DIVERGENCES AVEC DIEGO RIVERA¹

(5 avril 1939)

La mise au point du 20 mars du camarade Diego Rivera² concernant la création du Partido Revolucionario Obrero y Campesino ne sert qu'à éclairer encore plus les divergences fondamentales entre nous, non seulement sur la question des élections, mais sur les principes fondamentaux de la lutte de classes prolétarienne.

Il est inutile de commencer une discussion sur la question de savoir qui a pris l'initiative de créer le nouveau parti, les ouvriers de la Casa del Pueblo ou Diego Rivera lui-même. Il nous suffit qu'il en soit le secrétaire politique et porte ainsi l'entière responsabilité de cette organisation et de sa politique.

Nous considérons un parti prolétarien comme l'instrument essentiel pour la libération de la classe ouvrière. La base d'un tel parti doit comporter non seulement des revendications empiriques et conjoncturelles, mais un programme de mots d'ordre de transition, et, ce qui est le plus important, le programme de la révolution sociale. L'idée qu'on puisse créer un parti *ad hoc* pour une conjoncture concrète donnée est absolument incroyable et opportuniste par essence. Un parti ouvrier avec un soi-disant « programme minimum » est *eo ipso* un parti bourgeois. C'est un parti qui entraîne les ouvriers à soutenir la politique bourgeoise ou les politiciens bourgeois.

1. Déclaration signée *Clave*, dans le numéro de cette revue d'avril 1939.

2. Diego Rivera (1886-1957), l'un des plus grands peintres mexicains, ancien du P.C.M., avait rejoint la section mexicaine en 1936 et contribué à obtenir pour Trotsky le droit d'asile au Mexique. Il l'avait en outre logé à Coyoacán dans la « Maison bleue » qui appartenait à sa femme, Frida Kahlo. Un conflit s'était développé entre Trotsky et lui, à la fin de 1938, et ne cessait de s'envenimer. Le peintre avait démissionné de la IV^e Internationale et venait d'annoncer la fondation d'un nouveau parti, le parti révolutionnaire ouvrier et paysan (P.R.O.C.) avec l'appui de petits syndicats ouvriers.

Un parti ouvrier marxiste révolutionnaire pourrait discuter la question de savoir s'il est judicieux, dans cette situation concrète, de soutenir l'un des candidats bourgeois³. Nous pensons que, dans les conditions données, ce serait faux. Mais la question posée devant nous par l'activité de Diego Rivera est infiniment plus importante. En réalité, le camarade Rivera a organisé et dirigé un nouveau parti sur un programme petit-bourgeois, réformiste, sans aucun lien international, avec un nom anti-marxiste (Un parti d'ouvriers et de paysans) et il oppose ce parti à la IV^e Internationale qu'il juge opportuniste dans les élections.

Imaginons un instant que notre politique dans les élections soit fautive : ce n'est qu'un épisode. Peut-on imaginer qu'un marxiste place les divergences sur une question de deuxième ou de troisième ordre au-dessus du programme de la révolution mondiale, rompe ses liens internationaux et devienne secrétaire général d'un nouveau parti ?

Ce seul fait démontre que les divergences sont infiniment plus profondes que ne le croit le camarade Rivera dans son extravagante impulsivité.

Nous devons ajouter qu'avant la création, totalement inattendue, de ce nouveau parti, il a élaboré un autre programme en vue d'une alliance avec la C.G.T. qui s'intitule anarchiste.

Ce programme du camarade Rivera comportait d'inadmissibles concessions aux doctrines anarchistes. On sait que cette alliance n'a pas été réalisée car ses prétendus alliés, les dirigeants de la C.G.T., ont abandonné leur soi-disant anarchisme au bénéfice d'une politique bourgeoise réactionnaire⁴.

Après cela, le camarade Rivera a élaboré un document dans lequel il accusait la III^e Internationale de Lénine et la IV^e Internationale de transformer les « anarchistes » en réactionnaires bourgeois⁵. Nous ne pouvions bien entendu accepter cette apologie des fakirs bourgeois anarchistes et ces accusations contre les Internationales marxistes.

3. Dans un article signé *Clave*, Trotsky avait déjà expliqué que les partisans de la IV^e Internationale au Mexique ne participeraient pas à la campagne électorale, déjà sérieusement entamée, pour la succession du président Cárdenas. Au départ, Diego Rivera semble avoir souhaité la candidature du chef de file de la « gauche » du parti unique, le général Francisco *Mágica* (1884-1954), qui avait de la sympathie pour Trotsky.

4. La C.G.T., dirigée depuis peu par Julio Ramírez, venait de tourner le dos à ses principes d'« apolitisme » et d'adhérer au P.R.M., parti gouvernemental « officiel ».

5. *Clave* ne publia pas cet article ce qui provoqua un autre conflit avec Rivera.

LÉON TROTSKY

Maintenant le camarade Rivera invoque des lettres du camarade Trotsky⁶. Nous n'entrerons pas dans ce débat qui n'a rien à voir avec nos divergences fondamentales. Nous mentionnons simplement que ces lettres du camarade Trotsky ont été écrites après la démission de Diego Rivera et ne peuvent donc être la cause de sa démission.

Après sa démission, le camarade Rivera a déclaré qu'il demeurerait un sympathisant actif. Si les mots des hommes ont un sens, alors sympathisant actif signifie un homme qui aide le parti de l'extérieur. Mais pouvons-nous qualifier de sympathisant un homme qui crée un nouveau parti, l'oppose à la IV^e Internationale et à sa section mexicaine ? Est-il possible de croire que le secrétaire politique d'un parti ouvrier et paysan à programme réformiste bourgeois n'a pas de divergences avec la IV^e Internationale ?

Nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour retenir Diego Rivera et l'empêcher de faire des pas irréparables. Nous n'avons pas réussi. Entraîné par son propre tempérament et son esprit fantastique, il a commis une série d'erreurs ; et chacune de ces erreurs a été pour lui une raison supplémentaire de chercher une sorte de miracle qui prouverait aux autres que c'était lui qui avait raison. C'est sur cette ligne qu'il a essayé d'opposer la Casa del Pueblo⁷ à la IV^e Internationale, de gagner la C.G.T., et qu'il dirige aujourd'hui le parti révolutionnaire ouvrier et paysan. Il est tout à fait clair pour tout marxiste que cette nouvelle entreprise constituera un inévitable fiasco pour lequel nous ne pouvons porter la moindre responsabilité devant les ouvriers du Mexique et du monde. Nous devons déclarer ouvertement que non seulement Rivera a démissionné de la IV^e Internationale, mais, que par son activité politique, il s'est mis lui-même fondamentalement en dehors de la IV^e Internationale. Quand il s'agit de principes, nous ne pouvons admettre aucune concession, même à une personnalité aussi importante que Diego Rivera.

Nous ne pouvons prévoir si la nouvelle et inévitable débâcle qui l'attend enseignera au camarade Rivera le chemin du retour

6. Rivera citait dans sa polémique une lettre de Trotsky à Frida Kahlo (*Œuvres*, 20, pp. 52-55).

7. *La Casa del Pueblo* regroupait autour du syndicat des ouvriers boulangers quelques petits syndicats d'origine syndicaliste révolutionnaire dont Rivera avait pendant quelque temps entraîné les dirigeants à la Ligue mexicaine et dont il voulait faire les cadres du P.R.O.C.

vers la IV^e Internationale, ou s'il sera définitivement absorbé par le courant des intellectuels qui sont aujourd'hui en train de rompre avec le marxisme en faveur d'un mélange d'anarchisme, de libéralisme, d'individualisme etc. Inutile de le dire, nous espérons que c'est la première hypothèse qui se réalisera.

UNE ORGANISATION NÈGRE ¹

(5 avril 1939)

Trotsky. — Il est très important de savoir s'il est souhaitable et s'il est possible de créer une telle organisation de notre propre initiative. Notre mouvement est familiarisé avec des formes comme le parti, les syndicats, les organisations éducatives, les coopératives ; mais c'est là un type nouveau d'organisation, qui ne coïncide pas avec les formes traditionnelles. Nous devons examiner la question sous tous les angles pour savoir si c'est ou non souhaitable et sous quelle forme nous devrions participer à cette organisation.

Si un autre parti avait organisé un tel mouvement de masse, nous y participerions certainement en tant que fraction, pourvu qu'il compte des ouvriers, des petits bourgeois pauvres, des paysans pauvres, etc. Nous y entrerions pour y travailler pour notre parti. Mais c'est une autre chose. Ce qui est proposé ici, c'est que nous en prenions l'initiative. Même sans connaître la situation concrète dans les milieux nègres aux Etats-Unis, je crois que nous pouvons admettre que personne, en dehors de notre parti, n'est capable de constituer un tel mouvement sur une base réaliste. Bien entendu, les mouvements dirigés par des chefs nègres improvisés, comme nous l'avons vu dans le passé, exprimaient plus ou moins le refus, l'incapacité, la perfidie de tous les partis existants.

Aucun des partis ne peut assumer une pareille tâche, car ils sont ou bien impérialistes pro-Roosevelt ² ou bien impérialistes anti-Roosevelt. Une telle organisation des Nègres opprimés signifie pour eux l'affaiblissement de la « démocratie » et du

1. Compte-rendu sténographique de la discussion entre Trotsky, C.L.R. James et les secrétaires et gardes américains à Coyoacán (T 4562), traduit de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Franklin D. *Roosevelt* (1882-1945) était alors président des Etats-Unis, presque au terme de son deuxième mandat. Il semble qu'il préparait avec une infinie prudence une guerre qu'il jugeait inévitable.

Grand Capital. C'est vrai également des staliniens. Aussi le seul parti capable de commencer une telle action est-il le nôtre.

Mais la question demeure de savoir si nous prenons sur nous l'initiative de constituer une telle organisation des Nègres en tant que Nègres — non avec l'objectif de gagner quelques éléments à notre parti, mais avec l'objectif de faire un travail d'éducation systématique afin de les élever sur le plan politique. Quelle devrait être la forme — quelle devrait être la ligne correcte de notre politique ? C'est notre question.

Hudson. — *Ainsi que je l'ai dit au camarade James, le parti communiste a organisé l'American Negro Labor Congress et la League of Struggle for Negro Rights. Aucun n'a eu de grand succès. Tous deux étaient médiocrement organisés. Je pense personnellement qu'il faudrait mettre sur pied une telle organisation, mais je pense qu'il faudrait le faire avec soin et seulement après avoir étudié tous les facteurs impliqués, de même que les causes de l'effondrement des deux organisations que je viens de mentionner. Nous devons être certains d'une base de masse. Créer une ombre de nous-mêmes ne servirait qu'à discréditer l'idée et ne bénéficierait à personne.*

Trotsky. — Qui étaient les dirigeants de ces organisations ?

Hudson. — *Fort-Whiteman, Owen, Haywood, Ford, Patterson*³ ; *Bob Minor*⁴ était le dirigeant du travail nègre du P.C.

3. Lovett *Fort-Whiteman* et Chandler *Owen* (1889-000) avaient été avec A. Philip Randolph parmi les animateurs du *Messenger* fondé en 1917, le premier journal « Nègre et radical », se prononçant pour un « ordre social nouveau ». En 1919, Chandler Owen, qui était aussi un militant syndicaliste, n'était pas allé au parti communiste. Fort-Whiteman choisit le P.C. et se fixa à Moscou. Il devint en 1925 le principal organisateur de l'American Negro Labor Congress. Harry *Haywood* (né en 1898) avait adhéré très jeune à l'African Blood Brotherhood. Aux J.C. en 1923, au P.C. en 1925, il passa ensuite cinq ans à Moscou où il fut élève de l'École Lénine. A son retour, contre Fort-Whiteman demeuré sur le terrain de l'« égalité des droits », il défendit la ligne de la « troisième période » sur l'« autodétermination » et le mot d'ordre de « république nègre indépendante ». Il devint secrétaire de la League of Struggle for Negro Rights. Mais le fait qu'il s'était identifié avec des positions « gauchistes » lui valut d'être mis à l'écart à l'époque du Front populaire. James W. *Ford* (1890-1957), d'abord militant de l'A.F.L., compagnon de route dans la T.U.E.L., fonda en 1925 l'American Negro Labor Congress à Chicago et adhéra au P.C. en 1926. En 1935, il était suppléant au C.E. de l'I.C. et fut l'un des fondateurs, en 1936, avec A. Philip Randolph, du Negro National Congress. William *Patterson* (né en 1891), militant du P.C., fut également secrétaire de l'International Labor Defense et l'un des dirigeants de la League of Struggle for Negro Rights.

4. Robert *Minor* (1884-1952), fils d'avocat, peintre, d'abord anarchiste, ne rejoignit le P.C. qu'en 1920. Rédacteur en chef du *Daily Worker*, il fut le responsable « blanc » du travail « nègre » dans la direction Lovestone qu'il abandonna à temps pour rallier Browder.

LÉON TROTSKY

Trotsky. — Qui sont les dirigeants aujourd'hui ?

Curtiss. — *La majorité sont au P.C., autant que je sache. Quelques-uns ont quitté le mouvement.*

Owen. — *Le camarade James semble avoir l'idée qu'il existe une bonne chance de construire une telle organisation dans un avenir immédiat. J'aimerais qu'il élabore.*

James. — *Je pense que ce serait un succès parce que j'ai rencontré beaucoup de Nègres et parlé avec nombre d'organisations nègres. J'ai présenté le point de vue de la IV^e Internationale particulièrement sur la question de la guerre et chaque fois il y a eu beaucoup d'applaudissements et un accueil très enthousiaste à ces idées. Un grand nombre de ces Noirs haïssent le parti communiste [...] Jusqu'au dernier congrès, 79 % des membres nègres du P.C. dans l'Etat de New York, 1579 personnes, avaient quitté le P.C. J'ai rencontré beaucoup de gens représentatifs, et ils veulent maintenant former une organisation nègre, mais ne désirent pas rejoindre la IV^e Internationale. Je suis venu à la conclusion qu'il existait une possibilité pour une organisation nègre avant mon départ de New York, mais j'ai attendu d'avoir traversé diverses villes des Etats-Unis et pris contact avec la population nègre là. Et j'ai découvert que les impressions que j'avais retirées de New York correspondaient à celles que j'avais éprouvées au cours de ma tournée.*

Trotsky. — Je ne me suis pas fait d'opinion sur cette question, car je n'ai pas assez d'information. Ce que nous dit maintenant le camarade James est très important. Cela démontre que nous pouvons avoir quelques éléments pour coopérer dans ce domaine, mais en même temps cette information limite les perspectives immédiates de l'organisation. Qui sont ces éléments ? La majorité sont des intellectuels nègres, d'anciens fonctionnaires staliniens et sympathisants. Nous savons qu'aujourd'hui de larges couches d'intellectuels sont en train dans tous les pays de tourner le dos aux staliniens. Nous avons pu observer des gens qui étaient très sympathisants à notre égard : Eastman, Solow, Hook et d'autres⁵. Ils avaient beaucoup de sympathie

5. Sur Max Eastman, cf. n. 27 p. 48. Herbert Solow (1903-1964) avait été proche du P.C. puis compagnon de route des trotskystes et avait joué un rôle important dans l'enquête contre les procès de Moscou, sur l'affaire Robinson-

pour nous tant qu'ils nous considéraient comme l'objet de leur protection. Ils ont abandonné les staliniens et recherché un nouveau champ d'action, particulièrement au cours des procès de Moscou et, pendant cette période, ils étaient nos amis. Mais maintenant que nous avons commencé une campagne vigoureuse, ils nous sont hostiles.

Nombre d'entre eux reviennent à toutes sortes de choses vagues, l'humanisme, etc. En France, Plisnier⁶, le célèbre écrivain, est revenu à Dieu et à la démocratie. Mais pendant que les intellectuels blancs revenaient à Roosevelt et à la démocratie, les intellectuels nègres déçus cherchaient un domaine nouveau sur la base de la question nègre. Bien entendu il nous faut les utiliser, mais ils ne constituent pas la base d'un grand mouvement de masse. On ne peut les utiliser que si on a un programme clair et de bons mots d'ordre.

La question réelle est celle de savoir s'il est ou non possible d'organiser un mouvement de masse. Vous savez que, pour des éléments déçus de ce genre, nous avons créé la F.I.A.R.I.⁷. Pas seulement pour les artistes : tout le monde peut y entrer. C'est quelque chose comme un « refuge » pour intellectuels déçus... C'est une chose ; mais vous envisagez que ces intellectuels nègres dirigent un mouvement de masse.

Votre projet aboutirait à créer quelque chose comme une école pré-politique. Qu'est-ce qui en détermine la nécessité ? Deux faits fondamentaux : que les grandes masses des Nègres sont arriérées et opprimées, et que cette oppression est si forte qu'ils doivent la ressentir à tout instant ; qu'ils la ressentent en tant que Nègres. Nous devons trouver la possibilité de donner à ce sentiment une expression politique en termes d'organisation.

Rubens : il s'éloignait d'eux cependant. Sidney Hook (né en 1898), professeur à Columbia, était venu au marxisme sous l'influence de la crise et avait poussé Muste vers les trotskystes. Mais il évoluait lui aussi vers la droite.

6. Ecrivain francophone, Plisnier n'était pas français, mais belge. Charles Plisnier (1896-1952) était avocat à Bruxelles ; d'abord anarchisant, il avait dirigé les étudiants socialistes avant d'être un des fondateurs du P.C. belge. Exclu avec l'Opposition de gauche, il l'avait rapidement abandonnée et était revenu en 1933 au P.O.B. tout en conservant avec les trotskystes belges comme avec Trotsky de bonnes relations personnelles. Il avait obtenu le prix Goncourt pour son roman *Faux Passeports* où il s'était inspiré d'épisodes révolutionnaires et avait mis en scène des personnages à clé : Vijniazine (Piatakov), Maurer (Durruti), Guircheva (Blagoieva), D. Saurat (André Marty), etc. Trotsky avait mal accueilli la nouvelle de son retour au catholicisme.

7. C'est en 1938, à l'initiative de Trotsky, André Breton et Diego Rivera, qu'avait été lancée la Fédération internationale de l'art révolutionnaire indépendant (F.I.A.R.I.).

Vous pouvez me dire qu'en Allemagne ou en Angleterre, nous n'organisons pas de telles organisations, à moitié politiques, à moitié syndicales, à moitié culturelles ; nous vous répondrons que nous devons nous adapter aux masses des Nègres tels qu'ils sont aux Etats-Unis.

Je vais vous donner un autre exemple. Nous sommes résolument contre le « tournant français ». Nous avons abandonné notre indépendance afin de pénétrer à l'intérieur d'une organisation centriste. Vous voyez que cette femme noire écrit qu'ils n'adhèrent pas à une organisation trotskyste. C'est le résultat de la déception qu'ils ont éprouvée avec les organisations staliniennes, et aussi de la propagande stalinienne contre nous. Ils disent : « On nous persécute déjà, seulement parce que nous sommes nègres. Si maintenant nous rejoignons les trotskystes, nous serons plus opprimés encore ! »

Pourquoi avons-nous pénétré dans le parti socialiste et dans le P.S.O.P. ? Si nous n'étions pas l'aile gauche, subissant les coups les plus sévères, notre pouvoir d'attraction serait dix ou cent fois plus grand, et les gens viendraient à nous. Mais maintenant il nous faut pénétrer dans les autres organisations, garder notre tête sur nos épaules et leur dire que nous ne sommes pas aussi mauvais qu'ils le disent.

Il y a une certaine analogie avec les Nègres. Ils ont été réduits en esclavage par les blancs. Ils ont été libérés par les blancs (prétendue « libération »). Ils ont été guidés et égarés par les blancs et n'ont pas eu leur indépendance politique. Ils avaient besoin d'une activité pré-politique, en tant que Nègres. Théoriquement il me paraît tout à fait clair qu'il faudrait créer une organisation spéciale pour une situation spéciale. Le seul danger est qu'elle deviendra un jeu pour les intellectuels. L'organisation ne peut se justifier que si elle gagne des ouvriers, des métayers, etc. Si elle n'y parvient pas, nous devons reconnaître l'échec. Si elle y parvient, nous en serons très heureux, car nous aurons une organisation de masse de Nègres. Dans ce cas je suis totalement d'accord avec le camarade James, à l'exception, bien sûr de quelques réserves sur la question de l'autodétermination, comme cela a été dit dans notre discussion antérieure.

Notre tâche ne consiste pas simplement à passer à l'organisation pour quelques semaines. Il s'agit d'éveiller les masses nègres. Cela n'exclut pas le recrutement. Je crois qu'un succès est tout à fait possible, je n'en suis pas certain. Mais il est clair pour nous tous que nos camarades dans une telle organisation devraient être organisés dans un groupe. Nous devrions prendre

l'initiative. Je crois que c'est nécessaire. Cela suppose l'adaptation de notre *Programme de Transition* aux problèmes nègres aux Etats — un programme très soigneusement élaboré avec d'authentiques droits civils, droits politiques, intérêts culturels, intérêts économiques, etc. Il faut le faire.

Je crois qu'il existe deux couches : les intellectuels et les masses. Je crois que c'est chez les intellectuels qu'on rencontre cette opposition à l'autodétermination. Pourquoi ? Parce qu'ils se tiennent à l'écart des masses, toujours avec le désir de s'assimiler à la culture anglo-saxonne et de devenir partie intégrante de la vie anglo-saxonne. La majorité sont des opportunistes et des réformistes. Nombre d'entre eux continuent à s'imaginer que, en améliorant la mentalité et tout ça, la discrimination disparaîtra. C'est pourquoi ils sont opposés à tout mot d'ordre dur.

James. — Ils conserveront un intérêt intellectuel parce que l'analyse marxiste de l'histoire nègre et des problèmes du jour leur donneront un aperçu du développement des Nègres que rien d'autre ne peut leur apporter. Ils sont aussi très isolés de la bourgeoisie blanche et la discrimination sociale fait qu'on les corrompt moins facilement que, par exemple, les intellectuels nègres aux Indes occidentales. De plus, ils constituent une toute petite fraction de la population nègre et, au total, sont beaucoup moins dangereux que la fraction correspondante de la petite-bourgeoisie de tous les autres groupes ou communautés. Ce qui est arrivé aux Juifs en Allemagne a également fait penser deux fois plus les intellectuels nègres. Ils lèveront assez d'argent pour bien commencer l'affaire. Pour la suite nous n'avons pas d'inquiétude à avoir. Quelques-uns pourtant conserveront un intérêt intellectuel et continueront à donner de l'argent.

[INQUIÉTUDES POUR UN SILENCE]¹

(8 avril 1939)

Cher Camarade,

Je suis très, très inquiet de ne recevoir aucune information de vous sur ce qui se passe en France et en particulier sur vos plans pour l'avenir. Je peux comprendre que vous ayez jugé nécessaire d'interrompre votre séjour en France et de laisser les dirigeants du P.O.I. dans leur situation sans espoir². Mais une telle situation ne peut se prolonger indéfiniment. Nous devons élaborer une solution dans un sens ou un autre. C'est une nécessité, non seulement pour le parti français, mais aussi pour la section américaine ; après le gros effort des camarades américains³, une désillusion ne saurait avoir que des conséquences négatives.

J'ai quelques propositions à titre d'hypothèses mais elles sont trop vagues et je préfère avoir vos informations et suggestions avant de formuler des propositions concrètes.

Je serais très heureux d'apprendre de vous comment vous avez trouvé le parti américain après votre absence ?

1. Lettre à J. P. Cannon (7542) traduite de l'anglais avec la permission de la Houghton Library.

2. Cannon était parti en France au début de janvier pour régler la question de l'éventuelle entrée de la section française, le P.O.I., dans le P.S.O.P. de Pivert. Tout de suite après son arrivée, le congrès du P.O.I. avait refusé cette entrée. La minorité dirigée par Jean Rous et Craipeau, avec son aval, avait alors décidé de pratiquer cette entrée immédiatement. Elle venait de commencer la publication de son organe *La Voie de Lénine*. Le C.E.I. avait donné son accord à l'initiative de la minorité du P.O.I., mais la majorité du P.O.I. la considérait comme une rupture et l'atmosphère générale était détestable.

3. Le S.W.P. avait organisé un « fonds français » pour lequel les militants américains avaient versé des sommes importantes.

[SUR L'AFFAIRE SIEVA]¹

(10 avril 1939)

Cher Maître et ami,

1. M^{me} Jeanne Molinier² affirme, paraît-il, que mon premier mariage avec la mère de ma fille Zinaïda³ n'était pas légal. C'est une affirmation gratuite, comme beaucoup d'autres. Dans le premier volume de mon autobiographie, page 196, je dis de mon alliance avec Alexandra Lvovna⁴ : « Pour ne pas être séparément déportés, nous nous mariâmes au dépôt (prison de transit) de Moscou. » Je n'avais pas alors la moindre raison d'inventer cette affirmation passagère, bien connue d'ailleurs de tous mes amis. Nous nous mariâmes, comme il était obligatoire sous le tsarisme, non seulement civilement, mais ecclésiastique-

1. Lettre à G. Rosenthal (9828), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Jeanne *Martin des Pallières* (1897-1961), mariée le 1^{er} juin 1922 à Raymond Molinier (cf. n. 6 p. 67), était devenue à Prinkipo la compagne du fils de Trotsky, Léon Sedov. Après la mort de ce dernier, elle s'était heurtée à Trotsky d'abord au sujet des archives confiées à Sedov puis au sujet de la garde du petit Sieva qu'elle avait fait disparaître en le plaçant dans un pensionnat religieux. Elle menait une bataille juridique pour la garde de l'enfant en niant l'existence d'une filiation légale entre Trotsky et lui. C'est délibérément que Trotsky l'appelle ici Jeanne Molinier, afin de souligner son lien avec un homme qu'il croit son inspirateur.

3. Zinaïda L. *Volkova*, née Bronstein (1901-1933) était la fille aînée de Trotsky ; militante des J.C., rédactrice en chef à 18 ans de l'organe des J.C. de Petrograd, elle avait ensuite pris part à la lutte de l'Opposition de gauche. Elle avait été autorisée à quitter l'U.R.S.S. avec son petit garçon, avait séjourné quelque temps à Prinkipo, puis s'était établie à Berlin. Elle s'était suicidée en janvier 1933.

4. Aleksandra Lvovna *Sokolovskaïa*, épouse *Bronstein* (1872-193?) avait rencontré Trotsky alors qu'il était étudiant et l'avait gagné au marxisme. Ils avaient été arrêtés en même temps et s'étaient mariés en mars 1900 : ils eurent deux filles, Zinaïda et Nina, Aleksandra Lvovna fut déportée en 1935.

ment. Alexandra Lvovna porte depuis lors mon nom légal, Bronstein, et ce nom fut publié dans la presse de Moscou lors de la déportation d'Alexandra Lvovna en Sibérie en 1935. On pourrait bien, si nécessaire, retrouver cette indication dans la *Pravda* de Moscou de l'époque.

2. Non moins gratuite est l'affirmation de M^{me} Jeanne Molinier que ma fille décédée, Zinaïda, n'était pas mariée légalement avec le professeur Volkov⁵. L'affirmation de M^{me} Jeanne Molinier est d'autant plus condamnable qu'elle connaît elle-même très bien les faits. Zinaïda est venue me rejoindre en Turquie avec un passeport soviétique légal, sous le nom de son mari, Volkov, ce qui n'eut guère été possible s'ils n'avaient pas été mariés légalement. De même son fils, mon petit-fils, était inscrit dans le même passeport sous le nom de Vsiévolod Volkov. Cela signifie que le mariage avait été légalement reconnu par les autorités soviétiques.

3. Mon petit-fils Vsiévolod Volkov est passé, de Turquie à Paris et de Paris en Allemagne, avec un passeport légal délivré par les autorités turques sur la base de documents soviétiques délivrés par le Consulat de l'U.R.S.S. à Constantinople. Ce passeport légal s'est toujours trouvé entre les mains de mon fils défunt et se trouve maintenant entre celles de M^{me} Jeanne Molinier. Il faut qu'elle présente ce passeport. Son refus équivaudrait à la confession de l'imposture. D'ailleurs, comme je l'ai déjà indiqué dans ma lettre à M. le Ministre de la Justice, on peut bien retrouver dans les archives de la police française des documents officiels sur les deux entrées en France du jeune Vsiévolod Volkov, petit-fils de Trotsky⁶.

4. Le 5 janvier 1933, ma fille Zinaïda Volkov se suicidait à Berlin. L'affaire eut un grand retentissement dans la presse mondiale et surtout allemande. Je vous joins une petite partie des coupures de presse qui sont en ma possession⁷ : vingt coupures allemandes, une coupure russe et une coupure française. Toutes ou presque toutes ces coupures se réfèrent au communiqué de la Préfecture de Police de Berlin, lequel se basait sur les documents

5. Platon I. Volkov, enseignant, membre de l'Opposition de gauche, avait été déporté en 1929. Les dernières nouvelles le concernant datent de 1935 où il était déporté à Semipalatinsk.

6. Ces documents existent en effet, y compris les rapports de surveillance de la police sur les déplacements de Sieva et les emplettes faites pour lui par les amis qui lui tenaient compagnie.

7. Ce dossier a repris place dans les archives de Trotsky, aux papiers d'exil de la Houghton Library.

les plus authentiques et parle de ma fille comme de M^{me} Volkov, née Bronstein. Ces coupures expliquent aussi comment le Consulat de l'U.R.S.S. à Berlin avait par ruse retiré à ma fille son passeport soviétique. C'est pourquoi le seul document identifiant Vsiévolod est un passeport turc, lequel se trouve, je le répète, entre les mains de M^{me} Jeanne Molinier. Le communiqué de la Préfecture de Police de Berlin, indiqué plus haut, certifie non seulement la légalité du mariage de ma fille avec Volkov, mais encore celle de mon mariage avec Alexandra Lvovna, car il parle explicitement de Zinaïda Volkov, née Bronstein. D'ailleurs, s'il n'y avait pas d'inconvénient à s'adresser à la Préfecture de Police de Berlin, les faits seraient confirmés sans la moindre difficulté.

5. Je joins aussi trois lettres écrites par l'avocat allemand Oscar Cohn⁸ à ma fille Zinaïda. Il s'agissait de la prolongation du permis de séjour de ma fille en Allemagne, et le Dr Oscar Cohn, qui savait ce que c'était qu'un nom légal et connaissait les documents, parle de Zinaïda comme de M^{me} Volkov.

6. Je joins une lettre de mon gendre Platon Volkov à moi lors de mon séjour en Asie centrale (1928). La lettre ne contient pas, naturellement, de renseignements formels sur la légalité du mariage, mais, par son contenu, elle montre qu'il existait des relations familiales étroites et affectueuses.

7. Je joins les copies photostatiques de trois cartes postales écrites par ma fille Zinaïda peu de temps avant sa mort. Leur importance réelle réside dans le fait qu'elles sont signées Zinaïda Volkov, le nom légal de ma fille.

8. Il n'y avait d'ailleurs jamais le moindre doute chez M^{me} Jeanne Molinier sur l'existence de mes droits légaux sur mon petit-fils Vsiévolod Volkov et elle le prouvait, il y a quelques mois, en toute clarté, par une lettre à moi du 17 mars 1938 où elle reconnaissait spontanément qu'elle n'avait pas de droits légaux sur mon petit-fils et où elle me demanderait avec insistance que je le lui « donne », demande qui n'aurait guère eu de sens si elle n'avait pas reconnu elle-même que dorénavant j'étais la

8. Oscar Cohn (1869-1934), médecin et avocat, social-démocrate en 1900, puis « indépendant », avait émigré en Suisse d'abord, puis en Palestine depuis l'époque où il était l'avocat de Zina. Trotsky ignorait sans doute sa mort.

9. Léon Sedov (1906-1938) était le fils de Trotsky et de sa seconde femme, Natalia Ivanovna Sedova. Il avait connu Jeanne Martin à Prinkipo et vécu avec elle jusqu'à sa mort.

seule personne au monde qui puisse le « donner » ou le refuser.

9. Je n'ai pas confié mon petit-fils à M^{me} Molinier, mais à mon fils Léon⁹ et à M^{me} Molinier en tant qu'elle était la compagne de mon fils. Je dois établir ici que M^{me} Molinier a rompu il y a quatre ans toutes relations avec moi et avec ma femme. La raison en fut que nous n'avons pas pris la défense de son ancien mari, M. Raymond Molinier, lequel fut l'objet de sévères attaques du point de vue politique et moral. Par une longue expérience, je suis venu à la conclusion que ces attaques étaient totalement justifiées et que M. Raymond Molinier n'est pas digne de confiance. Le seul fait que je n'aie pas pris sa défense (ce que je n'aurais pu faire que contre ma propre conscience) a suffi à M^{me} Jeanne Molinier pour interrompre toute correspondance avec nous, pour ne rien nous communiquer sur mon petit-fils, même quand j'étais interné en Norvège ou quand j'ai dû quitter l'Europe pour le Mexique. Durant les trois dernières années, c'est mon fils qui nous tint au courant du développement de Vsiévolod Volkov. Dans ces conditions, il ne pouvait être question, quant à moi, de confier le garçonnet à M^{me} Jeanne Molinier personnellement.

10. Après la mort de notre fils, j'ai essayé de toutes mes forces d'établir des relations amicales avec celle qui avait été sa compagne. J'ai même proposé à M^{me} Jeanne Molinier de venir chez nous et de vivre avec nous comme notre fille. Je n'ai nullement ignoré les droits moraux qu'elle s'était acquis sur mon petit-fils, lequel a passé plusieurs années auprès d'elle. Mais, pour arriver à une entente, il faut de la bonne volonté des deux côtés. Malheureusement, je n'ai reçu de M^{me} Molinier que des réponses équivoques, semées d'affirmations fausses et pleines d'une hostilité mal cachée.

11. Vous connaissez, cher ami, l'histoire de mes archives, dont M^{me} Molinier a fait la tentative de s'emparer, contre ma volonté, pour des buts au moins obscurs. Elle a tenté d'abuser d'une manière inqualifiable de la volonté de mon fils pour des fins absolument contraires à cette volonté. Mon fils, dont elle écrit elle-même dans sa déposition devant le juge d'instruction qu'« il vénérât son père », a voulu, étant donné les difficultés de ma situation, que M^{me} Molinier m'aide à rentrer en possession de mes propres papiers. Dans ses lettres à moi, M^{me} Molinier reconnut qu'il s'agissait de mes propres papiers, lesquels ne la concernaient pas du tout. En même temps, elle a essayé de m'extorquer un plein pouvoir qui lui donnât la possibilité de

transmettre mes archives à M. Vereeken¹⁰ un homme de confiance de M. Raymond Molinier, un ennemi déclaré de mon fils et de moi-même, un homme qui a répandu des calomnies odieuses contre mon fils lors de sa dernière maladie.

12. Puisque dans cette affaire M^{me} Jeanne Molinier n'a agi que comme instrument de M. Raymond Molinier¹¹, je cite ici deux lettres de mon fils à moi qui montrent clairement comment mon fils, après de longues résistances, est venu, lui aussi, à apprécier la personne de M. Raymond Molinier. Il s'agissait pour moi d'avoir le témoignage de M. Raymond Molinier et de son frère Henri Molinier concernant mon séjour en France en relation avec les fameux procès de Moscou. Mon fils, qui, comme moi, avait longtemps essayé de défendre M. Raymond Molinier contre ses adversaires et avait dû reconnaître que les accusations étaient bien justifiées, me déconseilla vivement de m'adresser à M. Raymond Molinier et à son groupe¹² (« La Commune »). Sur mon insistance, il s'adressa enfin à M. Henri Molinier¹³, mais en dégageant catégoriquement sa responsabilité par cette phrase : « Il dépendra de vous de décider si l'on peut faire un usage public du témoignage d'un individu tel que Raymond Molinier. » Il m'informe plus loin qu'il a reçu du groupe de Raymond Molinier une réponse « arrogante, stupide, et en même temps mensongère ». Il m'avertit de nouveau que ces gens vont essayer de faire de leur témoignage « un scandale politique du caractère le plus écœurant » (lettre du 22 février 1937). J'ai partagé et je partage cette appréciation de M. R. Molinier. Si je trouvais possible de le citer comme témoin dans une investigation politique, j'ai toujours voulu en même temps éviter à tout prix que cet homme ait la moindre influence sur la vie et l'éducation de mon petit-fils. Du vivant de mon fils, il ne pouvait être question de rien de tel. Mais, depuis la mort de mon fils, tout est

10. Le Belge Georges Vereeken (1898-1978), vétéran de l'Opposition de gauche, l'avait quittée en 1938, après des années de désaccords multiples. Il animait un petit groupe qui maintenait une liaison avec Raymond Molinier et son groupe.

11. On sait que Raymond Molinier se défendait avec énergie d'avoir en quoi que ce soit influencé Jeanne Martin dans son comportement en cette affaire. Il maintient aujourd'hui ses dénégations et invoque une résolution du bureau politique du P.C.I. invitant Jeanne Martin à remettre l'enfant à Trotsky.

12. Le « groupe » porte le nom de parti communiste internationaliste et *La Commune* et son organe.

13. Henri Molinier (1898-1944) était le frère aîné de Raymond. Bien que membre du P.C.I., il avait conservé des relations personnelles avec Trotsky qui avait pour lui une grande estime.

changé. Les paroles comme les actes de M^{me} Jeanne Molinier ont démontré à chaque pas qu'elle n'était devenue qu'un instrument d'un homme extrêmement douteux et rageusement hostile à moi et à tous mes amis. Pouvais-je laisser mon petit-fils dans cette atmosphère empoisonnée ? J'ai continué à insister à ce que M^{me} Molinier vienne ici avec le garçonnet. Elle s'est esquivée. Elle a louvoyé. Chacune de ses lettres n'était qu'une imposture froide, qu'il s'agisse de mon petit-fils ou de mes archives. Dans cette situation, il ne me restait autre chose que de recourir à la voie légale.

M^{me} Jeanne Molinier fait la dernière tentative en profitant de ma situation difficile de proscrire dépourvu de documents et privé de la liberté de se déplacer. Elle nie les faits les plus patents. Elle en invente d'autres. Elle déforme ma biographie. Elle essaie d'induire la justice en erreur. Elle ose même invoquer la loi française sur les enfants maltraités et moralement abandonnés.

Vous savez, mon cher ami, qu'il ne s'agit en l'occurrence que d'une odieuse calomnie. Ni matériellement, ni moralement, je n'ai abandonné mon petit-fils un seul instant. Pendant les trois ou quatre premières années de la vie commune de Jeanne Molinier avec mon fils, la subsistance matérielle du couple et de mon petit-fils Vsiévolod Volkov fut assurée totalement par moi. Pendant les trois dernières années, lorsque ma situation matérielle a empiré, M^{me} Molinier a subvenu pour une certaine part aux dépenses de la famille. Mais les dépenses de mon fils et de mon petit-fils furent en tout cas couvertes par mes contributions.

La situation a changé seulement après la mort de mon fils. J'ai alors envoyé télégraphiquement quelques milliers de francs et j'avais l'intention de continuer ces envois mensuellement. M^{me} Jeanne Molinier s'est empressée de me répondre qu'elle réservait cet argent pour son avocat (le même, je suppose, qui mène maintenant l'affaire contre moi) et non pour Vsiévolod. Etant donné les circonstances caractérisées plus haut, j'ai décidé de cesser l'appui financier en demandant mon petit-fils.

J'écris ces lignes en hâte pour que la lettre arrive à temps. Mais je pourrais confirmer chacune de mes affirmations par des lettres et documents irréfutables. Je pourrais bien présenter la liste, au moins approximative, des envois pécuniers et démontrer ainsi que jamais Vsiévolod Volkov ne fut « abandonné » aux seuls soins de M^{me} Molinier. Etablir cette liste exigerait quelques semaines de recherches.

En terminant cette lettre, je confirme une fois de plus de la

manière la plus solennelle ma confiance absolue dans l'intégrité, la sincérité et le dévouement de mes chers amis, Alfred et Marguerite Griot¹⁴, auxquels les autorités françaises ont confié mon petit-fils. Je vous remercie, cher ami, de votre dévouement inlassable et hautement désintéressé et je signe affectueusement¹⁵.

14. Griot était le nom du couple Alfred Rosmer-Marguerite Thévenet. Alfred Griot, dit *Rosmer* (1877-1964), syndicaliste révolutionnaire avant la guerre, avait été avec Pierre Monatte l'un des animateurs du noyau de *La Vie ouvrière* et avait connu Trotsky à Paris en 1914, leur amitié avait survécu à toutes les vicissitudes politiques. Rosmer, membre de l'exécutif de l'I.C. en 1920, puis du C.D. du P.C. en 1923, en avait été exclu en 1924 pour sa protestation contre la « bolchevisation ». En 1929, il avait rendu visite à Trotsky à Prinkipo et commencé avec lui la construction de l'Opposition de gauche internationale. En 1930 cependant, en conflit avec Raymond Molinier, il avait vainement sollicité l'appui de Trotsky et avait abandonné toute activité, interrompant aussi les contacts personnels. Ceux-ci avaient repris au temps du premier procès de Moscou. Rosmer avait été membre de la commission Dewey. Trotsky lui avait confié des missions d'ordre personnel — concernant ses archives et Sieva — et même politiques — auprès de la direction du P.S.O.P.

15. Cette lettre achevée, Trotsky adressa à Rosenthal le télégramme suivant, reproduit ici avec la permission de la Houghton Library : « *Epousai légalement prison Moscou 1900 Alexandra Sokolovskaïa sans quoi séjour commun Sibérie impossible stop passeport Sieva légal turc sur base documents soviétiques donnait précisions parents se trouve mains Jeanne Molinier stop refus celle-ci présenter passeport réfuté dépositions mensongères stop invocation loi enfants délaissés ignominie inouïe stop présenterai preuves envoi aide régulière mon fils Sieva et Jeanne Molinier.* »

[TOUJOURS LE TRAVAIL AU P.C.]¹

(10 avril 1939)

Cher Camarade Cannon,

Vous avez sûrement reçu les procès-verbaux de la discussion concernant le travail de notre parti à l'intérieur du parti communiste². J'ai été ahuri d'entendre que certains camarades niaient l'utilité d'un tel travail. Ce qui s'est passé dernièrement démontre que nous n'avons pas avec le parti communiste la moindre liaison et que nous ne savons pratiquement rien de sa vie intérieure. Je continue à penser qu'il faut créer une commission spéciale, secrète, dans ce but, qui soit dirigée par un membre du comité politique. Les difficultés ne sont pas du tout insurmontables. Il ne faut qu'un travail systématique et persistant. Je doute que nous puissions sérieusement progresser si nous négligeons ce genre de travail. Il n'est pas possible de faire la guerre si on reste aveugle, c'est-à-dire sans une reconnaissance sérieuse et systématique. Je crois que la négligence pour cette question relève de la même catégorie que, disons, le refus des gardes de défense. C'est-à-dire qu'elle est le résultat d'une incompréhension de toute l'époque : la tension terrible de ses rapports sociaux et politiques et le danger permanent d'explosions. Nous ne pouvons avancer à l'aveuglette. Nous devons avoir les yeux grands ouverts. Dans le service de la reconnaissance, il y a les yeux de l'armée. L'armée est petite, ce service sera modeste, mais il grandira en même temps que le parti.

Nous avons déjà eu quelques discussions avec le camarade James³. Les deux plus importantes ont porté sur la question

1. Lettre à Cannon (7543), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. *Œuvres*, 20, pp. 275-285.

3. Cf. n. 2 p. 31.

nègre. Ils les a présentées par une déclaration importante et excellente. Je n'accepte pas son rejet catégorique de l'autodétermination (un Etat indépendant) pour les Nègres américains. En tant que parti, nous n'intervenons pas dans la prise de décision, ni dans un sens ni dans l'autre. Nous disons aux Nègres : « Vous devez décider si vous voulez ou non cette séparation. Si vous vous décidez de façon affirmative, nous, en tant que parti, nous vous aiderons de toutes nos forces à réaliser cette décision et, de cette façon, la séparation des Etats assurera la fraternité des ouvriers des deux couleurs. C'est ce dont nous avons avant tout besoin. »

Le reste de sa déclaration est très bon. Le parti ne peut pas remettre plus longtemps cette question extrêmement importante. Le séjour de James aux Etats est très important pour un début sérieux et énergique de ce travail.

J'attends avec impatience des informations de vous concernant la France⁴.

4. Trotsky avait quelques raisons de s'inquiéter de l'absence de nouvelles de Cannon revenu avant la dernière semaine de mars de sa mission en Europe. Le 27 mars, Jan Frankel lui avait écrit de New York : « Vous avez sans doute appris l'arrivée quelque peu précipitée de notre ami Martel [Cannon]. Cet acte déplorable fait pas mal de mauvais sang parmi les membres du parti qui ont fait des sacrifices inouïs pour aider au renflouement de la section française ». Il allait préciser un peu plus tard, le 25 avril : « Le malaise persiste à la suite de la malheureuse intervention américaine en France, se mêlant au courant de mécontentement et de friction dans la direction du parti. On n'a pu jusqu'à présent trouver un candidat capable pour remplacer Martel. Les amis américains ont une remarquable capacité de mettre leurs intérêts privés au-dessus des demandes du mouvement [...] Je crains que le « révolutionnaire professionnel » aux Etats-Unis ne rende plus fortement vers les qualités du professionnel au détriment du révolutionnaire ». Il ajoutait : « Il faut aussi que vous sachiez que le fonds français a été réduit d'une façon qui — s'il n'y avait pas une crise latente dans la direction — justifierait pleinement une investigation disciplinaire (dépenses personnelles exorbitantes du délégué) — en dix semaines à peu près trois quarts de la somme donnée aux deux groupes pour leur travail politique pendant six mois. »

[BON ANNIVERSAIRE]¹
(10 avril 1939)

Cher Camarade Tresca²,

En dépit de toutes les profondes divergences que ni vous ni moi n'avons l'habitude de nier ou d'atténuer, j'espère que vous me permettrez d'exprimer la profonde estime que j'ai pour vous en tant qu'homme qui est un lutteur de la tête aux pieds. Vos amis célèbrent votre soixantième anniversaire et je prends la liberté de me compter parmi eux. J'espère que votre vigueur morale et votre ardeur révolutionnaire seront conservées pour longtemps à l'avenir. Je vous embrasse de tout cœur.

1. Lettre à C. Tresca (10589), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Carlo Tresca (1879-1943) était né en Italie où il avait milité dans les rangs socialistes, mais émigré aux Etats-Unis avait cherché son inspiration chez les libertaires. Un des animateurs des I.W.W. de la grande époque, il avait été par la suite de tous les combats pour les droits de l'Homme et avait notamment fait partie de la commission d'enquête sur les procès de Moscou.

[QUELQUES PRÉCISIONS]¹

(11 avril 1939)

Chère Amie²,

Immédiatement après avoir reçu votre câble, nous vous avons répondu avec quelques citations, mais il est possible qu'elles ne soient pas suffisantes pour votre dessein. Simultanément, nous avons écrit au camarade Vanzler³ en lui demandant des citations supplémentaires de la presse russe de l'époque. Le fait est absolument certain et a été reflété par toute la presse mondiale dans les premiers mois qui ont suivi la venue de Hitler au pouvoir. Malheureusement, je ne sais pas quel est l'objectif pratique de votre enquête et c'est pourquoi je suis un peu embarrassé dans le choix des arguments et documents. Si vous pouviez me préciser plus votre question, je suis prêt à faire une déclaration plus complète et plus convaincante.

Le délai avec lequel je vous adresse cette réponse personnelle a été causé par le fait que ma collaboratrice en anglais, Lillian Curtiss⁴, a été malade pendant un court moment.

Je saisis l'occasion pour vous transmettre de Natalia et moi nos meilleures salutations et bons vœux.

1. Lettre à M. DeSilver (7674), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Margaret Burnham, épouse *DeSilver* (1890-1962), diplômée de Vassar College, avait été la femme d'Albert DeSilver, fondateur de l'American Civil Liberties Union pendant la Première Guerre mondiale. Elle était la compagne de Carlo Tresca et utilisait son immense fortune à aider les combats pour les droits de l'Homme. Elle avait donné une aide financière importante pour l'activité de la commission Dewey — vraisemblablement 5000 dollars, une somme énorme pour l'époque.

3. Joseph *Vanzler* dit John G. *Wright* (1904-1956) était d'origine russe et faisait pour Trotsky traductions et recherche de documents.

4. Lillian *Ilstien* (née en 1911), secrétaire de profession, avait connu Charlie Curtiss en 1936 et était venu avec lui à Coyoacán où elle travaillait auprès de Trotsky.

PLANS POUR L'ORGANISATION NÈGRE¹

(11 avril 1939)

James. — Les suggestions concernant le travail du parti sont dans les documents et il n'est pas nécessaire d'y revenir. Je propose qu'elles soient examinées tout de suite par le comité politique en même temps que l'idée du camarade Trotsky d'un certain nombre de numéros de la revue mensuelle sur la question nègre. On a besoin d'urgence d'une brochure écrite par quelqu'un qui connaisse bien les agissements du P.C. sur la question nègre et les reliant à l'Internationale communiste et à sa dégénérescence. Cela constituerait un préliminaire théorique indispensable à l'organisation du mouvement nègre et au travail propre du parti chez les Nègres. Ce dont nous n'avons pas besoin, c'est d'une brochure générale traitant de façon générale, les difficultés des Nègres et démontrant que, de façon générale, nègres et blancs doivent s'unir. Ce serait une de plus d'une longue liste.

L'organisation Nègre

Théorie :

1. L'étude de l'histoire Nègre et une propagande historique devraient être :

1. Compte-rendu d'une discussion à Coyoacán entre Trotsky ; C.L.R. James et plusieurs militants américains, visiteurs, secrétaires ou gardes, dont Charles Cornell, Lankin, Hudson (O'Shea) et ceux qui se font appeler Owen, Guy et Robinson. Ce texte (T 4563) est traduit de l'anglais et publié avec la permission de la Houghton Library.

a) *Emancipation des Nègres de Saint-Dominique liée à la Révolution Française*².

b) *Emancipation des esclaves dans l'empire britannique liée avec le British Reform Bill de 1832*³.

c) *Emancipation des Nègres aux Etats-Unis liée à la guerre civile en Amérique*⁴.

Cela mène aisément à la conclusion que l'émancipation des Nègres aux Etats-Unis et au-dehors est liée à l'émancipation de la classe ouvrière blanche.

d) *Les racines économiques de la discrimination raciale.*

e) *Le fascisme.*

f) *La nécessité de l'auto-détermination pour les peuples nègres d'Afrique et une politique semblable en Chine, Inde, etc.*

N.B. Le parti devrait produire une étude théorique de la révolution permanente et des peuples nègres. Elle devrait être d'un style tout à fait différent de la brochure proposée plus haut. Il ne devrait pas s'agir d'une controverse avec le P.C., mais d'une analyse économique et politique positive démontrant que le socialisme est la seule issue et d'un niveau théorique élevé. Néanmoins elle devrait émaner du parti.

2. *Une analyse scrupuleuse et une dénonciation de la situation économique des Nègres les plus pauvres et de la façon dont elle retarde non seulement les Nègres eux-mêmes, mais l'ensemble de la communauté. Cette initiative, apporter aux Nègres eux-mêmes un compte-rendu élaboré de leurs propres conditions au moyen de diagrammes, d'illustrations, de graphiques simples, etc. est de la plus grande importance.*

2. C.L.R. James était lui-même l'auteur d'un excellent travail intitulé *Les Jacobins Noirs* sur cet épisode de l'histoire révolutionnaire et le rôle de Toussaint Louverture.

3. Le compte-rendu est évidemment très abrégé : la fameuse réforme électorale de 1832, conséquence directe de l'agitation ouvrière, a probablement d'une certaine façon commandé l'abolition de l'esclavage, décidée par un bill de mai 1833, mais elles ne se confondent pas.

4. C'est le 1^{er} septembre 1863 que le président des Etats-Unis, Abraham Lincoln, avait lancé sa proclamation affranchissant les esclaves dans les Etats révoltés.

Moyens théorie-organisation

1. *Un journal hebdomadaire et des brochures de l'organisation nègre.*

2. *Faire d'International African Opinion⁵ une revue théorique mensuelle, financée dans une certaine mesure d'Amérique, en doubler le format actuel, et, après quelques mois, entrer courageusement dans une discussion du socialisme international, soulignant le droit d'autodétermination, prenant soin de montrer que le socialisme relèvera de la décision des Etats nègres eux-mêmes sur la base de leur expérience propre. Inviter à une participation internationale de toutes les organisations du mouvement ouvrier, les intellectuels nègres, etc. On espère que le camarade Trotsky pourra y prendre part. Cette discussion sur le socialisme ne devrait pas avoir une place dans l'hebdomadaire d'agitation.*

Organisation

1. *Convoquer un petit groupe de Nègres et de Blancs si possible : IV^e Internationalistes, Lovestonistes⁶, révolutionnaires inorganisés — ce groupe devrait être clair sur a) la question de la guerre, b) le socialisme. Nous ne pouvons pas commencer en posant aux ouvriers nègres une question abstraite comme le socialisme. Il me semble que nous ne pourrions pas éviter une certaine confusion là-dessus dans la direction ; car c'est de cela que dépend toute la direction de notre politique quotidienne. Allons-nous essayer de ravauder le capitalisme ou de le briser ? Sur la question de la guerre, il n'y a pas de compromis possible. Le*

5. En 1935, à Londres, C.L.R. James avait fondé avec quelques autres militants, dont le Kényan Jomo Kenyatta, une organisation **■** le soutien de l'Ethiopie contre l'agression italienne, l'International African Friends of Ethiopia. Ils avaient peu après obtenu la spectaculaire adhésion d'un ancien de l'I.C. qui venait de rompre avec Moscou sur son refus de collaborer avec les impérialismes « démocratiques », Georges Padmore, le futur père du pan-africanisme. De cette association, que James présidait, était né, en mars 1937, l'International African Service Bureau qui publiait *International African Opinion*, influente dans l'intelligentsia africaine avancée.

6. Les « lovestonistes » sont les partisans de Jay Lovestone (né en 1898), née Jacob Liebshtein, en Lituanie, venu aux Etats-Unis en 1907, militant socialiste puis co-fondateur du parti communiste dont il avait été le dirigeant avec l'appui de Boukharine. Après son exclusion en 1929, il avait animée la Communist Party Opposition puis l'Independent Labor League qui était la filiale de la « droite » américaine et avait une certaine influence dans le C.I.O.

bureau a une position et elle doit constituer la base de la nouvelle organisation.

Programme

1. Adapter soigneusement le programme des revendications de transition en soulignant les revendications en faveur de l'égalité. C'est tout ce qu'on peut dire pour le moment.

Initiatives pratiques

1. Après une enquête approfondie, choisir un syndicat où il existe une discrimination affectant un grand nombre de Nègres et où il existe une possibilité de succès. Mobiliser une campagne nationale avec tous les moyens imaginables d'un front uni : A.F.L., C.I.O., S.P., S.W.P., Eglises Noires, organisations bourgeoises et tout, dans un effort pour briser cette discrimination. Ce devrait être la première campagne, pour démontrer clairement que l'organisation combat en tant qu'organisation nègre, mais n'a rien à voir avec le Garveyisme.

2. Chercher à construire une organisation à l'échelle nationale sur les logements des Nègres et les loyers élevés, en essayant de gagner les femmes à l'action militante.

3. Il faut combattre par une campagne la discrimination dans les restaurants. Dans une région donnée, des Nègres devraient entrer quand même dans des restaurants, commander par exemple un café et refuser de sortir jusqu'à ce qu'on les ait servis. On pourrait rester sur place une journée entière de façon tout à fait disciplinée et rejeter sur la police la nécessité d'expulser les Nègres. On construirait une campagne autour d'une telle action.

4. La question de l'organisation du personnel domestique est très importante, et, bien que ce soit difficile, il faut faire une enquête approfondie.

5. Le chômage des Nègres — bien qu'ici il faille faire très attention d'éviter des organisations qui se doublent ; et là, c'est probablement l'affaire du parti.

6. L'organisation nègre doit prendre sur elle celle de l'organisation des métiers dans le Sud. Elle doit en faire l'une des bases

LÉON TROTSKY

de la solution de la question nègre dans le Sud, populariser son travail, ses objectifs, ses possibilités dans l'Est et l'Ouest, essayer de l'influencer et de la pousser dans une direction plus militante, d'inviter des orateurs à elle, de la presser d'agir contre les lynchages et de faire comprendre à toute la communauté nègre et aux blancs son importance dans la lutte à l'échelle nationale et régionale.

Orientation politique

1. Commencer une lutte militante contre le fascisme et démontrer que les Nègres sont toujours au premier rang de toute manifestation d'activité contre le fascisme.

2. Inculquer l'idée qu'on ne peut attendre aucune aide des partis républicain et démocrate. Les Nègres doivent présenter leurs propres candidats sur un programme de la classe ouvrière et former un front unique avec ceux des candidats dont le programme est proche du leur.

Organisation interne

Les unités locales doivent se consacrer à ces questions en fonction de l'urgence de la situation locale et des campagnes nationales planifiées par le centre. Cela ne peut être décidé qu'à la suite d'enquêtes :

a) Commencer par une campagne sur une grande échelle pour des fonds pour créer un journal et au moins deux locaux centraux — un à New York et un dans une ville comme Saint-Louis, pas trop éloignée du Sud.

b) Un hebdomadaire d'agitation coûtant deux cents.

c) L'objectif devrait être d'avoir aussi vite que possible au moins cinq révolutionnaires professionnels — deux à New York, deux à Saint-Louis (?) et un voyageant en permanence à partir du centre. Une tournée nationale juste après la fondation du journal à l'automne et l'établissement du projet de programme et des objectifs. Une conférence nationale au début de l'été.

d) Chercher à avoir un militant nègre d'Afrique du Sud, pour faire une tournée aussi vite que possible. Il est vraisemblable que cela peut se régler facilement...

Hudson. — Sur l'ouverture de la discussion sur le socialisme dans le bulletin mais son exclusion pour un temps au moins de l'hebdomadaire : cela me semble dangereux. C'est tomber dans l'idée que le socialisme est pour les intellectuels et l'élite, mais que les gens de base ne s'intéressent qu'aux affaires banales, quotidiennes. La méthode devrait certes être différente ici ou là, mais je pense qu'il devrait y avoir au moins une impulsion dans le sens du socialisme dans l'hebdomadaire ; non seulement du point de vue des questions quotidiennes, mais aussi dans ce que nous appelons discussion abstraite. C'est une contradiction — le journal de masse devrait avoir une position claire sur la question de la guerre, mais pas sur le socialisme. Il est impossible de faire l'une sans l'autre. C'est une forme d'« économisme » : les ouvriers ne s'intéresseraient qu'aux affaires de tous les jours, mais pas aux « théories » du socialisme.

James. — Je vois les difficultés et la contradiction, mais il y a autre chose que je ne peux pas bien voir — si on veut construire un mouvement de masse, on ne peut pas plonger dans une discussion sur le socialisme, parce que je crois qu'elle provoquerait plus de confusion qu'elle ne nous gagnerait de soutiens. Le Nègre ne s'intéresse pas au socialisme. Il peut y être amené sur la base de ses expériences concrètes. Autrement nous aurions à former une organisation socialiste nègre ? Je pense que nous devons proposer un programme concret minimal. Je suis d'accord qu'il ne faut pas placer le socialisme trop loin dans l'avenir, mais j'essaie d'éviter des discussions interminables sur le marxisme, la II^e Internationale, la III^e Internationale, etc.

Lankin. — Cette organisation ouvrirait-elle ses portes à toutes les classes de Nègres ?

James. — Oui, sur la base de ce programme. Le Nègre bourgeois peut la soutenir, mais seulement sur la base de son programme.

Lankin. — Je ne peux pas voir comment la bourgeoisie nègre peut aider le combat du prolétariat nègre pour son progrès économique ?

James. — Dans notre mouvement, nous sommes quelques-uns à être des petits-bourgeois. Si un Nègre bourgeois est exclu d'une université à cause de sa couleur, cette organisation mobilisera probablement les masses pour combattre pour les droits de

l'étudiant nègre bourgeois. Le soutien pour l'organisation sera mobilisé sur la base de son programme et nous n'aurons la possibilité d'en exclure aucun nègre s'il est disposé à lutter pour ce programme.

Trotsky. — Je crois que la première question est celle de l'attitude du Socialist Workers Party vis-à-vis des Nègres. Il est très inquiétant de s'apercevoir que, jusqu'à maintenant, le parti n'a pratiquement rien fait dans ce domaine. Il n'a publié ni livre, ni brochures, ni même aucun article dans *New International*. Deux camarades, qui ont composé un livre sur cette question, un travail sérieux, sont restés isolés⁷. Ce livre n'est pas publié, on n'en a même pas publié des extraits. Ce n'est pas un bon signe. Le trait caractéristique des partis ouvriers américains, des organisations syndicales etc. était leur caractère aristocratique. C'est la base de l'opportunisme. Les travailleurs qualifiés qui se sentent intégrés à la société capitaliste aident la classe bourgeoise à maintenir les Nègres et les ouvriers non qualifiés à une échelle très basse. Notre parti n'échappera pas à la dégénérescence s'il demeure un endroit pour intellectuels, demi-intellectuels, ouvriers qualifiés et ouvriers juifs qui construisent un milieu très fermé complètement isolé des masses authentiques. Dans ces conditions, notre parti ne peut pas se développer — il dégènera.

Il nous faut avoir ce grand danger devant les yeux. Maintes fois j'ai proposé que tout membre du parti, surtout les intellectuels et demi-intellectuels, qui, pendant une période, disons de six mois, n'aura pas pu gagner un ouvrier au parti, soit ramené au statut de sympathisant. On peut dire la même chose dans la question nègre. Les vieilles organisations, à commencer par l'A.F.L., sont les organisations de l'aristocratie ouvrière. Notre parti appartient au même milieu, pas celui des masses exploitées de la base dont les Nègres sont les plus exploités. Le fait que notre parti ne se soit pas jusqu'à maintenant tourné vers la question nègre est un symptôme très inquiétant. Si l'aristocratie ouvrière constitue la base de l'opportunisme, l'une des sources de l'adaptation à la société capitaliste, alors les plus opprimés et ceux qui subissent le plus la discrimination sont le milieu le plus dynamique de la classe ouvrière.

Nous devons dire aux éléments conscients parmi les Nègres

7. Les auteurs de ce travail étaient deux militants de Berkeley, Barney Moss et William S. Bennett. Mais les secrétaires de Trotsky n'arrivaient pas à remettre la main sur le manuscrit qu'ils lui avaient envoyé.

que le développement historique les désigne pour devenir l'avant-garde de la classe ouvrière. Qu'est-ce qui fait office de frein sur les couches supérieures? Ce sont les privilèges, les avantages matériels qui les empêchent de devenir révolutionnaires. Cela n'existe pas pour les Nègres. Qu'est-ce qui peut transformer une certaine couche, la rendre plus capable de courage et de sacrifice? C'est concentré chez les Nègres. Si jamais nous, dans le S.W.P., n'étions pas capables de trouver la voie vers cette couche, alors nous ne serions bons à rien. La révolution permanente et tout le reste ne seraient que mensonge.

Aux Etats-Unis, nous avons différentes compétitions aujourd'hui. Compétition pour savoir qui vend le plus de journaux, etc. C'est très bien. Mais il nous faut aussi mettre sur pied une compétition plus sérieuse — le recrutement d'ouvriers et particulièrement d'ouvriers nègres. Dans une certaine mesure, c'est indépendant de la création d'une organisation nègre spéciale.

Je crois que le parti devrait entreprendre pour les six prochains mois un travail d'organisation et politique. On peut élaborer un programme pour six mois dans la question nègre... Après un travail d'une demi-année, nous aurons une base pour le mouvement nègre et nous aurons un sérieux noyau de Nègres et de Blancs travaillant ensemble sur ce plan. C'est une question de vitalité du parti. C'est une question importante. C'est la question de savoir si le parti doit devenir une secte ou s'il est capable de se frayer un chemin vers la partie la plus opprimée de la classe ouvrière.

*
**

Examen point par point des propositions :

1. Brochure sur la question nègre et les Nègres dans le P.C., la mettant en rapports avec la dégénérescence du Kremlin.

Trotsky. — Bien. Peut-être ne serait-il pas mauvais non plus de ronéotyper ce livre ou des parties, et de l'adresser avec d'autres matériaux de discussion aux divers secteurs du parti pour la discussion?

2. *Un numéro nègre de New International.*

Trotsky. — Je crois que c'est absolument nécessaire.

Owen. — *Il me semble qu'il existe le danger de sortir le numéro sur les Nègres avant d'avoir une organisation nègre suffisante pour assurer sa diffusion.*

James. — *Il n'est pas destiné en priorité aux Nègres. Il est destiné au parti lui-même et aux autres lecteurs de la revue théorique.*

3. *L'utilisation de l'histoire des Nègres eux-mêmes pour leur éducation.*

Accord général.

4. *Une étude sur la révolution permanente et la question nègre.*

Accord général.

5. *La question du socialisme — le mettre en avant dans le journal ou dans le bulletin.*

Trotsky. — Je ne crois pas que nous puissions commencer en excluant le socialisme de l'organisation. Vous proposez une organisation très large, un peu hétérogène, qui acceptera aussi des gens religieux. Cela signifierait que si un ouvrier nègre, ou un paysan, ou un commerçant, intervient dans l'organisation en expliquant que le salut unique pour les Nègres est dans l'Eglise, nous serons trop tolérants pour l'exclure et en même temps suffisamment intelligents pour ne pas le laisser parler en faveur de la religion, mais que nous ne parlerons pas en faveur du socialisme. Si nous comprenons le caractère de ce milieu, nous adapterons à lui la façon de présenter nos idées. Nous serons prudents ; mais nous lier les mains par avance — dire que nous n'introduirons pas la question du socialisme parce que c'est une question abstraite — ce n'est pas possible. C'est une chose d'être attentifs aux questions concrètes de la vie des Nègres et d'opposer sur ces questions le socialisme au capitalisme. C'est une chose d'accepter un groupe hétérogène et de travailler à l'intérieur, et une autre de se laisser absorber par lui.

James. — Je suis tout à fait d'accord avec ce que vous dites. Ce que je redoute, c'est qu'on mette en avant un socialisme abstrait. Vous vous souviendrez que j'ai dit que le groupe dirigeant doit clairement comprendre ce qu'il est en train de faire et où il est en train d'aller. Mais l'éducation socialiste des masses se fera à partir des questions quotidiennes. Je suis seulement préoccupé d'empêcher que cette affaire ne se développe en discussion interminable. La discussion devrait être libre et approfondie dans l'organe théorique.

En ce qui concerne la question du socialisme dans l'organe d'agitation, mon opinion est que l'organisation devrait se définir nettement en accomplissant le travail quotidien des Nègres de telle sorte que les masses des Nègres puissent y participer avant d'être engagées dans des discussions sur le socialisme. Alors qu'il est clair qu'un individu peut soulever toutes les questions qu'il désire et indiquer sa solution des problèmes des Nègres, la question est cependant de savoir si ceux qui dirigent l'organisation dans son ensemble devraient commencer par parler au nom du socialisme. Je pense que non. Il est important de se rappeler que ceux qui ont pris l'initiative devaient avoir en commun un certain accord sur les questions fondamentales actuelles de la politique, sinon il y aurait une grande confusion au fur et à mesure du développement de l'organisation. Mais, tous, en tant qu'individus, ont le droit de soutenir leur point de vue particulier dans la discussion générale, pourtant la question est de savoir s'ils parleraient collectivement en tant que socialistes depuis le début et mon opinion personnelle est non.

Trotsky. — Dans l'organe théorique on peut avoir une discussion théorique, et dans l'organe de masse une discussion politique de masse. Vous dites qu'ils sont contaminés par la propagande capitaliste. Dites-leur : « Vous ne croyez pas au socialisme. Mais vous vous rendrez compte qu'au cours du combat les membres de la IV^e Internationale non seulement seront avec vous, mais vraisemblablement les plus militants. » J'irais même jusqu'à dire que chaque orateur devrait terminer son intervention en disant : « Mon nom est la IV^e Internationale ! ». Alors ils se rendront compte de qui sont les combattants, alors que celui qui prêche la religion dans la salle au moment critique ira à l'église et pas sur le champ de bataille.

6. Les groupes d'organisation et les individus de la nouvelle organisation devront être en complet accord sur la question de la guerre.

Trotsky. — Oui, c'est la question la plus importante et la plus difficile. Le programme peut être très modeste, mais en même temps il doit laisser à tous leur liberté d'expression dans les discours, etc. ; le programme ne doit pas constituer une limitation de notre activité mais seulement nos obligations communes. Chacun doit avoir le droit d'aller plus loin. Mais tous sont obligés de défendre le minimum. Nous verrons comment ce minimum se cristallisera au fur et à mesure que nous franchirons les premières étapes.

7. Une campagne de défense des Nègres dans une industrie.

Trotsky. — C'est important. Cela provoquera un conflit avec certains ouvriers qui n'en voudront pas. C'est un tournant, des éléments ouvriers les plus aristocratiques vers les éléments inférieurs. Nous avons attiré à nous quelques-unes des couches supérieures des intellectuels quand ils sentaient que nous avions besoin de protection : les Dewey, les LaFollette⁸, etc. Maintenant que nous entreprenons un travail sérieux, ils nous quittent. Je crois que nous allons perdre deux ou trois couches supplémentaires et aller plus profondément encore dans les masses. Ce sera notre pierre de touche.

8. Logement et campagne sur les loyers.

Trotsky. — C'est absolument nécessaire.

Hudson. — Cela cadre très bien avec nos revendications de transition.

9. La manifestation dans le restaurant.

Trotsky. — Oui, et donnez-lui même un caractère plus militant encore. Il pourrait y avoir un piquet à l'extérieur pour attirer l'attention et expliquer un peu ce qui se passe.

8. Trotsky mentionne ici les deux personnalités libérales qui contribuèrent énormément au succès de sa campagne contre les procès de Moscou, le président de la commission d'enquête, le pédagogue et philosophe John Dewey (1859-1962) et sa secrétaire, la journaliste et essayiste Suzanne LaFollette (1893-1983).

10. *Les personnels domestiques.*

Trotsky. — Oui, je crois que c'est très important, mais il me semble qu'il y a une première considération *a priori* que beaucoup de ces Nègres sont des domestiques de gens riches, sont démoralisés et sont moralement devenus des laquais. Mais il y a les autres, une couche plus large, et la question est de gagner ceux qui ne sont pas ainsi privilégiés.

Owen. — *J'aimerais soumettre un point. Il y a quelques années, je vivais à Los Angeles près d'un quartier nègre — à l'écart des autres. Les nègres là étaient plus aisés. Je me suis renseigné sur leur travail et on m'a dit — les Nègres eux-mêmes — qu'ils avaient cette situation avantageuse parce qu'ils étaient domestiques — nombre d'entre eux dans les maisons de la colonie du cinéma⁹. J'étais surpris de découvrir les domestiques dans la couche supérieure. Cette colonie de Nègres n'était pas réduite — elle comprenait plusieurs milliers de personnes.*

James. — *C'est vrai. Mais, si vous êtes sérieux, il n'est pas difficile d'aller vers les masses nègres, ils vivent ensemble et sentent ensemble. Cette couche de Nègres privilégiés est plus petite que toute autre couche privilégiée. Les Blancs les traitent avec un tel mépris qu'en dépit d'eux-mêmes, ils sont plus proches des autres Nègres que vous ne pourriez l'imaginer...*

11. *Mobiliser les Nègres contre le fascisme.*
Accord général.

12. *Les rapports des Nègres avec les partis républicain et démocrate.*

Trotsky. — Combien y a-t-il de Nègres au Congrès ? Un¹⁰. Il y a 440 membres à la Chambre des Représentants et 96 au Sénat. Si les Nègres constituent 10 % de la population, ils auraient droit

9. Il s'agit bien entendu du quartier de Hollywood à Los Angeles.

10. Il s'agissait d'Arthur W. Mitchell (1883-1968) élu sous l'étiquette démocrate à Chicago, où il était avocat : il avait succédé à un Noir élu comme républicain en 1928 (O. DePriest).

LÉON TROTSKY

à 50 membres, mais ils n'en ont qu'un. C'est un tableau clair de l'inégalité politique. Nous pouvons souvent opposer un candidat nègre à un candidat blanc. Cette organisation nègre peut dire : « Nous voulons un Nègre qui connaisse nos problèmes. » Cela peut avoir d'importantes conséquences.

Owen. — Il me semble que le camarade James a ignoré une partie très importante de notre programme : le labor party.

James. — Un quartier nègre veut présenter un candidat nègre. Nous leur disons qu'ils ne doivent pas se présenter seulement en tant que Nègres mais qu'ils doivent avoir un programme qui convienne aux masses des Nègres pauvres. Ils ne sont pas stupides et peuvent le comprendre, et c'est à encourager. Les ouvriers blancs veulent un candidat ouvrier dans un autre quartier blanc. Alors nous disons aux Nègres dans le quartier blanc : « Soutenez ce candidat parce que ses revendications sont de bonnes revendications ouvrières. » Et nous disons aux ouvriers blancs dans la zone nègre : « Vous devriez soutenir le candidat nègre parce que bien qu'il soit nègre, vous remarquerez que ses revendications sont valables pour l'ensemble de la classe ouvrière. » Cela veut dire que les Nègres auront la satisfaction d'avoir leurs propres candidats sans les zones où ils prédominent, et qu'en même temps nous bâtissons la solidarité ouvrière. Cela s'intègre dans le programme de Labor Party.

Hudson. — Est-ce que cela n'est pas proche du Front populaire de voter pour un Nègre seulement parce qu'il est nègre ?

James. — Cette organisation a un programme. Quand les démocrates présentent un candidat noir, nous disons : « Pas du tout. Il faut un candidat avec un programme que nous puissions soutenir. »

Trotsky. — La question concerne une autre organisation pour laquelle nous ne sommes pas responsables, de même qu'elle ne l'est pas pour nous. Si cette organisation présente un certain candidat et que nous estimons qu'en tant que parti nous devons présenter contre lui notre propre candidat, nous en avons pleinement le droit. Si nous sommes faibles et que nous ne pouvons pas convaincre l'organisation de choisir un révolutionnaire, et qu'ils choisissent un démocrate nègre, nous pouvons même retirer notre propre candidat, en faisant une déclaration

concrète suivant laquelle nous nous abstiendrons de combattre non pas le démocrate, mais le Nègre. Nous considérons que la candidature du Nègre, opposée à celle d'un Blanc, même s'il appartient tous deux au même parti, constitue un facteur important dans la lutte des Nègres pour leur égalité ; et, dans ce cas, nous pouvons accorder notre soutien critique. Je crois que cela peut être fait dans certains cas.

13. Un Nègre d'Afrique du Sud ou occidentale pour faire une tournée des Etats.

Trotsky. — Qu'enseignera-t-il ?

James. — Je pense à plusieurs jeunes Nègres dont chacun est capable de donner une image clairement anti-impérialiste, anti-guerre. Je pense que ce serait très important dans la construction d'une compréhension de l'internationalisme.

*14. Soumettre documents et plans au Comité politique.
Accord général.*

James. — Je suis d'accord avec votre attitude dans la question du travail du parti avec les Nègres. Ils sont une force considérable et domineront tous les Etats du Sud. Si le parti prend pied là-bas, la révolution sera gagnée en Amérique. Rien ne pourra l'arrêter.

[MOLINIER EST IRRESPONSABLE]¹

(12 avril 1939)

Cher Ami,

Je vous envoie la copie de ma lettre à Rosmer ainsi qu'à M. Grein². Nous lui enverrons demain un livre dédié.

Je me permets de souligner la nécessité des plus grandes précautions lors du départ de Siéva. J'espère que les amis feront le nécessaire.

J'attire votre attention sur le fait que Raymond Molinier fut en 1930-1931 officiellement reconnu irresponsable³. Les documents relatifs à cette affaire doivent être entre les mains des autorités, militaires ou autres. Or cet homme, légalement fou, dirige toute l'activité de Jeanne Molinier et prétend vouloir éduquer Vsiévolod Volkov. Je crois qu'en cas de nécessité nous avons le plein droit de nous servir de cet argument-massue.

1. Lettre à G. Rosenthal (9830) dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Celui que Trotsky appelle ici « Grein » était le clerc principal de l'avoué qui avait traité l'affaire Sieva. Il avait joué personnellement un rôle capital dans le succès final et avait pris l'affaire très à cœur. Les lettres de Rous et de Rosenthal qui le mentionnent l'appellent « Grun ».

3. En 1929, Molinier avait été considéré comme insoumis à un moment où il se trouvait en Turquie auprès de Trotsky. A son retour et après d'âpres discussions, il s'était finalement remis aux autorités militaires et avait réussi à faire prendre en considération un dossier médical qui lui valut la réforme pour maladie mentale. Trotsky avait toujours manifesté sur cette affaire une nette réprobation, mais ce n'est qu'après leur rupture qu'il revint sur cette question. La « réforme » de Molinier fut utilisée par le P.S.O.P. pour lui refuser l'entrée dans ses rangs.

[PROBLÈMES D'ÉTAT CIVIL] ¹

(12 avril 1939)

Mes chers Amis,

Je vous ai envoyé hier la copie de ma lettre à Gérard ². Nous avons ramassé, avec Van, toutes les preuves à notre portée. Les coupures allemandes sont doublement importantes à cause du communiqué de la préfecture de police basé sur les documents soviétiques. « Volkova, née Bronstein », cela épuise les deux questions, c'est-à-dire la légitimité des deux mariages. Il y a naturellement dans les coupures des fautes de détail, comme toujours dans la presse, mais l'essentiel est indéniable. D'autre part, les mêmes coupures racontent comment le consulat soviétique a confisqué le passeport de Zinaïda. La vérification à Berlin, par la voie diplomatique, serait en cas de nécessité absolue tout à fait possible. Van suggère que l'on pourrait tout simplement demander à Berlin le certificat de décès de Zinaïda ; on aurait ainsi un document authentique.

La question de la légitimité de mon mariage avec Natalia n'est pas en cause, mais Jeanne Molinier, en d'autres occasions, a essayé aussi de mettre en discussion la question de savoir si Léon Sedov était mon fils légitime. Cela peut avoir peut-être de l'importance, en liaison, sinon avec Siéva, du moins avec les archives. Je tiens donc à souligner que Léon est né, certes, lorsque nous n'étions pas mariés officiellement, que c'est pourquoi lui, comme Serge, portaient le nom de Sedov, mais que, sous le régime soviétique, *notre union fut légalisée* et que, pour ne pas faire changer les enfants de nom, je pris pour nom civil le nom de ma femme, Sedov, ce qui était absolument en accord

1. Lettre à A & M. Rosmer (9206), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. pp. 67-100.

LÉON TROTSKY

avec la législation soviétique³. Tout cela est prouvé par les passeports qui nous ont été délivrés à Moscou lors de notre déportation, avec les noms de Léon Sedov, Natalia Sedova et Léon Sedov fils.

Vous me demandez la date et le lieu du mariage de Zinaïda, ainsi que la législation soviétique en la matière. Pour ce qui est de la législation, elle était extrêmement simple. Chaque soviet avait une section pour l'inscription des actes de l'état civil (Z.A.G.S.). Pour le divorce comme pour le mariage, il suffisait que le couple s'identifiât et déclarât sa volonté de divorcer ou de se marier. L'inscription dans les livres des actes d'état civil était, avec les signatures, la seule formalité. C'est précisément à cause de la simplicité de cette procédure que ni la date ni le lieu ne sont restés ni dans ma mémoire ni dans mes papiers. D'ailleurs, peu après le mariage, le couple⁴ quitta Moscou pour la Crimée. Mais je suppose que la police allemande a dû inscrire dans ses registres toutes les indications nécessaires. Vous écrivez que toute la construction de Jeanne Molinier ou, pour mieux dire, de ses inspirateurs, est basée « sur l'illégitimité des unions de L.D. et de sa famille ». Le plus curieux, c'est que la seule union qui n'ait pas été légalisée est celle de Léon et de Jeanne et c'est Jeanne précisément qui s'érige en justicière contre notre famille « illégitime ».

Nous avons fait le possible pour que Natalia puisse aller à Paris et ramener Siéva. Avant-hier, Bonnet⁵ nous a répondu par la négative. Il serait trop dangereux de laisser le petit attendre jusqu'au mois d'août, c'est-à-dire jusqu'au congé de Marguerite. Il ne reste qu'à trouver une personne absolument sûre pour le voyage. Je ne doute pas que toutes les mesures de précautions contre le gangstérisme seront prises. Le moment le plus délicat est celui de l'embarquement. Je crois qu'il faut une solide escorte. Vous déciderez vous-mêmes des modalités du voyage. S'il arrivait qu'il y ait manque d'argent, télégraphiez à New York à l'adresse suivante : Kluger⁶, Apt LJ7, 10 Monroe Street, New York, en indiquant la somme nécessaire.

3. La loi soviétique instituée au lendemain de la révolution d'Octobre permettait aux parents de prendre et de donner aux enfants le nom de l'un ou l'autre des conjoints, et, plus tard, aux enfants de confirmer ou infirmer ce choix.

4. Il s'agit du couple Volkov, Platon et Zinaïda.

5. Georges Bonnet (1889-1973), radical-socialiste, était ministre des affaires étrangères du gouvernement Daladier.

6. Pearl Kluger (née en 1912) avait joué un rôle important dans la défense de Trotsky et le travail de la commission d'enquête.

Natalia avait caressé l'espoir de vous revoir bientôt. Mais son voyage est maintenant impossible. Nous considérons votre venue en août comme absolument sûre. Août et septembre sont encore des mois de pluie, mais le climat est néanmoins bon et, malgré un confort assez relatif, vous pourrez, nous l'espérons, bien vous reposer tous deux, sans parler de la joie de nous revoir encore une fois. Espérons que, malgré tout, la guerre n'éclatera pas avant août. Il semble malheureusement qu'elle puisse éclater chaque jour. C'est une raison de plus pour envoyer le petit aussi tôt que possible.

J'ai tant d'amis connus et inconnus à remercier. Premièrement, la famille où se trouve le petit. Vous me la nommerez à temps pour que je puisse au moins écrire. Remerciez aussi chaleureusement en mon nom Daniel Martinet⁷ Je revois toujours Marcel⁸ tout jeune, avec sa barbe rougeâtre, et voilà que son fils chirurgien examine mon petit-fils.

J'avais oublié de mentionner que nous avons envoyé il y a deux jours un câble dont je vous joins le texte.

7. Daniel Martinet (1913-1976) était le fils du poète Marcel Martinet.

8. Marcel Martinet (1877-1944), écrivain et poète, avait été membre du noyau de *La Vie ouvrière* et du premier noyau communiste ; diabétique, il avait dû abandonner toute activité réelle en 1923 mais avait « repris du service » au moment des procès de Moscou.

[LES ASSERTIONS DE RIVERA]¹

(12 avril 1939)

Cher Ami,²

Excelsior a publié ce matin une note sensationnelle sous le titre « Trotsky rompt ses rapports avec le peintre Diego Rivera ». Cette note est très malveillante et contient plusieurs calomnies, comme c'est naturel dans ce genre d'affaires. Une chose est claire d'après elle : toute la chose est venue de Rivera lui-même, de ses racontars à divers peintres, artistes, etc. La question de la maison est présentée abondamment et fausement. Maintenant, les journalistes vont sûrement essayer de m'interroger — ou mes collaborateurs — là-dessus. Nous utiliserons la formule selon laquelle nous n'avons rien à dire qui intéresserait le public. Mais au-delà, il faut avoir en réserve une déclaration claire et brève du comité pan américain.

Dans mes lettres antérieures, j'ai insisté sur la réfutation de trois assertions fausses de Rivera. Cela continue à être nécessaire, mais je crois que ces réfutations concrètes d'assertions concrètes devraient avoir un préambule, qu'il faut absolument donner à la presse. Ce préambule ou courte déclaration pourrait être formulé à peu près ainsi :

« Le comité pan américain (directement ou par l'intermédiaire d'une commission) a enquêté sur toute une série d'assertions de Diego Rivera contre Léon Trotsky et a

1. Lettre à J. Frankel (8182), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Jan *Frankel* (né en 1906), citoyen tchécoslovaque, avait été secrétaire de Trotsky en Turquie de 1930 à 1933, en Norvège en 1935 et au Mexique de 1937 à 1938. Marié à la romancière Eleanor Clark, il vivait aux Etats-Unis où il animait le Pan American Committee et remplissait pour Trotsky des missions confidentielles.

trouvé qu'elles étaient absolument dénuées de toute base. Au contraire, L. T. a fait tout son possible en toute circonstance pour défendre Rivera contre des critiques anonymes. Le comité regrette que Rivera ait cru possible de répandre des assertions fausses sans la moindre raison ni fondement. »

Quelque chose de ce genre. On pourrait aussi l'utiliser non pas comme un préambule, mais comme une conclusion d'une déclaration plus longue : mais j'insiste qu'elle devrait être catégorique sur le fond et modérée dans la forme à l'égard de Rivera. C'est pourquoi je propose le mot « regrette » et non « condamne ».

Je vous prie de ne pas trop longtemps remettre l'enquête.

[PAS D'INGÉRENCE]¹

(14 avril 1939)

Chers Camarades,

J'ai reçu votre lettre amicale et m'empresse d'y répondre.

Vous rappelez fort bien que, dans les premières semaines de mon séjour au Mexique, j'ai déclaré que je ne pouvais prendre part à l'activité politique de la section mexicaine de la IV^e Internationale et qu'en conséquence je ne pouvais porter la moindre responsabilité spécifique pour elle, à l'exception naturellement de la solidarité entre nous qui repose sur le programme de la IV^e Internationale².

Il serait donc absurde pour quiconque de vouloir participer ou s'abstenir de participer à la campagne présidentielle du point de vue de mon asile. Les deux choses n'ont rien de commun. Vous êtes totalement libres dans votre activité comme je suis, moi, libre de toute responsabilité pour cette activité.

Au cours de mon séjour de plus de deux années, au Mexique, quelques misérables ont essayé d'expliquer mes idées, telles que je les exprime dans la presse, par ma relation particulière avec le gouvernement du Mexique³. Je suis certain que vous comprenez, sans qu'il soit besoin pour moi d'aucun commentaire, la stupidité et l'ignominie de semblables interprétations. Si j'avais eu un penchant ou si j'avais été capable d'adapter mes idées à mes intérêts personnels, je n'aurais pas été obligé de demander asile au Mexique. Ma sincère gratitude pour

1. Lettre à la section mexicaine ; collection-satellite O. Fernández, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. *Œuvres*, 12, pp. 258-259.

3. Eiffel notamment avait lancé publiquement cette accusation que des militants mexicains n'avaient avancé qu'en privé.

le président Cárdenas⁴ et son gouvernement ne peuvent dans la moindre mesure influencer sur mes idées et mon action politique.

Saluts de la plus grande camaraderie.

4. Lázaro Cárdenas (1895-1970), président du Mexique depuis 1934, menait une politique dont Trotsky disait qu'elle était celle du « seul gouvernement courageux » au monde.

[LES MOTIFS DE JEANNE]¹

(16 avril 1939)

Cher Ami,

Je n'ai pas souligné avec la vigueur nécessaire un fait très important concernant l'attitude de M^{me} Jeanne Molinier envers l'enfant. Ma femme et moi, nous avons beaucoup insisté après la mort de notre fils pour que son ancienne compagne vienne s'installer ici avec le garçonnet. Elle a refusé sous de vagues prétextes. Je lui ai proposé de venir pour quelque temps avec le garçonnet ou même seule². J'ai écrit la même chose au petit en l'invitant à venir avec Jeanne³. Il m'a répondu que Jeanne ne viendrait pas. Tout cela avait pour moi une grande importance, car cela me donnait, malgré tout, la mesure de l'attachement de Jeanne Molinier à l'enfant. Elle n'a pas jugé possible de sacrifier quelques mois ou même quelques semaines pour s'entendre avec nous sur le sort de Siéva. Cela me force à croire qu'il s'agit moins d'un attachement quasi-maternel pour l'enfant que de considérations d'un autre ordre, beaucoup moins louables. Trois faits m'en convainquent : la participation extrêmement active dans l'affaire de M. Raymond Molinier, la facilité avec laquelle M^{me} Jeanne Molinier a sacrifié la mémoire de mon fils à ses pires adversaires et calomniateurs⁴, les tentatives répétées de M^{me} Jeanne Molinier et de M. Raymond Molinier de s'emparer de mes

1. Lettre à G. Rosenthal (9831), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. *Œuvres*, 18, p. 303.

3. *Œuvres*, 18, pp. 302-303

4. Jeanne avait proposé d'introduire dans la commission chargée de régler la question des archives le Belge Vereecken que Trotsky accusait d'avoir calomnié Sedov et qui était effectivement son adversaire politique.

archives, lesquelles ne les concernent ni de près ni de loin⁵.

Je ne veux pas émettre d'hypothèse, mais les faits eux-mêmes parlent clairement.

P.S. Tout ce que j'avance dans cette lettre ainsi que dans les précédentes peut être facilement démontré par la correspondance.

5. Il est incontestable que les archives ne furent pas en réalité intégralement remises par Jeanne Molinier bien que toute la lumière ne soit pas faite sur leur itinéraire avec une absolue certitude.

[DES PROPOSITIONS POUR L'EUROPE]¹

(18 avril 1939)

Chers Amis,

Je continue à être très inquiet de votre total silence en général et sur la question française en particulier². Les décisions à ce sujet dans le compte rendu du N.C.³ me paraissent justes mais elles ne sont pas du tout concrètes quant aux dates, aux moyens pratiques, aux hommes, etc.

J'ai des propositions à faire, mais j'attendais un mot du camarade Cannon pour les vérifier à la lumière de son expérience avant de vous les présenter. Mais j'apprends maintenant que Cannon va s'absenter et j'ai peur qu'on perde beaucoup de temps, particulièrement précieux dans cette affaire.

Mes propositions préliminaires sont :

1. D'envoyer immédiatement un ou deux camarades en France avec des lettres leur donnant pleins pouvoirs, au nom du S.W.P., du comité pan-américain, de la section mexicaine, une lettre de Crux⁴, etc. (et même, je pense, avec des résolutions spéciales de réunions du parti à New York et autres branches importantes).

2. Pendant deux ou trois jours, ces deux camarades étudieraient avec le S.I. le travail du P.O.I. pendant la dernière période critique, afin d'établir s'ils ont changé de méthodes, s'ils l'ont fait

1. Lettre à la direction du S.W.P. (8106) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. En fait, Cannon avait envoyé un compte rendu très succinct sur la situation française au début d'avril. Trotsky ne l'avait-il pas reçu ou voulait-il en savoir plus ?

3. Les initiales N.C. désignent le comité national (National Committee) du S.W.P. qui s'était prononcé pour l'entrée des militants du P.O.I. dans le P.S.O.P.

4. Crux est l'un des pseudonymes de Trotsky.

avec un certain succès, s'il existe une chance qu'ils remportent des succès dans un avenir proche.

3. De la même façon, qu'ils vérifient l'activité des partisans de la IV^e Internationale à l'intérieur du P.S.O.P. — depuis leur entrée⁵.

4. S'il apparaît que le P.O.I. n'a pas avancé du tout, le S.I., avec ses camarades américains, devrait non pas faire une proposition, mais prendre une décision ferme, approximativement comme suit :

a) Tous les membres du P.O.I. et de la jeunesse⁶ sont obligés d'entrer dans le P.S.O.P. dans la semaine qui vient.

b) Naville — et deux ou trois autres — ne doivent pas entrer dans le P.S.O.P., mais devraient consacrer leur activité au S.I.

c) *La Lutte ouvrière* cesse de paraître.

d) La revue *Quatrième Internationale* devient une publication du S.I. pour tous les pays de langue française. Le comité de rédaction sera composé de Naville, quelques autres camarades français, un camarade belge, un camarade américain et un de la jeunesse. Il paraîtra deux fois par mois.

e) Ceux qui refuseront d'appliquer cette décision seront abandonnés à leur sort, sans aucune aide de l'Internationale. Ils ne seront pas exclus, à condition que, dans leur activité, ils ne tentent pas de saboter le travail à l'intérieur du P.S.O.P. Après deux mois environ, le S.I. vérifiera l'activité de ces « extérieurs » et tranchera définitivement.

Ces propositions vont plus ou moins d'elles-mêmes. Il serait très difficile pour Naville et quelques autres de travailler dans le P.S.O.P. et il n'est pas sûr qu'ils y seraient acceptés. La proposition de décision (ci-dessus) réglerait cette question avec un minimum de frictions.

Notre supériorité théorique et politique sur la direction du P.S.O.P. peut très bien être démontrée dans la revue bimensuelle (à condition que la composition du comité de rédaction exclue une politique spécifiquement anti-entrisme). Une

5. Il s'agit des militants entrés individuellement au P.S.O.P. au lendemain du congrès du P.O.I., ceux de la minorité animée par Jean Rous et que le S.I. avait approuvés.

6. La jeunesse socialiste révolutionnaire (J.S.R.) était l'organisation de jeunes correspondant au P.O.I. : elle était la continuation de l'Entente des J.S. exclue en 1935.

petite partie du fonds français pourrait être utilisée pour soutenir le bi-mensuel. Le gros en sera réservé jusqu'au règlement des questions d'organisation et jusqu'à ce que se développe une activité importante.

Il faut employer tous les moyens pour que la décision du S.I. soit aussi catégorique et impérative que possible. Par exemple, tout le comité national de la section belge devrait y être associé. La décision pourrait être signée de tous les membres du S.I., des représentants américains, de tous les membres du N.C. américain, de ceux du P.A.C., etc.

Il nous faut agir tout de suite et avec la plus extrême vigueur, autrement la désintégration de la section française aura l'effet le plus délétère sur toutes les autres sections et gênera considérablement le développement de notre parti au Etats.

Cette lettre n'est destinée à aucune forme de publication. Elle ne peut être communiquée qu'au N.C. et au P.A.C.⁷ Pour la France et les autres sections, j'écrirai une autre lettre quand je connaîtrai votre décision. J'espère recevoir une réponse aussi vite que possible.

7. Le P.A.C. est le comité pan-américain (Pan-American Committee).

[L'AVENIR DU BIULLETEN]¹

(20 avril 1939)

Chère Rae²,

J'ai reçu les coupures de presse sur Krivitsky³. Très intéressant. Mais lui-même n'est qu'un vulgaire démocrate — rien de plus.

Je crois que Lola⁴ est maintenant en route pour les Etats. Elle est très préoccupée par l'avenir du bulletin russe. Elle croit avec raison que, dans la prochaine période, il sera impossible de le publier en France et elle propose de le déplacer aux Etats-Unis. L'avantage est que, là, il serait plus proche de nous, mais le désavantage est que les dépenses de publication sont incomparablement plus élevées. Je vous prie de discuter cette question avec Lola et d'autres camarades compétents et de me faire connaître vos conclusions.

Lola souhaite venir ici des Etats-Unis⁵. Bien entendu, nous ferons tout notre possible pour lui obtenir un visa de touriste ou de transit. J'espère que les camarades américains lui donneront toute leur attention. Elle était une précieuse collaboratrice de Léon et maintenant elle est pour moi une précieuse collaboratrice.

1. Lettre à R. Spiegel (10509), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Rae Spiegel (née en 1909), militante de la C.L.A. puis du W.P.U.S. et enfin de la fraction trotskyste dans le S.P., avait appris le russe et la sténo russe pour pouvoir aider Trotsky dans son travail et elle avait séjourné à Coyoacán en 1938-1939.

3. Samuel Ginzburg, dit Walter *Krivitsky* (1899-1940), collaborateur du G.P.U., avait fait défection en décembre 1937. Il avait commencé à publier une série dans la presse américaine.

4. Lilia Ya. Ginzberg, épouse *Estrine* (1898-1981), appelée Lola, était pendant des années la principale collaboratrice de Sedov et avait assumé à sa mort la direction du *B.O.* Elle allait visiter les E.U. puis le Mexique.

5. Au moment où Trotsky écrivait cette lettre, Lola Estrine était non seulement arrivée aux Etats-Unis mais repartie, le 19 au soir, en autobus, pour Mexico.

**[POUR LE COMITÉ
PAN-AMÉRICAIN]¹**
(20 avril 1939)

Cher Ami,

J'ai reçu votre lettre concernant vos propositions aux universités et le second papier joint. J'ai aussi reçu une lettre correspondante du camarade Goldman². On a fait tout ce qu'on pouvait faire et maintenant il faut attendre.

Avez-vous reçu tous les documents concernant le peintre ? Quels sont vos plans par rapport à cette affaire ? Son « évolution » politique est très rapide. Il y a quelques jours, il a affirmé, en compagnie d'un groupe hétérogène, que Lénine n'était guère plus qu'un bourgeois. Son nouvel ami, O'Gorman³, a confirmé cette opinion profonde et proclamé que, pour le révolutionnaire authentique, la seule voie qui reste est celle de l'anarchisme. Plus vite nous nous séparerons de lui politiquement, mieux ce sera.

Sur le plan personnel, je souhaite simplement qu'il reçoive un avertissement sérieux, aussi vite que possible, sans publicité. Seul le comité pan-américain peut le faire. James est ici et peut mener l'enquête nécessaire sur mandat de vous. J'espère que Dobbs⁴ va venir aussi et vous pouvez l'utiliser dans le même

1. Lettre à J. Frankel (8183), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Albert *Goldman* (1897-1960), avocat, militant du S.W.P., plaidait aussi pour Trotsky qu'il avait assisté devant la commission Dewey et s'occupait également de ses affaires comme, ici, de la vente de ses archives.

3. Juan *O'Gorman* (1905-1982), architecte et muraliste, était en réalité depuis longtemps l'ami et le disciple de Rivera — et il ne devait pas le suivre dans son évolution.

4. Farrell *Dobbs* (1909-1983) avait été un des dirigeants de la grève de Minneapolis en 1934 puis l'un des organisateurs du syndicat des *teamsters* qu'il venait de quitter pour devenir secrétaire ouvrier du S.W.P. Trotsky souhaitait rencontrer ce jeune dirigeant.

dessein. Vous avez ici votre représentant officiel, C[urtiss]⁵. Que peut-on faire de plus ? Vous êtes complètement informé.

P.-S. Je viens de recevoir à l'instant les deux déclarations du P.A.C. concernant le peintre et son Partido. Très bien. Maintenant la question politique est presque liquidée, mais la question personnelle demeure.

5. Sam Kurz, dit Charlie *Curtiss* (né en 1908), fils de Polonais, avait fait tous les métiers, puis appris la linotypie après son entrée dans la C.L.A. Etabli en Californie en 1933, il avait pris les contacts au Mexique en 1935 et y était revenu en 1938 comme délégué du P.A.C.

[LES DIFFICULTÉS D'UN ARTISTE]¹ (20 avril 1939)

Cher Camarade Walker,²

Merci pour votre communication du 3 avril.

Votre idée de venir au Mexique avec vos enfants est une excellente idée. Nous en avons parlé avec Natalia avec beaucoup de plaisir. Nous étions seulement désolés que vous ayez dû remettre votre plan à l'année prochaine.

Vous avez sûrement lu la regrettable déclaration de Diego Rivera. La I^{re} Internationale avait son poète — Freiligrath³. Le parti bolchevique — Maksim Gorky⁴. La correspondance de Marx et Lénine d'une part et de ces artistes de l'autre, est très intéressante car elle est caractéristique des difficultés d'un artiste à s'adapter à l'organisation des ouvriers et Marx écrivait à propos de Freiligrath : « Les poètes sont des hibous particuliers. » Gorky écrivait à Lénine : « Nous, artistes, sommes des gens irresponsables. » Je crois que Diego Rivera est dix fois plus particulier que Freiligrath et cent fois moins responsable que Gorky.

J'ai fait de très gros efforts pour régler les questions entre lui

1. Lettre à C. Walker (10785), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Charles Rumford Walker (1893-1974), écrivain et universitaire, avait connu Trotsky au Mexique au temps de la commission d'enquête et l'avait réorienté parmi les maisons d'édition et la presse américaine.

3. Ferdinand Freiligrath (1810-1876), poète et socialiste, avait été partisan de Marx. C'est à plusieurs reprises que Trotsky, depuis 1937, a fait le parallèle entre Freiligrath et Gorky d'un côté, Diego Rivera de l'autre. Mais c'est la dernière fois qu'il le fait, la première aussi où ce n'est pas à l'avantage de Diego Rivera.

4. Maksim M. Pechkov, dit Gorky (1868-1936) est sans doute le plus grand romancier contemporain et il fut un bon compagnon de route du bolchevisme avant de critiquer Lénine, puis de servir Staline.

et les autres, et le résultat, c'est que j'ai attiré la foudre sur moi. Bien, on prend acte et on passe à l'ordre du jour.

Meilleures salutations à votre famille. J'espère que Madame George⁵ va bien.

5. *Mrs George* était la mère d'Adelaïde Walker ; elle possédait une maison à Mexico.

**[NE PAS PERDRE
LA TÊTE]**¹
(22 avril 1939)

Cher Camarade Hughes²,

Sincères remerciements pour votre lettre du 3 avril. Sans aucun doute il existe des milliers et des milliers d'ouvriers britanniques et d'honnêtes intellectuels révolutionnaires qui pensent comme vous. Ils sont simplement étouffés ; mais pas tant par l'appareil d'Etat que par l'appareil des organisations ouvrières officielles. La guerre qu'ils sont en train de préparer brisera ces deux appareils.

Dans la catastrophe de la guerre, les plus désorientés, les plus confus et les plus poltrons seront les actuels magnifiques dirigeants des organisations ouvrières, de la II^e et de la III^e Internationales. Les masses chercheront une orientation nouvelle et une direction nouvelle, et les trouveront.

Vous avez raison : le premier chapitre de la guerre sera un chapitre de folie nationaliste. Mais plus terribles seront la guerre et l'hystérie guerrière, plus écrasante sera la réaction des masses. Ne pas perdre la tête et regarder l'avenir — l'avenir proche — avec les yeux grands ouverts, est le devoir révolutionnaire le plus élevé.

1. Lettre à E. Hughes (8537), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Emrys Hughes (1884-1869), gendre de Keir-Hardie, professeur à Leeds, publiait depuis 1931 l'hebdomadaire *Forward* et venait de publier plusieurs articles de Trotsky.

LA QUESTION UKRAINIENNE ¹

(22 avril 1939)

La question ukrainienne, que bien des gouvernements, bien des « socialistes » et même bien des « communistes », se sont efforcés d'oublier et de reléguer au fin fond de l'histoire, vient d'être remise à l'ordre du jour, cette fois avec une force redoublée. La toute récente aggravation du problème ukrainien se trouve liée très intimement à la dégénérescence de l'Union soviétique et de l'Internationale communiste, aux succès du fascisme et à l'approche de la prochaine guerre impérialiste. Crucifiée par quatre Etats ², l'Ukraine occupe à présent dans les destinées de l'Europe la même position que la Pologne autrefois, à cette différence près que les relations internationales sont infiniment plus tendues maintenant et que les rythmes des événements s'accroissent. La question ukrainienne est destinée à jouer dans un avenir proche un rôle énorme dans la vie de l'Europe. Ce n'est pas pour rien que Hitler a d'abord soulevé bruyamment la question de la constitution d'une « Grande Ukraine », pour ensuite s'empresser de l'enterrer furtivement ³.

1. Article (T 4565) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. L'Ukraine — les terres ukrainiennes — était alors partagée de fait entre l'U.R.S.S., la Pologne, la Roumanie et la Hongrie.

3. Trotsky fait allusion ici à la politique de Hitler vis-à-vis de la question ukrainienne qui commence après Munich et se termine avec le dépècement de la Tchécoslovaquie en mars 1939. La partie ukrainienne de la Tchécoslovaquie, la Ruthénie, avait été dotée de l'autonomie et son gouvernement, présidé par Mgr Volosin avec J. Revay, appuyé sur la milice nationale Sitch, était devenu le centre d'agitation et d'organisation du nationalisme ukrainien sous l'aile allemande : tel quel, l'Etat ruthène était incapable d'exister de façon indépendante, mais il était une tête de pont vers l'Ukraine soviétique, prenant même en janvier 1939 le nom d'Ukraine carpathique : le gouvernement de Chust (le village devenu capitale) avait pris des contacts avec tous les milieux blancs émigrés. C'est probablement au début de 1939 que, dans le cadre du plan visant au rapprochement avec l'U.R.S.S., le gouvernement allemand abandonna les projets de « Grande

La II^e Internationale, qui exprime les intérêts de la bureaucratie et de l'aristocratie ouvrières des Etats impérialistes, a complètement méconnu la question ukrainienne. Même son aile gauche ne lui a jamais accordé l'attention nécessaire. Il suffit de rappeler que Rosa Luxemburg, malgré sa brillante intelligence et son esprit vraiment révolutionnaire, a pu affirmer que la question ukrainienne était l'invention d'une poignée d'intellectuels. Cette prise de position a même laissé une profonde empreinte sur le parti communiste polonais. La question ukrainienne a été considérée par les chefs officiels de la section polonaise de l'Internationale communiste plutôt comme un obstacle que comme un problème révolutionnaire. D'où les efforts opportunistes déployés en permanence pour échapper à cette question, pour l'écarter, pour la passer sous silence ou la renvoyer à un avenir indéterminé.

Le parti bolchevique était parvenu non sans difficultés et petit à petit, sous la pression incessante de Lénine, à se faire une idée juste de la question ukrainienne. Le droit à l'auto-détermination, c'est-à-dire à la séparation, a été étendu par Lénine aussi bien aux Polonais qu'aux Ukrainiens : il ne reconnaissait pas de nations aristocratiques. Il considérait comme une manifestation de chauvinisme grand-russe toute tendance à éliminer ou à différer le problème d'une nationalité opprimée.

Après la prise du pouvoir, il y eut au sein du parti bolchevique une lutte sérieuse au sujet de la solution des nombreux problèmes nationaux hérités de la vieille Russie tsariste. En sa qualité de commissaire du peuple aux nationalités. Staline représentait invariablement la tendance la plus centraliste et bureaucratique. Ce fut particulièrement net à propos de la question géorgienne et de la question ukrainienne. La correspondance sur ces questions n'a pas encore été publiée. Nous comptons publier la toute petite partie qui se trouve à notre disposition⁴. Chaque ligne des lettres et propositions de Lénine vibre de l'insistance qu'il met à ce qu'on fasse droit, dans la

Ukraine » — qui avaient été le thème et l'orchestration du gouvernement de Chust — en faveur du dépècement de la Tchécoslovaquie. L'armée allemande occupa la Bohême et la Moravie le 15 mars ; le 16, avec l'autorisation de Berlin, l'armée hongroise occupa la Ruthénie qu'elle allait annexer. Il n'était plus question de « Grande Ukraine ».

4. Ces lettres, déposées à l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam ont été publiées dans les deux volumes des *Trotsky's Papers* à La Haye. Quelques années plus tôt, Trotsky n'aurait pas laissé passer ici l'occasion de rappeler le soutien que Lénine avait apporté à Rakovsky.

mesure du possible, à ces nationalités opprimées. Dans les propositions et déclarations de Staline, au contraire, la tendance au centralisme bureaucratique, est invariablement marquée. A seule fin d'assurer des « besoins administratifs », lisez les intérêts de la bureaucratie, les revendications les plus légitimes des nationalités opprimées ont été caractérisées comme manifestations du nationalisme petit-bourgeois. On a pu observer tous ces symptômes dès 1922-1923. Mais, depuis cette époque, ils se sont développés de façon monstrueuse et ont conduit à l'étranglement complet de tout développement national indépendant des peuples de l'U.R.S.S.

Selon la conception du vieux parti bolchevique, l'Ukraine soviétique était destinée à devenir un axe puissant autour duquel s'uniraient les autres fractions du peuple ukrainien. Il est incontestable que, durant la première période de son existence, l'Ukraine soviétique exerça une puissante attraction également du point de vue national et qu'elle éveilla à la lutte les ouvriers, les paysans et l'intelligentsia révolutionnaire de l'Ukraine occidentale, asservie à la Pologne. Mais, au cours des années de réaction thermidorienne, la position de l'Ukraine soviétique et, en même temps, la manière de poser la question ukrainienne dans son ensemble, furent profondément modifiées. Plus grands avaient été les espoirs suscités, plus profonde fut la désillusion. En Grande-Russie aussi, la bureaucratie a étranglé et pillé le peuple. Mais, en Ukraine, les choses ont été compliquées encore par le massacre des espérances nationales. Nulle part, les restrictions, les épurations, la répression et, de façon générale, toutes les formes de banditisme bureaucratique n'assumèrent un caractère de violence aussi meurtrier qu'en Ukraine, dans la lutte contre les puissantes aspirations, profondément enracinées, des masses ukrainiennes à plus de liberté et d'indépendance. Pour la bureaucratie totalitaire, l'Ukraine soviétique devint une subdivision administrative d'une entité économique et une base militaire de l'U.R.S.S. Sans doute la bureaucratie élève-t-elle des statues à Chevtchenko⁵, mais seulement dans le but d'écraser plus complètement le peuple ukrainien de leur poids et de l'obliger à

5. Tarass H. *Chevtchenko* (1814-1861), poète ukrainien, professeur à Kiev, organisateur de la Fraternité de Cyrille et Méthode, partisan d'une Ukraine nationale profondément réformée, est le père du nationalisme ukrainien moderne.

chanter dans la langue de *Kobzar*⁶ des éloges de la clique de violeurs du Kremlin.

A l'égard des parties de l'Ukraine qui sont actuellement hors des frontières de l'U.R.S.S., l'attitude du Kremlin est aujourd'hui la même qu'à l'égard de toutes les nationalités opprimées, de toutes les colonies et semi-colonies, c'est-à-dire [qu'elle les considère comme] une petite monnaie d'échange dans ses combinaisons impérialistes. Au dernier 18^e congrès du parti « communiste », Manouïlsky⁷, l'un des renégats les plus répugnants du communisme ukrainien, a déclaré tout à fait ouvertement que, non seulement l'U.R.S.S., mais également le Comintern, refusent de revendiquer l'émancipation nationale des peuples opprimés lorsque leurs oppresseurs ne sont pas parmi les ennemis de la clique dirigeante de Moscou. Aujourd'hui, Staline, Dimitrov⁸ et Manouïlsky défendent l'Inde contre le Japon, mais pas contre l'Angleterre. On est disposé à céder pour toujours l'Ukraine occidentale à la Pologne en échange d'un accord diplomatique qui semble aujourd'hui profitable aux bureaucrates du Kremlin. Le temps est loin où ils n'allaient pas, dans leur politique au-delà de combinaisons épisodiques.

Il ne subsiste rien de la confiance et de la sympathie d'antan des masses d'Ukraine occidentale pour le Kremlin. Depuis la toute récente « épuration » sanglante en Ukraine, personne, à l'Ouest, ne désire plus devenir partie intégrante de la satrapie du Kremlin qui continue à porter le nom d'Ukraine soviétique. Les masses ouvrières et paysannes d'Ukraine occidentale, de Bukovine, d'Ukraine subcarpathique, sont en pleine confusion. Où se tourner ? Que revendiquer ? Et tout naturellement, du fait de cette situation, la direction glisse aux mains des plus réactionnaires des cliques ukrainiennes qui expriment leur « nationalisme » en cherchant à vendre le peuple ukrainien à l'un ou l'autre des impérialismes en échange d'une promesse d'indépendance fictive. C'est sur cette tragique confusion que Hitler fonde

6. *Kobzar* est le titre d'un célèbre recueil de poèmes de Chevchenko publié juste avant son exil de 1840.

7. Dimitri Z. Manouïlsky (1883-1952) qui avait été compagnon d'exil de Trotsky à Paris et son collaborateur à *Naché Slovo*, était devenu sous Staline l'un des secrétaires de l'I.C., exécutant sans personnalité. C'était le 11 mars 1939 qu'il avait prononcé son rapport sur l'I.C. au congrès du parti russe.

8. Georgi V. Dimitrov (1882-1949), ancien dirigeant du parti social-démocrate des *tesnjaki* — proche du bolchevisme — et des syndicats bulgares, ancien responsable du bureau de Berlin de l'I.C., avait été le héros du procès de Leipzig en 1933 ; il était depuis la figure de proue en même temps que le secrétaire général de l'I.C.

sa politique dans la question ukrainienne. Nous l'avons dit autrefois : sans Staline (c'est-à-dire sans la fatale politique du Comintern en Allemagne), il n'y aurait pas eu Hitler. Nous pouvons maintenant ajouter : sans le viol de l'Ukraine soviétique par la bureaucratie stalinienne, il n'y aurait pas de politique hitlérienne pour l'Ukraine.

Nous n'allons pas nous attarder ici à analyser les motifs qui ont poussé Hitler à rejeter, au moins pour le moment, le mot d'ordre d'une Grande-Ukraine. Il faut en chercher les raisons, d'une part dans la politique de brigandage de l'impérialisme allemand, d'autre part dans la crainte d'évoquer des démons qui pourraient se révéler difficiles à exorciser. Hitler a fait cadeau aux bouchers hongrois de l'Ukraine subcarpathique⁹. Et cela s'est fait, sinon avec l'approbation ouverte de Moscou, du moins avec la conviction qu'elle allait suivre. C'est comme si Hitler avait dit à Staline : « Si je me préparais à attaquer demain l'Ukraine soviétique, j'aurais gardé entre mes mains l'Ukraine subcarpathique. » En guise de réponse, Staline, au XVIII^e congrès¹⁰, a pris ouvertement la défense de Hitler contre les calomnies des « démocraties » occidentales. Hitler se propose d'attaquer l'Ukraine ? Que non ! Se battre contre Hitler ? Il n'y a aucune raison. Manifestement, Staline interprète la remise de l'Ukraine subcarpathique à la Hongrie comme un geste de paix¹¹.

Cela veut dire que les différentes fractions du peuple ukrainien ne sont devenues ni plus ni moins qu'une monnaie d'échange pour les machinations internationales du Kremlin. La IV^e Internationale doit clairement comprendre l'énorme importance de la question ukrainienne pour les destinées non seulement de l'Europe sud-orientale et orientale, mais encore de l'Europe tout entière. Nous avons affaire à un peuple qui a donné des preuves de sa vitalité, qui a une population égale à celle de la France, qui occupe un territoire exceptionnellement riche et qui, de surcroît, est de la plus grande importance stratégique. La question du sort de l'Ukraine est posée dans toute son ampleur.

9. Lors de l'occupation de la Ruthénie par l'armée hongroise (cf. n. 3), cette dernière se livra à plusieurs massacres dans des villages peuplés d'Ukrainiens.

10. Le rapport de Staline au XVIII^e congrès fut présenté le 10 mars 1939.

11. Staline avait notamment insisté dans son discours sur la publicité donnée par la presse occidentale à l'Ukraine carpathique et à ses projets de « Grande Ukraine », publicité destinée selon lui à pousser l'Allemagne à attaquer l'U.R.S.S. — ce qu'elle n'avait pas fait puisqu'elle avait laissé la Hongrie annexer la Ruthénie.

Il faut un mot d'ordre clair et précis, qui corresponde à la situation nouvelle. A mon avis, il n'existe à l'heure actuelle qu'un seul mot d'ordre de ce type : *pour une Ukraine soviétique, ouvrière et paysanne unie, libre et indépendante !*

Ce programme est tout d'abord en opposition inconciliable avec les intérêts des trois puissances impérialistes, Pologne, Roumanie et Hongrie. Il n'y a que les indécrottables imbéciles pacifistes pour croire que l'émancipation et l'unification de l'Ukraine puissent être réalisées par des moyens diplomatiques pacifiques, des référendums, des décisions de la Société des Nations, etc. Ils ne valent naturellement pas mieux les uns que les autres, tous ces « nationalistes » qui proposent de résoudre la question ukrainienne en utilisant un impérialisme contre l'autre. Hitler a donné une leçon hors de prix à ces aventuriers en livrant (pour combien de temps ?) l'Ukraine subcarpathique aux Hongrois, qui se sont empressés de massacrer un grand nombre de ces Ukrainiens pleins de confiance. Pour autant que l'issue dépende de la force militaire des Etats impérialistes, la victoire de l'un ou l'autre bloc ne peut signifier qu'un nouveau démembrement et un asservissement plus brutal encore du peuple ukrainien. Le programme de l'indépendance ukrainienne à l'époque de l'impérialisme est directement et indissolublement lié au programme de la révolution prolétarienne. Il serait criminel d'entretenir en la matière quelque illusion que ce soit.

Mais l'indépendance d'une Ukraine unifiée signifierait la séparation de l'Ukraine de l'U.R.S.S., vont s'écrier en chœur les « amis » du Kremlin. Qu'y a-t-il de si terrible ? répondons-nous. L'adoration béate des frontières des Etats nous est totalement étrangère. Nous ne soutenons pas la thèse d'un tout « un et indivisible ». Après tout, la Constitution de l'U.R.S.S. elle-même reconnaît le droit à l'auto-détermination aux peuples fédérés qui la composent, c'est-à-dire le droit à la séparation. Ainsi même l'oligarchie toute-puissante du Kremlin n'ose pas nier ce principe. Il ne subsiste sans doute que sur le papier : la moindre tentative de soulever ouvertement la question d'une Ukraine indépendante, entraînerait l'exécution immédiate pour trahison. Mais c'est précisément cette suppression sans vergogne de toute pensée nationale libre qui a conduit les masses travailleuses de l'Ukraine, plus encore que les masses de la Grande-Russie, à considérer le gouvernement du Kremlin comme une oppression monstrueuse. Devant une telle situation intérieure, il est naturellement impossible de parler d'une Ukraine occidentale se rattachant volontairement à l'U.R.S.S. telle qu'elle est actuel-

lement. En conséquence, l'unification de l'Ukraine présuppose l'affranchissement de l'Ukraine dite « soviétique » de la botte stalinienne. En ce domaine aussi, la clique bonapartiste ne récoltera que ce qu'elle aura semé.

« Mais cela ne signifierait-il pas un affaiblissement militaire de l'U.R.S.S. ? » vont hurler, épouvantés, les « amis » du Kremlin. Nous répondons que l'U.R.S.S. est affaiblie par les tendances centrifuges sans cesse grandissantes qu'engendre la dictature bonapartiste. En cas de guerre, la haine des masses pour la clique dirigeante peut conduire à l'écroulement de toutes les conquêtes sociales d'Octobre. L'origine de ces dispositions défaitistes se trouve au Kremlin. D'autre part, une Ukraine soviétique indépendante deviendrait, ne fût-ce qu'en vertu de ses intérêts propres, un puissant rempart au sud-ouest de l'U.R.S.S. Plus vite la caste bonapartiste d'aujourd'hui sera minée, renversée, écrasée et balayée, plus solide deviendra la défense de la république soviétique et plus certain son avenir socialiste.

Il est évident qu'une Ukraine ouvrière et paysanne indépendante pourrait ultérieurement rejoindre la fédération soviétique, mais de sa propre volonté, à des conditions qu'elle jugerait elle-même acceptable, ce qui présuppose à son tour une régénérescence révolutionnaire de l'U.R.S.S. L'émancipation véritable du peuple ukrainien est inconcevable sans une révolution ou une série de révolutions à l'Ouest, qui devraient, à la fin, conduire à la création des Etats-Unis soviétiques d'Europe. Une Ukraine indépendante pourrait rejoindre et certainement rejoindrait cette fédération en tant que partenaire égal. La révolution prolétarienne en Europe, à son tour, ne laisserait pas une pierre de la révoltante structure du bonapartisme stalinien. En ce cas, l'union la plus étroite entre les Etats-Unis soviétiques d'Europe et l'U.R.S.S. régénérée serait inévitable et présenterait des avantages infinis pour les continents européen et asiatique, comprenant également l'Ukraine. Mais nous glissons ici vers des questions de second ou de troisième ordre. La question principale est la garantie révolutionnaire de l'unité et de l'indépendance d'une Ukraine ouvrière et paysanne dans la lutte contre l'impérialisme, d'une part, et contre le bonapartisme de Moscou, de l'autre.

L'Ukraine est particulièrement riche et expérimentée dans les voies erronées de la lutte pour son émancipation nationale. Là, on a tout essayé : la Rada petite-bourgeoise et Skoropadsky, et Petlioura et l'« alliance » avec les Hohenzollern et les

combinaisons avec l'Entente¹². Après toutes ces expériences, il n'y a plus que des cadavres politiques pour continuer à placer leurs espoirs dans l'une des fractions de la bourgeoisie ukrainienne en tant que dirigeant de la lutte nationale pour l'émancipation. Seul le prolétariat ukrainien est à même, non seulement de résoudre cette tâche — qui est révolutionnaire par son essence même — mais aussi de prendre une initiative pour la résoudre. Le prolétariat et le prolétariat seul peut rallier autour de lui les masses paysannes et l'intelligentsia nationale authentiquement révolutionnaire.

Au début de la dernière guerre impérialiste, les Ukrainiens Melenevsky (« Basok ») et Skoropis-Ieltoukhovsky¹³ essayèrent de placer le mouvement de libération ukrainien sous l'aile du général des Hohenzollern, Ludendorff¹⁴. Ce faisant, ils se couvraient de phrases « de gauche ». Les marxistes révolutionnaires ont chassé ces gens-là d'une seule bourrade. C'est ainsi que les révolutionnaires doivent continuer à se comporter à l'avenir. La guerre qui vient va créer une atmosphère favorable à toutes sortes d'aventuriers, faiseurs de miracles et chercheurs de toison d'or. Ces messieurs, qui aiment particulièrement se chauffer les mains aux questions nationales, ne doivent pas être admis à portée de canon dans le mouvement ouvrier. Pas le moindre compromis avec l'impérialisme, qu'il soit fasciste ou démocratique ! Pas la moindre concession aux nationalistes ukrainiens, qu'ils soient réactionnaires-cléricaux ou pacifistes

12. La Rada (ou conseil), formée de nationalistes modérés et de conciliateurs, avait pris le pouvoir en Ukraine en février 1937. Pavel P. *Skoropadsky* (1873-1945), général en 1914 dans l'armée du tsar, se souleva après octobre 1917, et prit le titre d'ataman (hetman en allemand) d'Ukraine, où il gouverna au compte de l'occupant allemand. Il s'enfuit en novembre 1918. Semion V. *Petlioura* (1879-1926), ancien social-démocrate devenu nationaliste, membre de la Rada, fut le chef de son armée, puis l'inspirateur du Directoire qui gouverna l'Ukraine pendant un temps. Battu par l'Armée rouge, il se réfugia en Pologne et bénéficia de l'appui de Pilsudski et de l'Entente, lors de l'offensive polonaise contre la Russie soviétique en 1920, où il commandait des unités ukrainiennes et se présentait en « libérateur ».

13. M. I. *Melenevsky*, dit *Basok* (1879-1938) et Oleksander *Skoropis-Ieltoukhovsky*, d'abord membres du parti révolutionnaire ukrainien, avaient fondé en 1904 l'union social-démocrate ukrainienne. En 1914, sous la protection de l'armée allemande, ils avaient fondé à Lemberg (Lviv ou Lvov) une Union pour la Libération de l'Ukraine et, au cours de la guerre, avaient été placés à des fonctions administratives dans les territoires ukrainiens occupés par l'armée allemande.

14. Erich von *Ludendorff* (1865-1937), général prussien, était quartier-maître général » au grand état-major du Reich allemand à l'époque du dernier empereur Hohenzollern, Guillaume II. Profondément réactionnaire, il était l'un des chefs militaires les plus politiques.

libéraux ! Pas de « Fronts populaires » ! Indépendance totale du parti prolétarien en tant qu'avant-garde des travailleurs !

C'est ce qui me semble une politique juste dans la question ukrainienne. Je parle ici personnellement et en mon nom propre. La question doit être ouverte à la discussion internationale. La toute première place dans cette discussion doit revenir aux marxistes révolutionnaires ukrainiens¹⁵. Nous écouterons leurs voix avec la plus grande attention. Mais ils feraient bien de se hâter. Il ne reste que peu de temps pour se préparer !

15. Toute une génération de marxistes ukrainiens avait été exterminée par Staline en U.R.S.S. Trotsky ne pouvait l'ignorer et son appel s'adressait aux « marxistes révolutionnaires » des autres pays. L'un d'entre eux au moins et non le moindre, partageait l'analyse de Trotsky sur la question de l'indépendance de l'Ukraine. Roman *Rosdolsky* (1897-1967), entré en 1915 dans le mouvement révolutionnaire, puis dirigeant du P.C. d'Ukraine occidentale, était en liaison avec la section polonaise de la IV^e Internationale. Il enseignait à l'université de Lvov (Lviv ou Lemberg).

[IL FAUT RETOURNER EN FRANCE]¹

(22 avril 1939)

Chers Camarades,

Les dernières lettres de Rous² à vous et à moi indiquent une situation très tendue entre le P.O.I., sa fraction dans le P.S.O.P. et le S.I. Une explosion est possible à tout instant et de même dans le P.O.I. On a presque l'impression que quelqu'un est en train de provoquer consciemment des dissensions pour briser notre mouvement en France³.

Les camarades américains ont fait un très bel effort pour aider les Français. Mais, s'ils s'arrêtent maintenant et laissent l'organisation française livrée à elle-même, le résultat sera catastrophique. Reporter de quelques semaines, voire d'une seule, équivaut à abandonner. Nous n'avons pas le temps de nouvelles discussions là-dessus. Il nous faut intervenir *tout de suite*.

A mon avis, deux camarades devraient aller en France. L'un devrait être Cannon, non seulement parce qu'il connaît bien la question, mais pour manifester que nous sommes tous d'accord avec sa ligne fondamentale. Son séjour en Europe devrait être bref — une ou deux semaines.

Shachtman aussi devrait partir *tout de suite*, en même temps

1. Lettre au S.W.P. (8107) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Jean Rous (1908-1985), avocat, militant de la S.F.I.O. depuis 1928, avait rejoint la Ligue communiste en 1934 et était devenu l'un des principaux dirigeants du G.B.L. dans la période de l'entrisme. Au mois de février 1939, il avait tranché le nœud gordien de la discussion sur l'entrée dans le P.S.O.P. en entrant avec une minorité de cadres et militants du P.O.I. Il pressait Trotsky de soutenir son initiative et d'obtenir pour lui l'appui de l'organisation internationale.

3. Les nouvelles de France ne pouvaient qu'alarmer Trotsky : il était question d'incidents, y compris de coups, entre militants responsables. Il est cependant exceptionnel que Trotsky envisage la provocation comme explication.

que Cannon, sans le moindre délai, et y rester plus longtemps. Nous ne pouvons répéter l'oubli commis après le congrès⁴ et pour lequel nous sommes en train de payer très cher.

Depuis la mort de Klement⁵, nous n'avons plus de S.I. Naville est maintenant son secrétaire, mais il est en minorité dans le S.I. sur la question la plus grave et la plus importante, la question française. Il semble qu'il se contente de ne plus le convoquer. Son attitude, comme toujours dans les situations critiques, c'est la résistance passive, à la section française comme au S.I.

En même temps, je propose de renforcer le comité pan-américain, non seulement en tant que tel, mais comme remplaçant officieux du S.I. pendant la période de transition. Il faut y faire entrer des camarades jouissant d'une grande autorité, publier en son nom un bulletin bi-mensuel, pas seulement en espagnol, mais en anglais et si possible en français. Cette activité serait une répétition pour les temps de guerre en Europe.

En ce qui concerne mes propositions concrètes sur la France formulées dans ma dernière lettre⁶, si elles sont dans la ligne de vos propres décisions et de l'activité de Cannon en France, je ne suis plus du tout aussi certain, après avoir reçu les lettres de Rous, qu'elles soient justes. L'attitude de Naville démontre qu'il se contente d'attendre un ordre et il ne fait que refléter l'état d'esprit de ses partisans⁷.

La question personnelle des deux camarades qui demandent leur réadmission⁸ ne peut être réglée qu'avec l'aide des camarades américains. Rous m'a demandé d'intervenir par lettre. C'est impossible : je ne connais pas la situation concrète et je n'ai entendu qu'un seul son de cloche.

Tout dépend d'un voyage immédiat en Europe. Nous n'avons plus de temps pour discuter. Nous avons dans nos rangs,

4. Le congrès de septembre 1938 avait constaté que le S.I. ne pourrait pas fonctionner sans la présence permanente d'un dirigeant américain et avait demandé que Shachtman reste. Mais Shachtman était parti et il n'y avait pas d'Américain en Europe à titre permanent dans le S.I.

5. L'Allemand Rudolf *Klement* (1910-1938), secrétaire de Trotsky puis secrétaire administratif du S.I. avait été assassiné en juillet 1938.

6. Cf. pp. 115-117.

7. Naville maintenait la position qui avait été celle de Trotsky au début de la discussion : il était dangereux de dissoudre l'organisation dans une formation centrée à la veille d'une période d'illégalité.

8. Cette demande de réintégration, soutenue par Jean Rous, émanait de Fred Zeller et Mathias Corvin, deux anciens de la J.S.R., qui avaient été exclus du P.O.I. en novembre 1937 pour imprudence grave.

LÉON TROTSKY

comme en Europe, une situation militaire. Après-demain, la guerre en Europe peut empêcher ce voyage. Il faut à tout prix partir aujourd'hui. Excusez, je vous prie, mon insistance. Ce n'est pas une question américaine, pas même une question française. C'est une question internationale d'une importance vitale.

J'attendrai votre réponse avec la plus extrême impatience.

P.-S. Pour les faire attendre quelque temps avant de décider, il faut leur télégraphier la date d'arrivée à Paris des camarades.

[LA QUESTION UKRAINIENNE DANS LA PRESSE]¹

(24 avril 1939)

Cher Joe²,

Je vous envoie par avion un article sur la question ukrainienne pour le Canada et les Etats-Unis. Je suis d'accord avec Robertson³; la question est très importante. Je vous prie de lui envoyer un exemplaire par avion, tout de suite. L'autre pourra servir pour une traduction anglaise. Je vous prie d'arranger cela avec Sara ou Wright aussi rapidement que possible.

Je propose de lancer cette affaire dans le *Socialist Appeal* de façon « dramatique ». L'*Appeal* peut publier l'article comme une introduction à une discussion avec quelques remarques du comité de rédaction invitant les marxistes ukrainiens à participer à cette discussion. Ce serait bien aussi de publier l'article aux Etats sous la forme d'un tract en ukrainien.

Quand l'article sera traduit, envoyez-en tout de suite une copie à Robertson. Si nous agissons avec la vigueur nécessaire,

1. Lettre à J. Hansen (8439), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Joseph Hansen (1910-1979), était étudiant quand il avait rejoint la C.L.A. en 1934. A partir de 1936, à San Francisco, il dirigea le journal du syndicat des marins. En septembre 1937, il fut envoyé à Mexico comme garde et secrétaire. Il avait gagné la confiance de Trotsky.

3. Robertson était le pseudonyme du canadien Earle Birney (né en 1904), qui avait recruté Hansen en 1934, alors qu'il était professeur de ce dernier à l'université de l'Utah. Il avait visité Trotsky en Norvège en 1935 à l'époque où il militait en Grande-Bretagne. Il avait écrit à Trotsky pour lui faire part de développements intéressants chez les Ukrainiens du Canada et notamment d'un militant dont il lui avait fait parvenir des prises de position. Ce dernier, Toma Kobzei (1895-1972), militant du parti communiste du Canada et intellectuel influent, avait rompu au moment des procès de Moscou et commençait à discuter avec les trotskystes. Robertson pensait qu'une position nette de Trotsky sur l'Ukraine permettrait de le gagner et, avec lui, des cadres du P.C. du Canada qui commençaient à se détacher de ce dernier.

LÉON TROTSKY

nous pouvons attirer à la IV^e Internationale beaucoup d'intellectuels.

P.-S. J'ai reçu votre dernière communication et je suis d'accord qu'il faudrait considérer la question comme close et, en tout cas, de notre côté, nous ne devrions prendre aucune initiative⁴.

4. Ce post-scriptum marque la fin de l'histoire du « manuscrit », la tentative, imaginée par Trotsky, de faire vendre par Hansen au G.P.U. un exemplaire de son manuscrit sur Staline en le présentant comme unique. Trotsky espérait désormais régler sa question financière par des procédés plus ordinaires.

**[L'I.C.
CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE] ¹**
(25 avril 1939)

Cher Camarade,

J'ai reçu votre lettre sur le Congrès Indien² avec bien des remerciements.

J'attire votre attention sur le rapport de Manouilsky devant le 18^e congrès du parti stalinien. Manouilsky a établi officiellement que les communistes ne devaient pas faire courir de danger à la domination britannique en Inde ou dans les autres colonies ; il ne faudra défendre les colonies que contre le fascisme³. Pour les pays démocratiques, il suffit d'insister sur des « réformes ».

Verbalement, c'est la position de Gandhi⁴, mais plus cynique encore. Gandhi veut pour l'Inde le statut d'un dominion, mais une révolution est nécessaire pour réaliser un tel statut, et une révolution peut donner l'indépendance totale. C'est pourquoi le Comintern, en contre-révolutionnaire qu'il est, ne cherche même pas un statut de dominion, mais seulement plus d'autonomie. Je crois que vous devriez écrire à ce sujet pour la presse indienne.

1. Lettre à S. Stanley (10515), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Le jeune Sherman Stanley, qui s'était spécialisé dans la question de l'Inde, renseignait régulièrement Trotsky et sa dernière lettre (cf. *Cahiers Léon Trotsky* n° 21) avait été consacrée à l'attitude du Parti du Congrès — le parti nationaliste — vis-à-vis de la guerre. Un sérieux conflit avait éclaté en effet au sein de ce dernier où Subhas Chandra Bose venait d'être réélu président contre le candidat de la droite soutenu par Gandhi. Tandis que Nehru s'efforçait de concilier vainement les adversaires, l'appareil se préparait à détruire Bose.

3. Le développement de la ligne « antifasciste » appliquée à la guerre avait pour conséquence que les P.C. étaient amenés à abandonner dans les colonies la revendication de l'indépendance.

4. Mohandas Karamchad *Gandhi* (1869-1948), le père du mouvement national et le chef charismatique du parti du congrès, consentait seulement à un « engagement moral » de l'Inde dans la guerre, mais aurait voulu en échange des compensations et des concessions réelles.

LABORDE ET LES TROTSKYSTES EN GÉNÉRAL¹

(28 avril 1939)

La Voz de México a exprimé sa conviction que le dernier tragique accident de chemin de fer était l'œuvre des forces de la réaction et en particulier de Trotsky². En dépit de tout le sérieux de cette source d'information, cette information nous semble au premier coup d'œil incroyable. Nous souvenant pourtant des procès de Moscou au cours desquels les trotskystes se sont accusés de crimes bien plus monstrueux encore, nous avons décidé de procéder dans cette affaire, avec nos modestes forces, à une enquête méticuleuse. Elle nous a valu un bien plus grand succès que nous ne l'avions espéré en commençant.

Trotsky nous est cher, mais la vérité nous est plus chère encore. Les documents tombés entre nos mains établissent de façon irréfutable que le principal organisateur de l'accident de chemin de fer a bien été le conspirateur de Coyoacán. En passant, nous sommes également arrivés à découvrir qui sont ses principaux conseillers. Il est évident que Trotsky transmettait ses instructions les plus criminelles par l'intermédiaire — l'auriez-vous cru ? — de Hernán Laborde³. Beaucoup peuvent trouver cela incroyable, car Laborde est connu comme le principal ennemi du trotskysme au Mexique. Mais seuls peuvent raisonner

1. Article (T 4566) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. C'était le 21 décembre 1938 qu'avait eu lieu entre Irolo et Ometusco une terrible catastrophe ferroviaire, qui avait fait 54 morts.

3. Hernán Laborde (1896-1955), cheminot, dirigeant de la Unión de Trabajadores Ferrocarriles, porté en 1929 au secrétariat général du P.C.M., s'était évidemment distingué dans la campagne de calomnies contre Trotsky. Ce dernier savait-il que son élimination se préparait sous l'accusation de « trotskysme » ? Ce n'est pas certain, mais l'hypothèse ne peut pas non plus être écartée.

ainsi de grands naïfs ou des hypocrites pourris qui ne se rendent pas compte de la diabolique duplicité des trotskystes.

De même que Radek, Piatakov⁴ et des dizaines d'autres qui développaient en apparence une campagne acharnée contre Trotsky mais qui étaient en réalité ses agents secrets, de même, Hernán Laborde n'a fait que se couvrir du stalinisme pour mener plus efficacement son travail de sape trotskyste. Les preuves ? Il en existe plus qu'il n'en faut ! Prenons la plus simple, la plus claire. De nombreuses personnes ont plus d'une fois manifesté leur étonnement de voir à la tête du parti communiste du Mexique un homme dont les discours, les déclarations, les dénonciations, étaient caractérisées par le fait qu'elles portaient l'empreinte d'une exceptionnelle imbécilité. En vérité, seule l'innocente simplicité pouvait prendre pour argent comptant cette imbécilité. Exécutant les diaboliques desseins de la IV^e Internationale, Hernán Laborde se plaisait à se faire passer pour un imbécile afin de discréditer ainsi d'autant mieux le Comintern. Pour que tous répètent partout qu'il y avait à la tête de la section mexicaine un individu sans intelligence ni conscience.

Le masque de l'imbécilité est nécessaire à la ruse trotskyste pour mieux réaliser son travail de sape.

En ce qui concerne la participation immédiate de Laborde à la préparation directe de l'accident de chemin de fer, elle est pleinement démontrée. Dans le tiroir de notre écritoire se trouvent deux noix déposées par Laborde la nuit qui précédait l'accident. La dactyloscopie établira avec certitude que les empreintes digitales sont celles du trotskyste mexicain. Par ailleurs, de telles preuves matérielles ne sont pas tellement nécessaires. De même que les autres contrebandiers, Laborde s'est empressé d'avouer publiquement ses crimes. Ainsi qu'on nous en informe de source digne de foi, Vychinsky⁵ lui a déjà envoyé un billet de première pour faire le voyage de Moscou. Nous espérons que cette fois Laborde ne restera pas *incognito* aux Etats-Unis, mais qu'il se rendra vraiment dans les bras du

4. Karl B. Sobelsohn dit *Radek* (1885-1939), vieux militant révolutionnaire de Pologne et d'Allemagne rallié aux bolcheviks en 1917, avait été secrétaire de l'I.C. et le journaliste le plus influent d'U.R.S.S. Il avait été avec Piatakov (cf. n. 9 p. 60) le principal accusé du procès de janvier 1937.

5. Andréi É. *Vychinsky* (1883-1954), ancien menchevik, avait été le procureur général qui avait requis contre les accusés des procès de Moscou.

G.P.U.⁶. Après que le camarade Beria aura réalisé sur lui la rituelle opération chirurgicale⁷, les rédacteurs de *La Voz de México* consacreront à leur maître et ami une notice nécrologique bien sentie, qui se terminera par ces mots ; « Un chien enragé du trotskysme vient d'être liquidé ? Vive Staline, le père des peuples ? ».

Et tout le parti « communiste » du Mexique dira « Amen » !

6. Au cours de l'année 1938 (*Œuvres*, 18, pp. 273-275), Laborde avait séjourné aux Etats-Unis dans le cadre des préparatifs pour ce qu'on appelait alors « l'action directe » contre Trotsky, c'est-à-dire son assassinat. La version officielle du P.C. pour son absence avait été qu'il séjournait à Moscou.

7. Lavrenti P. Beria (1899-1953), un Géorgien, venait de succéder à Ejov à la tête des services politiques policiers (G.P.U.). L'« opération chirurgicale » est évidemment l'exécution sans jugement.

[REVOIR LE TRAVAIL]¹

(29 avril 1939)

Cher Camarade Abern,²

Ainsi que vous le savez, j'ai écrit une introduction à une édition abrégée du *Capital* de Marx³. Il semble qu'elle doive paraître au printemps ou au début de l'été. Si ce livre, qui coûtera un dollar, a une grande diffusion, il deviendra un instrument important de notre propagande. Les 2/3 de mon introduction sont consacrés aux Etats-Unis. A mon avis, ce serait bien que le comité national désigne une commission spéciale de camarades compétents pour lire la traduction anglaise très attentivement et pour proposer des amendements ou des modifications du texte, au cas où j'aurais commis des erreurs ou pas donné les exemples qu'il fallait. Je suis bien entendu prêt à accepter toute suggestion raisonnable de ce genre. Les changements doivent être courts, parce que la longueur du texte est limitée par le contrat.

J'ai cru que nous avions un intérêt commun à avoir notre propre édition populaire du *Capital* avec une introduction aussi claire et exacte que possible.

Si le comité national est d'accord, vous pouvez obtenir de

1. Lettre à M. Abern (7265), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Martin Abern (1898-1949), un des pionniers du P.C ancien secrétaire général des jeunesses, collaborateur de Cannon dans le P.C avait fondé l'Opposition de gauche aux Etats-Unis en 1928 avec Cannon et Shachtman. Il avait une réputation d'« organisateur » et aussi d'homme de « clique ». Trotsky avait recours à lui pour régler bien des questions matérielles.

3. Le volume, demandé par la maison d'édition de New York Longmans & Green était constitué d'un choix de textes de Marx établi par Otto Rühle, qui vivait à Mexico et était sans aucun doute l'un des grands marxologues de son temps. Trotsky avait préparé l'introduction dans laquelle il s'efforçait de démontrer l'actualité du marxisme et sera titrée « Le Marxisme et notre époque ».

LÉON TROTSKY

Malamuth⁴ une copie de la traduction, car il est informé en même temps (à mon avis, la commission devrait accorder la plus extrême attention à la traduction elle-même. Pour cette raison, il serait souhaitable d'y faire participer le camarade Wright).

4. Le journaliste et écrivain Charles *Malamuth* (1900-1965), qui était d'origine russe, était le traducteur de cet ouvrage.

LA PHILOSOPHIE BONAPARTISTE DE L'ÉTAT¹

(1^{er} mai 1939)

L'élément central du rapport de Staline devant le 18^e congrès du parti qui s'est tenu à Moscou, a été, sans aucun doute, la présentation d'une nouvelle théorie de l'Etat. Ce n'est pas un penchant inné qui a poussé Staline à se risquer dans ce domaine, mais la nécessité. Les fidèles staliniens Krylenko et Pachoukanis², deux juristes, viennent tout juste d'être destitués et écrasés pour avoir répété l'idée de Marx, Engels et Lénine, selon laquelle le socialisme signifie le dépérissement progressif de l'Etat. Le Kremlin, aujourd'hui ne peut en aucun cas admettre cette théorie. Déjà dépérir ? La bureaucratie s'apprête justement à vivre ! Krylenko et Pachoukanis sont à l'évidence des « saboteurs ».

Mais la réalité ambiante, elle aussi, s'accommode mal des bribes de la vieille théorie. Les ouvriers sont enchaînés aux usines, les paysans sont enchaînés aux kolkhozes ; les passeports intérieurs ont été institués. La liberté de mouvement a été abolie. Les retards au travail sont assimilés à des crimes de droit commun. Ce n'est pas seulement le fait de critiquer Staline, mais simplement celui de ne pas remplir son devoir naturel : ramper devant le « chef », qui appelle le châtiment réservé aux traîtres. Les frontières de l'Etat sont entourées d'une chaîne continue de

1. Article (T 4568), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Nikolai V. *Krylenko* (1885-1938), licencié d'histoire et de droit, avait milité à partir de 1905. Mobilisé pendant la guerre, il avait été nommé commandant en chef après octobre et, à partir de mars 1918, procureur général. Il était membre du C.C. et commissaire à la justice depuis 1936. Il avait été arrêté et exécuté l'année précédente. Evgenii B. *Pachoukanis* (1891-1938), juriste de profession, bolchevik en 1917, longtemps vice-commissaire à la justice de la R.S.F.S.R., était le principal théoricien du droit en U.R.S.S. jusqu'à son exécution.

troupes garde-frontières et de chiens policiers, comme jamais et nulle part dans le monde. On ne laisse pratiquement entrer ni sortir personne. Les étrangers arrivés jadis dans le pays sont systématiquement exterminés. L'essence de la constitution soviétique, « la plus démocratique du monde », consiste en ceci que les citoyens sont obligés de voter à heures fixes pour un candidat unique désigné par Staline ou par ses agents. La presse, la radio, la propagande, l'instruction publique sont entièrement entre les mains de la clique dirigeante. D'après les informations officielles, on a exclu du parti, en cinq ans, plus d'un demi-million de personnes. Combien d'entre elles ont-elles été fusillées, jetées en prison, en camp de concentration, exilées dans des zones lointaines ? Nous ne le savons pas avec précision. Mais il s'agit en tout cas de centaines de milliers de personnes qui partagent le sort de millions de sans-parti. A ces millions de gens, à leurs familles, parents et amis, il serait difficile de faire entrer dans le crâne que l'Etat stalinien dépérit. Au contraire, il se manifeste avec une intensité féroce, sans exemple dans l'histoire de l'humanité.

Cependant, on annonce que le socialisme est réalisé. D'après la thèse officielle, le pays est sur le chemin de la réalisation complète du communisme. S'il est quelqu'un pour en douter, Beria le convaincra. Mais on trouve là le fondement d'une autre difficulté. Si l'on en croit Marx, Engels et Lénine, l'Etat est l'organisation de la domination de classe. Il y a longtemps que le marxisme a démasqué toutes les autres définitions de l'Etat, comme falsifications théoriques destinées à masquer les intérêts des exploités. Dans ce cas, que signifie l'Etat dans un pays où « les classes ont été supprimées » ? Les sages du Kremlin se sont bien souvent creusé la tête sur cette question. Pour commencer, ils ont bien sûr arrêté tous ceux qui leur rappelaient la théorie marxiste de l'Etat. Mais cela seul ne suffisait pas. Il était nécessaire de donner ne serait-ce qu'un semblant d'explication théorique de l'absolutisme stalinien. Ces explications ont été données à deux reprises. A l'époque du 17^e congrès³, il y a cinq ans, Staline et Molotov⁴ expliquèrent que l'Etat policier est nécessaire pour mener la lutte contre les vestiges des vieilles classes dominantes, et en particulier contre

3. Le XVII^e Congrès du P.C.U.S. s'était déroulé du 26 janvier au 10 février 1934.

4. Viatcheslav M. Skriabine dit *Molotov* (né en 1890), vieux bolchevik, dévoué à Staline, était alors président du conseil des commissaires du peuple.

les « résidus » du trotskysme. En vérité, ont-ils dit, ces vestiges et ces résidus sont infimes. Mais ils font preuve d'un extrême « acharnement ». C'est pourquoi il faut mener contre eux, avec la plus extrême vigilance, une lutte sans merci. Cette théorie a frappé surtout par sa stupidité. Pourquoi la lutte contre des « vestiges » insignifiants a-t-elle nécessité l'Etat totalitaire, alors que la démocratie soviétique a été tout à fait suffisante pour renverser les classes dominantes elles-mêmes ? Personne n'a éclairci ce point.

Cependant, nous avons été amenés à nous arrêter sur cette théorie, présentée à l'époque du 17^e congrès. Les cinq dernières années ont été consacrées dans une large mesure à l'extermination des « résidus du trotskysme ». Le parti, le gouvernement, l'armée, la diplomatie ont été décapités et saignés à blanc. On est allé si loin, qu'au dernier congrès du parti, Staline a été obligé, pour apaiser son propre appareil, de promettre qu'à l'avenir on n'aurait pas recours à des purges sommaires. Bien entendu, c'est faux : l'Etat bonapartiste sera même désormais contraint de dévorer la société, pas seulement moralement, mais aussi physiquement. Cependant, Staline ne peut l'avouer. Il jure que les purges ne se renouvelleront pas. Mais alors, si les « résidus » du trotskysme et les « vestiges » des anciennes classes dominantes sont totalement exterminés, une question se pose : pour lutter contre qui l'Etat est-il nécessaire ?

A cela Staline répond : « C'est l'environnement capitaliste et les dangers qui en découlent pour le pays du socialisme qui appellent la nécessité de l'Etat. » Dans le style monotone du séminariste qui lui est propre, il répète cette idée, en présente des variations sur divers modes : « La répression militaire dans le pays est une fonction caduque, morte... La défense militaire du pays contre l'agression extérieure est une fonction qui a été totalement conservée. Et plus loin : « En ce qui concerne notre armée, les organes de répression et de renseignement, leur pointe est désormais dirigée non plus vers l'intérieur du pays, mais vers l'extérieur, contre l'ennemi extérieur. »

Admettons un instant qu'il en est bien ainsi. Admettons que la nécessité de conserver et de renforcer l'appareil bureaucratique centralisé est due exclusivement à la pression de l'impérialisme. Mais l'Etat est, dans son essence même, le pouvoir de l'homme sur l'homme. Le socialisme a pour tâche de liquider, sous toutes ses formes, le pouvoir de l'homme sur l'homme. Si l'Etat est non seulement conservé, mais renforcé, s'il devient de plus en plus féroce, cela signifie que dans l'environnement

capitaliste, le socialisme n'est pas possible dans un pays isolé. Ainsi, en s'efforçant de dérober la queue, Staline s'est empêtré le nez... En justifiant son pouvoir bonapartiste, il réfute au passage sa théorie fondatrice : la théorie de la construction du socialisme dans un seul pays.

Cependant la nouvelle théorie de Staline n'est juste que dans sa réfutation de l'ancienne théorie ; pour le reste, elle ne vaut rien. Il va de soi que, pour combattre le danger impérialiste, l'Etat ouvrier a besoin d'une armée, d'un état-major, de services de renseignements, etc. Mais cela signifie-t-il que l'Etat ouvrier a besoin de colonels, de généraux, de maréchaux, et des appointements et privilèges correspondants ? Le 31 octobre 1920, alors que l'Armée rouge — une Armée rouge spartiate — ne possédait pas encore de corps spécialisé d'officiers, on disait dans un ordre du jour spécial : « L'inégalité existe dans l'organisation militaire ; dans certains cas elle est parfaitement explicable, et inévitable, mais dans d'autres circonstances, elle n'est absolument pas nécessaire, exorbitante, et parfois tout simplement criminelle. » La conclusion de cet ordre du jour était la suivante : « Sans se fixer la tâche impossible d'éliminer sur-le-champ tous les avantages, quels qu'ils soient, dans l'armée, il faut s'efforcer systématiquement de réduire ces avantages au minimum réellement indispensable. Il faut éliminer dans les plus brefs délais tous les avantages qui ne découlent nullement des nécessités de l'activité militaire, et blessent inévitablement le sentiment d'égalité et de camaraderie dans l'Armée rouge. » Telle était l'orientation fondamentale du pouvoir soviétique pendant cette période. La politique actuelle a pris une direction exactement inverse. Alors, si la caste dirigeante, militaire et civile, croît et se renforce, cela signifie que la société s'éloigne de l'idéal socialiste au lieu de s'en rapprocher, quels que soient les coupables de cet état de choses : impérialistes étrangers ou bonapartistes nationaux.

Il en va de même des services de renseignements, dans lesquels Staline voit la quintessence de l'Etat. Devant le congrès, dont les agents du G.P.U. constituaient quasiment la majorité, il fit ce sermon : « Les services de renseignements sont indispensables pour attraper et châtier les espions, les assassins, les saboteurs, introduits dans notre pays par les services étrangers. » Nul ne contestera, bien sûr, la nécessité d'un service de renseignements pour contrecarrer les menées de l'impérialisme. Mais tout le problème est de savoir quel est le rôle de ces services de renseignements vis-à-vis des citoyens soviétiques eux-mêmes. Une société sans classes est forcément soudée par une solidarité

interne. Cette solidarité, le fameux « monolithisme », Staline en a parlé souvent dans ses rapports. Or les espions, les saboteurs, ont besoin d'une couverture, d'un milieu favorable. Plus la solidarité de la société et son attachement au régime existant sont forts, moins les éléments antisocialistes ont le champ libre. Comment expliquer alors, qu'en U.R.S.S., si l'on en croit Staline, il se commet à chaque instant des crimes plus graves que dans la société bourgeoise en putréfaction ? Il ne suffit sûrement pas de mettre en cause la seule méchanceté des Etats impérialistes ! L'action des microbes dépend moins de leur virulence que de la capacité de résistance de l'organisme. De quelle façon, dans une société socialiste « monolithique », les impérialistes ont-ils pu trouver un nombre incalculable d'agents, et de plus, aux postes les plus en vue ? En d'autres termes : comment des espions et des terroristes peuvent-ils, dans une société socialiste, occuper les postes de membres, et même de chef du gouvernement, de membres du bureau politique, ainsi que les plus hautes responsabilités dans l'armée ? Enfin, si la société soviétique est à ce point privée de ressort qu'il faut pour la sauver recourir à un système policier tout-puissant, universel et totalitaire, la situation est fort compromise, car à la tête du système policier lui-même on trouve des bons à rien, qu'il faut fusiller, comme Iagoda⁵, qu'il faut chasser ignominieusement, comme Ejov⁶. Alors à qui se fier ? A Beria ? Mais son heure sonnera aussi !

En réalité, on sait que le G.P.U. extermine non pas des espions ni des agents de l'impérialisme, mais les adversaires politiques de la clique dirigeante. Staline s'efforce de promouvoir les faux de son cru à la hauteur de « théorie ». Mais de quelle nature sont les raisons qui obligent la bureaucratie à masquer ses buts réels, et à appeler « espions étrangers » ses adversaires révolutionnaires ? L'environnement capitaliste n'explique pas ces falsifications. Les raisons doivent être d'ordre *interne*, c'est-à-dire qu'elles tiennent à la structure même de la société soviétique.

Essayons de trouver chez Staline lui-même d'autres indications. « A la place de la fonction de répression, dit-il sans aucun

5. Henrickh G. *Iagoda* (1891-1938) avait dirigé le G.P.U. jusqu'au lendemain du procès de Zinoviev où il avait été relevé de ses fonctions. Il avait été condamné au troisième procès.

6. Nikolai I. *Ejov* (1895-1939), obscur apparatchik, avait été promu rapidement à partir de 1934 et avait remplacé Iagoda avant de céder lui-même la place à Beria.

rapport avec tout le reste, une fonction de protection de la propriété socialiste est apparue dans le cadre de l'Etat. Protection contre les voleurs, les pilleurs des biens du peuple. » Il s'avère donc que l'Etat n'existe pas seulement pour combattre les espions étrangers, mais aussi ses propres voleurs ; en outre, le rôle de ces voleurs est si important qu'il justifie l'existence d'une dictature totalitaire, et constitue même le fondement d'une nouvelle philosophie de l'Etat. Il est parfaitement évident que si des gens en volent d'autres, cela signifie qu'une cruelle pénurie règne encore dans la société, ainsi qu'une inégalité criante qui incitent au vol. Nous approchons là à la racine du problème. L'inégalité sociale et la pénurie sont des facteurs historiques très importants qui expliquent à eux seuls l'existence de l'Etat. L'inégalité a toujours besoin d'être protégée, les privilèges exigent d'être défendus. Les infractions commises par les déshérités appellent le châtement : c'est bien en cela que consiste la fonction historique de l'Etat !

En ce qui concerne la structure de la société « socialiste », le plus important dans le rapport de Staline, ce n'est pas ce qu'il a dit, mais ce sur quoi il s'est tu. Le nombre des ouvriers et des employés est passé, selon ses déclarations, de 22 millions de personnes en 1933 à 28 millions en 1938. La catégorie des « employés » englobe ici non seulement les employés de coopératives, mais aussi les membres du Conseil des commissaires du peuple. Les ouvriers et les employés sont ici mélangés, comme toujours dans les statistiques soviétiques, afin de ne pas dévoiler combien la bureaucratie est nombreuse, combien elle croît rapidement, et surtout, combien ses revenus augmentent.

En cinq ans, dans l'intervalle entre deux congrès, le fonds annuel des salaires des ouvriers et employés est passé de 35 milliards à 96 milliards, c'est-à-dire qu'il a presque été multiplié par trois (si on néglige la différence de pouvoir d'achat du rouble). Mais comment se répartissent ces 96 milliards entre les différentes catégories d'ouvriers et d'employés ? Là-dessus, pas un mot. Staline nous apprend seulement que « le salaire annuel moyen des ouvriers de l'industrie, qui était de 1513 roubles en 1933 et passé à 3 447 roubles en 1938. » Ici, on parle tout à coup *d'ouvriers* ; mais il n'est pas difficile de démontrer qu'on parlait jusque-là d'ouvriers et d'employés : il suffit de multiplier le salaire annuel moyen (3 447 roubles) par le nombre total d'ouvriers et d'employés (28 millions) et nous obtenons le fonds annuel total des salaires des ouvriers et employés indiqué par Staline, soit exactement 96 milliards de roubles. Afin

d'enjoliver la situation des ouvriers, le « guide » s'autorise donc une astuce grossière, que le moins consciencieux des journalistes capitalistes aurait honte d'employer. Le salaire annuel moyen à 3 447 roubles (en négligeant les modifications du pouvoir d'achat de la monnaie) cela signifie simplement que, si l'on additionne les salaires des manœuvres, des ouvriers qualifiés, des stakhanovistes, des ingénieurs, des directeurs de trusts et ceux des commissaires du peuple à l'industrie, on obtient, par tête, moins de 3 500 roubles par an. De combien a augmenté, en cinq ans, la rémunération des ouvriers, ingénieurs et cadres supérieurs ? Que touche actuellement, par an, un manœuvre ? Pas un mot de tout cela. Les mauvais apologues de la bourgeoisie ont toujours été entichés de moyennes : moyenne des salaires, des revenus, etc. Dans les pays civilisés, cette méthode est pratiquement abandonnée, car elle ne peut plus tromper personne. En revanche, cela reste la méthode favorite au pays où le socialisme est réalisé, où les relations sociales sont censées se distinguer par une complète transparence. « Le socialisme, c'est rendre des comptes » a dit Lénine. « Le socialisme, c'est le rideau de fumée », enseigne Staline.

Mais attention, ce serait une grossière erreur de croire que le chiffre moyen donné par Staline inclut *tous* les revenus des « employés » de rang élevé, c'est-à-dire de la caste dirigeante. En réalité, en plus du traitement officiel, relativement modeste, ceux qu'on nomme les « travailleurs responsables » reçoivent un traitement secret des caisses du Comité central ou de comités locaux ; ils profitent de voitures mises à leur disposition (il existe même des usines spéciales qui produisent des voitures de qualité supérieure pour les « travailleurs responsables »), d'appartements magnifiques, de datchas, de maisons de repos et d'hôpitaux. Pour leurs besoins, ou pour leur vanité, on construit toutes sortes de « palais soviétiques ». Ils ont un quasi-monopole sur les établissements d'enseignement supérieur, sur les théâtres, etc. Tous ces revenus immenses (qui pour l'Etat sont des dépenses) ne sont naturellement pas pris en compte dans les 96 milliards dont parle Staline. Malgré cela, Staline n'ose même pas aborder la question de la répartition de ce fonds légal des salaires (96 milliards) entre les ouvriers et les employés, entre les manœuvres et les stakhanovistes, entre les petits et les hauts fonctionnaires. Il ne fait pas de doute que dans cet accroissement du fonds officiel des salaires, la part du lion est allée aux stakhanovistes, que les primes vont aux ingénieurs, etc. En manipulant les chiffres à l'aide de moyenne, dont la justesse même est douteuse,

en réunissant en une seule catégorie les ouvriers et les employés, en métamorphosant en employés les bureaucrates de haut rang, en taisant l'existence de fonds secrets fabuleux, en « oubliant » dans la définition du « salaire moyen » de mentionner les employés et en ne parlant que des ouvriers, Staline poursuit un but très simple : tromper les ouvriers, tromper le monde entier, en dissimulant les revenus colossaux et toujours croissants de la caste de privilégiés.

« La défense de la propriété socialiste contre les voleurs et les pilliers » signifie neuf fois sur dix la défense des bénéficiaires de la bureaucratie contre l'agression des couches non privilégiées. Il n'est pas sans intérêt d'ajouter que les revenus secrets de la bureaucratie ne sont fondés ni sur les principes du socialisme, ni, non plus, sur les lois du pays, et qu'ils ne sont rien d'autre que du vol. Outre ce vol légalisé, il y a un superpillage illégal sur lequel Staline est obligé de fermer les yeux, car les voleurs sont son meilleur soutien. *L'appareil d'Etat bonapartiste est donc l'organe chargé de la défense des bureaucrates-voleurs et pilliers de biens du peuple.* Cette formulation théorique sera beaucoup plus proche de la vérité.

Staline est obligé de mentir sur la nature socialiste de son Etat pour la même raison qui l'oblige à mentir sur le salaire des ouvriers : dans l'un et l'autre cas, il se conduit comme le représentant des parasites privilégiés. Dans un pays qui a connu une révolution prolétarienne, il est impossible de cultiver l'inégalité, de créer une aristocratie, d'accumuler des privilèges autrement qu'en déversant sur les masses des torrents de mensonges et une répression toujours plus monstrueuse.

Le pillage et le vol, sources fondamentales des bénéficiaires de la bureaucratie, ne sont pas un système d'exploitation au sens scientifique du terme, une classe possédante. C'est précisément le fait qu'elle ne repose pas sur des rapports de classes — ce que les bases sociales de la révolution d'Octobre rendent absolument impossible — qui donne à l'activité de la machine d'Etat son caractère convulsif. Pour que la bureaucratie puisse continuer à voler systématiquement, son appareil d'Etat est contraint de recourir systématiquement à des actes de brigandage. Tout cela ensemble crée un système de gangstérisme bonapartiste.

Croire que *cet* Etat pourrait « dépérir » pacifiquement, ce serait nager en plein délire théorique. Il faut abattre la caste bureaucratique. L'Etat soviétique doit renaître. Alors seulement, sera ouverte la perspective du dépérissement de l'Etat.

[LA QUESTION DES CURTISS]¹

(1^{er} mai 1939)

Cher Ami,

C'est mon avis que nous devons faire venir Munis² ici aussi rapidement que possible. Curtiss a fait tout ce qui était possible dans les conditions données, et je ne vois aucune raison de le garder ici maintenant qu'on peut bien mieux utiliser son travail aux Etats. Aussi le climat ici est très défavorable à Lillian et, en dépit du fait qu'elle ait été pour moi une collaboratrice précieuse, je dois insister sur la nécessité pour elle de revenir aussi vite que possible.

Curtiss fait dépendre son retour de l'arrivée de Munis. Je ne connais pas les plans ou désirs de Munis : quand il quitte la France et s'il va ou non aux Etats-Unis. Curtiss redoute qu'on puisse faire à New York des efforts pour le retenir pour le comité pan-américain. Ce serait faux. Munis devrait venir ici où il serait dix fois plus utile. Je vous prie de faire tout ce qui est possible en ce sens.

1. Lettre (7544), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. *Munis* était le pseudonyme de Manuel *Fernández Grandizo* (né en 1912) qui avait dirigé en Espagne le groupe bolchevik-léniniste et dont on venait d'apprendre qu'il avait réussi à échapper à la fois au G.P.U. et à Franco. Il était militant de l'opposition de gauche depuis 1930. La famille de Munis se trouvait au Mexique qu'il avait lui-même quitté pour rejoindre l'Espagne au début de la guerre civile. La perspective de la venue au Mexique de ce militant expérimenté permettait d'envisager le départ de Curtiss.

[LES DIFFICULTÉS DU COMITÉ PAN-AMÉRICAIN]¹

(1^{er} mai 1939)

Mon Cher Ami,

Je comprends très bien les difficultés que rencontre le travail du comité pan-américain². Personne ne veut un travail sérieux, surtout quand ce travail a un caractère technique et anonyme. L'unique solution que je puisse voir à ces difficultés est la création d'un bureau technique du P.A.C. Ce bureau consisterait de gens jeunes et dévoués. Si vous pouviez les trouver, un ou deux Allemands réfugiés seraient très précieux. C'est-à-dire, bien sûr, s'ils ne sont pas paresseux, ce qui arrive aussi chez les Allemands de temps en temps.

Avant de recevoir notre dernière lettre, j'ai communiqué mes propositions sur la France également au comité pan-américain. Malgré la dépense, nous devons envoyer deux camarades pour arriver à une vraie solution, autrement le nouveau voyage s'avère inutile et approfondira la crise en France tout en provoquant une aux Etats.

1. Lettre à J. Frankel (8184), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Jan Frankel avait mis sur pied ce comité pan-américain (P.A.C.) qui avait bien fonctionné pendant une année environ et dont Trotsky envisageait de faire une sorte de supplément du S.I. Mais le nouveau responsable en était le Brésilien Pedrosa qui n'avait pas un grand intérêt pour son fonctionnement. Frankel s'était plaint du manque de bras et d'organisation.

[DES CONDITIONS STRICTES]¹

(4 mai 1939)

Cher Monsieur Mendel²,

Je regrette beaucoup de ne pouvoir autoriser un raccourcissement ou un réaménagement de mon manuscrit de l'introduction. Je considérerai le moindre changement comme une violation du contrat. Je n'ai pas dépassé les limites. Mon introduction avait 10 000 mots, comme il était entendu dans notre correspondance. J'ai ajouté quelque 2 000 sur l'insistance des éditeurs.

Après l'expérience avec la première introduction qui m'a demandé presque deux mois de travail, il ne me serait pas possible d'accepter de signer aux mêmes conditions pour le *Matérialisme dialectique*, qui est une question plus compliquée et qui me demanderait plus de travail.

En tout cas, je souhaite voir comment l'éditeur va traiter le premier livre. Les stalinien, qui sont influents dans le monde de l'édition, vont s'opposer obstinément à sa diffusion. D'un autre côté, la presse réactionnaire-démocratique va, bien entendu, le saboter. Que soit assurée la diffusion nécessaire de ce livre, cela dépend des capacités et de l'obstination des éditeurs. Les méthodes de publicité qui sont bonnes pour Loyola et Schopenhauer³ ne suffisent pas pour Karl Marx.

1. Lettre à A. O. Mendel (9049), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Alfred O. Mendel, d'origine allemande, dirigeait la maison d'éditions de New York Longmans & Green. Les relations étaient assez tendues entre Trotsky et lui depuis le volume sur Marx dont il s'agit ici et les objections qu'il faisait au texte d'introduction de Trotsky.

3. La maison Longmans & Green publiait également des choix de textes d'autres auteurs. Ignace de Loyola (1491-1556), de son vrai nom Iñigo de Oñez y Loyola, fondateur de la Compagnie de Jésus, avait écrit notamment les *Constitutions de l'Ordre* et les *Exercices spirituels*. Arthur Schopenhauer (1788-1860) est un philosophe allemand.

[LES AMIS ATTENDUS]¹

(5 mai 1930)

Bien Chère Amie,

Nous sommes en plein déménagement² et Natalia est extrêmement fatiguée. Une lettre française est toujours pour elle un effort. Elle vous remercie et embrasse chaleureusement pour votre lettre. Nous entreprenons immédiatement les démarches nécessaires pour qu'elle puisse aller à New York et vous y rencontrer³. Il n'est pas nécessaire de vous dire combien elle serait heureuse de réussir. Ce voyage aurait d'ailleurs peut-être une influence favorable sur son état général (elle ne dort pas). Si nous ne réussissons pas (et c'est fort possible), les amis américains feront tout le nécessaire pour votre court séjour à New York comme pour l'enfant.

Malgré les événements qui se précipitent et un peu malgré la raison elle-même, nous ne perdons pas l'espoir de vous voir ici à l'automne. Il y a même dans la nouvelle maison une petite chambre que nous nommons avec Natalia la « chambre des Rosmer ».

Nous vous embrassons chaleureusement.

1. Lettre à M. Rosmer (9929) dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Les Trotsky venaient de quitter la « maison bleue » de l'avenida Londres, qui appartenait à Frida Kahlo de Rivera pour s'installer dans une maison de l'avenida Viena qu'ils louaient à une M^{me} Turati.

3. Les Rosmer allaient amener le petit-fils de Trotsky, le jeune Sieva ; ils embarquaient au Havre et devaient faire une escale à New York ; Natalia avait rêvé d'aller les accueillir.

CONSTAT DE DÉSACCORD¹

(6 mai 1939)

Cher Camarade,

Votre lettre² si amicale du point de vue personnel, me démontre de nouveau que vous passez par une crise idéologique traînante et que vous transformez votre mécontentement contre vous-même en mécontentement contre les autres. Vous parlez d'intrigues, de fausses informations³, etc. Je n'en connais pas. Je connais seulement vos écrits et vos actes. Vous soutenez contre la IV^e Internationale tout le monde « soutenable ». Cela démontre que, politiquement, votre solidarité avec nous est beaucoup plus faible que votre antagonisme. Après les inévitables échecs de votre politique que je nomme, pour mon propre usage, individualiste et même, passez-moi le mot, aventuriste, vous devrez changer votre fusil d'épaule. Je ne perds pas l'espoir de vous voir retrouver le chemin de la IV^e Internationale. Mais actuellement vous en êtes un adversaire, d'ailleurs assez hostile, qui exige néanmoins qu'on le traite en ami politique.

Mes meilleurs saluts.

1. Lettre à Victor Serge (10278), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Trotsky répond ici à une lettre de Serge du 18 mars.

3. Victor Serge écrivait qu'il y avait dans le groupe b.l. russe de Paris « des choses pas nettes » et exprimait ses soupçons concernant Lilia Ia. Ginzberg (Lola Estrine), longtemps secrétaire de Sedov, en laquelle il voyait un possible agent du G.P.U. De fait, il y avait dans ce groupe un agent, Mordka Zborowski, qui avait éveillé les soupçons de Pierre Naville depuis longtemps et que Sneevliet aussi mettait en cause. Mais il ne fut jamais sérieusement surveillé et en particulier filé, malgré la demande adressée par Trotsky à ce sujet. Lola Estrine, de son côté, renseignait Trotsky dans le détail sur la vie interne du « groupe russe ».

[LA QUESTION SERGE]¹

(6 mai 1939)

Chers Amis,

Nous sommes depuis quelque temps en plein déménagement, ce qui m'a empêché de vous répondre à temps.

J'espère être plus exact à l'avenir.

La prétention de Victor Serge me paraît absolument fautive². Il me reproche le fait d'avoir critiqué son article déjà *publié* sans attendre son livre ; mais si son article ne représente pas exactement son livre, c'est lui qui devait attendre la publication de son livre et ne pas lancer l'article en circulation. D'ailleurs Victor Serge mue continuellement. Si l'on devait obéir à son nouveau précepte, il faudrait s'abstenir de critiquer quoi que ce soit de sa plume, parce que, dans un nouveau livre, il apporterait toujours quelque chose de nouveau et d'inattendu.

Je doute d'ailleurs beaucoup qu'il faille occuper les modestes colonnes de votre hebdomadaire avec une controverse qui n'enseignera pas grand-chose à vos lecteurs. Pour ses écrits, Victor Serge recherche des publications qui nous sont foncièrement hostiles. Nous n'entreprenons pas de le réfuter dans ces publications. Or, dans ces conditions, il ne peut pas prétendre polémiquer avec nous dans les pages de nos propres publications. Telle est mon opinion.

A ce que je vois, vous avez réuni aux élections près de 7000 voix³. Je trouve ce résultat, étant donné l'atmosphère d'avant-guerre, tout à fait satisfaisant et prometteur.

1. Lettre au P.S.R. (7818), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Victor Serge s'était adressé à *La Lutte ouvrière* belge pour faire paraître une polémique contre Trotsky.

3. La liste conduite par Walter Dauge, notamment, avait remporté un vrai succès lors des élections municipales à Flénu dans le Borinage.

[PROPOSITIONS PRATIQUES]¹

(6 mai 1939)

Cher Ami,

Nous avons reçu avec retard la nouvelle copie de la lettre de Jeanne Molinier concernant les documents et objets laissés par Léon, la première copie ayant été brûlée sur le *Paris*. Je n'entre pas dans la critique des « considérants », lesquels sont matériellement faux, comme vous le savez aussi bien que moi. Pour ce qui est des procédés à employer, je propose ce qui suit :

1. Entrer matériellement en possession de tous les objets et documents en question.

2. Inviter Jeanne Molinier pour le moment où il s'agira de classer sommairement les lettres et documents afin de lui donner la possibilité d'entrer directement et immédiatement en possession de la correspondance entre elle et Léon Sedov pour qu'elle ait la certitude absolue que personne n'a touché à cette correspondance.

3. Quant aux objets, ils doivent être remis entièrement à Jeanne Molinier. Pour ce qui est des photos de Léon que nous ne possédons pas, nous nous réservons le droit d'en faire des copies. Mais cela va de soi...

Toutes les mesures de précautions seront naturellement prises pour assurer la transmission des documents à l'abri d'attaques éventuelles.

1. Lettre dictée en français pour G. Rosenthal (9832), avec la permission de la Houghton Library.

[LA LONGUEUR DU MANUSCRIT]¹

(8 mai 1939)

Cher Monsieur Mills²,

J'ai reçu une lettre de M. Mendel datée du 3 mai dans laquelle il propose de réduire l'introduction au *Capital* de 15000 à 10000 mots. M. Mendel affirme que j'ai dépassé les limites fixées. Je regrette beaucoup d'être obligé d'établir qu'une fois de plus M. Mendel fait des affirmations inexactes.

Pendant le cours de mon travail, le volume du livre a été augmenté de 10000 mots. Nous nous sommes entendus, avec M. Rühle³, pour que j'utilise 4000 de ces 10000 pour mon introduction. J'ai tout de suite informé M. Mendel de cette décision dans ma lettre du 8 février. Il a accepté cette nouvelle disposition dans sa lettre du 14 février. J'ai remis une introduction d'environ 10000 mots. Puis M. Mendel a commencé à insister pour un supplément sans aucune mention de l'abréviation du texte déjà écrit. Après quelque hésitation et en dépit du manque de temps, j'ai été d'accord pour écrire la partie supplémentaire.

Maintenant M. Mendel propose de réduire l'introduction de 50 %. Je lui ai écrit que je considérerais toute modification comme une rupture du contrat et je dois le répéter ici sous la forme la plus catégorique.

1. Lettre à E. K. Mills Jr (8935), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library

2. Edward K. Mills Jr était l'un des dirigeants de la maison d'édition Longmans & Green et Trotsky en appelait auprès de lui des pratiques d'Alfred O. Mendel.

3. Otto Rühle (1874-1943), député social-démocrate au Reichstag en 1913 avait voté avec Liebknecht contre les crédits de guerre en 1915. Leader des « gauchistes » du K.P.D., puis du K.A.P.D. puis porte-parole des « spontanéistes », il était revenu plus tard au S.P.D. Il avait été membre de la commission Dewey. C'est lui qui avait opéré le choix des textes pour les écrits de Marx introduits par Trotsky pour la maison Longmans & Green : c'était certainement à son égard l'un des meilleurs connaisseurs de l'œuvre de Marx.

LÉON TROTSKY

S'il existe réellement des obstacles techniques insurmontables dans la voie de l'augmentation (faite à l'initiative et même sur l'insistance de l'éditeur) de la longueur de l'introduction, je ne vois plus qu'une possibilité : s'adresser à M. Rühle et lui proposer d'éliminer quelques parties secondaires du texte du *Capital*. Si ma mémoire est bonne, il a proposé de le faire de lui-même en cas d'extrême nécessité. Malheureusement il n'est pas en ville actuellement.

[LA MISE AU POINT DE LA TRADUCTION]¹ (8 mai 1939)

Cher Camarade Abern,

J'ai reçu deux lettres de Mendel (Longmans & Green éditeurs) concernant la traduction. C'est un homme prétentieux et indigne de confiance. Il ne sait pas l'anglais et ne comprend pas grand-chose au marxisme. Je ne peux pas lui permettre de changer un mot de la traduction. Il a essayé également d'éliminer quelque chose de l'introduction sous le prétexte que j'avais dépassé les limites. Mais c'est faux. J'ai accepté les 10000 mots et je les ai remis. Alors ils ont beaucoup insisté pour un supplément. J'ai accepté. Ils sont gênés par ma critique de l'économie des Etats-Unis. A cet égard, bien entendu, je ne leur sacrifierai pas un seul mot. Pourtant un travail de mise au point sérieux et prudent s'impose. Malamuth n'est pas un Américain, mais un Russe qui connaît l'anglais. Ce n'est pas la même chose. Je ne sais pas non plus jusqu'à quel point il connaît bien la terminologie marxiste. Il nous faut considérer que les plus légères erreurs seraient utilisées par nos adversaires, non seulement contre l'auteur, mais contre notre parti aux Etats. C'est pourquoi j'ai proposé une mise au point avec l'aide du comité national ou au moins d'une seul camarade, compétent. Peut-être recevrai-je une réponse à cette question ce matin, mais il faut que j'envoie cette lettre par le prochain avion.

Mendel a quelques questions et suggestions concernant le texte. Il ne m'est pas possible de régler ces problèmes par une correspondance avec lui. Il devrait transmettre ces questions à vous ou directement au camarade qui est engagé dans ce travail.

1. Lettre à M. Abern (7866), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

Malamuth a demandé s'il ne serait pas mieux de dire que le New Deal se réalise aux dépens de la prospérité, plutôt que ce que je dis dans mon texte, aux dépens des générations passées². Mais je voudrais dire une chose très simple, à savoir que la possibilité du New Deal est assurée par la richesse accumulée par les anciennes générations. Bien entendu, c'est aussi un fardeau sur les générations qui viennent, mais seule une nation très riche peut se permettre une telle politique. Il faudrait changer le texte dans ce sens.

P.-S. Je viens de recevoir votre lettre du 5 mai. Merci beaucoup. Mendel insiste maintenant que pour l'introduction soit réduite de 15 000 à 10 000 mots. Je ne ferai aucune concession à cet égard. Ils ont manœuvré longtemps pour remplacer les Etats-Unis par d'autres pays. J'inclus une copie de ma dernière lettre à Longmans & Green.

2. Cf. *Œuvres*, 20, pp. 168.

[LA SITUATION EN FRANCE]¹

(9 mai 1939)

Chers Camarades,

Dans une situation aussi critique que la présente, et j'envisage par là aussi bien la situation objective que la situation dans votre organisation, les demi-mesures sont fatales. Il faut se décider pour une voie ou pour une autre, mais ne pas rester dans l'équivoque. Vous vous souvenez peut-être qu'au mois de septembre j'étais plutôt contre l'entrée dans le P.S.O.P. Quelles étaient mes raisons ?

1) J'imaginai que la composition sociale du P.S.O.P. était bien pire qu'elle ne l'était ;

2) Je ne m'imaginai pas, et de loin, que la situation du P.O.I. était aussi mauvaise qu'elle l'était² ;

3) La France passait par un des moments les plus critiques et on pouvait craindre qu'au moment du déclenchement de la guerre notre organisation soit paralysée.

Cette appréciation de la situation s'est avérée incomplète, unilatérale et même fautive. Votre activité depuis le dernier congrès et la scission ne laisse entrevoir aucune perspective³.

1. Lettre à la direction du P.O.I. (7878), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library. Le P.O.I. était la section officielle, dirigée par Pierre Naville et Boitel qui avaient obtenu la majorité au congrès de janvier contre Rous et Craipeau.

2. Goldman avait écrit, parlant de la « désorganisation totale » du P.O.I. et de l'organisation de jeunesse, les J.S.R. Après le congrès de janvier 1939 et la scission, le P.O.I. n'avait plus que 120 à 130 militants environ ; mais ses effectifs avaient rapidement fondu et Goldman, dans une lettre, mentionne une assemblée générale où il n'y a pas, pour toute la région parisienne, quarante présents.

3. Trotsky fait allusion, en parlant de « la scission », au départ du congrès de la minorité dirigée par Rous qui avait effectué l'entrée dans le P.S.O.P. Les gens qui restaient dans le P.O.I. étaient paralysés par leurs divisions, certains souhaitant entrer sous conditions, d'autres se refusant par principe à l'entrée que d'autres enfin jugeaient inopportune.

Vous voulez simplement continuer à publier *La Lutte*, c'est-à-dire faire le simulacre de la continuité de l'action du parti. Vous voulez, il est vrai, faire entrer vos « forces essentielles » dans le P.S.O.P. en invitant Rous et ses camarades à « coordonner » leur activité à la nôtre. Jusqu'aujourd'hui la divergence a paru se limiter à la question de l'entrée. Maintenant que vous vous décidez pour l'entrée des « forces essentielles », vous parlez de la « coordination », c'est-à-dire que vous voulez maintenir la scission à l'intérieur du P.S.O.P. Quelles en sont les raisons politiques ? Vous ne les indiquez pas, en tout cas.

Vous voulez en même temps maintenir un noyau en dehors du P.S.O.P. avec *La Lutte* et *IV^e Internationale*. En d'autres termes, vous voulez qu'à part la fraction des B.L. dans le P.S.O.P. inspirée directement par le S.I., il y ait une autre fraction inspirée par le noyau qui va publier *La Lutte* et *IV^e Internationale*⁴. Vous voulez ainsi non seulement maintenir la scission des deux groupes B.L. à l'intérieur du P.S.O.P., mais aussi votre antagonisme avec le S.I. Quelles sont les raisons politiques ? Le conflit a eu pour origine la question de l'entrée, le S.I. étant dans sa majorité contre vous. Quelles sont vos divergences avec le S.I. actuellement ? Vous n'en dites rien.

Quand le P.O.I. était une organisation une et indépendante, il s'est avéré incapable de publier régulièrement le journal et la revue. Comment voulez-vous arriver à les publier après la scission et après l'entrée de vos « forces essentielles » dans le P.S.O.P. ? Croyez-vous obtenir des cotisations des membres du P.S.O.P. pour vos publications ? Mais c'est impossible à tous points de vue. D'autre part, vous ne pouvez naturellement croire que les camarades américains vont subventionner un petit noyau isolé, pratiquement indépendant de toute organisation, y compris le S.I. Les camarades américains ont voulu et veulent vous aider à sortir de la stagnation. Ils ont fait à cet effet un effort exceptionnel. Mais je doute beaucoup qu'ils soient prêts à subventionner l'existence d'un noyau problématique qui n'aurait d'autre sens que de maintenir la firme.

Camarades, vous avez perdu trop de temps ! Le fait que la

4. *La Lutte ouvrière* était jusqu'à ce moment l'organe du P.O.I. de même que *IV^e Internationale*, mais toutes deux étaient d'une parution très irrégulière. Trotsky souhaitait qu'une revue théorique soit publiée non par le « noyau » mais par le S.I.

clique de Molinier se soit emparé de la jeunesse du P.S.O.P.⁵ est le résultat de ce retard. Il ne s'agit plus de tergiverser. Il faut une décision radicale. Il faut que le P.O.I. tout entier entre dans le P.S.O.P., à l'exception peut-être de deux ou trois camarades qui sont nécessaires pour le travail du S.I. et qui seraient, je le crains, difficilement acceptés par le P.S.O.P.

Alors, peut-on objecter, la IV^e Internationale restera, en ce moment critique, sans publication en langue française? Vous savez que notre section américaine est effectivement restée pour un certain temps sans aucun organisme propre⁶, et néanmoins elle est sortie de cette situation difficile renforcée et mûrie. Mais je ne crois pas que nous devions rester sans aucune publication de langue française. La fraction B.L. au sein du P.S.O.P. a entrepris la publication de sa revue⁷. Pourquoi ne pourrait-elle pas être la tribune de la fraction unie des B.L.? C'est la seule possibilité d'avoir un organe qui exprime vraiment l'expérience des B.L. dans le P.S.O.P., c'est-à-dire soit un instrument d'action politique et non l'expression d'idées individuelles de quelque petit noyau, affranchi en fait de tout contrôle national et international. Il s'agirait seulement d'assurer une composition adéquate de la rédaction de cette revue intérieure.

D'autre part, nos camarades américains envisagent la publication d'une revue mensuelle ou bi-mensuelle sous l'égide du S.I. pour les besoins de tous les pays de langue française, en premier lieu naturellement la France. La rédaction de cette revue devrait comprendre un ou deux camarades du P.O.I. qui n'entreraient pas dans le P.S.O.P. pour les raisons indiquées plus haut, un représentant du comité central belge, peut-être un ou deux représentants d'autres pays latins qui n'ont pas d'organe propre. Il s'agit en somme d'un organe de la IV^e Internationale dont l'une

5. Un des militants du P.C.I. entrés dans le P.S.O.P., Roger *Foirier* (né en 1910), était devenu membre du bureau national des J.S.O.P., puis secrétaire de la fédération de la région parisienne qu'il contrôlait avec ses camarades « entrés », ce qui allait provoquer une vive riposte de la part de la direction du P.S.O.P.

6. Lors de l'entrée des membres du W.P.U.S. dans le S.P.A., la direction de ce dernier avait posé entre autres conditions la disparition de *The Militant*. Ce fut réalisé. Cependant les trotskystes trouvèrent au bout de quelques mois l'hospitalité dans un petit périodique, *Socialist Appeal*, publié à l'époque à Chicago par Albert Goldman qui avait quitté l'organisation quelques mois plus tôt pour entrer individuellement au parti socialiste. Le congrès suivant interdisait dans le S.P. les organes de tendance et *Socialist Appeal* disparut; sa reparution, en dépit de l'interdiction, fut le signal de l'exclusion des trotskystes et de la fin de l'expérience « entriste » aux Etats-Unis.

7. La fraction Rous entrée dans le P.S.O.P. publiait *La Voie de Lénine*, un organe de tendance dans le P.S.O.P.

des tâches serait d'aider les B.L. au sein du P.S.O.P. Les camarades américains, comme je le vois de lettres reçues de New York, seraient tout à fait prêts à assurer l'existence d'une telle revue. Selon mon opinion, elle devrait paraître deux fois par mois et avoir un contenu beaucoup plus riche et beaucoup plus ample que *IV^e Internationale*. La discussion entre B.L., en particulier entre les différentes tendances ou nuances françaises, ne serait nullement exclue, mais dans le cadre d'un travail commun dans le P.S.O.P. et sous la direction du S.I.

Telles sont les propositions adoptées dans le comité national de notre section américaine. Pour ma part, j'appuie entièrement ces propositions. Je propose au S.I. de les adopter, non comme des propositions (ce procédé est épuisé), mais comme une décision ferme et catégorique. Je fais un appel spécial au comité central de notre section belge pour qu'il soutienne l'initiative de nos camarades américains avec toute l'énergie nécessaire. D'ailleurs, un organe théorique avec la participation directe de la section belge aurait les plus grands avantages pour celle-ci.

Il ne s'agit pas actuellement de chercher les « responsabilités » de la stagnation du P.O.I. Il s'agit seulement d'en sortir. Tous les membres du P.O.I. ont besoin d'un nouveau milieu. Il n'y a plus de temps à perdre. La *IV^e Internationale*, par son organe exécutif, doit ordonner à sa section française une réorientation complète et la section française doit faire acte de discipline. Il n'y a rien d'humiliant à obéir à la décision de son organisation internationale et je suis sûr qu'elle sera obéie.

Mes saluts les plus fraternels.

[UNE APPRENTIE DACTYLO]¹

(9 mai 1939)

Cher Monsieur Collins²,

J'ai une nouvelle dactylo russe ou, plus précisément, une apprentie³. Elle tape très lentement, mais elle tape. Dans l'interrègne, je n'ai pas perdu de temps. J'ai travaillé à la main sur les chapitres restants et maintenant, si ma nouvelle dactylo n'a pas d'accident d'auto, j'espère commencer à remettre les chapitres restants dans le mois qui vient⁴.

1. Lettre à A. Collins (7621) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Allan Copeland *Collins* (1902-1968) était directeur de l'agence littéraire Curtis & Brown que Walker avait présentée à Trotsky.

3. Il s'agissait de Faina Iverskaia.

4. L'agence attendait avec impatience la biographie de Staline.

[COMMENT S'Y PRENDRE EN FRANCE]¹

(9 mai 1939)

Cher Camarade Goldman²,

Je vous envoie mes lettres aux sections française et belge avec des copies pour le S.I. et votre comité national. Je ne les envoie pas directement aux sections auxquelles elles sont désignées, parce que je ne veux pas que ces lettres arrivent en France avant vous. Vous pouvez les remettre vous-même au moment propice.

Il est clair pour moi que Naville et les autres membres du comité central veulent que leurs propres positions et activités soient le moins possible altérées. Ils ne peuvent pas continuer à l'ancienne manière parce que les difficultés matérielles sont trop grandes et leur manque de succès trop évident. Ils sont prêts à abandonner l'important fardeau de leur organisation à la condition que l'oncle Sam leur assure la possibilité de publier leur journal et leur revue. De cette façon, ils sauveraient la face et auraient même la possibilité de polémiquer contre la fraction Rous, le S.I. et ainsi de suite. C'est la signification véritable de leurs propres propositions, que j'ai reçues hier et dont je vous joins copie.

Extérieurement, leurs propositions sont au moins un peu semblables aux nôtres, mais l'esprit en est tout à fait différent, pour ne pas dire opposé. C'est pourquoi une confusion entre les deux propositions ou un compromis pourri pourraient, à mon

1. Lettre à A. Goldman (8308), traduit de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Albert Goldman (1897-1960), avocat de Trotsky, avait été désigné par la direction du S.W.P. comme l'un de ses deux dirigeants qui devaient se rendre en France et y régler la crise de la section française en assurant l'entrée de ses militants dans le P.S.O.P.

avis, être fatals. Les raisons en sont claires d'après mes lettres françaises. Il faudra que quelqu'un les traduise en anglais pour les délégués et pour le comité national.

J'imagine la procédure pour les délégués de la façon suivante :

Pendant les deux ou trois premiers jours, un certain nombre de grandes discussions auront lieu, destinées particulièrement à l'information des délégués, sans aucune proposition de leur part. Il faut donner aux camarades français la possibilité d'exprimer leurs objectifs et souhaits véritables. Ce n'est qu'après cette discussion, ou cette série de discussions, qu'une session élargie du S.I. avec les Belges, etc. prendra sa décision sous une forme parfaitement catégorique, comme le dernier mot de l'Internationale sur cette situation. Il faudrait préparer une assemblée générale pour annoncer la décision. Il serait peut-être mieux de tenir deux assemblées générales des membres, une avant la décision et une après la discussion avec les sommets, afin d'entendre la voix de la base et de lui donner la satisfaction d'avoir été entendue avant la décision, une seconde assemblée pour l'annonce de la décision, avec toute une série d'orateurs préparés d'avance, pour la défendre.

En ce qui concerne Naville et quelques autres (vous trouverez lesquels) qui devraient entrer au S.I. et au comité de rédaction de la publication en français, la décision doit être plus catégorique encore et toute démission de leur part devrait être rejetée et condamnée. C'est mon opinion que le ton des discussions devrait être extrêmement amical et le ton des décisions extrêmement ferme et impitoyable, de même que pour tout ce qui concerne l'application des décisions. A partir d'un certain moment, ils doivent sentir que l'Internationale ne permettra pas qu'on badine avec elle. C'est un moment psychologique important, non seulement pour les jeunes, mais pour quelques-uns des dirigeants.

Il y a également un danger qu'après avoir accepté formellement les décisions, les camarades dirigeants restant à l'extérieur du P.S.O.P. puissent essayer d'organiser et de guider leur propre fraction à l'intérieur du P.S.O.P. Il est bien entendu impossible d'empêcher un tel travail « illégal » simplement par des décisions générales, mais à cet égard sera également décisive la composition du comité de rédaction du journal français. En même temps, le secrétariat international pourrait nommer une commission spéciale de trois camarades, disons : Naville, le délégué américain et un troisième, un bon, avec la mission d'observer la

situation française jour après jour. Une telle commission pourrait tracer une limite morale pour les camarades français.

Il nous faut paralyser l'influence démoralisante de la clique Molinier sur le P.S.O.P., surtout sur ses jeunes³. Si une lettre de moi, caractérisant Molinier et sa clique (je les connais très bien) peut être utile, vous pouvez m'écrire, voire me câbler, je l'écrirai aussitôt.

Au cas où quelques camarades français protesteraient à cause du retard avec lequel ma lettre leur aurait été remise, si vous estimez ce délai nécessaire, je vous donne à vous et à votre compagnon de voyage le droit de déclarer que je vous ai donné le plein pouvoir suivant :

« Chers Camarades, je suis d'accord avec la ligne générale de votre comité national sur la question française. Je réponds dans le même esprit aux camarades français, mais je ne suis pas certain que ma lettre ne puisse pas vous gêner d'une façon ou d'une autre dans votre activité à Paris. Je mets ces lettres à votre entière disposition, vous pouvez les remettre quand vous l'estimerez bon, ou même ne pas les remettre du tout. Fraternellement. »

Il me semble que c'est là tout ce que je puis dire d'ici. Bonne chance et meilleurs vœux.

3. C'est une déclaration datée du 5 décembre 1938 qui avait annoncé que « les militants du P.C.I. » adhéraient « au P.S.O.P. ». La décision avait été prise les 30 et 31 octobre, après l'entrée des jeunes de la J.C.I. dans les J.S.O.P. Tous n'avaient pas été admis et un conseil national de décembre avait décidé l'examen des candidatures de Raymond Molinier, Pierre Frank et Paul Trocello par une commission spéciale qui était appelée à rapporter devant le congrès. Le 19 mars 1939, les militants ex-J.C.I. avaient réussi à prendre la direction de la fédération J.S.O.P. de la Seine dont ils éditaient l'organe *La Jeune Garde*.

**[UNE LETTRE
ET UN APPEL ANONYMES]¹**
(10 mai 1939)

Cher Ami,

Je vous envoie une lettre anonyme reçue il y a quelques jours de San Francisco². Deux ou trois jours auparavant, nous avons reçu un coup de téléphone de San Francisco de quelqu'un qui demandait Natalia ou un secrétaire parlant russe. Nous n'avons pas répondu à cet appel parce qu'il n'était pas sur notre système de téléphone et qu'il aurait fallu aller hors de la maison, il faisait nuit et nous étions pleins de doutes sur toute l'affaire. Puis deux jours après est arrivée cette lettre en deux exemplaires, un adressé à moi et l'autre à Natalia.

L'importance de cette lettre est clair à son texte. Je crois que l'auteur est le même qui préalablement nous a envoyé une lettre de New York demandant une réponse dans le *Socialist Appeal*³. J'ai considéré la première lettre à 75 % comme une provocation pour nous faire soupçonner un camarade déterminé. L'allusion à Loutchkov⁴ aussi était trop improbable. La lettre ci-jointe

1. Lettre à J. Frankel (8185), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Nous ne possédons pas le texte de cette lettre qui fait peut-être partie de celles qui n'ont pas été identifiées dans les papiers d'exil. Nous ne savons pas pourquoi Trotsky fait le rapprochement avec la lettre anonyme qu'il avait reçue fin 1937 de Philadelphie — et dont nous savons, nous, qu'elle émanait du guépéoutiste Orlov — mais nous pouvons imaginer qu'elle était une mise en garde contre l'entourage de Sedov.

3. Allusion à la lettre anonyme envoyée par Orlov, *Œuvres*, 20, pp. 29, et 41.

4. Henrikh S. *Loutchkov* (1900-1945) était entré en 1918 dans l'Armée rouge, était en 1919 commissaire politique d'une brigade et tchékiste en 1920. Il avait connu un avancement rapide et avait été en 1932 promu au poste d'adjoint de Moltchanov, chef du département des « affaires spéciales ». En cette qualité, il avait joué un rôle dans la préparation des accusés du procès de Moscou. Épargné par la purge qui avait notamment abattu Moltchanov sous Iagoda, il

semble incomparablement plus digne de confiance. Je ne peux pas voir l'intérêt que le Trois-Lettres⁵ pourrait avoir à nous envoyer un tel message. Je suppose que l'auteur est le même, à savoir W[alter]⁶. En ce cas, si les deux lettres proviennent de la même source, la première mérite plus d'attention (je n'ai jamais reçu de communication sur les résultats de l'enquête)⁷.

Quel intérêt peut avoir W[alter] à agir de façon aussi énigmatique ? Je crois qu'il n'a pas confiance en nous. Il connaît quelques agents dans notre milieu. D'un autre côté, il est plus ou moins inspiré par quelque animosité à notre égard. Il a parlé à notre ami commun décédé⁸ de plusieurs attentats préparés contre son père. Il lui a même communiqué des détails. Je ne les connais pas, parce que, à cette époque, on avait prévu que W[alter] me rencontrerait et me dirait tout ce qu'il savait. Mais, sous quelque mystérieuse influence, il a changé d'attitude. Peut-être a-t-il simplement remarqué que nous lui étions totalement étrangers. C'est de sa propre initiative qu'il a rompu presque toutes les relations avec notre jeune ami. Après la mort de notre ami, il nous a envoyé un câble de condoléances. Ce fut tout.

La raison pour laquelle il est allé aux Etats, les gens qui l'ont aidé, tout cela je l'ignore absolument. Je suis certain qu'il en sait infiniment plus que ce qu'il dit ou écrit. Bien des choses qu'il connaît sont certainement compromettantes pour lui-même ; il n'était pas un observateur dans ces affaires...

Est-il réellement l'auteur de la lettre ci-jointe ? Il faudrait découvrir s'il a visité l'exposition de San Francisco, mais d'abord, il faut le trouver lui. Même s'il n'est pas l'auteur de cette lettre, il connaît les préparatifs pour plusieurs attentats, ainsi que bien d'autres choses. *Il doit parler*. Nous sommes intéressés à lui éviter toute difficulté et *nous pouvons même l'aider à cet égard*. Vous vous souvenez bien sûr que sa première présentation à l'opinion publique a été faite conformément à un plan proposé par nous

avait été nommé à la tête du G.P.U. dans la région de Rostov, puis en Extrême-Orient, et, le 13 juin 1938, il avait franchi les lignes, se rendant aux Japonais. Dans sa lettre, Orlov se réclamait de lui pour rendre crédible le fait que l'auteur de la lettre connaissait un élément aussi important que l'implantation d'un agent dans l'entourage de Léon Sedov.

5. Il s'agit de Krivitsky : aucun élément sérieux n'indique pourquoi Trotsky a erré avec autant de constance sur cette fausse piste.

6. « Trois Lettres », c'est G.P.U., la police secrète de Staline et ses tueurs.

7. Il s'agit de l'enquête qu'il avait demandée dans sa lettre du 1^{er} janvier 1939 (Cf. *Œuvres*, 20, pp. 29-30).

8. Cette périphrase désigne Léon Sedov à qui Krivitsky avait parlé de la préparation d'attentats contre Trotsky.

après la catastrophe d'Ignace⁹. Nous pouvons lui être très utile à cet égard à l'avenir. Mais il doit parler. Ses lettres (si elles sont bien de lui) montre qu'il sent bien où est son devoir. Mais nous devons le lui *souigner*. Si nécessaire, je pourrais vous envoyer les lettres de notre jeune ami dans lesquelles il mentionne que W[alter] connaissait les attentats. Ces lettres sont des documents. Nous n'avons pas d'intérêt à les utiliser publiquement, mais il doit parler. Il faut à tout prix le découvrir. La lettre jointe peut peut-être vous servir de « lettre de créance ».

J'ai écrit à Joe¹⁰ sur cette question (avant d'avoir reçu cette lettre), mais je crains de n'avoir pas été suffisamment explicatif. Je vous prie de discuter de cette question avec lui et d'élaborer un plan d'action.

Expliquez à W[alter] qu'en dépit des divergences, nous pouvons avoir un front très uni dans la lutte contre le Trois-Lettres. Je suis bien entendu prêt à le rencontrer dans des conditions qui lui assureraient une sécurité complète. Je crois que nos discussions pourraient aussi lui être utiles dans son activité littéraire. Par exemple, il est très important qu'il revienne dans la presse sur les procès de Moscou et autres questions.

J'attendrai vos communications sur cette question avec le plus grand intérêt.

9. Allusion à Ignacy S. Poretsky, connu sous le nom d'Ignace Reiss (1900-1937), communiste polonais au service du G.P.U. qui avait rompu avec Staline en 1937 et annoncé son intention de rejoindre la IV^e Internationale et avait été assassiné en Suisse à Chamblandes. La « catastrophe d'Ignace », c'est cet assassinat, après lequel Trotsky avait défini les conditions de publicité des défections qui assuraient la meilleure protection.

10. Il s'agit de Joseph Hansen.

[L'AFFAIRE AVEC MENDEL]¹

(11 mai 1939)

Cher Camarade Abern,

Merci pour votre communication détaillée concernant les doléances et les désirs de Longmans Green. Autant que je comprends, M. Mendel vous a dit qu'il avait accepté l'introduction de 10 000 mots et, après l'avoir reçue, insisté pour une partie supplémentaire « de 2 000 mots environ ». Cette information est exacte, à l'exception de l'allusion aux 2 000 mots. Il insistait pour que je donne à mon essai « la grande dimension qu'il mérite ». Je donne ici les trois citations décisives de trois des lettres de M. Mendel.

Le 14 février, il m'écrivait :

« Egalement, je suis d'accord que votre essai ait 10 000 mots. Après tout, je n'ai rien d'autre à l'idée que de sortir votre livre exactement comme vous l'avez planifié. Je suis particulièrement heureux que vous n'ayez pas donné à votre livre le caractère d'un manuel d'économie, mais d'un moyen populaire d'informer les gens sur les idées et les objectifs de Karl Marx. »

Avant le 1^{er} mars, comme indiqué dans le contrat, j'ai envoyé l'introduction de 10 000 mots environ. M. Mendel a trouvé que c'était trop exclusivement américain et a insisté pour que j'élargisse l'introduction. Dans sa lettre du 14 mars, il écrivait ce qui suit :

1. Lettre à M. Abern (7267), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

LÉON TROTSKY

« ... Je ne doute pas qu'une fois que vous aurez compris les possibilités qui sont devant vous, vous donnerez à votre essai la grande dimension qu'il mérite. Il est vrai que cela peut vous prendre du temps, mais l'occasion en vaut la peine. »

J'ai refusé de le faire, considérant que le matériel américain dans mon introduction avait une valeur internationale. M. Mendel a commencé une véritable campagne de lettres, d'insistance et de « menaces ». Il nous assurait que Longmans Green ne voulait pas le publier parce qu'il n'était pas assez complet et ainsi de suite. M. Rühle était bombardé de lettres de ce genre. Le 29 mars, j'ai reçu une nouvelle lettre de M. Mendel, dans laquelle il écrivait :

« Je suis sûr que vous avez à votre disposition les sources et informations qui vous permettront d'*élargir* la dimension à l'échelle mondiale. Vous pouvez inclure dans cette *nouvelle conclusion* une remarque en ce sens que l'Amérique avait essentiellement et seulement été utilisée comme exemple typique. »

La question de la longueur ou de l'abréviation n'a pas été mentionnée une seule fois dans la correspondance et la limitation à 2 000 mots n'a jamais été posée. J'ai finalement écrit une nouvelle conclusion d'environ 3 000 mots. Le texte anglais est un peu plus long comme toujours, mais la différence pouvait être de 500-1 000 au plus.

Maintenant a commencé une nouvelle campagne avec les mêmes arguments. Longmans Green ne souhaite pas la publier parce qu'elle est trop longue, parce que les staliniens n'aiment pas ce que j'écris et ainsi de suite. Je suppose que la véritable raison est que j'ai écrit une introduction marxiste au *Capital* de Marx. Si l'éditeur souhaitait une introduction conservatrice, il aurait dû s'adresser au Père Coughlin² ou au Professeur Lasky³

2. Charles E. *Coughlin* (1891-1979), prêtre catholique originaire du Michigan, qui s'était fait un nom par une émission radio, était l'un des chefs de file des fascistes américains.

3. Il n'est pas facile d'identifier ce « professeur Lasky de New York ». Sa mise sur le même plan que Coughlin fait penser à un homme de droite. Il y a un Victor Lasky qui est de droite, mais il est journaliste. Il y a également un professeur Laski (avec i et non y); mais il n'est pas de New York mais de Londres, et ce travailliste un peu doctrinaire n'a évidemment rien de commun avec Coughlin. Alors... on peut supposer une erreur de Trotsky.

de New York. Mais bien entendu, dans ce cas, il n'aurait pas eu le texte de M. Rühle qui a été écrit sous mon contrôle et pour mon introduction.

Sur la base de la correspondance existante, dont je vous ai donné les citations les plus importantes, tout tribunal américain reconnaîtra que j'ai entièrement raison. La rupture du contrat me libérera les mains et je pourrai ainsi publier le livre partout et je suis certain qu'il aura une très grande diffusion.

C'est pourquoi je ne vois pas la moindre raison de mutiler mon travail, sur lequel j'ai passé beaucoup de temps.

P.S. La proposition de publier tout le texte de l'introduction dans une revue est plutôt étrange, car, selon les termes du contrat, tous les droits de reproduction sont entre les mains de l'éditeur. S'il existe une possibilité de le faire, il est obligé de le faire. Mais le texte est écrit pas comme un article de revue, mais comme une introduction au *Capital* de Marx et doit être publié sous cette forme.

[PERSONNEL]¹

(11 mai 1939)

Cher Camarade Abern,

Cette lettre est personnelle et n'est destinée qu'à vous. La lettre jointe², vous pouvez, de votre propre initiative, la montrer à M. Mendel ou à Longmans Green. Pour avoir la preuve absolue que ce n'est pas une question de longueur, mais de tendance politique, qui les gêne, vous pouvez, *en votre nom personnel*, proposer l'hypothèse que la seconde partie, la partie supplémentaire, soit raccourcie en ce sens que la section « Le miroir idéal du Capitalisme » soit la dernière et que les deux derniers chapitres soient éliminés.

Je suis certain qu'ils vont protester parce qu'ils veulent éliminer les choses désagréables que je dis sur le New Deal et l'avenir de l'économie américaine. Ce serait mieux que vous fassiez cette proposition par écrit, comme une proposition que vous êtes prêt à me faire. Alors nous aurons un bon document pour un procès éventuel.

Il faut que j'indique ici que dans sa dernière lettre, M. Mendel écrit « en passant » que Longmans Green est très désireux d'avoir le second livre de Marx avec mon introduction. Cette correspondance est une série de manœuvres, de mensonges et petites intrigues.

1. Lettre à M. Abern (7268), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. pp. 174-176.

INDUSTRIE NATIONALISÉE ET ADMINISTRATION OUVRIÈRE¹

(12 mai 1939)

Dans les pays arriérés sur le plan du développement industriel, le capital étranger joue un rôle décisif. D'où la relative faiblesse de la bourgeoisie *nationale* par rapport au prolétariat *national*. Cela crée pour le pouvoir d'Etat des conditions particulières. Le gouvernement oscille entre le capital étranger et le capital indigène, entre la faible bourgeoisie nationale et le prolétariat relativement fort.

Cela donne au gouvernement un caractère bonapartiste nettement marqué. Il s'élève, pour ainsi dire, au-dessus des classes. En réalité, il ne peut gouverner que soit en se faisant l'instrument du capitalisme étranger et en tenant le prolétariat dans les chaînes d'une dictature policière, soit en manœuvrant avec le prolétariat et en allant même jusqu'à lui faire des concessions, obtenant ainsi la possibilité d'une liberté relative vis-à-vis des capitalistes étrangers. La politique actuelle se situe dans la seconde phase : ses plus grands succès sont les expropriations des chemins de fer et des pétroles.

Ces mesures entrent totalement dans le domaine du capitalisme d'Etat. Mais, dans un pays semi-colonial, le capitalisme

1. Ce texte, dont une copie a été remise à Joe Hansen par Rodrigo García Treviño est demeuré longtemps inédit. Le témoignage de ce dernier est qu'il avait interrogé Trotsky sur les conditions de la participation des syndicats (il avait lui-même des responsabilités à la C.T.M.) à la gestion des entreprises nationalisées et que l'exilé, d'abord hostile, avait réexaminé le problème et lui avait ensuite adressé ce memorandum. Tout confirme l'exactitude de cette version. Rodrigo García Treviño (né en 1902) avait été capitaine pendant la révolution mexicaine avant d'être révoqué en 1924. Libraire, il avait milité ensuite au syndicat du Livre et au P.C.M. Déporté en 1933 aux îles Marias, il avait refusé de faire une déclaration antitrotskyiste. Libéré en 1935, il avait été nommé professeur d'économie à la Faculté de Mexico et était entré au bureau de la C.T.M. Il venait de rompre avec Lombardo Toledano et avait pris contact avec Trotsky, d'abord très méfiant à son égard à cause des liens qu'il entretenait avec Jay Lovestone, puis mis en confiance par les informations qu'il lui donnait sur le P.C.

d'Etat se trouve soumis à la lourde pression du capital étranger privé et de ses gouvernements et ne peut résister sans le soutien actif des ouvriers. C'est pourquoi, sans laisser échapper le pouvoir de ses mains, il essaie de reporter sur les organisations ouvrières une partie considérable de la responsabilité pour la marche de la production dans les branches nationalisées de l'industrie.

Que devrait être dans ce cas la politique du parti ouvrier ? Ce serait, bien entendu, une lourde erreur, une énorme duperie, que d'affirmer que la route vers le socialisme passe, non à travers la révolution prolétarienne, mais par la nationalisation par l'Etat bourgeois des différentes branches industrielles et leur transfert entre les mains des organisations ouvrières. Le gouvernement bourgeois a effectué lui-même la nationalisation et a été obligé de demander la participation des ouvriers à l'administration de l'industrie nationalisée. On peut évidemment se dérober à cette question en invoquant le fait que, à moins que le prolétariat ne s'empare du pouvoir, la participation des syndicats à l'administration des entreprises du capitalisme d'Etat ne peut donner de résultats socialistes. Pourtant, une politique aussi négative de la part de l'aile révolutionnaire ne serait pas comprise des masses et renforcerait les positions opportunistes. Pour les marxistes, il ne s'agit pas de se construire le socialisme avec les mains de la bourgeoisie, mais d'utiliser les situations qui se présentent dans le capitalisme d'Etat pour faire progresser le mouvement révolutionnaire des ouvriers.

La participation aux parlements bourgeois ne peut plus désormais donner des résultats positifs importants ; dans certaines conditions, elle conduit même à la démoralisation des députés ouvriers. Mais ce n'est pas, pour les révolutionnaires, un argument en faveur de l'anti-parlementarisme.

Il serait faux d'identifier la politique de participation ouvrière à la gestion de l'industrie nationalisée avec la participation des socialistes à un gouvernement bourgeois (qu'on appelle *ministérialisme*). Tous les membres d'un gouvernement sont liés par des liens de solidarité. Un parti représenté au gouvernement doit répondre de toute la politique de ce gouvernement dans son ensemble. La participation à l'administration d'une branche industrielle fournit la pleine possibilité d'une opposition politique. Dans le cas où les représentants des ouvriers sont en minorité dans l'administration, ils ont toutes les possibilités de faire connaître et de rendre publi-

ques leur propositions, quand elles sont rejetées par la majorité, de les porter à la connaissance des ouvriers, etc.

La participation des syndicats à l'administration de l'industrie nationalisée peut être comparée à celle des socialistes aux *gouvernements municipaux*, dans lesquels les socialistes remportent parfois la majorité et sont amenés à diriger une économie municipale importante, tandis que la bourgeoisie continue à dominer l'Etat et que les lois bourgeoises de propriété continuent. Dans les municipalités, les réformistes s'adaptent passivement au régime bourgeois. Les révolutionnaires, dans ce domaine, font tout ce qu'ils peuvent dans l'intérêt des ouvriers et en même temps enseignent à chaque pas aux ouvriers que la politique municipale est impuissante sans la prise du pouvoir d'Etat.

La différence est bien entendu que, dans la sphère du gouvernement municipal, les ouvriers s'emparent de certaines positions au moyen d'élections démocratiques, tandis que, dans le domaine de l'industrie nationalisée, c'est le gouvernement lui-même qui les invite à occuper certains postes. Mais cette différence est purement formelle. Dans l'un et l'autre cas, la bourgeoisie est contrainte de céder aux ouvriers certaines sphères d'activité. Les ouvriers les utilisent à *leurs propres fins*.

Ce serait de la légèreté que de fermer les yeux sur les dangers inhérents à la situation dans laquelle les syndicats jouent un rôle dirigeant dans l'industrie nationalisée. La base de ce danger est constituée par le lien entre les dirigeants syndicaux du sommet et l'appareil du capitalisme d'Etat, la transformation des représentants mandatés du prolétariat en otages de l'Etat bourgeois. Mais, aussi grand que soit ce danger, il ne constitue qu'une partie du danger général, ou plus exactement de la maladie générale, à savoir la dégénérescence bourgeoise des syndicats à l'époque impérialiste, non seulement dans les vieux centres des métropoles, mais dans les pays coloniaux également. Les dirigeants syndicaux, dans l'écrasante majorité des cas, sont des agents *politiques* de la bourgeoisie et de son Etat. Dans l'industrie nationalisée, ils peuvent devenir et ils deviennent déjà des agents *administratifs* directs. A quoi il n'existe d'autre remède que la lutte pour l'indépendance du mouvement ouvrier en général et par la formation, en particulier, à l'intérieur des syndicats, de noyaux révolutionnaires solides, lesquels, tout en préservant en même temps l'unité du mouvement syndical, soient capables de lutter pour une politique de classe et pour une composition révolutionnaire des organismes dirigeants.

Un autre danger réside dans le fait que les banques et autres entreprises capitalistes dont une branche donnée de l'industrie nationalisée dépend, économiquement parlant, peuvent et vont utiliser des méthodes spéciales de sabotage pour placer des obstacles sur la route de l'administration ouvrière, la discréditer et la conduire au désastre. Les dirigeants réformistes essaieront de parer à ce danger en s'adaptant servilement aux exigences de leurs fournisseurs capitalistes, en particulier les banques. Les dirigeants révolutionnaires, au contraire, tireront la conclusion du sabotage des banques en montrant la nécessité de leur expropriation et de l'établissement d'une *banque nationale unique* tenant les comptes de l'économie tout entière. Il faut bien entendu lier indissolublement cette question à celle de la *conquête du pouvoir par la classe ouvrière*.

Les diverses entreprises capitalistes, nationales et étrangères, en viendront inévitablement à une conspiration avec les institutions étatiques pour mettre des obstacles sur la route de l'administration ouvrière de l'industrie nationalisée. D'un autre côté, les organisations ouvrières qui participent à l'administration des différentes branches de l'industrie nationalisée doivent s'unir pour échanger leurs expériences, se donner les unes aux autres un soutien économique, agir ensemble sur le gouvernement, les conditions de crédit, etc. Bien entendu, un bureau central de ce genre de l'administration ouvrière des branches nationalisées de l'industrie devrait être en étroit contact avec les syndicats.

Pour résumer, on peut dire que ce nouveau champ d'action ouvre les plus grandes possibilités en même temps que les plus grands dangers. Les dangers consistent en ce que, par l'intermédiaire de syndicats contrôlés, le capitalisme d'Etat peut tenir en échec les ouvriers, les exploiter cruellement, paralyser leur résistance. Les possibilités révolutionnaires consistent en ce que, prenant appui sur leurs positions dans les branches les plus importantes de l'industrie, les ouvriers peuvent mener une attaque contre toutes les forces du Capital et contre l'Etat bourgeois. Laquelle de ces deux possibilités l'emportera ? Et en combien de temps ? Il est naturellement impossible de le prédire. Cela dépend totalement de la lutte entre les différentes tendances à l'intérieur du mouvement ouvrier, de l'expérience des ouvriers eux-mêmes, de la situation mondiale. En tout cas, pour utiliser cette forme nouvelle d'activité dans l'intérêt de la classe ouvrière et non de l'aristocratie ou de la bureaucratie ouvrières, il n'y a qu'une seule condition : l'existence d'un parti marxiste révolutionnaire qui étudie avec soin toutes les formes de l'activité de la

classe ouvrière, critique toute déviation, éduque et organise les ouvriers, gagne de l'influence dans les syndicats et assure une représentation ouvrière révolutionnaire dans l'industrie nationalisée.

[L'ÉDITION FRANÇAISE DE « LEUR MORALE »]¹

(16 mai 1939)

Cher Camarade Gérard,

La traduction de *Leur Morale et la Nôtre* fourmille de fautes et de contresens². Il ne s'agit pas du tout de simples coquilles, mais de négligences de traduction vraiment criminelles. « Plus » au lieu de « moins », « sensation » au lieu de « pensée », « Hegel » au lieu de « Goethe »³ et ainsi sans fin. Il faut vraiment non seulement un désintéressement envers le texte, mais une réelle animosité pour se permettre des fautes pareilles.

Qui a écrit le prospectus sur le livre au nom de l'éditeur⁴? C'est un document absolument ignoble. Un prospectus s'écrit soit dans le sens du livre, soit au moins objectivement comme un court exposé. Or l'auteur du prospectus fait une polémique perfide et malhonnête. Je suppose qu'il s'agit de quelque « moraliste » professionnel. Si j'en trouve le temps, je veux démontrer à cet auteur, ainsi qu'à M. Victor Serge, qu'ils sont tous deux, sur le plan de la morale, de vrais réactionnaires⁵.

1. Lettre à G. Rosenthal (9833), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. La traduction de *Leur Morale et la Nôtre* avait été faite par Victor Serge.

3. Il s'agit effectivement d'une confusion grave, malgré son caractère de *lapsus*, entre le philosophe Friedrich Hegel (1770-1831) et le plus grand écrivain de langue allemande, Wolfgang Goethe (1749-1832).

4. Trotsky fait allusion au « Prière d'insérer », lequel était effectivement scandaleux puisqu'il déformait gravement la pensée de Trotsky (voir son texte dans Serge & Trotsky, *La Lutte contre le Stalinisme*, pp. 230-241).

5. Trotsky avait probablement déjà l'idée que l'auteur de la « Prière d'insérer » en question était Serge, ce que Serge démentira avec énergie. Lors de l'édition de l'ouvrage mentionné ci-dessus n. 4, Michel Dreyfus, qui présentait les textes, écrivit que Victor Serge était probablement l'auteur de celui-là. Vlady, le fils de l'écrivain et son représentant littéraire en France protestèrent énergiquement et affirmèrent leur conviction que Serge n'était pas l'auteur de la « Prière d'insérer ».

**[EXPLICATION
AVEC L'ÉDITEUR]¹**
(16 mai 1939)

Cher M. Mills,

Ma collaboratrice, Mademoiselle Lillian Curtis, a fait une comparaison méticuleuse entre la longueur du texte original en russe et trouvé que le texte anglais dépasse le texte russe de — cela semble incroyable — 29,7 %. Cela signifie que le texte russe ne contient pas plus de 11 000 mots et le texte anglais 14 225. J'avais l'obligation de remettre l'introduction en russe. Nous avons maintenant la solution du puzzle².

La langue russe n'a pas d'articles, de verbes auxiliaires et elle est plus concise à d'autres égards. Une grande partie de mon travail est consacrée à réduire toutes les phrases à leur forme la plus simple et la plus brève. D'un autre côté, M. Malamuth, le traducteur, qui est un bon traducteur, très consciencieux, n'est ni anglais ni américain de naissance. Il est impossible qu'il puisse disposer du vocabulaire et de la grammaire anglaise avec l'assurance absolue qui est nécessaire pour trouver l'expression la plus adéquate. Quand il rencontre une difficulté, il fait un détour et utilise cinq mots quand deux seulement seraient nécessaires.

Telles sont les raisons pour le surplus de 29,7 % et non le manque de précision de ma part. Je crois qu'une mise au point très attentive par un auteur ou éditeur authentiquement américain, respectueux aussi bien de l'original que de la traduction anglaise, pourrait éliminer « l'eau » introduite par la traduction

1. Lettre à E. K. Mills (1936) ; traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Mills avait envoyé à Trotsky un projet de contrat avec Longmans et Green pour une présentation, dans les mêmes conditions que pour les textes du *Capital*, de textes sur *Le Matérialisme dialectique*.

et l'abréger de 1 000 mots environ³. Je ne pourrais qu'accueillir avec joie une telle mise au point.

Je vous remercie de tout cœur pour votre appréciation favorable de l'introduction. J'espère que, si le livre est lancé avec la vigueur nécessaire, il aura une grande diffusion. Mais permettez-moi d'expliquer ici pourquoi je n'ai pas signé le projet de contrat sur *Le Matérialisme dialectique*. Ce serait très facile d'écrire, pour *Le Capital* comme pour *Le Matérialisme dialectique*, une introduction d'environ 6 000 mots consistant en une série de lieux communs qui résonnent bien, avec une encyclopédie à portée de la main ou sans. C'est très facile d'écrire de telles « introductions », « préfaces » et ainsi de suite, en un jour ou deux. Pour mon introduction au premier volume, avec la partie ajoutée, j'ai passé environ deux mois. L'écart entre le travail et le paiement n'est que trop évident : et je ne suis pas un amateur. Le travail littéraire est mon moyen d'existence.

L'introduction au *Matérialisme dialectique*, si elle doit être écrite de façon que le livre reste quelque temps sur le marché du livre, présente les plus grandes difficultés, surtout si on pense aux lecteurs américains. Il serait tout à fait nécessaire de confronter le matérialisme dialectique avec la pensée philosophique américaine et en premier lieu avec le pragmatisme. Pratiquement, c'est pour moi la même chose que d'écrire 12 000 ou 50 000 mots sur cette question. C'est la raison pour laquelle, en aucune circonstance, le travail ne saurait être fait dans les conditions que j'ai acceptées pour *Le Capital*.

3. Au même moment, Trotsky envoyait un petit mot à Abern dans lequel il lui demandait « s'il serait possible pour le camarade Burnham de relire le texte de façon à l'abréger d'un point de vue purement littéraire », ce qui constituerait un « grand service amical ».

[LE RAPPORT SUR CHICAGO]¹

(24 mai 1939)

Cher Camarade Gould²,

Merci beaucoup pour votre excellent rapport. Je suis un peu gêné que vous y ayez passé autant de temps, mais j'ai confiance et crois qu'il a été utile à vous et à vos collaborateurs.

La semaine prochaine je dois à tout prix terminer une partie de mon livre. C'est seulement après que j'essaierai de formuler quelques considérations suscitées par votre document. Attendez un peu, s'il vous plaît.

Mes salutations les plus chaleureuses à vous et aux camarades Bern et Erber³ et meilleurs souhaits de succès.

1. Lettre à M. Gould (8353), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Nathan *Gould* (né en 1913), « pionnier rouge » en 1926, membre des J.C. de 28 à 31, avait été exclu pour « trotskysme » et avait rejoint la C.L.A. en 1931. Il avait brillamment organisé la Spartacus Youth League à Chicago avant d'« entrer » dans les Y.P.S.L. dont il était devenu « national organizer » en septembre 1937, puis secrétaire national en 1938. Ol était également membre du S.I. Il avait visité Trotsky en 1938. Ce dernier lui avait demandé par lettre un rapport.

3. Irving *Bern* était l'un des pseudonymes de Paul *Bernick* (né en 1915) qui était l'un des dirigeants de la Y.P.S.L. Ernest *Erber* (né en 1913), militant des Y.P.S.L. à Chicago au début des années 30 avait fait partie des Militants puis du Revolutionary Policy Committee et collaboré dès 1935 avec Goldman et la tendance de l'Appeal. Président des Y.P.S.L. de 1935 à 1937, il avait été l'un des délégués à la conférence des jeunes « de Genève » en 1936 et était membre du S.W.P.

[UNE PROPOSITION ACCEPTÉE]¹

(26 mai 1939)

Chers Amis,

Nous avons reçu hier seulement la lettre de Marguerite du 9 mai. Nous nous sommes décidés pour votre proposition qui augmente un tout petit peu, il est vrai, les risques du côté de la guerre, mais qui rapproche et pour ainsi dire assure votre voyage au Mexique. Nous serons vraiment *très* heureux de vous avoir ici. Mais voici que surgissent de nouvelles questions : 1. Alfred peut-il avoir un passeport ? 2. Faut-il intervenir ici pour le visa pour vous deux ? Ou pouvez-vous l'obtenir sans difficulté à Paris ? Télégraphiez-nous immédiatement si notre intervention est nécessaire. Nous interviendrions bien sans attendre votre télégramme, mais il y a toujours le risque que cela puisse vous créer des difficultés de la part des autorités françaises.

Il n'est pas nécessaire de vous dire que nous apprécions chaleureusement les soins que votre amie, dont nous connaissons un jour le nom, donne au petit. Vraiment, durant cette période-ci, nous avons accumulé en France des dettes importantes de reconnaissance. Nous remercions notre vieil ami Ranc² pour l'excellente photo.

1. Lettre à A. & M. Rosmer (9907), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Robert *Ranc* (né en 1905), un proche de Monatte et Rosmer, avait été pendant quelque temps secrétaire à Prinkipo et en était rentré définitivement éloigné du communisme et revenu au syndicalisme, mais il avait gardé d'excellentes relations avec Sedov et épisodiquement avec Trotsky à qui il avait envoyé une photo de Sedov.

[LE JOURNAL DOIT CHANGER]¹

(27 mai 1939)

Cher Ami,

Je suis un peu étonné de l'absence de toute information des Etats et de vous personnellement.

D'après les procès-verbaux, j'ai vu que vous avez des difficultés avec le *Socialist Appeal*. Le journal est très bien fait d'un point de vue journalistique, mais c'est un journal pour les ouvriers, pas un journal **d'**ouvriers. J'espère que le changement administratif dans le comité de rédaction sera salutaire non seulement du point de vue financier, mais du point de vue politique.

Tel qu'il est, le journal est divisé entre divers rédacteurs, chacun est excellent, mais collectivement ils ne permettent pas aux ouvriers d'entrer dans les pages de l'*Appeal*. Chacun d'eux parle pour les ouvriers (et parle très bien) mais personne n'entendra les ouvriers. En dépit de son brillant littéraire, le journal est, dans une certaine mesure, victime de la routine journalistique. On ne sait pas comment les ouvriers vivent, combattent, affrontent la police ou boivent le whisky. C'est très dangereux pour le journal en tant qu'instrument révolutionnaire du parti. La tâche n'est pas de faire un journal à travers les forces unies d'un comité de rédaction qualifié, mais d'encourager les ouvriers à parler en leur propre nom.

Je suis tout à fait d'accord avec le comité politique qu'un journal qui paraît deux fois par semaine peut très bien être fait par deux, voire un seul rédacteur, à la condition que le parti tout entier participe au journal, non seulement financièrement, mais

1. Lettre à J. P. Cannon (7545), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

politiquement et journalistiquement. Le journal doit avoir des correspondants, des enquêteurs et des reporters partout. Trois lignes d'un atelier ou d'une réunion peuvent souvent donner plus qu'un article bien écrit de la rédaction. Seul un tel journal peut pénétrer dans les masses et en recevoir un grand soutien.

Un changement radical et courageux est nécessaire comme condition du succès. Le journal est trop intelligent, trop savant, trop aristocratique pour les ouvriers américains et cherche plus à refléter le parti tel qu'il est qu'à le préparer à l'avenir.

Bien sûr, il ne s'agit pas seulement du journal, mais de tout le cours de notre politique. Je continue à penser que vous avez beaucoup trop de garçons et de filles petits-bourgeois, qui sont excellents et dévoués au parti mais qui ne réalisent pas pleinement que leur devoir n'est pas de discuter entre eux, mais de pénétrer le milieu neuf des ouvriers². Je répète ma proposition : tout membre petit-bourgeois du parti qui, pendant un certain temps, disons trois ou six mois, ne gagne pas au parti un ouvrier, doit être ramené au rang de candidat et après trois autres mois être exclu du parti. Dans certains cas, ce pourra être injuste, mais le parti dans son ensemble recevrait un choc salutaire dont il a très grand besoin. Un changement tout à fait radical est nécessaire.

J'ai envoyé une lettre au camarade Goldman mais n'ai pas encore reçu son accusé de réception. J'espère qu'il est maintenant en France.

2. Trotsky ne cesse dans cette période de manifester son inquiétude au sujet du S.W.P. Il est parfaitement informé de la crise latente au sein de la direction dont Frankel l'a tenu informé de l'extérieur. Il est d'autre part très préoccupé par la composition sociale du parti américain ; et notamment de sa branche de New York qu'il juge insuffisamment prolétarienne et qui lui paraît annonciatrice de crises graves.

[LE VISA POUR ELSA]¹

(5 juin 1939)

Chère Camarade Rose²,

Je vous écris au sujet d'Elsa Reiss³. Vous savez qu'elle veut à tout prix venir aux Etats avec son fils. Il existe trois ou quatre plans. L'un est que nous obtenions pour elle en tant que secrétaire un visa pour le Mexique. Je suis bien entendu prêt à faire tout ce qui est possible, mais ce plan a beaucoup d'inconvénients. Je ne peux pas abuser de mes privilèges dans la question des secrétaires. Quand elle viendra au Mexique comme secrétaire, elle et son fils devront vivre dans notre maison, qui est déjà surpeuplée. Cela crée les plus grandes difficultés, particulièrement pour Natalia. Si elle vient ici et vit en dehors de la maison, les autorités l'interpréteront comme un abus de confiance et je veux à tout prix éviter toute suspicion. Et puis, aussi, l'objectif d'Elsa est d'aller aux Etats et ce n'est pas facile d'y aller d'ici.

Le second plan est qu'elle épouse un Mexicain et devienne citoyenne mexicaine⁴. C'est faisable, mais la difficulté demeure d'entrer aux Etats-Unis.

Le troisième plan est qu'elle épouse un citoyen des Etats-Unis. Il me semble qu'un tel plan avait été accepté avec Jim, mais, jusqu'à présent, on n'a rien entendu de sa réalisation. Je

1. Lettre à Rose Karsner (8623), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Rose *Karsner* née Rosenblitt (1890-1968), qui était née en Roumanie et était arrivée aux Etats-Unis à 18 ans, était la compagne de Cannon depuis les années vingt.

3. Elsa *Bernaut* (1898-1978), militante communiste polonaise, compagne de l'agent soviétique Ignacy S. Poretski, connu après sa mort sous le nom d'Ignace Reiss, avait survécu à l'assassinat de son mari à Chamblandes, avec son fils Roman, âgé de 13 ans.

4. C'était la méthode la plus connue pour obtenir visa d'entrée ou naturalisation pour une femme, et les révolutionnaires ne s'en sont pas privés.

LÉON TROTSKY

vous serais très reconnaissant de me faire savoir ce qui a été et ce qui sera fait.

J'ai écrit une lettre à Jim sur la composition sociale du parti. J'ai peur que le prochain congrès ne passe sur cette question avec une résolution générale, mais sans mesures pratiques énergiques. Tout milieu social a son conservatisme et particulièrement celui de la petite-bourgeoisie juive. Sans mesures héroïques et au besoin chirurgicales, un tournant de la politique du parti vers un milieu social entièrement différent est impossible.

[REFUS DES SUGGESTIONS]¹
(5 juin 1939)

Cher Monsieur Mendel,

Je suis très satisfait que les éditeurs soient finalement arrivés à un accord sur l'introduction avec mon représentant, M. Abern. En même temps, je regrette de ne pas pouvoir accepter vos suggestions pour la suppression d'une phrase et d'une partie d'une autre du dernier paragraphe de l'introduction. Ce n'est ni plus ni moins de « la propagande » que *Le Capital* de Marx dans son entier. Ce que je dis est un pronostic scientifique basé sur *Le Capital* de Marx et mon analyse supplémentaire.

1. Lettre à A. Mendel (9059), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

L'HISTOIRE DU BOLCHEVISME DANS LE MIROIR DU COMITÉ CENTRAL¹ (7 juin 1939)

Nous publions ci-dessous l'histoire du comité central du parti bolchevique sous forme statistique. Ces tableaux soigneusement compilés d'après les données publiées par la presse soviétique sont suffisamment éloquents en eux-mêmes. Mais il n'est pas superflu d'y ajouter, en introduction, un bref commentaire.

A partir du 6^e congrès du parti (juillet 1917) il s'est tenu treize congrès en vingt-deux ans. Huit mois passèrent entre le 6^e et le 7^e. Les six suivants furent convoqués à un an d'intervalle ; de plus, sous Lénine, cet intervalle, fixé dans les statuts du parti, fut très rigoureusement respecté. Ensuite, cette règle fut violée. Le 12^e congrès fut réuni en avril 1923 et le 13^e se tint en mai 1924, soir avec un mois de retard. Le congrès suivant, le 14^e, ne se tint qu'en décembre 1925, soit un an et demi plus tard. Le 15^e congrès, au cours duquel l'Opposition de gauche fut exclue du parti, se tint en décembre 1927, soit deux ans après le 14^e. Le 16^e congrès ne fut convoqué qu'après un intervalle de deux ans et demi, en juin 1930. Mais même cet intervalle a été trouvé trop court : le 17^e congrès du parti a été convoqué au bout de trois ans et huit mois. Enfin, le dernier, le 18^e, s'est tenu en mars de cette année, plus de cinq ans avant le précédent.

Cet allongement des intervalles n'a pas, bien entendu, été le fruit du hasard. Pendant les années de révolution et de guerre civile, le parti jugeait possible de respecter ses propres statuts : le comité central restait un organisme soumis au contrôle du parti. Le C.C. a commencé à s'élever au-dessus du parti en même temps que la bureaucratie soviétique s'élevait au-dessus de l'Etat ouvrier. Le contrôle du parti, même soumis à la terreur, devint

1. Article (T 4571), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

un fardeau trop pénible pour le C.C. Les intervalles entre les congrès furent désormais de plus en plus déterminés par les exigences administratives du noyau dirigeant dans le C.C., c'est-à-dire la clique de Staline. Ainsi le retard de six mois dans la convocation du 14^e congrès était-il dû à la lutte à l'intérieur de la « troïka » Staline-Zinoviev-Kamenev². Avant de se présenter devant le congrès, Staline devait s'assurer de la majorité dans les provinces. Il ne s'agissait plus de résoudre des questions controversées ni d'exercer un contrôle sur le C.C., mais de donner le sceau de l'approbation à des faits accomplis. Le 15^e congrès avait pour unique objectif de dresser le bilan de l'écrasement de l'Opposition de gauche. La date de sa convocation a été déterminée par cette tâche. Il en fut de même avec le 16^e congrès, mais cette fois en rapport avec l'opposition de droite. Le 17^e congrès ne fut convoqué qu'après que la crise dans la collectivisation eut dépassé le stade le plus critique et quand le comité central fut à même de présenter quelques données « rassurantes ». Finalement, le 18^e congrès n'a été convoqué qu'après que les purges de Iagoda, Ejov et Beria eurent réussi à extirper l'opposition, terroriser le parti et reconstituer l'appareil dirigeant dans l'Etat et dans l'armée. Les relations entre le parti et l'appareil ont été complètement inversées.

Le choix du personnel du C.C. n'a pas été laissé au hasard mais résulte d'années de travail, de mises à l'épreuve, de sélection. Il était bien normal qu'un noyau stable se forme au sein du comité central qui était réélu tous les ans. Le C.C. se renouvelait d'une part par le décès des plus vieux et, de l'autre, par l'arrivée au premier plan de forces plus jeunes. De façon générale, comme on peut le voir dans le tableau n^o 1, 60 à 86 % des membres de l'ancien C.C. entraient au nouveau, ce jusqu'au 17^e congrès. Il faut tout de suite faire une réserve : ces pourcentages ne donnent pas, à eux seuls, une représentation exacte de la réalité du mécanisme de renouvellement du C.C. Au cours des sept derniers congrès — du 6^e au 12^e — c'est toujours le même noyau qui était réélu et les changements dans la composition du C.C. se réduisaient à l'entrée d'éléments nouveaux éprouvés et sélectionnés. Le 13^e congrès marqua un point de

2. Grigori E. Radomylsky, dit *Zinoviev* (1883-1936) et Lev B. Rosenfeld dit *Kamenev* (1883-1936), tous deux vieux-bolcheviks, adversaires de l'insurrection en 1917, avaient fait bloc avec Staline contre Trotsky en 1924 puis avec Trotsky contre Staline en 1926. Ils avaient capitulé en 1927 et avaient été condamnés à mort et exécutés en 1936.

LÉON TROTSKY

rupture. Dans la première période de Thermidor³, les changements dans le caractère politique de l'état-major bolchevique ont été atteints par une expansion artificielle du comité central, c'est-à-dire en diluant les vieux révolutionnaires parmi les nouveaux fonctionnaires reconnaissants de leur carrière rapide et fermement accrochés aux basques du secrétaire général. Jusqu'en 1923, le nombre des membres du C.C. varia entre 15 et 27. A partir de 1923, il fut porté d'abord à 40, puis à 71. La clique de Staline trouva d'abord plus simple d'introduire au C.C. des novices dociles ou à demi-dociles, que d'exclure tout de suite le noyau de base du parti de Lénine. Vers la fin de 1927, on atteignit une stabilisation en ce qui concerne le nombre des membres, mais alors commença l'éviction du noyau de vieux bolcheviks. Cependant, même parias, ces derniers représentaient un danger politique. La IV^e Internationale représentait un danger bien plus grand encore. Staline « combina » à sa manière ces deux dangers pour pouvoir les combattre par l'intermédiaire de Iagoda et d'Ejov. L'éviction des vieux bolcheviks, comme celle des révolutionnaires de la nouvelle génération, fit place à leur liquidation physique.

Le tableau n^o 1 est nécessairement abstrait et ne rend pas compte de ces processus complexes. Il ne donne que les proportions dans lesquelles chaque C.C. a été renouvelé. Comme nous l'avons dit, 60 à 86 %, 6 % des membres du C.C. sont réélus au C.C. suivant et ce jusqu'à un certain moment. Mais au cours des cinq dernières années, cette continuité est violemment bouleversée. Le 18^e congrès, qui s'est tenu en mars de cette année, n'a récupéré que 22,5 % des membres du C.C. précédent ! Ainsi, le personnel du C.C. qui avait, les années précédentes, écrasé l'Opposition de gauche, puis l'Opposition unifiée, puis l'opposition de droite et assuré le monolithisme total du parti de Staline, se révéla ainsi avoir été constitué, pour plus des trois quarts, de traîtres, de félons, ou de simples « ennemis du peuple ».

Le tableau n^o 2 donne le nombre des membres de chacun des douze C.C. précédents qui ont été conservés dans la composition du comité central actuel ; il indique aussi quel fut le sort de ceux qui furent remplacés. Prenons par exemple le comité central élu en août 1917 qui dirigea la révolution d'Octobre. Cet état-major

3. Par analogie avec la révolution française, Trotsky appelle Thermidor le triomphe de la réaction dans les rangs révolutionnaires.

historique comprenait vingt-et-un membres. Aujourd'hui, il en subsiste un seul dans les instances supérieures du parti : Staline. Sept sont morts de maladie ou tombés aux mains de leurs ennemis (nous n'engagerons pas la discussion là-dessus), trois ont disparu pendant les purges, trois autres ont été liquidés politiquement — et peut-être aussi physiquement ; en tout, treize d'entre eux, soit presque 62 % des membres de l'état-major d'Octobre se sont révélés être des « ennemis du peuple », Staline donne ici la confirmation statistique *sui generis* de la vieille théorie de Milioukov-Kerensky⁴ selon laquelle la révolution d'Octobre était l'œuvre des agents de l'état-major allemand.

Le 10^e congrès, tenu en mars 1921, qui lança la « Nouvelle Politique économique » (Nep), élit un comité central de 24 membres. Actuellement, cinq d'entre eux, soit environ 20 %, participent encore à la direction du parti. Quinze, soit 62,5 %, ont été liquidés physiquement et politiquement. Le 13^e congrès, qui exclut les « trotskystes » en décembre 1927, élit un comité central de 71 membres. Aujourd'hui, il n'en reste que dix à la direction du parti, soit 14 % ; cinquante ont été liquidés, soit plus de 70 %. Des membres du C.C. établi par le 16^e congrès (1930), 76 % ont été exterminés politiquement et physiquement. Enfin, sur 71 membres du C.C. élu par le 17^e congrès en 1934, seize seulement sont encore dans la direction ; quarante-huit ont été liquidés, soit 67,6 %. On ne peut encore prévoir comment et dans quelle proportion le comité central actuel sera épuré, mais son horoscope est bien sombre !

L'épuration a été encore plus dévastatrice parmi les candidats. Au dernier congrès, moins de 12 % des candidats au C.C. précédent ont été réélus ; 86,7 % d'entre eux ont été liquidés physiquement et politiquement. La loi est toujours la même pour presque tous les congrès : la proportion des candidats réélus diminue tandis que celle des candidats liquidés est beaucoup plus importante que la proportion correspondante parmi les titulaires. Ce fait est d'un exceptionnel intérêt : le sort des candidats, recrutés parmi les nouveaux cadres du parti, indique la direction que prend la nouvelle bureaucratie du parti. Malgré l'affirmation toujours réitérée que la jeunesse est inconditionnellement

4. Pavel N. Milioukov (1859-1943) professeur d'histoire, avait été le chef du parti constitutionnel-démocrate (cadet) et ministre du gouvernement provisoire. Aleksandr F. Kerensky (1881-1970) était le chef du gouvernement provisoire qui fut renversé par l'insurrection d'Octobre. Tous deux avaient contre les bolcheviks usé et abusé de la calomnie sur « Lénine agent allemand ».

« loyale » à Staline, il se trouve que la proportion de « trapi-tres », de « félons » et d'éléments peu sûrs est plus importante parmi les cadres jeunes que dans le personnel de la vieille garde. C'est là le témoignage irréfutable des chiffres ! Cependant, la différence réside en ce que les « criminels » dans la vieille garde étaient le plus souvent coupables d'attachement à la tradition révolutionnaire, tandis que les « criminels » de la jeune bureaucratie vont encore plus résolument que Staline lui-même dans le sens de la société de classes. Mais les premiers comme les seconds sont dangereux !

Les changements dans la composition du comité central ont été accompagnés de changements plus profonds encore de son rôle. Le vieux C.C. bolchevique était le dirigeant incontesté du parti, et il était très consciencieux à l'égard des questions théoriques et de l'opinion des ouvriers. Le C.C. actuel n'a plus aucune signification indépendante. Il est choisi comme auxiliaire du noyau dirigeant et celui-ci le modifie à sa guise entre deux congrès. Les changements dans la composition du C.C. sont effectués par l'appareil ou, plus précisément, par certains départements « secrets » de cet appareil, avant tout le G.P.U. Parmi les 71 membres de l'actuel C.C., on trouve Beria, le chef du G.P.U. et Vychinsky, l'ancien procureur général, aujourd'hui adjoint de Molotov. Dans le meilleur des cas, le passé de Beria dans le parti est obscur. Celui de Vychinsky est, lui, tout à fait clair : il a rejoint les mencheviks à tous les moments « héroïques » de sa carrière, alors qu'il était impossible de ne pas appartenir à un parti « de gauche », mais, pour l'essentiel, il était avocat du trust du pétrole. Il est apparu dans l'arène soviétique au moment de l'écrasement de l'opposition trotskyste. Cet individu n'est pas devenu un laquais bonapartiste. Il est né ainsi. Staline ne s'appuie pas sur le comité central, mais sur Beria, Vychinsky et leurs assistants, devant lesquels les membres ordinaires du C.C. tremblent.

Parmi les diplomates, on trouve dans le C.C. Litvinov et Potemkine⁵. Litvinov est un vieux bolchevik qui est membre du parti depuis sa création. Potemkine est un ancien professeur bourgeois qui a rejoint les bolcheviks après leur victoire et qui était à juste titre méprisé par tous ceux qui le connaissaient, comme un courtisan déclaré et importun. Aujourd'hui, non

5. Vladimir M. *Potemkine* (1878-1946) était un rallié de la onzième heure au parti bolchevique ; il était en 1939 vice-commissaire aux affaires étrangères.

seulement Potemkine a remplacé Litvinov à la tête du corps diplomatique, mais il joue également un rôle bien plus important dans la ligne du parti que Litvinov. Parmi les vieux militaires au comité central, on trouve Boudienny⁶, qui n'a aucune attache particulière avec le parti et, parmi les candidats, l'ancien général Chapochnikov⁷. La physionomie politique de ce dernier peut être caractérisée par le fait que, pendant la guerre soviéto-polonaise, le chef du département de la Guerre de l'époque suspendit la publication du périodique *Voiennoïé Delo* (Affaires militaires), dans lequel Chapochnikov avait écrit un article particulièrement grossier et chauvin dans le style du bon vieux temps du tsar (les « Polonais intrigants », etc.) En tant que militaire, Chapochnikov manque totalement d'envergure : c'est un fonctionnaire docile de l'état-major général tsariste, et rien de plus ; sa personnalité politique n'appelle aucun commentaire. Survivant de la purge qui a exterminé la fleur de l'état-major, Chapochnikov est aujourd'hui, avec Potemkine, un personnage symbolique du comité central stalinien.

Le comité central en tant que tel est un mythe à plusieurs têtes. Il va sans dire que les questions les plus importantes, comme sa propre épuration, ne peuvent pas y être discutées, dans la mesure où 32,4 % de ses membres ne peuvent prendre la décision d'en exterminer 67,6 %. Ces questions sont tranchées par le super-Comité central : Staline, Iagoda, Ejov, Vychinsky. Le sort du parti ne dépend pas plus du C.C. que le sort du C.C. ne dépend du parti.

Le bureau politique, à son tour, ne dépend pas du tout du C.C. C'est démontré de la façon la plus évidente par le fait que le bureau politique n'a subi relativement que peu de changements au cours de l'ère stalinienne, alors que le comité central qui l'« élit » est périodiquement exterminé. Mais ce bureau politique immuable joue lui-même le rôle de potiche plus ou moins stable. Il n'a aucun pouvoir. A la différence du comité central, le bureau politique est composé en majorité de vieux-bolcheviks. Parmi eux, seul Staline a été membre du bureau politique sous Lénine ; Kalinine a été candidat pendant un temps. La plupart

6. Semion M. *Boudienny* (1883-1973) était un ancien sous-officier, entraîneur d'hommes, qui avait été l'un des principaux chefs de la cavalerie pendant la guerre civile.

7. Boris M. *Chapochnikov* (1882-1945), diplômé d'une école d'officiers en 1903, de l'Académie de l'état-major en 1910, était colonel en 1917 et rejoignit l'Armée rouge dont il devint en mai 1937 le chef d'état-major général. Il était candidat du C.C. depuis le dernier congrès.

des autres, comme Molotov, Andreiev, Vorochilov, Kaganovitch et Mikoyan⁸, ne sont nullement des jeunes dont les talents se sont épanouis récemment. Ils étaient suffisamment bien connus, il y a quinze ou même vingt ans ; mais c'est précisément pour cette raison que l'idée n'est jamais venue à personne qu'ils étaient capables de diriger le parti. On les a gardés au bureau politique d'abord parce qu'ils sont tout à fait dociles et ensuite parce que, sous leur allure « vieux bolcheviks », ils servent de couverture aux aventuriers du genre de Vychinsky, Beria, Potemkine et autres. Sur chaque question importante, Staline met son bureau politique devant le fait accompli.

Pour résumer, on peut tirer des deux tableaux ci-dessous deux conclusions extrêmement importantes :

1. Ce qu'on appelle aujourd'hui le « monolithisme » du parti a acquis un contenu politique et social qui est diamétralement opposé au bolchevisme. Un vrai parti bolchevique s'enorgueillit de son unanimité, mais seulement au sens où il groupe l'avant-garde ouvrière sur la base d'un programme révolutionnaire irréductible. Le parti se démarque de toutes les autres tendances sur la ligne de la lutte des classes prolétarienne. Ce qui caractérise le parti stalinien, c'est que la politique prolétarienne y a été systématiquement changée en politique de défense de couches privilégiées (koulaks, nepmen, bureaucrates pendant la première période, bureaucrates, aristocratie ouvrière et kolkhozienne pendant la seconde). Ce glissement d'ordre social est intimement lié à la refonte du programme entier tant en politique intérieure qu'en politique mondiale (la théorie du socialisme dans un seul pays, la lutte contre l'égalité, la défense de la démocratie impérialiste, les fronts populaires, etc.). L'appareil dirigeant adapte systématiquement le parti et ses institutions à ce programme qui change, c'est-à-dire au service de couches sociales nouvelles et encore plus privilégiées. Les principales méthodes de cette adaptation sont les « purges » dictatoriales. Le monolithisme du parti ne signifie pas aujourd'hui son unité sur la base du programme prolétarien, mais sa docilité à l'appareil qui trahit ce programme. Les

8. Andréi A. *Andreiev* (1895-1971), bolchevik en 1914 avait fait une carrière d'apparatchik à l'ombre de Staline. Lazar M. *Kaganovitch* (né en 1893), membre du parti en 1911, avait une carrière tout entière dans le parti et le dévouement à Staline. Anastas I. *Mikoyan* (1895-1978) était entré au comité central en 1834, il était commissaire au commerce extérieur.

renouvellements de membres du C.C. ont reflété et continuent à refléter le déplacement social du parti, des opprimés vers les oppresseurs.

2. La deuxième conclusion est indissolublement liée à la première. Le langage indiscutable des chiffres réfute impitoyablement l'assertion, si courante chez les intellectuels démocrates, que « stalinisme et bolchevisme sont « une seule et même chose ». Le stalinisme n'est pas né comme un développement organique du bolchevisme, mais comme sa négation consommée dans le sang. Le processus de cette négation se reflète graphiquement dans l'histoire du comité central. Staline devait d'abord exterminer politiquement, puis physiquement les cadres dirigeants du bolchevisme afin de devenir ce qu'il est maintenant : un appareil des privilégiés, un frein au progrès historique, une agence de l'impérialisme mondial. Stalinisme et bolchevisme sont des ennemis mortels.

LÉON TROTSKY

TABLEAU N° 1

Congrès	Date du Congrès	1. Membres du C.C.		Ex-membres du C.C. et candidats réélus	
		2. Candidats			
VI	Août 1917	21	4	—	—
VII	Mars 1918	15	8	13	86,6 %
				2	25,0 %
VIII	Mars 1919	19	8	12	63,0 %
				1	12,5 %
IX	Mars-avril 1920	19	12	13	68,4 %
				3	25,0 %
X	Mars 1921	24	15	15	62,5 %
				4	25,6 %
XI	Mars-avril 1922	27	19	20	74,0 %
				7	36,8 %
XII	Avril 1923	40	17	24	60,0 %
				10	58,8 %
XIII	Mai 1924	53	34	37	69,8 %
				10	29,4 %
XIV	Décembre 1925	63	43	49	77,7 %
				22	51,1 %
XV	Décembre 1927	71	50	52	73,2 %
				39	78,0 %
XVI	Juin-juillet 1930	71	67	57	80,3 %
				39	58,2 %
XVII	Février 1934	71	68	56	78,9 %
				36	52,9 %
XVIII	Mars 1939	71	68	16	22,5 %
				8	11,7 %

ŒUVRES, AVRIL-SEPTEMBRE 1939

TABLEAU N° 2

Congrès	Date du Congrès	1. Membres du C.C. 2. Candidats	Aujourd'hui à la direction du parti		Décédés	
			Nb	%	Nb	%
VI	Août 1917	21	1	4,8	7	33,3
		4	—	—	—	—
VII	Mars 1918	15	2	13,3	5	33,3
		8	—	—	2	25,0
VIII	Mars 1919	19	2	10,5	3	15,8
		8	2	25,0	2	25,0
IX	Mars-avril 1920	19	3	15,8	3	15,8
		12	2	16,6	3	25,0
X	Mars 1921	24	5	20,8	4	16,6
		15	—	—	3	20,0
XI	Mars-avril 1922	27	6	22,2	5	18,5
		19	3	15,8	3	15,8
XII	Avril 1923	40	7	17,5	7	17,5
		17	2	11,8	1	5,9
XIII	Mai 1924	53	9	17,0	8	15,0
		34	2	5,8	—	—
XIV	Décembre 1925	63	10	15,8	9	14,3
		43	3	6,9	2	4,6
XV	Décembre 1927	71	10	14,0	11	15,5
		50	5	10,0	1	2,0
XVI	Juin-juillet 1930	71	11	15,5	6	8,4
		67	4	6,0	1	1,5
XVII	Février 1934	71	16	24,0	6	8,4
		68	8	11,8	1	1,5

LÉON TROTSKY

TABLEAU N° 3

VICTIMES DE THERMIDOR					
Par décision judiciaire	Suicides	Disparus	Liquidés politiquement	Total général	
				Nb	%
7	—	3	3	13	69,9
—	2	2	—	4	100,0
5	—	3	—	8	53,3
—	1	4	1	6	75,0
9	1	3	1	14	73,7
1	—	2	1	4	50,0
10	1	2	—	13	68,4
—	—	4	3	7	58,3
7	1	2	5	15	62,5
3	—	7	2	12	80,0
9	1	4	2	16	59,2
2	—	6	5	13	68,4
11	1	9	5	26	65,0
1	1	3	9	14	82,3
10	1	16	9	36	67,9
3	1	9	19	32	94,1
10	1	17	16	44	69,8
4	3	10	21	38	88,4
5	3	25	17	50	70,4
3	1	12	28	44	88,0
6	4	25	19	54	76,0
7	—	21	34	62	92,0
11	1	24	12	48	67,6
8	2	20	29	59	86,7

MORALISTES ET SYCOPHANTES CONTRE LE MARXISME¹

Les marchands d'indulgences
et leurs alliés socialistes.
Le coucou fait son nid
dans celui des autres.
(9 juin 1939)

La brochure *Leur Morale et la nôtre* a eu au moins le mérite d'obliger quelques philistins et sycophantes à se démasquer complètement. Les premiers échos que j'ai reçus de la presse française et belge en témoignent. Le plus clair, dans son genre, est le compte rendu du journal catholique parisien *La Croix* : ces gens ont leur propre système de pensée et n'ont pas honte de le défendre. Ils défendent une morale absolue, et par-dessus tout, ils défendent le bourreau Franco² : telle est la volonté divine. Ils sont flanqués d'un agent d'assainissement céleste qui nettoie et efface derrière eux toutes leurs vilenies. Rien d'étonnant s'ils réprouvent la morale des révolutionnaires, qui sont responsables d'eux-mêmes. Mais ce qui nous intéresse ici, ce ne sont pas les professionnels du commerce des indulgences, mais les moralistes, qui, tout en se passant de Dieu, cherchent à se substituer à lui.

Le journal socialiste bruxellois *Le Peuple* — voilà où se cache la vertu ! — n'a trouvé dans notre brochure qu'une recette malhonnête pour créer des cellules secrètes au nom du plus immoral des objectifs : ruiner le prestige et les rentes des bureaucrates ouvriers belges. On peut naturellement objecter que cette bureaucratie porte au front la marque d'innombrables trahisons, et de véritables pillages (rappelons ne serait-ce que l'histoire de la « Banque ouvrière » !); qu'elle étouffe dans la classe ouvrière toute lueur de pensée critique; que sa morale pratique ne la place en rien au-dessus de ses alliés politiques : les

1. Article (T 3573) traduit du russe par Katia Peresse, avec la permission de la Houghton Library.

2. Francisco *Franco* y Bahamonde (1892-1975) avait été, en tant que général, chef de l'armée de la République et devint rapidement le chef des généraux soulevés en 1936. Il avait bénéficié dans le monde entier du soutien ouvert de la hiérarchie de l'Église catholique.

LÉON TROTSKY

membres de la hiérarchie catholique. Mais premièrement, il faut être extrêmement mal élevé pour évoquer toutes ces choses déplaisantes ; deuxièmement, tous ces messieurs, quels qu'aient pu être leurs menus péchés, ont en réserve les principes moraux les plus élevés : Henri De Man³ — autorité qui ne nous fait la grâce, à nous bolcheviks, d'aucune indulgence — y veille.

Avant d'en venir à d'autres moralistes, arrêtons-nous un instant sur la publicité faite à notre brochure par l'édition française. L'objectif normal est, soit de recommander un livre, soit, au moins, d'en exposer objectivement le contenu. Nous avons sous les yeux une publicité d'un tout autre genre. Il suffit de donner un exemple : « Trotsky considère que son parti, qui n'a jamais été au pouvoir et se trouve maintenant dans l'opposition, a toujours représenté le prolétariat authentique, et que lui-même représente la morale authentique. Il conclut, par exemple, que l'exécution d'otages revêt une signification toute différente selon que l'ordre en a été donné par Staline ou par Trotsky... » Cette citation suffit amplement à juger cet interprète mystérieux. Le droit de regard sur la publicité faite à ses écrits est sans conteste un droit de l'auteur. Mais comme en l'occurrence l'auteur est de l'autre côté de l'océan, un de ses « amis », profitant à l'évidence de l'ignorance de l'éditeur, s'est installé dans le nid d'un autre et y a posé son, œuf — ô certes un très petit œuf, presque un œuf de pucelle. Qui est l'auteur de cette note publicitaire ? Victor Serge⁴, le traducteur de la brochure et en même temps son très sévère censeur, peut facilement obtenir toutes les informations nécessaires. Je ne serais pas surpris d'apprendre que cette publicité a été écrite non par Victor Serge, naturellement, mais par un de ses élèves, qui imite la pensée et le style du maître. Mais peut-être a-t-elle été écrite tout de même par le maître, c'est-à-dire par Victor Serge, en sa qualité « d'ami » de l'auteur.

3. Henri De Man (1885-1953) avait exposé au début des années trente les idées révisionnistes qui inspirèrent les néos français et conduisirent bien des socialistes vers le nazisme.

4. Trotsky fut toujours persuadé que Victor Serge était l'auteur de la prière d'insérer, ce que Victor Serge nia avec obstination. Il reste que l'auteur ne s'est jamais fait connaître. Était-ce un aveu concernant la qualité morale du procédé dans ce débat ?

« *Morale de Hottentot* » !

Souvarine⁵ et les autres sycophantes se sont, bien sûr, tout de suite emparés de la phrase de la prière d'insérer que je viens de citer, et qui leur évitait de se casser la tête pour trouver des sophismes empoisonnés. Quand Trotsky prend des otages, c'est bien ; si c'est Staline qui le fait, c'est mal. Il n'est pas difficile de manifester une noble indignation devant cette « morale de Hottentot ». Mais rien n'est plus simple que de montrer, à propos de ce même exemple, la vanité et la fausseté de cette indignation.

Victor Serge a adhéré publiquement au P.O.U.M., le parti catalan, qui avait ses propres milices sur le front de la guerre civile⁶. On sait qu'au front, on fusille et on tue. Par conséquent, on peut dire : « Tuer a pour Victor Serge une signification toute différente suivant que l'ordre en a été donné par le général Franco ou par les chefs du parti de Victor Serge. » Si notre moraliste avait fait l'effort de comprendre ses propres actions avant de faire la leçon aux autres, il aurait sans doute dit en l'occurrence : mais il est bien évident que les ouvriers espagnols luttèrent pour la libération du peuple, tandis que le bandit Franco voulait son asservissement ! Serge ne pourra imaginer une autre réponse. En d'autres termes, il ne peut que répéter l'argument « hottentot »⁷ de Trotsky au sujet des otages.

A nouveau au sujet des otages

Il est cependant possible, et même certain, que notre moraliste ne veuille pas reconnaître ce qui est et cherche à se tirer d'affaire : « Tuer au front, c'est une chose, fusiller des otages c'en est une autre ! » C'est là, nous allons le démontrer plus loin, un argument proprement stupide. Mais arrêtons-nous un instant sur le fond du problème, tel qu'il est présenté par notre

5. Boris Lifshitz, dit *Souvarine* (1893-1984) avait été l'un des pionniers du parti communiste en France, où il avait été « l'œil de Moscou ». Il avait été exclu en 1924 pour sa défense de Trotsky, avec lequel il avait rompu en 1929.

6. Trotsky reproche au P.O.U.M. d'avoir eu ses propres milices au lieu d'envoyer ses militants dans des milices qui, à défaut d'une base de classe, auraient eu au moins une base de masses comme celles de la C.N.T.

7. Nous ne nous arrêterons pas sur cette façon indécente et méprisante de traiter les Hottentots qui vise à donner plus d'éclat à la morale des esclavagistes blancs. Il en est suffisamment question dans la brochure (Note de Trotsky).

contradictoire. L'institution des otages est, dites-vous, immorale « en elle-même » ? Parfait ; nous allons voir. Cela s'est cependant pratiqué dans toutes les guerres civiles au cours de l'histoire ancienne ou contemporaine. Cela découle évidemment de la nature même de la guerre civile. On ne peut en tirer qu'une seule conclusion, à savoir, précisément, que la guerre civile est par nature immorale. Tel est le point de vue du journal *La Croix* qui estime qu'on doit se soumettre au pouvoir, car le pouvoir émane de Dieu.

Et Victor Serge ? Il n'a pas de point de vue bien arrêté. Poser son œuf dans le nid d'un autre, c'est une chose, mais définir sa position à l'égard de problèmes historiques complexes, c'est tout autre chose. J'admets tout à fait que d'aussi grands moralistes que Azaña, Caballero, Negrín⁸ et Cie aient été opposés au fait de prendre des otages parmi les gens du camp fasciste : d'un côté comme de l'autre, il s'agit de bourgeois, tous parents et alliés, et certains, même en cas de défaite, d'avoir non seulement la vie sauve, mais aussi le beefsteak assuré. De leur point de vue, ils avaient raison. Mais les fascistes ont pris des otages dans les rangs des prolétaires révolutionnaires, et les prolétaires, de leur côté, ont pris des otages parmi les fascistes, car ils savaient quelle menace pèserait sur eux-mêmes et leurs frères de classe en cas de défaite, même partielle et temporaire.

Victor Serge est incapable de répondre pour lui-même à la question de savoir ce qu'il veut au juste : débarrasser la guerre civile de l'institution des otages, ou bien débarrasser l'histoire humaine de la guerre civile ? Le moraliste petit-bourgeois a une pensée morcelée, s'arrêtant aux détails, aux fragments, car il est incapable de saisir les événements dans leurs relations internes. Le problème des otages, artificiellement isolé, est pour lui un problème moral autonome, indépendant des conditions générales qui provoquent les affrontements armés entre les classes. La guerre civile est l'expression la plus aiguë de la lutte des classes. Tenter de la soumettre à des « normes » abstraites, cela signifie en fait désarmer les travailleurs face à un ennemi armé jusqu'aux dents. Le moraliste petit-bourgeois est le petit frère du pacifiste

8. Manuel Azaña y Díaz (1880-1940), républicain bourgeois, fut le président de la République espagnole du Front populaire ; Francisco Largo Caballero (1869-1946), chef de la gauche socialiste, présida le gouvernement de Front populaire espagnol de septembre 1936 à mai 1937, où son départ avait été exigé par le P.C. et les Russes ; Juan Negrín López (1889-1956), socialiste de droite, ministre des Finances de Largo Caballero, lui succéda et fut au gouvernement jusqu'à la fin l'homme des Russes.

bourgeois qui veut « humaniser » la guerre en interdisant l'utilisation des gaz, les bombardements de villes ouvertes, etc. Du point de vue politique, de tels programmes ne servent qu'à détourner l'esprit du peuple de la révolution comme unique moyen d'en finir avec la guerre.

La peur de l'opinion publique bourgeoise

Le moraliste confus va tenter peut-être de s'appuyer sur le fait qu'une chose est la lutte « ouverte » et « consciente » entre deux camps, et une autre de s'emparer de gens qui ne prennent pas part au combat. Cet argument n'est cependant qu'un misérable et faible faux-fuyant. Dans le camp de Franco combattaient des dizaines d'hommes trompés et enrôlés de force. L'armée républicaine a fusillé, tué ces infortunés prisonniers du général réactionnaire. Est-ce moral ou immoral? Disons au passage que la guerre moderne, avec l'artillerie à longue portée, l'aviation, les gaz, avec enfin la suite des dévastations, la faim, les incendies, les épidémies, entraîne la mort de centaines de milliers et de millions d'hommes qui ne prennent pas directement part au combat, et parmi lesquels des vieillards, et des enfants. Les gens qui sont pris comme otages ont au minimum des liens de classe, et une solidarité familiale avec un camp déterminé ou avec les chefs de ce camp. En ce qui concerne la prise d'otages, il s'agit de faire un choix conscient. L'obus tiré par un canon ou largué d'un avion est lancé sans choix, et peut facilement exterminer non pas des ennemis, mais des amis, ou leurs pères et leurs enfants. Pourquoi nos moralistes posent-ils à part le problème des otages et ferment-ils les yeux sur toutes les implications de la guerre civile? Parce qu'ils ne sont guère courageux. En tant que gens « de gauche », ils ont peur de rompre avec la révolution. En tant que petits-bourgeois ils ont peur de couper les ponts avec l'opinion publique officielle. En condamnant le système des otages, ils se sentent en bonne compagnie : contre les bolcheviks. Ils ne disent mot, par peur, de l'Espagne. Victor Serge élèvera une protestation contre la prise d'otages par les ouvriers espagnols, les anarchistes, les poumistes... dans vingt ans.

LÉON TROTSKY

Le code moral de la guerre civile

Victor Serge a fait une autre découverte du même genre, à savoir : la dégénérescence du bolchevisme a commencé lorsque la Tchéka a obtenu le droit de siéger à huis clos pour décider du sort des gens. Serge joue avec l'idée de la révolution, il écrit des poèmes sur elle, mais il est incapable de la comprendre telle qu'elle est.

Un procès public n'est possible que dans le cadre d'un régime stable. La guerre civile est circonstance où l'instabilité de la société et de l'Etat est la plus extrême. De même qu'il est impossible de publier dans les journaux les plans de son propre état-major, il est impossible de révéler dans des procès publics les conditions et les circonstances des complots, car ils sont étroitement liés à la marche de la guerre civile. Les procès secrets accroissent indéniablement les risques d'erreur dans des proportions considérables. Cela signifie, nous le reconnaissons volontiers, que la guerre civile n'est pas une circonstance favorable à une justice impartiale. Mais encore ?

Nous proposons de nommer V. Serge président d'une commission qui serait composée, par exemple, de Marceau Pivert, Souvarine, Waldo Frank, M. Eastman, Magdeleine Paz⁹, pour élaborer un code moral de la guerre civile. On voit d'avance quel en sera le caractère général : les deux camps renoncent à prendre des otages ; le jugement public reste en vigueur ; et, pour que le système fonctionne correctement, on conserve, en temps de guerre civile, une totale liberté de presse. Bombarder des villes est formellement interdit, car cela porte préjudice à la procédure judiciaire publique, à la liberté de la presse et à l'inviolabilité de la personne humaine. Pour les mêmes raisons, et pour beaucoup d'autres, l'utilisation de l'artillerie est interdite. Et comme les fusils-mitrailleurs, les grenades, et même les baïonnettes, ont indéniablement un effet néfaste pour la personne humaine, comme pour la démocratie dans son ensemble, il

9. Marceau Pivert (1895-1958), ancien leader de la Gauche révolutionnaire de la S.F.I.O., était le principal dirigeant du P.S.O.P. parti « centriste », critique du bolchevisme. Waldo Frank (1889-1967) journaliste et critique, ancien « compagnon de route » du P.C., ne s'était pas laissé convaincre par Trotsky de participer à la commission d'enquête sur les procès qu'il n'avait pas défendus cependant. Magdeleine Marx, épouse Paz (1889-1973) écrivain et championne des causes humanitaires, avaient appartenu à l'Opposition de gauche et s'était même occupée des affaires littéraires de Trotsky. Elle était revenue à la S.F.I.O. et multipliait elle aussi ses critiques contre l'« amoralisme bolchevique ».

est strictement interdit de faire usage aussi bien des armes blanches que des armes à feu pendant la guerre civile.

Quel code merveilleux ! Superbe monument de rhétorique édifié par Victor Serge et Madeleine Paz ! Pourtant, ce code n'est jamais celui ni des oppresseurs, ni des opprimés ; les classes qui se combattent chercheront à arracher la victoire *par tous les moyens*, mais les moralistes petits-bourgeois, comme toujours, confondent les deux camps. Subjectivement, ils se sentent opprimés, cela ne fait pas de doute. Objectivement, ils restent prisonniers de la morale de la classe dominante et s'efforcent de l'inculquer aux opprimés, au lieu de les aider à élaborer la morale de l'insurrection.

Les masses n'y sont pour rien

Victor Serge a découvert au passage la raison de la ruine du parti bolchevique : l'excès de centralisme, la défiance à l'égard du combat d'idées, l'insuffisance d'esprit libertaire (« libertaire », dans le sens anarchiste). Davantage de confiance dans les masses, davantage de liberté ! Tout cela, en dehors du temps et de l'espace. Mais les masses ne sont pas toutes sur le même modèle : il y a des masses révolutionnaires, des masses passives, des masses réactionnaires. Les mêmes masses sont, à différentes époques, animées de sentiments variés, et répondent à des mots d'ordre différents. C'est justement pourquoi, l'organisation centralisée de l'avant-garde est indispensable. Seul le parti, grâce à l'autorité qu'il a acquise, est en mesure de pallier les oscillations de la masse elle-même. Peindre la masse sous les traits de la sainteté et engager son programme dans la voie d'une « démocratie » informelle signifie se dissoudre dans la classe telle qu'elle est, d'avant-garde se changer en arrière-garde, et par là-même, renoncer aux tâches révolutionnaires. Par ailleurs, si la dictature du prolétariat a un sens, c'est précisément celui d'armer l'avant-garde de la classe des moyens d'un Etat pour parer à tous les dangers, y compris ceux qui proviennent des couches arriérées du prolétariat lui-même. C'est le B.A. BA, c'est ce que nous a appris l'expérience de la Russie, et ce qu'a confirmé l'expérience de l'Espagne.

Mais le secret de Victor Serge, c'est qu'en « exigeant la liberté pour les masses », il exige en fait la liberté pour lui-même et ses semblables, liberté d'échapper à tout contrôle, à toute discipline, et même, autant que possible, à toute critique. « Les

LÉON TROTSKY

masses » n'y sont absolument pour rien. Lorsque notre « démocrate » va et vient, de droite à gauche et de gauche à droite, il croit voir là réalisée une salutaire liberté de pensée. Et lorsque nous émettons un jugement, d'un point de vue marxiste, sur les fluctuations d'un intellectuel petit-bourgeois affolé, il considère cela comme une atteinte à sa personne. Alors il fait alliance avec tous ceux qui entretiennent la confusion, au nom de la croisade contre notre despotisme et notre sectarisme.

La démocratie interne du parti révolutionnaire n'est pas un but en soi. Elle doit être complétée et limitée par le centralisme. Pour les marxistes, la question est toujours : démocratie, pour quoi faire, pour quel programme ? Le cadre du programme, c'est aussi le cadre de la démocratie. Victor Serge exige de la Quatrième Internationale qu'elle laisse toute liberté d'action à tous les confusionnistes, les sectaires, les centristes, ceux du P.O.U.M., les Vereeken, les Marceau Pivert, aux conservateurs bureaucratiques du genre de Sneevliet¹⁰, et aux aventuristes avérés comme R. Molinier. D'autre part, Victor Serge aide les organisations centristes à chasser de leurs rangs les partisans de la IV^e Internationale. Nous connaissons bien ce démocratisme-là : il est accommodant, complaisant, conciliant *sur sa droite*, et en même temps chicanier, exigeant et haineux *sur sa gauche*. Il ne représente que le système d'auto-défense du centrisme petit-bourgeois.

La lutte contre le marxisme

Si Victor Serge abordait avec sérieux les problèmes de la théorie, il ne se laisserait pas aller, pour jouer le rôle de « novateur », à nous ramener en arrière : à Bernstein, à Strouvé¹¹, et à tous les révisionnistes du siècle dernier, qui

10. Henk Sneevliet (1883-1942), dirigeant du R.S.A.P. néerlandais, avait rompu avec Trotsky en 1938 à la suite d'un long conflit. Il était lié à Vereeken qui, par ailleurs, l'était à Raymond Molinier.

11. Eduard Bernstein (1850-1932), ancien collaborateur d'Engels, avait développé les théories « révisionnistes » suivant lesquelles les visions « catastrophistes » de Marx étaient désormais dépassées. Piotr B. Strouvé (1870-1944) avait formulé la critique marxiste du populisme russe, assisté en 1896 au congrès de l'Internationale et rédigé en 1898 le manifeste du P.O.S.D.R. A partir de 1902, il anima l'aile libérale de la Ligue pour l'Emancipation de la classe ouvrière, fut, à partir de 1905 membre du C.C. du parti constitutionnel-démocrate, et, pendant la guerre civile, membre des gouvernements blancs de Denikine et Wrangel. Il était émigré en 1920.

s'efforçaient de rattacher le marxisme au kantisme, autrement dit, de subordonner la lutte de classe du prolétariat à des principes, pour ainsi dire, placés au-dessus d'elle. Comme Kant¹² lui-même, ils fixaient un « impératif catégorique » (l'idée du devoir) comme norme morale absolue, valable pour tous. Dans la réalité, il s'agit du « devoir » envers la société bourgeoise. Bernstein, Strouvé, Vorländer¹³, ont pour leur part fait preuve de sérieux dans le domaine théorique : ils exigeaient le retour à Kant. Victor Serge et ses semblables ne se sentent pas le moins du monde tenus de développer une pensée scientifique. Ils se limitent à des remarques, à des insinuations, dans le meilleur des cas à des généralisations littéraires... Mais si l'on pousse à son terme leur propre pensée, on voit alors qu'ils se sont attelés à une vieille entreprise, bien compromise : brider le marxisme à l'aide du kantisme ; paralyser la révolution socialiste à l'aide de « normes » absolues, qui représentent en fait la généralisation philosophique des intérêts de la bourgeoisie — à vrai dire : non pas de la bourgeoisie actuelle, mais de la bourgeoisie défunte de l'époque du libre commerce et de la démocratie. La bourgeoisie impérialiste respecte encore moins ces normes que ne le faisait sa grand-mère libérale. Mais elle considère avec bienveillance les propagandistes petit-bourgeois qui sèment le trouble, la confusion et l'indécision dans les rangs du prolétariat révolutionnaire. Le but principal, non seulement de Hitler, mais aussi des libéraux et des démocrates, est de compromettre le bolchevisme au moment où sa justesse risque d'apparaître évidente pour les masses. Le bolchevisme, le marxisme, voilà l'ennemi !

Lorsque le « frère » Victor Basch¹⁴, grand prêtre de la morale démocratique, concocta des faux, avec l'aide du « frère » Rosenmark¹⁵, pour défendre les procès de Moscou, et qu'il fut publiquement démasqué, il s'écria : « Vous dites que je ne suis

12. Emmanuel Kant (1724-1804) incarne aux yeux de Trotsky l'idéalisme philosophique.

13. Karl Vorländer (1860-1928) était un professeur de philosophie dont la pensée « néo-kantienne » influença les social-démocrates allemands après la scission.

14. Professeur d'esthétique à la Sorbonne, Victor Basch (1863-1944) était franc-maçon et, depuis 1926, président de la Ligue des Droits de l'Homme française, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle avait eu une position ambiguë sur les procès de Moscou.

15. Herman dit Raymond Rosenmark (1885-1950), avocat « civiliste », franc-maçon, rédigea à la demande de la Ligue des Droits de l'Homme, un rapport sur le procès de Moscou qui concluait que le jugement était « conforme à la justice même ».

pas objectif ? Moi qui ai toujours dénoncé la terreur de Lénine et Trotsky ! ». Basch a ainsi dévoilé à merveille le ressort interne des moralistes de la démocratie : certains peuvent se taire sur les procès de Moscou, d'autres peuvent tonner contre les procès, les troisièmes peuvent défendre les procès, mais leur souci commun est d'utiliser les procès pour condamner la « morale » de Lénine et Trotsky, c'est-à-dire les méthodes de la révolution prolétarienne. Dans ce domaine, ils sont cousins germains.

La prière d'insérer dont j'ai parlé plus haut dit que lorsque j'envisage la morale, je « prends appui sur Lénine ». De cette phrase imprécise, qu'on trouve dans d'autres éditions, on peut déduire que je développe les positions théoriques de Lénine. Mais Lénine, autant que je sache, n'a pas écrit sur la morale. Victor Serge veut dire en fait tout autre chose, à savoir : que mes idées « amORALES » représentent la généralisation de la pratique « amoraliste » de Lénine. Il veut compromettre la personnalité de Lénine à l'aide de mes opinions, et compromettre mes opinions par la personnalité de Lénine. Il se complaît tout simplement dans un courant réactionnaire général qui est dirigé contre le bolchevisme et le marxisme dans son ensemble.

Le sycophante Souvarine

L'ex-pacifiste, ex-communiste, ex-trotskyte, ex-démocrate-communiste, ex-marxiste... presque ex-Souvarine attaque la révolution prolétarienne et les révolutionnaires avec d'autant plus d'impudence que lui-même ne sait pas ce qu'il veut. Cet homme aime, et sait, rassembler citations, documents, virgules et guillemets, constituer un dossier, et il est doué d'un style raffiné. Il a d'abord espéré que cela lui serait un bagage suffisant pour la vie entière. Mais il a dû, par la suite, se convaincre qu'il faut aussi être capable de penser... Son livre sur Staline, malgré l'abondance de citations et de faits intéressants est un autotémoignage sur sa propre indigence. Souvarine ne comprend ni ce qu'est la révolution, ni ce qu'est la contre-révolution. Il applique au processus historique les critères d'un philosophailleur convaincu, une fois pour toutes, de la bassesse humaine. La disproportion entre le criticisme et l'impuissance créatrice le ronge comme un acide. D'où une hargne constante, et une absence de conscience la plus élémentaire dans l'appréciation qu'il porte sur les idées, les gens, les événements, tout cela se cachant derrière une aride prétention moralisatrice. Comme tous les misanthropes et les

cyniques, Souvarine gravite organiquement autour de la réaction.

Souvarine a-t-il ouvertement rompu avec le marxisme ? Nous n'avons jamais entendu dire cela. Il préfère l'ambiguïté : c'est son élément naturel. « Trotsky, écrit-il dans une critique de ma brochure, a de nouveau enfourché son dada de la lutte des classes. » Pour ce marxiste d'hier, la lutte des classes est... le « dada de Trotsky ». Il n'est pas surprenant que Souvarine préfère enfourcher le chien crevé de la morale éternelle. A la conception marxiste, il oppose « le sentiment de la justice... sans égard à la distinction de classe ». Il est pour le moins réconfortant de constater que notre société est fondée sur le « sentiment de la justice ». Quand la guerre toute proche aura commencé, Souvarine fera sans doute part de sa découverte aux soldats dans les tranchées — et en attendant, aux invalides de la dernière guerre, aux chômeurs, aux enfants abandonnés, aux prostituées. Faisons tout de suite un aveu : si, ce faisant, il se fait rosser, notre « sentiment de la justice » ne nous rangera pas à ses côtés...

La notice critique de cet apologue sans vergogne de la justice bourgeoise, « sans égard à la distinction de classe », est entièrement fondée sur... la prière d'insérer inspiré par Victor Serge. Ce dernier, quant à lui, ne va pas plus loin dans ses essais « théoriques » que les emprunts hybrides à Souvarine. Lequel présente tout de même un avantage : il exprime jusqu'au bout ce que Victor Serge n'ose pas encore dire.

Avec une fausse indignation — tout est faux chez cet homme — Souvarine écrit que puisque Trotsky condamne la morale des démocrates, des réformistes, des staliniens et des anarchistes, cela revient à dire que seul le « parti de Trotsky » peut sauver la morale, et, comme ce parti « n'existe pas », que c'est Trotsky lui-même, en dernière analyse, qui incarne la morale. Comment ne pas ricaner sur un tel thème ? Souvarine se figure, évidemment, qu'il est capable de distinguer ce qui existe de ce qui n'existe pas. C'est très facile tant qu'il s'agit d'omelette ou de bretelles. Mais à l'échelle du processus historique, il est clair que faire une telle distinction n'est pas à la portée de Souvarine. « Ce qui existe » naît ou meurt, se développe ou se décompose. La compréhension de ce qui existe n'est accessible qu'à celui qui saisit les courants internes de la réalité.

On peut compter sur ses doigts les gens qui ont, dès le début de la dernière guerre impérialiste pris une position révolutionnaire. Les différentes nuances du chauvinisme ont occupé presque sans partage tout le champ de la politique officielle.

Liebkecht, Luxemburg¹⁶ et Lénine semblaient isolés et impuissants. Peut-on cependant douter de ce que leur morale était supérieure à la misérable morale de « l'union sacrée » ? La politique révolutionnaire de Liebkecht n'était pas, contrairement à ce que pensaient alors le commun des philistins patriotiques, une politique « individualiste ». Au contraire, Liebkecht, et lui seul, reflétait et annonçait les profonds courants souterrains existant dans les masses. Le cours ultérieur des événements lui apporta une confirmation totale. Ne pas avoir peur aujourd'hui de rompre avec l'opinion publique officielle pour conquérir le droit d'exprimer *demain* la pensée et les sentiments des masses insurgées, c'est un mode d'existence particulier, qui se distingue de l'existence empirique des contemplateurs du ciel. Tous les partis de la société capitaliste, tous ses moralistes, et tous ses sycophantes périront sous les ruines de la catastrophe imminente. Le seul parti qui survivra, c'est le parti de la Révolution Socialiste Mondiale, bien que des raisonneurs aveugles de naissance considèrent aujourd'hui qu'il n'existe pas, tout comme pendant la dernière guerre ils pensaient que le parti de Lénine et de Liebkecht n'existait pas.

Révolutionnaires et fauteurs de marasme

Engels a écrit un jour que Marx et lui seraient toute leur vie minoritaires, et qu'« ils s'en trouvaient fort bien ». Les époques qui voient le mouvement des classes opprimées s'élever jusqu'aux tâches révolutionnaires d'ensemble constituent dans l'Histoire des exceptions rarissimes. Les opprimés connaissent bien plus souvent la défaite que la victoire. Après chaque défaite s'instaure une longue période de réaction qui rejette les révolutionnaires dans un cruel isolement. C'est alors que les révolutionnaires imaginaires, les « chevaliers d'un instant », selon la formule d'un poète russe, soit trahissent ouvertement la cause des opprimés, soit se démènent pour trouver la théorie salvatrice qui leur permettrait de ne rompre avec aucun camp. A notre époque, découvrir la formule de la réconciliation dans le

16. Karl *Liebkecht* (1880-1919), fils du pionnier du parti social-démocrate Wilhelm Liebkecht, avocat des pauvres, organisateur des jeunesses et de la lutte antimilitariste, organisateur, avec Rosa Luxemburg du groupe Spartakus contre la guerre en 1914, cofonda le parti communiste allemand et fut assassiné peu après.

domaine de l'économie politique ou de la sociologie est inconcevable : les contradictions de classe ont irrévérablement jeté à bas la théorie des « harmonisateurs » libéraux et des réformistes démocrates. Reste la religion, ou la morale transcendante. Les « socialistes-révolutionnaires » russes tentent de sauver la démocratie par l'alliance avec l'Eglise. Marceau Pivert remplace l'Eglise par la loge maçonnique. Victor Serge n'est, semble-t-il, pas encore entré en loge, mais il trouve sans peine un langage commun avec Pivert, contre le marxisme.

Deux classes décident du sort de la société contemporaine : la bourgeoisie impérialiste et le prolétariat. L'ultime ressource de la bourgeoisie, c'est le fascisme, qui remplace les critères historiques par des critères biologiques et zoologiques pour se libérer ainsi de toute limite, quelle qu'elle soit, dans la lutte pour la propriété capitaliste. Seule la révolution socialiste peut sauver la culture. Pour la réaliser, le prolétariat a besoin de toute sa force, de toute sa détermination, de toute son audace, de toute sa passion et de toute son intransigeance. Il a avant tout besoin d'une pleine indépendance à l'égard des fictions de la religion, de la « démocratie », et de la morale transcendante, c'est-à-dire des chaînes morales forgées par l'ennemi pour le domestiquer et l'asservir. Ce qui est moral, c'est la préparation du renversement total et définitif de la barbarie impérialiste, et seulement cela. La cause de la révolution, voilà la loi suprême !

La claire compréhension des relations entre les deux classes fondamentales : bourgeoisie et prolétariat, à l'époque où elles s'affrontent à mort, nous fait découvrir la signification objective du rôle des moralistes petit-bourgeois. Leur caractéristique principale, c'est leur impuissance : *sociale*, en raison du déclin économique de la petite bourgeoisie, *théorique*, à cause de l'effroi qui saisit le petit-bourgeois devant le déchaînement monstrueux de la lutte des classes. D'où les efforts que fait le petit-bourgeois, qu'il soit instruit ou illettré, pour brider la lutte des classes. Si ça ne marche pas avec l'aide de la morale éternelle — et cela ne peut pas marcher — le petit-bourgeois se jette dans les bras du fascisme qui bride la lutte des classes en se servant du mythe et de la hache.

Le moralisme de Victor Serge et de ses semblables, c'est le pont qui conduit de la révolution à la réaction. Souvarine est déjà de ce côté-là du pont. La plus petite concession à de telles tendances signifie la capitulation devant la réaction. Que ces auteurs de marasme créent une morale à l'usage de Hitler, de

LÉON TROTSKY

Mussolini, de Chamberlain et de Daladier¹⁷. Nous, nous donnons un programme à la révolution prolétarienne, et cela nous suffit.

17. Trotsky énumère ici les quatre chefs d'Etat ou de gouvernement qui avaient signé en novembre précédent les accords de Munich. Edouard *Daladier* (1884-1970), dirigeant radical-socialiste et presque inamovible ministre de la Guerre avait été ministre dans tous les gouvernements de Front populaire et dirigeait le gouvernement depuis la fin de ce dernier.

VERS UN BILAN DES PURGES¹ (10 juin 1939)

Walter Duranty, correspondant du *New York Times*, que le Kremlin a toujours chargé de ses plus sales besognes journalistiques, juge nécessaire aujourd'hui de dire que la purge a atteint une ampleur qui dépasse de beaucoup tout ce qu'on a pu en savoir à l'étranger. La moitié des communistes exclus sont revenus de nouveau dans le parti. Mais combien d'innocents sans-parti ont souffert, etc. !

Cette fois encore, l'indignation de Walter Duranty lui a été dictée par le Kremlin. Staline a maintenant besoin que ses laquais soient aussi indignés que possible par les excès et les crimes commis. Ils amènent ainsi l'opinion publique à croire que Staline lui-même est plein d'indignation et que, par conséquent, les falsifications, les provocations, les déportations et les exécutions ont eu lieu à son insu et contre sa volonté. Seuls les imbéciles sans espoir peuvent bien entendu le croire encore. Mais même des gens qui ne sont pas des imbéciles ont tendance, sur ce point, à rencontrer Staline au moins à mi-chemin : oui, disent-ils, Staline est indiscutablement coupable de la dernière gigantesque vague de terreur, mais il voulait la limiter à un cadre politique rationnel, c'est-à-dire n'exterminer que ceux qu'il était nécessaire d'exterminer pour le régime. Cependant des exécutants déraisonnables et démoralisés, guidés par des intérêts d'un ordre moins élevé, ont donné à la purge une dimension tout à fait monstrueuse, provoquant ainsi l'indignation générale. Staline n'est évidemment pas responsable de ces exagérations, de cette extermination insensée, même du point de vue du Kremlin, de centaines de milliers de personnes « neutres ».

1. Article (T 4577), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

LÉON TROTSKY

Quelque convaincant que puisse paraître ce raisonnement pour la pensée de gens ordinaires, il est faux du début à la fin. Il suppose avant tout que Staline est moins intelligent qu'il ne l'est en réalité. Mais il dispose, surtout dans ce domaine, d'une expérience suffisante pour pouvoir d'avance prévoir l'étendue que doit prendre l'épuration dans cet appareil à la création et à la formation duquel il a pris la plus grande part. Comme on le sait, la préparation a pris du temps. Elle a commencé par l'exclusion, en 1935, de dizaines de milliers d'opposants repentis depuis longtemps. Personne ne comprit cette mesure, les exclus moins que tous les autres. La tâche de Staline était de tuer la IV^e Internationale et d'exterminer au passage la vieille génération des bolcheviks, et, dans les générations suivantes, tous ceux qui étaient moralement liés à la tradition du parti bolchevique. Pour mener à bien un plan aussi monstrueux, dont on ne peut trouver d'équivalent dans les pages de l'histoire de l'humanité, il fallait prendre l'appareil lui-même dans un étau. Il fallait que chaque agent du G.P.U., chaque fonctionnaire soviétique, chaque membre du parti, sente que la moindre déviation dans telle ou telle mission diabolique qui leur était dévolue, signifierait la mort du récalcitrant et l'extermination de sa famille et de ses amis. Il fallait tuer d'avance toute idée de résistance dans le parti ou dans les masses laborieuses. Il ne s'agissait donc pas d'« exagérations » fortuites, du zèle des exécutants, mais de la condition nécessaire du succès du plan de base. Pour exécuter ce plan, il fallait un gredin hystérique comme Ejov, dont Staline avait prévu le caractère et l'envergure, comme il avait prévu de le rejeter lorsque l'objectif de base aurait été atteint. Dans ce domaine, le travail a été mené conformément au plan.

Même dans la période de la lutte contre l'Opposition de gauche², Staline initiait la clique de ses proches compagnons de pensée à sa grande découverte sociologique et historique : tous les régimes passés sont tombés à cause de l'indécision et des hésitations de la classe dirigeante. Si le pouvoir d'Etat est suffisamment impitoyable dans la lutte contre ses ennemis, ne reculant pas, s'il le faut, devant des exterminations massives, il viendra toujours à bout de tous les dangers. Dès l'automne 1927, cette sage formule était répétée par tous les agents de Staline, sur tous les tons, afin de préparer l'opinion publique du parti aux

2. La lutte contre l'Opposition de gauche à l'intérieur du parti bolchevique s'était étendue de 1923 à 1927, date de l'exclusion en masse de ses membres.

épurations et aux procès à venir. Il peut sembler aujourd'hui aux maîtres du Kremlin — de toute façon, c'est ce qu'ils pensaient hier — que le grand théorème de Staline a été confirmé dans les faits. Mais l'histoire détruira cette illusion policière, cette fois encore. Lorsqu'un régime social ou politique en arrive à des contradictions irréconciliables avec les exigences du développement du pays, la répression peut certainement prolonger son existence pour un temps, mais, à terme, l'appareil de la répression lui-même commence à se briser, à s'émousser, à s'effriter. L'appareil policier de Staline est entré précisément dans cette phase. Le sort de Iagoda et d'Ejov annonce non seulement ce que sera celui de Beria, mais aussi celui de leur maître à tous les trois.

[UNE GESTION DÉSAGRÉABLE]¹

(12 juin 1939)

Cher Camarade Abern,

Celui qui rend un grand service s'expose à de nouvelles missions. C'est votre cas.

J'ai reçu ce matin une lettre de mon agent littéraire qui est pour moi un coup terrible. Compte tenu de mes dettes, etc., nous attendions son paiement avec une impatience aiguë et il dit maintenant qu'il n'a rien à nous payer. Je vous envoie une copie de sa lettre et une de la mienne. Vous verrez qu'elles se suffisent plus ou moins à elles-mêmes.

S'il ne peut pas envoyer un chèque *immédiatement* par avion, peut-être pourrait-il avancer l'argent pour l'article pour *Liberty* que je suis en train d'écrire. Bien entendu, je préférerais à tous égards avoir un paiement sur le livre puis le paiement sur l'article pour *Liberty*. Je propose la variante d'urgence seulement dans le cas improbable où Collins refuserait catégoriquement de payer une nouvelle échéance.

J'espère que vous insisterez avec l'énergie nécessaire devant Collins sur cette désagréable question. La situation est telle que chaque jour de report crée les pires difficultés. Je préférerais même que, s'il envoie de l'argent, il l'envoie par câble.

Excusez ces nouveaux ennuis et recevez mes chaleureux remerciements d'avance.

1. Lettre à M. Abern (7273), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

[UN COUP DUR]¹

(12 juin 1939)

Cher Monsieur Collins,

Votre lettre du 7 juin a été pour moi un coup dur. C'est simplement que je n'avais pas consulté le contrat, bien que formellement vous ayez raison. Cependant le livre que je suis en train d'écrire est très différent du livre prévu dans le contrat². Ce livre comprenait environ 80 000 mots. J'ai déjà achevé au moins 100 000 mots et dois en achever 50 à 60 000 de plus.

J'ai mobilisé mes amis dans le monde pour l'enquête la plus précise et la plus complète. Au moins en tant que source d'information, ce livre durera autant que l'intérêt pour une biographie de Staline.

J'avais espéré que la diffusion et les droits de séries assureraient ma subsistance pour les deux ans à venir et que je n'aurais besoin d'aucune avance pour le livre sur Lénine. Je dois indiquer ici que je souhaite proposer à l'éditeur de changer l'ordre de publication du livre sur Lénine³. J'ai indiqué dans une de mes lettres que j'avais rassemblé pendant longtemps des matériaux et pris des notes pour un livre sur la situation mondiale. Il me semble que ce serait mieux de publier un livre sur la situation mondiale avant le livre sur Lénine. Les deux biographies coïncident à bien des égards et je crois que ce serait mieux s'il y avait un intervalle entre les deux.

J'aimerais proposer simplement aux éditeurs que le livre sur la situation mondiale remplace le livre sur Lénine dans le contrat aux mêmes conditions et que le livre sur Lénine soit renvoyé à

1. Lettre à A. Collins (7623), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit de la biographie de Staline.

3. Le livre sur Lénine traînait depuis des années.

LÉON TROTSKY

l'année suivante. Mais, indépendamment de la question de savoir si les éditeurs acceptent le livre proposé sur la situation mondiale et le changement dans l'ordre de publication, je continue à espérer que les droits d'auteur et de séries sur le livre de Staline élimineront la nécessité d'avances sur le prochain livre.

D'un autre côté, compte tenu du fait que mon enquête méticuleuse sur la biographie de Staline a exigé deux ou trois fois plus de travail que nous le supposions, j'ai été obligé d'abandonner presque toute collaboration à la presse périodique pendant ce temps, et je me suis ainsi trouvé dans une crise financière grave et je ne peux y voir aucune issue si les éditeurs interprètent l'aspect financier du contrat avec la moitié de l'« élasticité » que j'ai démontrée dans la qualité de l'enquête et la dimension du livre. Reconsidérez la question, s'il vous plaît, à la lumière de ces considérations ; j'apprécierais une réponse de vous par avion.

[SE RÉORIENTER VERS LES MASSES]¹

(16 juin 1939)

Cher Ami,

Je viens juste de recevoir la lettre de Goldman². En ce qui concerne le centre marxiste³, c'est une question purement tactique et je crois que nous pouvons donner au S.I. toute liberté de manœuvre dans cette affaire. Je ne vois aucune objection de principe à répéter l'expérience du contact direct avec des centristes occupés à créer une nouvelle Internationale⁴. Nos représentants n'ont rien à perdre et quelque chose à gagner s'ils sont fermes sur le fond et souples dans la forme.

La situation d'avant-guerre, l'aggravation du nationalisme etc. constituent naturellement un obstacle à notre développement et la cause profonde de la démoralisation dans nos rangs. Mais il faut maintenant souligner que, plus la composition du parti est petite-bourgeoise, plus il dépend des changements dans l'opinion publique officielle. C'est un argument supplémentaire pour une réorientation courageuse et active vers les masses (la question nègre revêt une importance nouvelle. Les Nègres ne risquent pas d'être patriotes dans la guerre qui vient).

1. Lettre à Cannon (7546), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Albert Goldman avait été envoyé en Europe au mois de mai avec pour mission de faire aboutir le projet d'entrée de toute la section française dans le P.S.●.P. Cette affaire avançait puisque, sous sa pression, le 3 juin, le C.E.I. avait voté une résolution qui prescrivait l'entrée dans le P.S.O.P. de tous les militants sous une semaine.

3. A la fin du mois de mai, le congrès du P.S.O.P. avait voté une motion présentée par Marceau Pivert, préconisant l'adhésion au Centre marxiste révolutionnaire, une réorganisation du bureau de Londres qui venait d'être entreprise à l'initiative de Lovestone, Julián Gorkin et Michel Collinet.

4. Trotsky fait allusion à la politique qu'il avait menée en 1933 à partir notamment de la « déclaration des quatre pour une nouvelle Internationale ».

LÉON TROTSKY

Les raisonnements pessimistes que vous citez dans votre article reflètent bien entendu la pression patriotique et nationaliste de l'opinion publique officielle. « Si le fascisme l'emporte en France », « Si le fascisme l'emporte en Angleterre » etc. Les victoires du fascisme sont importantes, mais l'agonie mortelle du capitalisme l'est plus encore. Le fascisme accélère la nouvelle guerre et la nouvelle guerre accélérera terriblement le mouvement révolutionnaire. En cas de guerre, chaque petit noyau révolutionnaire peut devenir et deviendra un facteur décisif, historique, dans un bref délai. C'est une honte que des révolutionnaires ne voient qu'un côté du développement historique actuel — son côté sombre, réactionnaire — et ignorent l'approche d'un dénouement général dans lequel la IV^e Internationale jouera le même rôle que les bolcheviks en 1917.

[ARTICLES A PUBLIER]¹

(16 juin 1939)

Cher Camarade Abern,

Il y a quelques jours nous avons envoyé au camarade Vanzler plusieurs articles pour le *Socialist Appeal* et *New International*. Il y en a deux de plus grande importance que les autres : l'un concernant l'article sur la morale (polémique contre Victor Serge et Souvarine)² et l'autre un commentaire sur deux tableaux de statistiques concernant le sort du comité central du parti communiste de l'U.R.S.S.³.

Les autres sont de moindre importance, essentiellement des citations, etc. L'article sur la morale devra être publié sous mon nom. L'article sur le comité central peut être publié avec ou sans mon nom, cela dépend un peu de leur parution dans le même numéro ou non.

Une petite note d'environ vingt lignes sur les historiens staliniens, a été envoyée par erreur. Ce serait impossible de la traduire en anglais.

1. Lettre à Abern (7274), traduite de l'anglais avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. « Moralistes et Sycophantes », pp. 204-217.

3. Cf. « L'Histoire du bolchevisme dans le miroir du comité central », pp. 193-203.

[UN LIVRE REMARQUABLE]¹

(19 juin 1939)

Mon cher Malaquais²,

Vous avez écrit un livre remarquable³. Vous avez su d'un point de vue particulier — d'en bas, du fond même — considérer la vie humaine. Vous avez su voir en outre avec une telle fraîcheur la vie *française* que je me demande si vous êtes français. La facilité et la force de votre langue parlent en faveur d'une réponse affirmative. Cependant, votre manière « lumpen-prolétarienne » d'aborder la vie, peu coutumière à un Français, ainsi que la « géographie » de la préface, semblent dire que vous n'êtes pas français⁴. Mais enfin, c'est secondaire. Le principal, c'est que le livre est magnifique. Bien que ces dernières années m'aient fait perdre le goût des romans, j'ai lu le vôtre presque d'un seul trait. Duquel des deux personnages de la préface l'auteur est-il le plus proche : du sceptique aigri ou du vagabond optimiste ? Ou est-il proche de l'un et de l'autre ? Vos prochaines œuvres le montreront.

Je vous souhaite de tout cœur santé, ténacité, optimisme et... succès.

1. Lettre à J. Malaquais (8987), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Vladimir Malacki, dit Jean *Malaquais* (né en 1908), originaire d'un milieu très modeste, avait fréquenté les milieux proches des trotskystes et autres groupes anti-staliniens. Encouragé par André Gide, qu'il avait pris à partie, il venait de publier son premier roman.

3. Le livre en question est *Les Javanais* (cf. pp. 368-377).

4. Malaquais était d'origine polonaise.

L'ÉNIGME DE L'U.R.S.S.¹

(21 juin 1939)

Deux traits caractérisent aujourd'hui la politique des grandes puissances. Premièrement, l'absence de tout système et de toute continuité dans leur action. Pendant cette dernière période, le pays qui était le modèle même de la pesante stabilité, la Grande-Bretagne, a manifesté des oscillations particulièrement fantastiques. A l'époque de l'accord de Munich, en septembre de l'année dernière, Chamberlain célébra une « nouvelle ère de paix » basée sur la coopération des quatre puissances européennes. Le mot d'ordre officieux des conservateurs était à l'époque de laisser aux Allemands les mains libres à l'Est. Aujourd'hui, tous les efforts du gouvernement britannique sont concentrés sur la conclusion d'un accord avec Moscou contre l'Allemagne². La Bourse de Londres, qui avait accueilli à l'époque l'accord de Munich par une hausse, adapte aujourd'hui son état nerveux au cours des négociations anglo-soviétiques. La France suit humblement l'Angleterre dans ses zigzags : elle n'a rien d'autre à faire. L'élément stable dans la politique de Hitler, c'est sa dynamique agressive, mais c'est tout. Personne ne sait dans quelle direction l'Allemagne va porter son prochain coup. Il est possible que Hitler lui-même ne le sache pas encore aujourd'hui. Les péripéties de la loi sur la « neutralité » aux Etats-Unis sont une illustration de ce même thème³.

1. Article (T 4588) traduit du russe avec la permission de la Houghton Library.

2. Les négociations s'étaient poursuivies depuis le mois d'avril entre Londres et Moscou avec échange de notes. Le 7 juin, William Strang avait été envoyé à Moscou où les négociations commençaient le 12.

3. Le Congrès en 1935 et le Sénat en 1937 avaient adopté des lois de neutralité mettant l'embargo sur les armes à destination des deux belligérants en

LÉON TROTSKY

Le second trait de la politique internationale, étroitement lié au premier, est que personne ne croit en la parole de personne ni même en la sienne. Tout accord suppose un minimum de confiance mutuelle et une alliance militaire plus que tout autre. Mais les conditions des négociations anglo-soviétiques montrent pourtant clairement qu'une telle confiance n'existe pas. Ce n'est nullement une question de morale abstraite, c'est simplement que la situation objective actuelle des puissances mondiales, pour lesquelles le monde est devenu trop étroit, exclut toute possibilité d'une politique suivie qui puisse prévoir les événements et sur laquelle on puisse s'appuyer. Chaque gouvernement essaie de s'assurer au moins deux possibilités. D'où l'épouvantable duplicité de la politique mondiale, son hypocrisie et son caractère convulsif. Plus le pronostic général se profile, inévitable, et tragique, suivant lequel l'humanité court les yeux fermés à une nouvelle catastrophe, plus il est difficile d'émettre des pronostics de détail sur ce que feront demain l'Angleterre ou l'Allemagne, de quel côté sera la Pologne et quelle position prendra Moscou.

On manque particulièrement de données pour répondre à la deuxième question. La presse soviétique ignore presque la politique internationale. La raison pour laquelle M. Strang est allé à Moscou⁴ et ce qu'il y fait ne regardent pas le citoyen soviétique. Les dépêches de l'étranger sont généralement imprimées en dernière page et le plus souvent présentées de façon « neutre ». On annonce la conclusion du traité d'alliance italo-allemand, la fortification des îles d'Aaland⁵, comme si tout cela arrivait sur Mars. Cette feinte objectivité sert au Kremlin pour garder les mains libres. La presse mondiale a plus d'une fois parlé au cours des derniers mois de l'« impénétrabilité » des méthodes du Kremlin. Nous nous rapprocherons d'autant plus de la résolution de l'énigme « impénétrable » que nous remplacerons les spéculations sur les sympathies ou antipathies subjectives de

cas de guerre. Roosevelt avait à plusieurs reprises tenté de les assouplir mais n'y était pas encore parvenu. Il se heurtait notamment aux abolitionnistes du Sénat. Le conflit connu bien des rebondissements.

4. William *Strang* (né en 1893) était diplomate de carrière depuis 1919 et assistant au Foreign Office ; il avait pour mission de négocier l'accord anglo-soviétique auquel Staline préféra finalement l'accord germano-soviétique.

5. Le « traité d'alliance italo-allemand » en question est le Pacte d'Acier, signé à Milan le 21 mai 1939. Les îles Aaland étaient restées aux mains des Finlandais après la récente guerre et devaient en principe demeurer démilitarisées.

Staline par une évaluation objective des intérêts de l'oligarchie soviétique que Staline ne fait que personnifier.

Les ressorts essentiels de la politique du Kremlin

Personne ne « veut » la guerre et beaucoup la « haïssent » plus que tout. Cela signifie seulement que chacun aimerait atteindre son but par des moyens pacifiques. Mais cela ne veut nullement dire qu'il n'y aura pas la guerre. Les objectifs, hélas, sont contradictoires et ne permettent aucune conciliation. Moins que personne, Staline ne désire la guerre parce que, plus que quiconque, il a des raisons de la craindre. Il a pour cela suffisamment de raisons. Les « purges », monstrueuses tant par leur échelle que par leurs méthodes, reflètent l'intolérable tension des rapports entre la bureaucratie soviétique et le peuple. La fleur du parti bolchevique, les dirigeants de l'économie et de la diplomatie, ont été exterminés. La fleur de l'Etat-major, les héros et idoles de l'armée et de la marine ont été passés par les armes. Staline ne s'est pas livré à cette épuration par caprice, comme un despote oriental : il y a été contraint par sa lutte pour conserver le pouvoir. Il faut bien le comprendre.

Si l'on suit jour par jour les événements en U.R.S.S. à travers la presse soviétique en lisant attentivement entre les lignes, il devient tout à fait clair que la couche dirigeante sent qu'elle est l'objet de la haine générale. Dans les masses populaires, court la menace : « Si la guerre éclate, on va leur montrer ! ». La bureaucratie tremble pour ses positions fraîchement conquises. La prudence est le trait dominant de son chef, surtout sur la scène mondiale. L'esprit d'audace lui est parfaitement étranger. Il est vrai qu'il n'hésite pas à employer la violence, mais seulement à condition d'être sûr d'avance de l'impunité. Par ailleurs, il recourt aux concessions et bat en retraite lorsque l'issue de la lutte lui paraît incertaine. Le Japon ne se serait jamais lancé dans une guerre contre la Chine s'il n'avait su d'avance que Moscou ne prendrait pas avantage de ce prétexte favorable pour intervenir. Au congrès du parti en mars de cette année, Staline a dit pour la première fois publiquement que, dans le domaine économique, l'Union soviétique était encore très loin derrière les pays capitalistes. Il lui fallait faire cet aveu, non seulement pour expliquer le bas niveau de vie des

LÉON TROTSKY

masses, mais pour justifier ses reculs en politique étrangère. Staline est prêt à payer très cher, pour ne pas dire n'importe quel prix, pour la paix : non pas qu'il « hâisse » la guerre, mais il a mortellement peur de ses conséquences.

De ce point de vue, il n'est pas difficile d'évaluer les bénéfices comparés pour le Kremlin des deux branches de l'alternative : accord avec l'Allemagne ou alliance avec les « démocraties ». L'amitié avec Hitler signifierait la disparition immédiate du danger de guerre sur le front Ouest et du coup une diminution importante de ce danger en Extrême-Orient. Une alliance avec les démocrates ne signifierait que la possibilité de recevoir une aide en cas de guerre. Sans doute, s'il ne reste d'autre issue que la guerre, vaut-il mieux avoir des alliés que de rester isolé. Mais le problème fondamental de Staline n'est pas de se ménager les conditions les plus favorables en cas de guerre, mais d'éviter celle-ci. C'est là le sens caché des déclarations réitérées de Staline, Molotov et Vorochilov, selon lesquelles l'U.R.S.S. « n'a pas besoin d'alliés ».

Il est vrai qu'on dit maintenant qu'une reconstitution de l'Entente est un moyen sûr d'empêcher la guerre. Personne, cependant, ne nous explique pourquoi l'Entente n'a pas atteint son but, il y a vingt-cinq ans. La création de la Société des Nations était justement motivée par le fait qu'autrement la division de l'Europe en deux camps irréconciliables devait infailliblement conduire à une nouvelle guerre.

Aujourd'hui, à la suite de l'expérience de la « sécurité collective », les diplomates sont arrivés à la conclusion que la division de l'Europe en deux camps irréconciliables pouvait conjurer le danger de guerre. Le croira qui veut ! En tout cas, le Kremlin, lui, n'y croit pas. Un accord avec Hitler serait la garantie de l'intégrité des frontières de l'U.R.S.S. à la condition que Moscou se coupe totalement de la politique européenne. C'est tout ce que veut Staline. L'alliance avec les démocraties ne garantirait les frontières soviétiques que dans la mesure où elle garantirait aussi toutes les autres frontières européennes, faisant de l'U.R.S.S. un garant et excluant ainsi toute possibilité de politique de neutralité soviétique. Espérer qu'une reconstitution de la Triple Entente pourrait perpétuer le *statu quo* en excluant la possibilité de violation d'une frontière quelconque, c'est vivre au royaume des chimères. Peut-être le danger de guerre, pendant un certain temps, serait-il moins pressant pour l'U.R.S.S. ; en revanche, il serait infiniment plus étendu. Pour Hitler, une alliance de Moscou avec Londres et Paris signifierait qu'il aurait

désormais contre lui tout de suite trois Etats, quelle que soit la frontière qu'il aurait violée. Devant un tel risque, il choisirait le plus probablement l'enjeu le plus élevé, c'est-à-dire la campagne contre l'U.R.S.S. Dans ce cas l'« assurance » fournie par l'Entente pourrait facilement se transformer en son contraire.

Sous tous les autres rapports également, l'accord avec l'Allemagne serait la meilleure décision pour l'oligarchie de Moscou. L'Union soviétique pourrait fournir systématiquement à l'Allemagne toutes les matières premières et les vivres qui lui manquent. L'Allemagne pourrait fournir à l'Union Soviétique des machines, des produits manufacturés et même les brevets techniques nécessaires à l'industrie en général comme à l'industrie en particulier. Pris dans l'étau formé par l'alliance des deux géants, la Pologne, la Roumanie et les Etats Baltes n'auront d'autre possibilité que d'abandonner toute idée de politique autonome et de se contenter des modestes bénéfices tirés de la collaboration et des opérations de transit. Moscou accorderait volontiers à Berlin la liberté totale en politique étrangère dans toutes les directions sauf une. Dans ces conditions, celui qui parlerait encore de la « défense des démocraties » serait tout de suite traité au Kremlin de trotskyste, agent de Chamberlain, mercenaire de Wall Street — et tout de suite *fusillé*.

Dès les premiers jours du régime national-socialiste, Staline a systématiquement et avec persévérance manifesté qu'il était prêt à l'amitié avec Hitler. Cela a pris souvent la forme de déclarations publiques mais plus souvent encore d'allusions, de silences lourds de significations ou, au contraire, d'affirmations qui pouvaient passer inaperçues aux yeux des citoyens soviétiques mais qui allaient infailliblement là où elles devaient aller. W. Krivitsky, l'ancien chef du service des renseignements soviétiques en Europe, a décrit récemment le travail mené en coulisses dans ce sens⁶. Ce n'est qu'après avoir essuyé des répliques très hostiles à cette politique soviétique, de la part d'Hitler, que commença le tournant vers la Société des Nations, la sécurité collective et les Fronts populaires. Ce nouveau refrain diplomatique, appuyé par les grosses caisses, les cymbales et les saxophones du Comintern est devenu ces dernières années de plus en plus dangereux pour les tympanes. Mais à chaque accalmie, on a pu entendre les notes plus douces, quelque peu

6. Le livre de Krivitsky commençait par un chapitre intitulé « Staline donne des apaisements à Hitler ».

LÉON TROTSKY

mélancoliques, mais plus intimes destinées aux oreilles de Bershtesgadén. Sous cette apparente dualité, il existe une évidente unité interne.

Toute la presse mondiale a attiré l'attention sur la sincérité avec laquelle Staline, dans son rapport au dernier congrès du parti, en mars de cette année, a fait des avances à l'Allemagne, tout en attaquant l'Angleterre et la France, comme « fauteurs de guerre habitués à faire tirer les marrons du feu par les autres ». Mais le discours supplémentaire de Manouïlsky sur la politique du Comintern est passé complètement inaperçu : il avait pourtant été rédigé aussi par Staline. Pour la première fois, Manouïlsky a remplacé la revendication traditionnelle de la libération des colonies par un nouveau mot d'ordre : « La réalisation du droit à disposer d'eux-mêmes des peuples *asservis par les Etats fascistes*... Le Comintern exige donc la libre autodétermination de l'Autriche..., des Sudètes..., de la Corée..., de Formose, de l'Abyssinie. » En ce qui concerne l'Inde, l'Indochine, l'Algérie et les autres colonies britanniques et françaises l'agent de Staline se borne au souhait inoffensif d'une « amélioration de la condition des masses laborieuses ». Il exige en même temps que la lutte de libération des peuples coloniaux soit désormais « subordonnée aux intérêts de la lutte contre le fascisme, le pire ennemi des travailleurs ». En d'autres termes, les colonies anglaises et françaises doivent, selon la nouvelle théorie du Comintern, soutenir les pays qui les gouvernent contre l'Allemagne, l'Italie et le Japon.

La contradiction frappante entre les deux discours est en fait un trompe-l'œil. Staline s'est réservé la partie la plus importante du travail, proposer directement à Hitler une alliance contre les « fauteurs de guerre » démocratiques. Il a chargé Manouïlsky de faire peur à Hitler avec la perspective d'un rapprochement entre l'U.R.S.S. et les « provocateurs » démocratiques et, expliquant incidemment à ces derniers les énormes avantages qu'ils trouveraient dans une alliance avec l'U.R.S.S. : personne d'autre que le Kremlin, le vieil ami des peuples opprimés, ne pourrait inspirer aux colonies l'idée qu'il leur fallait faire confiance à leurs maîtres démocratiques en cas de guerre avec le fascisme. Ce sont là les ressorts de la politique du Kremlin, l'unité derrière ses contradictions apparentes. Du début à la fin, elle est déterminée par les intérêts de la classe dirigeante qui a abandonné tous les principes sauf celui de l'autopréservation.

Hitler et l'U.R.S.S.

La mécanique nous enseigne que la force est déterminée par la masse et la vitesse. La dynamique de la politique extérieure de Hitler a assuré à l'Allemagne une position de commandement en Europe, et dans une certaine mesure dans le monde entier. Pour combien de temps, c'est une autre question. Si Hitler se retenait (s'il *pouvait* se retenir), Londres tournerait une fois de plus le dos à Moscou. D'un autre côté, la réponse de Moscou aux propositions de Londres qu'on attend d'heure en heure, dépend beaucoup plus de Hitler que de Staline. Si Hitler répond enfin aux avances diplomatiques de Moscou, Chamberlain essuiera un refus. Si Hitler hésite ou semble hésiter, alors, le Kremlin fera tout pour faire traîner les négociations. Staline ne signera un traité avec l'Angleterre que s'il est convaincu qu'une alliance avec Hitler est hors de sa portée.

Dimitrov, le secrétaire du Comintern, exécutant les ordres de Staline a annoncé, aussitôt après les accords de Munich, un calendrier précis des prochaines campagnes de conquêtes de Hitler. La Hongrie serait soumise au printemps de 1939; à l'automne de cette même année la Pologne serait envahie. Le tour de la Yougoslavie viendrait l'année suivante. En automne 1940, Hitler envahirait la Roumanie et la Bulgarie. Au printemps 1941, les attaques seraient dirigées contre la France, la Belgique, la Hollande, le Danemark et la Suisse. Enfin, *en automne 1941, l'Allemagne serait en mesure de commencer son offensive contre l'Union soviétique.*

Il est possible que cette information ait été obtenue par le service de renseignements soviétiques, sous une forme évidemment moins précise. Mais il est également possible qu'elle n'ait été que le produit de pures spéculations dont le but serait de montrer que l'Allemagne s'apprête d'abord à écraser ses voisins occidentaux et seulement ensuite à retourner ses armes contre l'Union soviétique. Dans quelle mesure Hitler se conformera-t-il au calendrier de Dimitrov? Les suppositions et le plan des diverses capitales européennes tournent aujourd'hui autour de cette question.

Le premier chapitre du plan mondial de Hitler — la création d'une vaste base nationale plus un tremplin en Tchécoslovaquie — est terminé. La prochaine étape de l'agression allemande peut avoir deux variantes. Soit un accord immédiat avec l'U.R.S.S. pour avoir les mains libres au Sud-Ouest et à l'Ouest; dans ce cas, les projets concernant l'Ukraine, le Caucase, l'Oural pren-

LÉON TROTSKY

dront place dans le troisième chapitre de Hitler. Ou encore — frapper immédiatement à l'Est. Dans ce cas, l'offensive vers l'Ouest constituerait le troisième chapitre.

Un accord durable avec Moscou, tout à fait dans l'esprit de la tradition de Bismarck⁷, ne représenterait pas seulement pour l'Allemagne un immense avantage économique, mais lui permettrait aussi d'avoir une politique mondiale active. Cependant, dès le premier jour de son arrivée au pouvoir, Hitler a toujours refusé la main tendue de Moscou. Ayant écrasé les « marxistes » allemands, Hitler ne pouvait, dès les premières années, affaiblir sa position à l'intérieur du pays par un rapprochement avec Moscou « marxiste ». Les considérations de politique extérieure étaient cependant plus importantes. Pour amener les Anglais à fermer les yeux sur le réarmement illégal de l'Allemagne et sur les violations du traité de Versailles, Hitler a été obligé de jouer le rôle de défenseur de la culture européenne contre la barbarie bolchevique. Ces deux facteurs ont perdu, depuis, beaucoup de leur force. En Allemagne, les deux partis social-démocrate et communiste, déshonorés par leur honteuse capitulation devant les nazis, sont aujourd'hui quantité négligeable. A Moscou, tout ce qui reste du marxisme, ce sont quelques pauvres bustes de Marx.

La création d'une nouvelle couche privilégiée en U.R.S.S. et la répudiation de la politique de l'Internationale, renforcés par l'extermination en masse des révolutionnaires, ont considérablement diminué la peur que Moscou inspirait au monde capitaliste. Le volcan est éteint, la lave s'est refroidie. Sans doute les Etats capitalistes travailleraient-ils volontiers, aujourd'hui comme toujours, à faciliter la restauration du capitalisme en U.R.S.S. Mais ils ne considèrent plus ce pays comme le foyer de la révolution. Ils n'ont nul besoin désormais d'un chef pour une croisade à l'Est. Hitler lui-même a compris avant les autres la signification sociale des purges de Moscou et des parades judiciaires ; car lui au moins n'ignorait pas que ni Zinoviev ni Kamenev ni Rykov, ni Boukharine ni le maréchal Toukhatchevsky⁸, ni des dizaines et des centaines d'autres révolutionnaires hommes d'Etat, diplomates, généraux, *n'étaient pas* ses agents.

7. Otto von *Bismarck-Schönhausen* (1815-1898), Chancelier de Prusse, réalisa l'unité allemande et ne constitua la Triple Alliance que parce que la Russie tsariste repoussa ses avances.

8. Mikhaïl N. *Toukhatchevsky* (1893-1937), jeune officier de la Garde impériale, volontaire dans l'Armée rouge, en était devenu le chef le plus compétent. Il avait été fusillé après un procès à huis-clos.

La nécessité pour Hitler d'hypnotiser Downing Street⁹ avec la notion de leur communauté d'intérêts face à l'U.R.S.S. est tombée aussi lorsque Hitler eût reçu de l'Angleterre plus qu'il n'en espérait — tout ce qu'il pouvait en attendre sans avoir recours aux armes. S'il ne va néanmoins pas à la rencontre du Kremlin, c'est évidemment parce qu'il a peur de l'U.R.S.S. Avec sa population de 170 millions d'habitants, ses richesses naturelles inépuisables, les succès indiscutables de son industrialisation, le développement de ses moyens de communication, l'U.R.S.S. — c'est ainsi que raisonne Hitler — va s'emparer rapidement de la Pologne, de la Roumanie, des Etats Baltes et pèsera de toute sa masse sur les frontières allemandes, justement au moment où le III^e Reich sera engagé dans la lutte pour un nouveau partage du monde. Pour s'emparer des colonies anglaises ou françaises, il lui faut assurer préalablement ses arrières et Hitler caresse l'idée d'une guerre préventive contre l'U.R.S.S.

Il est vrai que l'état-major allemand connaît bien, d'après l'expérience passée, les difficultés de l'occupation de la Russie ou même seulement de l'Ukraine. Cependant, Hitler compte sur l'instabilité du régime de Staline. Quelques défaites sérieuses de l'Armée rouge, pense-t-il, vont suffire à faire tomber le gouvernement du Kremlin ? Et comme il n'existe dans le pays aucune force organisée et que même l'émigration blanche est totalement étrangère au peuple, après la chute de Staline, le chaos régnera longtemps, et cela pourra être utilisé, d'une part pour le pillage direct — saisie des réserves d'or, exportation de toutes sortes de matières premières, etc. — d'autre part, pour l'offensive à l'Ouest. Le fait que les relations commerciales entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. n'aient pas été interrompues — on parle à nouveau de l'envoi à Berlin d'une délégation d'économistes soviétiques — n'est nullement la preuve que cette période de paix doit se prolonger. Dans le meilleur des cas, cela signifie que l'échéance de la guerre n'a pas encore été fixée. Des crédits de quelques centaines de millions de marks ne retarderont pas la guerre d'une heure, parce que, pendant la guerre, on ne compte plus en centaines de millions, mais en dizaines de milliards parce qu'il s'agit de conquérir des pays et des continents, de repartager le monde. Les crédits perdus passeront si nécessaire sur les menus frais des grosses entreprises. D'un autre côté, l'offre de nouveaux

9. Le 10, Downing Street, était la résidence du Premier Ministre britannique.

crédits peu avant l'ouverture des hostilités n'est pas une mauvaise méthode pour désorienter l'ennemi. En tout cas, c'est précisément maintenant, au moment critique des négociations anglo-soviétiques, que Hitler est en train de décider de la direction que prendra son agression : l'Est ou l'Ouest ?

Les futures alliances militaires

Il peut sembler que la distinction entre le « deuxième » et le « troisième » chapitres de la prochaine expansion allemande soit une construction intellectuelle pédante : la reconstitution de la Triple Entente¹⁰ enlèverait à Hitler la possibilité de réaliser ses plans par étapes et d'échelonner ses attaques, parce que, indépendamment du lieu où commencera le conflit, il s'étendra vite à toutes les frontières de l'Allemagne. Mais cette idée n'est pourtant vraie qu'en partie. L'Allemagne occupe une position centrale par rapport à ses futurs ennemis ; elle peut manœuvrer en jetant ses réserves le long des lignes d'opérations intérieures vers les fronts les plus importants. Pour autant que l'initiative des opérations lui appartiendra — et au début de la guerre, elle lui appartiendra certainement — l'Allemagne choisira, à tout moment, l'ennemi principal, considérant les autres fronts comme secondaires. L'unité d'action entre l'Angleterre la France et l'U.R.S.S. peut évidemment réduire de façon significative la liberté d'action du haut commandement allemand ; c'est en effet pour cela qu'une alliance tripartite est nécessaire. Mais il faudrait qu'elle se réalise effectivement. En attendant la lutte intense qui se déroule autour des termes des négociations démontre à elle seule que chacun des partenaires veut conserver sa liberté d'action dans la future alliance. Si l'un ou l'autre des membres de la nouvelle Triple Entente trouvait plus avantageux de se retirer au moment du danger, Hitler est tout à fait prêt à lui fournir la base juridique pour déchirer le traité ; il suffira de couvrir l'ouverture des hostilités de manœuvres politiques telles qu'il sera très difficile de déterminer qui est l'« agresseur » — tout au moins pour celui des membres de l'entente qui a intérêt à obscurcir la question. Mais, même en dehors de ce cas limite de « trahison » ouverte, subsiste la question du *degré* d'application

10. La Triple Entente réunissait avant 1914 la France, la Grande-Bretagne et l'Empire russe.

du pacte. Si l'Allemagne frappe à l'Ouest, l'Angleterre viendra rapidement au secours de la France avec toutes ses forces, parce que la question du sort de la Grande-Bretagne elle-même sera posée là et à ce moment.

Mais la situation serait toute différente si l'Allemagne lançait le gros de ses forces à l'Est. L'intérêt de l'Angleterre et de la France n'est évidemment pas que l'Allemagne obtienne une victoire décisive sur l'U.R.S.S., mais elles n'auraient rien contre l'affaiblissement réciproque de ces deux puissances. Les tâches de Hitler à l'Est, compte tenu de la résistance probable de la Pologne et de la Roumanie, de l'immensité des espaces et de la masse de la population, seraient si énormes qu'elles exigeraient, même si le cours des opérations était favorable, des forces considérables et beaucoup de temps.

Pendant cette première période, que les événements peuvent allonger ou abrégé, l'Angleterre et la France en profiteraient pour se renforcer relativement, mobiliser, transporter des troupes anglaises à travers le Channel, concentrer leurs forces, choisir le moment favorable, laissant l'Armée rouge supporter seule tout le poids de l'attaque allemande. Si, l'U.R.S.S. se trouvait dans une situation difficile, les alliés pourraient poser pour leur aide de nouvelles conditions que le Kremlin aurait du mal à refuser. Quand Staline a dit, en mars, devant le congrès du parti, que l'Angleterre et la France avaient intérêt à pousser à la guerre entre l'Allemagne et l'U.R.S.S., afin d'intervenir au dernier moment avec des forces fraîches, comme arbitres, il n'avait pas tort.

Mais il est également exact, que, si Hitler détourne l'attention en faisant du remue-ménage autour de Dantzig, puis attaque à l'Ouest avec toutes ses forces, Moscou voudra utiliser tous les avantages de sa position. Pour cela, les pays limitrophes seront de gré ou de force ses alliés. Une invasion directe de la Pologne par Hitler éveillerait sans doute rapidement de la méfiance en U.R.S.S. et le gouvernement de Varsovie appellerait lui-même l'Armée rouge à son secours. Au contraire, en cas d'attaque de Hitler à l'Ouest ou au Sud, la Pologne, et aussi la Roumanie, avec l'approbation tacite du Kremlin, s'opposeraient de toutes leurs forces à toute entrée de l'Armée rouge sur leur territoire. L'essentiel du poids de l'attaque allemande reposerait ainsi entièrement sur la France et Moscou attendrait. Le nouveau pacte aura beau avoir été formulé de façon précise sur le papier, le traité tripartite n'est pas tellement une alliance militaire qu'un triangle d'intérêts antagonistes. Les soupçons de Moscou sont

d'autant plus justifiés qu'on n'arrivera jamais à avoir la France contre l'Angleterre ou l'Angleterre contre la France, mais que ces pays trouveront toujours un langage commun pour faire pression ensemble sur Moscou. Hitler peut utiliser avec profit ces contradictions entre les alliés eux-mêmes.

Mais pas pour longtemps. Dans le camp totalitaire, les contradictions exploseront aussi, peut-être un peu plus tard, mais de façon d'autant plus violente. Même en laissant de côté la lointaine Tokyo, l'« Axe » Berlin-Rome n'apparaît durable et sûr qu'en raison de l'énorme supériorité de Berlin sur Rome et de la soumission directe de Rome à Berlin. Cela leur permettra d'obtenir une grande coordination et une grande rapidité dans l'action. Mais seulement jusqu'à un certain point. Les trois membres de ce camp se caractérisent par la largeur du champ de leurs prétentions et leurs appétits mondiaux entreront en conflit bien longtemps avant d'être satisfaits. Aucun « Axe » ne supportera le fardeau de la prochaine guerre.

Tout ce qui vient d'être dit ne conteste pas, bien entendu, la signification des traités et alliances internationaux qui, d'une façon ou d'une autre, détermineront les positions initiales des états dans la guerre qui vient. Mais cette signification est très limitée. Une fois déchaînée, la guerre débordera rapidement le cadre des accords diplomatiques, des plans économiques et des calculs militaires. Un parapluie est une grande protection utile contre la pluie de Londres. Mais il ne peut protéger d'un cyclone. Avant de transformer en décombres une partie importante de notre planète, le cyclone de la guerre brisera nombre de parapluies diplomatiques. Le caractère « sacré » des engagements et des traités paraîtra un futile préjugé quand les peuples commenceront à se tordre de souffrance sous les nuages des gaz asphyxiants. « Sauve qui peut ! » deviendra le mot d'ordre des gouvernements, des nations et des classes. Les traités ne se révéleront pas plus stables que les gouvernements qui les ont conclus. L'oligarchie de Moscou, dans tous les cas, ne survivra pas à la guerre dont elle a si peur. La chute de Staline, cependant, ne sauvera pas Hitler qui, avec l'infailibilité d'un somnambule, court à la plus grande catastrophe de l'Histoire. Si les autres participants à ce jeu sanglant vont gagner quelque chose est une autre question.

[PROPOSITIONS ET PLANS]¹

(22 juin 1939)

Cher M. Collins,

1. Du point de vue purement formel, Harpers sont dans leur droit et je ne peux présenter aucune objection à leur réponse négative².

2. Ma suggestion de publier un livre sur la situation mondiale³ n'a aucun lien avec la question d'argent. Je crois cependant qu'en cas de guerre l'intérêt pour les biographies diminuera et l'intérêt pour l'avenir de notre planète augmentera considérablement. Les prochains mois vérifieront cette prévision. La question n'est pas aiguë et le contrat demeure bien entendu en vigueur.

3. J'envoie simultanément par avion mon article⁴ pour *Liberty* au traducteur, M. Malamuth. Du fait de la gravité de la situation politique, j'espère que cet article sera traduit et transmis à *Liberty* aussi rapidement que possible.

4. J'espère que M. Malamuth sera convenablement payé par *Liberty* pour sa traduction.

5. Compte tenu que je ne peux recevoir encore de l'argent de Harpers jusqu'à ce que le livre soit achevé, je dois maintenant consacrer une partie de mon temps à écrire des articles d'actualité. Le mieux serait que je puisse donner à *Liberty*, par exemple, un article tous les deux mois sur des questions diplomatiques ou militaires. Du fait de la distance, l'article aurait un caractère

1. Lettre à A. Collins (7624), avec la permission de la Houghton Library.

2. Au nom de l'agence Curtis & Brown dont il était le directeur, Alan Collins avait négocié les contrats de Trotsky pour ses biographies de Lénine et Staline avec la maison d'édition Harpers.

3. Cf. pp. 222-223. En fait, Trotsky pensait pouvoir utiliser ses nombreux articles sur la situation mondiale pour terminer rapidement un ouvrage de ce type.

4. Il s'agit du « Staline ».

LÉON TROTSKY

synthétique comme celui-ci. Sur le thème de chaque article, il serait possible de se mettre d'accord à temps d'avance. Pouvez-vous, s'il vous plaît, arranger cette question ?

6. En attendant, je suis maintenant en train d'écrire un article sur le puzzle européen (3 à 4000 mots) pour une revue américaine. Je l'enverrai tout de suite à M. Malamuth, dès que Moscou donnera à l'Angleterre sa réponse définitive. Vous pouvez peut-être trouver une revue intéressée par un tel article (la politique du Kremlin y tiendra bien entendu la première place).

[RECENSER LE PARTI]¹

(23 juin 1939)

Cher Ami,

Ne pensez-vous pas qu'il serait faisable de faire un recensement général du parti et d'établir quels sont les camarades qui ne sont pas liés par leur travail à une localité donnée, surtout New York²? Les camarades qui resteraient pourraient être distribués à travers les provinces dans les centres industriels de province. La meilleure des choses, il me semble, serait de créer pour ces camarades deux ou trois, ou quelque chose comme ça, brigades spéciales et de les envoyer à la « conquête » d'une ville ou d'une branche d'industrie dans cette ville.

1. Lettre (7547), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Relevons que Trotsky continue d'être préoccupé par la composition sociale du S.W.P. et particulièrement à New York.

[DE RICHES POSSIBILITÉS]¹

(26 juin 1939)

Cher Ami,

En vue du congrès, il me semble nécessaire de souligner un point important qui n'a pas encore été développé dans notre presse.

La perspective générale est la guerre avec toutes ses conséquences révolutionnaires. Dans les pays fascistes aussi, même en première ligne dans ces pays.

Mais imaginez la chose tout à fait incroyable, que les gouvernants réussissent à repousser la guerre pour deux ou trois ans environ. En ce cas, la crise économique la plus terrible, résultat des dépenses d'armement, aggravera la crise générale du capitalisme. Nous aurons une inflation d'après-guerre, même sans guerre (inflation, haut coût de la vie, pénurie alimentaire, chômage, etc.) En un mot, une situation révolutionnaire.

Les sceptiques disent que nous sommes faibles. Exact, mais les fascistes en France, en Belgique, en Angleterre, aux Etats-Unis, sont encore faibles aussi. Dans les conditions d'une crise sans précédent, qui est inévitable, les fascistes peuvent grandir rapidement. Mais nous aussi. Le résultat de cette nouvelle vague d'armements, même sans guerre, sera que la « démocratie », le « New Deal », avec leur politique de Fronts populaires, etc. iront au diable. Les scissions dans les partis communiste et socialiste et un mécontentement terrible dans les syndicats seront à l'ordre du jour, toutes conditions extrêmement favorables pour nous. Ne pas oublier, s'il vous plaît, que le développement du fascisme a

1. Lettre à Cannon (7548), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

toujours été précédé d'une terrible radicalisation des masses exploitées.

Toutes ces considérations montrent que, dans les deux variantes, une guerre proche ou une guerre retardée, les possibilités d'un parti révolutionnaire seront très grandes et prometteuses. Pas la moindre raison de pessimisme en dépit de tout !

[APRÈS LA VISITE]¹

(26 juin 1939)

Chers Camarades²,

Nous vous avons adressé en trois envois la série d'articles sur lesquels nous nous étions mis d'accord ici. Par inadvertance, l'article consacré aux changements intervenus au sein du C.C.³ a été envoyé avec un peu de retard sur les premiers articles. Je joins une liste des articles que nous avons expédiés. Il y a à peu près trois jours, nous vous avons envoyé l'article « L'Enigme de l'U.R.S.S. » : il a été écrit pour la presse bourgeoise américaine, mais peut également convenir pour le *Bulleten* avec un avertissement indiquant que la reproduction est interdite. En fait il arrivera certainement trop tard.

J'espère que tout vous est parvenu et que vous êtes parés pour sortir un numéro double.

J'attends que vous m'écriviez pour me dire si votre voyage s'est bien passé et quelle situation vous avez trouvée à Paris.

Nous avons reçu votre carte disant que vous aviez passé la frontière sans encombre ainsi que votre lettre de New York, et nous en avons été très heureux.

1. Lettre à L. Estrine, (7739), traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Formellement, comme toutes les lettres adressées aux animateurs du « groupe russe » de Paris depuis la mort de Léon Sedov, cette lettre est adressée à Lola Estrine et à M. Zborowski. En fait, plus encore que d'habitude et du fait que Lola venait de Coyoacán où elle avait séjourné, c'est à elle que la lettre s'adressait.

3. Cf. p. 193.

Je n'ai pu utiliser le rapport de Malenkov⁴ et les indications qu'il donne sur la proportion de « vieux » bolcheviks dans le parti, car je n'ai pas reçu les numéros de la *Pravda* avec le compte-rendu du congrès (sauf les deux premiers). Depuis le mois de mai, je reçois régulièrement la *Pravda*.

Bien entendu, vous pouvez envoyer des copies des listes des archives à Jan⁵.

Actuellement je suis dans l'obligation d'écrire systématiquement des articles pour la presse bourgeoise américaine, essentiellement sur l'U.R.S.S. et sur la politique internationale. Si vous trouvez des articles intéressants. Je vous serais reconnaissant de me les envoyer.

4. Georgi M. Malenkov (né en 1902), avait rejoint le parti en 1920, puis suivi jusqu'en 1925 l'Institut technique de Moscou ; Sa lutte contre l'Opposition lui avait valu de passer ensuite dans l'appareil où il avait travaillé avec Kaganovitch puis au secrétariat personnel de Staline et dans l'appareil du secrétariat. En 1934 il était devenu chef du département des cadres et était entré au 18^e congrès au C.C. et au secrétariat du parti.

5. Il s'agit de Jan Frankel.

[TOUJOURS LA QUESTION DES VISAS]¹ (28 juin 1939)

Cher Ami²,

Une fatalité pèse sur notre correspondance. La lettre que vous m'avez écrite après votre libération ne m'est jamais parvenue. Votre lettre d'Oslo du 17 mai a été envoyée, par une erreur de la poste, à notre ancienne adresse où elle est restée vingt jours. Vous pouvez vous imaginer notre indignation. Il y a quelque temps, j'étais intervenu de la façon la plus pressante auprès du ministère de l'Intérieur à propos de la liste Kienzl³. J'ai reçu une réponse très aimable, mais rien de positif. Entre-temps, des centaines de réfugiés espagnols sont arrivés dans le pays. L'opinion publique n'est pas enchantée et toutes les autorisations d'immigration qui ne sont pas décidées officiellement en haut lieu sont restées en suspens.

Aujourd'hui le camarade Van s'est rendu chez le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur pour intervenir exclusivement sur votre cas personnel (naturellement pour votre femme aussi). Pour Kienzl, nous n'avons pas pu entreprendre quoi que ce soit, pour ne pas compromettre votre affaire. Le secrétaire

1. Lettre à A. Neurath (9402), traduite de l'allemand, avec la permission de la Houghton Library.

2. Alois *Neurath* (1886-1952), vétéran social-démocrate, avait été l'un des fondateurs du parti communiste dans la région des Sudètes et en Tchécoslovaquie. Secrétaire du parti, député, il avait été membre de l'exécutif de l'I.C. Zinoviéviste, puis brandlérien, il avait rallié l'Opposition de gauche en 1932 et dirigeait jusqu'en 1939 le groupe Avant-Garde, à l'intérieur du parti social-démocrate tout en étant membre de la section tchécoslovaque. Il correspondait avec Trotsky et espérait obtenir un visa pour le Mexique.

3. Karl *Kienzl* (1880-19??) était un homme d'affaires de Reichenberg qui, avec d'autres — médecins, industriels, commerçants, avocats — avait constitué le « groupe Rops » qui finançait le mouvement trotskyste. Trotsky avait reçu une liste avec les indications des personnes qui se joignaient à lui pour demander un visa.

d'Etat s'est montré fort aimable, mais n'a pas pris la responsabilité de la décision. Il veut en parler avec son ministre. Cela prendra encore plusieurs jours. Si nous recevons une réponse favorable, nous vous enverrons immédiatement un télégramme.

Seulement, je me demande maintenant comment vous allez pouvoir régler l'aspect financier de cette affaire sans Kienzl⁴. Quoi qu'il en soit, j'écris immédiatement à New York. Peut-être pourra-t-on vous aider de là-bas.

S'il vous plaît, cher ami, croyez bien qu'ici nous avons fait et allons faire tout ce qui est en notre pouvoir. Mais la situation est sacrément défavorable.

4. Les autorités mexicaines étaient intéressées par les candidats à l'émigration qui se présentaient avec des capitaux. C'était le cas de Kienzl, mais pas de Neurath sans Kienzl.

**[PLEIN POUVOIR
POUR L'ARTICLE]¹**
(30 juin 1939)

Cher Camarade Abern,

Je ne vous ai pas remercié à l'époque pour votre amicale intervention dans les questions financières, mais vous comprendrez de vous-même mon chaleureux sentiment de gratitude.

J'ai envoyé, il y a à peu près une semaine, un article pour *Liberty* à Malamuth, pour traduction². Si *Liberty* demande quelques changements, je vous donne par cette lettre le plein droit d'en décider sans me consulter. Je ne peux évidemment accepter des amendements ou d'autres modifications changeant mes conceptions, mais j'accepte d'avance des modifications qui restreignent la pleine expression afin de ne pas trop blesser la sensibilité réactionnaire des éditeurs ou des lecteurs les plus influents.

Demain j'enverrai à Malamuth un nouvel article sur la politique internationale. Ce qui a été dit plus haut concerne cet article et tous les autres pour la grande presse.

1. Lettre (7275) à M. Abern, traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. p. 222.

LE KREMLIN DANS LA POLITIQUE MONDIALE ¹

(1^{er} juillet 1939)

On invite Moscou, on cajole Moscou, on implore Moscou de rejoindre le « front de la paix » et de venir défendre le *statu quo*. En principe, Moscou a accepté depuis longtemps, mais elle doute maintenant que les démocraties capitalistes soient prêtes à se battre pour l'ordre établi avec toute l'énergie nécessaire. Cette redistribution paradoxale des rôles montre qu'il y a quelque chose de changé sous le soleil, pas tellement le long de la Tamise ou de la Seine que le long de la Moskowa. Comme toujours dans les processus qui ont un caractère organique, les changements ont mûri peu à peu. Cependant, sous l'influence d'un grand choc historique, ils surgissent brusquement et c'est précisément pourquoi ils choquent l'imagination.

[Au cours des quinze dernières années, la politique étrangère de l'Union soviétique a subi une évolution non moins importante que son régime intérieur. En août 1914, le bolchevisme affirma que les frontières des Etats capitalistes, avec leurs postes de douane, leurs armées et leurs guerres, étaient des obstacles au développement de l'économie mondiale aussi importants que l'étaient au Moyen Age les douanes des provinces pour la formation des nations. Le bolchevisme voyait sa mission historique dans l'abolition des frontières nationales au nom des Etats-Unis soviétiques d'Europe et du monde. En novembre 1917, le gouvernement bolchevique commença une lutte implacable contre tous les Etats bourgeois, indépendamment de leur structure politique. Non pas parce que Lénine ne faisait aucune différence entre la dictature militaire et la démocratie parlementaire, mais parce que la politique étrangère d'un Etat était, à ses

1. Article (T 4591) traduit du russe avec la permission de la Houghton Library. Les passages entre [] sont ceux qui ont été supprimés dans l'édition du Seuil de *Sur la Deuxième Guerre mondiale*.

LÉON TROTSKY

yeux, déterminée, non pas par sa structure politique, mais *par les intérêts matériels de la classe dominante*. En même temps le Kremlin faisait une différence radicale entre les nations impérialistes et les nations coloniales ou semi-coloniales et il se rangeait entièrement du côté des colonies contre les métropoles, indépendamment, là aussi, des structures politiques des unes ou des autres.

Il est vrai que, dès le début, le gouvernement soviétique ne s'est pas abstenu, dans sa lutte pour se défendre, d'utiliser les contradictions entre Etats bourgeois, ni de conclure des accords temporaires avec certains contre d'autres. Mais il s'agissait alors d'accords d'une importance limitée et d'un type spécifique : avec l'Allemagne vaincue et isolée, avec des pays semi-coloniaux comme la Turquie et la Chine, et, finalement avec l'Italie lésée à Versailles. La règle fondamentale de la politique du Kremlin était, en outre, qu'un tel accord du gouvernement soviétique avec un Etat bourgeois ne liait pas en quoi que ce soit la section nationale correspondante de l'Internationale communiste. Ainsi, pendant les années qui ont suivi le traité de Rapallo (avril 1922), alors que Moscou et Berlin coopéraient sur le terrain économique et partiellement sur le terrain militaire, le parti communiste allemand mobilisa ouvertement les masses pour une insurrection révolutionnaire et, s'il n'arriva pas à la mener à bien, ce n'est nullement parce que la diplomatie du Kremlin lui mit des bâtons dans les roues². La tendance révolutionnaire de la politique commune du gouvernement soviétique et du Comintern, excluait à cette époque la possibilité d'une participation de la république des soviets à un système d'Etats intéressés à la préservation de l'ordre public.]

La peur du rôle révolutionnaire du Kremlin a hanté les chancelleries d'Europe et d'Amérique beaucoup plus longtemps que les principes révolutionnaires ne l'ont fait au Kremlin même. En 1932, quand la politique étrangère de Moscou était totalement imprégnée d'un esprit de conservatisme national, le journal officieux français *Le Temps*, écrivait avec indignation sur ces « gouvernements qui s'imaginent pouvoir sans danger introduire les soviets dans leur jeu comme les autres puissances ». La

2. Trotsky fait allusion à la crise révolutionnaire de 1923 puisque l'insurrection fut décidée à Moscou dans des sessions auxquelles participaient représentants de l'I.C. et des partis russe et allemand. Le calendrier et les étapes avaient été déterminés dans le détail. L'insurrection fut finalement rapportée (P. Broué, *La Révolution allemande (1918-1923)*).

proximité de Moscou crée un danger de « désintégration des forces nationales ». En Asie comme en Europe, les soviets « créent le désordre, exploitent la misère, provoquent la haine et le sentiment de vengeance, spéculent sans vergogne sur routes les rivalités internationales ». La France, le pays le plus intéressé au maintien de la Paix de Versailles, restait encore l'ennemi n° 1 du Kremlin. La seconde place revenait à la Grande-Bretagne. En raison de leur éloignement, les Etats-Unis venaient au troisième rang. L'arrivée au pouvoir de Hitler ne changea pas immédiatement cette répartition. Le Kremlin voulait à tout prix maintenir sur le III^e Reich les relations établies avec le gouvernement d'Ebert et Hindenburg³ et continua sa bruyante campagne contre le traité de Versailles. Mais Hitler refusa obstinément de répondre à ces avances. En 1935, l'alliance franco-soviétique fut conclue, sans clauses militaires cependant, — quelque chose comme un couteau sans lame. Eden⁴ alla à Moscou. Mais il fut obligé de démissionner. Cependant, l'Europe s'enrichit de l'expérience de l'accord de Munich. Beaucoup de chancelleries diplomatiques et de publications officieuses furent contraintes de changer vite leurs positions. Le 12 juin de cette année, alors que M. Strang volait de Londres vers Moscou, le même *Temps* écrivait sur la nécessité d' « inciter l'Union soviétique à accélérer la conclusion d'un pacte anglo-franco-soviétique ». La proximité de Moscou avait apparemment cessé de constituer un danger de « désintégration des forces nationales ».

[La transformation du Kremlin, de facteur révolutionnaire en facteur conservateur de la politique internationale, a été évidemment amenée non par un changement de la situation internationale, mais par des processus internes au pays des soviets lui-même, où une nouvelle couche sociale, avec de gros privilèges, très puissante et très avide — une couche qui a

3. Le dirigeant social-démocrate Friedrich *Ebert* (1871-1925), Chancelier du Reich et en même temps président du conseil des commissaires du peuple après la révolution de novembre 1918, vint à bout de la révolution et fut en 1919 le premier Président de la République allemande. A sa mort, il fut remplacé par Paul von *Hindenburg* von Beneckendorff (1847-1934), l'ancien chef de l'armée impériale qui, à la tête du corps des officiers, fut le cerveau de la contre-révolution en 1918-19.

4. Anthony *Eden* (1897-1977), d'une vieille famille de noblesse, député conservateur, avait été secrétaire d'Etat au Foreign Office de 1935 à 1938. Il était partisan d'une « résistance » aux ambitions allemandes et italiennes et avait démissionné le 20 février 1938 — approuvé par Winston Churchill — quand Neville Chamberlain avait accepté dans les conversations avec l'Italien Grandi de reconnaître la conquête de l'Ethiopie par l'Italie.

quelque chose à perdre — s'est hissée au-dessus de la révolution et au-dessus du peuple. Comme elle n'a que récemment subjugué les masses, la bureaucratie soviétique ne leur fait pas plus de confiance que n'importe laquelle des classes dirigeantes du monde, qui en a peur. Des catastrophes internationales ne peuvent rien lui valoir, mais elle peut y perdre beaucoup. Un soulèvement révolutionnaire en Allemagne ou au Japon pourrait, il est vrai, améliorer la situation internationale de l'Union soviétique, mais, en revanche, il menacerait de réveiller à l'intérieur du pays les traditions révolutionnaires, de mettre les masses en mouvement et de créer un danger mortel pour l'oligarchie de Moscou. La lutte passionnée qui s'est déroulée à Moscou de façon inattendue et, semblait-il, sans incitation extérieure a semblé longtemps aux observateurs extérieurs une querelle scholastique mais en réalité, elle avait une solide base matérielle. La nouvelle couche dirigeante essayait d'assurer théoriquement ses conquêtes contre le risque d'une révolution internationale. C'est précisément à cette époque que la bureaucratie soviétique a commencé à tendre vers la conclusion que la question sociale était résolue, puisque la bureaucratie avait résolu son propre problème. Tel est le sens de la théorie du « socialisme dans un seul pays ».

Les gouvernements étrangers ont longtemps soupçonné le Kremlin de dissimuler derrière des formules conservatrices ses intentions destructrices. Une telle « ruse de guerre » est peut-être possible, de la part d'individus isolés ou de groupes très solidement structurés, pendant une courte période ; mais c'est parfaitement inconcevable de la part d'une machine d'Etat puissante, pendant de longues années. La préparation de la révolution n'est pas une alchimie qu'on puisse mener à bien dans une cave ; elle est assurée par le contenu de l'agitation et de la propagande, et par la direction générale de la politique. Il est impossible de préparer le prolétariat au renversement du système existant en défendant le *statu quo*.

L'évolution de la politique étrangère du Kremlin a déterminé directement le sort de la III^e Internationale qui s'est progressivement transformée, de parti de la révolution internationale, en un instrument auxiliaire de la diplomatie soviétique. Le poids spécifique du Comintern a simultanément décliné, comme le montrent clairement les changements successifs dans sa direction. Pendant la première période (1912-1923), la délégation russe à la direction du Comintern consistait en Lénine, Trotsky,

Zinoviev, Boukharine et Radek. Après la mort de Lénine et l'élimination de Trotsky, puis celle de Zinoviev, la direction fut concentrée entre les mains de Boukharine, sous le contrôle de Staline, qui s'était jusqu'alors maintenu à l'écart du mouvement ouvrier international. Après la chute de Boukharine, Molotov, qui ne s'est jamais embarrassé de marxisme et qui connaît ni pays ni langue étrangers, devint à la surprise générale, à commencer par la sienne propre, le chef du Comintern. Il dut bientôt prendre le poste de président du soviet des commissaires du peuple, en remplacement de Rykov qui était tombé en disgrâce. Manouïlsky a été nommé à la direction du « prolétariat mondial » — de toute évidence uniquement parce qu'il était incapable de faire autre chose. Manouïlsky épuisa vite ses ressources et en 1934, fut remplacé par Dimitrov, un ouvrier bulgare ne manquant pas de courage personnel⁵ mais limité et ignorant. La nomination de Dimitrov fut utilisée pour un spectaculaire tournant politique. Le Kremlin décida de se débarrasser du rituel de la révolution et de tenter ouvertement une alliance avec la II^e Internationale, avec la bureaucratie conservatrice des syndicats et, par leur intermédiaire, avec la bourgeoisie libérale. L'ère de la « sécurité collective » au nom du *statu quo* et des « fronts populaires » au nom de la démocratie s'ouvrait.

Pour cette nouvelle politique, il fallait des hommes nouveaux. A travers une série de crises internes de destitutions, d'épurations et de pure et simple corruption, les divers partis nationaux furent progressivement adaptés aux nouvelles exigences de la bureaucratie soviétique. Tous les éléments intelligents, indépendants, critiques, furent exclus. L'exemple fut donné par Moscou avec les arrestations, les procès fabriqués ; les exécutions interminables. Après l'assassinat de Kirov⁶ (le 1^{er} décembre 1934), plusieurs centaines de communistes étrangers émigrés, qui étaient devenus un fardeau pour le Kremlin, furent exterminés en U.R.S.S. Grâce à un réseau d'espionnage on organisa la sélection systématique de fonctionnaires carrié-

5. Georgi Dimitrov avait été arrêté à Berlin après l'incendie du Reichstag et en avait été accusé. Son comportement au procès lui valut l'admiration générale. Du box des accusés il démasqua le ministre et probablement « incendiaire » Göring, venu comme témoin, et se transforma en accusateur. Acquitté, il fut envoyé en U.R.S.S.

6. Sergéi M. Kostrikov dit *Kirov* (1888-1934), vieux-bolchevik devenu apparatchik, patron de l'appareil de Leningrad, secrétaire du parti, fut sans doute le porte-drapeau des adversaires de Staline dans l'appareil. Son assassinat le 1^{er} décembre — la main du G.P.U. y est évidente — servit en outre à ce dernier à lancer sa campagne d'extermination contre les vieux bolcheviks.

LÉON TROTSKY

ristes prêts à n'importe quelle besogne. De toute façon, l'objectif fut atteint : l'actuel appareil du Comintern est composé d'individus qui représentent, par leur caractère et leur éducation, l'opposé du type révolutionnaire.

Pour ne pas perdre son influence dans certains milieux ouvriers, le Comintern est évidemment obligé de recourir de temps en temps à la démagogie. Mais cela ne va pas plus loin que quelques phrases radicales. Ces individus sont incapables de mener un combat réel qui exige une pensée autonome, une morale intègre et la confiance mutuelle. Dès 1933, le parti communiste allemand, section la plus importante du Comintern après l'U.R.S.S., fut impuissant à offrir la moindre résistance au coup d'Etat de Hitler. Cette honteuse capitulation a marqué à jamais la fin du Comintern en tant que facteur révolutionnaire. Depuis, il semble que convaincre l'opinion publique bourgeoise de sa respectabilité soit devenu sa tâche principale. Le Kremlin sait mieux que personne ce que vaut le Comintern. Les partis communistes étrangers sont traités comme ces parents pauvres qui ne sont pas tout à fait les bienvenus mais très gourmands. Staline a surnommé le Comintern les « saltimbanques ». Cependant, s'il continue à soutenir ces « saltimbanques » c'est pour la même raison que d'autres Etats conservent des ministères de la propagande. Tout cela n'a rien de commun avec les tâches de la révolution internationale.

Quelques exemples montreront mieux comment le Kremlin utilise le Comintern, d'une part, pour soutenir son prestige aux yeux des masses, et, d'autre part, pour prouver sa modération aux classes dirigeantes. La première de ces tâches recule cependant de plus en plus devant la seconde.

Pendant la révolution chinoise de 1927, tous les journaux conservateurs du monde, surtout les journaux anglais, présentaient le Kremlin comme un incendiaire. En réalité, le Kremlin redoutait plus que tout que les masses révolutionnaires chinoises ne dépassent les limites de la révolution nationale bourgeoise. La section chinoise du Comintern fut, sur l'ordre formel de Moscou, soumise à la discipline du Guomindang afin d'effacer tout soupçon quant aux intentions du Kremlin d'ébranler les bases de la propriété privée en Chine. Staline, Molotov, Vorochilov et Kalinine⁷ télégraphièrent aux dirigeants du parti communiste

7. Mikhaïl I. Kalinine (1875-1946), vieux-bolchevik, avait sympathisé avec les droitiers avant de se rallier. A l'époque il était chef de l'Etat soviétique (président du Soviet suprême).

chinois leurs instructions d'empêcher les paysans de s'emparer des grands domaines, afin de ne pas effrayer Tchiang Kai-shek et ses officiers. Aujourd'hui, dans la guerre contre le Japon, c'est toujours la même politique qui est menée, de façon encore plus déterminée : le parti communiste chinois est complètement subordonné au gouvernement de Tchiang Kai-shek et, sur l'ordre du Kremlin, a officiellement abandonné les enseignements de Marx pour ceux de Sun Yat-sen⁸, fondateur de la République chinoise.

La tâche était plus difficile en Pologne avec ses vieilles traditions révolutionnaires et son parti communiste solide, passé par l'école de l'illégalité tsariste. Comme il cherchait à s'assurer l'amitié de Varsovie, Moscou a commencé par lancer le mot d'ordre d'autodétermination pour les Ukrainiens polonais ; puis il a enjoint au parti communiste polonais de soutenir patriotiquement son gouvernement. Comme cette politique a rencontré de la résistance, Moscou a dissous le parti communiste, déclarant que ses dirigeants, tous d'anciens révolutionnaires connus, étaient des agents du fascisme. Au cours de sa récente visite à Varsovie, Potemkine, commissaire du peuple adjoint aux affaires étrangères a assuré au colonel Beck⁹ que le Comintern ne reprendrait pas ses activités en Pologne. Potemkine a fait la même promesse à Bucarest. La section turque du Comintern a été liquidée plus tôt encore, afin de ne pas ternir les relations amicales avec Kemal Pacha¹⁰.

La politique des « Fronts populaires » développée par Moscou a signifié en France la subordination du parti communiste au contrôle des radicaux-socialistes qui, malgré leur nom, représentent un parti bourgeois conservateur. Pendant le mouvement de grèves tempétueux de juin 1936, avec l'occupation des fabriques et des usines, la section française du Comintern agit en tant que parti de l'ordre démocratique ; c'est avant tout à elle que la III^e République doit d'avoir évité que le mouvement ne prenne

8. Sun Yat-sen (1866-1925), dont la translittération moderne correcte est *Sun Zhongshan*, est le père du nationalisme chinois, fondateur du Guomindang et ancien président de la République, puis chef du « gouvernement de Canton » dans les années vingt.

9. Jozef Beck (1894-1944), officier de carrière polonais proche de Pilsudski, était colonel quand il fut nommé en 1932 ministre des Affaires étrangères ; nationaliste polonais, il admirait les « réalisations » et l'efficacité hitlériennes.

10. Mustafa Kemal, ultérieurement Kemal Pacha, puis Kemal Atatürk (1881-1938), général nationaliste, président de la République turque à partir de 1923 entreprit une profonde « modernisation » de son pays.

LÉON TROTSKY

des formes ouvertement révolutionnaires. En Angleterre où, si la guerre n'intervient pas, on peut s'attendre au remplacement des tories actuellement au pouvoir par le Labour Party le Comintern fait une propagande constante en faveur de la formation d'un bloc avec les libéraux, malgré l'opposition obstinée des travailistes anglais. Le Kremlin craint qu'un gouvernement ouvrier, malgré sa modération, ne risque de susciter de la part des masses des revendications extraordinaires, de provoquer une crise sociale, d'affaiblir l'Angleterre et de délier les mains à Hitler. D'où le désir de placer le Labour Party sous le contrôle de la bourgeoisie libérale. Quelque paradoxal que cela puisse paraître, le souci actuel du gouvernement de Moscou est de protéger la propriété privée en Angleterre !

Il est difficile d'imaginer invention plus ridicule que les références de Hitler et de Mussolini aux événements d'Espagne comme preuve de l'intervention révolutionnaire de l'Union soviétique. La révolution espagnole, qui explosa sans Moscou et de façon tout à fait inattendue pour elle, révéla rapidement une tendance à prendre un caractère socialiste. Moscou craignait avant tout que les atteintes portées à la propriété privée dans la péninsule ibérique ne rapprochent Londres et Paris de Berlin, contre l'U.R.S.S. Après quelques hésitations, le Kremlin décida d'intervenir dans les événements pour maintenir la révolution dans les limites du régime bourgeois.

Toute l'activité des agents de Moscou avait pour but de paralyser tout mouvement indépendant des ouvriers et des paysans, et de réconcilier la bourgeoisie avec une république modérée. Le parti communiste espagnol était à la droite du Front Populaire. Le 21 décembre 1936. Staline, Molotov et Vorochilov, dans une lettre confidentielle à Largo Caballero, recommandaient avec insistance au Premier ministre espagnol de n'admettre aucune violation de la propriété privée, de donner des garanties au capital étranger, de n'apporter aucune restriction à la liberté du commerce et de maintenir le système parlementaire sans tolérer que se développent des soviets¹¹. Cette lettre qui fut récemment communiquée à la presse par Largo Caballero par l'intermédiaire de l'ancien ambassadeur espagnol à Paris,

11. Cette lettre a été publiée après la guerre dans l'édition de l'Histoire de la guerre civile signée par le P.C. espagnol *Guerra y Revolución en España*, t. II, pp. 101-102.

L. Araquistáin¹² (*New York Times* 4 juin 1939), a résumé parfaitement la position conservatrice du gouvernement soviétique face à la révolution socialiste.

Nous devons en outre rendre cette justice au Kremlin que sa politique n'est pas restée dans le domaine des paroles. En Espagne, le G.P.U. organisa une répression implacable contre l'aile révolutionnaire (« trotskystes », Poumistes, socialistes de gauche, anarchistes de gauche). Aujourd'hui, après la défaite, les cruautés et les impostures du G.P.U. en Espagne sont volontairement révélées par les politiciens modérés qui ont largement utilisé l'appareil policier de Moscou pour exterminer leurs adversaires révolutionnaires.

Le changement de l'attitude du Kremlin à l'égard des peuples coloniaux est particulièrement frappant : ces derniers ont cessé de présenter le moindre intérêt dans la mesure où ils ne sont que les objets, et non les sujets, de la politique internationale. Au dernier congrès du parti à Moscou (mars 1939), on a proclamé officiellement le refus du Comintern de revendiquer la liberté pour les colonies appartenant aux pays démocratiques. Au contraire, le Comintern a enjoint à ces colonies de soutenir leurs maîtres contre les prétentions fascistes. Pour prouver à Londres et à Paris l'intérêt qu'ils auraient à s'allier avec le Kremlin, le Comintern fait de l'agitation, aux Indes britanniques comme en Indochine française, contre le danger japonais et pas du tout contre la domination française et anglaise. « Les dirigeants staliniens ont fait un nouveau pas sur la voie de la trahison » écrivait le journal des ouvriers de Saïgon, *La Lutte*, le 7 avril de cette année. « Enlevant leurs masques révolutionnaires, ils se sont faits les champions de l'impérialisme et se déclarent ouvertement contre l'émancipation des peuples coloniaux opprimés. » Il mérite d'être relevé que, lors des élections au conseil colonial, les candidats du parti représenté par le journal en question aient réuni plus de voix à Saïgon que le bloc des communistes et du parti gouvernemental¹³. Dans les colonies l'autorité de Moscou décline rapidement.

En tant que facteur révolutionnaire le Comintern est mort. Aucune force au monde ne pourra jamais le ressusciter. Si le

12. Luis Araquistáin Quevedo (1886-1959), intellectuel et diplomate était devenu le théoricien de la gauche socialiste, membre du *brain trust* de Largo Caballero, ambassadeur de la République espagnole.

13. Cf. n. 35 p. 54.

LÉON TROTSKY

Kremlin décidait encore une fois de tourner sa politique vers la révolution, il ne trouverait plus les instruments nécessaires. Mais le Kremlin ne le veut ni ne peut le vouloir.]

La triple alliance militaire¹⁴ qui doit inclure un accord des états-majors généraux, suppose l'existence non seulement d'une communauté d'intérêts, mais aussi un grand degré de confiance mutuelle. Il s'agit de l'élaboration en commun de plans militaires et de l'échange d'informations les plus secrètes. Chacun se souvient encore de l'épuration qui a décapité le haut commandement soviétique. Comment Londres et Paris pourraient-ils accepter de confier leurs secrets à l'état-major général de l'U.R.S.S., à la tête duquel il y avait hier encore des « agents de l'étranger » ? S'il a fallu plus de vingt ans à Staline pour découvrir des espions dans des héros nationaux comme Toukhatchevsky, Egorov, Gamarnik, Blucher, Iakir, Ouborévitch, Mouralov, Mratchkovsky, Dybenko¹⁵ et autres, comment peut-on espérer que les nouveaux chefs militaires, qui sont des gens falots et parfaitement inconnus, seront plus sûrs que leurs prédécesseurs ? Londres et Paris cependant, n'avaient pas de telles craintes. Pas surprenant : les gouvernements intéressés et leurs états-majors savent très bien lire entre les lignes des actes d'accusation de Moscou. Au procès de mars 1938, l'ancien ambassadeur soviétique en Angleterre, Rakovsky¹⁶, déclara qu'il était un agent de

14. Il s'agit de l'alliance entre la France, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique

15. Sur Dybenko, cf. n. 13 p. 34, et sur Toukhatchevsky, n. 8 p. 235 Aleksandr I. *Egorov* (1883-1939), membre du parti en 1918, maréchal, fut fusillé en 1939. Jan B. *Gamarnik* (1894-1937), membre du parti en 1916, chef de l'administration politique de l'Armée rouge, se suicida. Vassili K. *Blucher* (1889-1938), ancien sous-officier, conseiller militaire en Chine sous le nom de Gallen, commandant en Extrême-Orient à partir de 1929, fut exécuté. Iona E. *Iakir* (1896-1937), membre du parti en 1917, commandant d'armée à 23 ans, fut jugé et exécuté en même temps que Toukhatchevsky. Ieronim P. *Ouborévitch* (1896-1937), officier de réserve, rejoignit le parti en 1917 et se consacra notamment à la formation des officiers. Il fut fusillé en même temps que Toukhatchevsky. En revanche Nikolai I. *Mouralov* (1877-1937), qui avait été inspecteur général de l'Armée rouge et Sergéi V. *Mratchkovsky* (1883-1936) autre chef de l'Armée rouge qui faisait partie de l'Opposition de gauche, furent écartés de tout commandement et déportés en 1928. Ils périrent dans les procès de Moscou des années trente.

16. Khristian G. *Rakovsky* (1873-1941), révolutionnaire international européen avant la guerre et ami de Trotsky, avait été chef du service politique de l'Armée rouge et du gouvernement ukrainien, puis ambassadeur avant d'être déporté en 1928. Il avait capitulé en 1934 et avoué docilement au procès de 1938. Voir *Cahiers Léon Trotsky*, 17 & 18.

l'Intelligence Service. Les couches arriérées des travailleurs russes et anglais peuvent le croire. Mais pas l'Intelligence Service : elle connaît trop bien ses propres agents.

Sur la base de ce simple fait — et il en existe des milliers — il n'était pas difficile à Chamberlain de se faire une opinion sur la valeur relative des accusations contre le maréchal Toukhatchevsky et les autres chefs militaires. Ni Downing Street ni le Quai d'Orsay n'abritent des romantiques ou de doux rêveurs. On y sait de quels matériaux est faite l'histoire. Beaucoup de gens évidemment froncent les sourcils à la mention des monstrueuses impostures. Mais, à long terme, les procès de Moscou, avec leurs accusations extravagantes et leurs exécutions tout à fait réelles, ont renforcé la confiance de ces milieux dans le Kremlin en tant que facteur de loi et d'ordre. L'extermination en masse des héros de la guerre civile et de tous les représentants de la jeune génération qui leur sont liés a fourni la preuve la plus convaincante que le Kremlin ne cherche pas à utiliser la ruse, mais liquide son passé révolutionnaire de façon sérieuse et définitive.

Du moment où elles s'apprêtaient à former une alliance militaire avec l'Etat né de la Révolution d'Octobre, l'Angleterre et la France répondaient en fait de la loyauté du Kremlin devant la Roumanie, la Pologne, la Lettonie, l'Estonie, la Finlande, devant le monde capitaliste tout entier. Et elles ont raison. Il n'y a pas le moindre risque que Moscou, comme on l'a souvent prédit auparavant, essaye d'utiliser sa participation à la politique internationale pour provoquer la guerre : Moscou craint la guerre plus que n'importe quoi et n'importe qui. Il n'y a pas non plus de raison de craindre que Moscou ne profite de son rapprochement avec ses voisins occidentaux pour renverser leur régime social. La révolution en Pologne et en Roumanie transformerait en réalité Hitler en champion de l'Europe capitaliste à l'Est. Ce danger pèse lourd comme un cauchemar sur la conscience du Kremlin.

[Si la seule entrée des troupes rouges en Pologne indépendamment de tout plan, donnait, en dépit de tout, une impulsion au mouvement révolutionnaire — et les conditions internes, en Pologne comme en Roumanie sont assez favorables — nous pouvons prédire avec assurance que l'Armée rouge jouerait le rôle d'agent de la répression. Le Kremlin prendrait d'avance soin d'avoir en Pologne et en Roumanie ses troupes les plus sûres. Si, elles étaient néanmoins prises à leur tour dans le mouvement révolutionnaire, le Kremlin serait menacé des mêmes dangers

LÉON TROTSKY

que le Belvédère¹⁷.] Il faut être dénué de toute imagination historique pour admettre même un seul instant qu'en cas de victoire révolutionnaire en Pologne ou en Allemagne, les masses soviétiques continueraient de supporter patiemment la terrible oppression de la bureaucratie soviétique. Le Kremlin ne veut ni de la guerre, ni de la révolution ; il veut l'ordre, la tranquillité, le *statu quo*, et à tout prix. Il est temps de se faire à l'idée que le Kremlin est devenu un facteur conservateur de la politique mondiale !

17. Depuis la décision du maréchal Pilsudski de s'y installer, le palais du Belvédère, à Varsovie, était la résidence du chef de l'Etat polonais, donc le symbole de cet Etat.

[LE PAIEMENT DU TRADUCTEUR]¹

(5 juillet 1939)

Cher M. Collins,

J'ai adressé simultanément par avion un article « Le Kremlin, facteur conservateur de la politique mondiale » à M. Abern qui, après l'avoir revu, vous le transmettra dans un ou deux jours.

Du fait du caractère général de cet article, il me semble mieux convenir à une revue mensuelle qu'à un hebdomadaire. Vous verrez vous-même quand vous aurez le manuscrit.

Je crois nécessaire de commenter un peu votre remarque selon laquelle *Liberty* a renoncé à payer le traducteur parce que le paiement devait être fait « comme d'habitude » sur la part de l'auteur. Permettez-moi de remarquer que tous mes éditeurs ont payé eux-mêmes pour la traduction. La raison pour laquelle j'ai proposé dans *ce* cas que *Liberty* paie le traducteur est la suivante. J'ai été pendant dix années en liaison directe mais irrégulière avec *Liberty*. Je leur ai envoyé pour la première fois mon article sur l'Armée rouge par l'intermédiaire de votre agence et, à mon grand étonnement, ils m'ont payé cette fois 25 % de moins qu'auparavant. J'ai supposé que peut-être ils voulaient au moins couvrir la traduction avec cette réduction de 250 dollars. Mais si la situation de *Liberty* est si mauvaise qu'il doive faire des économies sur les droits d'auteur, je suis obligé de l'accepter indépendamment du fait que ce soit « habituel » ou non.

1. Lettre à A. Collins (7625), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

[VENDRE LES ARCHIVES]¹

(18 juillet 1939)

Cher Camarade Abern,

J'ai lu votre lettre à Van sur la question d'argent². L'unique solution serait de vendre les archives. Cette question était entre les mains de Glenner et Goldman. Maintenant Goldman est à l'étranger et Glenner est dans un village, paralysé lui-même par des difficultés matérielles. Je serais prêt maintenant à vendre les archives même dans des conditions moins favorables, mais seulement pour assurer la possibilité de terminer le livre sur Staline qui, je l'espère, me donnerait un répit. Pouvez-vous entrer en relation directement avec Glenner afin d'établir ce qu'il fait dans la question des archives si tant est qu'on puisse faire quelque chose ?

S'il se trouve que la question des archives ne peut pas être réglée pendant les prochaines semaines, je proposerai ici un changement radical dans la maison, parce que les amis américains ont d'autres tâches à résoudre que de penser à Coyoacán.

J'espère que vous clarifierez la question des archives avec beaucoup d'énergie dans le délai le plus bref.

1. Lettre à M. Abern (7277), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il fallait une somme d'argent importante pour acheter la nouvelle maison de Coyoacán : c'était une question de sécurité.

DE GRAVES DANGERS¹

(19 juillet 1939)

Chers Camarades²,

Je vous remercie de votre lettre du 30 juin. Je ne juge pas nécessaire d'entrer ici en discussion à propos de votre affirmation selon laquelle je verrais le « salut » dans le P.S.O.P. Il s'agit, selon moi, d'un pas tactique qui, selon toute une série de circonstances, peut donner des résultats plus ou moins grands. Je considère cependant que rompre avec la IV^e Internationale à cause de ce pas tactique est un crime patent³.

Vous écrivez que cette rupture est temporaire et que vous n'avez nullement l'intention de porter tort au travail de nos camarades au sein du P.S.O.P. Je considère cette déclaration comme très importante et de grande valeur et je veux espérer qu'elle ne restera pas seulement sur le papier.

Je sais cependant par une longue expérience que lorsqu'un groupe politique sous l'emprise de l'acharnement, du conservatisme fractionnel, de l'ambition, etc., accomplit une scission qui n'a pas de justification principielle, il se voit ensuite assez souvent contraint de rechercher une telle justification et même de l'inventer. Seul est difficile le premier pas de la scission ; ensuite les éléments qui se sont séparés commencent à rouler sur

1. Lettre au C.C. du P.O.I. (7879), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. La lettre était adressée à la direction du P.O.I. « maintenu », à savoir le noyau groupé autour de deux frères Bardin, Boitel et Léon, dont un communiqué paru dans *La Lutte ouvrière* du 20 juin indiquait qu'il refusait tout « entrisme » dans le P.S.O.P. donc se mettait en infraction à la discipline internationale, puisque le C.E.I. du 3 juin avait donné une semaine aux membres du P.O.I. pour entrer dans le P.S.O.P.

3. Le P.O.I. maintenu n'était plus membre de la IV^e Internationale, à partir du moment où il avait passé outre délibérément aux directives du C.E.I.

LÉON TROTSKY

un plan incliné. C'est là le danger qui se trouve devant vous. Je souhaite de tout cœur que vous l'évitiez. Mais comment ? *La création de votre propre fraction à l'intérieur du P.S.O.P. serait, à mon point de vue, un acte sans principe et criminel.* L'arche du mouvement ouvrier est large. Puisque vous jugez nécessaire de maintenir, dans la période actuelle, une existence organisationnelle indépendante, vous devez vous chercher un terrain d'action hors du P.S.O.P., pour établir ainsi une sorte de division du travail. C'est seulement à cette condition que les conséquences négatives de la scission pourraient être réduites au minimum. De ma part, je suis prêt à employer toutes mes forces pour surmonter la scission aussi tôt que possible.

Encore une remarque en conclusion. D'une source absolument digne de confiance, j'ai une nouvelle confirmation du fait que le G.P.U. dispose d'un grand nombre d'agents spéciaux pour provoquer des dissensions et des scissions au sein de la IV^e Internationale⁴. Je vous conseillerais d'examiner très attentivement la personnalité de ces « intransigeants » qui, de toutes leurs forces, essaient d'envenimer les relations extérieures parmi nous au moyen de fausses insinuations et accusations, de racontars de tout genre, etc. Je ne doute pas que, par un contrôle vigilant, vous tombiez sur les traces du G.P.U.

Salut bolcheviste.

4. Jan Frankel, qui avait rendu visite à Krivitsky venait de rendre compte à Trotsky des avertissements lancés sur ce point par l'ancien agent du G.P.U.

[LA MORALE OUVRIÈRE]¹

LETTRE À LA RÉDACTION DE « JUIN 36 »²
(23 juillet 1939)

Chers camarades,

La Lutte ouvrière, organe belge de la IV^e Internationale, n'ayant pas reproduit, ou pas reproduit immédiatement, une des innombrables rectifications de Victor Serge, votre journal a jugé possible de parler de « leur morale et la nôtre », autrement dit, il a accusé une feuille ouvrière d'un procédé indigne. Je ne pense pas que cette accusation soit exacte. Bien entendu, tout journal honnête est tenu de rectifier une *erreur matérielle* commise par lui, surtout s'il s'agit des intérêts d'un tiers. Mais aucun journal n'est tenu d'ouvrir ses colonnes à la propagande de conceptions qu'il juge fausses. Sous l'apparence de « rectifications », Victor Serge développe simplement ses idées, qu'il a d'ailleurs lui-même assez de peine à mettre en ordre...

Il arrive à une publication marxiste d'attaquer de nombreux ennemis et adversaires. Si chacun d'eux voulait à ce propos défendre ses conceptions dans les colonnes du journal ouvrier, les travailleurs seraient tout simplement privés de leur organe. Victor Serge a la pleine possibilité de défendre ses conceptions dans les publications qui sont solidaires de lui.

Mais si vous prenez vous-mêmes au sérieux votre propre conception de la morale de la presse ouvrière, vous reproduirez, je l'espère, ma réfutation de l'article de Pivert consacré au « trotskysme ». Ma réponse est assez longue, car il est plus difficile de débrouiller une question que de l'embrouiller. Mais la longueur de l'article ne peut, bien entendu, être un obstacle, car une obligation morale ne se mesure pas au centimètre. Ce long

1. Lettre (T 4597) à la rédaction de *Juin 36*, dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. *Juin 36* était l'hebdomadaire du P.S.O.P.

LÉON TROTSKY

article, vous pouvez le reproduire dans plusieurs numéros, d'autant plus que les attaques contre le « trotskysme » se succèdent continûment.

Pour souligner mon droit à la reproduction de cette réfutation, je me permets encore d'invoquer le fait qu'à la différence de Victor Serge je ne défends pas des conceptions purement personnelles et sans cesse changeantes, mais le programme d'une organisation internationale qui a sa tradition révolutionnaire, des adhérents dans toutes les parties du monde et des milliers de victimes en U.R.S.S.

LE « TROTSKYSME » ET LE PARTI SOCIALISTE OUVRIER ET PAYSAN¹

(25 juillet 1939)

« Prétentions à l'hégémonie ». – « Méthodes fonctionnelles ». – Organisation des « cellules ». – « Commandé de l'extérieur ». – Un exemple de ton de « camaraderie ». – Le bolchevisme et les fractions. – La discipline de l'action. – La fraction Pivert. – La Quatrième Internationale et les fractions. – La tactique vérifiée sur un problème concret. – Le Parti-Chef. – Seul le bolchevisme a formé un parti révolutionnaire. – Rosa Luxemburg. – Le trotskysme en 1904. – Des promesses « libertaires ». – Exigence unilatérale. – Rupture avec la social-démocratie. – La franc-maçonnerie. – Le social-pacifisme. – Sneevliet. – Le P.O.U.M. – Les « résultats pratiques ». – La réaction et le « trotskysme ». – La force interne de la Quatrième Internationale. – Les critères d'un dilettante. – Notre section aux Etats-Unis. – En Belgique. – Une voix de Saïgon. – En Angleterre et en France. – Le « dogme ». – Ombres chinoises. – Pour l'hégémonie de la pensée scientifique. – Bolchevisme ou menchevisme. – Le programme de la Quatrième Internationale.

C'est avec un vif intérêt que j'ai ouvert le journal du parti socialiste ouvrier et paysan du 9 juin 1930 contenant l'article de Marceau Pivert : « Le P.S.O.P. et le " trotskysme ". » Je supposais que Pivert s'était enfin décidé à analyser concrètement les divergences qui le séparent de la IV^e Internationale. Hélas ! dès les premières lignes j'ai été déçu : Pivert n'essaie même pas de se placer sur le terrain de la théorie marxiste et de la politique de classe. Toute sa critique du « trotskysme » reste sur le plan de la psychologie, de la moralisation et des recettes de bon ton.

1. Article (T 4594) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

Pivert élude manifestement une discussion sérieuse sur les questions fondamentales du mouvement ouvrier. Je vais m'efforcer de le démontrer en analysant patiemment les idées, voire les moindres nuances d'idée, que l'on trouve dans l'article — programme de Pivert.

« *Prétentions à l'hégémonie* »

Pivert accepte de collaborer avec le « trotskysme », mais à condition que ce dernier abandonne ses « prétentions à l'hégémonie » et s'engage dans la voie d'« une collaboration confiante entre tous les éléments qui ont courageusement rompu avec le social-patriotisme et le national-communisme ». Le fait d'opposer collaboration à « prétentions à l'hégémonie » suscite tout de suite la méfiance. Le concours de diverses tendances dans un seul parti suppose indubitablement la confiance de pouvoir se convaincre ou s'instruire les unes les autres. En cas de divergences, chaque tendance, qui a foi dans ses conceptions, cherche à obtenir la majorité : c'est en cela précisément que réside le mécanisme de la démocratie de parti. Quelle autre « hégémonie » peut-il exister dans un parti démocratique en dehors de la conquête de la majorité aux idées qu'on défend ? Au dernier congrès du parti socialiste ouvrier et paysan, Pivert et ses amis ne se sont-ils pas efforcés de s'emparer de la majorité ? Est-ce qu'ils ne s'en sont pas emparés ? Par là, n'ont-ils pas établi leur « hégémonie » dans le parti ? Peut-on leur en faire grief ? L'argumentation de Pivert montre qu'il juge que l'« hégémonie » de sa tendance est conforme à la règle et à la loi, mais que les efforts de l'autre tendance pour s'assurer la majorité enfreignent la règle, sont un crime, pis encore : du trotskysme. Où est donc ici la démocratie ?

« *Méthodes fractionnelles* »

Décrétant ainsi qu'il a le monopole de l'« hégémonie » dans le parti, Pivert exige que les trotskystes « abandonnent les méthodes fractionnelles ». Cette exigence qui revient à plusieurs reprises, vient bien mal à propos sous la plume d'un homme politique qui souligne instamment le caractère *démocratique* de son organisation. Qu'est-ce qu'une fraction ? Une association, momentanément non statutaire, à l'intérieur du parti, de parti-

sans d'une même tendance en vue de convaincre ce dernier de la justesse de leurs conceptions. La naissance d'une fraction peut être rendue inévitable, même au sein du parti ayant le plus de maturité et de cohésion, par l'extension de l'influence de celui-ci à de nouvelles couches sociales, par l'apparition de nouveaux problèmes, par un changement radical de la conjoncture, par des erreurs de la direction, etc. Vue sous l'angle du monolithisme, la lutte de fraction est un « mal » ; mais c'est un mal inévitable et en tout cas incomparablement moins grand que l'interdiction des fractions. Certes, on assiste fréquemment, surtout dans les jeunes partis, à des tentatives pour former des fractions sans bases de principe suffisantes, tentatives, dues à un manque de maturité politique, à l'ambition personnelle, à l'arrivisme, etc. Dans ces différents cas, la tâche de la direction du parti consiste, sans recourir à des mesures policières, à dénoncer de telles entreprises et à les discréditer aux yeux du parti. Ce n'est que de cette manière que l'on peut susciter un attachement profond au parti, quand les conflits momentanés même très sérieux, ne mettent pas son unité en péril. L'existence des fractions entraîne fatalement des frictions et des pertes d'énergie, mais c'est là le prix de la démocratie intérieure du parti. Une direction ayant de l'adresse et de l'autorité s'efforcera de réduire les heurts de fractions au minimum. Elle y parviendra par une politique juste s'appuyant sur l'expérience collective, par une attitude loyale à l'égard de l'opposition, par l'autorité sans cesse accrue qu'elle exercera, mais non point par l'interdiction des fractions, ce qui ne ferait qu'empoisonner la lutte et lui donnerait une forme hypocrite. *Qui interdit les fractions, abolit par là-même la démocratie de parti et fait le premier pas vers un régime totalitaire.*

Organisation des « cellules »

Plus loin, Pivert exige des « trotskystes » qu'ils renoncent au « noyautage commandé de l'extérieur ». Le fait même de cette « exigence » s'appuie sur une confusion manifeste de notions. Pivert estime sans aucun doute que tout membre du parti socialiste ouvrier et paysan a le devoir d'organiser des noyaux à l'intérieur des syndicats pour gagner la majorité des travailleurs. Dans la mesure où ces noyaux se trouvent sous les coups de la clique à Jouhaux, des mouchards de Staline et de la Sûreté nationale, ils sont astreints à une existence clandestine. Le Parti socialiste ouvrier et paysan, garde, je l'espère, entre ses mains le

LÉON TROTSKY

moyen de diriger ces noyaux « de l'extérieur ». S'il renonçait à ces méthodes de travail à l'intérieur des syndicats, du parti de Blum, du parti de Staline, il renoncerait par là-même à la lutte pour l' « hégémonie » dans la classe ouvrière, c'est-à-dire à sa mission révolutionnaire. J'espère qu'il n'en est rien. Où donc est alors le désaccord ? Pivert redoute tout simplement pour lui et son parti les horreurs de la bolchevisation par les « noyaux » sans réfléchir le moins du monde au fond du problème.

Peut-être ne s'agit-il pas de cela, mais des noyaux « trotskystes » à l'intérieur du parti socialiste ouvrier et paysan ? Alors nous aurions là une simple périphrase de l'accusation de fractionnisme. Cependant, dans ce cas, il serait tout à fait inexact de parler de l'organisation de noyaux, car il s'agit là d'une collaboration politique avouée et d'une lutte idéologique non moins avouée de deux tendances. Il va de soi que, si la lutte idéologique venait à être remplacée par la répression bureaucratique, les « trotskystes » auraient non seulement le droit mais, selon moi, le devoir de recourir à la méthode des noyaux clandestins. A la guerre comme à la guerre ! Mais dans cette éventualité, la bureaucratie totalitaire porterait la responsabilité de ces noyaux.

« *Commandé de l'extérieur* »

Comment doit-on comprendre : « commandé de l'extérieur » ? Là encore, Pivert ne cite ni personnes, ni organisations, ni faits (apparemment par souci du « bon ton »). On peut néanmoins supposer qu'il veut dire : « commandé par Trotsky ». Nombreux sont ceux qui, à défaut d'arguments sérieux, se livrent à cette insinuation. Mais en l'occurrence, qu'est-ce que signifie proprement : « commandé » ? La bureaucratie stalinienne commande grâce au pouvoir et à l'argent. L'appareil de Blum commande grâce à ses liens avec la république bourgeoise. Les trotskystes n'ont ni argent, ni G.P.U. ni liens avec la bourgeoisie. De quelle manière peuvent-ils « commander » ? Il s'agit simplement d'une question de solidarité sur des problèmes fondamentaux. Que viennent faire ici les insinuations ?

L'emploi des mots « de l'extérieur » ne vaut pas mieux. Est-ce une allusion à des tiers ? A des étrangers ? En quoi consiste le crime de ces derniers ? En ce qu'ils expriment leur point de vue, qu'ils donnent des conseils ? Quand, dans un parti révolutionnaire, une lutte sérieuse est en cours, elle a des échos sur le plan international. Les représentants de l'une ou de l'autre tendance

dans les différents pays cherchent tout naturellement à se soutenir mutuellement. Qu'y a-t-il là de criminel ? Il y a là, au contraire, une manifestation d'internationalisme. Et on doit non pas en blâmer les « trotskystes », mais plutôt prendre des leçons chez eux.

Un exemple de ton de « camaraderie »

Pivert exige encore des trotskystes qu'ils renoncent aux « moyens de pression ou de corruption ou de dénigrement systématique ». Que signifie « moyens de pression » ? L'appareil du parti est entre les mains de Pivert, et celui-ci n'est pas étranger aux moyens de pression de celui-là. L'opposition n'a rien, hormis ses idées. Pivert entend-il interdire la pression idéologique ? Le mot « corruption » a dans le langage politique un sens très précis : vénalité, arrivisme, etc. Je pense que la IV^e Internationale est la dernière des organisations à laquelle on peut faire de tels reproches. Reste le « dénigrement systématique ». L'expérience prouve que plus les conceptions d'un militant manquent de netteté, moins il accepte la critique, plus l'argument décisif lui paraît « injurieux ». L'excès de sensibilité traduit un manque d'assurance en soi. En sa qualité de leader du parti, Pivert devrait donner l'exemple d'une « collaboration confiante » alors qu'il se permet de parler de « corruption ». Nous voulons croire que la plume de Pivert a fourché dans le mauvais sens et qu'il trouvera l'occasion de se corriger lui-même.

Le bolchevisme et les fractions

Tout en déniaut à l'opposition le droit de combattre pour conquérir la majorité (l'« hégémonie ») du parti et en interdisant par là-même les fractions, c'est-à-dire en foulant aux pieds les principes élémentaires de la démocratie intérieure, Pivert a l'imprudence d'opposer la démocratie du parti socialiste ouvrier et paysan au centralisme bolchevique. Opposition téméraire. Toute l'histoire du bolchevisme a été celle d'un libre combat de tendances et de fractions. Les différentes périodes du bolchevisme virent la lutte des partisans du boycottage (des élections à la Douma) et de ses adversaires, des partisans du rappel (des députés), des partisans de l'ultimatum (au gouvernement provisoire), des partisans et des adversaires de l'insurrection d'Octo-

LÉON TROTSKY

bre, des partisans et des adversaires de la paix de Brest-Litovsk, des communistes de gauche, des partisans et des adversaires d'une politique officielle de guerre², etc. Jamais il ne vint à l'esprit du comité central bolchevique d'exiger de ses adversaires qu'ils « renonçassent aux méthodes propres aux fractions », si ceux-ci estimaient que sa politique était fautive. La tolérance et la loyauté à l'égard de l'opposition a été un des traits les plus caractéristiques de la direction léniniste.

Le Parti bolchevique a, il est vrai, interdit les fractions au X^e Congrès (mars 1921), à un moment de danger mortel. On peut discuter sur la question de savoir si cela fut juste ou non. Le cours ultérieur de l'évolution a montré en tout cas que cette interdiction a été l'un des points de départ de la dégénérescence du parti. La bureaucratie s'est empressée de faire de l'idée de « fraction » un épouvantail pour ne pas permettre au parti de penser ou de respirer. C'est ainsi que s'est formé le régime totalitaire qui a tué le bolchevisme. N'est-il pas singulier que Pivert, qui aime à parler de démocratie, de libre critique, etc., emprunte non pas au bolchevisme juvénile sa démocratie vivante, agissante et créatrice, mais au bolchevisme décadent³ sa peur bureaucratique devant les fractions ?

La discipline de l'action

La discipline de l'action est le correctif de la lutte de fractions. Le parti n'est pas un club, mais une association de combat. Si Pivert prétendait que les « trotskystes » enfreignent la discipline de l'action, l'argument serait sérieux. Mais Pivert ne le prétend pas, ce qui veut dire qu'il n'en est rien.

2. Trotsky passe en revue ici à grands traits l'ensemble des questions qui divisèrent les bolcheviks entre 1906 et 1918.

3. Notons que, bien que Trotsky ait seulement indiqué qu'on « pouvait discuter » de la justesse de l'interdiction des fractions, il laisse entendre ici que l'origine du « bolchevisme décadent » est à chercher autour de la décision de 1921.

La fraction Pivert

Exiger « l'abandon des méthodes fractionnelles » est d'autant moins admissible que Pivert lui-même, qui détient l'« hégémonie », a sans aucun doute sa fraction, ses assemblées secrètes (notamment pour combattre le trotskysme), etc. La différence réside seulement en ceci que le « trotskysme » assène ses coups à droite, et que Pivert porte les siens à gauche.

La IV^e Internationale et les fractions

En contradiction absolue avec la réalité, Pivert voit dans le régime de la IV^e Internationale un régime de monolithisme et d'obéissance aveugle. On peut difficilement imaginer caricature plus fantaisiste et de moins bonne foi. La IV^e Internationale n'a jamais interdit les fractions et ne se dispose pas à le faire. Dans nos milieux, il y a eu et il y a des fractions. Le débat porte toujours sur le contenu des idées de chaque fraction, et non sur le droit de celle-ci à l'existence. Du point de vue des conceptions bolcheviques sur la démocratie du parti, je trouverais plutôt scandaleux d'accuser un adversaire, faisant partie de la minorité, d'employer des méthodes « fractionnelles » au lieu d'entrer en discussion avec lui sur le fond. Si les divergences sont profondes, les méthodes propres aux fractions seront justifiées. Si les divergences ne sont pas sérieuses, l'adversaire perdra tout crédit. La lutte de fraction peut avoir pour effet soit un accord de principe plus net, soit la scission. Personne n'a encore trouvé d'autres issues, abstraction faite du régime totalitaire.

La tactique vérifiée sur un problème concret

A propos de l'adhésion au parti socialiste ouvrier et paysan, le « monolithisme » ou la « soumission aveugle » était bien la chose qu'on eût pu le moins déceler dans les milieux « trotskystes ». Nos camarades français discutèrent longtemps et passionnément cette question et finalement se divisèrent. Quelle fut mon attitude à l'égard de ce problème ? Je l'avoue franchement : j'étais hésitant. Quelques mois avant, dans une lettre personnelle, je m'étais prononcé plutôt dans un sens négatif. Cela n'empêcha pas un groupe influent de camarades français

LÉON TROTSKY

que dirigeait Rous d'adhérer au parti socialiste ouvrier et paysan. Selon moi, ils ont eu raison.

Une partie de notre section française fit manifestement preuve, sur le plan de l'organisation, d'esprit conservateur et sectaire. Il eût été surprenant qu'au sein de l'extrême gauche, en butte aux poursuites et aux persécutions, de telles tendances ne se fissent point jour dans les conditions politiques actuelles. Que la IV^e Internationale combatte le sectarisme, d'ailleurs avec un succès qui va en s'accroissant, c'est ce qu'attestent des faits indiscutables. La scission est évidemment un épisode regrettable, mais ce n'est qu'un épisode. Si le parti socialiste ouvrier et paysan vient à se développer dans le sens révolutionnaire (et nous le souhaitons de tout cœur), il attirera dans ses rangs le groupe scissionniste des « trotskystes ». Si, sous la pression de la bourgeoisie, des social-patriotes et des staliniens, ce parti se met à chasser les « trotskystes », l'unité se reconstituera en dehors de lui.

« *Le Parti-Chef* »

Généralisant ses conceptions du parti, Pivert écrit : « ... A la conception d'un Parti-Chef, sorte d'état-major centralisé, qui prépare, dans le secret des conspirations, l'action révolutionnaire, nous préférons la conception d'un parti largement ouvert sur le mouvement réel des masses et ménageant à l'avant-garde révolutionnaire toutes les possibilités de contact direct avec les couches les plus larges du prolétariat ouvrier et paysan. » Comme d'habitude, Pivert se cantonne dans des abstractions et dans de nébuleuses circonlocutions. De quel « Parti-Chef » s'agit-il ? De l'ancien parti bolchevique ? Si c'est cela, pourquoi ne le dit-il pas franchement ? Peut-on éduquer les travailleurs au moyen d'allusions voilées ? De plus, sur le fond, ces allusions sont fausses. L'histoire ne connaît pas de parti qui, en même temps que par une profonde démocratie intérieure, ait été caractérisé, comme le parti bolchevique par un tel doigté, une telle hardiesse et une telle souplesse dans la manière d'aborder les masses. Pivert ne fait encore que promettre d'établir le contact avec les « couches les plus larges », alors que le parti bolchevique, lui, a groupé des millions de travailleurs pour les mener à la victoire. A propos, à quelles « conspirations secrètes » Pivert fait-il allusion en termes si méprisants ? N'est-ce pas à la préparation de l'insurrection d'Octobre ? Mais alors il ne

fait que répéter ce que libéraux, mencheviks et socialistes-révolutionnaires ont toujours dit.

Seul le bolchevisme a formé un parti révolutionnaire

Les points de vue en matière d'organisation n'ont évidemment pas de *caractère propre*. Mais en eux, et en eux seulement, se reflète à fond la position que l'on adopte à l'égard du programme et de la tactique. Pour les dilettantes de l'ex-revue *Masses*⁴ et leurs pareils, les questions d'organisation se réduisent à défendre leur « hégémonie » dans une minuscule revue et à se mettre à l'abri de critiques désagréables : ils ne vont pas au-delà. L'organisation de la social-démocratie fut et reste entièrement appropriée aux tâches électorales. Jusqu'à présent, seul le bolchevisme a su trouver les formes d'organisation qu'exige la lutte révolutionnaire pour le pouvoir. Tourner le dos au bolchevisme en se livrant à des généralités sans avoir derrière soi aucune autre expérience révolutionnaire est une manière d'agir inadmissible, irréfléchie et indigne de soi. Ce n'est pas ainsi qu'on fera l'éducation des travailleurs.

Rosa Luxemburg

A l'appui de ses vues sur les questions d'organisation (ou plus exactement : en l'absence de vues de ce genre), Pivert cite, bien entendu, Luxemburg. Mais cela ne nous avance guère. Il y a beaucoup à apprendre chez Rosa ; mais ses conceptions en matières d'organisation étaient le point le plus faible de sa position, car en elles se résumaient ses erreurs, dans le domaine politique et théorique. En Allemagne, Rosa ne réussit pas à créer un parti ou une fraction révolutionnaire, et ce fut là une des causes de l'échec de la révolution de 1918-1919 (voir à ce sujet :

4. *Masses*, initialement « revue mensuelle d'action prolétarienne », puis « bulletin mensuel d'information », avait paru d'abord de 1931 à 1934 sous l'impulsion de René Lefeuve, avec la collaboration d'opposants communistes comme Etchebehere, d'anciens trotskystes comme Rosmer, Prader, du sapiste Boris Goldenberg. Elle reparut à partir de 1935 sous l'impulsion de l'équipe de Spartacus — proche du S.A.P. — comme couverture publique de la Gauche révolutionnaire de la S.F.I.O. et elle jouait en 1939 le rôle de « revue théorique » du P.S.O.P.

LÉON TROTSKY

Walter Held dans *Unser Wort*⁵. Quant au parti polonais de Rosa Luxemburg, il dut, sous l'effet des événements révolutionnaires, se réorganiser sur le modèle bolchevique. Ce sont là des points de l'histoire qui ont beaucoup plus d'importance que des citations !

Le Trotskysme en 1904

En 1904, j'ai écrit une brochure, *Nos tâches politiques*⁶, qui, sur le plan de l'organisation, développait des vues très proches de celles de Rosa Luxemburg (Souvarine cite complaisamment cette brochure dans sa biographie de Staline). Cependant, toute mon expérience ultérieure m'a prouvé que, dans cette question, Lénine avait raison contre Rosa Luxemburg ainsi que contre moi. Marceau Pivert oppose le « trotskysme » de 1939 au trotskysme de 1904. Mais depuis cette époque il y a eu, rien qu'en Russie, trois révolutions. Se peut-il qu'au cours de ces trente-cinq années nous n'ayons rien appris ?

Des promesses « libertaires »

Pour présenter son démocratisme sous le jour le plus favorable, Pivert promet que sa « méthode de construction du socialisme ne sera pas autoritaire, mais libertaire ». On ne peut s'empêcher de sourire non sans un peu d'amertume devant cette phrase pompeuse et nébuleuse. L'expression socialisme libertaire a-t-elle le sens d'anarchie, c'est-à-dire de répudiation de la dictature du prolétariat ? Or Pivert se dit marxiste, et non pas proudhonien ou bakouniste⁷. Par sa nature, la dictature du prolétariat est « autoritaire », sinon elle ne serait pas une dictature. Bien entendu, il y a des bornes à l'« autoritarisme », autrement dit, différents régimes intérieurs de la dictature. Si

5. *Unser Wort* était l'organe de la section allemande en exil. Heinz Epe, dit Walter Held (1910-1942) y avait publié une série d'articles sur la révolution allemande qui allaient être traduits dans *New International*.

6. *Nos Tâches politiques* furent publiées pour la première fois à Genève en août 1904. Elles contiennent une vive polémique contre Lénine et la fraction bolchevique.

7. Un « proudhonien » est un disciple de Pierre Joseph Proudhon (1809-1865) et un « bakouniste » un disciple de Mikhaïl A. Bakounine (1814-1876). L'un comme l'autre sont considérés comme étant à des titres divers des antécédents des anarchistes et tous deux ont polémique à un moment donné contre Marx.

Pivert veut dire qu'il cherchera à obtenir que les soviets, en tant qu'organes de la dictature, conservent la plus large démocratie intérieure possible, il ne fait que reprendre à son compte un principe pour lequel les « trotskystes » combattent depuis 1923. Cependant, pour que sa promesse rende un son plus convaincant, Pivert eût mieux fait de ne pas piétiner aussitôt la démocratie intérieure du parti à l'instar de L. Blum et de P. Faure⁸, en déniaut à la minorité les droits les plus légitimes, en interdisant les fractions d'opposants et en gardant le « monopole » pour sa fraction ; en d'autres termes, il eût fallu instaurer ne fût-ce qu'une dixième partie de la démocratie qui caractérisait le parti bolchevique dans la clandestinité sous le tsarisme et dans les premières années du régime soviétique. Tant qu'il n'en sera pas ainsi, les promesses de biens « libertaires » dans un futur indéterminé n'auront pas grande valeur. Elles rappellent un peu celles d'une récompense dans l'au-delà pour les souffrances d'ici-bas.

Telles sont les opinions de Pivert en matière d'organisation. Elles signifient pratiquement la rupture avec la démocratie de parti et le remplacement du centralisme démocratique par le centralisme bureaucratique, c'est-à-dire par l'hégémonie de l'appareil sur les idées. Nous verrons tout à l'heure qu'en ce qui concerne la doctrine, le programme et la politique, les choses ne vont pas mieux.

Exigence unilatérale

Pivert exige, comme nous le savons déjà, une collaboration « confiante » avec tous les éléments qui ont « courageusement » rompu avec le social-patriotisme et le national-communisme. Nous sommes prêts, en principe, à accepter cette exigence. Malheureusement, Pivert lui-même la bat en brèche de façon criante. Le bolchevisme a rompu avec toutes les formes de patriotisme un quart de siècle avant le parti socialiste ouvrier et paysan. Or Pivert ne manifeste pas du tout une « collaboration confiante » à l'égard du bolchevisme. Les trotskystes, qui ont

8. Léon Blum dont nous avons déjà indiqué qu'il était le maître à penser de la S.F.I.O. après Tours, avait été président du conseil — le premier socialiste — du premier gouvernement de Front populaire en 1936. Paul Faure (1878-1960), un des chefs de la minorité pacifiste pendant la guerre, avait été le patron de l'appareil S.F.I.O. après Tours.

LÉON TROTSKY

donné la preuve du caractère révolutionnaire de leur internationalisme par une longue lutte et d'innombrables sacrifices, sont tenus de faire confiance à Pivert ; mais Pivert n'est nullement obligé de faire confiance aux trotskystes. Pivert a pour règle : confiance à droite, et répression à gauche. Or c'est aussi celle que Léon Blum prend pour lui-même, mais avec une avance de quelques degrés.

Rupture avec la social-démocratie

L'internationalisme est indubitablement la condition nécessaire de la collaboration. Nos camarades français ont pris au sérieux la rupture du Parti socialisme ouvrier et paysan avec le parti social-démocrate de Blum, sinon ils n'y auraient pas adhéré. Mais présenter les choses comme si le fait de se détacher d'un parti corrompu résolvait automatiquement *tous* les problèmes n'est pas juste. Il faut après la rupture élaborer un programme révolutionnaire, définir sans commettre d'erreurs ses amis et ses ennemis. La direction du Parti socialiste ouvrier et paysan ne le fait pas : elle est encore loin d'avoir coupé l'ancien cordon ombilical.

La franc-maçonnerie

Le malheur est que les leaders du Parti socialiste ouvrier et paysan n'ont pas « courageusement » rompu avec le social-patriotisme, car ils n'ont pas rompu avec la maçonnerie, ce réservoir de premier ordre du patriotisme impérialiste. Ces jours-ci, j'ai reçu une excellente brochure de Pierre Bailly⁹, *Oui, la Franc-maçonnerie est un danger*. Après avoir rejeté un fouillis psychologique et philosophique qui n'a pas la moindre valeur, car tout au long de son évolution la maçonnerie n'a pas apporté la plus petite contribution ni à la science ni à la philosophie, l'auteur aborde la question en termes de marxisme, c'est-à-dire du point de vue *social*. Se fondant sur les documents mêmes de la maçonnerie, il en démontre le rôle impérialiste, réactionnaire et démoralisant.

La brochure de Bailly est, soit dit en passant, la meilleure preuve qu'à la différence de tous les autres groupes et fractions,

9. Pierre *Bailly* (1912-1945), membre du G.B.L. en 1934, était resté en fraction dans la G.R. puis le P.S.O.P. C'est lui qui avait lancé la bataille contre la franc-maçonnerie au sein du P.S.O.P. et était contre-rapporteur au congrès sur cette question.

nos camarades savent aborder les problèmes importants en révolutionnaires prolétariens. Même le simple fait que la brochure sentimentalo-bourgeoise et vide de Nicolitch soit très bien éditée¹⁰, tandis que l'ouvrage sérieux de Bailly est tiré à la ronéo, est une belle illustration de la condition sociale des idées centristes et des idées révolutionnaires.

Le social-pacifisme

Non, Pivert n'a pas du tout rompu « courageusement » avec le social-patriotisme et sa variété, le social-pacifisme, sinon il n'aurait pas conclu une alliance contre nous avec Maxton, le leader de l'Independent Labor Party¹¹. Entre le marxisme révolutionnaire et le pacifisme impérialiste de Maxton, il y a un abîme. Fenner Brockway¹² est légèrement plus à gauche que Maxton, mais comme le prouve toute l'histoire de l'Independent Labor Party, Maxton, dans toutes les situations critiques, menace de démissionner et Fenner Brockway se met aussitôt à genoux devant lui¹³. On peut fermer les yeux là-dessus. Mais les faits restent. Que Pivert veuille bien expliquer aux ouvriers ce qui le lie à Maxton contre la IV^e Internationale. « Dis-moi qui tu hantes, je te dirai qui tu es. »

Sneevliet

Pivert marche la main dans la main avec Sneevliet qui, ces dernières années, construit toute sa politique de façon à ne pas indisposer — Dieu nous en garde — le gouvernement hollandais et à ne pas priver l'organisation syndicale sectaire¹⁴ des subsides

10. Suzanne Alamerçery, épouse Nicolitch, qui exerçait sur Pivert un énorme ascendant, était un jeune professeur. Elle avait publié cette brochure en octobre 1938 sous le titre *Front populaire, socialisme, franc-maçonnerie, Histoire d'une crise*.

11. James Maxton, député de Glasgow, qui était son « fief », était le dirigeant le plus conservateur de l'I.L.P.

12. Archibald Fenner Brockway était le secrétaire général de l'I.L.P. L'I.L.P. était le fleuron du « bureau de Londres » auquel le P.S.O.P. avait adhéré peu après sa constitution et qui était une sorte de « bête noire » de Trotsky.

13. Nouvelle allusion au congrès de l'I.L.P. en 1936 à Keighton. Cf. pp. 55.

14. Sneevliet était non seulement le dirigeant du R.S.A.P. mais également d'un petit « syndicat rouge » le N.A.S. (Nacionaal Arbeids-Secretariaat).

LÉON TROTSKY

de l'Etat. Nous avons demandé des dizaines de fois que le parti de Sneevliet mette sur pied une plate-forme afin que Sneevliet, en sa qualité de député, puisse lancer des mots d'ordre de combat, et que l'agitation dans les masses soit faite dans un esprit révolutionnaire. Sneevliet a systématiquement décliné l'offre afin de ne pas rompre avec le gouvernement conservateur. Sur quel « ton » ce démocrate a parlé aux jeunes camarades, mieux vaut ne pas le rappeler. Lorsque la conférence de la IV^e Internationale s'apprêta, enfin, à poser carrément la question de la section hollandaise, Sneevliet quitta notre organisation et bien entendu se plaignit de nos mauvaises « méthodes ». Celles de Pivert sont évidemment préférables : en même temps que celui-ci passe sous silence la politique capitularde de Sneevliet, il tourne ses foudres contre les trotskystes.

Le P.O.U.M.

Pivert s'efforce de défendre la mémoire d'Andrès Nin contre d'odieuses calomnies, et c'est évidemment très bien. Mais quand il représente la politique de Nin comme un exemple révolutionnaire, on ne peut que qualifier cela autrement qu'un crime envers le prolétariat. En pleine guerre révolutionnaire entre les classes, Nin est entré dans un gouvernement *bourgeois* dont le but était d'abolir les comités ouvriers, piliers du gouvernement prolétarien¹⁵. Après ça, au lieu de reconnaître l'énormité de l'erreur commise, le parti de Nin réclama le retour à la coalition avec la bourgeoisie. Pivert osera-t-il le contester ? Ce ne sont pas les mots qui décident, mais les faits. La politique du P.O.U.M. est caractérisée par la capitulation de celui-ci devant la bourgeoisie à tous les moments critiques, et non par telle ou telle citation de discours ou d'articles de Nin. *D'une manière générale il ne saurait y avoir de plus grand crime que de se coaliser avec la bourgeoisie en temps de révolution socialiste.*

Au lieu de dénoncer impitoyablement cette politique néfaste, Pivert reproduit pour les justifier les articles de Kurt

15. Nin était entré comme conseiller à la justice dans le conseil de la Généralité de Catalogne constitué par le président Companys sous la présidence de Tarradellas — ce qui était aussi l'arrêt de mort du « pouvoir révolutionnaire », le comité central des milices antifascistes de Catalogne.

Landau. Comme Nin, Landau est tombé, victime du G.P.U.¹⁶. Mais la plus chaleureuse compassion pour les victimes des bourreaux staliniens ne libère pas de l'obligation de dire la vérité aux travailleurs. Landau, aussi bien que Nin, a été une variété de menchevisme de gauche, un disciple de Martov¹⁷ et non de Lénine. En soutenant les erreurs de Nin et non pas la critique que nous en faisons, Landau, comme Victor Serge, comme Sneevliet, comme Pivert, a joué à l'égard de la révolution espagnole un triste rôle. Au sein du P.O.U.M., l'opposition de gauche (José Rebull et ses amis¹⁸) relève la tête. Le devoir des marxistes est de pousser à fond la critique. Or Pivert soutient les pires conservateurs du P.O.U.M. dans le genre de Gorkin¹⁹. Non, Pivert n'a pas tiré les conclusions de sa rupture avec Blum !

Les « résultats pratiques »

Avec une présomption bien inopportune, Pivert déclare que les « résultats pratiques » obtenus par le trotskysme sont trop insignifiants pour l'amener à changer sa manière de voir. De quelle façon, cependant, dans cette époque de réaction générale, un parti révolutionnaire peut-il devenir un parti de masse ? Aujourd'hui, à cause de la faillite avérée des deux vieilles Internationales, la situation est en train d'évoluer favorablement pour les révolutionnaires. Un des signes avant-coureurs : le Parti

16. Kurt Landau (1903-1937), ancien dirigeant du P.C. autrichien, puis de l'Opposition de gauche, avait été l'un des organisateurs de l'Opposition de gauche en Allemagne. Il avait rompu avec Trotsky et l'organisation internationale en 1931. Emigré à Paris en 1933, il avait rejoint le groupe organisé par André Ferrat dans le P.C. autour de la revue *Que Faire ?* En novembre 1936, il était parti pour l'Espagne où il avait rejoint le P.O.U.M. et collaboré à *La Batalla*. Arrêté le 23 septembre 1937, il avait ultérieurement « disparu », assassiné par le G.P.U.

17. Iouli O. Cederbaum, dit Martov (1873-1923), médecin, avait été l'un des fondateurs de l'*Iskra* avec Lénine, puis le leader des mencheviks ; internationaliste pendant la guerre, il avait collaboré avec Trotsky. Il avait émigré après la révolution.

18. José Rebull Cabré (né en 1906), un ancien du Bloc ouvrier et paysan de Maurín, avait animé en 1936-1937 à l'intérieur du P.O.U.M. une tendance de gauche (la « cellule 72 » en était porte-parole) qui avait notamment critiqué la politique de la direction pendant les « journées de mai 1937 » (Cf. *La Révolution espagnole*, pp. 735-742). Dans l'émigration en 1939, il animait le « comité de défense du congrès du P.O.U.M. » et était à certains égards proche des trotskystes.

19. Julián García Gómez, dit Gorkin (né en 1902), ancien responsable du P.C.E. passé un bref moment avec l'Opposition de gauche, avait rejoint le P.O.U.M. via l'organisation de Maurín. Il était son secrétaire international et sans doute l'un des plus déterminés anti-trotskystes.

LÉON TROTSKY

socialiste ouvrier et paysan s'est séparé du parti de Blum. D'un large point de vue historique, le *Parti socialiste ouvrier et paysan n'est qu'un sous-produit du trotskysme*. Pivert estime-t-il que ce « résultat » est lui aussi insignifiant ?

La réaction et le « trotskysme »

Le fait que les staliniens, de même que la police bourgeoise, appellent trotskysme toute tendance à gauche, montre bien que toutes les forces de la réaction mondiale sont tournées en fin de compte contre la IV^e Internationale. Le G.P.U. entretient un nombre considérable d'agents, d'une part pour la filature, la fabrication des faux et les assassinats, d'autre part, pour les conflits et les scissions qu'il cherche à provoquer dans nos rangs. Il n'y a pas encore eu dans toute l'histoire de mouvement politique aussi persécuté que le nôtre. La réaction comprend très bien que la IV^e Internationale est le danger. Ce n'est que sous l'effet de la critique intransigeante de celle-ci et de sa propagande que les centristes commencent à bouger, les centristes de gauche à se détacher de ceux de droite, les droitiers à se séparer des social-patriotes avoués. Il y a quelques années, Pivert a dit fort justement que la lutte contre le trotskysme était un indice sûr de réaction. Il est dommage, toutefois, que ladite réaction l'entraîne lui-même dans ses rangs.

La force interne de la Quatrième Internationale

L'organisation internationale de Brandler, Lovestone et consorts²⁰, qui paraissait bien plus forte que nous, est tombée en poussière. L'alliance de Walcher²¹, du Parti ouvrier norvégien (D.N.A.), et de Pivert lui-même s'est brisée en miettes. Le Bureau de Londres a dit bonsoir à la compagnie. Mais la IV^e Internationale, malgré ses difficultés et ses crises, est en pleine

20. Sur Heinrich Brandler, cf. n. 8, p. 32. Jay Lovestone et lui s'étaient retrouvés dans l'opposition internationale I.V.K.O. qui s'était effondrée au cours des années précédentes.

21. Jakob Walcher (1887-1970), ancien dirigeant du K.P.D. et de l'Opposition de droite, leader du S.A.P. qui avait flirté en 1933 avec l'idée de IV^e Internationale, avait rejoint le bureau de Londres. Le D.N.A. (parti travailliste norvégien) de Tranmael avait rompu avec ce bureau dès 1935. Les tensions avaient été grandes en Espagne entre le sapiste Willy Brandt et les pivertistes.

croissance ; elle a ses organisations dans plusieurs dizaines de pays ; elle est parvenue à convoquer dans des conditions critiques, sous la terreur du G.P.U. (assassinat de Klement²²), un congrès international et à mettre au point un programme auquel personne n'a tenté jusqu'à présent d'opposer quoi que ce soit d'égale valeur. Que Pivert essaie de citer des publications marxistes qui, par leur niveau théorique, pourraient être mises en parallèle avec *New International, Clave, Unser Wort*²³ et autres organes de la IV^e Internationale.

Tous les groupements de gauche qui gravitent autour du Bureau de Londres ne sont que des débris disparates du passé, sans programme commun, affligés de vieilles manies et de maladies incurables. La IV^e Internationale se développe en tant qu'organisation groupant des éléments nouveaux, frais et dispos, *sur la base d'un programme commun fondé sur toute l'expérience du passé, et constamment révisé et affiné*. Pour sélectionner ses cadres, la IV^e Internationale a d'immenses avantages sur la III^e. Ceux-ci découlent précisément des conditions extrêmement difficiles de la lutte sous la réaction. La III^e Internationale s'est formée rapidement, car beaucoup d'« éléments de gauche » ont adhéré spontanément à la révolution victorieuse. La IV^e Internationale rassemble ses effectifs sous les coups répétés des défaites et des persécutions. Le lien idéologique tissé dans des conditions pareilles est singulièrement plus solides. Mais le rythme de la croissance, du moins dans la première période, est forcément lent.

Les critères d'un dilettante

Victor Serge s'écrie : « On ne peut à sa guise construire une Internationale digne de ce nom. » Quelle phrase pleine de fatuité et en même temps vide de sens ! On suppose que Serge a en poche toutes les mesures d'une Internationale, comme pour un pantalon. Mais un parti national « digne de ce nom », on peut le construire « à sa guise ». Par exemple, le parti socialiste ouvrier

22. Rappelons que Klement, ancien secrétaire de Trotsky devenu secrétaire administratif du S.I. avait été enlevé en plein juillet à Paris et son cadavre retrouvé par morceaux.

23. *New International* était la revue théorique mensuelle du S.W.P., *Clave*, la revue pour l'Amérique latine du P.A.C., en langue espagnole, *Unser Wort* l'organe des IKD transporté de Paris à New York.

LÉON TROTSKY

et paysan correspond-il aux mesures de Serge ? Les gens qui abordent la question avec de tels critères superficiels montrent tout simplement que, pour eux, une Internationale est une institution victorieuse et fastueuse, une sorte de temple. Quand le somptueux édifice aura été achevé (par qui ? comment ?), alors ils passeront sous ses voûtes. Nous voyons la chose autrement. L'Internationale est pour nous un instrument dont le prolétariat a besoin, comme il a besoin d'un parti national. Il faut créer cet instrument, l'améliorer, l'affiner. C'est ce que nous faisons. Nous n'attendons pas que quelqu'un le fasse pour nous. Nous convions tous les révolutionnaires à mettre la main à cette œuvre, dès maintenant, immédiatement, sans perdre une minute. Quand la IV^e Internationale sera devenue « digne de ce nom » aux yeux de Messieurs les littérateurs, les dilettantes, les sceptiques, il ne sera pas difficile de s'y associer. Alors Victor Serge (lui ou un autre) écrira un livre où il démontrera (avec du lyrisme et les larmes aux yeux !) que l'époque la plus belle et la plus héroïque de la IV^e Internationale a été celle où, sans forces et sans ressources, elle se battait contre d'innombrables ennemis, sceptiques petits-bourgeois compris.

Notre section aux Etats-Unis

Que Pivert ne se presse pas de tirer des conclusions. Le Parti socialiste ouvrier et paysan est encore très éloigné d'un parti de masse et n'a pas eu le temps d'éprouver sa force de résistance à la pression de l'impérialisme. D'autre part, certaines de nos sections ont démontré non seulement leur vitalité, mais aussi qu'elles commençaient à entrer dans l'arène de la lutte des classes. Dans le plus puissant pays capitaliste, aux Etats-Unis, le Socialist Workers Party est en train de se transformer sous nos yeux, d'association de propagande qu'il a été pendant des années, en une arme de combat de la politique ouvrière. La section américaine de la IV^e Internationale a pris la tête de la lutte contre le fascisme et contre la guerre. Le principal des agitateurs fascistes, le Père Coughlin, a dû consacrer récemment un de ses discours radiodiffusés à notre section américaine et à la lutte qu'elle mène pour créer un mouvement d'autodéfense ouvrier. Le S.W.P. combat activement dans les syndicats, publie un excellent journal qui paraît deux fois par semaine, une importante revue mensuelle, un journal pour la jeunesse (bimensuel) et vient en aide activement, sur le plan idéologique et matériel, aux autres sections.

En Belgique

Notre section belge, dont les effectifs sont presque entièrement prolétariens, a obtenu aux élections près de 7 000 suffrages²⁴. Dans l'atmosphère de réaction et de chauvinisme qui sévit, chacun de ces suffrages vaut des centaines de voix données aux partis réformistes. Que Pivert ne se presse pas de tirer des conclusions. Qu'il lise plutôt attentivement la déclaration de nos camarades belges élus à Flénu²⁵. Hélas! au lieu de chercher à nouer des liens avec le parti socialiste révolutionnaire de Belgique, Pivert prête l'oreille aux sectaires et aux faillis. Ce n'est sûrement pas Vereeken flanqué de Sneevliet et de Victor Serge qui frayera la route qui mène aux masses.

Une voix de Saïgon

Au sujet des élections à l'Assemblée territoriale de la colonie qui ont eu lieu le 30 avril dernier, on m'écrit de Saïgon²⁶ : « Malgré la honteuse coalition des bourgeois de tout poil avec les staliniens, nous avons remporté une brillante victoire. Celle-ci fut d'autant plus difficile que la conscience des électeurs avait été troublée pendant des mois par la propagande fumeuse du groupe centriste Octobre [...] Nous sommes allés au combat sous le drapeau largement déployé de la IV^e Internationale [...] Aujourd'hui plus que jamais, poursuit la lettre, nous comprenons la portée non seulement du programme de la IV^e Internationale, mais aussi de la lutte de 1925, 1926, 1927 et 1928 contre la théorie et la pratique du socialisme dans un seul pays, de la lutte contre la Ligue anti-impérialiste et autres comités de parade, comme ceux d'Amsterdam, de Pleyel, etc. »

Cette voix des ouvriers révolutionnaires de Saïgon a infiniment plus d'importance que la voix de tous les Bureaux de Londres et des pseudo-« centres marxistes ». Les travailleurs d'avant-garde d'un pays opprimé se joignent à l'Internationale

24. Il s'agit des récentes élections municipales à Flénu dans le Borinage où la liste du P. S. R. avait été conduite par son dirigeant national, originaire de Flénu, Walter Dauge.

25. Cf. p. 157.

26. Cf. n. 4 p. 312.

LÉON TROTSKY

persécutée. L'expérience de leur propre lutte leur a fait comprendre ce que signifie notre programme et ils sauront le défendre. Leur déclaration, à savoir que les travailleurs d'avant-garde de Saïgon ont compris le sens de la lutte que l'Opposition de gauche a menée de 1925 à 1928, est particulièrement précieuse et significative. Seule la continuité des idées crée la tradition révolutionnaire sans laquelle un parti politique est aussi instable que le roseau sous le vent.

En Angleterre et en France

Dans les vieux pays colonialistes, comme l'Angleterre et la France, la bureaucratie ouvrière, directement intéressée au surprofit colonial, est plus puissante et plus conservatrice que dans tout autre pays et il est extrêmement difficile aux masses révolutionnaires de lever la tête. Ainsi s'explique le rythme particulièrement lent du développement des sections de la IV^e Internationale dans ces pays. Il dépend dans une large mesure du Parti socialiste ouvrier et paysan que les révolutionnaires puissent, dès les prochains mois, faire une brèche dans le mur de la félonie et de la trahison. Mais quelle que soit la situation à ce point de vue, le sens général de l'évolution ne laisse pas de place au doute. Lorsque les masses les plus opprimées d'Angleterre et de France entreront ouvertement en lice, elles ne s'arrêteront pas à mi-chemin et adopteront le programme qui correspond à la profondeur et à l'acuité des antagonismes sociaux d'aujourd'hui.

Le « dogme »

Pivert ne veut ou ne peut comprendre que notre force invincible réside dans notre continuité théorique et notre intransigeance. « Trotsky ne peut admettre dans son organisation, écrit-il, que des affiliés acceptant comme un dogme (?), c'est-à-dire sans discussion (?), la référence systématique aux principes élaborés par les quatre premiers Congrès de l'I.C. Notre conception du parti est toute différente. » Subissant toutes sortes d'influences douteuses, Pivert essaie de réduire le mouvement de la IV^e Internationale à une seule individualité : « Trotsky ne peut admettre dans son organisation... » Pivert ne peut pas ne pas savoir que l'opposition de gauche a rassemblé, dès le début, la

fleur du parti bolchevique : les révolutionnaires trempés dans l'action clandestine, les héros de la guerre civile, les meilleurs représentants de la jeune génération, des milliers et des milliers de marxistes cultivés qui eussent fait honneur à n'importe quel parti. Des dizaines de milliers de « trotskystes » sont morts dans les tourments. Est-ce simplement parce que « Trotsky admet » ou n'admet pas ? De telles platitudes doivent être laissées à Brandler, Walcher, Lovestone, Sneevliet et autres cyniques de cet acabit. [...] Mais revenons-en au « dogme ». Les dissidences se sont développées dans le parti bolchevique *après* les quatre premiers congrès du Comintern dont les résolutions furent rédigées avec l'étroite collaboration des futurs dirigeants de l'« opposition de gauche ». Le tournant décisif vers l'opportunisme fut sanctionné par le V^e Congrès. Sans abandonner la tradition révolutionnaire, la plus haute que connaisse l'histoire de l'humanité, nous avons pris cependant les quatre premiers congrès uniquement comme *point de départ*, mais nous ne nous y sommes nullement cantonnés ; nous avons observé, étudié, discuté, critiqué, formulé des mots d'ordre, nous sommes allés de l'avant. Je puis en donner pour preuve nos revues théoriques, nos bulletins intérieurs, des dizaines de livres et de brochures-programmes publiés ces quinze dernières années. Pivert peut-il citer un ouvrage critique sérieux de nos adversaires que nous aurions laissés sans réponse ? Pivert et ses amis ont-ils connaissance de résolutions des quatre premiers Congrès du Comintern que nous n'aurions pas soumises à la critique ? Où sont ces résolutions ?

Dans ce même article, Pivert exige que les « trotskystes » dans le P.S.O.P. « acceptent sa charte, sa structure, ses règles, ses décisions de majorité et s'engagent à les appliquer sans réticence ». Cette exigence est au fond légitime. Mais cela signifie-t-il que la charte du parti socialiste ouvrier et paysan, ses structures, ses statuts, etc. sont un « dogme » ? Ou bien n'y a-t-il que les résolutions-programmes des quatre premiers Congrès qui en soient un ?

Ombres chinoises

Pivert raisonne ainsi : il faut découvrir, démasquer et rejeter tous les traits, toutes les particularités, tous les travers du bolchevisme classique auxquels le stalinisme devait par la suite s'agripper. C'est un raisonnement formaliste et détaché de la vie.

LÉON TROTSKY

Le stalinisme ne s'est pas forcément agrippé aux plus mauvais traits du bolchevisme. L'abnégation est une très belle qualité du révolutionnaire. Certains des inculpés des procès de Moscou ont été incontestablement guidés par l'esprit de sacrifice : donner sa vie et même sa réputation au nom de la « défense de l'U.R.S.S. ». En découle-t-il qu'au lieu de l'abnégation on doit cultiver l'égoïsme ? A cela, on pourrait répondre : il faut développer l'esprit critique. Mais c'est là un lieu commun. Les bolcheviks n'étaient pas moins animés de cet esprit que leurs censeurs d'aujourd'hui. Mais les conditions historiques objectives sont plus fortes que les conditions subjectives. Quand, dans un pays isolé et arriéré, les nouvelles couches bureaucratiques prennent le dessus sur la classe révolutionnaire et étouffent son avant-garde, elles utilisent nécessairement les formules et les traditions du bolchevisme, les qualités et les méthodes qu'il a enseignées, en y mettant toutefois un contenu social contraire au sien. Lénine après Marx a émis l'idée que, dans la première phase du socialisme, des aspects de l'inégalité sociale continuent fatalement d'exister. La bureaucratie stalinienne en a tiré argument pour justifier ses privilèges de rapine. Faut-il donc à cause de cet abus rejeter l'idée absolument juste de Marx ?

Tout au long de l'histoire, la discipline de la lutte de classes a opéré des conversions, des mutations, des retournements de ce genre : ce fut le sort du christianisme, du protestantisme, de la démocratie, etc. Ce fut en particulier celui de la franc-maçonnerie. Elle vit le jour au ^{xii}^e siècle, en tant que réaction de la petite bourgeoisie contre la mentalité dissolvante qu'engendrait l'individualisme capitaliste et tenta de faire revivre la morale idéalisée de la « confrérie » de métier. Au cours de la lutte de classes, elle est devenue un instrument de la grande bourgeoisie pour discipliner la petite bourgeoisie et l'assujettir aux buts qu'elle s'est fixés. Les principes ne peuvent être pris en dehors de la réalité sociale, en dehors des classes qui en sont les vecteurs.

La critique du bolchevisme à laquelle se livre Pivert, après Victor Serge, ne contient pas un gramme de marxisme. A l'analyse matérialiste, elle substitue le jeu des ombres chinoises.

Pour l'hégémonie de la pensée scientifique

Un révolutionnaire sérieux, qui prévoit la gravité des décisions à prendre dans les heures critiques, sent intensément la responsabilité qui lui incombe dans la période préparatoire ; il

analyse avec soin, avec minutie, chaque fait, chaque idée, chaque tendance. Sous ce rapport, le révolutionnaire ressemble au chirurgien qui ne peut s'en tirer avec des généralités sur l'anatomie, mais doit connaître exactement la disposition des os, des muscles, des nerfs, des tendons et leur texture pour ne pas faire un faux mouvement avec son bistouri. Un architecte, un médecin, un chimiste seraient indignés si on leur proposait de ne pas préciser les notions ou les formules scientifiques, de ne pas prétendre à l'« hégémonie » des lois de la mécanique, de la physiologie ou de la chimie et de s'incliner devant d'autres manières de voir, fussent-elles erronées. Or telle est précisément la position de Pivert. Sans entrer dans le vif des divergences de programme, il répète des généralités, à savoir qu'aucune tendance « ne peut prétendre renfermer dans son sein toute la lumière ». Et pourquoi ? Parce qu'on doit vivre et laisser vivre les autres. On ne peut rien apprendre de bon au travailleur d'avant-garde avec des aphorismes de ce genre : au lieu du courage et du sentiment de responsabilité, ils sont tout justes propres à engendrer l'indifférence et la prostration. La IV^e Internationale a engagé la lutte contre le charlatanisme et pour un comportement scientifique à l'égard des problèmes de la politique prolétarienne. La passion révolutionnaire dans la lutte pour le socialisme est inséparable de la passion intellectuelle dans le combat pour la vérité.

Bolchevisme ou menchevisme

Pivert croit que nous représentons le dogmatisme et la routine et que lui représente la pensée critique. En réalité, en critiquant le « trotskysme », Pivert répète les vieilles formules mencheviques sans y ajouter un seul mot. Or le menchevisme a été mis lui aussi à l'épreuve, et celle-ci fut sérieuse. Le Parti bolchevique a dirigé victorieusement une grande révolution ; resté isolé, il n'a pu résister à la pression des forces historiques hostiles. Autrement dit : le bolchevisme russe n'a pas eu la force de se substituer à la classe ouvrière mondiale. Quant au menchevisme, il n'a rien apporté à la révolution hormis la prostration et la trahison. Le menchevisme de gauche personnifié par Martov n'a abouti qu'à un honnête désarroi et à l'impuissance. La tâche historique assignée par la révolution d'Octobre n'a pas été remplie. Les forces fondamentales qui ont pris part à la lutte restent les mêmes. Le choix à faire n'est pas entre le

LÉON TROTSKY

« trotskysme » et le Parti ouvrier et paysan, mais entre le bolchevisme et le menchevisme. Nous sommes prêts à aller de l'avant en partant du bolchevisme. Nous n'acceptons pas de marcher à reculons.

Le programme de la Quatrième Internationale

Pivert a cru nécessaire de revenir sur les « quatre premiers Congrès » en juin 1939, alors que nous avons déjà réussi à faire un grand pas en avant. A notre dernière conférence internationale de l'automne dernier, un programme de revendications transitoires répondant aux problèmes de l'époque actuelle a été adopté. Pivert connaît-il ce programme ? Quelle est sa position par rapport à lui ? Pour notre part, il n'y a rien que nous souhaitions autant que la critique. Quel qu'en soit le « ton », mais sur le fond !

Voici concrètement la proposition que je me permets de faire « du dehors » : entreprendre immédiatement l'examen et la mise au point d'un programme international du prolétariat et éditer une revue qui, sur le plan international, sera spécialement consacrée à la discussion de cette question. Je propose qu'on mette à la base de cette discussion le programme de la IV^e Internationale : *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale*. Mais il va de soi que notre Internationale est prête à accepter comme base de discussion même un autre projet, s'il est présenté. Pivert et ses amis accepteront peut-être cette proposition ? Elle nous ferait sans aucun doute aller de l'avant !

J'ai analysé l'article de Pivert avec un soin qui paraîtra à certains superflu ou fatigant. D'autres jugeront le « ton » trop acerbe. Mais je crois tout de même qu'une explication claire, nette et détaillée atteste beaucoup plus un désir de collaboration que ne le feraient des équivoques diplomatiques accompagnées de menaces ou d'insinuations. Je voudrais qu'y réfléchissent non seulement Marceau Pivert, mais aussi Daniel Guérin²⁷. Il faut

27. Trotsky avait par ailleurs une correspondance avec Daniel Guérin qui, de toute l'équipe dirigeante du P.S.O.P., était sans doute le plus proche. Sur toutes ces questions, on trouvera le point de vue de Daniel Guérin dans *Front populaire révolution manquée* (rééd. Maspéro 1970). Daniel Guérin (né en 1904), militant S.F.I.O. en 1930, était également lié au noyau de la *Révolution prolétarienne*. A partir de 1935, il avait été un des animateurs de la Gauche révolutionnaire. Membre du P.S.O.P. depuis sa formation il animait sa « gauche » et Trotsky le jugeait « proche ». Daniel Guérin et Lucien Weitz, un

cesser de se nourrir de formules vides d'hier. Il faut entreprendre sérieusement et honnêtement la discussion du programme et de la stratégie de la Nouvelle Internationale.

ancien dirigeant des J.S. exclues au temps de Clichy, faisaient bloc avec Rous qui espérait les gagner à la fraction « entrée ». Par ailleurs, l'exclusion, au lendemain du congrès, des militants moliniéristes, avait fait la place pour l'influence des jeunes de l'ex-J.S.R., Henri *Kunstlinger*, dit *Henryk* ou *Henri Roger* (1917-1944), devenu secrétaire de la J.S.O.P. et Louis *Bonnel*, dit *Labord* (né en 1914), un jeune métallo chargé du travail d'entreprise. Mais la J.S.O.P. n'était qu'un cadre vide et c'était la droite qui était à l'offensive dans le P.S.O.P.

A LA VEILLE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE¹

(23 juillet 1939)

Soyez les bienvenus chez nous, Mesdames et Messieurs. Je vous remercie de votre visite et je tâcherai de répondre à vos questions aussi bien que possible. Mon anglais est aussi mauvais aujourd'hui qu'il l'était l'année dernière. J'ai promis à M. Herring² il y a deux ans d'améliorer mon anglais à la condition qu'à Washington, on me donne un visa pour les Etats-Unis, mais il semble que mon anglais ne les intéresse pas.

Permettez-moi de m'asseoir pour répondre à vos questions. Il y en a onze ou douze très importantes. Elles couvrent presque toute la situation mondiale. Il n'est pas facile d'y répondre clairement, parce qu'elles concernent les activités de tous les gouvernements et je ne crois pas que les gouvernements eux-mêmes sachent clairement ce qu'ils veulent, surtout aujourd'hui que nous avons une situation d'impasse mondiale. Le système capitaliste est dans l'impasse. Pour ma part, je ne vois aucune issue normale, légale, pacifique. Une issue ne peut être ouverte que par une immense explosion historique. Il y a deux sortes d'explosions historiques : les guerres et les révolutions. Je crois que nous aurons les deux. Les programmes des gouvernements actuels — les bons comme les mauvais — si on admet qu'il en existe aussi de bons — les programmes des différents partis, les programmes pacifistes et les programmes réformistes ressemblent aujourd'hui — au moins pour un observateur à l'écart — à

1. Traduction de « On the Eve of World War I », *Intercontinental Press*, 8 septembre 1969. Il s'agit d'une entrevue entre Trotsky et les invités du comité pour les relations culturelles avec l'Amérique latine que dirigeait le professeur Hubert Herring.

2. Hubert Clinton Herring (1888-1967), professeur, spécialiste d'Amérique latine, avait noué d'excellentes relations avec Trotsky à qui il prêtait sa villa de Taxco.

un jeu d'enfants sur les pentes d'un volcan avant une éruption. Voilà un tableau général du monde d'aujourd'hui.

Vous organisez une Foire internationale. Je ne peux que la juger de l'extérieur pour la même raison qui fait que mon anglais est si mauvais, mais d'après ce que j'en ai appris dans les journaux, c'est une immense création humaine sur le « Monde de demain ». Je crois que cette caractérisation est un peu unilatérale. Ce n'est que du point de vue technique que votre Foire internationale peut s'appeler le « Monde de Demain » parce que, si vous voulez considérer le véritable monde de demain, il faudrait une centaine d'avions militaires passant au-dessus de la Foire internationale avec des bombes, des centaines de bombes, et le résultat, ce serait le monde de demain. Ce pouvoir créateur grandiose de l'humanité d'un côté et cette terrible arriération dans le domaine le plus important pour nous, le domaine social, voilà le monde d'aujourd'hui — si vous me permettez le terme — génie technique et idiotie sociale.

— *Quelle est votre estimation de la puissance militaire réelle de la Russie soviétique aujourd'hui ?*

— La puissance militaire de la Russie soviétique, ou mieux la situation militaire en Russie soviétique est contradictoire. D'un côté, nous avons une population de 170 millions d'habitants éveillés par la plus grande révolution de l'histoire, avec une énergie nouvelle, beaucoup de dynamisme et une industrie de guerre plus ou moins développée. D'un autre côté, nous avons un régime politique qui paralyse toutes les forces de cette nouvelle société. Qui l'emportera de ces forces contradictoires, je ne peux le prédire. Je crois que personne ne peut le prédire parce qu'il existe des facteurs moraux qui ne peuvent être mesurés que par les événements eux-mêmes. Je ne suis sûr que d'une chose : le régime politique ne survivra pas à la guerre. Le régime social, qui est la nationalisation de la production, est incomparablement plus puissant que le régime politique qui a un caractère despotique. Les nouvelles formes de propriété ont une très grande importance du point de vue du progrès historique. La vie interne de l'Union soviétique, comme la vie interne de l'armée de l'Union soviétique, est caractérisée par les contradictions entre le régime politique et la nécessité de développement de la nouvelle société, économique, culturel, etc. Chaque contradiction sociale prend la forme la plus aiguë dans l'armée parce que celle-ci est le pouvoir armé de la société. Les représentants du régime politi-

que, la bureaucratie, ont peur de la perspective de la guerre parce qu'ils savent mieux que nous qu'ils ne survivront pas à la guerre en tant que régime.

— *Quelles sont les vraies raisons de l'exécution de Toukhatchevsky?*

— Cette question est liée à la précédente. La nouvelle société a ses méthodes de cristallisation, ou sélection de divers individus pour différentes fonctions. Ils ont une nouvelle forme de sélection pour l'économie, une autre pour l'armée et la marine, une autre pour le pouvoir et ces sélections sont très différentes. Au cours des dix dernières années, la bureaucratie est devenue un frein terrible pour la société soviétique. C'est une caste parasitaire qui n'a d'autres intérêts que son pouvoir, ses privilèges et ses revenus, et subordonne toutes les autres questions à ses intérêts matériels de caste. D'un autre côté, en ce qui concerne les fonctions créatrices de la société, l'économie, la culture, l'armée et la marine — qui ont aussi une fonction créatrice dans un certain sens — organisent leur propre sélection d'individus, savants, administrateurs, etc., et nous voyons dans chaque branche, dans chaque section de la vie sociale, qu'une de ces sélections est dirigée contre l'autre.

L'armée a besoin d'hommes capables, honnêtes, comme les économistes et les scientifiques, des hommes indépendants à l'esprit ouvert. Tout homme ou femme à l'esprit indépendant entre en conflit avec la bureaucratie et la bureaucratie doit décapiter alors tout ce secteur pour se préserver elle-même. Voilà l'explication historique évidente des dramatiques procès de Moscou, des fameuses impostures, etc. La presse américaine s'intéresse plus à certains côtés spectaculaires, mais nous pouvons lui fournir une explication plus objective, scientifique, sociale. Il s'agissait d'un conflit entre deux sortes de sélection dans différentes couches de la société. Un bon général, comme l'était Toukhatchevsky, a besoin d'assistants indépendants, d'autres généraux autour de lui, et il apprécie chaque homme d'après sa valeur intrinsèque. La bureaucratie a besoin de gens dociles, byzantins, d'esclaves et ces deux types d'hommes entrent en conflit dans tout Etat. Comme c'est la bureaucratie qui détient tout le pouvoir, ce sont les chefs de l'armée qui tombent et non les chefs de la bureaucratie.

— *Comment expliquez-vous que Litvinov ait dû abandonner le ministère des Affaires étrangères ?*

— De façon générale cela s'explique par les considérations que j'ai développées il y a quelques minutes. Personnellement, Litvinov était un homme capable — est un homme capable. Ce n'est pas un personnage politique autonome ; ce ne l'a jamais été. Mais il est intelligent, il connaît plusieurs langues étrangères ; il a voyagé dans divers pays ; il connaît très bien l'Europe. Du fait de ses voyages, de sa connaissance de différents pays, il dérange et gêne le bureau politique qui est la création de Staline. Dans la bureaucratie, personne ne parle de langue étrangère, personne n'a vécu en Europe et personne ne sait ce qu'est la politique étrangère. Quand Litvinov a exposé ses idées au Politburo, ils ont été un peu gênés. C'est une raison supplémentaire de son limogeage, mais je crois que c'était aussi une indication du Kremlin à l'adresse de Hitler : « Nous sommes prêts à changer de politique, à réaliser notre objectif, le but que nous vous avons indiqué il y a quelques années », parce que l'objectif de Staline en politique internationale est un accommodement avec Hitler.

Il y a eu un article très intéressant de Krivitsky dans le *Saturday Evening Post*. Il a observé tout cela d'un point de vue particulier — le sien. Il était dans le service d'espionnage militaire et avait reçu de Moscou des missions délicates. Ce qu'il dit est très intéressant en tant que confirmation du point de vue général que nous avons maintes fois exprimé avant ces révélations. La bureaucratie de Moscou ne veut pas la guerre. Elle a peur de la guerre parce qu'elle n'y survivra pas. Elle veut la paix à tout prix. Le pays qui menace actuellement l'Union soviétique, c'est l'Allemagne et ses alliés, l'Italie et le Japon. Un accord avec Hitler signifie qu'il n'y aura pas la guerre. Une alliance avec Chamberlain signifie une aide militaire pendant la guerre, mais pas plus parce que c'est puéril de croire qu'une alliance entre l'Angleterre, la France et l'Union soviétique pourrait éviter la guerre. Vous vous souvenez que l'Europe, avant la Grande Guerre, était divisée en deux camps et que ces deux camps ont produit la guerre. Wilson³ a alors proposé la Société des Nations, avec l'argument que seule la sécurité collective peut éviter les

3. Thomas Woodrow Wilson (1856-1924) fut le 26^e président des Etats-Unis, de 1913 à 1921.

LÉON TROTSKY

guerres. Maintenant, après l'effondrement de la S.D.N., on commence à dire que la division de l'Europe en deux camps, par la constitution d'une alliance entre l'Angleterre, la France et la Russie, évitera la guerre. C'est puéril. Cette alliance ne peut signifier qu'une assistance mutuelle pendant la guerre. C'est une répétition de toute l'expérience d'il y a vingt-cinq ans, mais à une nouvelle échelle historique. Il vaut mieux avoir une alliance si la guerre est inévitable, mais le Kremlin veut éviter la guerre. Et il ne peut y arriver que par un accord avec Hitler. Toute la politique du Kremlin est dirigée vers la conclusion d'un accord avec Hitler. Staline dit : « Si vous ne voulez pas traiter avec moi, je serais obligé de conclure un accord avec l'Angleterre. »

— *Quelle est la vitalité du bloc anti-Hitler? Que fera la Russie soviétique pour conclure une alliance avec la Grande-Bretagne et la France? Pensez-vous qu'il soit possible que Staline arrive à une entente avec Hitler?*

— Cela ne dépend pas seulement de Staline mais de Hitler. Staline a proclamé qu'il est prêt à conclure un traité avec Hitler. Celui-ci, jusqu'à présent, a rejeté cette proposition. Il l'acceptera peut-être. Hitler veut pour l'Allemagne une position dominante dans le monde. Les formules rationalisantes ne sont qu'un masque, comme la démocratie en est un pour les empires français, anglais et américains. L'intérêt véritable de la Grande-Bretagne est de garder les Indes; celui de l'Allemagne de s'en emparer; celui de la France, de ne pas perdre ses colonies; celui de l'Italie de s'emparer de nouvelles colonies. Les colonies n'ont pas de démocratie. Si la Grande-Bretagne, par exemple, luttait pour la démocratie, elle ferait bien de commencer par la donner à l'Inde. Le très démocratique peuple britannique ne leur donne pas la démocratie parce qu'il ne peut exploiter les Indes que par des méthodes dictatoriales. L'Allemagne veut écraser la France et la Grande-Bretagne. Moscou est tout à fait près à laisser les mains libres à Hitler parce que le Kremlin sait parfaitement que, s'il s'engage dans cette voie, la Russie n'aura pas à craindre d'attaque de l'Allemagne pendant des années. Je suis certain qu'ils fourniraient des matières premières à l'Allemagne pendant la guerre à condition que la Russie reste à l'écart du conflit. Staline ne veut pas une alliance militaire avec Hitler, mais seulement un accord pour rester neutre pendant la guerre. Mais Hitler a peur que l'Union soviétique ne devienne suffisamment puissante pour conquérir, d'une façon ou d'une autre, la Rouma-

nie, la Pologne, les Etats des Balkans pendant que l'Allemagne serait engagée dans une guerre mondiale et qu'elle rapproche ainsi ses frontières de celles de l'Allemagne. C'est pourquoi Hitler voulait une guerre préventive contre l'Union soviétique, afin de l'écraser et de commencer ensuite sa guerre pour la domination mondiale. Les Allemands hésitent entre ces deux possibilités, ces deux variantes. Je ne peux prédire ce que sera la décision finale. Je ne suis pas sûr que Hitler lui-même le sache aujourd'hui. Staline l'ignore, parce qu'il hésite et il continue les pourparlers avec la Grande-Bretagne en même temps qu'il conclut des accords économiques et commerciaux avec l'Allemagne. Comme disent les Allemands, il a deux fers au feu.

— *Comment interprétez-vous les motivations sous-jacentes du gouvernement Chamberlain ?*

— Je crois que les facteurs sous-jacents sont la panique et l'absence de tête. Ce n'est pas là un caractère particulier à M. Chamberlain. Je ne crois pas que sa tête soit pire qu'une autre, mais la situation de la Grande-Bretagne est très difficile comme celle de la France. L'Angleterre fut dans le passé une des grandes puissances mondiales — au XIX^e siècle — mais elle ne l'est plus. Mais elle possède le plus grand empire mondial. La France, avec sa population stagnante et ses structures économiques plus ou moins arriérées, possède le second empire colonial. Telle est la situation. Il est très difficile à un Premier ministre britannique de faire preuve d'imagination dans semblable situation. Il n'y a que la vieille formule « Wait and See ». C'était bien quand la Grande-Bretagne était la plus grande puissance du monde et était assez forte pour toujours atteindre ses objectifs. Mais plus maintenant. La guerre ne peut qu'écraser et disloquer les empires britannique et français. Ils n'ont rien à gagner à la guerre, seulement à perdre. C'est pourquoi M. Chamberlain a été si amical avec Hitler à l'époque de Munich. Il croyait qu'il ne s'agissait que de l'Europe centrale et du Danube ; mais il comprend maintenant qu'il s'agit de la domination mondiale. La Grande-Bretagne et la France ne peuvent éviter une guerre et ils font maintenant tout leur possible pour éviter celle qui arrive à la suite de la situation créée par le réarmement allemand. Cette guerre est inévitable.

— *Comment analysez-vous les mouvements qu'on observe actuellement en France ? Le nationalisme français est-il assez*

LÉON TROTSKY

puissant pour balayer la communauté des intérêts capitalistes entre la France et l'Allemagne ?

— Je crois que tous les gouvernements capitalistes auront au commencement de la guerre l'immense majorité du peuple derrière eux. Mais je crois aussi qu'aucun des gouvernements existants n'aura son peuple derrière lui à la fin de la guerre. C'est pourquoi, ils craignent tant cette guerre qu'ils ne peuvent éviter.

— Croyez-vous toujours qu'une révolution socialiste dans un seul pays soit impossible sans participation internationale ?

— Je crois qu'il y a un malentendu dans la façon dont cette question est formulée. Je n'ai jamais dit que la révolution est impossible dans un seul pays. Nous avons fait la révolution socialiste en Union soviétique. J'y ai participé. La révolution socialiste, c'est la conquête du pouvoir par une classe révolutionnaire, par le prolétariat. Bien entendu elle ne peut être faite simultanément dans tous les pays. Les conditions particulières à chaque pays en déterminent le moment historique. La révolution socialiste n'est pas seulement possible, elle est inévitable dans tous les pays. Ce que j'affirme, c'est qu'il est impossible de construire une société socialiste dans l'environnement d'un monde capitaliste. C'est un tout autre problème, tout à fait différent.

— Les grands progrès économiques réalisés par l'Union soviétique ces cinq dernières années sont-ils la preuve de la possibilité de construire un Etat socialiste dans un monde capitaliste ?

— J'aurais préféré que vous me disiez « construire une société socialiste » et non un Etat socialiste parce que la prise du pouvoir par le prolétariat signifie la création de l'Etat socialiste. Celui-ci n'est qu'un outil dans la création de la société socialiste parce que celle-ci signifie l'abolition de l'Etat en tant qu'instrument très barbare. Tout Etat est une survivance barbare. La question est de savoir si les progrès économiques accomplis ces cinq dernières années ne prouvent pas qu'il soit possible de construire une société socialiste dans un monde capitaliste.

Je ne le crois pas parce que le progrès économique n'est pas le socialisme. L'Amérique, les Etats-Unis ont réalisé un progrès économique beaucoup plus grandiose sur une base capitaliste. Le

socialisme, c'est la progression vers l'égalité et l'abolition progressive de l'Etat. L'Etat est un instrument de domination. L'égalité entraîne l'abolition de l'Etat. Au cours de ces cinq dernières années, parallèlement aux progrès économiques indiscutables, nous avons vu en Union soviétique une recrudescence formidable des inégalités et un renforcement de l'Etat. Que signifient les procès de Moscou du point de vue de l'égalité et de l'abolition de l'Etat ? Je doute qu'il existe actuellement un seul homme qui puisse croire que la justice a été respectée à ces procès. Ces dernières années, on a vu à Moscou une purge de centaines de milliers de personnes, l'extermination de la vieille garde du parti bolchevique, de généraux, des meilleurs officiers, des meilleurs diplomates, etc. L'Etat n'est pas aboli. L'Etat existe et que représente-t-il ? C'est la domination de la population par la machine étatique, le nouveau pouvoir, la nouvelle caste, le nouveau chef. La bureaucratie est une nouvelle caste privilégiée. Ce n'est pas le socialisme, et cette caste n'est pas en train de dépérir. Ils refusent de mourir. Ils préfèrent tuer les autres. Même les meilleurs éléments de l'armée, l'instrument de leur propre défense.

Je ne dis pas qu'il faille établir immédiatement une égalité totale. Ce n'est pas possible. Mais la tendance générale devrait être d'avancer de la vile inégalité bourgeoise vers l'égalité ; mais actuellement, la tendance est absolument inverse. Si vous établissiez un diagramme statistique, il prouverait que la couche supérieure de la société soviétique vit comme la grande bourgeoisie en Amérique et en Europe, la couche intermédiaire comme la bourgeoisie moyenne, et les travailleurs dans des conditions pires que celles d'un grand pays comme les Etats-Unis. Du point de vue économique, la révolution est un progrès pour la Russie. Oui, c'est indiscutable. Mais ce n'est pas le socialisme. C'est loin d'être le socialisme. Et on s'en éloigne toujours plus.

— *Quelle est votre analyse de la situation du Japon ? Le Japon obligera-t-il la Grande-Bretagne à lui faire la guerre pour sauver la face ?*

— Je ne pense pas que la Grande-Bretagne se laisse surprendre par une guerre avec le Japon ; mais elle ne peut pas éviter la guerre et, quand elle aura commencé, le Japon utilisera évidemment la situation européenne pour ses propres objectifs. L'Angleterre entrera en guerre contre le Japon. Il ne s'agit pas de sauver la face, mais de sauver sa peau.

— *Si l'Allemagne prend Dantzig, que fera Chamberlain?*

— Si l'Allemagne s'empare de Dantzig dans le mois qui vient, cela signifie que l'Allemagne veut la guerre, parce qu'elle connaît la situation. Si l'Allemagne veut la guerre, elle aura lieu. Si l'Allemagne se sent assez forte, elle provoquera une guerre et Chamberlain entrera en guerre.

— *Quelle est votre opinion sur l'évolution probable des événements en Espagne?*

— Je crois que le problème espagnol n'est qu'une petite partie du problème européen. Jusqu'à la défaite, c'était un grand problème. Si les républicains bourgeois espagnols, avec leurs alliés socialistes, avec leurs alliés communistes, ou avec leurs alliés anarchistes n'avaient pas réussi à étrangler la révolution espagnole — car ce ne fut pas la victoire de Franco, mais la défaite du Front Populaire —, on aurait alors pu espérer que la victoire du prolétariat espagnol provoquerait un grand mouvement révolutionnaire en France, et on en a vu le commencement en juin 1936 dans les grèves sur le tas en France : dans ces conditions, l'Europe aurait pu éviter la guerre. Mais Moscou a réussi à tuer la révolution espagnole et à aider Franco à l'emporter. Cela veut dire, maintenant, que l'Espagne a cessé d'être un facteur indépendant. Bien entendu, vous pouvez remarquer que, dans la presse socialiste de M. Norman Thomas et la presse non moins intelligente de M. Browder⁴, ils observent que Franco ne pourra continuer à dominer l'Espagne et qu'il tombera. C'était presque la même chose avec la victoire de Hitler en juin 1933. A l'époque, comme maintenant, j'étais d'une opinion contraire. La force de Franco n'est pas en lui-même, mais dans la faillite totale des II^e et III^e Internationales, dans la direction de la révolution espagnole.

Pour les ouvriers et les paysans d'Espagne, la défaite n'est pas seulement un accident militaire, mais une terrible tragédie historique. C'est la destruction de leurs organisations, de leur idéal historique, de leurs syndicats, de leur bonheur, de tous les espoirs qu'ils ont nourris depuis des décennies, même des siècles.

4. Norman Thomas (1882-1969), ancien pasteur, était le dirigeant du parti socialiste aux Etats-Unis. Earl R. Browder (1871-1973) était secrétaire général du P.C. depuis 1930.

Un homme raisonnable peut-il imaginer que cette classe puisse créer en un, deux ou trois ans, de nouvelles organisations, un nouvel esprit militant et vaincre Franco ? Je ne le crois pas. L'Espagne est aujourd'hui plus éloignée de la révolution que tout autre pays. Bien entendu, si la guerre éclate, et je suis persuadé qu'elle éclatera, le rythme du mouvement révolutionnaire sera accéléré dans tous les pays. Nous aurons une guerre. Nous avons eu l'expérience de la dernière guerre mondiale. Aujourd'hui, toutes les nations se retrouvent appauvries. Les moyens de destruction sont incomparablement plus efficaces. La vieille génération possède l'ancienne expérience dans son sang. La nouvelle génération apprendra par l'expérience de la vieille génération. Je suis persuadé qu'une conséquence d'une nouvelle guerre serait la révolution, et, dans ce cas, l'Espagne participerait, elle aussi, à la révolution, non de sa propre initiative, mais de celle des autres.

— *Quel serait le conseil que vous donneriez aux Etats-Unis en ce qui concerne leur participation dans les affaires internationales ?*

— Je dois dire que je ne me sens pas compétent pour donner des conseils au gouvernement de Washington pour les mêmes raisons politiques qui font que le gouvernement de Washington ne juge pas nécessaire de m'accorder un visa. Nous sommes dans des situations sociales différentes. Je pourrais conseiller un gouvernement dont les objectifs sont les mêmes que les miens, et non un gouvernement capitaliste et, malgré le New Deal, le gouvernement américain est, c'est mon opinion, un gouvernement impérialiste et capitaliste. Je ne peux que dire ce que devrait faire un gouvernement révolutionnaire — un véritable gouvernement des travailleurs des Etats-Unis.

Je pense que la première chose à faire serait d'exproprier les soixante familles⁵. Ce serait une très bonne mesure, non seulement du point de vue national, mais aussi du point de vue du règlement des problèmes mondiaux — ce serait un bon exemple pour les autres nations. Nationaliser les banques ; donner du travail aux dix ou douze millions de chômeurs grâce à des mesures sociales radicales ; fournir une assistance matérielle aux

5. Selon le fameux ouvrage de F. Lundberg, l'économie des Etats-Unis était dirigée par « soixante familles ».

fermiers pour faciliter la liberté des cultures. Je crois que cela entraînerait l'élévation du revenu national des Etats-Unis de 67 milliards de dollars à 200 à 300 milliards de dollars par an dès les prochaines années parce que nous ne pouvons prévoir exactement l'accroissement formidable de la puissance matérielle de cette nation. Et, bien entendu, une telle nation pourrait être le véritable dictateur du monde, mais un très bon dictateur, et je suis persuadé que dans ce cas, les pays fascistes de Hitler et Mussolini, comme leurs peuples pauvres et misérables, disparaîtraient, en dernière analyse, de la scène historique si les Etats-Unis, en tant que puissance économique, trouvaient le pouvoir politique pour réorganiser leur structure économique actuellement très malade.

Je ne vois pas d'autre issue, pas d'autre solution. Nous avons observé la politique du New Deal ces six ou sept dernières années. Le New Deal a soulevé de grands espoirs. Je ne les partageais pas. Il y a deux ans, j'ai reçu ici, au Mexique, la visite de quelques sénateurs conservateurs qui me demandèrent si j'étais toujours favorable à des mesures révolutionnaires chirurgicales. Je répondis que je n'en voyais pas d'autre, mais que si le New Deal était un succès, je serais prêt à abandonner mes conceptions révolutionnaires en faveur du New Deal. Mais ce fut un échec et je ne crains pas d'affirmer que si M. Roosevelt était réélu pour un troisième mandat, le New Deal ne réussirait pas mieux au cours de ce troisième mandat. Ce puissant ensemble économique que représente les Etats-Unis, le plus puissant du monde, est en état de décomposition. Personne n'a indiqué le moyen d'arrêter cette décomposition. Toute une nouvelle structure doit être mise en place et cela ne peut être fait tant que vous avez les soixante familles. C'est pourquoi j'ai commencé par le conseil de les exproprier.

Il y a deux ans, lorsque votre Congrès a voté les lois sur la neutralité⁶, j'ai eu une discussion avec des hommes politiques américains et je m'étonnais que la nation la plus puissante du monde, avec un tel pouvoir créateur et un tel génie technique, ne comprenne pas la situation mondiale, — qu'elle désire se retrancher du reste du monde grâce à un morceau de papier, la loi sur la neutralité. Si le capitalisme américain survit, et il survivra pendant quelque temps, les Etats-Unis seront l'impérialisme et le militarisme le plus puissant du monde. Nous en voyons

6. Il s'agit de la Loi sur la neutralité votée le 1^{er} mai 1937.

déjà aujourd'hui le commencement. Bien entendu, ce réarmement est en train de créer une situation nouvelle. Les armements sont aussi une entreprise. Arrêter les armements sans déclarer la guerre provoquerait la plus grande crise sociale dans le monde : dix millions de chômeurs. La crise suffirait à provoquer la révolution et la crainte de cette révolution est aussi une raison de continuer les armements et les armements deviennent un facteur historique indépendant. Il faut les utiliser. Votre classe dirigeante avait le mot d'ordre « La porte ouverte en Chine »⁷, mais est-ce que cela signifie seulement avec des navires de guerre qui doivent préserver la liberté de navigation sur l'Océan Pacifique, grâce à une immense flotte. Je ne vois pas d'autre moyen d'abattre le capitalisme japonais. Qui peut le faire, sinon la nation la plus puissante au monde ? L'Amérique dira qu'elle ne veut pas d'une paix allemande. Le Japon est soutenu par les armes allemandes. Nous ne voulons pas d'une paix italienne, allemande ou japonaise. Nous imposerons notre paix américaine parce que nous sommes les plus forts. Cela signifie une explosion du militarisme et de l'impérialisme américains.

Tel est le dilemme, socialisme ou impérialisme. La démocratie ne répond pas à cette question. C'est le conseil que je donnerais au gouvernement américain.

7. Les Etats-Unis réclamaient en Chine une politique de « porte ouverte » qu'ils opposaient au partage et à la politique des concessions.

LETTRE OUVERTE AUX TRAVAILLEURS DE L'INDE¹

(25 juillet 1939)

Chers Amis,

Des événements gigantesques et terribles approchent avec une force implacable. L'humanité vit dans l'attente de la guerre, qui entraînera naturellement dans son maelström les pays coloniaux et pèsera lourd sur leur destinée. Les agents du gouvernement britannique présentent les choses comme si la guerre allait être menée pour les principes de la « démocratie » qu'il faut sauver du fascisme. Tous les peuples doivent se rallier aux gouvernements « pacifiques » et « démocratiques » pour repousser les agresseurs fascistes. Alors la « démocratie » sera sauvée et la paix établie pour toujours. Cet évangile repose sur un mensonge délibéré. Si le gouvernement britannique est réellement intéressé à l'épanouissement de la démocratie, il a alors une occasion très simple de le démontrer, qui est de donner la liberté complète à l'Inde. Le droit à l'indépendance nationale est un des droits démocratiques élémentaires mais en réalité, le gouvernement de Londres est prêt à céder toutes les démocraties au monde contre un dixième de ses colonies.

Si le peuple indien ne veut pas rester esclave pour l'éternité, il doit dénoncer et rejeter ces faux prédicateurs qui affirment que le fascisme est *le seul* ennemi du peuple. Hitler et Mussolini sont, sans aucun doute, les pires ennemis des travailleurs et des opprimés. Ce sont des bourreaux sanglants qui méritent la plus

1. Article (T 4598), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library. Stanley Sherman avait insisté auprès de Trotsky pour qu'il rédige un tel texte et le tournant du Comintern, renonçant à revendiquer l'indépendance de l'Inde, avait sans doute convaincu ce dernier. Trotsky savait qu'il existait un parti à Ceylan, des groupes à Bombay, Calcutta, dans les Provinces-Unies, une attitude bienveillante de la part de certains dirigeants du C.S.P.

grande haine des travailleurs et opprimés du monde. Mais ils sont, avant tout, les ennemis du peuple allemand et italien sur le dos desquels ils sont assis. Les classes et peuples opprimés doivent toujours — comme nous l'ont enseigné Marx, Engels, Lénine et Liebknecht — chercher leur ennemi principal dans leur propre pays, sous la forme de leurs exploiters et oppresseurs propres. En Inde, cet ennemi est avant tout la bourgeoisie anglaise. Le renversement de l'impérialisme anglais serait un coup terrible pour tous les oppresseurs, y compris les dictateurs fascistes. A la longue, des impérialismes se distinguent les uns des autres par leur forme — non leur essence. L'impérialisme allemand, dépourvu de colonies, se pare du terrible masque du fascisme ses dents-sabres en avant. L'impérialisme britannique repu, puisqu'il possède d'immenses colonies, dissimule ses dents-sabres derrière le masque de la démocratie. Mais cette démocratie n'existe que pour le centre métropolitain, pour 45 000 000 d'âmes ou, plus exactement pour la bourgeoisie dominante dans ce centre. L'Inde est privée non seulement de démocratie mais du droit le plus élémentaire, l'indépendance nationale. La démocratie impérialiste, c'est cette démocratie des esclavagistes qui se nourrit du sang des colonies. Mais ce que l'Inde veut, c'est sa démocratie à elle et pas devenir l'engrais des esclavagistes.

Ceux qui veulent en finir-avec le fascisme, la réaction et toutes les formes d'oppression doivent renverser l'impérialisme. Il n'y a pas d'autre voie. Mais cette tâche ne peut être accomplie par des méthodes pacifiques, des négociations, des promesses. Jamais dans l'histoire des esclavagistes n'ont volontairement libéré leurs esclaves. Seule une lutte audacieuse et déterminée du peuple de l'Inde pour son émancipation économique et nationale pourra libérer l'Inde. La bourgeoisie indienne est incapable de mener une lutte révolutionnaire.

Elle est trop liée à l'impérialisme britannique, elle dépend trop de lui. Elle tremble pour ses propres biens. Elle a peur des masses. Elle cherche à tout prix un compromis avec l'impérialisme et dupe les masses par des espoirs de réforme par en haut. Le chef et le prophète de cette bourgeoisie est Gandhi : chef fabriqué et faux prophète² ! Gandhi et ses compères ont développé la théorie que la situation de l'Inde va s'améliorer sans cesse, que ses libertés vont aller s'élargissant, que l'Inde va

2. Sur Gandhi, cf. n. 4 p. 138. La lutte que Gandhi était en train de mener pour abattre Subhas Chandra Bose, le chef de file des nationalistes les plus radicaux, était particulièrement révélatrice.

LÉON TROTSKY

devenir peu à peu un dominion sur la voie de réformes pacifiques. Plus tard peut-être, obtenir l'indépendance. Cette perspective est radicalement fautive. Les classes impérialistes n'ont pu faire de concessions que dans la période ascendante du capitalisme, à l'époque où les exploités pouvaient compter sur la croissance continue de leurs profits. Il ne saurait même plus en être question aujourd'hui. L'impérialisme mondial est sur son déclin. La condition de toutes les nations impérialistes devient tous les jours plus difficile tandis que les contradictions entre elles ne cessent de s'aggraver. Des armements monstrueux dévorent une part toujours plus importante des revenus nationaux. Les impérialistes ne peuvent plus faire de concessions sérieuses que ce soit à leurs propres masses laborieuses ou à leurs colonies. Ils sont contraints au contraire d'avoir recours à une exploitation toujours plus bestiale. C'est précisément en cela que s'exprime l'agonie mortelle du capitalisme. Pour conserver contre l'Allemagne, l'Italie et le Japon, ses colonies, ses marchés et ses concessions, le gouvernement de Londres est prêt à faucher des millions d'hommes. Peut-on, sans avoir complètement perdu la tête, avoir le moindre espoir que cette oligarchie financière rapace et sauvage va libérer l'Inde de son plein gré ?

Il est vrai qu'un gouvernement du soi-disant Labour Party peut prendre la place du gouvernement conservateur. Mais cela ne changera rien. Le Labour Party — comme en témoigne tout son passé et son programme actuel — ne se distingue en rien des Tories sur la question coloniale. Le Labour Party exprime en réalité non les intérêts de la classe ouvrière, mais les seuls intérêts de la bureaucratie et de l'aristocratie ouvrières britanniques. C'est à cette couche que la bourgeoisie peut jeter des morceaux juteux du fait qu'elle exploite sans pitié les colonies et avant tout l'Inde. La bureaucratie ouvrière britannique — dans le Labour comme dans les syndicats — est directement intéressée à l'exploitation des colonies. Elle ne désire pas le moins du monde l'émancipation de l'Inde. Et ces messieurs — le major Attlee, sir Walter Citrine³ et compagnie sont prêts à tout instant à dénoncer comme une « trahison » le mouvement

3. Clement Richard Attlee (1883-1967), avocat, officier de réserve, député du Labour party depuis 1919, avait succédé à George Lansbury à la tête de sa fraction aux Communes en 1935. Sir Walter Citrine (1887-1982) était depuis plus de quinze ans secrétaire général des trade-unions britanniques, un pilier de la droite du Labour.

révolutionnaire du peuple indien, à le présenter comme une aide à Hitler et Mussolini et à recourir à tout instant à des mesures militaires pour l'anéantir.

La politique de l'actuelle Internationale communiste ne vaut pas mieux. Bien sûr, il y a vingt ans, la III^e Internationale, l'Internationale communiste a été fondée comme une organisation révolutionnaire authentique. L'une de ses tâches les plus importantes était la libération des peuples coloniaux. Il ne reste plus aujourd'hui pourtant de ce programme que des souvenirs. Les dirigeants de l'Internationale communiste ne sont plus depuis longtemps que de simples instruments de la bureaucratie de Moscou qui a étouffé les masses ouvrières soviétiques et s'est transformée en une nouvelle aristocratie. Dans les rangs des partis communistes des différents pays — y compris l'Inde — il y a incontestablement bien des ouvriers, étudiants, etc., honnêtes ; mais ils ne déterminent pas la politique du Comintern. La décision appartient au Kremlin qui est guidé non par les intérêts des opprimés, mais par ceux de la nouvelle aristocratie du Kremlin.

Pour une alliance avec les gouvernements impérialistes, Staline et sa clique ont complètement abandonné le programme révolutionnaire pour l'émancipation des colonies. Au dernier congrès du parti en mars dernier à Moscou, cela a été ouvertement reconnu par Manouïlsky, l'un des dirigeants du Comintern, qui a déclaré :

« Les communistes avancent la lutte pour la réalisation du droit d'autodétermination des nationalités asservies par des gouvernements *fascistes*. Ils exigent la libre autodétermination pour l'Autriche [...], les régions des Sudètes [...], la Corée, Formose, l'Abyssinie [...]

Et qu'en est-il de l'Inde, de l'Indochine, de l'Algérie, et des autres colonies de l'Angleterre et de la France ? Le représentant du Comintern répond à cette question :

« Les communistes [...] exigent des gouvernements impérialistes des « démocraties bourgeoises » qu'elles décrètent une amélioration immédiate (sic) et radicale (!) des conditions de vie des masses laborieuses dans les colonies et l'octroi des larges droits et libertés démocratiques aux colonies » (*Pravda*, n^o 70, 12 mars 1939).

En d'autres termes, en ce qui concerne les colonies de l'Angleterre et de la France, le Comintern est passé sur la position de Gandhi et de la bourgeoisie coloniale conciliatrice en général.

Le Comintern a complètement abandonné la lutte révolutionnaire pour l'indépendance de l'Inde. Il demande (« à genoux ») à l'impérialisme britannique d'octroyer à l'Inde les « libertés démocratiques ». Les mots d'« amélioration immédiate et radicale des conditions de vie » résonnent de façon particulièrement fausse et cynique. Le capitalisme moderne — déclinant, gangréné, décomposé — est de plus en plus obligé d'aggraver la situation des ouvriers dans le centre métropolitain même. Comment pourrait-il améliorer celle des travailleurs des colonies dont il est obligé de presser tout le jus pour pouvoir maintenir son propre équilibre ? L'amélioration des conditions des masses laborieuses aux colonies n'est possible que sur la voie du renversement total de l'impérialisme.

Mais l'Internationale communiste est allée plus loin encore sur la voie de la trahison. Les communistes, selon Manouïlsky, « subordonnent la réalisation de ce droit à la sécession [...] aux intérêts de la victoire sur le fascisme ». En d'autres termes, dans le cas d'une guerre entre l'Angleterre et la France pour les colonies, le peuple indien doit soutenir ses esclavagistes actuels, les impérialistes britanniques. C'est-à-dire qu'ils doivent verser leur sang non pour leur propre émancipation, mais pour préserver le règne de la City sur l'Inde. Et ces canailles qui ne valent pas un liard osent citer Marx et Lénine ! En fait, leur maître et chef n'est autre que Staline, le chef de la nouvelle aristocratie bureaucratique, le boucher du parti bolchevique, l'étrangleur des ouvriers et des paysans.

Au cas où la bourgeoisie indienne se trouverait contrainte de faire ne fût-ce qu'un tout petit pas sur la route de la lutte contre la domination arbitraire de la Grande-Bretagne, le prolétariat soutiendrait naturellement cette initiative. Mais il le ferait avec ses méthodes *à lui* : réunions de masse, mots d'ordre courageux, grèves, manifestations et actions de combat plus décisives en fonction du rapport des forces et des circonstances. C'est précisément pour faire que cela que le prolétariat doit avoir les mains libres. Une totale indépendance de la bourgeoisie est indispensable au prolétariat, avant tout pour pouvoir influencer la paysannerie, la masse prédominante de la population en Inde. Seul le prolétariat peut avancer un programme révolutionnaire agraire courageux, soulever et réunir des dizaines de millions de

paysans et les conduire à la lutte contre les oppresseurs indigènes et l'impérialisme britannique. L'alliance des ouvriers et des paysans est la seule alliance honnête et sûre qui puisse assurer la victoire des finales de la révolution indienne.

Les staliniens couvrent leur politique de soumission aux impérialismes britannique, français et américain de la formule du Front populaire. Quelle dérision pour le peuple ! Le « Front populaire » n'est qu'un nouveau nom pour cette vieille politique qui consiste en la collaboration de classe, l'alliance entre le prolétariat et la bourgeoisie. Dans toute alliance semblable, la direction revient inévitablement entre les mains de la droite, c'est-à-dire de la classe possédante. La bourgeoisie indienne, comme on l'a déjà indiqué veut un bon marchandage, pas la lutte. L'alliance avec la bourgeoisie conduit le prolétariat à renoncer à la lutte contre l'impérialisme. La politique de coalition implique qu'on piétine, qu'on temporise, qu'on nourrisse de vains espoirs et qu'on s'engage dans des manœuvres et intrigues vaines. Le résultat de cette politique est que la désillusion apparaît dans les masses travailleuses tandis que les paysans tournent le dos au prolétariat et retombent dans leur apathie. La révolution allemande, la révolution autrichienne, la révolution chinoise et la révolution espagnole ont toutes été défaites comme résultat d'une politique de coalition. C'est le même danger qui menace aussi la révolution indienne quand les staliniens, lui opposent, sous le déguisement du « Front populaire » une politique de subordination du prolétariat à la bourgeoisie. Elle signifie, dans l'action, le rejet du programme agraire révolutionnaire, le rejet de l'armement des ouvriers, le rejet de la lutte pour le pouvoir, le rejet de la révolution.

Toutes les questions du temps de paix conserveront leur pleine force en temps de guerre, sauf qu'elles auront une expression bien plus aiguë. D'abord, l'exploitation des colonies sera intensifiée de façon importante. Non seulement les métropoles vont prélever sur les colonies produits alimentaires et matières premières, mais encore elles vont également mobiliser de grands nombres d'esclaves coloniaux qui vont mourir pour leurs maîtres sur les champs de bataille. Pendant ce temps, la bourgeoisie coloniale aura son museau profondément enfoncé dans les commandes de guerre et renoncera naturellement à l'opposition au nom du patriotisme et des profits. Gandhi est déjà en train de préparer le terrain pour cette politique. Ces messieurs vont continuer à battre tambour : « Nous devons attendre patiemment la fin de la guerre — et Londres nous

remerciera pour notre aide. » En fait les impérialistes vont doubler et tripler l'exploitation des travailleurs chez eux et surtout dans les colonies pour restaurer leur pays après le carnage et les destructions de la guerre. Dans ces conditions, il ne peut même pas être question de réformes sociales nouvelles dans les métropoles ou d'octroi de libertés aux colonies. De doubles chaînes d'esclavage, voilà ce qui sera l'inévitable conséquence de la guerre si les masses de l'Inde suivent la politique de Gandhi, des staliniens et de leurs amis.

La guerre pourtant peut apporter à l'Inde et aux autres colonies non un esclavage redoublé, mais au contraire une liberté totale : la condition en est une politique révolutionnaire juste. Le peuple indien doit séparer son destin, dès le début, de celui de l'impérialisme britannique. Les oppresseurs et les opprimés sont sur des côtés opposés des tranchées. Aucune aide pour les esclavagistes. Au contraire, il faut que les difficultés qui seront engendrées dans la vague de la guerre soient utilisées pour porter un coup mortel à toutes les classes dirigeantes. C'est pourquoi les classes opprimées et les peuples de tous pays doivent passer à l'action, indépendamment du fait que ces messieurs les impérialistes portent un masque démocratique ou fasciste.

Pour faire une telle politique, il faut *un parti révolutionnaire* basé sur l'avant-garde du prolétariat. Il n'existe pas encore en Inde. La IV^e Internationale offre à ce parti son programme, son expérience, sa collaboration. Les conditions de base pour ce parti sont : indépendance complète à l'égard de la démocratie impérialiste, indépendance complète à l'égard de la II^e et de la III^e Internationales, et indépendance complète à l'égard de la bourgeoisie nationale indienne.

Il existe déjà dans nombre de pays coloniaux et semi-coloniaux des sections de la IV^e Internationale et elles progressent de façon substantielle. La première place parmi elles appartient incontestablement à notre section en Indochine française qui mène une lutte irréconciliable contre l'« impérialisme français et les mystifications « Front populaire ». « Les dirigeants staliniens », écrit le journal des ouvriers de Saïgon, *La Lutte*, du 7 avril 1939, « ont encore fait un pas de plus sur la route de la trahison. Jetant leurs masques de révolutionnaires, ils sont devenus les champions de l'impérialisme et parlent ouvertement contre l'émancipation des peuples coloniaux opprimés ». Du fait de leur courageuse politique révolutionnaire, les prolétaires de Saïgon membres de la IV^e Internatio-

nale ont remporté une brillante victoire sur le bloc du parti gouvernant et des staliniens aux élections au conseil colonial d'avril dernier⁴.

C'est exactement la même politique que doivent faire les ouvriers avancés de l'Inde britannique. Il nous faut abandonner tous les faux espoirs et écarter tous les faux amis. Il faut placer nos espoirs seulement sur nous, sur nos propres forces révolutionnaires. La lutte pour l'indépendance nationale, pour une république indienne indépendante est indissolublement liée à la révolution agraire, à la nationalisation des banques et trusts, avec nombre d'autres mesures économiques visant à élever le niveau de vie du pays et à rendre les masses laborieuses maîtresses de leur destinée. Seul le prolétariat allié à la paysannerie est capable d'accomplir ces tâches.

A sa première étape, le parti révolutionnaire ne comptera sans doute dans ses rangs qu'une petite minorité. Contrairement aux autres partis cependant, il rendra clairement compte de la situation et marchera sans peur vers son grand objectif. Il est indispensable d'établir dans tous les centres et villes industrielles des groupes ouvriers se tenant sous le drapeau de la IV^e Internationale. Seuls ceux des intellectuels qui sont totalement passés du côté du prolétariat peuvent y être admis. Etrangers au sectarisme qui se replie sur lui-même, les marxistes ouvriers révolutionnaires doivent participer activement au travail des syndicats, des sociétés d'éducation, du parti socialiste du Congrès⁵ et en général de toutes les organisations de masse. Ils restent partout à l'extrême-gauche, partout donnent l'exemple du courage dans l'action, partout, patiemment et en camarades, expliquent leur programme aux ouvriers et paysans, aux intellectuels révolution-

4. C'était en 1937 que s'était, sur injonction de l'I.C., opérée la séparation définitive entre trotskystes et staliniens qui avaient jusque-là édité ensemble *La Lutte*. Aux élections — pourtant au suffrage censitaire — du conseil colonial de Cochinchine d'avril 1939, les trois candidats trotskystes, *Ta Tu Thau* (1906-1945) *Tran Van Thach* (1903-1945) et *Pham van Hum* (1902-1945) avaient été élus avec 80 % des voix dans le collège indigène, battant de loin les candidats du P.C. comme les « constitutionnalistes ». *Ta Tu Thau*, qui était sorti de prison à moitié paralysé des suites d'un « traitement médical », allait être arrêté en septembre 1939 et transporté dans le célèbre bagne de Poulo-Condor.

5. Le parti socialiste du Congrès (Congress Socialist Party, C.S.P.) avait été fondé en 1934 par des éléments socialistes qui ne voulaient pas rompre avec le parti de masses. Son chef était Jaya Prakash Narayan qui avait été influencé par le P.C. au cours de son séjour aux États-Unis. Mais son « parrain » était Nehru qui n'y appartenait pas formellement. Le P.C., qui était illégal, avait sérieusement infiltré le C.S.P. dont les dirigeants « droitiers » comme Meherelly et Masani faisaient des avances aux trotskystes.

LÉON TROTSKY

naires. D'imminents événements vont venir à l'aide des bolcheviks-léninistes indiens, révélant aux masses la justesse de leur route. Le parti grandira très vite et se trempera au feu. Permettez-moi d'exprimer mon ferme espoir que la lutte révolutionnaire pour l'émancipation de l'Inde va se dérouler sous le drapeau de la IV^e Internationale.

[PROPOSITIONS POUR L'INTERNATIONALE]¹

(26 juillet 1939)

Cher Camarade,

Notre organisation internationale a pratiquement cessé d'exister depuis l'assassinat de Klement : pas de bulletins, pas de service de presse, pas de circulaires — rien.

Après votre retour de Paris, j'avais proposé que le comité pan-américain² fonctionne temporairement comme un substitut du S.I. J'ai proposé qu'il publie au moins tous les mois un bulletin en anglais et en espagnol. Ce fut accepté en principe par le comité national, mais, dans la pratique, rien n'a suivi cette décision.

Le P.A.C. est un mythe. Ce n'est qu'après avoir longuement insisté qu'on peut, de l'étranger, recevoir de lui une réponse politique. Il me semble qu'il n'a ni réunions régulières, ni décisions régulières, ni procès-verbaux, etc. Qui est le secrétaire responsable de ce comité? Il semble que personne ne soit responsable de quoi que ce soit³.

D'après la lettre du camarade G[oldman] à Paris, je ne vois aucun plan pour la publication d'un bulletin international, etc. Il est possible qu'à Paris et en Europe de façon générale, ce soit maintenant difficile de faire quelque chose de ce genre. Il est d'autant plus nécessaire que le P.A.C. existe et qu'il agisse.

Mes propositions concrètes sont :

1. Lettre (7549) à J. P. Cannon, traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Le Comité pan-américain (Pan-American Committee) de la IV^e Internationale est désigné ci-après par ses initiales P.A.C.

3. Trotsky savait que Frankel avait cédé la place de secrétaire du P.A.C. au Brésilien Pedrosa. Mais il évitait de dévoiler son information parallèle et d'avoir l'air de se livrer à une ingérence. Son mécontentement est cependant très visible.

LÉON TROTSKY

a) Fixer exactement la composition du P.A.C. et qui en est le secrétaire responsable.

b) Créer un sous-comité technique de trois camarades jeunes, dévoués et actifs, sous la direction du secrétaire responsable.

c) Publier au nom du P.A.C. un bulletin international en anglais et en espagnol.

d) Si possible, transférer le camarade Curtiss de Los Angeles à New York et le désigner comme secrétaire du P.A.C.

Nous n'avons plus le droit de perdre du temps sur le terrain international. J'insisterai pour que cette question soit rapidement réglée.

[LE P.O.I.-BOITEL]¹ (27 juillet 1939)

Chers Camarades,

Je vous ai envoyé il y a quelques jours la copie de ma réponse au groupe français² qui s'est séparé de la Quatrième Internationale et qui continue à se nommer P.O.I. Quand, non sans une certaine satisfaction, j'avais pris connaissance de leur déclaration de ne pas vouloir lutter contre la Quatrième Internationale, je n'avais pas encore en main le bulletin dit intérieur de ce groupe. Je vois maintenant que leur déclaration avait un caractère purement diplomatique, pour ne pas dire hypocrite. Le rapport de Boitel³ est un document envenimé et de mauvaise foi. Il attaque personnellement le camarade Cannon comme si celui-ci avait agi de sa pleine initiative et arbitrairement, et non en plein accord avec son parti, avec le S.I., avec le parti belge et tous les autres éléments décisifs de notre Internationale⁴.

Le procédé est d'ailleurs classique. Quand on aboutit à la faillite, on se met à dénoncer les mauvaises méthodes de la IV^e. Boitel ne fait qu'imiter Molinier, Vereeken et les autres.

1. Lettre au S.I. (8062), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. n. 2 p. 264.

3. *Boitel* était le pseudonyme de Joannès *Bardin* (né en 1909), employé des postes, qui était devenu en 1936 secrétaire du P.O.I. Il s'était prononcé contre toute entrée dans le P.S.O.P. au cours de la récente discussion et animait la fraction dite « intransigeante » qu'on appelait « P.O.I. maintenu ». Lui-même et son frère Alfred animaient le « Cercle syndicaliste Lutte de Classes », avec des militants d'autres groupes et Goldman les avait traités tous les deux de « semi-syndicalistes ».

4. Lors du congrès national du P.O.I. en janvier 1939, à la suite duquel la minorité avait décidé d'entrer dans le P.S.O.P., avec l'appui du S.I. et du C.E.I., l'Américain James P. Cannon, qui avait appuyé l'initiative de la minorité, avait été appuyé non seulement par le S.I. mais par Léon Lesoil qui représentait la section belge.

[UNE NOUVELLE PÉRIODE]¹

(28 juillet 1939)

Cher Camarade Sol²,

Je n'ai pas répondu à vos deux lettres, la raison, vous pouvez en être sûr, n'en est pas le manque d'intérêt, mais les conditions objectives. J'ai été presque tout le temps malade et j'ai eu quelques difficultés. Vous devez aussi tenir compte (les autres camarades aussi) de ce que Lillian est partie et que, pour ma correspondance anglaise, je dois faire appel au camarade Charlie³ qui a suffisamment de travail avec son travail de garde.

Je me suis beaucoup réjoui de votre appréciation optimiste du dernier congrès. J'espère aussi que les frictions et conflits organisationnels n'étaient que l'inévitable introduction dans une nouvelle période plus efficace du développement du parti.

La campagne énergique contre la bande Coughlin⁴ va certainement éduquer et tremper le parti et accroître son autorité. Je vois dans l'*Appeal* que le « soviét » du Bronx fait bien son devoir.

Dans notre maison, pas de grands événements ; nous attendons maintenant le garçon⁵. Il pleut tous les jours ; les canards vont bien. Ils sont plein d'entrain.

1. Lettre à S. Lankin (8801), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Sol Lankin était retourné aux Etats-Unis.

3. Charles O. Cornell (né en 1911), enseignant, était secrétaire-garde à Coyoacán.

4. La « bande à Coughlin » désigne les fascistes américains.

5. Il s'agit du petit-fils de Trotsky, Vsiévolod dit Sieva.

« PARALYSIE PROGRESSIVE »

La II^e Internationale
à la veille de la nouvelle guerre¹
(29 juillet 1939)

La vie interne de la II^e Internationale est en règle générale hors de notre horizon. C'est dû en partie au fait qu'il y a longtemps que nous avons réglé nos comptes avec la social-démocratie, en partie au fait que cette « Internationale » n'a virtuellement aucune vie interne dans la mesure où ses différents partis existent dans une indépendance complète les uns vis-à-vis des autres. Au cours des dernières années, la II^e Internationale a essayé de se faire aussi discrète que possible pour ne pas révéler ses contradictions internes. Cependant l'approche de la guerre l'a sortie de son état d'équilibre passif. Nous avons à ce sujet un remarquable témoignage de F. Dan², le dirigeant des mencheviks.

Dans pratiquement aucune autre publication social-démocrate il n'est possible de trouver un portrait aussi franc de la lutte interne dans la II^e Internationale que celui qu'a publié *Sotsialisticheski Vestnik*³, l'organe menchevique publié à Paris. La franchise, comme toujours dans de tels cas, naît de l'intensification des luttes internes. En harmonie complète avec tout le caractère d'une « Internationale » social-patriote, les regroupements se font sur des lignes nationales, c'est-à-dire les lignes des intérêts des « patries » bourgeoises. Exactement comme le monde capitaliste est divisé entre les vaches grasses des démocraties impérialistes et les vaches maigres et avides des dictatures fascistes, de même la II^e Internationale s'est brisée entre un

1. Article (T 4602), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Fedor I. Gourvitch, dit *Dan* (1877-1947) était, parmi les mencheviks, le moins défavorable à l'Union soviétique sous Staline.

3. Cf. n. 16. *Le Courrier Socialiste* exprima, tout au long de son existence, les débats entre mencheviks plus vifs que ceux des partis frères avec l'âpreté des débats d'émigrés.

groupe « rassasié », dont les membres demeurent actionnaires des entreprises impérialistes nationales et un groupe de vaches maigres chassées par le fascisme des pâturages nationaux. La lutte se déroule précisément sur cette ligne.

Le rôle dirigeant dans la II^e Internationale avant la Première Guerre mondiale était joué par la social-démocratie allemande. Depuis la paix de Versailles, la direction dans l'Internationale, comme dans la politique européenne, est revenue à l'Angleterre et à la France. Quant aux Etats-Unis, l'influence incontestable et à bien des égards décisive de leur politique sur la II^e Internationale ne s'exerce pas à travers le faible parti socialiste américain mais directement à travers les gouvernements européens. La docile agence social-démocrate imite en cela aussi ses maîtres capitalistes. Exactement comme la Société des Nations s'adaptait en dernière analyse à la politique des Etats-Unis, en dépit du fait que ces derniers se tenaient à l'écart des combinaisons européennes, de même la II^e Internationale, surtout en la personne de ses partis britannique et français, a considéré comme de son devoir de garder à chaque pas un œil sur Washington et de chanter des hymnes à Roosevelt en tant que dirigeant sacré de l'alliance des « démocraties ».

Comme le dernier congrès socialiste à Nantes l'a franchement reconnu, les partis gras considèrent comme leur tâche fondamentale de défendre non seulement l'indépendance nationale de leurs pays, mais aussi leurs possessions coloniales⁴. Le social-patriotisme n'est qu'un masque du social-impérialisme — nous l'avons établi dès 1914. Comme les intérêts impérialistes, par leur nature même, entrent en conflit les uns avec les autres, il ne saurait même être question d'une politique internationale unifiée des sociaux-patriotes de différents pays. Dans le meilleur des cas, des accords entre partis individuels sont possibles, qui correspondent aux combinaisons internationales de leurs gouvernements respectifs.

Le camp des partis maigres offre un tableau tout différent. Par le caractère de leur bureaucratie, par leur passé tout entier et par leurs aspirations, ces partis ne diffèrent pas des partis gras.

4. Le congrès de Nantes de la S.F.I.O. s'était déroulé du 27 au 30 mai 1939. Le texte de synthèse entre les motions Blum et Faure dit « motion Rivière » avait obtenu 6395 mandats contre un millier environ. Il déclarait notamment que le parti proclamait « la résolution du peuple de France de maintenir l'intégrité de son territoire, de défendre contre toute atteinte son indépendance politique et d'assurer la protection des indigènes de ses colonies ».

Mais ils ont aussi, hélas, été privés de pâturages de même que les patries impérialistes qui les ont chassés ont été privées de colonies. Les gras sont ceux qui sont le plus intéressés à préserver le *statu quo* aussi bien dans leur propre pays qu'internationalement. Pour les maigres, le *statu quo* implique impuissance, exil, maigres rations. Les partis socialistes italien, allemand, autrichien et maintenant espagnol ne sont pas directement liés par la discipline de leur propre impérialisme national qui a repoussé leurs services d'un coup de pied. Ils ont été jetés dans une illégalité contraire à leurs traditions et à leurs meilleures intentions. A cause de cela naturellement ils ne sont pas le moins du monde devenus révolutionnaires. Ils ne vont pas jusqu'à penser à préparer la révolution socialiste. Mais leur patriotisme est pour le moment inversé. Ils rêvent avec obstination que les forces armées des « démocraties » vont renverser leur régime fasciste national et leur permettre de retrouver leurs anciens postes, leurs bureaux de rédaction, leurs parlements, les organismes dirigeants des syndicats et de rouvrir leurs comptes en banque. Tandis que les gros sont surtout intéressés à ce qu'on les laisse en paix, les maigres, au contraire sont intéressés à leur façon à une politique internationale active.

Le tableau général des deux camps est quelque peu compliqué par les mencheviks russes. Comme l'a montré leur conduite pendant la révolution de février, ce parti ne diffère d'aucune façon des sociaux-démocrates allemands ou du Labour Party britannique. Les mencheviks n'ont fait qu'entrer plus tard que les autres dans l'arène du social-patriotisme et sont passés sous la roue avant les autres, la roue qui les a écrasés ne tournant pas de gauche à droite, mais de droite à gauche. Grâce à des années d'existence illégale, à l'expérience de trois révolutions et deux exils, les mencheviks ont acquis une certaine habileté qui leur permet de jouer quelque chose comme un rôle dirigeant dans le camp des maigres. Mais cela les fait haïr plus encore de leurs camarades gras dans l'Internationale.

L'Etat soviétique, dont les mencheviks ont été les victimes, a, dans l'intervalle, tourné si brutalement le dos à la révolution prolétarienne qu'il est devenu un allié souhaitable pour les Etats impérialistes. Conformément à cela, les partis socialistes britannique et français sont très intéressés par un rapprochement avec le Kremlin. Rien d'étonnant que les mencheviks russes, dans de telles conditions, soient tombés dans une position de relations non seulement pauvres, mais compromettantes dans leur propre Internationale.

L'article de Dan nous apprend que « les maigres » ont proposé, il y a un an et demi, que l'Internationale pose « le problème de la lutte pour la démocratie et la paix à notre époque ». C'est la question de cette politique internationale active qui rendrait aux maigres ces couches de graisse qu'ils ont perdues. Naturellement il faut avoir une réserve exceptionnelle d'étroitesse d'esprit petite-bourgeoise pour ne pas avoir encore compris la loi d'airain de la transformation de la démocratie bourgeoise en son opposé et pour continuer à accepter la démocratie comme une valise supra-historique dans laquelle on peut transporter un volume de *Das Kapital*, un mandat parlementaire, des bretelles de bonne qualité, un portefeuille ministériel, des actions et des bons, « le but final » du socialisme, une correspondance intime avec ses collègues bourgeois et tout ce qui vous plaira d'autre, sauf, bien entendu, des explosifs.

De fait, la démocratie bourgeoise est la formule politique de la liberté du commerce, rien de plus. Se donner comme objectif à notre époque la « lutte pour la démocratie » aura le même succès et la même signification que la lutte pour la liberté du commerce. Cependant même ce programme s'est révélé trop radical pour la II^e Internationale. « Après une année de retard, gémit l'auteur de l'article, il (le comité exécutif) a finalement essayé de mettre en discussion le problème de la lutte pour la démocratie et la paix à notre époque ». Mais hélas, « cette tentative a échoué ». La résistance est venue, bien entendu, des gros. « Les plus importants et les plus influents des partis qui ont conservé leur statut légal » écrit Dan, « ne désiraient pas élargir la discussion et la mener jusqu'au bout » ; ils rejetaient « la théorisation abstraite » et « l'argumentation stérile ». Dans un langage simple, ils refusaient de se lier par une sorte de décision commune qui pourrait à l'avenir les mettre en conflit avec les intérêts de leurs propres impérialismes nationaux.

Le nœud de la question, c'est que les sections « maigres » de la II^e Internationale prennent au sérieux le mot d'ordre de la lutte de la démocratie contre le fascisme, parce qu'elles sont elles-mêmes des victimes du fascisme et sont naturellement enclines à vouloir reprendre les postes qu'elles ont perdus avec l'aide des tanks et des cuirassés démocratiques. Cette circonstance les rend très dangereuses pour les sections « solides » de la II^e Internationale. Rappelons-nous que, précisément au début de cette année, les diplomates français et britanniques ont fait tout leur possible pour attirer l'Italie de leur côté. Inutile de dire que si cette tentative avait réussi, les sections britannique et française de la

II^e Internationale se seraient adaptées parfaitement à une alliance avec Rome, alors que la section italienne l'aurait trouvée difficile. Tous ces espoirs extravagants pour un avenir meilleur, c'est-à-dire la restauration du passé, résident dans une défaite militaire de Mussolini. Il n'est guère étonnant que gras et maigres trouvent toujours plus difficile d'arriver à des résolutions « unanimes » et même de s'asseoir à la même table.

La terminologie employée par la II^e Internationale est quelque peu différente de celle que nous proposons. Les gras désignent simplement les maigres comme des « morts », alors qu'ils s'appellent eux-mêmes « vivants », geint Dan. Si l'on en croit le même auteur, ces vivants « ont choisi de proclamer l'existence d'un gouffre infranchissable entre la situation révolutionnaire (?) des partis illégaux et les partis réformistes-légaux, c'est-à-dire qu'ils ont essentiellement affirmé le caractère artificiel de leur unification dans une même Internationale ». Wels, Hilferding, Nenni⁵ et Dan lui-même, ainsi que les autres « combattants pour la démocratie à notre époque » ne peuvent pas plus être considérés comme des « révolutionnaires » qu'un épicier en faillite comme un prolétaire. Néanmoins, l'information factuelle du dirigeant des mencheviks conserve toute sa validité. Les partis respectables des empires coloniaux repus ont affirmé qu'ils n'avaient rien à faire dans la même Internationale que les partis illégaux des pays impérialistes affamés. « ... Eliminer les partis illégaux de la participation aux décisions dans la détermination de la politique de l'Internationale est devenu leur but immédiat », poursuit Dan. « Ainsi qu'on le sait, ils ont dans une large mesure réalisé cela, pendant les sessions du comité exécutif de Bruxelles les 14 et 15 mai. » En d'autres termes, les gras ont chassé les maigres des organismes dirigeants de la II^e Internationale. Ils ont ainsi résolu « le problème de la lutte pour la démocratie et la paix à notre époque ».

On ne peut nier qu'il y ait dans leurs actions beaucoup de logique et de sens. Les gouvernants et leurs suites ont toujours, on le sait, préféré la compagnie des gens gras et se sont méfiés

5. Otto Wels (1873-1939) avait joué un rôle décisif en 18-19 dans la lutte contre la révolution en Allemagne ; il avait été chargé ensuite de la formation des cadres du parti social-démocrate qu'il avait dirigé en exil. Rudolf Hilferding (1877-1941), docteur en médecine et économiste avait publié ses premiers articles dans *Die Neue Zeit* en 1902 et son fameux ouvrage *Das Finanzkapital* en 1910. Il fut ministre des Finances en 1923 et l'inspirateur de la politique économique tempérée de son parti jusqu'à son départ en exil. Pietro Nenni (né en 1891) était le principal dirigeant en exil du parti socialiste italien.

LÉON TROTSKY

des maigres. Jules César suspectait Cassius⁶ précisément parce qu'il était maigre et avait l'air affamé. Ces gens-là ont tendance à critiquer et à formuler des conclusions répréhensibles. « Votre bourgeoisie, qui a été incapable d'acquérir des colonies à temps, essaie maintenant de perturber le sacro-saint *statu quo* ; c'est pourquoi elle vous a jetés dans l'illégalité et fait de vous des éléments perturbateurs dans la II^e Internationale ; vous devez comprendre vous-mêmes que vous n'êtes que des intrus dans une organisation qui a dans ses rangs des ministres et, de façon générale, des piliers de la loi et de l'ordre. » Voilà ce que les vivants — ou gras — ont dans la tête.

Les « maigres » (ou les morts) essaient de dire qu'au congrès de fondation de la II^e Internationale ressuscitée tenu à Hambourg en 1923⁷, de magnifiques statuts ont été adoptés, reconnaissant, comme le rappelle Dan, « la souveraineté de la politique socialiste-internationale sur la politique nationale des différents partis et le rôle décisif de l'Internationale non seulement en temps de paix, mais en temps de guerre ». Il n'est pas inintéressant que les points ci-dessus aient été introduits dans les statuts à l'initiative de Martov, le dirigeant des mencheviks russes. Les « points » de Martov, cela allait de soi, sont restés sur le papier. Les partis qui ont signé ces statuts en 1923 étaient les mêmes qui avaient trahi en 1914 — moins l'aile révolutionnaire. Les sociaux-impérialistes endurcis étaient d'autant plus disposés à faire des concessions verbales à leurs alliés de l'Internationale 2 1/2 qu'ils avaient encore besoin d'une couverture sur leur flanc gauche. Dans ces jours, le Comintern était encore une organisation révolutionnaire. La « souveraineté » des principes internationaux ? Bien sûr ! Pourvu que « nos » colonies, « nos » marchés, « nos » concessions, y compris, bien sûr, notre démocratie, soient préservés. Le régime de la II^e Internationale a reposé sur cette équivoque jusqu'à ce que Hitler ouvre une brèche dans le système de Versailles.

Mais, même pour l'opposition « de gauche » extrême, la « souveraineté des principes internationaux » signifie, comme nous le savons déjà, non une politique de classe indépendante du

6. Gaius *Cassius* Longinus fut, avec Brutus, l'un des organisateurs de la conspiration qui aboutit en 42 av. J.-C. à l'assassinat de Jules César.

7. La conférence socialiste internationale de Hambourg avait vu l'unification de la II^e Internationale et de l'Union pour le socialisme, surnommée « Internationale 2 1/2 qui regroupait des partis qui avaient rompu avec la II^e sans pourtant adhérer à la III^e ».

prolétariat mais seulement une tentative d'arriver à un accord avec les autres sections sur la question de savoir de quelle bourgeoisie la victoire est la plus avantageuse (pour les maigres)? Dans l'appareil de l'Internationale, on ne trouverait pas un seul individu qui défende sérieusement la position de la révolution prolétarienne. Pour tous, le prolétariat n'est qu'une force auxiliaire de la bourgeoisie « progressiste ». Leur internationalisme est le même social-patriotisme, mais seulement écrasé, discrédité, craignant de s'aventurer au grand jour et toujours à la recherche d'un camouflage.

Dan explique la politique des partis « vivants » par la « routine » de leur pensée politique, leur « courte vue », leur « empirisme » et autres causes palpables. La « courte vue » de cette explication saute littéralement aux yeux. L'empirisme prévaut en politique chaque fois qu'un groupe juge désavantageux de tirer de sa propre pensée des conclusions logiques. L'existence, a-t-on dit une fois, détermine la conscience. La bureaucratie ouvrière est partie intégrante de la société bourgeoise. En sa capacité de dirigeant de « l'Opposition de Sa Majesté », le major Attlee reçoit un salaire substantiel du chéquier royal. Walter Citrine a gagné un titre de noblesse⁸. Les députés jouissent d'importants privilèges. Les bureaucrates syndicaux reçoivent de hauts salaires. Tous sont enchaînés à la bourgeoisie par des liens permanents, à sa presse, à ses entreprises industrielles et autres dans lesquelles nombre de ces messieurs participent directement. Les circonstances de leur vie quotidienne sont d'une signification incomparablement plus importantes dans l'orientation de la politique du parti que ne l'est le principe d' « internationalisme » qui a été introduit en contrebande dans les statuts de Hambourg.

Dan n'a rien du tout à dire sur le parti français, apparemment par politesse pour les hôtes dont les mencheviks jouissent de l'hospitalité. Pourtant les choses ne vont pas mieux en France. En dépit de l'incontestable talent des Français pour la pensée logique, la politique de Léon Blum ne diffère en rien de la politique « empirique » du major Attlee. Les cliques dirigeantes socialistes et syndicalistes mêlent leurs racines à celles de la couche dirigeante de la III^e République. Blum n'est qu'un conservateur bourgeois moyen qui gravite fatalement vers la

8. Walter McLennan Citrine était en effet devenu sir Walter Citrine, un événement que Trotsky n'avait pas manqué de marquer en son temps par quelques sarcasmes.

société des grands bourgeois. Pendant l'enquête sur Oustric⁹, le banquier escroc, il fut révélé en passant que Blum fréquentait des salons archi-bourgeois où il côtoyait des politiciens bourgeois et des mogols de la finance, dont en particulier Oustric et qu'à travers ce dernier, autour d'une tasse de café, il trouva un poste pour son fils. La vie quotidienne des sommets du parti ouvrier et des syndicats français est entièrement faite d'épisodes aussi colorés.

La bureaucratie dirigeante de la II^e Internationale est la moins indépendante, la plus couarde et la plus corrompue de toutes les fractions de la société bourgeoise. Toute modification dans la situation, qu'elle soit à gauche ou à droite est pour elle un danger mortel. D'où son unique aspiration : le maintien du *statu quo*. D'où son obligatoire empirisme, c'est-à-dire la peur de l'avenir. La politique du comité exécutif de la II^e Internationale ne peut rendre perplexes que ceux qui, contre l'évidence des réalités, continuent à considérer, la social-démocratie comme le parti de classe du prolétariat. Tout se met immédiatement en place si on comprend clairement que la social-démocratie est un parti bourgeois qui remplit les fonctions de frein sur la lutte de classe du prolétariat.

La conduite des « empiristes » sur les bons salaires « a en réalité déjà paralysé et châtré politiquement l'Internationale », geint Dan. Selon lui, dans les cinq mois qui ont suivi sa session de janvier, le comité exécutif n'a pas réagi à un seul événement international d'importance majeure (Tchécoslovaquie, Albanie, etc.) ; « C'est comme si il (le C.E.) avait sombré dans un état d'encéphalite politique ». Et le chef des mencheviks interroge : « L'Internationale socialiste est-elle réellement menacée de la mort qui a déjà frappé l'Internationale communiste ? »... Il poursuit : « Le premier souffle de la tempête de la guerre va-t-il vraiment faire plus de ravages dans les fondements de l'unification socialiste internationaliste du prolétariat que ce fut le cas en 1914 ? Ou cette unification elle-même va-t-elle s'effondrer avant même que la tempête ait éclaté ? » Ce mot « vraiment » rend un son discordant, puisqu'il est question ici d'un processus en cours depuis longtemps et aux conséquences prédites aussi depuis longtemps.

9. Albert Oustric (né en 1887) avait défrayé la chronique à partir de 1929 avec la faillite de la banque parisienne qui portait son nom. Il entraîna notamment la chute d'André Tardieu et compromit nombre d'hommes politiques radicaux comme l'ancien ministre de la justice Péret. Il fut acquitté en 1933.

Mais, aussi surprenant que cela puisse être, des questions rhétoriques d'une plume menchevique acquièrent une force particulière. Elles signifient que le flot des eaux a dépassé leur menton. Dan ne le dissimule pas. Voici son pronostic « conditionnel » pour la II^e Internationale : « Sa transformation en une sorte de S.D.N. porte en elle la menace de la même mort dont est en train de mourir son prototype genevois (s'il n'est pas déjà mort !) devant nos yeux même — mort de paralysie progressive ». A quoi nous devons seulement ajouter que cette paralysie progressive a commencé en août 1914 et qu'elle est aujourd'hui entrée dans sa phase finale.

De façon plutôt surprenante, précisément à la veille d'une nouvelle guerre, au moment où l'opposition social-démocrate a commencé à ressentir des prémonitions de l'effondrement de sa propre Internationale, le Comintern a pensé que la II^e Internationale était mûre pour l'alliance et même la fusion. Cet apparent paradoxe est totalement conforme aux lois sociales. Le troupeau du Comintern est également composé de vaches grasses et de vaches maigres et les relations entre elles sont à peu près parallèles à celles qui existent dans la II^e Internationale. Dans ses plans diplomatiques, le Kremlin prend en compte les partis gras de la II^e et de la III^e Internationale et pas les pauvres débris misérables des sections écrasées par le fascisme. La II^e Internationale éjecte « démocratiquement » de ses organes dirigeants les chefs des partis illégaux ; le Kremlin, « de façon totalitaire », les fusille par fournées¹⁰. Ces différences mineures dans l'ordre technique laissent intacte la solidarité politique fondamentale. De même que la social-démocratie internationale constitue le flanc gauche de l'impérialisme démocratique, guidé par la Grande-Bretagne et sous le contrôle suprême des Etats-Unis, de même le Comintern — instrument direct de la bureaucratie soviétique — est, en dernière analyse, soumis au contrôle du même impérialisme. Suivant les traces de la II^e Internationale, le Comintern a aujourd'hui publiquement renoncé à la lutte pour

10. Parmi les dirigeants de divers P.C. déjà exécutés à cette date, citons l'ensemble de ceux du P.C. polonais, Wera Kostrzewa, Lenski, Prochniak, Dombal et bien d'autres, la vieille équipe du P.C. yougoslave avec Sima Marković, Filip Filipović, Milan Gorkić, Voja Vuyović, Vlada Copic etc., les dirigeants allemands Remmele, Kippenberger, Heinz Neumann, Werner Hirsch, Leow, Schubert, le Letton Anvelt, l'Esthonien Pögelman, le Lithuanien Angaretiš, les Hongrois, Béla Kun, Pogany, Magyar, les Roumains Marcel Pauker, Alexandre Dobrogeanu, les Grecs Hautas et Kolozov, etc.

LÉON TROTSKY

l'émancipation des colonies. Attlee et Pollitt, Blum et Thorez¹¹ travaillent sous le même harnais. En cas de guerre, les dernières distinctions restant entre eux vont s'évanouir. Tous, avec la société bourgeoise dans son ensemble, seront écrasés sous la roue de l'histoire.

Il nous faut répéter une fois de plus que, dans notre époque maudite, quand toutes les forces du capitalisme, pourrissant sur pied, y compris les vieux partis ouvriers et syndicats, sont dirigées contre la révolution socialiste, la marche des événements donne à l'avant-garde prolétarienne un unique avantage hors de prix : même avant le début de la guerre, toutes les positions de départ ont été occupées, les deux Internationales dans leur agonie mortelle sont en train d'entrer ouvertement dans le camp de l'impérialisme — et tout aussi ouvertement contre elles marche leur ennemi mortel, la IV^e Internationale.

Les philistins ont tourné en ridicule nos interminables discussions sur la question de l'internationalisme, de notre « esprit de chicane » envers toutes les déviations social-patriotes et pacifistes. A ces messieurs, nos idées semblent « abstraites » et « dogmatiques » seulement parce qu'elles formulent les tendances fondamentales du développement historique qui demeure impénétrable aux esprits superficiels des opportunistes et des centristes. Ces tendances fondamentales sont maintenant en train d'émerger au grand jour, tandis que les structures bâties sur des fondations conjoncturelles sont en train de s'écrouler. Les partis de la II^e et de la III^e Internationale vont à partir de maintenant se désintégrer et s'écrouler. Les cadres de la IV^e Internationale au contraire vont servir d'axe à la mobilisation de couches toujours plus larges de masses prolétariennes. Nous laissons les sceptiques étaler leurs dents gâtées. Nous marchons de l'avant sur notre route.

11. Harry *Pollitt* (1890-1960), un ancien ouvrier, devint secrétaire général du C.P.G.B. en 1929. Maurice *Thorez* (1960-1964), eut aussi à conduire le P.C.F. de la politique sectaire de la « troisième période » à celle des Fronts populaires et de la « main tendue ».

L'INDÉPENDANCE DE L'UKRAINE ET LES BROUILLONS SECTAIRES¹

(30 juillet 1939)

Dans l'une des minuscules publications sectaires qui paraissent en Amérique, qui vivent des miettes tombées de la table de la IV^e Internationale et les paient de la plus noire ingratitude, je suis tombé par hasard sur un article consacré à la question ukrainienne. Quelle confusion ! Le sectaire-auteur est bien entendu opposé au mot d'ordre de l'Ukraine soviétique indépendante. Il est *pour* la révolution mondiale et *pour* le socialisme — « racine et branches ». Il nous accuse d'ignorer les intérêts de l'U.R.S.S. et d'abandonner la conception de la révolution permanente. Il nous accuse d'être des centristes. Sa critique est très sévère, presque implacable. Malheureusement il ne comprend rien du tout, et le nom de sa minuscule publication, *The Marxist*², résonne plutôt ironiquement. Mais son incapacité à comprendre revêt des formes si achevées, presque classiques, qu'elle peut nous permettre de mieux comprendre et de clarifier plus complètement la question.

Notre critique prend comme point de départ la position suivante : « Si les ouvriers d'Ukraine soviétique renversent le stalinisme et établissent un Etat ouvrier authentique, devront-ils se séparer du reste de l'Union soviétique ? — Non. » Et ainsi de suite... « Si les ouvriers renversent le stalinisme... », alors nous verrons plus clairement quoi faire. Mais, pour y arriver, il faut d'abord ne pas se fermer les yeux devant la croissance des tendances séparatistes en Ukraine, mais bien plutôt leur donner une expression politique correcte.

« Ne pas tourner le dos à l'Union soviétique », poursuit

1. Article (T 4605) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. *The Marxist* était publié par Hugo Oehler, exclu du Workers Party en 1935 et champion de la dénonciation de l'« opportunisme » de Trotsky.

l'auteur, « mais sa régénérescence et son rétablissement en tant que puissante citadelle de la révolution mondiale — telle est la voie du marxisme ». Dans cet exemple, le développement réel des masses, en l'occurrence des masses opprimées nationalement, est remplacé par notre sage par des spéculations sur les voies les meilleures du développement. Avec la même méthode, mais avec beaucoup plus de logique, on pourrait dire : « Ce n'est pas la défense d'une Union soviétique dégénérée qui est notre tâche, mais la révolution mondiale laquelle transformera le monde entier en une Union soviétique mondiale. » De tels aphorismes sont monnaie courante.

Notre critique répète à plusieurs reprises ma déclaration sur le fait que le destin d'une Ukraine indépendante est indissolublement lié à la révolution prolétarienne mondiale. A partir de cette perspective générale, l'A B C pour un marxiste, il essaie cependant de faire une recette de passivité, de temporisation et de nihilisme national. Le triomphe de la révolution prolétarienne à l'échelle mondiale est le produit ultime de mouvements multiples, de campagnes et de batailles et absolument pas une précondition toute faite permettant de résoudre automatiquement toutes les questions. C'est seulement en posant directement et courageusement la question ukrainienne dans les circonstances concrètes données qu'on facilitera le ralliement des masses petites-bourgeoises et paysannes autour du prolétariat, exactement comme en Russie en 1917.

Il est vrai que notre auteur pourrait objecter qu'en Russie, avant Octobre, c'était une révolution bourgeoise qui se déroulait tandis qu'aujourd'hui nous avons déjà derrière nous la révolution socialiste. Une revendication qui aurait pu être progressiste en 1917 est aujourd'hui réactionnaire. Un tel raisonnement, tout à fait dans l'esprit des bureaucrates et des sectaires, est faux du début à la fin.

Le droit à l'autodétermination nationale est bien entendu un principe démocratique et pas socialiste. Mais les principes authentiquement démocratiques ne sont soutenus et réalisés à notre époque que par le prolétariat révolutionnaire ; c'est pour cette raison même qu'ils sont aussi étroitement entrelacés avec les tâches socialistes. La lutte résolue des bolcheviks pour le droit à l'autodétermination des nationalités opprimées en Russie a facilité considérablement la prise du pouvoir par le prolétariat. C'est comme si le prolétariat avait absorbé les problèmes démocratiques, avant tout les problèmes agraires et nationaux, donnant à la révolution russe un caractère combiné. Le proléta-

riat était déjà en train d'entreprendre les tâches socialistes, mais il ne pouvait immédiatement élever à ce niveau les paysans et les nations opprimées (elles-mêmes à prédominance paysanne) qui étaient, elles, absorbées par la résolution de leurs tâches démocratiques. C'est de là que découlaient les compromis inévitables dans le domaine agraire comme national. En dépit des avantages économiques d'une agriculture à large échelle, le gouvernement soviétique a été obligé de diviser les grands domaines. Ce n'est que quelques années plus tard que le gouvernement a pu passer aux fermes collectives, et alors, il sauta immédiatement beaucoup trop loin et fut obligé, après quelques années, de faire des concessions aux paysans sous la forme de lopins privés qui, dans de nombreux endroits, tendent à dévorer les fermes collectives. Les prochaines étapes de ce procès contradictoire ne sont pas encore résolues.

La nécessité d'un compromis, ou plutôt de plusieurs compromis, apparaît également dans le domaine de la question nationale, dont les voies ne sont pas plus linéaires que celles de la révolution agraire. La structure fédérale de la République soviétique constitue un compromis entre les exigences centralistes de l'économie planifiée et les exigences décentralisatrices du développement des nations opprimées dans le passé. Ayant construit un Etat ouvrier sur le compromis d'une fédération, le parti bolchevique a inscrit dans la constitution le droit des nations à la séparation complète indiquant par là qu'il ne considérait pas du tout la question nationale comme réglée une fois pour toutes.

L'auteur de notre critique soutient que « les dirigeants du parti espéraient convaincre les masses de demeurer dans le cadre de la république soviétique fédérée ». C'est exact, si l'on prend le mot de « convaincre », non au sens d'arguments logiques, mais au sens de traverser une expérience de collaboration économique, culturelle et politique. Une agitation abstraite en faveur du centralisme n'a pas en elle-même un grand poids. Comme on l'a déjà dit, la fédération était une rupture nécessaire avec le centralisme. Il faut aussi ajouter que la composition même de la fédération n'est d'aucune manière donnée d'avance une fois pour toutes. Selon les conditions objectives, une fédération peut se développer vers un plus grand centralisme, ou, au contraire, vers une plus grande indépendance de ses composantes nationales. Politiquement, il ne s'agit pas du tout de savoir s'il est avantageux « en général » pour les diverses nationalités de vivre ensemble dans le cadre d'un seul

LÉON TROTSKY

Etat, mais plutôt de savoir si, oui ou non, une nationalité donnée a, sur la base de sa propre expérience, jugé avantageux d'adhérer à un Etat donné.

En d'autres termes, laquelle des deux tendances, dans les circonstances données prendra-t-elle le dessus dans le compromis de la fédération, la tendance centrifuge ou la tendance centripète? Ou, pour poser plus clairement encore : Staline et ses satrapes ukrainiens ont-ils réussi à convaincre les masses de la supériorité du centralisme de Moscou sur l'indépendance ukrainienne, ou ont-ils échoué? C'est une question d'une importance décisive. Mais notre auteur ne soupçonne même pas son existence.

Les larges masses du peuple ukrainien désirent-elles se séparer de l'U.R.S.S.? Il pourrait au premier abord sembler difficile de répondre à cette question, dans la mesure où le peuple ukrainien, comme tous les autres peuples de l'U.R.S.S., est privé de toute possibilité d'exprimer sa volonté. Mais la genèse même du régime totalitaire et son intensification plus brutale encore, surtout en Ukraine, constituent la preuve que la volonté réelle des masses ukrainiennes est irréconciliablement hostile à la bureaucratie soviétique. Il ne manque pas de preuve que l'une des sources principales de cette hostilité est la suppression de l'indépendance ukrainienne. Les tendances nationalistes en Ukraine ont explosé avec violence en 1917-1919. Le Parti Borotba exprimait ces tendances à gauche³. L'indication la plus importante du succès de la politique léniniste en Ukraine a été la fusion du parti bolchevique ukrainien avec l'organisation des borotbistes⁴.

Au cours de la décennie suivante, cependant, une véritable rupture se produisit avec le groupe de Borotba, dont les dirigeants furent persécutés. Le Vieux-Bolchevik Skrypnik⁵, un stalinien pur sang, fut conduit au suicide en 1933 pour avoir soi-

3. Les « borotbistes » étaient l'aile gauche du parti s.r. de gauche ukrainien qui avaient quitté ce dernier parti lors de son congrès clandestin à Kiev en mars 1918. Leur journal s'appelait *Borotba*. Ils revendiquaient leur admission dans le P.C. ukrainien, puis fusionnaient en août 1919 avec le parti social-démocrate indépendant d'Ukraine, scission à gauche des mencheviks.

4. Le nouveau parti né de la fusion de 1919, le parti communiste ukrainien (U.K.P. b), tenta vainement de se faire admettre dans l'I.C. C'est finalement en mars 1920 que ses membres furent admis dans le P.C. ukrainien.

5. Mikola A. *Skrypnik* (1872-1933), vieux-bolchevik, arrêté pour la première fois en 1901, avait effectivement manifesté pendant les débuts de la révolution une réelle sensibilité aux problèmes nationaux. Par la suite, il avait suivi Staline.

disant protégé les tendances nationalistes. Le véritable « organisateur » de ce suicide fut l'émissaire stalinien Postychev⁶ qui, là-dessus, resta en Ukraine comme représentant de la politique de centralisation. Pourtant Postychev est tombé lui-même en disgrâce⁷. Ces faits sont profondément symptomatiques, car ils révèlent avec quelle force s'exerce la pression de l'opposition nationaliste sur la bureaucratie. Nulle part purge et répression n'ont eu un caractère aussi sauvage et aussi massif qu'en Ukraine.

Le fait que les éléments démocrates ukrainiens hors d'Union soviétique se soient détournés d'elle est d'une importance politique énorme. Quand le problème ukrainien s'est aggravé au début de l'année, on n'entendait pas du tout les voix communistes, mais celles des cléricaux et socialistes nationaux ukrainiens résonnaient fort. Cela signifie que l'avant-garde prolétarienne a laissé le mouvement national ukrainien lui glisser des mains et que ce mouvement a progressé très avant sur la voie du séparatisme. Enfin, l'état d'esprit des émigrés ukrainiens du continent nord-américain est également très indicatif. Au Canada, par exemple, où les Ukrainiens constituent le cœur du parti communiste, a commencé en 1933, comme l'a dit un participant de ce mouvement, un exode très net des ouvriers et paysans ukrainiens qui se détournent du communisme et tombent ou dans la passivité ou les nationalismes de divers types. Au total, ces symptômes et ces faits témoignent sans conteste de la force grandissante des tendances séparatistes au sein des masses ukrainiennes.

Tel est le fait fondamental sous-jacent à l'ensemble du problème. Il montre qu'en dépit du pas en avant gigantesque réalisé par la révolution d'Octobre dans le domaine des rapports nationaux, la révolution prolétarienne, isolée dans un pays arriéré, s'est avérée incapable de résoudre la question nationale, particulièrement la question ukrainienne, qui, a par essence un caractère international. La réaction thermidorienne, couronnée par la bureaucratie bonapartiste, a rejeté les masses laborieuses très en arrière dans le domaine national également. Les grandes

6. Pavel P. *Postychev* (1887-1940), ouvrier, membre du parti en 1904, avait joué un rôle dans la révolution et la guerre civile en Sibérie. Il avait été affecté en Ukraine en 1923 et devint secrétaire du B.P. du P.C. ukrainien en mars 1933. Il était emprisonné depuis 1938. Il est probable qu'il avait plaidé pour la fin de la répression dans le parti.

7. *Postychev*, vraisemblablement coupable d'avoir combattu les « excès de la répression », avait été arrêté en 1938.

masses du peuple ukrainien sont mécontentes de leur sort national et aspirent à le changer radicalement. C'est ce fait que le révolutionnaire politique, à la différence du bureaucrate et du sectaire, doit prendre comme point de départ.

Si notre critique était capable de penser politique, il aurait deviné sans difficulté les arguments des staliniens contre le mot d'ordre de l'indépendance de l'Ukraine : « il nie la position de défense de l'U.R.S.S. » « détruit l'unité des masses révolutionnaires », « ne sert pas les intérêts de la révolution, mais ceux de l'impérialisme ». En d'autres termes, les staliniens répètent les trois arguments de notre auteur. C'est ce qu'ils feront à coup sûr dès demain.

La bureaucratie stalinienne dit à la femme soviétique : « Puisqu'il y a le socialisme dans notre pays, vous devez être heureuse et renoncer à l'avortement (ou être punie). » Aux Ukrainiens, elle dit : « Puisque la révolution socialiste a réglé la question nationale, il est de votre devoir d'être heureux dans l'U.R.S.S. et de renoncer à toute idée de séparation (ou de faire face au peloton d'exécution). »

Que dit un révolutionnaire à la femme ? « Vous devez décider vous-même si vous voulez un enfant ; je défendrai votre droit à l'avortement face à la police du Kremlin. » Au peuple Ukrainien, il dit : « Ce qui compte pour moi, c'est votre attitude à vous vis-à-vis de votre destin national et non les sophismes pseudo-socialistes de la police du Kremlin ; je soutiendrai de toutes mes forces votre lutte pour l'indépendance ukrainienne. »

Le sectaire, bien souvent, se retrouve du côté de la police, couvrant le *statu quo*, c'est-à-dire la violence policière, par des spéculations stériles sur la supériorité de l'unification socialiste des nations sur leur division. Assurément, la séparation de l'Ukraine constitue un risque en comparaison d'une fédération socialiste volontaire et égalitaire ; mais elle constituera un acquis indiscutable par rapport à l'étranglement bureaucratique du peuple ukrainien. Afin de se rapprocher plus étroitement et plus honnêtement, il est parfois nécessaire de commencer par se séparer. Lénine avait l'habitude de citer le fait que les rapports entre travailleurs norvégiens et suédois se sont améliorés et sont devenus plus étroits après la destruction de l'unification forcée de la Norvège et de la Suède⁸.

8. L'« union personnelle » entre Norvège et Suède, proclamée en 1814, fut officiellement déclarée rompue en 1905.

Nous devons partir des faits et non de normes idéales. La réaction thermidorienne en U.R.S.S., la défaite d'un certain nombre de révolutions, les victoires du fascisme — qui est en train de refaire à sa manière la carte de l'Europe — devront être payées en monnaie véritable dans tous les domaines, y compris la question ukrainienne. Si nous devons ignorer la situation nouvelle née des défaites, si nous devons prétendre que rien d'extraordinaire ne s'est produit, et si nous devons opposer des abstractions familières à des faits déplaisants, alors nous pourrions bel et bien livrer à la réaction nos dernières chances de nous venger dans un avenir plus ou moins proche.

Notre auteur interprète le mot d'ordre d'une Ukraine indépendante comme suit : « *D'abord*, il faut libérer l'Ukraine soviétique du reste de l'Union soviétique ; *ensuite* nous aurons la révolution prolétarienne et l'unification avec le reste de l'Ukraine. » Mais comment peut-il y avoir une séparation, sans une révolution d'abord ? Notre auteur est pris dans un cercle vicieux, et le mot d'ordre d'une Ukraine indépendante est discrédité sans espoir, en même temps que la « logique erronée » de Trotsky. En fait, cette logique particulière — d'« *abord* » et « *ensuite* » — n'est qu'un exemple frappant d'une façon de penser scolastique. Notre malheureux critique n'a pas la moindre idée du fait que les processus historiques peuvent se produire non « *d'abord* » puis « *ensuite* », mais parallèlement l'un à l'autre, s'accélérer ou se retarder l'un l'autre. Ni que la tâche de la politique révolutionnaire consiste précisément à accélérer l'action et réaction mutuelles des processus progressistes. Le tranchant du mot d'ordre d'une Ukraine indépendante est dirigée directement contre la bureaucratie de Moscou et permet à l'avant-garde prolétarienne de gagner les masses paysannes. D'un autre côté, le même mot d'ordre ouvre au parti prolétarien la possibilité de jouer un rôle dirigeant dans le mouvement national ukrainien en Pologne, en Roumanie et en Hongrie. L'ensemble de ces processus politiques poussera de l'avant le mouvement révolutionnaire et augmentera le poids spécifique de l'avant-garde prolétarienne.

Mon affirmation que les ouvriers et paysans d'Ukraine occidentale (Pologne) ne veulent pas rejoindre l'Union soviétique telle qu'elle est constituée aujourd'hui et que cela constitue un argument supplémentaire en faveur d'une Ukraine indépendante, notre sage la balaie en affirmant que, même s'ils le voulaient, ils ne pourraient rejoindre l'Union soviétique, parce qu'ils ne pourraient le faire qu'« après la révolution proléta-

rienne en Ukraine occidentale » — de toute évidence en Pologne. En d'autres termes : *aujourd'hui*, la séparation de l'Ukraine est impossible, et *après* la révolution victorieuse, elle serait réactionnaire. Vieux refrain familier !

Luxemburg, Boukharine, Piatakov et bien d'autres ont utilisé exactement le même argument contre le programme d'auto-détermination nationale⁹ ; sous le capitalisme, c'est utopique, et sous le socialisme, réactionnaire. L'argument est radicalement faux parce qu'il ignore l'époque de la révolution sociale et ses tâches. Il est certain que sous la domination de l'impérialisme une indépendance authentique, stable et solide des nations petites et moyennes est impossible. Il est également vrai que dans un socialisme pleinement développé, avec le dépérissement progressif de l'Etat, la question des frontières nationales disparaîtra. Mais entre ces deux moments — aujourd'hui et le socialisme complet — se dérouleront les décennies au cours desquelles nous nous préparons à réaliser notre programme. Le mot d'ordre d'une Ukraine soviétique indépendante est d'une extraordinaire importance pour mobiliser les masses et les éduquer dans la période de transition.

Le sectaire ignore simplement le fait que la lutte nationale, une des plus complexes, un véritable labyrinthe, mais en même temps des plus importantes des formes de la lutte des classes, ne peut pas être suspendue par de simples références à la révolution mondiale future. En détournant leurs yeux de l'U.R.S.S., en négligeant d'avoir le soutien et la direction du prolétariat international, les masses petites-bourgeoises et même prolétariennes d'Ukraine tombent victimes de la démagogie réactionnaire. Des processus identiques se produisent sans aucun doute également dans l'Ukraine soviétique, il est simplement plus difficile de les mettre en évidence. Le mot d'ordre d'une Ukraine indépendante avancé à temps par l'avant-garde prolétarienne conduira inévitablement à la stratification de la petite bourgeoisie et facilitera la jonction de son tiers inférieur avec le prolétariat. C'est seulement ainsi qu'il est possible de préparer la révolution prolétarienne.

« Si les travailleurs réalisent une révolution victorieuse en Ukraine occidentale », persiste notre auteur, « notre stratégie serait-elle d'exiger la séparation de l'Ukraine soviétique et sa

9. C'est essentiellement pendant la première guerre mondiale que Rosa Luxemburg d'une part, Boukharine et Piatakov de l'autre, polémiquèrent contre Lénine et son mot d'ordre de droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes.

fusion avec sa partie occidentale ? Exactement le contraire. » Cette affirmation marque la profondeur de « notre stratégie » ? A nouveau le même refrain : « Si les ouvriers réalisent... » Le sectaire se contente d'une éducation logique à partir d'une révolution victorieuse supposée déjà réalisée. Mais, pour un révolutionnaire, le nœud de la question est précisément de savoir comment frayer la voie à la révolution, comment faciliter aux masses l'approche vers la révolution, comment rapprocher la révolution, comment assurer sa victoire. « Si les ouvriers réalisent... » une révolution victorieuse, tout sera évidemment très bien. Mais maintenant, justement, il n'y a pas de révolution victorieuse, et, au contraire, c'est la réaction qui triomphe.

Trouver le pont entre la réaction et la révolution — c'est notre tâche. C'est l'apport de tout notre programme de revendications de transition¹⁰. Rien d'étonnant que les sectaires de toutes nuances n'en comprennent pas la signification. Ils opèrent au moyen d'abstractions — une abstraction de l'impérialisme et une abstraction de révolution socialiste. La question de la transition de l'impérialisme réel à la révolution réelle, la question de comment mobiliser les masses dans une situation historique donnée pour prendre le pouvoir, reste pour ces pédants un livre scellé de sept sceaux.

Ajoutant une sévère accusation l'une sur l'autre, notre critique déclare que le mot d'ordre d'une Ukraine indépendante sert les intérêts des impérialistes (!) et des staliniens (!), parce qu'il « contredit complètement la position de défense de l'Union soviétique ». Il est impossible de comprendre pourquoi les intérêts « des staliniens » ne sont pas touchés. Mais contentons-nous de la question de la « défense de l'U.R.S.S. ». Cette défense pourrait être menacée par une Ukraine indépendante seulement si cette dernière était hostile non seulement à la bureaucratie, mais à l'U.R.S.S. même. Cependant, à partir d'un tel point de départ — de toute évidence faux — comment un socialiste peut-il exiger qu'une Ukraine hostile soit retenue dans le cadre de l'U.R.S.S. ? Ou bien la question n'englobe-t-elle que la période de la révolution nationale ?

Pourtant notre critique reconnaît apparemment le caractère inévitable de la révolution politique contre la bureaucratie

10. Rappelons que le *Programme de Transition* (L'Agonie du Capitalisme et les Tâches de la IV^e Internationale) avait été élaboré au début de 1938 et adopté par la conférence de fondation en septembre.

bonapartiste¹¹. Dans l'intervalle, cette révolution, comme toute révolution, présentera sans aucun doute un certain danger du point de vue de la défense de l'U.R.S.S. Que faire ? Si notre critique avait réellement pensé à ce problème, il aurait répondu qu'un tel danger était un risque historique inévitable puisque l'U.R.S.S. est perdue sous la domination de la bureaucratie bonapartiste. Le même raisonnement s'applique également intégralement au soulèvement national révolutionnaire qui ne présente rien d'autre qu'un segment unique de la révolution politique.

Il vaut d'être noté que l'argument le plus précieux contre l'indépendance ne soit même pas venue à l'idée de notre critique. L'économie de l'Ukraine soviétique fait partie intégrante du plan. La séparation de l'Ukraine menace de briser le plan et d'abaisser les forces productives. Mais cet argument non plus n'est pas décisif. Un plan économique n'est pas le saint des saints. Si les décisions nationales à l'intérieur de la fédération, en dépit du plan unifié, poussent dans des directions opposées, cela signifie que le plan ne les satisfait pas. Un plan est l'œuvre des hommes. On peut le reconstruire conformément aux frontières nouvelles. Dans la mesure où le plan est avantageux pour l'Ukraine, elle désirera elle-même et saura comment arriver au nécessaire accord économique avec l'Union soviétique, de même qu'elle sera capable de conclure l'alliance militaire nécessaire.

En outre, il est impossible d'oublier que le pillage et le règne arbitraire de la bureaucratie constituent une partie intégrante importante du plan économique en vigueur et font peser sur l'Ukraine un lourd fardeau. Le plan doit être profondément révisé d'abord et avant tout de ce point de vue. La classe dirigeante dépassée détruit systématiquement l'économie du pays, son armée et sa culture ; elle anéantit la fleur de sa population et prépare le terrain à la catastrophe. L'héritage de la révolution ne peut être sauvé que par son renversement. Plus courageuse et plus résolue sera la politique de l'avant-garde prolétarienne sur la question nationale entre autres, plus le renversement victorieux de la bureaucratie par la révolution sera assuré, et moins les faux frais seront élevés.

Le mot d'ordre d'une Ukraine indépendante ne signifie pas

11. La notion de « révolution politique » implique la préservation des conquêtes économiques et sociales de la révolution, et la destruction de la bureaucratie à travers la reprise par les travailleurs du pouvoir politique usurpé par elle.

que l'Ukraine demeurera pour toujours isolée, mais seulement qu'elle déterminera à nouveau pour elle-même, de sa propre volonté, la question de ses relations avec les autres composantes de l'U.R.S.S. et ses voisins occidentaux. Prenons la variante idéale la plus favorable pour notre critique. La révolution éclate simultanément dans toutes les parties de l'Union soviétique. L'hydre bureaucratique est étranglée et balayée. Le congrès constituant des soviets est à l'ordre du jour. L'Ukraine exprime le désir de déterminer de nouveau ses relations avec l'U.R.S.S. Espérons que notre critique sera prêt à lui donner ce droit. Mais, pour déterminer librement ses rapports avec les autres républiques soviétiques, pour posséder le droit de dire oui ou non, l'Ukraine doit reprendre sa totale liberté d'action, au moins pour la durée de cette période constituante. Il n'existe aucun autre nom pour cela que l'indépendance étatique.

Supposons maintenant que la révolution embrase en même temps également la Pologne, la Roumanie et la Hongrie. Toutes les fractions du peuple ukrainien sont libérées et entrent en négociations pour rejoindre l'Ukraine soviétique. En même temps elles expriment toutes leur désir d'avoir leur mot à dire sur la question des relations entre une Ukraine unifiée et l'Union soviétique, la Pologne soviétique, etc. Il va de soi que, pour décider de toutes ces questions, il est nécessaire de réunir le congrès constituant de l'Ukraine unifiée. Mais un congrès « constituant » ne signifie rien d'autre que le congrès d'un Etat indépendant qui se prépare à nouveau à déterminer son propre régime interne aussi bien que sa position internationale. Il y a toutes raisons de supposer que dans le cas d'une victoire de la révolution mondiale les tendances à l'unité acquerraient une force considérable, et que toutes les républiques soviétiques trouveraient les formes adéquates de liens et de collaboration. Mais ce but ne pourrait être atteint que si les anciens liens obligatoires et forcés, et en conséquence les anciennes frontières, étaient totalement abolis ; seulement à la condition que chacune des parties contractantes soit totalement indépendante. Pour accélérer et faciliter ce processus, pour rendre possible une fraternité authentique des peuples à l'avenir, l'avant-garde ouvrière de la Grande-Russie doit comprendre dès maintenant les causes de la séparation de l'Ukraine, aussi bien que la puissance latente et la légitimité historique qui sont derrière elle, et doit sans réserve déclarer au peuple ukrainien qu'elle est prête à soutenir de toutes ses

forces le mot d'ordre d'une Ukraine soviétique indépendante dans un combat commun contre la bureaucratie autocratique et l'impérialisme.

Les nationalistes ukrainiens petits-bourgeois considèrent comme juste le mot d'ordre d'une Ukraine indépendante. Mais ils objectent la corrélation de ce mot d'ordre avec la révolution prolétarienne. Ils veulent une Ukraine démocratique indépendante et pas une analyse détaillée de cette question parce qu'elle ne concerne pas la seule Ukraine, mais l'appréciation générale de notre époque, analyse que nous avons répétée à maintes reprises. Nous nous contenterons de souligner les principaux aspects.

La démocratie dégénère et se meurt, même dans ses métropoles. Seuls les empires coloniaux les plus riches et les pays bourgeois particulièrement privilégiés sont encore capables de maintenir aujourd'hui un régime démocratique, et encore est-il évident qu'il se dégrade. Il n'existe pas la moindre base pour espérer que l'Ukraine paupérisée et arriérée par rapport à eux sera capable d'établir et de maintenir un régime démocratique. En vérité, l'indépendance même de l'Ukraine ne durerait pas longtemps dans un environnement impérialiste. L'exemple de la Tchécoslovaquie est suffisamment éloquent. Tant que prévalent les lois de l'impérialisme, le sort des nations petites et moyennes demeurera instable et peu sûr. L'impérialisme ne peut être renversé que par la révolution prolétarienne.

La fraction la plus importante de la nation ukrainienne est aujourd'hui représentée par l'actuelle Ukraine soviétique. Un prolétariat puissant et purement ukrainien y a été créé par le développement industriel. C'est lui qui est destiné à diriger le peuple ukrainien dans toutes ses luttes à venir. Le prolétariat ukrainien souhaite échapper aux griffes de la bureaucratie. Le mot d'ordre d'une Ukraine démocratique est historiquement dépassé. Tout ce à quoi il puisse servir est peut-être à consoler des intellectuels bourgeois. Il n'unifiera pas les masses. Et, sans les masses, l'émancipation et l'unification de l'Ukraine sont impossibles.

Notre sévère critique nous jette le « centrisme » à la tête à toute occasion. Selon lui, tout l'article n'a été écrit que pour étaler un exemple frappant de notre « centrisme ». Mais il ne fait même pas une seule tentative pour démontrer en quoi consiste précisément le « centrisme » du mot d'ordre d'une Ukraine soviétique indépendante. Assurément, ce n'est pas facile. Le centrisme est le terme appliqué à une politique qui est opportuniste en substance et cherche à apparaître comme révolutionnaire

dans la forme. L'opportunisme consiste en une adaptation passive à la classe dirigeante et à son régime, à ce qui existe déjà, y compris, bien sûr, les frontières des états. Le centrisme partage totalement ce trait fondamental de l'opportunisme, mais, en s'adaptant aux ouvriers mécontents, il le dissimule sous des commentaires radicaux.

Si nous partons de cette définition scientifique nous nous apercevons que la position de notre malheureux critique est en partie et en totalité centriste. Il prend comme point de départ les frontières spécifiques — accidentelles du point de vue de la politique rationnelle et révolutionnaire — qui découpent les nations en segments, comme si elles étaient immuables. La révolution mondiale, qui n'est pas pour lui une réalité vivante, mais l'incantation d'un sorcier, doit selon lui accepter sans équivoque ces frontières comme son point de départ.

Il ne s'intéresse pas du tout aux tendances nationalistes centrifuges qui peuvent se couler soit dans les canaux de la révolution, soit dans ceux de la réaction. Ils violent son plan administratif paresseux construit sur le modèle des « d'abord » et « ensuite ». Il se détourne de la lutte pour l'indépendance nationale contre l'étranglement bureaucratique et se réfugie dans les spéculations sur la supériorité de l'unité socialiste. En d'autres termes, sa politique — si on peut appeler politique des commentaires scolastiques sur la politique des autres — porte les pires stigmates du centrisme.

Le sectaire est un opportuniste qui se redoute lui-même. Dans le sectarisme, l'opportunisme (centrisme) reste à l'état latent dans la phase initiale, comme un délicat bourgeon. Puis le bourgeon grandit, le tiers, la moitié, parfois plus. On a alors une combinaison particulière de sectarisme et de centrisme (Vereeken), de sectarisme et d'opportunisme de bas étage (Sneevliet). Mais parfois le bourgeon se recroqueville sans se développer (Oehler). Si je ne m'abuse, c'est Oehler¹² qui édite *The Marxist*.

12. Edward Oler, dit Hugo Oehler (1903-1983) était l'un des militants de choc du P.C. dans les grèves de la troisième période. Passé à l'Opposition de gauche, il était devenu le principal adversaire de l'entrée dans le parti socialiste américain, et avait été exclu en 1935. Il dirigeait un petit groupe qui vivait scission sur scission.

[SUR LA PRESSE]¹

(31 juillet 1939)

Cher Camarade Burnham²,

Il y a quelque temps, j'ai envoyé un long article sur Pivert et la IV^e Internationale³. J'ai envoyé maintenant deux articles supplémentaires : le premier sur la II^e Internationale⁴ et le second sur la question ukrainienne⁵ (une polémique contre Oehler). L'article sur le P.S.O.P. ne peut être publié que dans *New International*. L'article ukrainien pourrait peut-être être publié dans l'*Appeal* (compte tenu que le premier article y a été publié). Il est un peu long, mais je crois que l'*Appeal* devrait de temps en temps publier des articles théoriques plus longs. Le comité de rédaction tranchera, bien entendu.

J'ai l'impression que *New International* est un peu trop « stabilisée ». Elle a perdu beaucoup de son dynamisme antérieur. Il me semble qu'il serait absolument nécessaire de sortir au moins trois numéros spéciaux par an, préparés d'avance par une commission spéciale, sur la question nègre, la guerre mondiale, le New Deal et le chômage, etc. Chaque numéro de cette espèce devrait servir de « brise-glace » ouvrant la voie vers des domaines nouveaux ; autrement, le danger de stagnation est très probable.

Cette proposition est étroitement liée à votre nouvelle

1. Lettre à J. Burnham (7462), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. James Burnham (né en 1906), professeur de philosophie à Columbia, ancien membre de l'A.W.P. de Muste, était membre du comité politique du S.W.P. et rédacteur en chef de *The New International*.

3. Cf. pp. 268-292.

4. Cf. pp. 317-327.

5. Cf. pp. 328-340.

tactique de campagnes que j'ai chaleureusement accueillie. Le *Socialist Appeal* progresse de toute évidence en tant qu'instrument politique du parti. Maintenant, c'est au tour de *New International*.

TROIS CONCEPTIONS DE LA RÉVOLUTION RUSSE¹

(Août 1939)

La Révolution de 1905 ne fut pas seulement la « répétition générale » de 1917, mais se trouva être aussi le laboratoire où s'élaborèrent tous les groupements fondamentaux de la pensée politique russe et où se formèrent et se dessinèrent toutes les tendances et nuances à l'intérieur du marxisme russe. Au centre des disputes et des désaccords se trouvait, cela va de soi, la question du caractère historique de la Révolution russe et des voies ultérieures de son développement. En soi, cette lutte des conceptions et des pronostics ne concerne pas directement la biographie de Staline, qui n'y prit aucune part indépendante. Les quelques articles de propagande écrits par lui sur ce thème ne présentent pas le moindre intérêt théorique. Des dizaines de bolcheviks, la plume à la main, popularisèrent les mêmes idées, et le firent bien mieux que lui. Un exposé critique de la conception que le bolchevisme se faisait du déroulement de la révolution doit naturellement entrer dans la biographie de Lénine. Pourtant, les théories ont leur sort. Si, dans la période de la première révolution et plus tard, jusqu'en 1923, lorsque les doctrines révolutionnaires s'élaboraient et étaient mises à exécution, Staline n'occupait aucune position indépendante, à partir de 1924 la situation changea brusquement. Une période de réaction bureaucratique et de révision radicale du passé s'ouvre alors. Le film de la Révolution se déroule à l'envers. Les anciennes doctrines sont soumises à une nouvelle appréciation ou à une nouvelle interprétation. De façon tout à fait inattendue, à première vue, au centre de l'attention vient ainsi se placer la conception de la « révolution permanente », source première de

1. Article (T 4782), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

tous les égarements du « trotskysme ». Au cours des années suivantes, la critique de cette conception constitue le contenu principal de l'activité théorique — *sit venia verbo* — de Staline et de ses collaborateurs. On peut dire que tout le « stalinisme », pris sur le plan « théorique », est sorti de la critique de la théorie de la révolution permanente telle qu'elle avait été formulée en 1905. Aussi, un exposé de cette théorie, marquant ce qui la distingue des théories des mencheviks et des bolcheviks, ne peut-il manquer d'entrer dans ce livre, ne fût-ce que sous forme d'appendice.

L'évolution de la Russie se caractérise avant tout par son retard. Un retard historique ne signifie pas, pourtant, une simple répétition de l'évolution des pays avancés, avec un délai de cent ou deux cents ans, mais engendre une formation sociale tout à fait nouvelle, « combinée », dans laquelle les dernières conquêtes de la technique et de la structure capitalistes s'implantent dans les rapports sociaux de la barbarie féodale et préféodale, les transforment et se les subordonnent, créant ainsi une relation originale entre les classes. Il en va de même dans le domaine des idées. Précisément par suite de son retard historique, la Russie se trouva être le seul pays européen où le marxisme, en tant que doctrine, et la social-démocratie, en tant que parti, aient pris un grand développement avant la révolution bourgeoise. Il est naturel aussi que ce soit en Russie que le problème des rapports entre la lutte pour la démocratie et la lutte pour le socialisme ait subi l'élaboration théorique la plus approfondie.

Les démocrates idéalistes, surtout les populistes, se refusaient superstitieusement à reconnaître la révolution qui approchait comme bourgeoise. Ils l'appelaient « démocratique », tentant ainsi de masquer par une formule politique neutre son contenu social, non seulement aux autres, mais à eux-mêmes. Pourtant, le fondateur du marxisme russe, Plékhanov², dans sa lutte contre le populisme, avait déjà montré dans les années 1880-1890 que la Russie n'avait aucune raison de compter sur des voies privilégiées d'évolution ; que, tout comme les nations « profanes », elle devrait passer par le purgatoire du capitalisme et que c'était précisément dans cette voie qu'elle conquerrait la liberté politique nécessaire au prolétariat dans sa lutte ultérieure

2. Georgi V. Plékhanov (1857-1918) fut l'homme qui introduisit le marxisme dans le mouvement russe à travers un combat idéologique acharné contre les « populistes » (narodniki).

pour le socialisme. Non seulement Plékhanov séparait la révolution bourgeoise, en tant que première tâche, de la révolution socialiste, qu'il rejetait dans un avenir indéterminé, mais il traçait pour chacune d'elles une combinaison de forces tout à fait différente. Le prolétariat obtiendrait la liberté politique en alliance avec la bourgeoisie libérale ; après de longues dizaines d'années, à un niveau élevé du développement capitaliste, le prolétariat accomplirait la révolution socialiste en luttant directement contre la bourgeoisie.

« A l'intellectuel russe..., écrivait à son tour Lénine à la fin de 1904, il semble toujours que reconnaître notre révolution comme bourgeoise, c'est la décolorer, la rabaisser, la vulgariser... Pour le prolétariat, la lutte pour la liberté politique et la république démocratique dans la société bourgeoise n'est qu'une des étapes nécessaires dans la lutte pour la révolution sociale. »
« Les marxistes sont absolument convaincus, écrivait-il en 1905, du caractère bourgeois de la révolution russe. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que les réformes démocratiques..., qui sont devenues une nécessité pour la Russie, non seulement ne signifient pas encore en elles-mêmes une atteinte au capitalisme, une atteinte à la domination de la bourgeoisie, mais, au contraire, elles vont pour la première fois vraiment débayer le terrain pour un développement large et rapide, européen et non asiatique, du capitalisme, elles vont pour la première fois rendre possible la domination de la bourgeoisie en tant que classe... » —
« Nous ne pouvons sauter hors des cadres bourgeois-démocratiques de la révolution russe, insiste-t-il, mais nous pouvons dans une formidable mesure élargir ces cadres », c'est-à-dire créer dans la société bourgeoise des conditions plus favorables à la lutte ultérieure du prolétariat. Dans ces limites, Lénine suivait Plékhanov. Le caractère bourgeois de la révolution était le point de départ des deux fractions de la social-démocratie russe.

Dans de telles conditions, il est tout à fait naturel que Koba³, dans sa propagande, ne soit pas allé plus loin que ces formules populaires, qui constituaient l'avoir commun des bolcheviks et des mencheviks. « L'Assemblée constituante, élue sur les bases du suffrage universel, égal, direct et secret, écrivait-il en janvier 1905, voilà ce pour quoi il nous faut maintenant lutter ! Seule une telle assemblée nous donnera la république démocratique

3. Koba était l'un des pseudonymes de parti de Djougachvili, dit également Staline.

que, qui nous est extrêmement nécessaire dans notre lutte pour le socialisme. » La république bourgeoise envisagée comme l'arène d'une longue lutte de classes avec le socialisme pour but, telle est la perspective. En 1907, c'est-à-dire après d'innombrables discussions dans la presse publiée à l'étranger et à Pétersbourg, et après une sérieuse vérification des pronostics théoriques par l'expérience de la première révolution, Staline juge possible d'écrire : « Que notre révolution soit bourgeoise, qu'elle doive se terminer par l'écrasement du servage et non de l'ordre capitaliste, que seule la république démocratique puisse en être le couronnement, là-dessus, semble-t-il, tout le monde est d'accord dans notre Parti. » Staline ne parle pas du point où la révolution doit commencer, mais de celui où elle doit finir, et, d'avance, il la limite d'une façon tout à fait catégorique à la « république démocratique seulement ». Nous chercherions en vain dans ses écrits d'alors ne fût-ce qu'une remarque sur la perspective de la révolution socialiste en liaison avec la révolution démocratique. Telle reste encore sa position au début de la Révolution de février 1917, jusqu'à l'arrivée de Lénine à Petrograd.

Pour Plékhanov, Axelrod⁴ et en général les chefs du menchevisme, le fait de caractériser sociologiquement la révolution comme bourgeoise avait avant tout la valeur politique d'interdire de harceler prématurément la bourgeoisie avec le spectre rouge du socialisme et de la « rejeter » dans le camp de la réaction. « Les rapports sociaux de la Russie ne sont mûrs que pour la révolution bourgeoise », disait le principal tacticien du menchevisme, Axelrod, au congrès d'unification. « Avec l'arbitraire politique général qui règne chez nous, il ne peut être question d'un combat immédiat du prolétariat contre les autres classes pour conquérir le pouvoir politique... Il lutte pour établir les conditions d'un développement bourgeois. Les conditions historiques objectives vouent notre prolétariat à une collaboration inévitable avec la bourgeoisie dans la lutte contre l'ennemi commun. » Le contenu de la révolution russe était ainsi limité d'avance aux réformes compatibles avec les intérêts et les vues de la bourgeoisie libérale.

C'est précisément à ce point que commençait le désaccord fondamental entre les deux fractions. Le bolchevisme se refusait résolument à reconnaître que la bourgeoisie russe fût capable de

4. Pavel B. *Akselrod* (1850-1928) avait été avec Lénine l'un des fondateurs de l'*Iskra*; il fut ensuite le théoricien des mencheviks « liquidateurs » et émigra après octobre 1917.

mener à bien sa propre révolution. Avec incomparablement plus de vigueur et de conséquence que Plékhanov, Lénine mettait en avant la question agraire comme le problème central de la révolution démocratique en Russie. « Le nœud de la révolution russe, répétait-il, c'est la question agraire (de la terre). Il faut conclure à la défaite ou à la victoire de la révolution... selon la manière dont on apprécie la situation des masses dans la lutte pour la terre. » Avec Plékhanov, Lénine considérait la paysannerie comme une classe petite-bourgeoise et le programme agraire paysan comme le programme du progrès bourgeois. « La nationalisation, c'est une mesure de la bourgeoisie », insistait-il au congrès d'unification. « Elle donnera une impulsion au développement du capitalisme en exacerbant la lutte des classes, en permettant une utilisation plus complète de la terre, en faisant affluer le capital dans l'agriculture, en abaissant le prix du pain. » Malgré le caractère manifestement bourgeois de la révolution agraire, la bourgeoisie russe reste, pourtant, hostile à l'expropriation de la grande propriété foncière et c'est précisément pourquoi elle s'efforce d'arriver à un compromis avec la monarchie, sur la base d'une constitution du type prussien. A l'idée de Plékhanov d'une alliance du prolétariat avec la bourgeoisie libérale, Lénine opposait l'idée d'une alliance du prolétariat avec la paysannerie. Il proclamait que la tâche de la collaboration révolutionnaire de ces deux classes était d'établir une « dictature démocratique » comme le seul moyen de purger radicalement la Russie du bric-à-brac féodal, de créer une couche de petits cultivateurs libres et d'ouvrir la voie au développement du capitalisme, non pas à la manière prussienne, mais américaine.

La victoire de la révolution, écrivait-il, ne peut être accomplie que « par la dictature, parce que la réalisation des réformes qui sont immédiatement et absolument nécessaires au prolétariat et à la paysannerie provoquera une résistance désespérée chez les propriétaires fonciers, les grands bourgeois et le tsarisme. Sans dictature, il est impossible de briser cette résistance, de repousser les tentatives contre-révolutionnaires. Ce sera, bien entendu, une dictature, non pas socialiste, mais démocratique. Elle ne pourra porter atteinte aux fondements du capitalisme (sans toute une série d'étapes intermédiaires dans le développement révolutionnaire). Elle pourra, au meilleur des cas, introduire une redistribution radicale de la propriété foncière en faveur de la paysannerie, établir une démocratie conséquente et complète allant jusqu'à la république, extirper tous les traits asiatiques, tout le legs du servage, non seulement au village, mais aussi dans les

usines, poser la base d'une amélioration sérieuse de la situation des ouvriers et de l'élévation de leur niveau de vie ; enfin, *last but not least*, porter la conflagration révolutionnaire en Europe. »

La conception de Lénine représentait un immense pas en avant, et tant qu'elle partait, non pas de réformes constitutionnelles, mais du soulèvement paysan, considéré comme la tâche centrale de la révolution, et indiquait la seule combinaison réelle de forces sociales qui pût conduire ce soulèvement à bonne fin. Le point faible de la conception de Lénine était, pourtant, la notion, contradictoire en soi, de « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie ». Lénine lui-même soulignait la limitation fondamentale de cette « dictature » quand, franchement, il l'appelait *bourgeoise*. Il voulait dire par là que, pour sauvegarder son alliance avec la paysannerie, le prolétariat serait forcé, dans la révolution imminente, de renoncer à poser immédiatement des tâches socialistes. Mais cela signifiait aussi que le prolétariat renoncerait à sa dictature. Il s'agissait au fond, par conséquent, de la dictature de la paysannerie, avec la participation des ouvriers. C'est précisément ce que dit Lénine en certaines occasions, par exemple au congrès de Stockholm⁵, où il répliqua à Plékhanov, qui s'était élevé contre l'« utopie » de la prise du pouvoir : « De quel programme s'agit-il ? Du programme agraire. Qui est supposé prendre le pouvoir, dans ce programme ? Les paysans révolutionnaires. Lénine confond-il le pouvoir du prolétariat avec celui de la paysannerie ? » Non, dit-il en parlant de lui-même : Lénine distingue nettement le pouvoir socialiste du prolétariat du pouvoir bourgeois-démocratique de la paysannerie. « Et comment une révolution paysanne victorieuse, s'écrie-t-il de nouveau, serait-elle possible sans que la paysannerie révolutionnaire prît le pouvoir ? » Par cette expression polémique, Lénine révèle d'une façon particulièrement nette la vulnérabilité de sa position.

La paysannerie est dispersée sur l'étendue d'un vaste pays, dont les villes forment les points nodaux. A elle seule, elle est incapable même de formuler ses intérêts, car dans chaque région elle se les représente d'une manière différente. Le lien économique entre les provinces est créé par le marché et les chemins de fer ; mais marché et chemins de fer sont aux mains de la ville. En tentant de s'arracher à l'étroitesse du village et de mettre ses

5. Le congrès de Stockholm du P.O.S.D.R. (dit « 4^e » pour les bolcheviks, et « d'unification » par les mencheviks) se déroula en avril-mai 1906.

intérêts en commun, la paysannerie tombe inévitablement dans la dépendance politique de la ville. Enfin, la paysannerie ne forme pas une classe homogène par ses rapports sociaux : la couche des *koulaks* s'efforce naturellement de l'attirer dans une alliance avec la bourgeoisie des villes ; les couches inférieures du village tendent, au contraire, vers les ouvriers des villes. Dans ces conditions, la paysannerie, en tant que paysannerie, est absolument incapable de prendre le pouvoir.

Certes, dans la Chine ancienne, les révolutions portaient au pouvoir la paysannerie, plus exactement les chefs militaires de l'insurrection paysanne. Cela aboutissait chaque fois à un reportage des terres et à l'instauration d'une nouvelle dynastie « paysanne », après quoi l'histoire recommençait à nouveau : nouvelle concentration des terres, nouvelle aristocratie, nouvel épanouissement de l'usure, nouvelle insurrection. Tant que la révolution garde son caractère purement paysan, la société ne sort pas de ces rotations sans issue. Telle est la base de l'histoire ancienne asiatique, y compris l'histoire ancienne russe. En Europe, à partir de la fin du Moyen Age, chaque insurrection paysanne victorieuse portait au pouvoir, non pas un gouvernement paysan, mais un parti bourgeois de gauche. Pour parler plus exactement, l'insurrection paysanne se trouvait victorieuse précisément dans la mesure où elle réussissait à affermir la position de la partie révolutionnaire de la population de la ville. Dans la Russie bourgeoise du xx^e siècle, il ne pouvait plus être question de la prise du pouvoir par la paysannerie révolutionnaire.

L'attitude envers la bourgeoisie libérale était, comme on l'a dit, la pierre de touche dans les délimitations entre révolutionnaires et opportunistes parmi les social-démocrates. Jusqu'où la révolution russe peut-elle aller, quel caractère prendra le futur gouvernement révolutionnaire provisoire, quelles seront ses tâches et dans quel ordre se poseront-elles ? Ces questions, avec toute leur importance, ne pouvaient être correctement posées qu'en les rattachant à celle du caractère fondamental de la politique du prolétariat, et ce caractère était avant tout déterminé par l'attitude envers la bourgeoisie libérale. Plékhanov ferma manifestement et obstinément les yeux sur la conclusion fondamentale de l'histoire politique du xix^e siècle : là où le prolétariat apparaît comme une force indépendante, la bourgeoisie passe dans le camp de la contre-révolution. Plus la lutte des masses est hardie, plus la dégénérescence réactionnaire du libéralisme est rapide. Personne n'a encore inventé de moyens pour paralyser l'action de la loi de la lutte de classes.

« Il nous faut faire cas du soutien des partis non prolétariens, répétait Plékhanov dans les années de la première révolution, et ne pas les repousser par des incartades manquant de tact. » Par de monotones leçons de morale de ce genre, le philosophe du marxisme montrait que le dynamisme vivant de la société lui était resté inaccessible. Le « manque de tact » peut repousser un intellectuel isolé trop sensible. Les classes et les partis sont attirés ou repoussés par des intérêts sociaux. « On peut dire avec certitude, répliquait Lénine à Plékhanov, que les propriétaires fonciers qui sont libéraux vous pardonneront des millions d'actes qui manquent de tact, mais ne vous pardonneront pas des appels à la saisie des terres. » Et pas seulement les propriétaires fonciers : les sommets de la bourgeoisie, liés aux propriétaires fonciers par les intérêts qui unissent tous les possédants et, plus étroitement, par le système des banques ; les sommets de la petite bourgeoisie et de l'*intelligentsia*, matériellement et moralement dépendant des possédants grands et moyens — tous ils craignaient le mouvement indépendant des masses. Cependant, pour abattre le tsarisme, il fallait dresser des dizaines et des dizaines de millions d'opprimés en une offensive révolutionnaire héroïque, prête aux sacrifices, téméraire, ne s'arrêtant devant rien. Dresser les masses en une insurrection, cela ne pouvait se faire que sous le drapeau de leurs propres intérêts, par conséquent dans un esprit d'hostilité implacable envers les classes exploitantes, à commencer par les propriétaires fonciers. « Repousser » la bourgeoisie oppositionnelle, l'éloigner des ouvriers et des paysans révolutionnaires, c'était donc la loi immanente de la révolution elle-même et cela ne pouvait être évité par de la diplomatie et du « tact ».

Chaque nouveau mois confirmait l'appréciation léniniste du libéralisme. En dépit des meilleurs espoirs des mencheviks, non seulement les cadets ne se disposaient pas à se mettre à la tête de la révolution « bourgeoise », mais au contraire ils trouvaient de plus en plus leur mission historique dans une lutte contre elle. Après l'écrasement de l'insurrection de décembre⁶, les libéraux, qui occupaient, grâce à l'éphémère Douma⁷, l'avant-scène politique, essayaient de toutes leurs forces de se justifier devant la monarchie de leur conduite contre-révolutionnaire insuffisamment active en automne 1905, quand les fondements les plus

6. Il s'agit de l'insurrection ouvrière de décembre 1905 à Moscou.

7. La Douma était le « parlement ».

sacrés de la « culture » étaient en danger. Le chef des libéraux, Milioukov, qui menait des pourparlers dans les coulisses avec le Palais d'hiver, montra d'une façon tout à fait juste, dans la presse, qu'à la fin de 1905 les cadets ne pouvaient même pas paraître devant les masses. « Ceux qui reprochent maintenant au parti (cadet), écrivait-il, de n'avoir pas protesté alors en organisant des meetings contre les illusions révolutionnaires du trotskysme... ne comprennent ou ne se rappellent tout simplement pas l'état d'esprit du public démocratique qui venait aux meetings. » Par « illusions du trotskysme », le chef libéral entendait la politique indépendante du prolétariat, qui attirait aux soviets la sympathie des classes inférieures des villes, des soldats, des paysans et de tous les opprimés, et par là même repoussait la société « cultivée ». L'évolution des mencheviks se développait suivant une ligne parallèle. Il leur fallait de plus en plus souvent se justifier devant les libéraux de s'être trouvés, après octobre 1905, dans un bloc avec Trotsky. Les explications de Martov, talentueux publiciste des mencheviks, se réduisaient à dire qu'il avait fallu faire des concessions aux « illusions révolutionnaires » des masses.

A Tiflis, les groupements politiques s'étaient formés sur la même base de principe qu'à Pétersbourg. « Ecraser la réaction, écrivait le chef des mencheviks du Caucase, Jordania⁸, obtenir et mettre en pratique une constitution, cela dépendra de l'union consciente des forces du prolétariat et de la bourgeoisie et de leur direction vers un but unique... Certes, la paysannerie sera incluse dans le mouvement et elle lui donnera le caractère d'une force élémentaire de la nature, mais c'est malgré tout ces deux classes qui joueront le rôle décisif et le mouvement paysan apportera de l'eau à leur moulin. » Lénine se moquait des craintes de Jordania pour qui une politique intransigeante envers la bourgeoisie pouvait vouer les ouvriers à l'impuissance. Jordania « examine la question d'un possible isolement du prolétariat dans la révolution démocratique et oublie... la paysannerie ! Parmi les alliés possibles du prolétariat, il voit et trouve à son goût les propriétaires fonciers et ne voit pas les paysans. Et cela au Caucase ! » Juste quant au fond, la réplique de Lénine simplifiait la question sur un point. Jordania n' « oubliait » pas la paysannerie et, comme il ressort de la remarque de Lénine lui-même, nul ne pouvait

8. Noé N. Jordania (1870-1953), un Géorgien, était l'un des animateurs des mencheviks ; il présida le gouvernement de Géorgie indépendante de 1918 à 1921.

l'oublier au Caucase, où elle se dressait alors impétueusement sous le drapeau du menchevisme. Jordania, pourtant, voyait dans la paysannerie non pas tant un allié politique qu'un bélier politique que la bourgeoisie, alliée au prolétariat, pouvait et devait utiliser. Il ne croyait pas que la paysannerie fût capable de devenir une force dirigeante ou même indépendante dans la révolution, et en cela il ne se trompait pas ; mais il ne croyait pas non plus que le prolétariat fût capable, en tant que chef, d'assurer la victoire de l'insurrection paysanne et c'est là qu'était son erreur fatale. L'idée mencheviste de l'alliance du prolétariat avec la bourgeoisie signifiait en fait la subordination aux libéraux des ouvriers aussi bien que des paysans. Le caractère utopique et réactionnaire de ce programme venait de ce que la différenciation des classes, déjà fort avancée, paralyserait d'avance la bourgeoisie comme facteur révolutionnaire. Dans cette question fondamentale, la vérité était entièrement du côté du bolchevisme : la poursuite d'une alliance avec la bourgeoisie libérale devait inévitablement opposer la social-démocratie au mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans. En 1905, les mencheviks n'eurent pas encore le courage de tirer toutes les conclusions inéluctables de leur théorie de la révolution « bourgeoise ». En 1917, ils poussèrent leurs idées jusqu'au bout et se rompirent le cou.

Dans la question de l'attitude envers les libéraux, Staline se trouvait, dans les années de la première révolution, du côté de Lénine. Il faut dire qu'à cette période, même la majorité des mencheviks du rang, quand il était question de la bourgeoisie oppositionnelle, se trouvait plus près de Lénine que de Plékhanov. Une attitude méprisante envers les libéraux constituait la tradition littéraire du radicalisme intellectuel. Ce serait, pourtant, peine perdue que de chercher chez Koba une contribution indépendante à cette question, une analyse des rapports sociaux au Caucase, des arguments nouveaux ou même l'expression nouvelle de vieux arguments. Le chef des mencheviks du Caucase, Jordania, avait une attitude incomparablement plus indépendante envers Plékhanov que Staline envers Lénine. « C'est en vain que messieurs les libéraux s'efforcent, écrivait Koba après le 9 janvier, de sauver le trône croulant du tsar. C'est en vain qu'ils tendent au tsar une main secourable !... Les masses populaires qui s'agitent se préparent à la révolution et non à un arrangement avec le tsar... Oui, messieurs, vains sont vos efforts ! La révolution russe est inévitable, aussi inévitable que le lever du soleil ! Pouvez-vous empêcher le soleil de se lever ?

Voilà la question ! » Etc. Koba ne s'élève pas au-dessus de cela. Deux ans et demi plus tard, il écrivait, répétant Lénine presque mot pour mot : « La bourgeoisie libérale russe est contre-révolutionnaire, elle ne peut être le moteur, encore moins le chef de la révolution ; elle est l'ennemie jurée de la révolution et contre elle il faut mener une lutte opiniâtre. » Pourtant, précisément dans cette question fondamentale, Staline fit une métamorphose complète dans les dix ans qui suivirent, de sorte qu'il put accueillir la révolution de Février 1917 en partisan d'un bloc avec la bourgeoisie libérale et, par conséquent, en héraut de l'union avec les mencheviks dans un seul parti. C'est seulement Lénine, revenu de l'étranger, qui mit brusquement fin à la politique indépendante de Staline, qu'il qualifia de dérision du marxisme.

Les populistes ne voyaient dans les ouvriers et les paysans que des « travailleurs » et des « exploités », également intéressés au socialisme. Les marxistes considéraient le paysan comme un petit-bourgeois, qui ne pouvait devenir socialiste que dans la mesure où, soit matériellement, soit spirituellement, il cessait d'être un paysan. Avec la sentimentalité qui leur était propre, les populistes regardaient cette caractéristique sociologique comme un affront à la paysannerie. C'est sur cette ligne que se mena pendant deux générations la lutte principale entre les tendances révolutionnaires de Russie. Pour comprendre les disputes ultérieures entre stalinisme et trotskysme, il faut souligner encore une fois que, suivant toute la tradition marxiste, Lénine ne considéra pas un seul instant la paysannerie comme une alliée socialiste du prolétariat ; au contraire, il conclut à l'impossibilité de la révolution socialiste en Russie précisément par suite de l'énorme prédominance de la paysannerie. Cette idée se retrouve à travers tous ses articles qui, directement ou indirectement, touchent à la question agraire.

« Nous soutenons le mouvement paysan, écrivait Lénine en septembre 1905, en tant qu'il est révolutionnaire-démocratique. Nous nous préparons (maintenant même, immédiatement nous nous préparons) à lutter contre lui, en tant qu'il se montre réactionnaire, anti-prolétarien. Toute l'essence du marxisme est dans cette double tâche... » Lénine voyait un allié socialiste dans le prolétariat occidental, et en partie dans les éléments semi-prolétariens du village russe, mais nullement dans la paysannerie en tant que telle, « Au début, nous soutenons jusqu'au bout, par tous les moyens, y compris les confiscations, répétait-il avec l'insistance qui lui était propre, le paysan en général contre le propriétaire foncier et ensuite (et même pas du tout ensuite, mais

en même temps) nous soutenons le prolétariat contre le paysan en général. »

« La paysannerie vaincra dans la révolution bourgeoise-démocratique, écrit-il en mars 1906, et par là épuiera définitivement sa force révolutionnaire en tant que paysannerie. Le prolétariat vaincra dans la révolution bourgeoise-démocratique et par là ne fera que commencer à déployer véritablement sa force révolutionnaire authentique, socialiste. » — « Le mouvement de la paysannerie, répète-t-il en mai de la même année, est le mouvement d'une autre classe; sa lutte n'est pas pour renverser les bases du capitalisme, mais pour les purger de tous les vestiges du servage. » On peut suivre cette manière de voir chez Lénine, d'article en article, d'année en année, de volume en volume. Les expressions et les exemples changent, l'idée fondamentale reste la même. Il ne pouvait en être autrement. Si Lénine avait vu dans la paysannerie une alliée *socialiste*, il n'aurait pas eu la moindre raison d'insister sur le caractère *bourgeois* de la révolution et de limiter la « dictature du prolétariat et de la paysannerie » à des tâches purement démocratiques. Quand Lénine m'accusait de « sous-estimer » la paysannerie, il n'avait nullement en vue mon refus de reconnaître les tendances socialistes de la paysannerie, mais, au contraire, le fait que je reconnaissais insuffisamment, selon lui, l'indépendance bourgeoise-démocratique de la paysannerie, sa capacité de créer son propre pouvoir et de faire ainsi obstacle à l'établissement de la dictature socialiste du prolétariat.

La révision des valeurs dans cette question ne commença que dans les années de réaction thermidorienne, dont le début coïncida approximativement avec la maladie et la mort de Lénine. Dès lors, l'alliance des ouvriers et des paysans russes fut déclarée être une garantie suffisante en elle-même contre les dangers de restauration et un gage sûr de la réalisation du socialisme dans les limites de l'Union soviétique. Après avoir remplacé la théorie de la révolution internationale par la théorie du socialisme dans un seul pays, Staline se mit à nommer « trotskysme » l'appréciation marxiste de la paysannerie, d'ailleurs, non seulement pour le présent, mais aussi pour tout le passé.

On peut, bien entendu, poser la question de savoir si la conception marxiste classique de la paysannerie s'est avérée erronée. Ce sujet nous entraînerait loin des limites de la présente étude. Il suffit de dire ici que le marxisme n'a jamais donné à son appréciation de la paysannerie comme une classe non socialiste

un caractère absolu et immuable. Marx lui-même dit que le paysan n'a pas seulement des préjugés, mais qu'il a aussi du jugement. Dans des conditions changeantes, la nature de la paysannerie elle-même change. Le régime de la dictature du prolétariat ouvrit de très larges possibilités d'agir sur la paysannerie et de la rééduquer. L'histoire n'a pas encore mesuré complètement les limites de ces possibilités. Néanmoins, il est clair dès maintenant que le rôle croissant de la contrainte étatique en U.R.S.S. n'a pas infirmé, mais, au fond, a confirmé la conception de la paysannerie qui distinguait les marxistes russes des populistes. Pourtant, quelle que soit la façon dont se pose la question maintenant, après vingt ans du nouveau régime, il reste indubitable que, jusqu'à la Révolution d'Octobre, plus exactement jusqu'en 1924, personne dans le camp marxiste, et Lénine moins que quiconque, ne voyait dans la paysannerie un facteur socialiste de progrès. Sans l'aide de la révolution prolétarienne en Occident, répétait-il, la restauration est inévitable en Russie. Il ne se trompait pas : la bureaucratie staliniste n'est rien d'autre que la première étape de la restauration bourgeoise.

Les positions initiales des deux fractions principales de la social-démocratie russe ont été exposées plus haut. Mais à côté d'elles, dès l'aube de la première révolution, une troisième position fut formulée qui ne rencontra presque aucune considération en ces années-là, mais que nous devons exposer ici aussi complètement qu'il se doit, non seulement parce qu'elle trouva sa confirmation dans les événements de 1917, mais surtout parce que, sept ans après la révolution, mise sens dessus dessous, elle se mit à jouer un rôle absolument imprévu dans l'évolution politique de Staline et de toute la bureaucratie soviétique.

Au début de 1905, je publiai à Genève une brochure qui analysait la situation politique telle qu'elle s'était formée en hiver 1904⁹. J'arrivais à la conclusion que la campagne indépendante des pétitions et des banquets libéraux avait épuisé ses possibilités, que l'*intelligentsia* radicale, après avoir mis ses espoirs dans les libéraux, se trouvait avec eux dans une impasse ; que le mouvement paysan créerait des conditions favorables à la victoire, mais ne serait pas capable de l'assurer ; que la décision ne pouvait être obtenue que par l'insurrection armée du proléta-

9. La brochure en question a été terminée le 20 décembre 1904. Comme elle a été publiée après le 9 janvier 1905, date du « dimanche sanglant » de Saint-Pétersbourg qui marque le début de la révolution de 1905, elle sera finalement titrée *Avant le 9 janvier*.

riat ; que la première étape dans cette voie devait être la grève générale. La brochure était intitulée *Avant le 9 janvier*, car elle avait été écrite avant le Dimanche sanglant de Pétersbourg. La forte vague de grèves qui commença ce jour-là, avec les premiers conflits armés qui la complétèrent, apporta une confirmation non équivoque au pronostic stratégique de la brochure.

La préface à mon ouvrage avait été écrite par Parvus¹⁰, un émigré russe qui était déjà devenu à ce moment-là un écrivain allemand en vue. Parvus était une personnalité créatrice exceptionnelle, capable aussi bien d'être gagné par les idées d'autrui que d'enrichir autrui des siennes propres. Il lui manquait un équilibre interne et de l'application pour apporter au mouvement ouvrier une contribution digne de ses talents comme penseur et écrivain. Il eut indubitablement une influence sur mon développement personnel, surtout en ce qui est de la compréhension social-révolutionnaire de notre époque. Quelques années avant notre première rencontre, Parvus défendit passionnément l'idée d'une grève générale en Allemagne ; mais le pays traversait une longue période de prospérité industrielle, la social-démocratie s'adaptait au régime des Hohenzollern¹¹, la propagande révolutionnaire d'un étranger ne rencontrait qu'une indifférence ironique. Ayant pris connaissance, au lendemain des événements sanglants de Pétersbourg, de ma brochure encore manuscrite, Parvus fut séduit par l'idée du rôle exceptionnel que le prolétariat de la Russie arriérée était appelé à jouer. Les quelques jours que nous passâmes à Munich furent remplis d'entretiens qui, pour nous deux, éclaircirent bien des choses et nous rapprochèrent personnellement. La préface que Parvus écrivit alors même à ma brochure est entrée pour toujours dans l'histoire de la révolution russe. En quelques pages, il fit la lumière sur les particularités sociales de la Russie arriérée, qui, certes, étaient connues auparavant, mais dont nul avant lui n'avait tiré toutes les conclusions nécessaires.

« Le radicalisme politique en Europe occidentale, écrivait Parvus, s'appuyait avant tout, comme on sait, sur la petite

10. Alexander Helphand, dit *Parvus* (1867-1924) était né à Kiev et fut lié dans sa jeunesse au mouvement populiste, puis il vint étudier à Zurich où il devint marxiste. Il fonda en Allemagne ensuite une maison d'éditions de livres russes (éditant notamment Gorky). Il participa à la révolution de 1905 et fut emprisonné neuf mois, puis exilé. Il s'enrichit pendant la guerre dans les fournitures d'armes et fut désormais considéré comme un renégat.

11. Les Hohenzollern étaient la dynastie prussienne montée sur le trône d'Allemagne : elle tomba avec Guillaume II en 1918.

bourgeoisie. C'étaient les artisans, et en général toute cette partie de la bourgeoisie qui était happée par le développement industriel, mais en même temps repoussée par la classe des capitalistes... En Russie, dans la période précapitaliste, la ville se développa plutôt à la manière chinoise qu'européenne. Les villes étaient des centres administratifs, de caractère purement bureaucratique, sans la moindre importance politique et, sur le plan économique, des bazars pour le milieu artisanal et paysan qui les entourait. Leur développement était encore fort insignifiant quand il fut arrêté par le procès capitaliste qui se mit à créer des grandes villes à sa manière, c'est-à-dire des villes d'usines et des centres du marché mondial... Ce qui empêcha le développement de la démocratie petite-bourgeoise favorisa l'apparition de la conscience de classe du prolétariat en Russie. Le prolétariat se trouva tout à coup concentré dans les usines...

« Les paysans seront entraînés dans le mouvement par masses de plus en plus grandes. Mais ils ne sont en état que d'augmenter l'anarchie politique du pays et d'affaiblir ainsi le gouvernement ; ils ne peuvent former une armée révolutionnaire serrée. C'est pourquoi, avec le développement de la révolution, une part de plus en plus grande de l'activité politique écherra au prolétariat. En même temps, sa conscience politique s'élargira, son énergie politique s'accroîtra...

« Devant la social-démocratie se posera le dilemme suivant : ou prendre sur soi la responsabilité du gouvernement provisoire, ou se mettre à l'écart du mouvement ouvrier. Les ouvriers considéreront ce gouvernement comme le leur, quelle que soit l'attitude de la social-démocratie... Seuls les ouvriers peuvent accomplir un soulèvement révolutionnaire en Russie. Le gouvernement révolutionnaire provisoire en Russie sera un gouvernement de *démocratie ouvrière*. Si la social-démocratie est à la tête du mouvement révolutionnaire du prolétariat russe, ce gouvernement sera social-démocrate...

« Le gouvernement provisoire social-démocrate ne peut accomplir en Russie une révolution socialiste, mais le procès même de la liquidation de l'autocratie et de l'établissement de la république démocratique créera un terrain favorable à l'activité politique. »

Dans le feu des événements révolutionnaires, en automne 1905, je rencontrai de nouveau Parvus, cette fois à Pétersbourg. Maintenant une indépendance d'organisation à l'égard des deux fractions, nous publiâmes ensemble un journal pour les masses ouvrières, *Rousskoïé Slovo* [La Parole russe], et, en coalition

avec les menchéviks, un grand journal politique, *Natchalo* [Le Commencement]. La théorie de la révolution permanente était ordinairement liée aux noms de « Parvus et Trotsky ». Ce n'était exact qu'en partie. La période de la plus grande activité révolutionnaire de Parvus se place à la fin du siècle dernier, quand il était à la tête de la lutte contre ce qu'on appela le « révisionnisme », c'est-à-dire la défiguration opportuniste de la théorie de Marx. L'échec des tentatives de faire entrer la social-démocratie allemande dans la voie d'une politique plus hardie mina son optimisme. Parvus devint de plus en plus réservé sur les perspectives de la révolution socialiste en Occident. Il pensait en même temps que « le gouvernement révolutionnaire provisoire ne pourrait accomplir en Russie une révolution socialiste ». Son pronostic n'était donc pas la transformation de la révolution démocratique en révolution socialiste, mais seulement l'établissement en Russie d'un régime de démocratie ouvrière, à l'exemple de l'Australie où, sur la base de la petite propriété paysanne, surgirait pour la première fois un gouvernement ouvrier qui ne sortirait pas des limites du régime bourgeois.

Je ne partageais pas cette conclusion. La démocratie australienne, croissant organiquement sur le sol vierge d'un continent presque neuf, prit immédiatement un caractère conservateur et se soumit un prolétariat jeune, mais assez privilégié. La démocratie russe, au contraire, ne pouvait surgir qu'à la suite d'un grandiose soulèvement révolutionnaire, dont le dynamisme ne permettrait en aucun cas à un gouvernement ouvrier de rester dans les cadres de la démocratie bourgeoise. Nés peu après la révolution de 1905, nos désaccords aboutirent à une rupture complète au début de la guerre, quand Parvus, en qui le sceptique avait définitivement tué le révolutionnaire, se trouva du côté de l'impérialisme allemand et devint plus tard le conseiller et l'inspirateur du premier président de la République allemande, Ebert.

Après avoir écrit ma brochure *Avant le 9 janvier*, je me remis plus d'une fois à développer la théorie de la révolution permanente et à en assurer les bases. Vu l'importance qu'elle prit par la suite dans l'évolution des idées du héros de cette biographie, il est nécessaire de la présenter ici, sous forme de citations précises de mes écrits des années 1905 et 1906.

« Le noyau de la population d'une ville contemporaine, au moins d'une ville qui a une importance économique-politique, c'est une classe qui se distingue nettement, celle du travail salarié. C'est précisément cette classe, au fond encore inconnue

dans la grande révolution française, qui est destinée à jouer dans la nôtre un rôle décisif... Dans un pays économiquement plus arriéré, le prolétariat peut se trouver au pouvoir plus tôt que dans un pays capitaliste avancé. L'idée que la dictature du prolétariat dépend en quelque sorte automatiquement des forces et des moyens techniques du pays représente le préjugé d'un matérialisme « économique » simplifié à l'extrême. Une telle conception n'a rien de commun avec le marxisme... Bien que les forces productives des Etats-Unis soient dix fois plus grandes que chez nous, le rôle politique du prolétariat russe, son action sur la politique de son pays, la possibilité qu'il influence bientôt la politique mondiale sont incomparablement plus grands que le rôle et l'importance du prolétariat américain... »

« Selon notre conception, la révolution russe crée précisément les conditions dans lesquelles le pouvoir peut (en cas de victoire, *doit*) passer dans les mains du prolétariat, avant que les politiciens du libéralisme bourgeois aient eu la possibilité de déployer complètement leur génie étatique... La bourgeoisie russe cédera toutes les positions révolutionnaires au prolétariat. Il lui faudra aussi céder l'hégémonie révolutionnaire sur la paysannerie. Le prolétariat au pouvoir se présentera devant la paysannerie comme la classe émancipatrice... Le prolétariat, s'appuyant sur la paysannerie, mettra en mouvement toutes les forces pour élever le niveau culturel du village et développer la conscience politique de la paysannerie... »

« Mais, peut-être, la paysannerie elle-même évincera-t-elle le prolétariat et prendra-t-elle sa place ? C'est impossible. Toute l'expérience historique proteste contre cette supposition. Elle montre que la paysannerie est absolument incapable de jouer un rôle politique *indépendant*... Ce que nous avons dit montre clairement comment nous considérons l'idée de la « dictature du prolétariat et de la paysannerie ». Le fond de la question n'est pas de savoir si nous la jugeons permise par les principes, si nous « voulons » ou non une telle forme de coopération politique. Mais nous la croyons irréalisable, au moins dans le sens direct et immédiat... »

Ce qu'on vient de lire montre combien il est inexact d'affirmer que la conception exposée ici « sautait par-dessus la révolution bourgeoise », comme on ne cessa de le répéter plus tard. « La lutte pour la rénovation démocratique de la Russie..., écrivais-je alors, est entièrement sortie du capitalisme, elle est menée par des forces qui se sont formées sur la base du capitalisme et est *immédiatement, en premier lieu*, dirigée contre

les obstacles hérités de la féodalité et du servage qui se trouvent sur la voie du développement de la société capitaliste ». La question se posait, pourtant, de savoir quelles forces et quelles méthodes pourraient renverser ces obstacles. « On peut limiter le cadre de tous les problèmes de la révolution avec l'affirmation que notre révolution est bourgeoise par ses buts objectifs et, donc, par ses résultats inévitables ; on peut ainsi fermer les yeux sur le fait que le principal artisan de cette révolution bourgeoise, c'est le prolétariat, que toute la marche de la révolution pousse au pouvoir... On peut se tranquilliser à l'idée que les conditions sociales de la Russie ne sont pas encore mûres pour l'économie socialiste et on peut ainsi ne pas avoir l'idée que, une fois au pouvoir, le prolétariat sera inévitablement conduit, par toute la logique de la situation, à faire marcher l'économie pour le compte de l'Etat... Entrés dans le gouvernement, non pas comme des otages impuissants, mais comme une force dirigeante, les représentants du prolétariat effacent par là même la limite entre programme minimum et maximum, c'est-à-dire *mettent le collectivisme à l'ordre du jour*. A quel point le prolétariat sera-t-il arrêté dans cette direction ? Cela dépend du rapport des forces, mais nullement des intentions primitives du parti du prolétariat... »

« Mais, dès maintenant, on peut se poser la question : la dictature du prolétariat doit-elle inévitablement se briser contre les cadres de la révolution bourgeoise ou bien, sur la base de la situation historique *mondiale* actuelle, peut-elle ouvrir devant elle une perspective de victoire, après avoir brisé ces cadres limités ?... Il est une chose que l'on peut dire avec certitude : sans le soutien étatique direct du prolétariat européen, la classe ouvrière de Russie ne peut se maintenir au pouvoir et faire de sa domination temporaire une longue dictature socialiste... » De là, pourtant, ne découle nullement un pronostic pessimiste : « L'émancipation politique dirigée par la classe ouvrière de Russie, élèvera celui qui la guidera à une hauteur sans précédent dans l'histoire, lui mettra en mains des forces et des moyens colossaux et fera de lui l'initiateur de la liquidation mondiale du capitalisme, pour laquelle l'histoire a créé toutes les prémisses objectives... »

Quant à savoir dans quelle mesure la social-démocratie internationale se trouverait capable de remplir sa tâche révolutionnaire, j'écrivais en 1906 : « Les partis socialistes européens, et en premier lieu le plus puissant d'entre eux, le parti allemand, ont développé leur conservatisme, qui est d'autant plus fort que

plus grandes sont les masses embrassées par le socialisme et que plus grands sont l'esprit d'organisation et la discipline de ces masses. A cause de cela, la social-démocratie, en tant qu'organisation incarnant l'expérience politique du prolétariat, peut devenir à un certain moment l'obstacle immédiat sur la voie d'un conflit déclaré entre les ouvriers et la réaction bourgeoise... » Pourtant, je concluais mon analyse en exprimant la conviction que « la révolution à l'Est communiquerait au prolétariat occidental l'idéalisme révolutionnaire et ferait naître en lui le désir de parler avec l'ennemi *en russe*... »

Résumons-nous. Le populisme, à la suite du slavophilisme, prenait son point de départ dans ses illusions sur des voies absolument originales de l'évolution de la Russie, évitant le capitalisme et la république bourgeoise. Le marxisme de Plékhanov concentrait ses efforts à prouver que les voies historiques de la Russie et de l'Occident étaient, en principe, identiques. Le programme qui en était né ignorait les particularités réelles, nullement mystiques, de la structure sociale et du développement révolutionnaire de la Russie. La conception mencheviste de la révolution, épurée des additions épisodiques et des déviations individuelles, se réduisait à ceci : la victoire de la révolution bourgeoise russe n'est concevable que sous la direction de la bourgeoisie libérale et doit remettre le pouvoir à cette dernière. Le régime démocratique permettra ensuite au prolétariat russe de rattraper, avec incomparablement plus de succès qu'auparavant, ses frères aînés de l'Occident dans la voie de la lutte pour le socialisme.

La perspective de Lénine peut s'exprimer brièvement dans les termes suivants : la bourgeoisie russe en retard est incapable de mener sa propre révolution jusqu'au bout ! La victoire complète de la révolution, au moyen de la « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie », purgera le pays du médiévisme, donnera des rythmes américains au développement du capitalisme russe, renforcera le prolétariat à la ville et au village et ouvrira de larges possibilités de lutte pour le socialisme. D'autre part, la victoire de la révolution russe donnera une forte impulsion à la révolution socialiste en Occident et cette dernière, non seulement préservera la Russie des dangers de restauration, mais encore permettra au prolétariat russe d'aborder la conquête du pouvoir dans un délai historique relativement bref.

La perspective de la révolution permanente peut se résumer ainsi : la victoire complète de la révolution démocratique en Russie n'est concevable que sous la forme de la dictature du

prolétariat s'appuyant sur la paysannerie. La dictature du prolétariat, qui mettra infailliblement à l'ordre du jour, non seulement les tâches démocratiques, mais aussi les tâches socialistes, donnera en même temps une forte impulsion à la révolution socialiste internationale. Seule la victoire du prolétariat en Occident préservera la Russie de la restauration bourgeoise et lui assurera la possibilité de mener l'édification socialiste jusqu'au bout.

Ce langage condensé fait apparaître aussi distinctement la similitude des deux dernières conceptions, dans leur opposition implacable à la perspective libérale et mencheviste, que leur différence essentielle, dans la question du caractère social et des tâches de la « dictature » qui devait surgir de la révolution. L'objection, qui n'est pas rare dans les écrits des théoriciens actuels de Moscou, que le programme de la dictature du prolétariat était « prématuré » en 1905, est dépourvu de tout contenu. Dans un sens empirique, le programme de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie était tout aussi « prématuré ». Le rapport défavorable des forces à l'époque de la première révolution rendit impossible, non pas la dictature du prolétariat en tant que telle, mais la victoire de la révolution en général. Cependant, toutes les tendances révolutionnaires parlaient de l'espoir en une victoire complète ; sans un tel espoir, une lutte révolutionnaire sans réserve était impossible. Les désaccords touchaient la perspective générale de la révolution et la stratégie qui en découlait. La perspective du menchevisme était radicalement fautive : elle n'indiquait nullement au prolétariat la bonne voie. La perspective du bolchevisme n'était pas complète : elle indiquait correctement la direction générale de la lutte, mais elle caractérisait incorrectement ses étapes. Si le défaut de la perspective du bolchevisme ne se manifesta pas en 1905, c'est uniquement parce que la révolution elle-même ne continua pas à se développer. Par contre, au début de 1917, Lénine dut, en conflit direct avec les vieux cadres du parti, changer sa perspective.

Un pronostic politique ne peut prétendre à une précision astronomique ; il suffit qu'il trace correctement la ligne générale du développement et permette de s'orienter dans la marche réelle des événements, laquelle s'écarte inévitablement de la ligne fondamentale à droite et à gauche. En ce sens, il est impossible de ne pas voir que la conception de la révolution permanente a subi avec un succès complet l'épreuve de l'histoire. Dans les premières années au régime soviétique, nul ne le niait ;

LÉON TROTSKY

au contraire, ce fait fut reconnu dans un certain nombre de publications officielles. Mais, quand, dans les sommets calmés et refroidis de la société soviétique, s'ouvrit la réaction bureaucratique contre Octobre, elle se tourna, dès le début même, contre la théorie qui reflétait le plus complètement la première révolution prolétarienne et en même temps révélait ouvertement son caractère inachevé, limité, partiel. Ainsi, par répulsion, surgit la théorie du socialisme dans un seul pays, dogme fondamental du stalinisme.

LES FÉODALISTES DÉMOCRATES ET L'INDÉPENDANCE DE L'UKRAINE ¹

(5 août 1939)

Dans le journal de Kerensky, *Novaja Rossija*, du 12 juillet 1939, mon article sur l'indépendance de l'Ukraine est soumis à une critique spécifique. Du point de vue des critères socialistes, scientifique, littéraire, etc... *Novaja Rossija* n'a évidemment aucun intérêt. Mais elle a le mérite de permettre de voir dans la tête des démocrates russes bourgeois et petits bourgeois. Grattez suffisamment l'un d'eux et vous trouverez un féodal.

Ce journal ne décolère pas à propos du fait que j'ai pris position sans réserves pour le soutien du peuple ukrainien dans sa lutte pour l'indépendance nationale en tant qu'Etat. « La séparation de l'Ukraine soviétique de l'U.R.S.S. n'embarrasse pas du tout L. Trotsky. » Tout à fait exact ! En ce qui concerne MM. les démocrates, ils sont non seulement embarrassés, mais profondément irrités par la perspective d'une séparation de l'Ukraine. La revendication démocratique d'une nationalité opprimée pour conquérir sa complète indépendance ne pouvait que provoquer la colère des féodaux. « La question de savoir comment cette révolution — la révolution nationale ukrainienne — sera utilisée par Hitler pour la réalisation de ses plans n'est pas abordée par Trotsky. » Ces messieurs de la *Novaja Rossija* considèrent que « la séparation de l'Ukraine conduira à l'affaiblissement militaire de l'U.R.S.S. », et ils en viennent à être tout près de conclure que la politique de Trotsky sert Hitler. C'est la même opinion qu'a le Kremlin. Les grands esprits se rencontrent, comme dit un proverbe français.

Admettons que la séparation de l'Ukraine affaiblisse effectivement l'U.R.S.S. Que faire alors du principe de l'auto-détermi-

1. Article (T 4607), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

nation des nations? Tout état qui retient de force dans ses frontières quelque nationalité autre considère que leur séparation affaiblirait l'état dans les domaines économique et militaire. Hitler a annexé les Tchèques et à moitié annexé la Slovaquie² précisément parce que cela conduit au renforcement militaire de l'Allemagne. En quoi les critères des démocrates diffèrent-ils de celui de Hitler? En ce qui concerne la nation ukrainienne, les démocrates de *Novaja Rossija*, à la suite de Milioukov, ce démocrate pas peu célébré, sont peut-être prêts à répondre à cette question que les Ukrainiens sont « en gros et en général », selon toute vraisemblance, une nation, mais qu'après tout, il y a des limites. En d'autres termes, c'est une nation de second ordre dans la mesure où le destin de l'Ukraine doit être déterminé par les intérêts de la Russie, c'est-à-dire de la majorité Grand-Russe. Et c'est précisément là le point de vue des féodaux chauvins.

Au cours des tristes journées de la révolution de février, le Gouvernement provisoire refusa tout net d'accorder aux Ukrainiens, non seulement l'indépendance — les Ukrainiens ne la revendiquaient pas encore —, mais aussi la simple autonomie. MM. les démocrates marchandaient comme des maquignons les droits nationaux de l'Ukraine. Ils prenaient alors comme point de départ direct et immédiat les intérêts des anciens « maîtres » de la Grande Russie, des types propriétaires terriens, bourgeois et démocrates. Aujourd'hui, ils traduisent dans la langue des émigrés la même tradition glorieuse.

D'un point de vue historique bien plus élevé, c'est-à-dire celui de la révolution socialiste, il serait tout à fait possible de subordonner pour un certain temps les intérêts nationaux de l'Ukraine à ceux du prolétariat international s'ils entraînent en conflit les uns avec les autres. Mais il n'existe aucun indice d'un tel conflit. L'Ukraine est en train d'être étranglée par la même réaction bonapartiste qui étrangle l'ensemble de l'U.R.S.S. et sape sa capacité de défense. Le mouvement révolutionnaire ukrainien dirigé contre la bureaucratie bonapartiste est l'allié direct du prolétariat révolutionnaire international.

Les féodaux démocrates qui voient loin sont très préoccupés par le fait qu'Hitler puisse un jour dans l'avenir utiliser le mouvement national ukrainien. Ils ferment les yeux sur le fait

2. Le 15 mars 1939, les troupes allemandes avaient occupé ce qui restait de la Tchécoslovaquie, établissant le « protectorat de Bohême-Moravie ». Le 16, la Slovaquie avait proclamé son indépendance tout en se plaçant « sous la protection » de l'Allemagne.

que Hitler, dès aujourd'hui, utilise l'oppression et le démembrement de la nation ukrainienne.

Contrairement à MM. les démocrates de l'espèce menchevique et narodnique, nous ne partons pas du tout de la considération selon laquelle il n'existe aucun fauve pire que le chat. La force de Hitler en général, et particulièrement vis-à-vis de l'Ukraine, ne réside pas en lui-même, mais dans le fait que la démocratie est démonétisée et décomposée, dans le fait que les II^e et III^e Internationales se décomposent dans la large vague de désillusion, de déclin et d'apathie au sein des masses. Le mouvement révolutionnaire qui l'emporterait dans n'importe quel pays sonnerait le glas de Hitler. Le mouvement révolutionnaire national ukrainien est partie intégrante de la puissante vague révolutionnaire qui est en train de se préparer, à travers un processus moléculaire, sous la croûte de la réaction triomphante. C'est pourquoi nous disons : « Vive l'Ukraine soviétique indépendante ! »

**[L'ÉDITION FRANÇAISE
DU STALINE]¹**
(5 août 1939)

Cher Ami,

Après quelques hésitations, je vous ai envoyé ce jour un télégramme dans lequel je donne mon accord pour deux tomes² Voici ce qui m'a fait hésiter : je me proposais d'apporter d'importantes modifications au tome premier en vue de la publication à l'étranger, principalement en donnant une part plus grande, des développements plus importants, à l'analyse dans les notes. Mais je pense que pour l'édition russe, c'est-à-dire pour les lecteurs les mieux informés, ce n'est pas nécessaire ; le premier tome peut donc être tout de suite préparé pour l'édition tel qu'il a été écrit. Il y aura très peu de corrections dans les tomes II et III. Je n'ai cependant pas encore écrit le *grand avant-propos* — ou, plus exactement l'introduction sans laquelle le tome I ne peut pas sortir. Je fais le maximum pour le terminer au plus vite. Mais à mon avis il ne faut pas penser qu'on pourra publier le livre avant le 7 novembre. Et puis, ce n'est pas vraiment indispensable. Les éditions étrangères ne sortiront qu'au printemps de l'année prochaine ; il n'y a pas de raison de se hâter et de faire les choses à moitié. L'introduction est absolument nécessaire. Aucun délai ne m'est imposé par les contrats quant à la parution de l'édition russe.

Je suis très ennuyé d'apprendre que vous n'avez encore rien reçu de moi. Je vous ai écrit trois ou quatre fois (il est difficile de vérifier, car j'ai écrit à la main sans garder de copie). Je vous ai déjà envoyé un grand nombre d'articles pour le *Biulleten* : il y en a assez non seulement pour un numéro, mais même pour un

1. Lettre à L. Estrine (7740) traduite du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit de l'édition française de la biographie de Staline.

numéro double. Etant donné la situation alarmante que nous connaissons en ce moment, et alors que nous ignorons s'il y aura une édition en Amérique, il vaut peut-être mieux sortir de nouveau un numéro *double*. Les matériaux dont vous disposez sont plus que suffisants. Je vais tout de suite demander qu'on vous envoie, en même temps que cette lettre, la liste de tous les articles qui vous ont été adressés jusqu'ici. Je termine également une note contre *Novaia Rossiia* sur la question de l'Ukraine³. J'espère pouvoir la joindre aussi au courrier de demain.

Les derniers numéros de *Sotsialisticheski Vestnik* donnent l'impression qu'aussi bien Dan qu'Abramovitch⁴ souffrent d'un ramollissement cérébral ravageur. Comment peut-on supporter ce genre de littérature ? Aleksandrova⁵ pourra-t-elle vraiment se borner à déclarer qu'elle est « en désaccord » ? C'est mauvais, vraiment mauvais !

3. Cf. pp. 363-364.

4. Rafail A. Rein dit R. *Abramovitch* (1880-1963), un ancien dirigeant du Bund, et Fedor I. Gourvitch, dit Dan, un des chefs historiques du P.O.S.D.R., étaient tous deux parmi les plus éminents des anciens dirigeants mencheviques exilés. Ils appartenaient à des courants divers qui polémiquaient vivement entre eux. André Liebich, dans *Les Menchevics en Exil face à l'Union soviétique*, présente Dan comme le porte-parole d'une gauche favorable à une entente avec l'U.R.S.S. et Abramovitch comme celui du « centre ».

5. Vera *Aleksandrova* (1895-1972) était le pseudonyme de Vera A. Mordvinova, épouse de Solomon Schwartz-Monossoff. Spécialiste de la littérature soviétique, elle était très critique des positions mencheviques et souvent proche des trotskystes. Depuis des années, elle discutait avec Lola Estrine qui tenait Trotsky informé de son évolution politique.

UN NOUVEAU GRAND ÉCRIVAIN : JEAN MALAQUAIS¹

(7 août 1939)

Il est bon que sur terre il y ait non seulement la politique, mais aussi l'art. Il est bon que l'art soit inépuisable dans ses virtualités, comme la vie elle-même. Dans un certain sens, l'art est plus riche que la vie, car il peut agrandir ou réduire, peindre de couleurs vives, ou au contraire, se limiter au fusain, il peut présenter un seul et même objet de différents côtés et l'éclairer de manière variable. Napoléon² était unique. Ses représentations en art sont multiples.

La forteresse Pierre-et-Paul et les autres prisons tsaristes m'ont rendu le roman français tellement proche, que par la suite, durant plus de trois décennies, j'ai suivi, plus ou moins bien, les nouveautés remarquables de la littérature française. Même pendant les années de guerre civile, dans le wagon de mon train militaire, je lisais un roman français récent. Après mon exil à Constantinople, je rassemblai une petite bibliothèque d'ouvrages français contemporains, qui brûla avec tous mes livres en mars 1931. Cependant ces toutes dernières années, s'il n'a pas disparu complètement, mon intérêt pour le roman a faibli. Trop d'événements importants ont passé au-dessus de notre terre, en partie aussi au-dessus de ma tête. La fiction romanesque s'est mise à me paraître fade, presque triviale. J'ai lu avec intérêt les premiers tomes de l'épopée de Jules Romains³. Les derniers, consacrés principalement à la guerre, m'ont paru un pâle

1. Article (T 4610), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Il s'agit bien entendu de l'empereur *Napoléon I^{er}* (1769-1821).

3. Jules Louis Farigoule dit Jules *Romains* (1885-1972), auteur de la grande fresque *Les Hommes de Bonne Volonté*, avait fait grosse impression sur Trotsky par son œuvre romanesque et ce dernier, au moment des procès de Moscou, avait rêvé de lui voir jouer dans les procès de Moscou le rôle qu'avait joué Emile Zola dans l'affaire Dreyfus.

reportage. La guerre, visiblement, ne trouve pas en général de place dans l'art. Le plus souvent, la peinture des batailles est simplement niaise. Mais ce n'est pas le seul aspect du problème. De même qu'une cuisine trop épicée blase le palais, un amoncellement de catastrophes historiques émousse l'intérêt pour la littérature. Cependant, j'ai eu à nouveau l'occasion ces jours-ci de répéter : il est bon que l'art existe sur terre.

Un auteur que je ne connaissais pas, Jean Malaquais, m'a envoyé son livre, qui porte un titre énigmatique : *les Javanais*. Le roman est dédié à André Gide⁴, ce qui me mit un peu sur mes gardes. Gide est trop loin de nous, ainsi que l'époque à laquelle s'accordaient ses recherches lentes et confortables. Même ses œuvres récentes se lisent — bien qu'avec intérêt — plutôt comme des documents humains sur un passé définitivement révolu. Cependant, dès les premières pages il m'apparut que Malaquais ne subissait en rien l'influence de Gide. L'auteur est dans tous les domaines indépendant ; c'est ce qui fait sa force, force particulièrement précieuse à notre époque, où la dépendance littéraire sous tous ses aspects est devenue la règle. Le nom de Malaquais ne me rappelait rien, sinon une rue de Paris⁵ *Les Javanais* sont le premier roman de l'auteur ; d'autres titres l'accompagnent, mais il s'agit de livres encore « en préparation ». Cependant, à lire ce premier ouvrage une pensée s'impose aussitôt : il faut retenir le nom de Malaquais.

L'auteur est jeune et aime passionnément la vie. Mais il sait déjà établir entre lui-même et la vie la distance artistique nécessaire pour ne pas se noyer dans son propre subjectivisme. Aimer la vie de l'amour superficiel du dilettante — il est des dilettantes de la vie, comme il est des dilettantes de l'art — n'est pas un grand mérite. Aimer la vie les yeux ouverts, sans faire taire sa critique, sans illusion, sans l'enjoliver, l'aimer telle qu'elle est, pour ce qu'il y a en elle, et plus encore pour ce qu'elle peut devenir, c'est d'une certaine manière un exploit. Donner une expression artistique à cet amour de la vie, quand on peint la couche sociale la plus basse — c'est un grand mérite artistique.

Dans le sud de la France, deux cents hommes extraient du

4. André Gide (1869-1951) avait en réalité aidé et encouragé Jean Malaquais dont il avait compris les dons. Trotsky avait conçu beaucoup d'espoirs sur l'évolution politique de Gide — ex-compagnon de route du stalinisme — après son *Retour de l'U.R.S.S.*, mais avait été déçu par l'attitude volontairement en retrait de l'écrivain par rapport aux procès de Moscou.

5. Il y a à Paris un quai Malaquais.

LÉON TROTSKY

plomb et de l'argent d'une mine vétuste ; son propriétaire, un Anglais, ne veut rien dépenser pour en renouveler l'équipement. Dans la région, il y a un certain nombre d'étrangers chassés de leurs pays, sans visa, sans papiers, mal vus par la police. Ils ne sont nullement exigeants en ce qui concerne le gîte et les conditions de sécurité, et ils sont prêts à travailler pour n'importe quel salaire. La mine avec sa population de parias forme un petit monde fermé, comme l'île à laquelle s'est attaché le nom de Java, très certainement choisie parce que, par le mot « javanais », les Français désignent ce qui est incompréhensible et exotique.

Presque toutes les nationalités de l'Europe, et pas seulement de l'Europe, sont représentées à « Java ». Des Russes blancs, des Polonais, des Italiens, des Espagnols, des Grecs, des Tchèques, des Slovaques, des Allemands, des Autrichiens, des Arabes, un Arménien, un Japonais, un Noir, un Juif ukrainien, un Finlandais... Parmi tous ces métèques il n'y a qu'un Français, pitoyable malchanceux qui brandit le drapeau de la Troisième République. Dans la baraque appuyée au mur d'une usine qui a brûlé il y a longtemps, vivent trois dizaines de célibataires, qui jurent dans une langue pour presque tous différente. Chez les autres, les femmes, qui viennent de tous les coins de la terre, accroissent encore l'imbroglia linguistique.

Des dizaines de Javanais passent devant nous ; sur chacun demeure un reflet de sa patrie perdue, chacun possède une personnalité convaincante et tient debout sans l'aide de l'auteur, du moins sans son aide visible. L'Autrichien Karl Muller, qui a la nostalgie de Vienne et qui récite des conjugaisons anglaises ; Hans, fils du vice-amiral allemand Ulrich von Taupfen, ancien officier de marine qui a participé au soulèvement des marins à Kiel ; l'Arménien Alboudizian, qui, pour la première fois à « Java », a mangé à satiété et s'est même soulé ; l'agronome russe Belsky dont la femme n'a pas toute sa raison et dont la fille est folle ; le vieux mineur Ponzoni, qui a perdu ses fils dans la mine en Italie et qui bavarde tout aussi volontiers avec le mur, avec son voisin de travail qu'avec une pierre sur la route ; le « Docteur Magnus » qui a abandonné ses études universitaires en Ukraine à la veille de les terminer, pour ne pas vivre comme les autres ; le Noir américain Hilary Hodge, qui, tous les dimanches, nettoie ses bottines vernies, souvenir du passé, sans les mettre jamais ; l'ancien marchand russe Boutov, qui se fait passer pour un ancien général, afin d'attirer les clients dans son futur restaurant. D'ailleurs Boutov meurt avant le début du roman : reste sa veuve qui dit la bonne aventure.

Rescapés de familles brisées, chercheurs d'aventures, participants occasionnels à des révolutions ou à des contre-révolutions, débris de mouvements nationaux et de catastrophes nationales, exilés de toutes sortes, rêveurs et voleurs, lâches et demi-héros, déracinés, enfants prodiges de notre époque, telle est la population de « Java », « île flottante, attachée à la queue du diable ». « Pas un seul pouce carré sur toute la surface du globe, dit Hans von Taupfen, où poser ton petit pied mignon ; excepté quoi tu es libre, pourvu que ce soit en deçà de la frontière, en deçà de toutes les frontières. » Le sous-officier de gendarmerie, Carboni, amateur de bons cigares et de vins fins, ferme les yeux sur les habitants de l'île. Temporairement, ils se trouvent effectivement « en deçà de toutes les frontières ». Mais cela ne les empêche pas de vivre à leur manière. Les hommes dorment sur des sacs de paille, souvent sans se déshabiller, fument beaucoup et boivent extrêmement, se nourrissent de pain et de fromage, afin d'économiser davantage pour le vin, se lavent rarement, et répandent une odeur âcre de sueur, de tabac et d'alcool.

Il n'y a pas de personnage central dans le roman, ni d'intrigue unique. Dans un certain sens, le principal héros est l'auteur lui-même, mais il n'apparaît pas. Le récit couvre une période de quelques mois et, comme la vie elle-même, est composé d'épisodes. Malgré l'exotisme du sujet, le livre est loin de tout folklore, comme de l'ethnographie ou de la sociologie. C'est dans le vrai sens du terme un roman, un morceau de vie devenu art. On peut penser que l'auteur a choisi à dessein une « île » isolée, pour représenter plus précisément les caractères et les passions humaines, qui ne jouent pas un rôle moins important ici que dans n'importe quelle autre couche de la société. Les gens aiment, haïssent, pleurent, se souviennent, grincent des dents. Ici la naissance d'un enfant dans la famille du Polonais Warski, son baptême solennel, ailleurs, la mort, le désespoir des femmes, l'enterrement ; il y a enfin l'amour de la prostituée pour le docteur Magnus, qui jusqu'à présent n'avait pas connu de femmes. Cet épisode délicat frôle le mélodrame ; mais l'auteur se tire avec honneur de l'épreuve qu'il s'est lui-même infligée.

Au travers du récit, court l'histoire de deux Arabes, cousins germains, Elahacine ben Kalifa ou Daoud Halima. Transgressant une fois par semaine la loi de Mahomet, ils boivent du vin le dimanche, mais modestement, trois litres, pour ne pas compromettre l'accumulation des cinq mille francs qui leur permettraient de retourner chez eux, dans le département de Constantine. Ce

ne sont pas de véritables Javanais, ils sont là temporairement. Mais voilà qu'Elahacine est tué dans la mine au cours d'un éboulement. L'histoire des tentatives de Daoud pour toucher son argent à la caisse d'épargne reste gravée pour toujours dans la mémoire. L'Arabe attend des heures, demande, espère, attend à nouveau patiemment. Finalement, on lui confisque son livret, parce qu'il est au nom d'Elahacine, le seul des deux qui savait signer son nom. Cette tragédie en miniature est relatée de façon parfaite !

Madame Michel, la tenancière du bar, s'enrichit peu à peu sur le dos de ces gens, mais elle ne les aime pas et les méprise. Non seulement parce qu'elle ne comprend pas leurs conversations bruyantes, mais aussi parce qu'ils sont trop généreux en pourboires, parce qu'ils disparaissent trop souvent on ne sait où : des gens creux qui ne méritent pas la confiance. Avec le débit de boissons, la maison de tolérance, qui en est proche, occupe, évidemment, une grande place dans la vie de Java. Malaquais les dépeint en détail, sans pitié et en même temps de manière remarquablement humaine.

Les Javanais voient le monde d'en bas : précipités dans les bas-fonds de la société, ils sont obligés de se coucher sur le dos au fond de la mine, pour abattre ou creuser la pierre au-dessus d'eux. C'est une perspective particulière. Malaquais en connaît bien les lois et il sait les utiliser. Le travail à la mine est évoqué avec économie, sans détails oiseux, mais avec une force remarquable. Un artiste, simple observateur, n'écrit pas ainsi, même s'il est descendu dix fois dans le puits pour y chercher les détails techniques dont Jules Romains, par exemple, aime tant faire parade. Seul un ancien mineur, qui s'est révélé un grand artiste peut écrire ainsi.

Bien qu'il possède une dimension sociale, le roman n'a en aucun cas un caractère tendancieux. Il ne veut rien prouver, ne fait de la propagande pour rien, contrairement à tant d'œuvres de notre époque, qui, en trop grand nombre, se soumettent aux ordres, même dans le domaine de l'art. Le roman de Malaquais est « seulement » une œuvre artistique. Et en même temps, nous sentons à chaque pas les convulsions de notre époque, la plus grandiose et la plus monstrueuse, la plus cruciale et la plus despotique, qu'ait connue jusqu'ici l'histoire humaine. L'union d'un lyrisme personnel réfractaire et d'une poésie épique violente, celle-là même de son temps, fait, peut-être le charme principal de cette œuvre.

Le régime illégal a duré des années. Dans les moments

difficiles, le directeur anglais, toujours ivre, à qui manquent un œil et une main, a régalé de vin et de cigares le brigadier de gendarmerie. Les Javanais ont continué à travailler sans papiers, dans des galeries de mines dangereuses, se sont enivrés chez M^{me} Michel, se sont cachés à tout hasard derrière des arbres, quand ils rencontraient les gendarmes. Mais tout a une fin.

Le mécanicien Karl, fils d'un boulanger viennois, a abandonné sans autorisation son travail dans le hangar ; il se promène au soleil sur le sable de la rive, écoute le bruit des vagues, interpelle les arbres qu'il rencontre. Dans le bourg voisin de l'usine travaillent des Français. Ils ont leurs petites maisons, avec l'eau et l'électricité, leurs poules, leurs lapins, leurs salades. Karl, comme la majorité des Javanais, regarde ce monde sédentaire sans envie, avec une nuance de mépris plutôt. Ils « ont perdu le sentiment de l'espace, mais ont acquis le sentiment de la propriété ». Karl fend l'air d'une branche qu'il a cueillie, il a envie de chanter, mais, comme il n'a pas de voix, il siffle. Pendant ce temps se produit un éboulement dans la mine, deux hommes sont tués : le Russe Malinov, qui a soi-disant reconquis Nijni-Novgorod sur les bolcheviks, et l'Arabe Elahacine ben Kalifa. Le gentleman Yakovlev, ancien premier élève du Conservatoire de Moscou, pille la vieille femme russe Sofia Fedorovna, veuve d'un général imaginaire, sorcière qui a amassé quelques milliers de francs. Karl regarde par hasard par la fenêtre ouverte et Yakovlev lui assène un coup de bûche sur la tête. C'est ainsi que la catastrophe s'abat sur « Java », une série de catastrophes. Le désespoir sans limite de la vieille est hideux : elle tourne le dos au monde, répond par des injures aux questions du gendarme, reste sur le plancher sans manger, sans dormir, un jour, deux, trois, se balançant d'un côté à l'autre au milieu de ses propres immondices, dans le bourdonnement des mouches.

Le vol suscite une note dans le journal. Où sont les autorités consulaires ? Pourquoi ne veillent-elles pas ? Le gendarme Carboni reçoit une circulaire sur la nécessité de contrôler sévèrement les étrangers. Les liqueurs et les cigares de John Kerrigan n'ont cette fois-ci aucun effet. « Nous sommes en France, monsieur le Directeur, et nous devons nous conformer aux lois françaises. » Le directeur est obligé de télégraphier à Londres. La réponse est : fermer la mine. L'existence de Java s'arrête. Les Javanais se dispersent, pour se cacher dans d'autres fissures.

Le ton guindé est étranger à Malaquais ; il n'évite ni les mots forts, ni les scènes âpres. La littérature actuelle, particulièrement la littérature française, se permet en général sur ce point

incomparablement plus que ne se permettait le vieux naturalisme de l'époque de Zola⁶, qui fut condamné par les rigoristes. Il serait comiquement pédant de philosopher sur le thème : est-ce un bien, est-ce un mal ? La vie est devenue plus nue, plus impitoyable, particulièrement depuis la guerre mondiale, qui a détruit non seulement de nombreuses cathédrales, mais aussi de nombreuses conventions ; il ne reste à la littérature qu'à se régler sur la vie. Mais quelle différence entre Malaquais et un autre écrivain français, qui se rendit célèbre il y a quelques années par un livre d'une crudité exceptionnelle ! Je parle de Céline⁷. Personne avant lui n'avait parlé des besoins et des fonctions du misérable corps humain avec une telle insistance physiologique. Mais la main de Céline est guidée par une rancune aigrie, qui vise à rabaisser l'homme. L'artiste, médecin de profession, veut, semble-t-il, nous suggérer que la créature humaine, obligée qu'elle est d'accomplir des fonctions aussi viles, ne se distingue en rien du chien ou de l'âne, si ce n'est par une ruse et un esprit de vengeance plus grands. Cette attitude haineuse envers la vie a rogné les ailes de l'art de Céline : il n'est pas allé plus loin que le premier livre. Presque en même temps que Céline un autre sceptique est devenu rapidement célèbre, Malraux⁸, qui cherchait des justifications à son pessimisme non en bas, dans la physiologie, mais en haut, dans les manifestations de l'héroïsme humain. Malraux a donné un ou deux livres importants. Mais il lui manque un pivot intérieur, il s'efforce d'une manière organique de s'appuyer sur une force extérieure, sur une autorité établie. L'absence d'indépendance créatrice répand dans ses dernières œuvres le poison de l'insincérité et les rend vaines.

Malaquais n'a pas peur de ce qui est vil et vulgaire dans

6. Emile Zola (1804-1902) voulait faire dans ses romans une peinture fidèle du réel. C'est lui qui, dès 1866, compara le travail du romancier à celui du peintre naturaliste. Le réalisme de la description de certaines situations ou scènes provoqua l'indignation de tous les « bigots » de son temps.

7. Louis Fuch Destouches, médecin de son métier, était en littérature Louis Ferdinand Céline (1894-1961). Son livre *Voyage au Bout de la Nuit* (1932), que Trotsky lut en 1933, lui avait fait une grosse impression.

8. André Malraux (1901-1976) avait attiré l'attention de Trotsky pour son livre sur la révolution chinoise, *Les Conquérants*, paru en 1928, auquel il consacra un article en 1931. Malraux avait contribué financièrement pour aider *La Vérité* et rendu visite à Trotsky à Royan en août 1933, année où il obtint le prix Goncourt pour *La Condition humaine*. Il avait pris la parole en 1934 au meeting parisien de protestation contre l'expulsion de France de Trotsky. Mais à partir de 1936, il était devenu un véritable « compagnon de route », n'hésitant pas à assurer en 1937 que les procès de Moscou étaient pour Trotsky une « question personnelle ».

notre nature, car, malgré cela, l'homme est capable de création, d'élan, d'héroïsme, — il n'y a là rien de stérile. Comme tous les véritables optimistes, Malaquais aime l'homme pour les possibilités qui existent en lui. Gorky a dit autrefois : « L'homme, cela sonne fier ! » Malaquais ne tiendrait peut-être pas des propos aussi didactiques. Mais c'est précisément une attitude semblable envers l'homme qui passe dans son roman. Le talent de Malaquais a deux alliés sûrs : l'optimisme et l'indépendance.

Nous venons juste de nommer Maxime Gorky, autre chantre des va-nu-pieds. Le parallèle s'impose de lui-même. Je me souviens très bien du choc que le premier grand récit de Gorky, *Tchelkach* (1895), produisit sur le public. Un jeune vagabond issu des bas-fonds de la société faisait en maître son apparition sur l'arène de la littérature. Dans son œuvre postérieure, Gorky ne dépassa pas en fait le niveau de son premier récit. Malaquais ne frappe pas moins par l'assurance de sa première manifestation. Il est impossible de dire de lui : il est plein d'espérances. C'est un artiste consommé. Dans les écoles de l'Antiquité, on faisait passer les néophytes par des épreuves cruelles, coups, intimidations, moqueries, pour les endurcir en un laps de temps très bref. C'est cet endurcissement que la vie a donné à Malaquais, comme avant lui à Gorky. Elle les a ballottés de côté et d'autre, les a jetés à terre, les a frappés de dos et de face, et, après un tel traitement, les a lancés dans l'arène des écrivains comme des maîtres achevés.

Mais en même temps quelle énorme différence entre leurs époques, entre leurs héros, entre leurs moyens littéraires ! Les va-nu-pieds de Gorky, ils sont non pas les sédiments de la vieille culture des cités, mais les paysans d'hier, que n'a pas encore absorbés la ville industrielle nouvelle. Vagabonds du printemps du capitalisme, ils portent l'empreinte de la vie patriarcale et d'une sorte de naïveté. La Russie encore jeune politiquement était grosse en ces jours de sa première révolution. La littérature vivait des attentes inquiètes et des enthousiasmes exagérés. Les va-nu-pieds de Gorky sont colorés d'un romantisme prérévolutionnaire. Ce n'est pas pour rien qu'un demi-siècle a passé. La Russie et l'Europe ont connu une série de secousses politiques et la plus terrible des guerres. De grands événements ont apporté avec eux une vaste expérience, en général l'expérience amère des défaites et des désenchantements. Les va-nu-pieds de Malaquais sont le produit d'une civilisation mûre. Ils regardent le monde avec des yeux moins étonnés, plus expérimentés. Ils n'appartiennent pas à une nation, ils sont cosmopolites. Les va-nu-pieds de

Gorky ont erré de la Baltique à la mer Noire ou jusqu'à Sakhaline. Les Javanais ne connaissent pas les frontières des Etats; ils se trouvent pareillement chez eux et pareillement étrangers dans les mines d'Alger, dans les forêts du Canada ou dans les plantations de café du Brésil. Le lyrisme de Gorky est chantant, presque sentimental, souvent déclamatoire. Non moins intense en son fond, le lyrisme de Malaquais est beaucoup plus retenu dans la forme : l'ironie le discipline.

La littérature française, conservatrice et exclusive comme toute la culture française, assimile lentement les mots nouveaux, alors qu'elle en crée elle-même pour le monde entier; elle demeure assez fermée aux influences étrangères. Certes, depuis la guerre, un courant de cosmopolitisme est entré dans la vie française. Les Français se sont mis à voyager davantage, à mieux apprendre la géographie et les langues étrangères. Maurois⁹ a introduit dans la littérature une figure stylisée de l'Anglais, Paul Morand¹⁰ les night-clubs de toutes les parties du monde. Cependant, ce cosmopolitisme garde la marque indélébile du tourisme. Avec Malaquais, il en va tout autrement. Ce n'est pas un touriste. Il s'est déplacé d'un pays à l'autre habituellement par un moyen qui n'est approuvé ni par les compagnies de chemins de fer ni par la police. Il a dormi sous toutes les latitudes, il a travaillé là où il a pu, il a été soumis à des poursuites, il a connu la faim et a reçu, de notre planète, une masse d'impressions en même temps qu'il s'est imprégné de l'atmosphère des mines, des plantations et des débits de boissons bon marché, où les parias internationaux dépensent sans compter leur maigre salaire.

Malaquais est un authentique écrivain français; il possède la technique française du roman, la plus haute du monde, sans parler de la perfection de la langue. Mais ce n'est pas un Français. Je l'ai soupçonné en lisant le roman. Non parce que le ton du récit révélait l'étranger, l'observateur extérieur; il n'en est rien : dans les pages du livre où des Français apparaissent, ce sont d'authentiques Français. Mais, dans la manière qu'a l'auteur d'aborder non seulement la France, mais la vie en général, on sent le « Javanais », qui a su s'élever au-dessus de Java. Ce

9. Emile Herzog, dit André Maurois (1885-1967) avait été officier de liaison pendant la guerre auprès de l'armée britannique et avait été largement connu du grand public avec la parution en 1918 de son *Les Silences du colonel Bramble*. Nous ignorons ce que Trotsky avait lu de lui.

10. Paul Morand (1888-1976), diplomate de carrière, grand voyageur (on disait à l'époque globe-trotter) décrit dans ses romans et nouvelles le monde cosmopolite qu'il fréquentait.

pouvoir n'est pas donné aux Français. Malgré tous les soubresauts du dernier quart de siècle, ils sont trop attachés à leur mode d'existence, trop constants dans leurs habitudes, leurs traditions, pour voir le monde avec les yeux d'un vagabond. L'auteur m'a répondu, quand je le lui ai demandé par lettre¹¹, qu'il était d'origine polonaise. J'aurai dû le deviner. Le chapitre préliminaire du roman est centré sur la personne d'un jeune Polonais, presque un enfant, aux cheveux de lin, aux yeux bleus avides d'impressions; son ventre est contracté par la faim et il a la mauvaise habitude de se moucher avec les doigts. C'est Maniek Bryla. Il a quitté Varsovie sous le plancher du wagon-restaurant, en rêvant de Tombouctou. S'il n'est pas Malaquais, il est son frère par le sang et l'esprit. Maniek a passé plus de dix ans en pérégrinations, il a beaucoup appris, il est devenu un homme; mais il n'a pas perdu sa fraîcheur d'âme, au contraire, la soif de vivre, inextinguible, s'est en lui accrue, ce dont témoigne péremptoirement son premier livre. Attendons le deuxième. Le passeport de Malaquais, semble-t-il, n'est pas, encore aujourd'hui, parfaitement en règle. Mais la littérature lui a déjà conféré tous les droits de la citoyenneté.

11. Cf. p. 327.

[UN PROJET DE FILM]¹

(8 avril 1939)

Cher Camarade Curtiss,

J'ai reçu de Los Angeles une proposition de la North American Film Corporation dont je joins copie. La proposition est en elle-même très intéressante à tous points de vue. Mais la première chose est de vérifier la corporation en question, comme il semble qu'elle soit nouvelle, pour voir si ce sont des gens solides ; s'ils peuvent avoir de l'argent derrière eux. Pouvez-vous trouver quelqu'un qui soit bien familier de ce milieu et qui puisse même rendre visite à Zara Witkin, le vice-président² ou au président lui-même ?

Si cette société est digne de confiance, mes idées préliminaires seraient les suivantes : il est plus que douteux qu'ils puissent filmer mes conceptions politiques générales parce qu'aucun pays ne permettrait leur exposé. Mais il est possible d'aborder la question d'un point de vue historique et biographique. *Ma vie*, mes livres sur la première révolution et mon *Histoire de la révolution russe*. On pourrait s'en servir pour le scénario. Je suis prêt en principe à consacrer pas mal de temps à cette

1. Lettre à C. Curtiss (7637) traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

2. Zara Witkin (1900-1947) n'était pas un personnage ordinaire. Jeune ingénieur californien, il avait déjà pris au début des années vingt un contact avec un collaborateur de Trotsky pour aller en U.R.S.S. En 1932, il était allé se mettre à la disposition de la construction « du socialisme » en U.R.S.S. et s'était vu confier la rationalisation de l'ensemble de l'industrie de la construction dans le pays. Il s'était épris en Californie et sans l'avoir jamais rencontrée, d'une actrice très connue du cinéma soviétique, Emma Cesarskaia, réussit en U.R.S.S. à la rencontrer et à s'en faire aimer. Mais leur idylle fut brisée par le G.P.U. et Witkin quitta sans doute l'U.R.S.S. à temps. Très lié au journaliste Eugene Lyons, il alla avec lui rendre visite à Romain Rolland en Suisse, l'interpellant sur son silence au sujet de la persécution de Trotsky et des « trotskystes ». Il semble bien que Trotsky ne savait rien de tout cela, pas plus qu'aucun trotskyste américain.

importante entreprise. La personne qui ira voir la société peut dire qu'étant totalement étranger au milieu, je lui ai demandé de me fournir toutes les informations nécessaires avant que je puisse trancher la question. Je joins également une sorte de pouvoir pour cette personne ; vous n'avez qu'à y inscrire son nom.

Nous attendons et attendons une lettre de vous et Lillian, mais...

[FAIRE CONNAITRE LE ROMAN]¹

(9 août 1939)

Mon cher Malaquais,

Votre lettre est arrivée lorsque je terminais un article sur votre roman pour la presse américaine². Je vous en envoie une copie en russe. Peut-être votre éditeur trouvera-t-il la possibilité de le placer dans quelque publication française. Je vois par votre lettre que vous n'avez pas abandonné le projet de venir au Mexique. Je tâcherai en publiant l'article sur votre livre dans la presse mexicaine d'intéresser quelques éléments influents à la question et d'entreprendre après cela les démarches nécessaires, si vous me confirmez votre désir de venir ici.

Nos vieux amis Alfred et Marguerite Griot (Rosmer) sont arrivés hier ici et il s'avère que Rosmer a la même haute opinion de votre roman que moi-même, ce qui me réjouit beaucoup.

Vous m'interrogez sur mon livre sur Lénine. Il est en suspens. J'écris actuellement un livre sur Staline, après quoi je reviendrai à la biographie de Lénine.

1. Lettre à J. Malaquais (8988), dictée en français, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. pp. 368-377.

[LE PLACEMENT DES ARTICLES]¹

(1^{er} septembre 1939)

Cher Camarade Malamuth,

Merci de vous être occupé de mes articles. Une idée me vient : ne pourriez-vous pas être, non seulement mon traducteur, mais aussi mon « agent littéraire » ? (bien entendu aux mêmes conditions que Curtis Brown). Je suis, entre nous, assez peu satisfait de l'activité de Curtis Brown.

Sur vos propositions concrètes : s'il vous plaît, décidez à New York avec Cannon et Shachtman, c'est-à-dire le secrétaire ou celui qui en fait fonction. S'ils ne sont pas opposés au placement de l'article dans telle ou telle revue, on peut le faire sans m'en référer ; autrement tous les articles seront dépassés. Même chose pour les changements nécessaires dans le texte. Je suis prêt à les accepter s'ils sont contresignés par Cannon ou Shachtman. Ces conditions demeurent en vigueur même si pour quelque raison vous renoncez à agir comme mon agent littéraire.

Je crois aussi que l'article « L'Enigme de l'U.R.S.S. » ne pouvait pas être publié dans la presse bourgeoise dans sa forme actuelle. Si la décision est définitive et sans appel, donnez-le s'il vous plaît à *Socialist Appeal* ou *New International* parce qu'il peut avoir pour eux une valeur politique.

L'article « Le Kremlin facteur conservateur dans la politique mondiale » a besoin maintenant de quelques modifications, mais je crois qu'on peut les faire à New York de façon convenable.

1. Lettre à C. Malamuth (8975), traduite de l'anglais, avec la permission de la Houghton Library.

STALINE INTENDANT DE HITLER¹

(2 septembre 1939)

Pendant vingt ans, le ressort de l'impérialisme allemand est resté strictement verrouillé. Quand il a commencé à se détendre, les chancelleries ont été déconcertées. Les longues et stériles négociations entre Londres-Paris et Berlin après Munich ont marqué la seconde étape de leur désarroi. A partir de 1933, je n'ai cessé de répéter dans la presse mondiale que l'objectif fondamental de la politique extérieure de Staline était d'arriver à un accord avec Hitler. Mais ma voix était trop modeste pour convaincre les maîtres des destinées. Staline a joué sa basse comédie de « la lutte pour la démocratie » et cette comédie a été prise au sérieux, au moins en partie. Presque jusqu'au dernier jour, Augur, le correspondant londonien officieux du *New York Times* a répété ses assurances qu'on allait bientôt arriver à un accord avec Moscou. Il est douloureusement instructif que le parlement stalinien ait ratifié le pacte germano-soviétique le jour même où l'Allemagne envahissait la Pologne.

La cause générale des guerres réside dans les contradictions insurmontables de l'impérialisme mondial. Mais le coup de cymbale qui a ouvert les opérations militaires a été la conclusion du pacte germano-soviétique. Au cours des mois précédents, Goebbels, Forster² et les autres hommes politiques allemands répétaient inlassablement que « le jour J » de l'action décisive allait bientôt arriver. Il est aujourd'hui tout à fait évident que ce jour était celui où Molotov apposa sa signature au pacte

1. Article (T 4612) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Le nazi Josef Goebbels (1897-1945), l'un des principaux dirigeants du parti, était aussi ministre de la propagande du III^e Reich. Albert Forster (1900-1952), architecte devenu officier de S.A. était le chef des nazis de Dantzig, qui menait l'agitation pour l'annexion à l'Allemagne de cette « ville libre ».

germano-soviétique. Aucune force au monde ne peut effacer cela des annales de l'histoire !

La question n'est pas du tout que le Kremlin se sent plus proche des Etats totalitaires que des Etats démocratiques. Ce n'est pas déterminant pour le choix d'une orientation en politique internationale. Malgré son aversion pour le régime soviétique, le parlementariste conservateur Chamberlain a essayé de toutes ses forces de conclure une alliance avec Staline³. Cette alliance ne s'est pas réalisée parce que Staline a peur de Hitler. Et ce n'est pas un hasard s'il a peur de lui. L'Armée rouge est décapitée. Ce n'est pas là une phrase, c'est un fait tragique. Vorochilov est une fabrication. Son autorité a été créée artificiellement par une propagande totalitaire. Sur son pinacle vertigineux, il reste ce qu'il a toujours été, un coureur des bois borné, sans perspective, sans culture, sans capacités militaires et même sans talent d'administrateur. Tout le pays le sait. A l'état-major « épuré », il ne reste plus un seul nom dans lequel l'armée pourrait placer sa confiance. Le Kremlin a peur de l'armée, et il a peur de Hitler. Staline a besoin de la paix — à tout prix.

Avant de s'écrouler sous les coups de la coalition alliée l'Allemagne des Hohenzollern avait porté un coup terrible au régime tsariste ; en outre les Alliés occidentaux ont poussé la bourgeoisie libérale et même soutenu les plans d'une révolution de palais. Les occupants actuels du Kremlin se demandent avec anxiété si cet accident historique ne pourrait pas se répéter sous une forme nouvelle. Si l'oligarchie soviétique avait été capable de se sacrifier ou au moins de s'effacer le moins du monde devant les intérêts militaires de l'U.R.S.S., elle n'aurait ni décapité ni démoralisé l'armée.

Les jobards qui sont « pro-soviétiques » croient qu'il va de soi que le Kremlin espère renverser Hitler. Il n'en est rien. Sans révolution, le renversement de Hitler est inconcevable. Une révolution victorieuse en Allemagne élèverait la conscience de classe des larges masses en U.R.S.S. à un très haut niveau et rendrait impossible la continuation de la tyrannie de Moscou. Le Kremlin préfère le *statu quo* avec Hitler comme allié.

Pris au dépourvu par le pacte, les apologistes professionnels du Kremlin essaient maintenant de démontrer que nos pronostics antérieurs prévoyaient une alliance militaire d'agression entre

3. Allusion aux pourparlers qui s'étaient pratiquement déroulés sans interruption depuis le début de la mission Strang pour une alliance politique, puis militaire.

Moscou et Berlin tandis qu'en réalité ils ont seulement conclu un accord pacifiste de non-agression. Misérable sophisme ! Nous n'avons jamais parlé d'une alliance militaire d'agression au sens direct du mot. Au contraire, nous sommes toujours partis du fait que la politique internationale du Kremlin était déterminée par les intérêts de la nouvelle aristocratie à sa propre conservation, par sa peur du peuple, par son incapacité à mener une guerre. Toute combinaison internationale n'a de valeur pour la bureaucratie soviétique que si elle l'affranchit de la nécessité d'avoir recours à la force des ouvriers et des paysans en armes. Et pourtant le pacte germano-russe est une alliance militaire dans le plein sens du terme, car il sert les objectifs d'une guerre impérialiste d'agression.

Dans la dernière guerre, l'Allemagne a été battue essentiellement parce qu'elle a manqué des matières premières que l'U.R.S.S. possède. Ce n'est pas par hasard que la conclusion du pacte politique a été précédée de celle d'un accord commercial. Moscou n'est pas effleurée par l'idée d'y renoncer. Au contraire, dans son discours d'hier devant le Soviet suprême, Molotov a souligné les avantages économiques exceptionnels de l'amitié avec Hitler⁴. Le pacte de non-agression, c'est-à-dire une attitude de passivité à l'égard de l'agression allemande est ainsi doublée d'un traité de collaboration économique dans l'intérêt de l'agression. Le pacte assure à Hitler la possibilité d'utiliser les matières premières de l'U.R.S.S., exactement comme l'Italie a utilisé le pétrole soviétique dans son attaque contre l'Ethiopie⁵. Pendant que les experts militaires anglais et français étudiaient à Moscou la carte de la Baltique du point de vue des opérations militaires entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne, les experts allemands et soviétiques, exactement au même moment, étudiaient les mesures à prendre pour assurer les routes maritimes dans la mer Baltique pour continuer les relations commerciales en temps de guerre.

L'occupation de la Pologne va donner à l'Allemagne une frontière commune avec l'Union soviétique et un développement ultérieur des relations économiques. Telle est l'essence du pacte. Hitler déclare dans *Mein Kampf* qu'une alliance entre deux Etats

4. C'était le 31 août que Molotov avait pris la parole devant le Soviet suprême réuni avec à l'ordre du jour la ratification du pacte.

5. La question de ses relations commerciales avec l'Italie pesait lourd sur les positions internationales de l'U.R.S.S. au moment de la guerre d'Ethiopie : 5,1 % des importations totales de l'U.R.S.S. venaient d'Italie et 4,6 % de ses exportations lui étaient destinées. En 1934, les fournitures de pétrole de l'Italie provenaient à 22 % de l'Union soviétique.

qui n'aurait pas la guerre comme objectif serait « absurde et stérile ». Le pacte germano-soviétique n'est ni absurde ni stérile — c'est une alliance militaire avec répartition des rôles : Hitler mène les opérations militaires et Staline lui sert d'intendant. Et il reste encore des gens pour affirmer sérieusement que l'objectif du Kremlin aujourd'hui est la révolution mondiale !

Avec Tchitchérine comme ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement de Lénine⁶, la politique étrangère soviétique considérait que sa véritable tâche était la victoire internationale du socialisme et elle essayait, à l'occasion, d'utiliser les antagonismes entre les grandes puissances pour défendre la République soviétique. Avec Litvinov⁷, le programme de la révolution mondiale fit place au souci du maintien du *statu quo* à travers un système de « sécurité collective ». Mais quand l'idée de « sécurité collective » fut tout près d'être en partie réalisée, le Kremlin commença à s'alarmer des obligations militaires qu'elle entraînait. Litvinov fut remplacé par Molotov qui ne connaît d'autre obligation que de préserver intacts les intérêts de la caste dirigeante. La politique de Tchitchérine, c'est-à-dire pour l'essentiel, la politique de Lénine, a été depuis longtemps décrétée une politique de romantisme. Pendant un certain temps, la politique de Litvinov fut considérée comme réaliste. La politique de Staline-Molotov est une politique de pur cynisme.

« A un front uni de nations éprises de paix qui sont véritablement opposées à l'agression, l'Union soviétique ne peut pas ne pas participer au premier rang », a déclara Molotov au soviet suprême il y a trois mois⁸. Quelle effroyable ironie dans ces paroles, aujourd'hui ! L'Union soviétique a pris place à l'arrière-garde des Etats que jusqu'à présent le Kremlin dénonçait inlassablement comme les agresseurs.

Les avantages immédiats que le gouvernement du Kremlin tire de l'alliance avec Hitler sont tout à fait tangibles. L'U.R.S.S. reste en dehors de la guerre. Hitler a retiré de l'ordre du jour immédiat sa campagne pour la « plus grande Ukraine ». Le Japon reste isolé. Parallèlement au renvoi à plus tard du danger de guerre sur la frontière occidentale, on peut en même temps envisager comme conséquence un relâchement de la pression sur la frontière orientale, peut-être même la conclusion d'un accord

6. Tchitchérine occupa ce poste de 1918 à 1930.

7. Litvinov occupa le poste de 1930 à 1939 (mai).

8. Il s'agissait du discours de Molotov le 31 mai 1939, une date où les premiers contacts avaient été pris avec l'Allemagne en vue du pacte.

LÉON TROTSKY

avec le Japon. Il est en outre tout à fait vraisemblable qu'en échange de la Pologne, Hitler va donner à Moscou toute liberté d'action par rapport aux Etats Baltes qui bordent l'Union soviétique⁹. Pourtant, bien que les « avantages » puissent être grands, ils sont au mieux de nature épisodique et leur unique garantie est la signature de von Ribbentrop¹⁰ au bas d'un « chiffon de papier »¹¹.

En même temps, la guerre met à l'ordre du jour des questions de vie et de mort pour les peuples, les Etats, les régimes, les classes dominantes. L'Allemagne est en train de réaliser par étapes son programme de domination par la guerre. Avec l'aide de l'Angleterre, elle a réarmé, malgré l'opposition de la France. Avec l'aide de la Pologne, elle a isolé la Tchécoslovaquie. Avec l'aide de l'Union soviétique elle espère non seulement réduire la Pologne en esclavage, mais aussi détruire les vieux empires coloniaux. Si l'Allemagne réussit avec l'aide du Kremlin à sortir victorieuse de la guerre actuelle, cela constituera un danger mortel pour l'Union soviétique. Rappelons-nous qu'immédiatement après l'accord de Munich, Dimitrov, secrétaire du Comintern, rendit public — sans aucun doute sur ordre de Staline — un calendrier explicite des futures conquêtes de Hitler. L'occupation de la Pologne est prévue pour l'automne 1939 selon ce calendrier. Puis suivent dans l'ordre la Yougoslavie, la Roumanie, la Bulgarie, la France, la Belgique... Et puis au bout, à l'automne de 1941, commencera l'offensive contre l'Union soviétique.

Ces révélations reposent sans aucun doute sur des informations obtenues par les services soviétiques d'espionnage. Il n'est évidemment pas question de prendre ce schéma à la lettre — car la marche des événements modifie tous ces calculs. Néanmoins le premier maillon du plan — l'occupation de la Pologne à l'automne 1939 — a maintenant été accompli. Il est très vraisemblable que le bref délai de deux années entre la destruction de la Pologne et l'attaque de l'Union soviétique, selon ce plan, est à peu près correct. On ne peut pas ne pas le comprendre au Kremlin. Ce n'est pas pour rien qu'on a souvent répété là-bas

9. La question était réglée par le « protocole secret » qui accompagnait le traité.

10. Joachim von Ribbentrop (1893-1946) était ministre des Affaires étrangères depuis 1938. Il était venu à Moscou négocier et signer le « pacte » le 23 août 1940.

11. L'expression était de Hitler.

que la paix est « indivisible ». Si cependant Staline se fait l'intendant de Hitler, cela veut dire que la caste dirigeante n'est plus désormais capable de penser au lendemain. Sa devise est celle de tous les régimes condamnés : « Après nous le déluge ! »

Il serait vain d'essayer de prévoir maintenant le cours de la guerre et le destin de ses différents belligérants, y compris ceux qui nourrissent encore l'espoir illusoire de demeurer en dehors de la catastrophe. Il n'est donné à personne de pouvoir saisir dans son intégralité cette vaste arène et le tourbillon infiniment complexe de forces matérielles et morales. C'est seulement la guerre qui tranchera la destinée de la guerre.

L'une des différences les plus importantes entre la guerre actuelle et la dernière guerre est la radio. C'est la première fois maintenant que je le vois clairement en écoutant ici à Coyoacán, faubourg de la capitale mexicaine des discours au Reichstag à Berlin et des dépêches de presse de Londres, Paris et New York. Grâce à la radio, les gens vont moins dépendre que dans la dernière guerre d'informations totalitaires de leur propre gouvernement et ils vont être gagnés plus vite par les sentiments des peuples d'autres pays. Dans ce domaine, le Kremlin a déjà subi une grande défaite. Le Comintern, l'instrument le plus important du Kremlin pour influencer l'opinion publique dans les autres pays, est en réalité la première victime du pacte germano-soviétique. Le destin de la Pologne n'a pas encore été tranché. Mais le Comintern est d'ores et déjà un cadavre. Il est déjà abandonné par les patriotes d'un côté, les internationalistes de l'autre. Demain, par radio, nous allons sans aucun doute entendre les voix des dirigeants communistes d'hier révélant, dans l'intérêt de leurs gouvernements respectifs, dans toutes les langues du monde civilisé, russe compris, la trahison du Kremlin.

La désintégration du Comintern ne manquera pas de porter un coup irréparable à l'autorité de la classe dirigeante dans la conscience des larges masses de l'Union soviétique elle-même. Ainsi la politique de cynisme qui était destinée à renforcer la position de l'oligarchie stalinienne va en réalité hâter l'heure de sa chute.

La guerre va démolir bien des choses et bien des individus. Artifices, tricheries, impostures et trahisons ne permettront pas d'échapper à la sévérité de son jugement. Mais mon article serait très mal compris s'il menait à la conclusion que tout ce qui a été introduit de neuf dans la vie de l'humanité par la révolution d'Octobre va être écarté. Je suis profondément convaincu du

LÉON TROTSKY

contraire. La nouvelle forme de l'économie, libérée des insupportables entraves de la bureaucratie, résistera non seulement à l'épreuve du feu mais servira aussi de base à la nouvelle culture laquelle, espérons-le, mettra pour toujours fin à la guerre.

LE PACTE GERMANO-SOVIÉTIQUE¹

(4 septembre 1939)

On me demande de différents côtés pourquoi je ne me suis pas exprimé plus tôt sur le pacte germano-soviétique et ses conséquences². J'en ai été empêché par des circonstances personnelles accidentelles : maladie et un départ à la campagne. J'ai pensé en outre que les événements étaient si clairs qu'ils n'avaient pas besoin d'être commentés. Mais cela s'est passé différemment. Dans différents pays, il y a encore des gens — de moins en moins, c'est vrai — qui ont l'audace de peindre la trahison du Kremlin comme un acte de vertu politique. Selon ces messieurs, Staline et Hitler ont des objectifs communs qu'ils s'efforcent d'atteindre par les moyens de la diplomatie secrète dans l'intérêt de... la paix et de la démocratie ? Cet argument n'est-il pas d'une répugnante bouffonnerie ?

Depuis 1933, j'ai montré et démontré dans la presse mondiale que Staline cherchait un accord avec Hitler. J'ai en particulier prouvé ce pronostic dans mes déclarations devant la commission d'enquête Dewey à Coyoacán en avril 1937. Maintenant, les cyniques au service du Kremlin essaient de présenter l'affaire comme si leur programme — « alliance avec les démocraties » et « sécurité collective » — était corroboré ; ainsi mon pronostic serait faux : j'avais prédit, assurent-ils, la conclusion d'un pacte militaire *d'agression* alors que Staline et Hitler ont seulement conclu un pacte humanitaire et pacifiste de non-agression mutuelle (Hitler étant, on le sait, strictement végétarien). Et pourtant ! Tout est clair après l'invasion de la Pologne survenant immédiatement après les embrassades de Ribbentrop

1. Article (T 4614), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Rappelons que le pacte germano-soviétique avait été signé à Moscou le 23 août : c'était le premier article de Trostky qui lui était consacré.

et de Molotov ! Quelques-uns des défenseurs du Kremlin les moins intelligents se sont tout d'un coup rappelés (ils l'ignoraient auparavant) que la Pologne était « un Etat demi-fasciste ». Il semble que sous l'influence bienfaisante de Staline, Hitler ait commencé la guerre contre le « demi-fascisme ».

Ou peut-être Hitler a-t-il abusé de la confiance enfantine de Staline ? S'il en était ainsi, Staline aurait pu rapidement disperser l'illusion. Mais en fait *le Soviet suprême a tout de suite ratifié le pacte au moment même où les troupes allemandes franchissaient la frontière polonaise*. Staline savait très bien ce qu'il faisait.

Pour attaquer la Pologne et pour faire la guerre à la Grande-Bretagne et à la France, Hitler avait besoin de la neutralité « amicale » de l'U.R.S.S., plus les matières premières soviétiques. Les pactes politique et commercial lui ont assuré les deux.

A une session du Soviet suprême, Molotov a célébré les avantages d'un accord commercial avec l'Allemagne. Ce n'est nullement surprenant. L'Allemagne a besoin, à tout prix, de matières premières. Quand on fait la guerre, on ne regarde pas à la dépense. Usuriers, spéculateurs et maraudeurs profitent de la guerre. Le Kremlin a fourni son pétrole pour la campagne italienne contre l'Abyssinie. En Espagne, le Kremlin a fait payer le double du prix pour les mauvaises armes qu'il a fournies. Maintenant le Kremlin attend un bon prix de Hitler pour ses matières premières soviétiques. Les laquais du Comintern, même là-dessus, n'ont pas honte de défendre les actions du Kremlin. Tout ouvrier honnête serre les poings devant cette politique. Allant jusqu'au tréfonds du cynisme, les défenseurs du Kremlin voient un grand mérite pour Staline dans le fait qu'il n'a pas attaqué directement la Pologne. Ils voient également dans cette circonstance une réfutation de mon pronostic. Mais en réalité, je n'ai *jamais* prédit que Staline allait conclure un pacte *d'agression* avec Hitler. Avant tout, Staline a peur de la guerre. Sa politique de capitulations devant le Japon dans les dernières années l'atteste. Staline ne peut pas faire la guerre avec des ouvriers et des paysans mécontents et une Armée rouge décapitée³. Je l'ai dit souvent au cours des dernières années et je le répète encore. Le pacte germano-soviétique est une capitulation de Staline devant l'impérialisme fasciste avec l'objectif de sauver l'oligarchie soviétique.

3. En 1938, après l'exécution des principaux chefs militaires de l'Armée rouge, l'épuration avait frappé les cadres supérieurs, faisant disparaître des dizaines de milliers d'officiers instruits et capables.

Dans toutes les mascarades pacifistes organisées par le Comintern, Hitler était proclamé principal sinon unique agresseur ; au contraire, la Pologne était pour eux un agneau innocent. Maintenant que Hitler est passé des paroles aux actes et qu'il a commencé l'agression contre la Pologne, Moscou est également passée aux actes et... a aidé Hitler. Ce sont les faits, simplement les faits. On ne peut y échapper par des sophismes pourris.

Les défenseurs du Kremlin font référence au fait que la Pologne a refusé de permettre à l'armée soviétique d'entrer sur son territoire⁴. Nous ne connaissons pas le cours des conversations secrètes. On peut admettre que la Pologne a fait une évaluation incorrecte de ses propres intérêts en refusant l'aide directe de l'Armée rouge. Mais le droit du Kremlin d'aider l'invasion de la Pologne par l'Allemagne découle-t-il du refus polonais de permettre l'entrée sur leur territoire d'armées étrangères ?

Les avocats du Kremlin se réfèrent enfin au fait que le pacte germano-soviétique a brisé « l'axe », isolant le Japon. *En réalité c'est l'U.R.S.S. qui a pris la place du Japon dans la structure de l'Axe.* L'aide du lointain Mikado aux opérations militaires de Hitler en Europe aurait eu un caractère presque illusoire. Au contraire, l'aide de Staline a une grande et réelle valeur. Il n'est pas étonnant que Hitler ait préféré l'amitié de Staline à celle du Mikado. Est-il possible que « pacifistes », « démocrates » et « socialistes » parlent sans rougir de cette nouvelle combinaison diplomatique ?

En ce qui concerne la classe ouvrière, ces messieurs n'y pensent pas du tout. Et en attendant, le chaos provoqué dans l'esprit des ouvriers est l'une des conditions principales des victoires fascistes. Il faut comprendre l'état d'esprit d'un ouvrier révolutionnaire allemand qui mène au péril de sa vie la lutte illégale contre le national-socialisme et découvre tout d'un coup que le Kremlin, qui dispose de tant de ressources, non seulement ne combat pas Hitler, mais au contraire conclut avec lui une affaire avantageuse sur le terrain du banditisme internatio-

4. Les négociations anglo-franco-soviétiques sur un accord militaire avaient commencé le 12 août 1939 et Vorochilov exigea tout de suite que fût élucidée la question de savoir si la Pologne accepterait le passage des troupes soviétiques sur son territoire. Les négociations furent interrompues et reportées à plusieurs reprises. Le 24 août, le gouvernement polonais démentait avoir donné cette autorisation le 21 : dans l'intervalle, et depuis la veille, le pacte germano-soviétique était signé.

LÉON TROTSKY

nal. Cet ouvrier allemand n'a-t-il pas le droit de cracher au visage de ses maîtres à penser d'hier ?

C'est certain, les ouvriers le feront. L'unique « mérite » du pacte germano-soviétique est qu'en dévoilant la vérité il brise la colonne vertébrale du Comintern. De tous les pays, surtout de France et des Etats-Unis nous viennent des témoignages d'une crise aiguë dans les rangs du Comintern, de départs de patriotes impérialistes d'un côté, internationalistes de l'autre. Aucune force au monde ne peut enrayer cette décomposition. Le prolétariat mondial passera par-dessus la trahison du Kremlin et en même temps par-dessus le cadavre du Comintern.

GUERRE IMPÉRIALISTE, CLASSE OUVRIÈRE ET NATIONS OPPRIMÉES¹

(5 septembre 1939)

J'ai parlé hier de la responsabilité immédiate de la guerre. Hitler a commencé des opérations militaires sanglantes. Staline a *aidé* Hitler à les commencer. Cette fois, la responsabilité immédiate, pour ainsi dire « juridique », du *déclenchement* des activités militaires apparaît plus clairement que dans la dernière guerre. La question de la responsabilité joue, comme on sait, un rôle important dans la propagande internationale des deux camps, chacun des belligérants essayant de rejeter la responsabilité sur l'ennemi.

Du point de vue historique et politique, ce critère juridique (ou diplomatique) ne joue toutefois qu'un rôle tout à fait secondaire. Il existe des guerres progressistes, justes, et des guerres réactionnaires, injustes, indépendamment de qui a « commencé ». Du point de vue historique scientifique, les guerres progressistes et justes sont celles qui servent la libération des classes ou des nations opprimées et font ainsi progresser l'humanité. Les guerres réactionnaires, au contraire, sont celles qui cherchent à préserver un ordre social périmé, qui contribuent à asservir les classes laborieuses et les nations arriérées ou faibles. En conséquence, la question n'est pas de savoir qui a « commencé » mais bien quelle classe dirige la guerre et avec quels objectifs historiques. Si la classe opprimée ou une nation opprimée apparaît en tant qu'« agresseur » agissant pour sa libération, nous saluerons toujours avec joie cette agression.

Les tentatives pour présenter la prochaine guerre comme une guerre entre démocraties et fascisme ont été secouées par la marche réelle des événements. La guerre actuelle que ses

1. Articles (T 4616), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

participants ont commencé à préparer avant même la signature du traité de Versailles a surgi des contradictions inter-impérialistes. Elle était aussi inévitable que la collision de deux trains lancés à la rencontre l'un de l'autre sur les mêmes rails.

Les principaux antagonistes sur le continent européen sont France et Allemagne. Dans la lutte pour l'hégémonie en Europe et pour ses colonies, la France a essayé de maintenir l'Allemagne (pas l'Allemagne fasciste, l'Allemagne démocratique) dans la division et la faiblesse. En ce sens, l'impérialisme français a été l'accoucheur du national-socialisme allemand. L'Angleterre au contraire, qui avait intérêt à briser l'hégémonie française en Europe et ses prétentions internationales, a commencé, aussitôt après Versailles, à soutenir Berlin contre Paris : *Le réarmement de l'Allemagne nazie eût été impossible sans l'aide directe de l'Angleterre*. Ainsi les antagonismes, camouflés mais profonds, entre les démocraties ont-ils constitué un tremplin pour Hitler.

A Munich, l'Angleterre a soutenu Hitler dans l'espoir qu'il se contenterait de l'Europe centrale. Mais, quelques semaines plus tard, l'Angleterre s'est aperçue que l'Allemagne luttait pour la domination mondiale. Dans son rôle de puissance colonisatrice mondiale, la Grande-Bretagne ne pouvait manquer de répondre par la guerre aux prétentions sans limites de l'Allemagne.

Des machinations diplomatiques jonglant avec la formule « démocratie contre fascisme » non plus que les sophismes sur la responsabilité ne peuvent nous faire oublier que *la lutte oppose les esclavagistes impérialistes de différents camps pour un nouveau partage du monde*. Quant à ses objectifs et ses méthodes, la guerre actuelle est la continuation directe de la grande guerre précédente, avec seulement une décomposition plus avancée de l'économie capitaliste et des méthodes beaucoup plus terribles de destruction et d'extermination.

En conséquence, je ne vois pas la moindre raison de changer les principes par rapport à la guerre tels qu'ils ont été élaborés entre 1914 et 1917 par les meilleurs représentants du mouvement ouvrier sous la direction de Lénine. La guerre actuelle est réactionnaire des deux côtés. Quel que soit le camp qui l'emporte, l'humanité sera rejetée loin en arrière.

La tâche des représentants authentiques de la classe ouvrière et des nations opprimées ne consiste pas à aider un camp impérialiste contre un autre, mais à enseigner aux masses travailleuses de tous les pays à comprendre la signification réactionnaire de la guerre actuelle, à avancer leur propre programme — *la fédération socialiste mondiale des nations* — et à

se préparer à remplacer le régime du banditisme par celui de la coopération générale.

C'est le programme de la IV^e Internationale. Il apparaît utopique aux prétendus réalistes qui ne comprennent pas la logique de développement historique. La IV^e Internationale ne regroupe maintenant qu'une faible minorité. Mais le parti de Lénine aussi ne représentait qu'une minorité insignifiante au début de la dernière guerre et ne recevait que mépris des héros bon marché de la phrase. La guerre est une sévère école. Dans le feu de la guerre, habitudes d'esclaves et préjugés anciens vont être totalement brûlés. Les nations sortiront de la guerre différentes de ce qu'elles étaient en y entrant et elles reconstruiront notre planète conformément aux lois de la raison.

[SUR VYNNYTCHENKO]¹

(6 septembre 1939)

Cher Camarade²,

Quoique je ne me permette pas de grandes illusions sur Vynnytchenko³, je soutiens entièrement votre proposition de supprimer les mots « du type de Vynnytchenko et compagnie » dans mon article. Vous pouvez les enlever tout de suite du texte que vous avez et j'écris en même temps à New York avec la même correction.

Vous avez raison de dire que mes informations sur la question ukrainienne, surtout dans la sphère des états d'esprit des individus et des groupes, est loin d'être satisfaisante. Si mon évaluation de la ligne de Vynnytchenko est erronée, je suis tout prêt à le reconnaître publiquement (en particulier si l'article a déjà été imprimé dans le *Biulleten* russe avec le nom de Vynnytchenko).

Bien entendu je veux lui écrire non pas une, mais une dizaine de lettres dans la mesure où un rapprochement avec lui aurait bien entendu une signification énorme. Mais j'hésite à lui écrire maintenant en France à cause de la guerre, et que ma lettre puisse le compromettre. Ce serait bien que vous ou un autre camarade en contact avec Vynnytchenko s'informe de son attitude à l'égard des positions que j'ai développées dans mes articles récents.

1. Lettre à M. Oleniuk, traduite du russe, archives Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York.

2. Mikola Oleniuk (né en 1903), émigré ukrainien au Canada, y avait milité au P.C., puis avait rejoint les trotskystes.

3. Vladimir K. Vynnychenko (1880-1951), social-démocrate, membre de la Rada, puis du Directoire, avait sollicité en 1920 son admission au P.C., puis avait émigré en France. Les trotskystes ukrainiens du Canada souhaitaient faire un bout de chemin avec lui et c'est ce qui expliquait la lettre d'Oleniuk à Trotsky.

ŒUVRES, AVRIL-SEPTEMBRE 1939

Je sou mets pour votre brochure quelques lignes sur Kerensky et compagnie ; à mon opinion il irait bien là. En outre, je vous propose une petite préface.

Je vous serais reconnaissant si vous m'informiez de temps en temps du développement à l'avenir.

[UNE VISITE INTEMPESTIVE]¹

(7 septembre 1939)

Cher Monsieur Ross²,

Bien sûr que je me souviens très bien de notre rencontre en 1917. (Vous étiez plus ou moins pour les social-révolutionnaires!) Mais je me souviens infiniment mieux que vous étiez un éminent membre de la commission Dewey, ce qui exigeait un courage moral pas très commun, hélas, de nos jours.

Je n'ai jamais accepté les touristes, mais j'ai bien entendu immédiatement accepté de rencontrer M^{me} Harris³ avec votre lettre de recommandation. Elle vint non pas seule, mais avec trois messieurs. Alors que ces derniers manifestaient quelque compréhension de ma situation, M^{me} Harris est apparue comme une stalinienne passionnée. C'est son droit, bien entendu. Mais elle a commencé à défendre les procès de Moscou. Totalement ahuri, je lui ai demandé : « Mais M. Ross lui-même a affirmé que les procès de Moscou étaient des impostures. » Elle répondit : « M. Ross est un vieil homme et il fait des erreurs. » « Eh bien, répondis-je, l'unique erreur de M. Ross que je connaisse, c'est de vous avoir donné trop généreusement une lettre de recommanda-

1. Archives Max Shachtman, Bibliothèque Tamiment, Université de New York.

2. Edward Alsworth Ross (1886-1951), journaliste, sociologue et professeur, avait rencontré Trotsky en 1917, alors qu'il était correspondant de presse en Russie. Membre du Comité de défense de Trotsky en 1936, il avait fait partie en 1937 de la commission d'enquête sur les procès de Moscou présidée par John Dewey.

3. M^{me} Alice G. Harris, ou la personne qui se faisait ainsi appeler, était venue à Mexico en touriste, munie d'une recommandation de E. A. Ross demandant à Trotsky de la recevoir. Deux mois plus tard, elle était toujours au Mexique et, reconnaissant, au cours d'un meeting stalinien de commémoration d'Octobre, le 8 novembre, l'un des secrétaires de Trotsky, Otto Schüssler, elle avait essayé de mobiliser les participants contre lui.

tion pour moi. » Les trois hommes qui étaient venus avec elle étaient indignés de son attitude et ils l'ont dit ouvertement en sa présence. Quand elle partit, j'ai refusé de lui serrer la main.

Je crois nécessaire de vous informer de ce désagréable incident.

Avec mes vœux et salutations les plus chaleureuses, je reste sincèrement vôtre.

UN NOUVEAU DÉMENTI DE VICTOR SERGE¹

(7 septembre 1939)

Dans mon article « Moralistes et sycophantes », j'ai émis la supposition — supposition, non affirmation — selon laquelle Victor Serge avait participé à la présentation de l'édition française de mon travail *Leur Morale et la Nôtre*² ou, sinon lui, du moins un de ses élèves ou partisans. Cette supposition a été faite par différents camarades chacun de leur côté. Et ce n'était pas compliqué : cette présentation constitue un simple résumé des sermons les plus récents de Victor Serge. Dans une lettre du 9 août, ce dernier déclare qu'il n'a pris aucune part à l'élaboration de cette présentation. Je livre volontiers cette information.

Cependant Victor Serge ne s'en tient pas là. « J'ajoute, écrit-il, que les arguments que vous m'attribuez ainsi sont très loin de ce que j'ai écrit sur la guerre civile et l'éthique socialiste dans nombre d'articles et de livres »³. Je ne peux en aucun cas être d'accord avec cela. Victor Serge a écrit différentes choses à différents moments. Mais je parle des positions qu'il développe aujourd'hui et qui tendent à soumettre la lutte de classes du prolétariat aux normes de la morale petite-bourgeoise.

Au lieu de se plaindre constamment et d'émettre des démentis purement formels, Victor Serge ferait mieux d'exposer sous forme de thèses programmatiques concentrées et précises ses idées sur les tâches révolutionnaires essentielles ou au moins sur la morale révolutionnaire. Disons-le à l'avance : il ne le fera pas, car il n'y a pas chez lui d'idées précises ; il n'y a qu'un

1. Article (T 4621-1), traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

2. Cf. *Œuvres*, 17, pp. 159-196.

3. Il s'agit de la « prière d'insérer » que l'on trouvera dans Victor Serge et Léon Trotsky, *La Lutte contre le stalinisme*, dans lequel Michel Dreyfus a publié quelques pièces de ce dossier (pp. 240-241).

ŒUVRES, AVRIL-SEPTEMBRE 1939

sentiment confus de déception, d'incertitude, de mécontentement, d'éloignement du marxisme et de la révolution prolétarienne. Tombant de plus en plus sous l'influence du scepticisme petit-bourgeois, Victor Serge se contredit à chaque pas et s'insurge contre les autres qui « ne le comprennent pas » et le « déforment ». D'où ses démentis incessants, dépourvus du moindre contenu politique.

MOSCOU MOBILISE ¹

(11 septembre 1939)

Moscou mobilise et chacun se demande contre qui. Mais actuellement, même le Kremlin ne le sait pas. Une chose est claire : le pacte germano-soviétique a facilité la défaite de la Pologne mais n'a pas du tout garanti la neutralité de l'Union soviétique. L'armée polonaise s'est révélée plus faible que beaucoup ne le supposaient. Maintenant, à Paris et à Londres, on considère certainement l'avance de l'armée allemande vers la frontière soviétique avec intérêt et sans trop d'alarme. L'amitié entre Staline et Hitler exige de la distance.

La défaite totale de la Pologne pourrait se révéler fatale au pacte germano-soviétique. Après s'être installé aux frontières de l'Ukraine et de la Biélorussie, Hitler proposera à Staline de donner un caractère plus actif à son « amitié » nouvelle. Il pourrait en même temps se tourner vers Paris et Londres en leur proposant de donner à l'armée allemande la possibilité d'avancer plus loin vers l'Est, et se montrerait tout à fait disposé, en échange, à s'engager en même temps à ne pas soulever la question des colonies pendant vingt-cinq ou trente ans (Hitler échange volontiers l'espace contre le temps). Sous la pression de ce double chantage, Staline devra fixer définitivement son choix. Pour maintenir les deux possibilités, les stations de radio de Moscou donnent en russe les informations favorables aux nations occidentales et en allemand celles qui sont favorables à l'Allemagne. Il est difficile d'imaginer expression plus symbolique de la politique de double jeu du Kremlin ainsi que du caractère personnel de Staline. Comment ce double jeu va-t-il être résolu ?

1. Article (T 4623) traduit du russe, avec la permission de la Houghton Library.

Staline comprend ce que même l'ex-Kaiser Guillaume II² a compris : que, dans le cas d'une guerre prolongée, Hitler va droit vers une grande catastrophe. Mais tout le problème est une question de temps et de rythme. Dans sa course à l'abîme, Hitler peut, non seulement écraser la Pologne, mais aussi porter des coups qui pourraient coûter sa tête à l'oligarchie du Kremlin. Or ces messieurs mettent leur tête au-dessus de tout. Pour leur salut, ils peuvent être amenés à faire avec Hitler un chemin beaucoup plus long qu'ils ne le souhaitaient au moment de la conclusion du pacte.

Il est vrai que, sur cette route, il existe l'obstacle de l'extrême impopularité dans les masses de l'alliance avec le fascisme. Molotov y a récemment fait allusion dans son dernier discours, en déplorant que « la propagande simpliste » (c'est-à-dire la propagande du Comintern d'hier contre le fascisme) ait donné naissance, même en Union soviétique, à [un courant] d'hostilité à un accord germano-soviétique³. Les informations radiodiffusées en russe dont il a été parlé plus haut l'attestent. Mais Staline compte bien venir à bout de l'opinion publique de son propre pays par de nouvelles purges : l'hostilité des ouvriers et des paysans russes, à la différence de celle de Hitler, n'est pas encore armée. Ainsi, après avoir commencé comme intendant de Hitler, Staline peut-il devenir son demi-prisonnier et allié.

Mais le Kremlin ne peut-il opérer un nouveau revirement, rompre le pacte germano-soviétique et, à la dernière minute se retourner contre Hitler ? Pour cela, il faudrait, bien sûr, que la France et l'Angleterre remportent dans la prochaine période de sérieux succès militaires et il faudrait en outre aux États-Unis une révision radicale de la loi sur la neutralité. Mais le Kremlin ne se lancerait guère dans une guerre contre Hitler, même dans ce cas. Cependant la concentration de forces importantes sur la

2. Le dernier empereur d'Allemagne, le dernier des Hohenzollern, *Guillaume II* (1859-1941), qui avait abdicqué en 1918 et s'était réfugié aux Pays-Bas, multipliait les mises en garde sur le thème du refus de laisser s'entre-déchirer les nations civilisées, et de la nécessité de la croisade contre le bolchevisme.

3. Dans son discours au Soviet suprême du 31 août, Molotov avait déclaré précisément : « Il faut avouer qu'il y avait aussi dans notre pays quelques personnes à courte vue qui, entraînées par une propagande antifasciste simpliste, ont oublié le travail provocateur de nos ennemis », et, plus loin, « Ils oublient qu'il ne s'agit pas de notre attitude à l'égard du régime intérieur d'un autre pays, mais des relations extérieures entre deux États. Ils oublient que notre position est de ne pas interférer dans les affaires intérieures des autres pays et en conséquence de ne pas tolérer d'ingérence dans nos propres affaires intérieures ».

LÉON TROTSKY

frontière occidentale permettrait à Staline de rejeter de nouvelles exigences, absolument inévitables, de Hitler.

Seuls des bavards tout à fait ignares ou des agents du Kremlin peuvent relier la question de la direction de la politique de Moscou avec les idées de la classe ouvrière internationale, les tâches du socialisme, les principes de la démocratie, etc. En réalité, la politique de Moscou est déterminée exclusivement par la lutte de l'oligarchie dirigeante pour sa propre préservation. Le choix par le Kremlin de sa route sera déterminé par le rapport de forces matériel entre les deux camps et par le déroulement des opérations militaires dans les prochaines semaines. Il serait peut-être plus juste de parler, non pas du « choix d'une voie », mais de la direction du prochain zigzag.

PRINCIPAUX OUVRAGES ET ARTICLES CITÉS OU CONSULTÉS POUR CE VOLUME

- AARON, Daniel. — *Writers on the Left*. — New York, Oxford U.P. (2^e éd.) 1977. — 460 p.
- ABOSCH, *Trotzki-Chronik. Daten zu Leben und Werk* (Zusammengestellt von). — Munich, Carl Hanser Verlag, 1963. — 156 p.
- ALEXANDER, Robert. — *Trotskyism in Latin America*. — Stanford, Hoover, I.P., 1973. — 304 p.
- ALLES, Wolfgang. — *Zur Politik und Geschichte der deutschen Trotzkisten ab 1930*. — Thèse, Université de Mannheim, 1978. — 296 p.
- ANGUIANO Arturo, PACHECO, Guadalupe, VIZCAINO, Rogelio. — *Cárdenas y la Izquierda Mexicana*. — Juan Pablos, Mexico, 1976. — 390 p.
- ANTONOV-OVSEYENKO, Anton. — *The Time of Stalin. Portrait of a Tyranny*. — New York, Harper & Row, 1981. — 376 p.
- BROCKWAY, Archibald Fenner. — *Inside the Left. Thirty Years of platforms, press, prison and Parliament*. — London, Allen & Unwin, 1942. — 352 p.
- BROUÉ, Pierre. — *Le Parti Bolchevique, Histoire du P.C. de l'U.R.S.S.* — Paris, Minuit, 1963. — 608 p.
- *Les Procès de Moscou*. — Paris, Julliard « archivea », 1962. — 302 p.
- *La Révolution espagnole 1931-1939*. — Paris, Flammarion « Questions d'histoire », 1973. — 190 p.
- « Quelques proches collaborateurs de Trotsky », *Cahiers Léon Trotsky* n° 1, 1970. — 24 p.
- « Trotsky et le Bloc des oppositions en 1932 », *Cahiers Léon Trotsky* n° 5, 1980. — 32 p.
- « Les Trotskystes en Union soviétique (1929-1938) », *Cahiers Léon Trotsky* n° 6, 1980. — 60 p.
- *L'Assassinat de Trotsky*. — Bruxelles, Complexe (Mémoire du siècle), 1980. — 192 p.
- « La mission de Wolf en Espagne », *Cahiers Léon Trotsky* n° 10, 1982. — 8 p.
- « Le Mouvement trotskyste en Amérique latine », *Cahiers Léon Trotsky* n° 11, 1982. — 17 p.

LÉON TROTSKY

- « Chen Duxiu et la IV^e Internationale 1938-1942 », *Cahiers Léon Trotsky* n° 15. — 12 p.
- « Quand Carrillo était gauchiste : les Jeunesses socialistes d'Espagne de 1934 à 1936 », *Cahiers Léon Trotsky* n° 16. — 36 p.
- « Rako (Khristian G. Rakovsky) », *Cahiers Léon Trotsky*, n^{os} 17 et 18. — 39 p.
- « Ljova : le fiston », *Cahiers Léon Trotsky* n° 13. — 30 p.
- « Charles Beard et les Procès de Moscou », *Cahiers Léon Trotsky* n° 19. — 19 p.
- « Les " léninistes " du P.S.O.E. », *Cahiers Léon Trotsky* n° 20. — 26 p.
- « Gauche allemande et Opposition russe (1926-1928), *Cahiers Léon Trotsky* n° 21. — 21 p.
- « Trotsky et les trotskystes devant la Deuxième Guerre mondiale », *Cahiers Léon Trotsky* n° 24. — 25 p.
- BROUÉ, Pierre et TÈMIME, Emile. — *La Révolution et la Guerre d'Espagne*, Paris, Minuit, 1961. — 542 p.
- CANNON, James Patrick. — *History of American Trotskyism. Reports of a participant*. — New York, Pioneer Publishers, 1944. — 268 p.
- CAVIGNAC, Jean. — « Les Trotskystes espagnols dans la tourmente », *Cahiers Léon Trotsky* n° 10. — 7 p.
- CILIGA, Ante. — *Dix Ans au pays du mensonge déconcertant*. — Paris, Champ Libre, 1977. — 564 p.
- CORVISIERI, Silvio. — *Trotskij e il comunismo italiano*. — Roma, Samona e Savekkun 1969. — 360 p.
- CRAIPEAU, Yvan. — *Le Mouvement trotskyste en France*. — Paris, Syros, 1972. — 288 p.
- DE BEULE, Nadya. — *Het belgisch Trotskisme. De Geschiedenis van een groep oppositionnelle Kommunisten 1925-1940*. Jan Dhondt-Sichting (Masereelfonds), 1980. — 276 p.
- DENIS, Serge. — *Le mouvement ouvrier américain et l'action politique 1929-1938*. — 3 vol. Thèse Université de Grenoble, 1981. — 1 267 p.
- DEUTSCHER, Isaac. — *Trotsky, t. 3, Le Prophète hors la loi (L'Exil)*. — Paris, Julliard (Temps modernes), 1965. — 704 p.
- DOWSE, Robert. — *Left in the Centre. The Independant Labour Party 1893-1940*. — London, Longmans, 1966. — 232 p.
- DRECHSLER, Hanno. — *Die Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands (S.A.P.D.). Ein Beitrag zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung am Ende der Weimarer Republik*. — Meinseheim/Glan, A. Hain, 1965. — 406 p.
- DREYFUS, Michel. — *Bureau de Londres ou IV^e Internationale ? Socialistes de gauche et trotskystes en Europe (1933-1940)*, Thèse 3^e cycle, Université de Nanterre, Paris-X, 1978. — 418 p.
- DUNAIEVSKAIA, Raïa. — « Trotsky, l'Homme », *Cahiers Léon Trotsky* n° 2. — 14 p.

ŒUVRES, AVRIL-SEPTEMBRE 1939

- FATHEREE, Ben H. — *Trotskyism in Spain (1931-1937)*. — Thèse Ph. D. Ann Arbor, 1978. — 258 p.
- FEIGON, Lee. — *Chen Duxiu Founder of the Chinese Communist Party*. — Princeton, 1983. — 280 p.
- FRANK, Pierre. — *Histoire de l'Internationale communiste*. — 2 vol. Paris, La Brèche, 1981. — 942 p.
- GALL, Olivia. — « La revue *Clave*, outil politique de Trotsky », *Cahiers Léon Trotsky* n° 11. — 6 p.
- GUÉRIN, Daniel. — *Front populaire, révolution manquée. Témoignage militant*. — Paris, Maspero, 1970. — 316 p.
- HEIJENOORT, Jean van. — *De Prinkipo à Coyoacán. Sept ans auprès de Léon Trotsky*. — Paris, Maurice Nadeau, Lettres Nouvelles, 1978. — 240 p.
- JOUBERT, Jean-Paul. — *Révolutionnaires de la S.F.I.O. Marceau Pivert et le pivertisme*. — Paris, Presses de la F.N.S.P., 1977. — 296 p.
— « Quand l'Humanité couvrait les traces des tueurs », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3. — 23 p.
— « L'affaire Kirov commence en 1934 », *Cahiers Léon Trotsky* n° 21. — 18 p.
- KADAR, Marlene. — *Cultural Politics in the 1930s, Partisan Review, the Surrealists and Leon Trotsky*, Ph. D. University of Alberta 1983. — 284 p.
- KASTRITIS, Kostas. — *Istoria tou Mpolebikismou trotskysmou stèn Ellada* — s.l., s.d., Ekdoseis « Ergatikès Protoporeias ». — 160 p.
- KELLER, Fritz. — *Gegen den Strom. Fraktionskämpfe in der K.P.O. Trotzlisten und andere Gruppen 1919-1945*. — Wien, Europa Verlag, 1978. — 306 p.
- KRIVINE, Jean-Michel et KAHN Marcel-Francis. — « La mort de Léon Sedov » *Cahiers Léon Trotsky* n° 13. — 18 p.
- LAZITCH, Branko (avec la collaboration de Milorad Drachkovitch). — *Biographical Dictionary of the Comintern*. — Stanford, Hoover I.P., 1973. — 458 p.
- LEGEIN, Catherine. — *Le Parti Socialiste Révolutionnaire (le mouvement trotskyste en Belgique de 1936 à 1939)*, Université catholique de Louvain, 1982. — 400 p.
- LEQUENNE, Michel. — « Les demi-aveux de Zborowski » *Cahiers Léon Trotsky* n° 13. — 18 p.
- MACDONALD, Dwight. — *Memoirs of a Revolutionist*, N. Y. Meridian, 1958. — 376 p.
- MEDVEDEV, Roy. — *Let History Judge*. — London, Macmillan, 1972. — 566 p.
- MENDEL, Hersh. — *Mémoires d'un Révolutionnaire juif*, 1^{re} éd. 1959, traduit du Yiddish, Grenoble, P.U.G., 1982.
- MYERS, Constance Ashton. — *The Prophet's Army. Trotskyists in America*. — Westport (Conn), Greenwood Press, 1977. — 282 p.
- PERTHUS, Max (P. P. van't Hart). — *Henk Sneevliet. Revolutionair-Socialist in Europa en Azië*. — Nimègue, Sun, 1976. — 512 p.

LÉON TROTSKY

- POOLE, Thomas R. — « *Counter-Trial* » : *Leon Trotsky on the Soviet purge trial*. — Thèse Université du Massachusetts, 1974, 2 vol. Ann Arbor. — 714 p.
- PRAGER, Rodolphe (édité par) — *Les Congrès de la quatrième Internationale*, vol. 1, *Naissance de la IV^e Internationale (1939-1940)*. — Paris, La Brèche, 1978. — 488 p.
- PREIS, Art. — *Twenty of the C.I.O.* — *Labor's Giant Step*. — New York, Pathfinder, 1972. — 538 p.
- RABAUT, Jean. — *Tout est possible ! Les gauchistes français (1929-1944)*. — Paris, Denoël-Gonthier, 1974. — 276 p.
- RETZLAW, Karl. — *Spartakus, Aufstieg und Niedergang. Erinnerungen eines Parteiarbeiters*. — Frankfurt/Main, Neue Kritik, 1971. — 500 p.
- REVOL, René. — « Procès de Moscou en Espagne », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, 1979. — 18 p.
- ROCHE, Gérard. — « Défense et contre-enquête en France », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, 1979. — 47 p.
— « *Partisan Review*, revue partisane », *Cahiers Léon Trotsky* n° 19. — 24 p.
- ROGER, Michel. — *Histoire de la Fraction de gauche italienne en émigration (1925-1940)*, Thèse 3^e cycle E.H.S.S., 1981. — 421 p.
- ROSENTHAL, Gérard. — *Avocat de Trotsky*. — Paris, Laffont, 1976. — 350 p.
- SERGE, Victor. — *Vie et Mort de Léon Trotsky*, vol. 2. — Paris, Maspero, 1973. — 150 p.
- SERGE, Victor et TROTSKY, Léon. — *La Lutte contre le Stalinisme*, textes de 1936-1939 présentés par Michel Dreyfus. — Paris, Maspero, 1977. — 272 p.
- SERGE, Victor. — *Mémoires d'un révolutionnaire 1901-1941*. Paris, Seuil, 1978. — 444 p.
- SINCLAIR, Louis. — *Leon Trotsky : a Bibliography*. — Stanford, Hoover I.P., 1972. — 1092 p.
- SINCLAIR, Louis. — *Leon Trotsky : a Bibliography*, abridged, amended and supplemented by L.S. — L. Sinclair, 1978. — 724 p.
- STINAS A. — *Anamnisis (Soixante ans sous le drapeau de la révolution socialiste)*. 2 vol., 1977 & 1978. — 256 & 268 p.
- STOBNICER, Maurice. — *Le Mouvement trotskyste allemand sous la république de Weimar*. — Université de Paris VIII. 1980. — 357 p.
— « Des Emigrés dans le grand vent (I.K.D. en exil) », *Cahiers Léon Trotsky* n° 21. — 16 p.
- THALMANN, Clara & Paul. — *Revolution für die Freiheit. Stationen eines politischen Kampfes. Moskau/Madrid/Paris*. — Hamburg, Association Verlag 2^e ed. 1977. — 398 p.
- TICHELMAN, Fritjof. — *Henk Sneevliet, 1888-1942, een politieke biografie*. — Amsterdam, van Gennep, 1974. — 136 p.
- TJADEN, Karl Hermann. — *Struktur und Funktion des « K.P.D.-Opposition », (K.P.O.). Eine Organisations soziologische Untersu-*

ŒUVRES, AVRIL-SEPTEMBRE 1939

- chung zur « Rechts »-Opposition im Deutschen Kommunismus zur Zeit der Weimarer Republik. — Meisenheim/Glan, A. Hain, 1964. — 692 p.
- TROTSKY, Léon. — *Le Mouvement communiste en France (1919-1939)*. Textes présentés et annotés par Pierre Broué. — Paris, Ed. de Minuit, 1967. — 724 p.
- *La Révolution espagnole 1930-1940* (textes présentés et annotés par Pierre Broué). — Paris, Ed. de Minuit, 1975. — 791 p.
- *Writings 1936-1937 et 1937-1938* (édité par Naomi Allen et George Breitman). — New York, Pathfinder, 1978. — 572 p.
- *Writings, Supplement (1934-40)* (édité par George Breitman). — New York, Pathfinder, 1979. — 982 p.
- *Leon Trotsky on China* (édité par Les Evans et Russell Block). — New York, Pathfinder, 1974. — 688 p.
- USTVEDT, Yngvar. — *Verdensrevolusjonen på Hønefoss. En Beretning om Leo Trotskij's opphold i Norge*. — Oslo, Gyldendal, Norsk Fordag, 1974. — 248 p.
- VENKATARAMANI, M. S. — « Leon Trotsky's Adventure in American Radical Politics 1935-7 », *International Review of Social History* n° 1, 1964, Amsterdam. — 46 p.
- VEREEKEN, Georges. — *La Guépéou dans le mouvement trotskyste*. — Paris, La Pensée universelle, 1975. — 380 p.
- VERGNON, Gilles. — « Des socialistes révolutionnaires en France », *Cahiers Léon Trotsky* n° 20. — 16 p.
- « Les Bases du tournant de Trotsky vers la nouvelle Internationale », *Cahiers Léon Trotsky* n° 21. — 16 p.
- VOGELSANGER, David. — *Der Trotskismus in der Schweiz (1930-1942)*, Université Zürich, 1979. — 190 p.
- WALD, Alan. — *James T. Farrell. The Revolutionary Socialist Years*. — New York, New York U.P., 1978. — 190 p.
- « La Commission Dewey : quarante ans après », *Cahiers Léon Trotsky* n° 3, 1979. — 18 p.
- « Revolutionary Intellectuals ; *Partisan Review* in the 1930s », *Occident* (Berkeley) 1974. — 14 p.
- « Herbert Solow : Portrait of a New York intellectual » *Prospects* n° 3, 1977. — 23 p. Traduction française *Cahiers Léon Trotsky*, n° 19.
- « Trotsky et les intellectuels des Etats-Unis », *Cahiers Léon Trotsky* n° 19. — 12 p.
- WANG FAN-HSI. — *Chinese Revolutionary*, Oxford U.P., 1980. — 282 p.
- WEBER, Hermann. — *Die Wandlung des deutschen Kommunismus*. — Frankfurt/Main, Europäische Verlagsanstalt, 1969. — 466 & 228 p.
- ZELLER, Fred. — *Trois points, c'est tout*. Paris, Laffont, 1976. — 316 p.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

Cet index renvoie aux noms des personnes citées, mais pas aux noms des historiens non contemporains de Trotsky ou aux personnages de romans ou pièces de théâtre. Les numéros en *italique* renvoient à l'appareil critique, chronologie, introduction et notes, les autres au texte de Trotsky. Les numéros suivis d'un astérisque * renvoient aux pages où sont données des indications biographiques. Nous avons délibérément renoncé à renvoyer de façon systématique soit au nom, soit au pseudonyme, renvoyant seulement à celui des deux qui est le plus connu en général ou le plus employé dans le volume. Enfin, nous avons renvoyé à des personnes qui ne sont pas nommées mais sont identifiables (p. ex., pour « mon fils », on a renvoyé à Sedov, pour « ma femme » à N. I. Sedova, etc.).

- ABERN, Martin, 142 *, 161, 174, 177, 185, 192, 220, 226, 249, 262, 263.
ABRAMOVITCH, Rafail A. Rein, dit, 367 *.
AKSELROD, Pavel B., 346 *.
ALEKSANDROVA, Vera (V. M. Mordvinova, ép. Schwarz-Monosson, dite), 367 *.
ALEXANDER, Kenneth, 42.
ALFARO SIQUEIROS, David, 24, 25, 26.
ALMAZÁN, Juan Andreu, 29.
ANDREIEV, Andrei A., 199 *.
ANGARETIS, Zigmas, 326.
ANVELT, Jan, 326.
ARAQUISTÁIN, Quevedo, Luis, 258 *.
ATLEE, Clement R., 307 *, 324, 327.
AUSTERLITZ, Friedrich, 64 *.
AZAÑA y Díaz, Manuel, 207 *.
- BAILLY, Pierre, 279 *, 280.
BAKOUNINE, Michel, 277 *.
BARDIN, Alfred, voir Léon.
BARDIN, Joannès, voir Boitel.
BASCH, Victor, 212 *, 213.
- BASSOLS, Narciso, 24.
BECK, Jozef, 256 *.
BENNETT, William, 97.
BERIA, Lavrentii P., 141 *, 194, 197, 197, 220.
BERN, Irving, Paul Bernick dit, 186 *.
BERNAUT, Elsa, dite Reiss, 190 *.
BERNAUT, Roman, 190.
BERNSTEIN, Eduard, 211 *, 212.
BIRNEY, Earle A. dit Robertson, 136 *.
BISMARCK, Otto von, 235 *.
BLAGOIEVA, Stella, 76.
BLASCO, Pietro Tresso dit, 41 *.
BLÜCHER, Vassili, 259 *.
BLUM, Léon, 39 *, 271, 278, 282, 319, 323-325, 327.
BOITEL, Joannès Bardin dit, 24, 26, 163, 264, 316 *.
BONNEL, Louis, 292 *.
BONNET, Georges, 107 *.
BORODINE, Mikhail M. Grusenber
dit, 46 *.
BOSCH, Evgenia, 60.
BOSE, Subhas Chandra, 138, 306.

LÉON TROTSKY

- BOUDIENNY, Semion M., 198*.
 BOUKHARINE, Nikolai I., 35*, 36, 38, 60, 93, 235, 254, 335.
 BRANDLER, Heinrich, 32*, 282, 288.
 BRANDT, Willy, 282.
 BRETON, André, 76.
 BROCKWAY, Archibald Fenner, 44, 55*, 280.
 BROWDER, Earl R., 73, 301.
 BURNHAM, James, 23, 29, 185, 341.
- CACHIN, Marcel, 39*.
 CAMPBELL, John Ross, 37*.
 CANNON, James P., 23, 31, 41*, 43, 79, 87, 88, 115, 133, 134, 142, 188, 191, 224, 243, 314, 316, 381.
 CÁRDENAS, Lázaro, 70, 112*.
 CASSIUS, 323.
 CÉLINE, J. F. Destouches, dit Louis Ferdinand, 374*.
 CÉSAR, Jules, 323.
 CESARSKAIA, Emma, 378.
 CHAMBERLAIN, Neville, 40*, 55, 217, 228, 234, 252, 260, 298, 301.
 CHAPOCHNIKOV, Boris, 198*.
 CHEVTCHENKO, Tarass, 126*.
 CHURCHILL, Winston, 252.
 CITRINE, Sir Walter McLennan, 307*, 324.
 CLARK, Eleanor, 109.
 COHN, Oscar, 82*.
 C●LLINET, Michel, 224.
 COLLINS, Alan C., 167*, 220, 222, 240, 262.
 COMPANYS, Luis, 281.
 COPIC, Vladimir, 326.
 CORNELL, Charles O., 26, 91, 317*.
 CORVIN, Mathias, 134.
 COUGHLIN, Charles, 175*, 285, 317.
 CRAIPEAU, Yvan, 79, 163.
 CURTISS, Charles, 90, 120*, 152, 315, 317, 378.
 CURTISS, née Ilstein, Lillian, 90*, 152, 184, 317, 379.
- DALADIER, Edouard, 217*.
 DAN, Fedor I. Gourvitch, dit, 317*, 367.
 DAUGE, Walter, 29, 157, 286.
 DEGRELLE, Léon, 45.
 DE MAN, Hendrik, 205*.
 DENIKINE, Anton, 211.
 DESILVER, Albert, 90.
- DESILVER, Margaret, 90*.
 DEWEY, John, 90, 101*, 159, 389, 398.
 DIMITROV, Georgi, 127*, 234, 254, 386.
 DOBBS, Farrell, 119*.
 DOBROGEANU, Alexandr, 326.
 DOMBAL, Thomas, 326.
 DURANTY, Louis, 39*, 218.
 DURRUTI, Buenaventura, 76.
 DYBENKO, Pavel, 34*, 259.
- EASTMAN, Max, 48*, 75.
 EBERT, Friedrich, 252*, 358.
 EDEN, Anthony, 252*.
 EGOROV, Aleksandr I., 259*.
 EJOV, Nikolai E., 21, 141, 148*, 194, 195, 198, 220.
 ENGELS, Friedrich, 50*, 144, 145, 211, 215, 306.
 ERBER, Ernest, 186*.
 ERCOLI, voir Togliatti.
 ESTRINE, Lelia Ia. Ginsberg, ép., 23, 26, 118*, 156, 245, 366, 367.
 ETCHEBÉHÈRE, Hipolito, 276.
- FAURE, Paul, 278*, 319.
 FERNÁNDEZ GRANDIZO, Manuel, voir Munis.
 FERNÁNDEZ, Vilchis, Octavio, 111.
 FERRAT, André Morel dit, 282.
 FILIPOVIĆ, Filip, 326.
 FISCHER, Louis, 32*.
 FISCHER, Oskar, voir Schüssler.
 FOIRIER, Roger, 165*.
 FORD, James, 74*.
 FORSTER, Albert, 382*.
 FORT-WHITEMAN, Lovett, 74*.
 FRANCO y Bahamonde, Francisco, 152, 204*, 301, 302.
 FRANK, Pierre, 170.
 FRANK, Waldo, 209*.
 FRANKEL, Jan, 23, 27, 109*, 119, 153, 171, 189, 263-265, 314.
 FREILIGRATH, Ferdinand, 121*.
- GAMARNIK, Jan B., 259*.
 GANDHI, Mohandas Karamchand, 138*, 306, 309.
 GAPONE, Georgi A., 32.
 GARCÍA TREVIÑO, Rodrigo, 178*.
 GARVEY, Marcus, 58*, 63.
 GEORGE, Mrs Adelaïde, 122*.

ŒUVRES, AVRIL-SEPTEMBRE 1939

- GIDE, André, 227, 369*.
 GLENNER, John, voir Frankel.
 GOEBBELS, Joseph, 382*.
 GOETHE, Wolfgang, 183*.
 GOLDENBERG, Boris, 276.
 GOLDMAN, Albert, 23, 26, 27, 119, 163, 165, 168*, 169, 189, 223, 263, 314, 316.
 GÖRING, Hermann, 254.
 GORKIĆ, Milan, 326.
 GORKIN, Julián Gómez García, dit, 224, 282*.
 GORKY, Maksim Pechkov dit, 121*, 355, 375, 376.
 GOULD, Nathan, 26, 186*.
 GRANDI, Dino, 252.
 GROVES, Reg, 42*.
 GRUN, 105.
 GRUSENBERG, voir Borodine.
 GUÉRIN, Daniel, 27, 291*.
 GUILLAUME II de Hohenzollern, 131, 356, 403*.
 GUTTMANN, Josef, 37.
 GUY (pseud.), 91.
- HAMILTON, Betty Dutoit, ép., 43.
 HANSEN, Joseph, 136*, 137, 173.
 HARBER, Denzil D., 43.
 HARRIS, Alice G., 398.
 HASTON, Jock, 43.
 HAUTAS, 326.
 HAYWOOD, William, 74*.
 HEALY, Gerry, 43.
 HEGEL, Friedrich, 183*.
 HEIJENOORT, Jean van, voir Van.
 HELD, Walter, Heinz Epe dit, 277*.
 HERRING, Hubert C., 293*.
 HILFERDING, Rudolf, 322*.
 HINDENBURG von Beneckendorff, Paul, 252*.
 HIRSCH, Werner, 326.
 HITLER, Adolf, 38, 64, 90, 128, 212, 217, 228, 231-235, 257, 296-298, 303, 305, 308, 363-365, 382, 387, 389-394, 402, 403.
 HOHENZOLLERN, voir Guillaume II.
 HOOK, Sidney, 75, 76*.
 HUDSON, Carlos, 60*, 91, 96, 101, 103.
 HUGHES, Emrys, 123*.
- IAGODA, Henrikh, 148*, 171, 194, 195, 198, 220.
- IAKIR, Iona E., 259*.
 ISAACS, Harold R., 67*.
 IVERSKAIA, Faina, 167.
- JAMES, Cyril L. R., 25, 31*, 42, 44, 54, 57, 62, 63, 73, 87, 88, 91-104.
 JORDANIA, Noé N., 351*.
 JOUHAUX, Léon, 270.
- KAGANOVITCH, Lazar M., 199*, 246.
 KAHLO DE RIVERA, Frida, 69, 71, 155.
 KALANDRA, Záviš, 37.
 KALININE, Mikhaïl, 198, 255.
 KAMENEV, Lev B. Rosenfeld, dit, 194*, 235.
 KANT, Emmanuel, 212*.
 KARSNER, Rosa Rosenbliett ép., 190*.
 KEIR-HARDIE, James, 123.
 KEITEL, Wilhelm, 25.
 KEMAL, Mustafa, 256*.
 KENYATTA, Jomo, 93.
 KERENSKY, Aleksandr F., 196*, 363, 397.
 KIBALTCHITCH, voir Serge.
 KIENZL, Karl, 247*, 248.
 KING, 33.
 KIPPENBERGER, Hans, 326.
 KIROV, Sergei M. Kostrikov, dit 254*.
 KLEMENT, Rudolf, 134*, 284, 314.
 KLUGER, Pearl, 107*.
 KOPA, voir Staline.
 KOBZEI, Toma, 136*.
 KOLOZOV, 326.
 KOSTRZEWA, Wera, 326.
 KRIVITSKY, Samuel, Ginzburg dit Walter, 23, 27, 118*, 172, 232, 265, 296.
 KRYLENKO, Nikolai V., 144*.
 KUN, Béla, 326.
 KUNSTLINGER, Henri, 139*, 141.
- LAFOLLETTE, Suzanne, 101*.
 LANDAU, Kurt, 282*.
 LANKIN, Sol, 96, 317.
 LANSBURY, George, 307.
 LARGO CABALLERO, Francisco, 207*, 257, 258.
 LEE, Ralph, 43.
 LEFEUVRE, René, 276.
 LEITE, Hilcar, 28.
 LÉNINE, Vladimir Oulianov dit, 32,

LÉON TROTSKY

- 53, 70, 115, 121, 144, 185, 196, 213, 221, 222, 254, 277, 282, 306, 309-335, 343, 344, 346-349, 351-354, 380, 385.
- LÉON, Alfred Bardin dit, 27, 264, 316.
- LENSKI, Julian Leszczynski, dit, 326.
- LEOW, Willi, 326.
- LESOIL, Léon, 316.
- LEWIS, John L., 59*.
- LIEBKNECHT, Karl, 159, 215*, 306.
- LIEBKNECHT, Wilhelm, 215.
- LINCOLN, Abraham, 43, 92.
- LITVINOV, Maksim M. Wallach dit, 22, 39*, 197, 198, 296, 385.
- LOMBARDO TOLEDANO, Vicente, 178.
- LOUTCHKOV, Henrikh, 171*.
- LOVESTONE, Jay, 74, 93*, 178, 224, 283, 288.
- LOYOLA, Ignace de, 154*.
- LUDENDORFF, Erich von, 131*.
- LUNDBERG, Ferdinand, 302.
- LUXEMBURG, Rosa, 63*, 66, 125, 215, 276, 277, 335.
- LYONS, Eugène, 378.
- McKINNEY, Ernest Rice, 59.
- MAGYAR, Lajos, 326.
- MAITLAND, Frank, 93*.
- MALAMUTH, Charles, 143*, 161, 162, 240, 241, 249, 381.
- MALAUQUAIS, Vladimir Malecki dit Jean, 227*, 369-377, 380.
- MALENKOV, Georgi M., 246*.
- MALRAUX, André, 374*.
- MANOUILSKY, Dimitri Z., 127*, 138, 233, 254, 308.
- MARKOVIĆ, Sima, 326.
- MARTEL, voir Cannon.
- MARTIN DES PALLIÈRES, Jeanne, voir Molinier, Jeanne.
- MARTINET, Daniel, 108*.
- MARTINET, Marcel, 108*.
- MARTOV, Iossif O. Cederbaum dit, 282*, 323, 350.
- MARTY, André, 76.
- MARX, Karl, 30, 121, 142-145, 159, 174-177, 192, 215, 235, 256, 289, 306, 309, 357.
- MAURÍN, Joaquín, 52, 282.
- MAUROIS, André, 376*.
- MAXTON, James, 44, 55*, 280.
- MEHERELLY, Yussuf, 312.
- MELLO, Plinio Gomès de, 24, 28.
- MENDEL, Alfred O., 154*, 159, 161, 162, 174-177, 192.
- MERCADER del Río, Ramón, 24.
- MEYERHOLD, Vsevolod, 21, 27.
- MIKOYAN, Anastas I., 199*.
- MILIOUKOV, Pavel B., 196*, 350, 365.
- MILLS, Edward K. Jr., 159, 184.
- MINOR, Robert, 73*.
- MITCHELL, Arthur W., 102*.
- MOLINIER, Henri, 84*.
- MOLINIER, Jeanne, née Martin des Pallières, 26, 67, 80*-86, 107, 113, 114, 158.
- MOLINIER, Raymond, 23, 26, 27, 41, 67*, 80, 84, 86, 105, 113, 170, 211, 316.
- MOLTCHANOV G. A., 171.
- MOLOTOV, Viatcheslav M. Skriabine dit, 22, 145*, 197, 199, 231, 254-257, 382-385, 390, 403.
- MORAND, Paul, 376*.
- MOSS, Barney, 97.
- MOURALOV, Nikolai I., 259*.
- MRATCHKOVSKY, Sergeï I., 259*.
- MÚGICA, Francisco J., 23, 28, 70*.
- MUNIS, Manuel Fernández Grandizo dit, 152*.
- MUSSOLINI, Benito, 217, 257, 303, 305, 308, 322.
- MUSTE, Abraham, Johannes, 76.
- NAPOLÉON I^{er}, 368.
- NARAYAN, Jaya Prakash, 312.
- NAVILLE, Pierre, 27, 50*, 116, 134, 156, 163, 168, 169.
- NEGRÍN LÓPEZ, Juan, 207*.
- NEHRU, Jawaharlal, 138, 312.
- NENNI, Pietro, 322*.
- NEUMANN, Heinz, 326.
- NEURATH, Alois, 26, 247*, 248.
- NICOLITCH, Suzanne Alamercery, ép., 280*.
- NIN Pérez, Andrés, 52*, 281, 282.
- OEHLER, Edward Oler, dit Hugo, 328, 340*, 341.
- O'GORMAN, Juan, 113*.
- OLENIUK, Mikola, 396*.
- ORLOV, Aleksandr, 171, 172.
- O'SHEA, Carlos, voir Hudson.
- OUBOREVITCH, Ieronim, 258*.
- OUSTRIC, Albert, 325.

ŒUVRES, AVRIL-SEPTEMBRE 1939

- OWEN (pseud.), 91, 102, 103.
 OWEN, Chandler, 74 *
- PACHOUKANIS, Evgenii B., 144 *.
 PADMORE, Malcom Nurse dit George, 93.
 PARVUS (Alexandre Helphand dit), 355 *, 357.
 PATTERSON, William, 74 *.
 PAUKER, Marcel, 326.
 PAZ, Magdeleine Marx, ép., 209 *, 210.
 PEDROSA, Mário, 314.
 PÉRET, Raoul, 325.
 PETLIOURA, Semion, 130, 131 *.
 PHAM VAN HUM, 312 *.
 PHILIP RANDOLPH, A., 74.
 PIATAKOV, Iouri G., 33, 60 *, 76, 139, 355.
 PILSUDSKI, Jozef, 131, 256, 261.
 PIVERT, Marceau, 27, 45, 209 *, 211, 216, 224, 266-291.
 PLASTRIK, Stanley, voir Stanley.
 PLÉKHANOV, Georgi V., 344 *, 346-349.
 PLISNIER, Charles, 76 *.
 POGANY, Josef, 326.
 PÖGELMAN, Hans, 326.
 POLLITT, Harry, 327 *.
 POSTYCHEV, Pavel P., 332 *.
 POTEMKINE, Vladimir M., 197 *-199, 256.
 PRADER, Edouard Labin dit Jean, 276.
 PRÉOBRAJENSKY, Evgenii A., 35.
 PROUCHNIAK, Eduard, 326.
 PROUDHON, Pierre Jean, 277 *.
- RADEK, Karl B. Sobelsohn dit, 33, 139 *, 253.
 RAKOVSKY, Khristian G., 125, 259 *.
 RAMÍREZ, Julio, 70.
 RANC, Robert, 187 *.
 RASKOLNIKOV, Fedor Ilíne dit, 21, 25, 28.
 REBULL CABRÉ, José, 282 *.
 REED, John, 43.
 REISS, Ignaz Poretski dit Ignase, 173 *.
 REMMELE, Hermann, 38 *, 326.
 REVAY, J., 126.
 RIBBENTROP, Joachim von, 28, 386 *.
- RIVERA, Diego, 23, 25, 26, 28, 69 *-71, 76, 109, 110, 119, 121.
 RIVERA, Frida, voir Kahlo de Rivera.
 ROBERTS, voir Isaacs.
 ROBERTSON, voir Birney.
 ROBINSON (pseud.), 91.
 ROBINSON-RUBENS, 75.
 ROLLAND, Romain, 378.
 ROMAINS, Jules, 368 *.
 ROOSEVELT, Franklin D., 73 *, 76, 229, 303.
 ROSDOLSKY, Roman, 132 *.
 ROSENMARK, Hermann, dit Raymond, 212 *.
 ROSENTHAL, Gérard, 23, 26, 67 *, 80, 105, 106, 155, 187, 276, 380.
 ROSMER, Alfred Griot, dit Alfred, 23, 27, 28, 86 *, 105, 106, 155, 187, 276, 380.
 ROSMER, Marguerite Thévenet, ép. Griot, dite, 23, 27, 28, 67 *, 106, 154, 155, 187, 380.
 ROSS, Edward A., 398 *.
 ROUS, Jean, 24, 79, 105, 133 *, 134, 163, 164, 275.
 RÜHLE, Otto, 142, 159 *, 160, 175, 176.
 RYKOV, Aleksei, I., 35 *.
- SACCHETA, Herminio, 24, 28.
 SARA, Henry, 43 *.
 SCHOPENHAUER, Arthur, 154 *.
 SCHUBERT, Hermann, 326.
 SCHÜSSLER, Otto, 31, 38 *, 41, 398.
 SEDOV, Léon, 67, 80, 82 *, 106, 107, 113, 156, 158, 172, 187, 245.
 SEDOVA, Natalia I., 68 *, 90, 106, 107, 113, 159, 190.
 SERGE, Victor L. Kibaltchitch dit, 22, 34 *, 35, 156, 157, 183, 205-212, 216, 226, 266, 267, 282, 284-286, 289, 400, 401.
 SHACHTMAN, Max, 41 *, 134, 142, 381.
 SIEVA, Vsevolod P. Volkov dit, 23, 27, 28, 67, 68 *, 81-85, 105-109, 113, 317.
 SKOROPADSKY, Pavel, 130, 131 *.
 SKOROPIS-IELTOUKOVSKY, Oleksander, 131 *.
 SKRYPNIK, Mikola, 331.
 SNEEVLIET, Henk, 156, 211 *, 280-282, 286, 288, 340.

LÉON TROTSKY

- SOKOLOVSKAIA, Aleksandra L., ép.
 Bronstein, 80*, 86.
 SOLOW, Herbert, 75*.
 SOUVARINE, Boris Lifshitz dit, 205*,
 209, 213-216, 226.
 SPIEGEL, Rae, 118*.
 SPINETTA, Adrien, 27.
 STACCHINI, José, 24, 28.
 STALINE, Iossif V. Djougachvili dit,
 21, 31, 32, 35, 37-39, 121, 125-128,
 144-151, 167, 194-200, 205, 213, 218-
 222, 230-233, 235-239, 254-256, 263,
 271, 296-298, 309, 331, 343-345, 355,
 356, 380-383, 385, 387, 389-391, 402,
 403.
 STANLEY, Stanley Plastrik dit Sher-
 man, 22, 54*, 138, 305.
 STRANG, William, 228, 229*, 252.
 STROUVÉ, Peter von, 211*, 212.
 SUMNER, Charles, Hilary Sumner
 Boyd dit, 43*.
 SUN YAT-SEN, 256*.
- TARDIEU, André, 325.
 TARRADELLAS, Josep, 281.
 TA TU THAU, 22, 26, 312*.
 TCHIANG KAÏ-CHEK, 46*, 256.
 TCHITCHÉRINE, Georgi V., 34*, 385.
 THÉVENET, Marguerite, voir Rosmer.
 THOMAS, Norman, 301*.
 THOREZ, Maurice, 327*.
 TOGLIATTI, Palmiro, 327*.
 TOMSKY, Mikhaïl M. Efremov dit,
 35*.
 TOUKHATCHEVSKY, Mikhaïl N.,
 235*, 259, 295.
 TRAM VAN PHAM, 22, 26, 312*.
 TRESCA, Carlo, 89*.
- TRESSO, Pietro, voir Blasco.
 TROCELLO, Paul, 170.
- VAN, Jean van Heijenoort, 36, 67*,
 106, 247.
 VANZLER, Joseph, 90*, 143.
 VEREEKEN, Georges, 29, 84*, 113,
 211*, 286, 316, 340.
 VOLKOV, Platon I., 28, 81*, 82, 107.
 VOLKOV, Vsevolod, voir Sieva.
 VOLKOVA, Zinaïda L. Bronstein, ép.,
 68, 80*-82, 106, 107.
 VOLOSIN, 124.
 VORLÄNDER, Karl, 212*.
 VOROCHILOV, Klementi E., 34*, 38,
 199, 231, 255, 257, 383, 391.
 VUYOVIĆ, Voja, 326.
 VYCHINSKY, Andreï, 140*, 197-199.
 VYNNYTCHENKO, Vladimir, 396*.
- WALCHER, Jakob, 283*, 288.
 WALKER, Charles Rumford, 121*.
 WEBER, Sara Jacobs dite, 136.
 WEITZ, Lucien, 27, 291.
 WELS, Otto, 322*.
 WICKS, Harry, 43*.
 WILSON, Thomas Woodrow, 296*.
 WITKIN, Zara, 378*.
 WRANGEL, Piotr N., 211.
 WRIGHT, John G. voir Vanzler.
- ZBORÓWSKI, Mordka (Marc), 53, 156,
 245.
 ZEELAND, Paul van, 45.
 ZELLER, Fred, 27, 134.
 ZINOVIEV, Grigori E. Radomylsky,
 dit, 38, 194*, 234, 253, 254.
 ZOLA, Emile, 374*.

INDEX DES JOURNAUX ET PÉRIODIQUES

Appeal, voir *Socialist Appeal*.
Arbeiterzeitung, 64.

Batalla (La), 282.
Biulleten Oppositsii (B.O.), 118, 245,
366, 367, 396.
Borotba, 331.

Cahiers Léon Trotsky, 138.
Clave, 69, 70, 284.
Commune (La), 67, 84.
Croix (La), 204, 207.

Daily Worker, 74.

Excélsior, 109.

Fight, 42.
Forward, 123.
Futuro, 26.

Industrial Organizer (The), 60.
Internacional (La), 25.
International African Opinion, 93.
Internationale (Die), 36.
Iskra, 282, 346.
Izvestija, 33.

Jeune Garde (La), 170.
Juin 36, 28, 266.

Liberty, 221, 249, 262.

Lutte (La), 54, 258, 311, 312.
Lutte ouvrière (La) (Belgique), 157,
266.
Lutte ouvrière (La) (France), 27, 116,
164, 264.

Marxist (The), 328, 341.
Masses, 276.
Messenger (The), 74.
Militant (The), (Etats-Unis), 44, 165.
Militant (The), (Grande-Bretagne),
44.

Naché Slovo, 127.
Natchalo, 357.
Neue Zeit (Die), 322.
New International (The), 43, 97, 98,
226, 277, 284, 341, 342, 381.
New York Times, 39, 258, 382.
Northwest Organizer, 60.
Novaja Rossija, 363, 364, 367.

Peuple (Le), 204.
Pravda, 246, 308.

Quatrième Internationale, 55, 116, 164,
166.
Que Faire?, 282.

Révolution prolétarienne (La), 291.
Rousskoie Slovo, 357.

Saturday Evening Post, 296.
Socialist Appeal, 48, 60, 136, 171, 186,
188, 226, 317, 341, 342, 381.
Sotsialistitcheskii Vestnik, 318, 367.

Temps (Le), 251, 252.

Unser Wort, 277, 284.

Vérité (La), 374.
Vie ouvrière (La), 86, 108.
Voiennoe Delo, 198.
Voie de Lénine (La), 25, 79, 165.
Voz de México (La), 25, 26, 109, 141.

INDEX DES ORGANISATIONS

- African Blood Brotherhood, 74.
 American Civil Liberties Union (A.C.L.U.), 90.
 American Federation of Labor (A.F.L.), 74, 94, 95.
 American Negro Labor Congress, 74.
 Avant-Garde, 247.
- Balham Group, 43.
 Bund, 367.
 Bureau International pour l'unité révolutionnaire socialiste (Bureau de Londres, 367.
- Casa del Pueblo, 69, 71.
 Centre marxiste révolutionnaire, 224.
 Comintern, voir Internationale (III^e).
 Communist League of America (C.L.A.), 44, 118, 120, 136, 142, 312, 340.
 Communist League of Great-Britain, 43.
 Communist Party of Great-Britain (C.P.G.B.), 37, 327.
 Communist Party Opposition (C.P.O.), 93.
 Confederación General de Trabajadores (C.G.T.), 70.
 Confederación Nacional del Trabajo (C.N.T.), 206.
 Confederación de Trabajadores de México (C.T.M.), 178.
 Congress of Industrial Organizations (C.I.O.), 59, 93, 94.
 Congress Socialist Party (Inde), 59, 93, 94.
 Det Norske Arbeiderpartie (D.N.A.), 283.
- Fédération internationale de l'art révolutionnaire indépendant (F.I.A.R.I.), 76.
- Gauche révolutionnaire de la S.F.I.O., 279.
 Groupe bolchevik-léniniste de la S.F.I.O., 51, 133, 279.
 Grupo Bolchevique-Leninista (Espagne), 152.
 Grupo Revolucionario Obrero (G.O.R.) (Argentine), 25.
 Guomindang, 46, 256.
- Independent Labor League (I.L.L.), 93.
 Independent Labour Party (I.L.P.), 31, 42-45, 54, 55, 279-280.
 International African Friends of Ethiopia, 93.
 International Labor Defense (I.L.D.), 74.
 International Workers of the World (I.W.W.), 89.
 Internationale (I^{re}), 121.
 Internationale (II^e), 47, 122, 318-327.
 Internationale (III^e) (ou Comintern, ou I.C.), 21, 31-36, 39, 41, 47, 74, 126-128, 140, 232, 251-260, 284, 286, 287, 305, 308-312, 323-327, 387.
- Sections, partis communistes de :
 Allemagne, voir Kommunistische Partei Deutschlands.
 Belgique, 45.
 Canada, 136.
 Espagne, 207, 256, 282.
 Etats-Unis, 34-40, 62, 75, 87, 90-96, 112, 301, 340.

ŒUVRES, AVRIL-SEPTEMBRE 1939

- France, 86, 327.
Grande-Bretagne, voir Communist Party of Great-Britain.
Mexique, 139, 178.
Tchécoslovaquie, 37, 247.
Ukraine, 331, 332.
Union soviétique, 128, 138, 144-150, 193, 200, 251, 273-311.
- Internationale (IV^e), 48, 49, 54, 70-75, 86, 100, 111, 122, 137, 140, 156, 165, 173, 219, 224, 270-279, 284, 286, 311-313, 316, 327, 336, 395.
- Sections :
- Allemagne, voir Internationale Kommunisten Deutschlands.
Belgique, voir Parti socialiste révolutionnaire.
Espagne, voir Grupo bolchevique-leninista.
Etats-Unis, voir Socialist Workers Party.
France, voir Parti ouvrier internationaliste.
Grande-Bretagne, voir Militant Group.
Indochine, 311, 312.
Mexique, 115, 141.
Pologne, 132.
- Internationale Kommunisten Deutschlands (I.K.D.), 38, 40, 284.
Internationale Vereinigung Kommunistische Opposition (I.V.K.O.), 283.
Izquierda Comunista, 52, 282.
- Jeunesses communistes (J.C.) :
— Etats-Unis, 186.
— Union soviétique, 80.
Jeunesse communiste internationaliste (J.C.I.), 170.
Jeunesse socialistes (J.S.), 116, 292.
Jeunesses socialistes ouvrières et paysannes (J.S.O.P.), 24, 27, 165, 292.
Jeunesses socialistes révolutionnaires (J.S.R.), 24, 116, 134, 163.
- Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands (K.A.P.D.), 159.
Kommunistische Partei Deutschlands (K.P.D.), 32, 38, 159, 215.
- Kommunistische Partei (Opposition) (K.P.O.), 283.
- Labour Party, 39-444, 256, 307, 320.
League of Struggle for Negro Rights, 74.
Ligue communiste, 133.
Ligue des Droits de l'Homme, 212-213.
- Marxist Group, 31, 43.
Marxist League, 43.
Militants, 186.
- Nacionaal Arbeids-Secretariaat (N.A.S.), 280.
Nationale Congress (Inde), 138.
Negro National Congress, 74.
Nouvelle Opposition (U.R.S.S.), 38.
Opposition de gauche internationale, 31, 41, 52, 56, 86, 247.
- Sections :
- Espagne, voir Izquierda comunista.
Etats-Unis, voir Communist League of America.
Inde, 312.
Tchécoslovaquie, 247.
Union soviétique, 81, 219, 246.
- Pan-American Committee (P.A.C.), 109, 115, 117, 120, 153, 284, 314, 315.
Parti communiste internationaliste (P.C.I.), 84, 109, 115, 117, 120, 153, 284, 314, 315.
Parti ouvrier belge (P.O.B.), 76.
Parti ouvrier internationaliste (P.O.I.), 22, 23, 27, 41, 44, 67, 77, 115, 116, 133, 134, 163, 166, 264-266, 315.
Parti ouvrier social-démocrate russe (P.O.S.D.R.), 348, 367.
Parti socialiste (France), voir S.F.I.O.
Parti socialiste ouvrier et paysan (P.S.O.P.), 22, 26-29, 41, 44, 52-54, 76, 77, 86, 105, 115, 116, 133, 163-166, 168-170, 209, 224, 264, 265, 276-278, 288, 291, 315.
Parti socialiste révolutionnaire, 266, 286.
Partido Obrero de Unificación Marxista (P.O.U.M.), 42, 206, 258, 281, 282.

LÉON TROTSKY

- Partido Revolucionario Mexicano, 28, 71, 120.
- Partido Revolucionario Obrero y Campesino, 29, 70, 71.
- Revolutionary Policy Committee, 186.
- Revolutionair Socialistische Arbeiders Partij (R.S.A.P.), 28, 211.
- Revolutionary Socialist League (R.S.L.), 43.
- Revolutionary Socialist Party (R.S.P.), 43.
- Rops, groupe, 247.
- Section française de l'Internationale ouvrière (S.F.I.O.), voir aussi P.S., 40, 49, 51, 133, 209, 276, 278, 291, 319.
- Sharecroppers Union, 59.
- Société des Nations (S.D.N.), 37, 297.
- Socialist Labor Party (S.L.P.).
- Socialist Labor Party (S.L.P.), 43.
- Socialist League, 43.
- Socialist Party (Etats-Unis), 94, 118, 301.
- Socialist Workers Party (S.W.P.), 26, 27, 29, 41, 54, 77, 94-96, 115, 119, 133, 168, 186, 189, 191, 284, 341.
- Sozialistische Arbeiterpartei (S.A.P.), 276, 282.
- Sozialdemokratische Partei Deutschlands (S.P.D.), 63, 159.
- Spartacus Youth League, 186.
- Spartakusbund (ou Ligue Spartacus), 215.
- Sturm-Abteilung (S.A.), 382.
- Trade-Unions Educational League (T.U.E.L.), 74.
- Unión de Trabajadores de Ferrocarriles, 139.
- Universal Negro Improvement Association, 58.
- Workers International League, 43.
- Workers Party of the United States (W.P.U.S.), 118, 165, 328.
- Young People's Socialist League, 54, 186.

INDEX DES MATIÈRES

- Allemagne,
— politique extérieure, 234-237.
- Anarchisme, 277.
- Angleterre, 40, 298.
- Archives,
— confiées à Léon Sedov, 83, 84,
113, 114, 158.
— vente, 263.
- Art,
— littérature, 227, 368-377.
- Autodétermination,
— et fédérations, 64, 333.
— nationale, 63, 125, 329, 335, 363,
364.
— nègre, 57, 62, 63, 66, 78, 88.
— ukrainienne, 125, 130.
- Bolchevisme, 199, 200, 209, 212, 213,
250, 251, 272-274, 276, 278, 288-291,
343, 346, 347, 351, 362.
— vieux bolcheviks, 195, 219.
- Bonapartisme,
— en Union soviétique, 151.
- Bourgeoisie, 212.
— impérialiste, 216.
- Bureaucratie ouvrière, 287, 307, 324.
- Bureaucratie soviétique, 193, 233, 252-
257, 261, 289, 295, 300, 308, 354, 384.
— Allemagne, 38.
— et Etat, 144-151.
— et oppression nationale, 125-130,
364.
— et révolution russe, 35-38.
— privilèges, 150, 151.
- Capitalisme,
— d'Etat, 178-181.
- Centrisme, 211, 283, 339, 340.
- Colonies, 233, 251, 258, 297, 307-311.
- Démocratie, 210, 211, 216, 297, 305,
306, 321, 339.
— bourgeoise, 321.
— dans le parti, 211, 269-275, 278.
— et dictature du prolétariat, 277,
278.
- Entrisme,
— en France, 51, 54, 77, 116, 163,
264, 265, 274.
- Espagne, 52.
- Etat, 299, 300.
- Etats-Unis, 302, 303.
— aristocratie ouvrière, 97.
— New Deal, 162, 303.
— problème racial, 64, 65.
- Fascisme, 216, 225, 305, 306.
— lutte contre, 321.
- Fraction (travail de).
— dans le P.C., 87.
- Fraction (travail de).
- Franc-maçonnerie, 212, 216, 279, 289.
- Front populaire, 254, 310.
— en France, 50, 51.
- G.P.U., 283.
— en Espagne, 258.
— infiltration, 265.
— lutte contre, 171-173.
- Guerre,
— civile, 207-210.
— deuxième, 53, 123, 239, 386,
387, 394.
— impérialiste, 393-395.
- Impérialisme, 306, 307.
— allemand, 382.
— américain, 303.
— anglais, 394.
— démocratique, 326.
— français, 394.
- Inde, 138, 305-313.
- Indépendance nationale, 305-309, 312,
313.
— ukrainienne, 129-131, 328, 329,
331-339, 363-365.

LÉON TROTSKY

- Indochine, 258, 286, 287.
Intellectuels, 75-78, 101.
— démocrates, 200.
— nègres américains, 76.
Internationale, 285.
Japon, 391.
Jeunesse, 54.
Marxisme, 214-216, 354.
— en Russie, 344-353, 360-362.
— et histoire, 53.
— et kantisme, 212.
— et pragmatisme, 185.
— révisionnisme, 211, 212.
Menchevisme, 290, 291, 320, 351, 360, 362.
Mexique,
— droit d'asile, 111, 112.
Morale,
— bourgeoise et révolutionnaire, 204-217.
— ouvrière, 266, 267.
Nationalisme,
— en Ukraine, 127, 131, 331, 332, 339.
Nazisme,
— projet « Grande Ukraine », 124, 127-129, 385.
Nègre (question), 37, 57-66, 87, 88.
— et organisation, 73-78, 97-104.
— et socialisme, 99, 100.
Opportunisme, 340.
Pacifisme, 280.
Parti révolutionnaire, 210.
— composition sociale, 49, 50, 97, 189, 191, 224.
— nature et programme, 69, 70.
— organisation, 276, 277.
Paysannerie,
— en Russie, 347, 351, 353, 354, 358, 359.
Petite bourgeoisie, 216.
Populisme russe, 344, 352, 360.
Presse révolutionnaire,
— questions d'organisation, 165, 188, 189.
Procès de Moscou, 212, 213, 235, 259, 260, 289, 295, 300.
Question juive, 49, 64.
Relations internationales, 228-239, 296-298, 300, 301.
— accord de Munich, 228, 234.
— alliances militaires, 237-239, 259, 260.
— U.R.S.S./Allemagne, 231-237, 382-386, 389-392, 402-404.
Religion, 216.
Révolution,
— allemande de 1923, 31-35.
— chinoise de 1925-1928, 34-36, 46, 255.
— démocratique, 344-346.
— espagnole, 281, 282, 301, 302.
— permanente, 37, 343, 344, 357-362.
— russe de février, 51.
— russe de 1905, 33, 52, 343, 350, 351, 355, 356.
— russe d'Octobre, 33-35, 51.
— russe (nature de), 344-351, 360, 361.
— socialiste, 299, 300.
Sectarisme, 275, 336, 340.
Social-démocratie, 276, 318-327, 360.
— allemande, 357.
— et gouvernements municipaux, 180.
— et ministérialisme, 179.
— russe, 357.
Socialisme, 289, 300.
— dans un seul pays, 31, 32, 37, 253, 299, 362.
Social-patriotisme, 279, 280, 319-321, 324.
Stalinisme, 200, 260, 288, 344.
Syndicats,
— et gestion des entreprises nationalisées, 179-182.
« Trotskysme », 268-292, 344, 354.
Ukraine, 124-132, 328-339, 363-365.
U.R.S.S., 294.
— Armée rouge, 147, 295.
— et question nationale, 124-132, 330-339.
— et survivance de l'Etat, 144-151.
— mariage/divorce, 107.
— planification, 337.
— politique extérieure, 230-233, 250-253, 296.
— purges, 145, 199, 218-220, 230, 235, 254, 300, 332.
— question agraire, 330.
— salaires ouvriers, 149-150.
Visas,
— pour le Mexique, 187, 190, 247, 248.

*Achévé d'imprimer en janvier 1986
sur presse CAMERON
dans les ateliers de la S.E.P.C.
à Saint-Amand-Montrond (Cher)*

N° d'Édition : 904308. N° d'Impression : 2987-1869.
Dépôt légal : février 1986.

Imprimé en France

- Déjà parus :
- Œuvres 1, mars 1933 – juillet 1933*
 - Œuvres 2, juillet 1933 – octobre 1933*
 - Œuvres 3, novembre 1933 – avril 1934*
 - Œuvres 4, avril 1934 – décembre 1934*
 - Œuvres 5, janvier 1935 – juin 1935*
 - Œuvres 6, juin 1935 – septembre 1935*
 - Œuvres 7, octobre 1935 – décembre 1935*
 - Œuvres 8, janvier 1936 – février 1936*
 - Œuvres 9, mars 1936 – mai 1936*
 - Œuvres 10, juin 1936 – juillet 1936*
 - Œuvres 11, août 1936 – décembre 1936*
 - Œuvres 12, décembre 1936 – février 1937*
 - Œuvres 13, mars 1937 – avril 1937*
 - Œuvres 14, mai 1937 – septembre 1937*
 - Œuvres 15, septembre 1937 – décembre 1937*
 - Œuvres 16, janvier 1938 – mars 1938*
 - Œuvres 17, mars 1938 – juin 1938*
 - Œuvres 18, juin 1938 – septembre 1938*
 - Œuvres 19, octobre 1938 – décembre 1938*
 - Œuvres 20, janvier 1939 – mars 1939*